00102031

THE
ASIATIC SOCIETY OF BOMBAY
TOWN HALL, BOMBAY-400 023.

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 18 July, 2018

ÉTUDES

SUR

L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

DU MÊME AUTEUR

LES DÉICIDES

EXAMEN DE LA VIE DE JÉSUS
ET DES DÉVELOPPEMENTS DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE
DANS LEUR RAPPORT AVEC LE JUDAISME

2e édition — Un volume in-8°

LA PONDÉRATION DES POUVOIRS

LA PROVINCE
LE SUFFRAGE UNIVERSEL — LE SOCIALISME

Un volume grand in-18 — 1874

LES PHARISIENS

Deux volumes in-8°

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. JEANNE ROBERT.

ÉTUDES

SUR

L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

PAR

J. COHEN

102031

PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15
A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1879

Droits de reproduction, et de traduction réservés.

00102031

PRÉAMBULE.

Un long séjour en Allemagne, depuis la guerre de 1870, m'a permis d'étudier de près l'état politique, économique, moral et social du nouvel empire. Je viens aujourd'hui au public le résultat de mes observations, convaincu que c'est un devoir de patriotisme pour tout Français au courant de ce qui se passe chez nos redoutables voisins, de dire ce qu'il en sait et ce qu'il en pense.

Une pareille étude ne peut, toutefois, être profitable, qu'à la condition d'être absolument impartiale. Je considère comme un acte mauvais et répréhensible les écrits systématiquement hostiles qui, dénigrant les vainqueurs, de parti pris, et se faisant les organes des passions, naturellement encore si vives, qui s'agitent en France et en Allemagne, entretiennent des ressentiments et provoquent des colères que tout conseille, au contraire, de modérer.

Quelque douloureuses que soient nos blessures, quelque légitime que puisse être notre désir de réparer nos désastres, nous ne pouvons oublier que l'Allemagne est une grande nation, qu'elle a à sa tête

des hommes d'État et des hommes de guerre de premier ordre, qu'elle a toujours joué un rôle considérable dans le mouvement européen et qu'aujourd'hui, plus qu'à aucune autre époque, elle y exerce une influence prépondérante. C'est sérieusement qu'il faut parler d'un tel peuple et qu'il faut lui parler. Pour moi je me suis efforcé de dominer les sentiments qu'éveille en mon cœur l'ardent amour de la patrie vaincue et je me suis attaché à voir consciencieusement les hommes et les choses tels qu'ils sont en réalité.

Je n'ai pas la prétention de révéler à mes lecteurs un monde inconnu. La plupart des faits que j'ai observés l'ont été avant moi par bien des esprits d'élite dont l'attention, depuis quelques années, s'est portée, avec une curiosité facile à comprendre, vers le mouvement germanique. Toutefois il m'a semblé qu'un tableau d'ensemble, montrant où en est l'Allemagne de nos jours, serait une œuvre utile de nature à rendre quelques services à mon pays, en y éclairant l'opinion sur les questions graves que soulève l'organisation du nouvel empire et sur la crise profonde dont elle se complique.

Je me hâte de dire que mon but est une sincère pensée d'apaisement. J'ai voulu, en constatant combien l'œuvre d'unité nationale à laquelle les Allemands travaillent est encore peu avancée, et que de temps, de peine et de persévérance il leur faudra pour l'achever, leur prouver à eux-mêmes que la paix leur est indispensable pour élever l'édifice de l'empire sur ses fondements mal assurés.

Quant à la France, j'ai voulu l'exhorter une fois de plus à la patience et lui faire comprendre que la meilleure politique est de rester en repos, de ne donner prétexte à aucune mauvaise querelle, de laisser nos vainqueurs aux prises avec leurs embarras intérieurs et d'attendre du temps l'occasion propice pour redresser pacifiquement les injustices de la guerre.

Si j'ai le bonheur d'atteindre ce double but, j'aurai la satisfaction de croire que j'ai fait acte de bon citoyen.

Juin 1878.

PREMIÈRE PARTIE.

DÉVELOPPEMENTS DE L'UNITÉ ALLEMANDE.

ÉTUDES

SUR

L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

CHAPITRE PREMIER.

L'ALLEMAGNE DU X^e^ AU XIX^e^ SIÈCLE.

I

Napoléon, captif à Sainte-Hélène, a résumé en ces termes ses idées sur l'Allemagne :

« L'agglomération des Allemands demandait beau-
» coup de lenteur; aussi n'avais-je fait que simplifier
» leur monstrueuse complication.... Cette agglomé-
» ration arrivera tôt ou tard par la force des choses.
» L'impulsion est donnée et je ne pense pas qu'après
» ma chute et la disparition de mon système, il y
» ait en Europe d'autre équilibre possible que l'ag-
» glomération et la confédération des grands peu-
» ples. »

Ce qu'avait prévu l'Empereur s'est réalisé. L'agglomération des races et des États germaniques est aujourd'hui un fait accompli. L'empire d'Allemagne est reconstitué sur une base unitaire. L'équilibre européen y trouvera-t-il plus de solidité ? C'est le secret de l'avenir. Jusqu'à présent, l'établissement au centre de l'Europe de cette nouvelle puissance créée par la force triomphante, « par le fer et le feu », suivant le mot célèbre de celui qui en est le véritable fondateur, a profondément troublé le monde moderne. Cependant, Napoléon avait raison. L'Allemagne aspirait depuis trop longtemps à son unité nationale, pour ne pas la conquérir un jour soit par la guerre soit par la révolution. La guerre la lui a donnée ; qui sait ce que la révolution en fera ?

Quoi qu'il en soit, il est impossible de méconnaître que le nouvel empire répond, à la fois, aux vœux séculaires des peuples qui le composent et aux ambitions traditionnelles de la dynastie à qui la victoire en a livré la couronne. Sous l'Allemagne officielle des royaumes et des duchés, presque constamment divisés et en lutte, il y a toujours eu, dans le moyen âge et dans l'âge moderne, une Allemagne intellectuelle, l'Allemagne des esprits, des cœurs et des intérêts, qui n'a cessé de poursuivre un idéal obstiné et s'est bâti dans l'ombre une patrie nouvelle conforme à son génie et à ses espérances. Tandis que les rivalités des princes brisaient, à la surface, l'unité germanique, tandis que les combinaisons de la diplomatie morcelaient arbitrairement le vieux sol ger-

main, le mouvement national agissait dans les profondeurs. Partout les chants des poëtes, la voix des penseurs, le dévouement des apôtres, solidarisaient les âmes, unifiaient les mœurs et entretenaient l'amour sacré du *Vaterland*.

II

L'Allemagne est incontestablement une par le caractère de ses habitants, par son langage, par sa civilisation, par l'influence générale qu'elle a exercée dans le monde. Sous toutes les variétés locales on retrouve intact le type fondamental de la race. Le Souabe, le Bavarois, le Saxon, le Brandebourgeois ont chacun une physionomie spéciale qui les distingue les uns des autres ; ils ont des traditions et des idées particulières qui peuvent les séparer, mais tous sont Allemands et, si l'intérêt les divise quelquefois, le patriotisme héréditaire les rapproche toujours. Tous répètent avec un égal enthousiasme le *Lied* national d'Arndt : « *Was ist des Deutschen Vaterland? So weit die deutsche Zunge klingt.* » Depuis les temps les plus anciens jusqu'à nos jours, c'est une famille de peuples où les querelles domestiques, si fréquentes et si graves qu'elles aient été, n'ont pu affaiblir ni détruire les liens de parenté originaire.

L'Allemagne est également une par sa configuration géographique, comme elle l'est par sa constitution ethnographique. Entre la France et la Russie elle

forme un ensemble compacte où l'homogénéité du territoire sert de cadre à l'homogénéité des races. La Germanie a ses limites naturelles comme l'esprit germain a les siennes.

En observant son action dans le développement historique de l'humanité, on reconnaît que la politique de ses gouvernements, à l'extérieur et à l'intérieur, a toujours été essentiellement et exclusivement allemande. D'ardentes compétitions ont pu s'y disputer la prépondérance, mais le germanisme a toujours agi, comme une véritable force nationale, dans les vicissitudes des États et les évolutions des peuples.

III

Il est impossible de nier l'importance du rôle qu'a joué l'Allemagne dans le monde. Deux fois déjà elle l'a transformé; aujourd'hui, pour la troisième fois, elle en modifie brusquement l'équilibre. Au cinquième siècle, elle a ouvert le moyen âge; au seizième, elle a fondé l'âge moderne. Que va-t-il sortir maintenant de sa nouvelle entreprise ?

Par ses invasions, dans les premiers temps du Christianisme, l'Allemagne a défait la vieille société. Par la Réforme et l'Imprimerie, mille ans plus tard, elle a fait la société nouvelle. Dans la première période on la voit répandre ses populations sur l'empire romain et infuser partout le sang jeune et chaud des tribus germaines. Dans la seconde, elle répand ses

idées et prépare, par la révolution religieuse, la révolution politique d'où est sorti l'État moderne. Sa première victoire sur Rome a délivré les peuples de la tyrannie et de la corruption du Césarisme. La deuxième victoire les a affranchis du despotisme de la théocratie pontificale. Le mélange des Germains et des Gaulois, en constituant la royauté des Francs, a créé l'empire d'Occident et, par Charlemagne, la plus éclatante incarnation de l'esprit gallo-germain, il a fondé l'unité de l'Europe. La lutte séculaire de l'Allemagne contre la Papauté, en séparant le trône de l'autel, a créé l'État laïque, et, par Luther, la plus haute expression des droits de la raison et de la conscience, elle a fondé la liberté universelle.

Chose étrange! à ces deux grandes époques, le mouvement germanique s'est manifesté comme un immense effort contre Rome. Il semble que ce soit la destinée de l'Allemagne de battre en brèche la capitale des Césars et des Papes. Elle s'y acharne depuis des siècles. A l'heure où nous sommes, c'est encore Rome qu'elle combat avec le plus de passion et d'énergie. Deux fois elle a triomphé; triomphera-t-elle cette fois encore?

Chose non moins remarquable! si Rome a toujours été l'objet de sa haine, elle a toujours été aussi le but de son ambition. Aussitôt après la mort de Charlemagne, quand, à la suite de la honteuse déchéance des Carlovingiens, l'Allemagne s'est constituée en nation distincte, au lieu de s'occuper chez elle à établir puissamment son unité nationale, elle n'a rien eu de

plus pressé que de s'élancer au delà des Alpes pour tenter de refaire à son profit le vaste empire des Césars.

Il est vrai que son éclat et sa supériorité au x^e^ siècle lui donnaient le droit d'aspirer à cette souveraineté. La première elle sortit du désordre où la disparition de Charlemagne et le partage de son empire plongèrent l'Europe chrétienne. *Tandis* que l'héritage du grand empereur tombait, en France, dans des mains indignes et incapables, l'Allemagne eut le bonheur d'être gouvernée par des souverains illustres à qui elle dut sa prééminence parmi les nations contemporaines. Henri l'Oiseleur et Othon le Grand firent revivre, au delà du Rhin, la gloire et le génie de Charlemagne. Aussi personne ne s'étonna lorsque Othon se fit décerner par le pape le titre d'empereur romain, comme un symbole de suprématie sur tous les peuples de la chrétienté: Dignité prestigieuse, en effet, devant laquelle la foule s'inclinait, disant naïvement que « l'Empereur avait été fait Dieu de la terre par le Pape représentant le Dieu du ciel ».

IV

Cette période glorieuse, qui s'étend, pendant plus de trois siècles, de l'avénement d'Othon le Grand à la chute des Hohenstaufen, est l'âge épique de l'Allemagne. Rien n'est merveilleux comme le mouvement germanique de ce temps. Un enthousiasme lyrique y

enflamme l'héroïsme des gens de guerre et le génie des poëtes; ou plutôt le chevalier allemand est à la fois paladin et trouvère. Frédéric Barberousse, le type légendaire de l'empereur teutonique, le dormeur immortel de la caverne des Kiffhaüser, joint la science du jurisconsulte et l'art de l'écrivain à la grandeur de Charlemagne et à la valeur de César. L'Allemagne est l'âme de la société du moyen âge. Il semble qu'elle en aurait pu être aussi, pour longtemps, la tête et le bras. Il n'en a pas été ainsi. Elle n'a pu ni conquérir ni garder le sceptre de la civilisation européenne. Pourquoi? Parce qu'il lui a toujours manqué cette force de l'unité nationale qui a permis à la France de jouer, en tout temps, un rôle si considérable parmi les nations.

Quelle étrange organisation, en effet, que celle de l'Allemagne du moyen âge! Un empire sans territoire, un empereur sans sujets, un chef sans soldats, un souverain sans pouvoir! Et cependant, ce monarque, dépourvu de tous les attributs ordinaires de la couronne, est grand par le prestige personnel qui l'entoure. C'est le chevalier du Christ, comme le Pape en est le vicaire. Il chevauche à travers les peuples et parmi les rois, ses vassaux, comme un juge suprême qui redresse les torts, condamne les abus de la force, domine et contient les burgraves pillards et les barons rebelles et impose à tous la trêve de Dieu. Dans l'illusion de sa royauté nominale, il rêve, en même temps, la domination universelle, agite le monde de

ses vastes ambitions, enflamme les passions des Croisades et jette sur l'Orient les chevaliers de la chrétienté pour délivrer le Saint-Sépulcre.

Qu'il rêve l'empire du monde ce César idéal qui n'a pas même l'empire effectif de l'Allemagne! Barberousse a emporté cette espérance dans le souterrain mystérieux où il dort d'un sommeil séculaire en attendant que les corbeaux s'envolent [1], les noirs corbeaux qui se sont abattus sur la Germanie et s'en partagent, comme une proie, les châteaux, les burgs et les cités. Que de temps il faudra avant que ces oiseaux sinistres disparaissent et que Barberousse se réveille enfin! Jusqu'alors l'empereur germanique aura beau porter en ses mains le globe terrestre, ce ne sera qu'un vain hochet. Il aura beau tenir la Main de Justice, signe du droit, et l'Épée, signe de la force, sa dignité radieuse restera un titre honorifique bien plus qu'une autorité souveraine!

En fait, la puissance du César allemand était limitée par celle de ses vassaux. Ceux-ci, en effet, exerçaient, dans leurs fiefs héréditaires, un pouvoir absolu. En droit, elle l'était par celle de la Diète, (*Dixta*, *Reichstag*) qui se réunissait périodiquement pour statuer sur tous les intérêts de l'empire. L'empereur n'était que le président nominal d'une république aristocratique, tenant son sceptre des sept électeurs

1. Und wenn die alten Raben noch fliegen immerdar,
So muss ich auch noch schlafen verzaubert hundert Jahr.
(*Légende de Barberousse*, Fr. Rückert.)

qui le nommaient et subordonné, plutôt que supérieur, aux ducs, aux comtes et aux barons qui lui dictaient des lois. S'il avait eu l'audace, à l'exemple de Hugues Capet, de dire à l'un de ces puissants seigneurs féodaux : « Qui t'a fait comte? » celui-ci eût pu lui répondre avec bien plus de raison : « Qui t'a fait empereur? »

Il n'avait de défenseurs personnels que parmi les membres d'un ordre équestre, sorte de milice impériale, qui se dévouaient à son service. On les nommait la « chevalerie de l'empire » *Reichsritterschaft* ou « noblesse immédiate ». C'étaient, dit-on, les descendants des Arimans, les anciens « hommes libres » de la Germanie. Ne possédant pas de terres, dénués de toute souveraineté, ils aimèrent mieux dépendre de l'empereur que des grands vassaux. Ils ne connaissaient d'autre loi que leur serment de chevalier, d'autre droit que celui du glaive. C'est de leur sein qu'est sorti le fameux Ordre Teutonique, qui conquit la Prusse au XIIIe siècle et en fit un royaume au XVIIIe.

V

Dans de telles conditions comment l'Allemagne aurait-elle pu constituer fortement son unité? Du reste, l'anarchie était partout. Les duchés, les comtés et les burgs étaient perpétuellement en guerre. Tandis que les empereurs rêvaient l'empire du monde, l'Allemagne,

déchirée par les luttes de tant de petites principautés ennemies, se décomposait à leurs pieds. Tout devint local et particulier. Plus d'esprit général ; plus d'intérêt commun. L'histoire parvient à peine à suivre, dans le morcellement infini des héritages féodaux, les ramifications et les complications des dynasties. Les sept électeurs dominent ce fouillis de familles princières, mais c'est en vain qu'on les appelle avec emphase « les sept flambeaux de l'empire », cet empire lui-même n'en est pas plus brillant. Tout y est en désordre et comme en chaos. Les combats des burgraves sont des aventures de bandits et non des exploits de chevaliers. Il n'y a plus d'autre droit public que celui de la force ou, comme disent les chroniques, « le droit du poing », *Faustrecht.*

Il faut arriver au XVI^e^ siècle avant qu'une certaine règle se mette dans cette confusion. A ce moment, la dignité impériale, après avoir passé successivement de la maison de Saxe à celles de Franconie et de Souabe, se fixe dans la maison d'Autriche où elle est restée jusqu'en 1806. Maximilien fait un premier effort pour unifier l'empire. Il le divise en dix cercles, établit un pouvoir exécutif central, un tribunal supérieur, un impôt impérial, et fait décréter par la Diète une paix perpétuelle. La paix perpétuelle ! Généreuse chimère des nobles cœurs ! Celle que Maximilien avait rêvée ne dura pas plus que lui.

L'élection de Charles-Quint, contemporaine de l'explosion de la Réforme, est le signal d'une guerre qui bouleverse l'Allemagne et entraîne dans la lutte tous

les grands États de l'Europe. Au moment où, sous le sceptre du vainqueur de François Ier, l'Allemagne semble devoir reprendre le rang prépondérant qu'elle occupait au xe siècle; au moment où le nouvel empereur s'efforce d'en faire une véritable monarchie étendant sa puissance sur l'ancien et le nouveau monde, sonne précisément l'heure où l'édifice tout entier du Saint Empire va être profondément ébranlé par la plus radicale des révolutions.

Le plus brillant représentant du moyen âge en devait être aussi le dernier. Luther surgit en face de Charles-Quint. Le moine de Wittenberg ose combattre celui qui devait être, à la fin de sa carrière, le moine de Saint-Just. La réforme frappe du même coup le Pape et l'Empereur solidarisés dans leur résistance contre l'esprit nouveau. L'empire et le pontificat romain entrent ensemble dans leur crise suprême, longue crise comme le sont toutes celles qui marquent l'enfantement d'une nouvelle société, drame terrible qui, depuis trois siècles, agite le monde moderne et au dernier acte duquel nous font assister aujourd'hui la chute de la papauté temporelle et la fondation d'un empire protestant à la place du vieil empire catholique.

VI

C'est de cette époque que date l'élévation d'une puissance obscure et effacée jusque-là qui, s'empa-

rant, contre l'Autriche, du rôle que celle-ci ne sut point prendre, devint rapidement l'incarnation du Protestantisme militant et de l'Allemagne affranchie.

Le triomphe de la Réforme fut l'origine de la grandeur de la Prusse. Lorsque, après la guerre de trente ans, le protestantisme, ayant conquis son indépendance, chercha un champion puissant pour la protéger, ce fut la Prusse qui se voua à cette grande cause, lui assura l'appui des puissances et en fit consacrer les conquêtes par des traités solennels. En proclamant, par la paix de Westphalie, le principe de la liberté de conscience et les droits des réformés, en déclarant l'indépendance des princes allemands, en abaissant l'Autriche, en élevant la Prusse, en satisfaisant la France par la cession de l'Alsace, l'Europe crut avoir consolidé pour longtemps l'équilibre des États et assuré la paix générale. Elle n'avait fait que semer le germe de nouvelles guerres et préparé le conflit de prépondérance qui devait éclater bientôt entre Vienne et Berlin.

Les traités de Westphalie furent, en effet, un coup mortel porté à l'unité de la chrétienté et à l'unité de l'empire. La Réforme entra dans le droit public de l'Europe comme un fait triomphant. La Prusse entra dans le cercle des États germaniques comme le chef reconnu du Protestantisme. Quant au Saint Empire romain qui, suivant le mot célèbre de Voltaire, n'avait rien d'un empire et n'était pas plus saint qu'il n'était romain, il reçut une organisation nouvelle, plus bizarre encore que celle qu'il avait auparavant et qui

ne pouvait lui donner aucune force à l'intérieur ni aucune influence au dehors.

Singulière constitution! Une diète formée de trois colléges, celui des électeurs, celui des princes et celui des villes, pouvoir suprême mais si compliqué que, lorsqu'il lui fallait agir, il était, d'après un dicton fameux, « toujours en retard d'une idée, d'une année, et d'une armée ». Une chambre impériale appelée à juger les différends fédéraux, et qui, lorsque, par hasard, elle terminait un litige, ne trouvait personne pour exécuter son arrêt. Au-dessus de ce double organisme, un empereur, sans autorité réelle, auquel, à son avénement, on imposait, sous le nom de « capitulation », un pacte où il s'engageait à ne jamais relever la puissance impériale personnelle, n'ayant pour tout revenu que la taxe sur les Juifs de Francfort et de Worms et l'impôt des villes libres, en tout, 13,884 florins 32 kreutzers. Sa mission consistait à convoquer le Reichstag et à en ratifier les décisions qui devenaient alors, de *Placita* de l'empire (*Reichsgetachten*), des *Conclusa* (*Reichsschlusse*). Les électeurs étaient ses conseillers obligés. Il ne pouvait rien faire sans leur consentement, tandis qu'ils pouvaient délibérer sans sa permission et régler à leur gré toutes les affaires. Les rois les traitaient de « frères ». L'empereur les appelait « ses oncles et ses neveux ». Ils auraient été plus justement nommés « ses tuteurs et ses maîtres ».

La Diète elle-même, devenue permanente depuis 1663, n'était plus cette grande et puissante

assemblée où autrefois les souverains venaient eux-mêmes soutenir leurs prétentions. Dédaignant d'assister à ses séances, ils se contentaient désormais d'envoyer à leur place de simples délégués, dépourvus d'influence personnelle, qui n'osaient rien conclure et dont les discussions sans fin éternisaient les moindres questions. En dehors d'elle, les princes, qui s'étaient rendus aussi indépendants de l'empereur que de l'empire, débattaient et tranchaient en conseil privé tous les intérêts importants, ne laissant presque rien à faire au Reichstag. La diète et la chambre impériale avaient, il est vrai, une haute mission politique et sociale. Elles devaient, en principe, former une sorte de tribunal amphyctionique ayant pouvoir de juger et d'arranger les querelles entre les États; mais il en était de cet arbitrage pacifique comme de la Cour du point d'honneur destinée en France à empêcher les duels. Quand l'ambition ou l'intérêt étaient en jeu, les souverains allemands, de même que les gentilshommes français, ne connaissaient d'autre droit que celui du glaive.

Ainsi morcelée, bizarrement constituée, l'Allemagne ne serait jamais sortie de cette confusion, jamais elle ne serait parvenue à renouer les tronçons de sa nationalité, si elle n'avait trouvé un chef hardi pour la diriger. Ce chef, ce fut la Prusse.

VII

Le premier duc héréditaire de Brandebourg, Albert, grand maître de l'ordre teutonique, s'était franchement rallié au luthéranisme. Ses successeurs, suivant son impulsion, n'ont pas cessé, depuis lors, d'être mêlés à la lutte religieuse qui devait fonder leur puissance sur le triomphe de la foi nouvelle et sur l'amoindrissement de l'Autriche.

Proclamée royaume en 1700, organisée comme un régiment, façonnée à vivre de l'épée et par l'épée, la Prusse marcha résolûment au but de ses ambitions. Il ne lui manquait qu'un grand génie à sa tête pour prendre un essor victorieux; la Providence le lui donna en Frédéric le Grand.

Quel merveilleux esprit, quel admirable capitaine et quel habile diplomate que ce prince guerrier et philosophe, qui, ne croyant à rien qu'au pouvoir de la force, volait des provinces et savait les garder, courtisait Voltaire pour faire sa cour à l'opinion, se moquait de Dieu pour se mettre à l'unisson de son siècle, et, en même temps, se faisait le champion du protestantisme pour mieux combattre l'Autriche catholique! La cour de Postdam était, grâce à lui, le centre libéral de la philosophie anti-religieuse du XVIIIe siècle, comme la Prusse avait été le refuge des protestants exilés de France depuis la révocation de l'édit de Nantes. Il connaissait bien son temps et en

adaptait habilement les idées à sa politique, cet adroit souverain qui appuyait ses projets de domination sur la liberté de penser et sur la liberté de croire, donnant ces deux forces morales pour auxiliaires à la force matérielle. Les peuples de l'Europe, mais surtout ceux de l'Allemagne, apprenaient à considérer Berlin comme le foyer de la vrae puissance et du véritable progrès.

La dynastie des Hohenzollern faisait ainsi tout concourir à son but. Ses premiers souverains avaient créé une armée puissante; Frédéric II, par son génie militaire, en fit l'instrument irrésistible de ses desseins, tout en ayant l'art de lier à sa cause les esprits les plus illustres de son époque. Deux ans avant son avénement au trône, le 5 août 1738, Voltaire traçait, dans une lettre mémorable, le programme de la politique prussienne.

« Il faut que Votre Altesse Royale, y disait-il, me pardonne une idée qui m'a passé par la tête plus d'une fois. Quand j'ai vu la maison d'Autriche près de s'éteindre, j'ai dit en moi-même : Pourquoi les princes de la communion opposée à Rome n'auraient-ils pas leur tour? Ne pourrait-il se trouver parmi eux un prince assez puissant pour se faire élire? La Suède et le Danemark ne pourraient-ils pas l'aider? L'ambition de la Prusse doit être de s'enraciner au milieu de l'Europe et de représenter la race allemande entre la race slave et la race romano-celte. »

C'était prêcher un converti. Frédéric ne fut pas

plus tôt monté sur le trône (1740), qu'il engagea la lutte contre l'Autriche pour conquérir la suprématie dans les affaires allemandes. Les quatre guerres qu'il soutint contre cette puissance eurent sans doute pour objet des extensions territoriales nécessaires à ses plans, mais leur but essentiel fut de faire de la Prusse le pivot d'un nouvel empire germanique. Au début de la guerre de Sept ans, le général Winterfeld, le confident le plus intime du roi, conseillait la conquête de toute l'Allemagne dans le but de lui donner force de résistance contre l'étranger, en la réunissant en un seul et même État. Au mois de mai 1757, il déclarait hautement « qu'en moins de deux ans, on verrait toute la constitution de l'empire renversée et Frédéric sur le trône des Césars allemands ».

La guerre de Sept ans n'eut pas ce résultat, mais la Prusse en sortit agrandie, fortifiée et possédant tous les éléments de son développement futur.

La pensée ambitieuse pour laquelle Frédéric le Grand avait si puissamment armé son pays, persista d'ailleurs jusqu'à la fin de son règne. Dans le courant des années 1784 et 1785, il prépara et fit signer par la Saxe et par le Hanovre d'abord, puis par quatorze autres États, un projet de ligue calqué sur le modèle de celle de Smalkade. Les alliés y prenaient l'engagement secret de ne pas élire à la prochaine vacance du Saint Empire un prince de la maison d'Autriche. Sans doute le sceptre de l'Allemagne aurait, dès lors, passé dans les mains « des princes de la communion opposée à Rome, » ainsi que l'avait conseillé Voltaire,

si la mort n'eût emporté, l'année suivante, Frédéric le Grand et ses vastes conceptions.

Peut-être, s'il avait vécu, aurait-il cherché une force nouvelle dans la révolution qui, bientôt après lui, éclatant en France, a transformé le monde, comme il en avait cherché une dans le mouvement philosophique qui passionna le XVIIIe siècle et prépara l'explosion de 89. Ses successeurs, épouvantés de l'orage démocratique qui ébranlait toutes les monarchies de droit divin, n'osèrent pas se mettre de nouveau en lutte contre l'Autriche qui représentait, au plus haut degré, en Europe le principe monarchique; ils entrèrent dans la coalition des rois contre les revendications des peuples.

VIII

Mais, au-dessous des guerres des princes et des intrigues diplomatiques, l'Allemagne des idées faisait, depuis des siècles, son œuvre en silence et fondait la grande patrie sur la solidarité des sentiments populaires. Cette unité nationale que Frédéric le Grand assignait pour but à son ambition, les penseurs, les philosophes et les poëtes étaient parvenus à la créer.

Au moyen âge, c'est l'Université qui est le véritable foyer de la vie nationale. C'est elle qui garde, qui entretient et qui développe l'idée germanique dans

toute son ampleur. Aussi est-ce sur elle que s'appuièrent tous les princes qui convoitaient le sceptre de l'Allemagne unifiée, sachant bien que l'esprit est, comme la foi, la force invincible « qui transporte les montagnes ».

Lorsque Albert le Grand embrassa le protestantisme et, se déclarant duc héréditaire, jeta les fondements de la monarchie prussienne, un de ses premiers actes fut d'ouvrir l'université de Kœnigsberg. Quand Frédéric Guillaume eut fait un royaume de son électorat, il créa l'université de Duisbourg. Son successeur établit l'université de Halle, et, depuis lors, chaque conquête, chaque progrès, chaque crise même de la dynastie des Hohenzollern ont été marqués par la création d'une université nouvelle, celle de Bonn après l'acquisition des provinces rhénanes, celle de Berlin après la défaite d'Iéna, comme aujourd'hui celle de Strasbourg, après l'annexion de l'Alsace.

Les universités allemandes ne furent, d'ailleurs, un puissant levier politique entre les mains des souverains qui ont su s'en servir, que parce qu'elles étaient une force morale d'une influence énorme dans l'Allemagne entière. Leur rôle et leur action y ont toujours été considérables. A toute époque, on les voit à la tête des idées novatrices et progressives. C'est de l'université de Wittenberg, dès les premières années de sa fondation, que Luther déclara la guerre à la Papauté. Mais rien n'égale l'éclat de ces grands foyers de la vie intellectuelle et nationale à la fin du XVIIIe siècle. Les professeurs les plus illustres s'y emparent forte-

ment de l'esprit public. Tous inspirent à la jeunesse le culte des grandes idées et l'amour ardent de la patrie. Tous s'efforcent de ranimer dans le cœur de la nation allemande le sentiment de sa dignité, au moment même où les victoires de la Prusse et les premiers tressaillements de la révolution de 89 portent un coup mortel au Saint-Empire.

En même temps éclate, dans toute l'Allemagne, un mouvement littéraire et philosophique d'une incroyable grandeur. Un pléïade d'écrivains hors ligne, Schelling, Kant, Fichte, Klopstock, Wieland, mais surtout Lessing, Herder, Schiller et Gœthe, font rayonner leur pays de la splendeur de leur génie et lui donnent, dans le monde de la pensée, une place aussi élevée que l'eut la France au siècle de Louis XIV.

Toutefois, en France, les brillants auteurs du XVII^e^ siècle n'avaient signalé que la renaissance des lettres : ceux de l'Allemagne marquèrent le réveil de l'esprit national. Lessing, Schiller, Herder et Gœthe ne sont pas seulement des lettrés ; ce sont surtout des patriotes. Ils ne fondent l'unité littéraire que pour fonder aussi l'unité politique. En créant une littérature nationale, en réagissant contre les imitations serviles où, depuis longtemps, se complaisaient les écrivains qui les avaient précédés, en remettant en honneur et en épurant la langue maternelle, en apprenant à leurs compatriotes à penser et à sentir ensemble, tous avaient la conscience qu'ils aidaient à la constitution de la grande patrie germanique. « S'il a été possible aux Lycurgue et aux Solon, disait Herder,

de fonder des républiques, pourquoi n'en pourrais-je pas fonder une à mon tour? » — « L'année 1768, dit Gervinus [1], joue, dans l'histoire de la littérature allemande, le même rôle que 1789, dans l'histoire politique de la France. »

Cette année mémorable, où s'ouvrit l'ère des novateurs de Hambourg et de Weimar, « la période de lutte et de tempête » *Sturm und Drang periode*, comme l'appellent les Allemands, fut, en effet, plus qu'une révolution littéraire; ce fut une révolution politique. Du jour où il exista une littérature nationale s'inspirant de tous les sentiments et de tous les instincts du germanisme, on put dire que l'unité de l'Allemagne était faite.

IX

Combien d'années il lui fallait cependant encore pour passer du monde des idées dans celui des faits! Frédéric le Grand aurait certainement fondé sur ce puissant mouvement des esprits le triomphe de son ambition, mais, lui mort, la faiblesse, l'inconsistance et l'impuissance de ses successeurs ajournèrent indéfiniment l'exécution de ses projets.

Ce n'est pas qu'ils n'aient été alors vivement encouragés à prendre une initiative hardie. La révolution de 89 avait profondément remué l'Allemagne.

1. Histoire de la poésie allemande. IV.

elle n'y avait pu éveiller encore des aspirations démocratiques pour lesquelles les Allemands n'étaient pas préparés, elle y avait fortement aidé au progrès des tendances unitaires. Les remaniements territoriaux qui suivirent les guerres de la République, inspiraient aux patriotes allemands le désir de profiter des circonstances pour constituer, à leur tour, une grande Allemagne. Après la bataille de Marengo et la paix de Lunéville, cette pensée se formula dans des mémoires remis au roi, dans des brochures, dans des articles de journaux qui insistaient tous sur l'opportunité du moment [1]. Chose remarquable, l'idée de donner satisfaction à ce sentiment national vint alors principalement de la France.

En 1804, lorsque Napoléon allait poser sur son front la couronne impériale, il engagea le roi de Prusse, Frédéric Guillaume III, à prendre également le titre d'empereur. Ce dernier n'osa pas, flottant entre la France qu'il redoutait et l'Autriche qu'il n'aimait guère. Après bien des pourparlers il finit par déclarer « qu'il était content de son sort et ne demandait qu'à conserver le rang auquel la Providence avait élevé sa maison ».

En 1806, après avoir constitué « la confédération du Rhin », et imposé à François II l'humiliante obligation de signer sa propre déchéance, Napoléon offrit une seconde fois aux Hohenzollern ce titre d'empereur d'Allemagne que les Habsbourgs venaient d'abdiquer. Le 22 juillet 1806, M. de Talleyrand écrivait

1. Adolphe Schmidt, *Preussen's deutsche Politik*, 1867.

à l'ambassadeur de France à Berlin : « C'est pour la Prusse le moment de profiter d'une occasion si favorable pour agrandir et consolider son système. Elle trouvera l'empereur Napoléon disposé à seconder son intention et ses projets. Elle peut rallier, moyennant une nouvelle loi fédérale, les États qui font encore partie de l'empire germanique et acquérir la couronne impériale à la maison de Brandebourg. Elle peut, si elle le préfère, former une fédération des États du nord qui sont plus rapprochés de sa sphère. L'empereur approuve, dès à présent, tout arrangement de cette nature qui conviendrait à la Prusse. »

Il n'est pas inutile de rappeler ces précédents significatifs à ceux qui, oubliant la politique de Richelieu et de Napoléon, désignent la France comme l'ennemie héréditaire de l'Allemagne. A soixante ans d'intervalle, le second empire a repris, contre l'Autriche au profit de la Prusse, la tradition du premier.

La cour de Berlin eut l'air d'accueillir avec reconnaissance les propositions de celle de Paris. Un mois après, elle élaborait, d'accord avec la Saxe et la Hesse, le plan d'une confédération du nord de l'empire dans laquelle le roi de Prusse acceptait, sur l'invitation des deux électeurs, la dignité d'empereur de l'Allemagne septentrionale ; mais les Hohenzollern rêvaient de plus hautes destinées que cette souveraineté restreinte ; ils voulaient prendre toute la place que l'Autriche avait perdue. Aussi, tout en échangeant avec l'empereur

des Français les protestations les plus cordiales, ils agissaient dans l'ombre pour dissoudre les liens à peine formés de la confédération du Rhin et exploiter contre la France les sentiments patriotiques des populations.

Malheureusement pour elle, la Prusse avait affaire à un homme d'État et de guerre qu'il était difficile de tromper impunément et dont il était dangereux de braver alors la colère. Le désastre d'Iéna apprit à la maison de Brandebourg que celui qui avait brisé l'Autriche à Ulm et arrêté la Russie à Austerlitz, pouvait la briser, à son tour, après lui avoir offert si magnanimement un empire. La monarchie prussienne fut démembrée par la paix de Tilsitt; elle perdit plus de la moitié de son territoire tandis que la Saxe et la Westphalie devenaient deux nouveaux royaumes.

X

L'Allemagne ne comprit pas qu'elle avait été, en cette circonstance fatale, victime de la duplicité et de la maladresse du roi de Prusse. Elle ne vit que la défaite terrible du pays qu'elle s'était habituée à regarder comme l'âme de ses espérances patriotiques, et elle jura de se venger. La colère avait d'ailleurs emporté Napoléon au delà des bornes de la raison et de la justice. L'orgueil du vainqueur et l'abus de la victoire soulevèrent parmi les vaincus d'implacables ressentiments. C'est de là que date entre les Allemands

et nous l'immense et funeste malentendu qui a fait naître entre les deux peuples une haine acharnée. La Prusse, trouvant sa force et son point d'appui dans les passions populaires, ne cessa dès ce moment de préparer contre la France la revanche implacable que tous considéraient comme un droit sacré, « *die gerechte Vergeltung* ». L'université de Berlin, fondée à cette époque, eut pour mission de former les jeunes générations aux idées de vengeance nationale. Scharnhorst réorganisa en silence les forces militaires. Le baron Stein refit l'administration intérieure en lui donnant une unité et une énergie inconnues auparavant. Il favorisa les sociétés secrètes où se réunissaient tous les patriotes de l'Allemagne. Il ligua l'Europe contre la France en devenant l'âme de la coalition qui devait amener la chute de Napoléon Ier.

C'est la Prusse qui, par sa proclamation du 17 mars 1813, détermina l'explosion. L'enthousiasme des masses était enflammé par une littérature patriotique inspirée de colères vengeresses. Arndt, Schenkendorf, Kœrner, par leurs chants populaires; Gœrres, qu'on a surnommé « le quatrième allié », par son ardente polémique dans le *Mercure du Rhin*, exaltaient toutes les âmes. L'Allemagne se leva comme un seul homme pour cette nouvelle croisade qu'on appela alors « la guerre sainte » et qu'on nomme encore aujourd'hui « la guerre de délivrance », *Befreiungskrieg*.

Ce n'était pas la délivrance!

Napoléon vaincu, les diplomates réunis à Vienne,

fort embarrassés pour concilier les ambitions et l'influence grandissantes de la Prusse avec les prétentions de l'Autriche, ont fait une Allemagne qui n'était ni l'unité ni la liberté, ni la restauration du droit ancien ni la consécration du droit nouveau. La Confédération germanique, agglomération d'États aussi faibles individuellement que collectivement impuissants, devint un instrument aux mains de la cour de Vienne et de celle de Berlin, livrée à leur rivalité quand elles étaient en opposition, ou à leur dictature partagée quand elles étaient d'accord. La Diète de Francfort, instituée pour être la représentation et, au besoin, l'arbitre des États confédérés, ne fut, à son tour, que l'organe des volontés de l'Autriche et de la Prusse, le théâtre de leurs luttes ou la victime de leur omnipotence. Il ne fallait pas être grand prophète pour prédire que, tôt ou tard, ce système aboutirait à quelque terrible conflit.

La crise ne devait cependant pas éclater de sitôt. Les événements de 1815, en ressuscitant le vieux principe monarchique, avaient rendu à la maison des Habsbourg son ancien prestige. Les princes allemands s'étaient groupés autour d'elle et leur appui lui était assuré. La Prusse accepta, comme eux, la prépondérance autrichienne, mais, ne perdant jamais de vue le but qu'elle poursuivait depuis Frédéric le Grand, elle prépara les éléments de sa future suprématie et attendit patiemment l'occasion.

Convaincue qu'elle ne pouvait compter pour cela sur le concours des princes, elle continua à chercher

son point d'appui dans les sympathies des peuples et y ajouta une force nouvelle par la solidarité des intérêts. A côté de la confédération politique, elle parvint à établir une confédération économique, le *Zollverein*, dont elle fut le chef sans partage et qui mit entre ses mains et sous sa direction tous les intérêts matériels de l'Allemagne. En même temps, elle développa autant que possible, publiquement et secrètement, ou laissa librement se développer le mouvement national dont elle comprenait la puissance, et que, en temps opportun, elle entendait exploiter à son profit.

XI

Les patriotes ardents qui avaient fanatisé et entraîné tous les esprits dans l'immense élan de 1813, étaient loin d'être satisfaits du nouvel ordre des choses. Ils avaient espéré, comme prix de la victoire, le rétablissement de la grande patrie, réunissant tous ses fils en un seul faisceau, vivifiée par la liberté et l'égalité politique. On leur donnait à la place une Allemagne divisée, comme jadis, en une foule d'États autocratiques où refleurissaient toutes les traditions de la féodalité. Déçus dans leurs espérances et profondément irrités, ils demandèrent à la révolution ce qu'ils avaient vainement demandé à la guerre. Toutes les associations populaires devinrent, au delà du Rhin, des foyers de conspiration permanente.

Alors, comme à la fin du XVIIIe siècle, comme après

la défaite d'Iéna, éclot en Allemagne une littérature passionnée, adaptée au sentiment public et destinée à préparer le triomphe du parti unitaire. Les hommes de ce parti comprenaient trop tard que la défaite de la France avait été moins la chute de Napoléon que la défaite de la révolution française. La victoire de l'Allemagne était la ruine de la liberté. C'était la revanche du droit divin contre le droit populaire. La France était vaincue, mais l'esprit nouveau l'était avec elle. Les conquêtes injustes de l'empire étaient annulées; mais les conquêtes légitimes de la démocratie étaient également perdues [1].

Cette déception douloureuse a donné naissance au parti de la jeune Allemagne qui fut, de 1815 à 1848, l'âme du mouvement patriotique. Celui qui en prit alors l'initiative et en eut la direction fut un jeune juif de Francfort, Lœb Baruch, plus connu sous le pseudonyme de Louis Bœrne. En 1818, dans le journal la *Balance*, *die Wage*, qu'il fonda à cette date, il entreprit la croisade de la liberté et voulut être, pour le triomphe de l'esprit moderne contre la réaction, ce que Gœrres, en 1813, dans le *Mercure du Rhin*, avait été pour le triomphe de la coalition contre la France. Il ouvrit la voie à Henri Heine, ce railleur si humoristique à qui son ironie et son scepticisme n'enlèvent jamais rien

1. Henri Heine exprime en ces termes la pensée des libéraux allemands de cette époque : « Quand Napoléon tomba, on les vit sourire, » mais de mélancolie. Ils ne prirent aucune part à l'enthousiasme » patriotique qui, avec permission des autorités supérieures, fit alors » explosion en Allemagne. Ils savaient ce qu'ils savaient, et ils se tu» rent. » (*De l'Allemagne*, t. Ier, p. 163.)

de son bon sens. Tous deux, chefs de la phalange littéraire de ce temps, ont popularisé les doctrines libérales; tous deux ont payé de l'exil le courage de leur patriotisme.

La Prusse imitait, en effet, la sévérité de l'Autriche et des autres États de l'Allemagne en réprimant les manifestations révolutionnaires qui menaçaient les trônes relevés par les diplomates de 1815; mais, si elle sévissait ainsi contre les patriotes qui mettaient en péril l'ordre public, elle continuait à se montrer tolérante pour le mouvement philosophique et littéraire qui tendait, autant que dans le siècle dernier, à l'unité de l'Allemagne. Berlin était toujours la capitale intellectuelle où se réunissaient les plus grands esprits. Fichte y exposait sa patriotique philosophie; Schelling et Hegel, leurs systèmes hardis; Schleiermacher y rendait la science attrayante et les deux Schlegel y poursuivaient le triomphe du romantisme allemand si différent du romantisme français. Berlin était alors ce que Weimar avait été à la fin du XVIIIe siècle, le rendez-vous des penseurs et des poëtes. A leur réunion d'élite présidait cette spirituelle Rachel de Vernhagen qui nous a transmis une si intéressante description de la société allemande de son temps, tandis que Louis Bœrne apportait, dans ce cénacle de l'intelligence, l'ardent libéralisme où s'alimentaient alors les aspirations nationales.

XII

Les hommes modérés du parti libéral étaient d'ailleurs assez disposés à s'entendre avec la Prusse dont l'ambition et la force matérielle semblaient seules capables de réaliser l'unité de l'Allemagne. On le vit bien quand éclata en France la révolution de 1848 et quand l'écho démocratique en retentit au delà du Rhin. En mars 1848, l'insurrection allemande eut un moment de triomphe et l'alliance se fit d'elle-même entre la Prusse et le parti national. Frédéric-Guillaume IV se mit à la tête du mouvement, saisit le drapeau tricolore, le promena dans sa capitale et se laissa acclamer empereur. Il est vrai que, l'année suivante, après la victoire de la réaction, ne voulant pas paraître pactiser avec le principe de la souveraineté populaire, il refusa la couronne impériale que lui offrit le parlement de Francfort; mais, sous cette double comédie, il est facile de pénétrer la vérité des sentiments trahie par les premières manifestations.

Les héritiers de Frédéric le Grand avaient été trop près d'atteindre enfin le but séculaire de la politique prussienne et les pangermanistes avaient été trop près d'exécuter leur programme, pour que l'avortement de 1848 arrêtât à jamais leurs efforts. Tous deux se remirent à l'œuvre [1]. La Prusse accrut ses forces mili-

1. Il est impossible de douter des projets unitaires qui s'agitaient alors à la cour de Prusse depuis la publication récente de la *Corres-*

taires en vue d'un combat décisif. Le parti national organisa plus puissamment ses forces révolutionnaires, sous la forme d'une grande association dont le nom seul, la *Nationalverein*, disait hautement les projets et les espérances. Cette société, où s'unirent aussitôt tous les patriotes de l'Allemagne, agissant par la presse, par la propagande, par les réunions publiques ou secrètes, travailla profondément l'opinion. Ce fut une sorte de gouvernement des âmes, qui dirigea partout le mouvement et en qui s'incarna l'idée de la grande patrie.

Ainsi, par des moyens divers mais avec une énergie égale, la cour de Berlin et le parti populaire tendaient à accomplir l'unité allemande. Tout était prêt pour l'explosion d'un grand mouvement de révolution et d'ambition combinées. Il ne manquait qu'une occasion, une armée et un chef. L'occasion fut fournie par la France; l'armée fut donnée par la Prusse; le chef fut M. de Bismarck.

pondance de Frédéric IV avec le baron de Bunsen (1873) et des *Mémoires de Stockmar* (1877). Tous les personnages importants de l'Allemagne étaient acquis au programme de l'Unité nationale sous l'hégémonie de la Prusse.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LE CONFLIT AUSTRO-PRUSSIEN.

Il y a souvent dans l'histoire des hommes célèbres d'étranges coïncidences. Le 1er avril 1815, au moment même où l'empire français succombait et où le congrès de Vienne construisait péniblement l'édifice mal assis de la confédération germanique, celui qui devait le détruire, Otto-Édouard-Léopold de Bismarck, naissait à Schœnhausen, domaine héréditaire de sa famille; mais il devait s'écouler bien longtemps avant qu'il eût lui-même l'intuition et la conscience de sa prédestination. C'est seulement dans la seconde partie de sa vie que ses idées ont mûri avec les années ou plutôt se sont transformées tout d'un coup et ont fait de lui le plus ardent démolisseur d'un système dont il fut jusque-là un des défenseurs les plus énergiques. Qui aurait pu se douter, avant cette conversion imprévue, qu'il deviendrait jamais un allié du parti national libéral et un ennemi de l'Autriche?

C'est en 1848, au parlement de Francfort, que

commence vraiment son rôle politique. Il s'y révéla comme un réactionnaire obstiné, un féodal à outrance, un adversaire irréconciliable des principes libéraux et démocratiques, un des esprits les plus réfractaires à l'unité de l'Allemagne. A cette même époque, il réclamait instamment la reconstitution du Bund sur la base des traités de Vienne. En 1850, à l'occasion du conflit entre l'Électeur de Hesse et ses sujets, la politique de la Prusse, vaguement disposée à appuyer les revendications du peuple hessois, ayant été en opposition avec celle de l'Autriche, accourue avec une armée au secours du prince, M. de Bismarck blâma hautement le cabinet de Berlin, déclarant que la Prusse devait se surbordonner à l'Autriche. Son opinion ne fut pas sans influence sur le traité d'Olmutz qui, le 29 novembre 1850, régla pacifiquement le différend de ces deux puissances dans un sens entièrement favorable à la prépondérance autrichienne [1].

L'ancienne diète fut aussitôt rouverte sous la présidence des Habsbourg. La cour de Berlin crut faire œuvre de justice et acte de déférence envers celle de Vienne en envoyant à Francfort, au mois de mai 1851, comme premier sécrétaire de la légation prussienne, celui qui avait pris si chaudement la défense des

1. « Le choc des deux puissances, dit plaisamment un historien » prussien (Louis Bamberger, *M. de Bismarck* page 65), ne fut signalé » que par cette fameuse *bataille de Bronzellen* qui coûta la vie à » un cheval blanc du camp autrichien passé à l'immortalité en sa » qualité de martyr unique du dévouement du roi de Prusse à la » cause d'un peuple. Après quoi les deux souverains arrêtèrent le » carnage et signèrent le traité de paix. »

intérêts autrichiens. M. de Bismarck ne fit que passer dans ce poste secondaire ; il fut bientôt promu aux fonctions de délégué de la Prusse auprès de la Diète.

Or cette mission, qui semblait le rendre plus apte qu'aucun autre à maintenir et fortifier les bonnes relations entre son pays et l'Autriche, eut un résultat diamétralement contraire. A l'en croire lui-même, ayant pu juger de près les vices et les dangers de la politique autrichienne, l'étude approfondie qu'il en fit alors changea ses anciennes sympathies en une opposition convaincue. Ce qui est certain, c'est que son antagonisme contre l'Autriche date de cette époque.

Il est vrai que la cour de Vienne, enivrée par son facile triomphe d'Olmütz, assurée du concours des princes confédérés, lesquels appelaient dédaigneusement la monarchie des Hohenzollern, « la plus petite des grandes puissances », avait pris vis-à-vis de la cour de Berlin une attitude aussi hautaine qu'injurieuse. La prince de Schwarzenberg, premier ministre de l'empereur François-Joseph, ne se gênait pas pour dire tout haut, dans les salons du château impérial, qu'il fallait d'abord humilier la Prusse pour la démolir ensuite ». M. de Bismarck, dont le caractère irritable supporte mal tout froissement, dut être particulièrement blessé du mépris que l'Autriche affichait envers son pays. Cette situation abaissée rendait d'ailleurs très-difficiles ses rapports avec l'envoyé autrichien et les délégués des États allemands.

Il est possible que sa susceptibilité, jointe à la conviction que l'Autriche était, au fond, beaucoup plus

faible qu'elle ne le paraissait, l'ait poussé à se tourner contre la puissance dont il avait été jusqu'alors le plus efficace auxiliaire ; mais d'autres raisons d'un ordre plus élevé ont contribué à l'engager dans une voie si opposée à tous ses précédents.

La première est née d'une appréciation plus juste du mouvement de l'esprit public en Allemagne. La seconde est venue d'une étude plus impartiale de la politique européenne. La troisième est due à un concours de circonstances que, pendant plus de dix ans, le second empire français a préparées avec une persévérance égale à son imprévoyance.

II

Francfort était un lieu d'observation beaucoup plus sûr que Berlin pour juger des véritables directions du sentiment national. C'est là que la révolution de 1848 avait installé le parlement démocratique qui, un an plus tard, déféra solennellement au roi de Prusse la couronne de l'empire germanique. Le parti national était encore tout prêt à reprendre ce projet avorté, si la Prusse s'y montrait disposée à son tour, et à seconder de toutes ses forces celui qui ferait des aspirations populaires le programme de sa politique. Bien que l'alliance de M. de Bismarck avec les hommes de ce parti ne se soit faite que longtemps après, le mouvement qu'ils dirigeaient et l'influence qu'ils exerçaient firent certainement impression sur son

esprit et donnèrent une nouvelle direction à ses idées.

Plus activement mêlé, d'autre part, à la diplomatie européenne, il put aussi en suivre les tendances avec plus de certitude. L'heure n'était pas éloignée où la politique des nationalités allait faire explosion et mettre principalement en péril l'empire des Habsbourg. M. de Bismarck fut-il tenu au courant du complot qui s'agitait alors à la cour des Tuileries entre Napoléon III et M. de Cavour? Ou bien le devina-t-il et y vit-il, avec joie, une occasion favorable pour agir de son côté contre l'Autriche? Ce qui est incontestable, c'est que ses premiers actes d'hostilité contre la cour de Vienne datent précisément de l'époque où, sur les instances de l'empereur des Français, la Prusse fut admise au congrès de Paris réuni pour régler la question d'Orient. Dans une lettre écrite en 1856, de Rheinfelden en Poméranie, M. de Bismarck révèle, par de vives critiques contre la politique autrichienne, les premiers symptômes du travail qui se faisait en son esprit.

Que s'était-il donc passé à ce moment décisif de sa vie? L'histoire ne le saura probablement jamais avec certitude, mais il est permis de penser que Napoléon III, ébauchant dans l'ombre les combinaisons futures qui devaient donner à la Prusse le sceptre de l'Allemagne, comme il avait arrêté déjà celles qui devaient assurer au Piémont le sceptre de l'Italie, s'était arrangé de façon à faire du délégué prussien à la Diète le complice de ses plans obscurs.

Après la prise de Sébastopol et le traité de Paris, aucun homme d'État sérieux n'a pu croire à la consolidation de la paix européenne. Le Piémont n'avait été associé à la guerre de Crimée que parce qu'on lui avait promis, pour prix de son concours, de délivrer l'Italie de l'Autriche. « Tranquillisez-vous, disait l'empereur Napoléon à M. de Cavour, au mois d'avril 1856, j'ai le pressentiment que la paix actuelle ne sera pas de longue durée [1]. » Il est présumable que la Prusse et la Russie elle-même avaient alors également des motifs graves de partager ce pressentiment. Déjà, en 1850, au moment où, par suite du conflit hessois, une rupture parut imminente entre la Prusse et l'Autriche, M. de Persigny avait été envoyé par le gouvernement français à Berlin, avec mission d'encourager le roi Frédéric-Guillaume à poursuivre la lutte. Napoléon III n'insista si vivement en 1856 pour que la Prusse siégeât au congrès de Paris, que parce que, sans doute, l'entente existait avec elle sur ce qui se ferait ultérieurement. Quant à la Russie, elle était trop irritée contre la cour de Vienne qu'elle accusait, non sans raison, de l'avoir trahie pendant la guerre de Crimée, pour que son adhésion ne fût pas acquise d'avance à tout ce qui pourrait se méditer contre cette puissance.

M. de Bismarck eut d'ailleurs occasion de recevoir de Napoléon III lui-même, avant la déclaration de guerre de l'Italie et de la France contre l'Autriche, la

1. Lettre de M. de Cavour a M. Castelli Bianchi. *Storia documentata* t. VII p. 622. — *Deux chancetiers*, par Klaczko.

confidence de ses desseins. En 1858, il vint à Paris où l'empereur des Français s'ouvrit à lui sans réserve. « En Allemagne, lui dit-il, l'Autriche représente le passé, la Prusse représente l'avenir. En s'enchaînant à l'Autriche, la Prusse se condamne à l'immobilité. Elle ne peut s'en contenter ; elle est appelée à une plus haute fortune. Elle doit accomplir les grandes destinées qui l'attendent et que l'Allemagne attend d'elle [1]. » Ces vastes perspectives devaient sourire à l'ambition et au génie de M. de Bismarck. Comment aurait-il pu refuser son concours à une politique dont le but était de rendre la Prusse maîtresse de l'Allemagne et lui-même maître du pouvoir? Sa résolution fut bientôt arrêtée. Dans une lettre intime écrite vers cette époque (2 avril 1858), il pose très-nettement la question de la rupture des traités sur lesquels reposait la confédération. Le Zollverein y fait essentiellement l'objet de ses critiques, mais il est facile de comprendre que ses visées sont bien plus larges. Il y parle d'un parlement douanier à établir *dans l'esprit des projets unionistes de* 1849 ; il conseille de faire discuter par les chambres et la presse le régime économique au point de vue prussien, de manière à passionner le sentiment public et à faire des chambres prussiennes une puissance en Allemagne. Il est clair qu'à ce moment la lutte était résolue dans sa pensée et qu'il cherchait déjà l'occasion de de la faire naître.

1. Massari, *Il conte Cavour*, p. 268.

III

Lorsque la guerre éclata entre l'Autriche et l'Italie ayant la France pour alliée, M. de Bismarck fut appelé à l'ambassade de Saint-Pétersbourg. On a voulu voir dans ce fait une sorte de disgrâce ayant pour but d'éloigner de la diète de Francfort un personnage qui ne cachait plus ses sentiments contre la cour de Vienne [1]. C'est peu vraisemblable. Il est beaucoup plus raisonnable de penser que l'on tenait alors à bien préparer le terrain de l'entente avec la Russie en vue de prochaines éventualités. M. de Bismarck, qui avait eu pour collègue à Francfort le prince Gortschakoff, alors chancelier de Russie, avec qui il avait entretenu les relations les plus intimes [2], était l'homm tout indiqué dans ce but. L'Autriche ne s'y tromp point, car, s'il faut en croire une lettre de M. de Bismarck lui-même, « elle intrigua fortement à Berli pour le faire rappeler de Saint-Pétersbourg [3] ». Ell avait bien raison en effet de le considérer comme u ennemi dangereux. A peine installé dans son nou veau poste, quinze jours après le passage du Tessi par l'armée autrichienne, il adressa, le 12 mai 185 à M. de Schleinitz, ministre des affaires étrangères à Berlin, la fameuse lettre ou plutôt l'important mé-

1. *M. de Bismarck*, par Louis Bamberger, p. 86.
2. *Deux chanceliers*, par Klaczko.
3. Louis Bamberger, p. 87.

moire où, déchirant tous les voiles, il déclare qu'il faut « s'affranchir de la situation qui est faite à la Prusse par le *statu quo* des traités ».

« L'occasion de rompre ces entraves ne reviendra pas de sitôt, dit-il, si nous négligeons de profiter de la situation actuelle..... Je pense que nous devons nous empresser de relever le gant, ne pas voir un malheur mais une crise salutaire et un progrès dans le cas où une majorité prendrait à Francfort une décision où nous puissions trouver une atteinte au principe fédéral, un excès de pouvoir, une rupture des traités..... Quant au mot *Allemand* au lieu de *Prussien*, je ne voudrais le voir écrit sur notre drapeau que lorsque nous serons unis avec nos autres compatriotes d'une manière plus étroite et plus efficace. Il perd de son charme si on l'use dès à présent en l'appliquant à l'état des choses représenté par la diète..... Je vois, conclut-il en terminant sa lettre, dans notre position au sein de la confédération, quelque chose de vicieux que, tôt ou tard, nous serons obligés de guérir *ferro et igne* [1]. »

Mais il y avait à la cour de Prusse un parti puissant, très-influent sur l'esprit du prince régent et qui restait obstinément attaché au passé. Ce parti intrigua fortement en faveur de l'Autriche. A son instigation, l'Allemagne s'arma et mobilisa six corps d'armée, 250,000 hommes, destinés à marcher au secours de la monarchie autrichienne sous le commandement de

1. *M. de Bismarck*, par Louis Bamberger, p. 88 et suiv.

la Prusse. Toutefois on procéda avec tant de lenteur, que la paix de Villafranca était signée avant que les troupes de la confédération se fussent mises en mouvement.

Ce fut un nouveau sujet de trouble dans les rapports des cours de Vienne et de Berlin. Un manifeste impérial, daté du château de Luxembourg (25 juillet 1859), accusa la Prusse, dans les termes les plus violents, d'avoir, seule, amené la défaite de l'Autriche en abandonnant lâchement son alliée. On en était à la mauvaise humeur, on devait en arriver bientôt à la colère. Un rapprochement fut néanmoins tenté en juillet 1860. Les souverains des deux pays se rencontrèrent à Tœplitz. Leur entrevue donna lieu à toutes sortes de suppositions sur des conventions secrètes favorables à l'intégrité du territoire autrichien. M. de Bismarck s'en émut et s'en expliqua dans une lettre du 22 août où il dit entre autres choses : « Je crains que la bonhomie viennoise ne nous ait joliment mis dedans à Tœplitz. Nous avons été vendus pas même pour un plat de lentilles. »

C'était donc le cas d'agir pour éviter que des intrigues de cour ne fissent avorter la grande politique que M. de Bismarck nourrissait en silence. L'Autriche étant affaiblie, l'heure lui parut propice pour faire un pas en avant vers cette suprématie allemande qui était désormais son rêve. Pour combattre les influences contraires qui régnaient dans les régions élevées du pouvoir, il se rendit personnellement à Baden où il eut de longues entrevues avec le prince régent. Ses

lumineuses idées firent impression sur l'esprit de ce dernier qui lui demanda de préciser dans une note écrite les graves sujets dont ils s'étaient entretenus. L'année suivante une nouvelle visite à Coblentz quelques mois après la mort du roi Frédéric-Guillaume IV, à qui le régent avait succédé, compléta ces premiers efforts. La cause était gagnée ; il n'y avait plus qu'à en assurer le succès.

Il est remarquable qu'à cette époque, le roi Guillaume s'empressa de se mettre en rapport personnel avec l'empereur Napoléon III. Il alla lui faire à Compiègne une visite dont l'opinion se préoccupa vivement et d'où sortirent certains bruits d'alliance entre les cours de Paris, de Berlin et de Saint-Pétersbourg.

IV

Le complot se développait de jour en jour.

Il avait pour complice, inconscient encore, mais néanmoins très-utile, le parti national libéral dont la *Nationalverein* était l'armée. En 1860 ce parti s'agitait beaucoup. Les événements d'Italie lui avaient ouvert les yeux et indiqué la voie. Les patriotes allemands étaient, plus que jamais, désireux de réaliser l'unité de l'Allemagne en acceptant la Prusse pour chef, comme les patriotes italiens avaient accepté le Piémont dans un but analogue. M. de Bismarck connaissait bien ces dispositions et était, de son côté, résolu à s'y appuyer. Son esprit, jadis si entaché de féodalisme,

avait fait des progrès étonnants vers les idées libérales. « Je ne vois pas, dit-il dans une lettre importante qu'il écrivait de Stolpemunde, en Poméranie, le 18 septembre 1861, je ne vois pas pourquoi nous nous effarouchons avec tant de bégueulerie à la simple idée d'une représentation du peuple soit auprès de la diète, soit dans un parlement douanier et unioniste. Certes nous ne pouvons combattre comme une chose révolutionnaire une institution légalement établie dans tous les pays allemands. »

Si le parti libéral eût été mis alors au courant des projets secrets de l'homme d'État prussien, il n'est pas douteux qu'il ne s'y fût aussitôt rallié. Mais ces projets étaient d'une nature trop délicate pour être exposés aux indiscrétions. De là le malentendu qui a provoqué l'ardent conflit parlementaire de 1862, tandis qu'en réalité les libéraux et le gouvernement tendaient au même but.

M. de Bismarck n'était pas encore entré au ministère lorsque ce conflit s'engagea. Au mois de mai 1862, il fut nommé ambassadeur à Paris évidemment pour arrêter avec Napoléon III les dernières bases du plan qu'il s'agissait de mettre à exécution. Il ne fit en quelque sorte qu'y passer. L'entente fut bientôt complète. Le 24 septembre 1862, il quitta la capitale de la France et prit la présidence du ministère prussien. La crise parlementaire était dans toute son ardeur.

Le gouvernement de Berlin élaborait et préparait sans relâche les moyens d'action nécessaires pour

réaliser sa politique occulte. Son premier soin, dans ce but, avait été de donner à son armée une organisation nouvelle, sachant bien qu'il ne pourrait trancher que par la force la question qu'il voulait soulever. Mais comme il se gardait de dévoiler sa pensée réelle, le parti libéral se trompa complétement sur ses intentions.

Ce parti attendait le triomphe de ses idées plutôt d'un mouvement d'opinion que de la guerre. Il voulait que la Prusse se mît à la tête des libéraux et entraînât la Diète par la puissance du sentiment public. Il avait d'ailleurs une répulsion instinctive contre toute extension du système militaire, considérant l'armée plutôt comme un instrument d'oppression que de délivrance. Dans les régions officielles on nourrissait de tout autres pensées. On y avait la même répulsion instinctive contre le programme démocratique des libéraux et on comptait beaucoup plus sur l'efficacité des canons que sur celle des beaux discours. La réorganisation de l'armée était la base essentielle du plan adopté; il fallait la poursuivre à tout prix.

La Chambre, ne voyant dans l'augmentation des régiments de ligne et des années de service qu'une mesure destinée à supprimer la Landwehr, née du mouvement populaire de 1813, à sacrifier l'élément civil à l'élément militaire et à multiplier les charges d'officiers, refuge traditionnel des fils de la noblesse, repoussa toutes les réformes proposées. Le gouvernement ne tint aucun compte de ses votes et continua son œuvre de réorganisation militaire. Alors la

Chambre refusa le vote du budget et fut dissoute le 6 mars 1862. La majorité des nouveaux élus se montra aussi intransigeante que la précédente. Une seconde dissolution attesta que le roi de Prusse, monarque de droit divin, n'admettait pas qu'un parlement d'occasion eût une volonté supérieure à la sienne [1]. Cette résolution violente ne fit qu'envenimer le conflit.

C'est dans ces conditions que M. de Bismarck prit le pouvoir.

Le public ne le connaissait guère alors que par ses précédents de 1849. Sa conversion n'avait été visible que pour ses intimes et pour son souverain. On vit en lui plutôt un représentant du parti réactionnaire qu'un ami secret du parti national. Ignorant le but caché de son ambassade en France, on l'accusait d'y avoir cimenté l'accord du royalisme féodal avec le césarisme. Ces soupçons et les résistances qu'ils firent naître, l'irritèrent au plus haut point. Il jeta à la majorité les défis les plus audacieux. Il accrut son impopularité par des rigueurs anti-libérales contre la presse. En attendant, il poursuivait ouvertement la réforme de l'armée, d'accord avec M. de Moltke, le chef du grand état-major, et M. de Roon ministre de la guerre; et lorsque la majorité s'effrayait des arrière-pensées belliqueuses que pouvaient présager ces préparatifs,

1. Pour comprendre comment cette crise parlementaire a pu se prolonger plusieurs années sans que le pouvoir soit sorti de la légalité, il faut se rappeler qu'en Prusse les ministres ne dépendent pas des chambres, et que le budget, une fois voté, est perçu valablement aussi longtemps qu'il n'est pas modifié.

il répondait en pleine séance : « Quand nous serons d'avis de faire la guerre, nous la ferons avec ou sans votre approbation. » La liberté de la tribune fut supprimée comme la liberté de la presse et la cour de cassation jugea complaisamment que les députés devaient être poursuivis et punis pour avoir attaqué le gouvernement dans leurs discours. « Une seule des mesures illégales de ce temps, dit M. Schmidt[1], aurait suffi, chez un peuple moins froid que le nôtre, pour faire éclater une révolution. » Mais M. de Bismarck se jouait de l'illégalité et de l'impopularité. Il poursuivait son œuvre sans se préoccuper ni de la Chambre ni de l'opinion. Tous ces incidents orageux n'étaient à ses yeux que des détails secondaires. Il marchait à son but en conquérant, convaincu que le succès couvrirait d'un bill d'indemnité tous ses actes antérieurs.

V

S'il n'avait pas dit encore tout ce qu'il méditait, il l'avait pourtant laissé entrevoir dès son avénement au ministère. Le 29 septembre 1862, dans une commission de la chambre des députés, il déclara que son but était « d'agrandir la Prusse ». Comment? Il ne s'en était pas expliqué; mais il fut plus explicite,

1. Ouvrage cité plus haut.

moins de deux mois après, avec le comte Karoly, ambassadeur d'Autriche à Berlin.

M. de Bismarck est un diplomate de génie qui a l'audace de dire la vérité à ses adversaires. Rien n'es plus étrange, rien n'est plus franc surtout que le double entretien qu'il eut, en décembre 1862, avec le comte Karoly. Nous en connaissons les détails par une circulaire du 23 janvier 1863 que le cabinet prussien adressa aux cours allemandes, et par un rapport de M. Karoly à son gouvernement, en date du 18 février 1863.

De ces deux documents rapprochés il résulte que M. de Bismarck signifia très-nettement à l'envoyé autrichien que les rapports entre les deux puissances ne pouvaient rester dans le *statu quo*; qu'ils devaient ou s'améliorer ou s'empirer et qu'à défaut de la première alternative, la Prusse allait se préparer à l'autre; que, si l'on ne revenait pas à l'ancienne intimité, l'*alliance de la Prusse avec un adversaire de l'Autriche ne serait pas du tout chose impossible dans un cas semblable à celui de la guerre d'Italie en* 1859; que l'Autriche avait le choix ou de continuer sa politique anti-prussienne, basée sur une coalition avec les États moyens, ou de s'unir honnêtement à la Prusse; que, d'après les dépêches du représentant prussien à Francfort, les choses prenaient une tournure très-sérieuse à la Diète où la majorité semblait vouloir imposer à la Prusse, dans l'affaire dite « des délégués », une décision contraire à la constitution fédérale; que cela amènerait une rupture de la fédéra-

tion même et qu'il serait impossible de reconnaître la légalité d'une assemblée d'où la Prusse se serait retirée.

M. Karoly, discutant ces observations, répondit que les prétentions de la Prusse à la prépondérance étaient injustifiables; que ce serait pour l'Autriche faire le sacrifice d'une position fondée sur une tradition séculaire, sur les traités et sur la grandeur de sa dynastie. L'ambassadeur autrichien ajoute que M. de Bismarck posa alors formellement l'alternative à l'Autriche ou de se retirer de l'Allemagne en portant le centre de la monarchie à Ofen, ou de trouver la Prusse dans les rangs de ses adversaires à l'occasion du premier conflit européen qui surviendrait.

Comment a-t-on pu être assez aveugle à Vienne pour ne pas voir que l'heure du danger suprême était arrivée et pour se précipiter, au contraire, les yeux fermés au-devant de la catastrophe? M. de Bismarck avait dévoilé sans réserve toute sa pensée. Ce qu'il a dit alors, il l'a en effet accompli point par point. On voit d'ailleurs que ses résolutions étaient invariablement arrêtées dès cette époque.

Son attitude se dessina d'une manière bien plus décisive devant la Diète, cinq jours après l'envoi de sa circulaire aux cours allemandes. Ce projet « des délégués » que discutait alors l'assemblée fédérale, était un embryon de constitution, élaboré par les petits États sous l'inspiration de la cour de Vienne, pour avoir l'air de réaliser des réformes que l'opinion publique réclamait de toutes parts. Il se bornait à

convoquer une réunion de délégués des chambres des États confédérés dans le but de délibérer, avec simple voix consultative, sur certaines questions spéciales. Le 28 janvier 1863, le représentant de la Prusse à la Diète formula un vote motivé dans lequel, protestant contre ces demi-mesures, il insista sur la nécessité de réformes fondamentales et demanda formellement la convocation d'un vrai parlement national, menaçant, en cas de refus, de cesser de reconnaître l'autorité fédérale.

Par cette énergique initiative, M. de Bismarck faisait de la Prusse l'organe des vœux populaires contre les résistances des princes. Il prenait hardiment en main le programme unitaire du parti libéral et signalait l'Autriche à la haine des patriotes comme l'âme de la réaction.

La Diète eut peur d'engager le conflit ; le projet des délégués fut abandonné; mais la cour de Vienne, voyant grandir le péril, crut pouvoir étonner le monde par quelque chose de grandiose. Elle réunit à Francfort un congrès des souverains allemands. Le siége de la Diète vit affluer dans ses murs, au mois d'août 1863, des cortéges resplendissants où figuraient tous les princes de la confédration venant donner à l'Allemagne une constitution nouvelle et jouer le rôle auguste de pères de la patrie. Cette constitution n'était autre chose que le projet des délégués qu'on avait complété en ajoutant à la présidence de l'Autriche l'ornement de plusieurs directeurs choisis parmi les autres souverains.

L'Autriche se cramponnait ainsi à la vieille politique du droit monarchique, tandis que la Prusse arborait hautement le drapeau du droit populaire. Erreur colossale qui devait être à jamais fatale aux Habsbourg!

Le roi de Prusse avait été convié comme les autres à ce congrès de têtes couronnées, mais le dernier et même avec un certain dédain. Il répondit que son gouvernement n'avait pas le temps d'examiner de telles propositions et demanda que tout fût ajourné au mois d'octobre. On passa outre en son absence. Le projet autrichien fut adopté presque d'acclamation; la cour de Berlin fut simplement mise en demeure d'y adhérer. Le 15 septembre, elle répliqua par un refus. En même temps elle posa comme conditions définitives le partage de la suprématie entre les deux grandes puissances allemandes sur un pied d'égalité absolue, et l'établissement d'une représentation nationale, avec pouvoir législatif.

La crise semblait ne pouvoir plus être évitée. Les notes les plus aigres s'échangeaient entre la Prusse et les États confédérés. Les représentants des cours allemandes s'étaient même réunis à Nuremberg pour délibérer sur les mesures militaires à prendre contre toute éventualité. La guerre aurait sans doute éclaté dès ce moment, si la mort subite du roi de Danemarck, Frédéric VII, (15 novembre) n'eût ajourné tout d'un coup ce conflit orageux.

Jamais événement ne pouvait venir plus à propos pour servir la politique prussienne. La vieille question

des droits de l'Allemagne sur les duchés danois du Schleswig et du Holstein se réveilla aussitôt. M. de Bismarck eut alors un trait de génie. Il y vit, d'un coup d'œil rapide et sûr, l'occasion d'agrandir la Prusse et de compromettre l'Autriche vis-à-vis des princes allemands, comme il l'avait compromise vis-à-vis de l'opinion.

La Diète s'était empressée de faire occuper le Holstein par un corps d'armée fédérale composé de Saxons et de Hanovriens. M. de Bismarck décida que des troupes prussiennes iraient, de leur côté, occuper le Schleswig. L'Autriche tomba dans le piége. Ne voulant pas rester simple spectatrice, elle résolut de suivre la Prusse dans les duchés. C'était, de sa part, engager imprudemment un conflit avec le pouvoir fédéral. M. de Bismarck était trop habile pour ne pas exploiter cette faute. Il eut l'air de vouloir se réconcilier avec la cour de Vienne et celle-ci se laissa convaincre que les deux gouvernements devaient agir, non comme membres de la confédération, mais à titre de grandes puissances allemandes. Autant valait dire qu'on regardait, dès lors, le lien fédéral comme brisé. La Diète ayant protesté contre ce fait grave, la Prusse et l'Autriche ne tinrent aucun compte de cette protestation. Unissant leurs forces elles entreprirent contre le Danemarck une guerre disproportionnée qui a affligé le monde et dans laquelle les Danois ont si douloureusement succombé malgré des prodiges d'héroïsme.

Mais cette guerre n'était qu'un moyen d'engager une partie bien autrement considérable. M. de Bismarck

l'avouait lui-même dans une lettre à un de ses amis (16 mai 1864), où il disait : « Enfin, pour caractériser la situation, je vous avouerai que l'annexion prussienne n'est pas le but suprême et nécessaire de mes efforts. » Le but, c'était de brouiller l'Autriche avec la Diète. L'occupation des duchés, au mépris du droit fédéral, procurait ce premier résultat ; mais il y en avait un second qu'il fallait aussi réaliser : c'était de trouver dans cette occupation commune l'occasion d'une rupture éclatante qui mît les deux alliés aux prises et permît à la Prusse d'expulser les Habsbourg de l'Allemagne [1].

VI

Après la défaite du Danemarck, les deux puissances signifièrent à la Diète que l'affaire ne la regardait pas et, par droit de conquête, prirent possession, la Prusse du Schleswig, l'Autriche du Holstein. La discorde ne tarda pas à se mettre entre elles. La cour de Vienne, comprenant trop tard la faute qu'elle avait commise, cherchait à se raccommoder avec la Diète et appuyait les prétentions du prince d'Augustenbourg au trône des duchés, prétentions que la Prusse faisait déclarer sans fondement par les jurisconsultes de la couronne. Ce fut pour M. de Bismarck un prétexte naturel de

1. Voir la dépêche du général Govone, envoyé d'Italie, à la date du 14 mars 1866.

prendre une attitude menaçante. Le 22 juillet 1865, après d'infructueuses négociations, il formula un véritable ultimatum. Huit jours auparavant, le 15, il avait dit à Karlsbad au duc de Gramont, ambassadeur de France à Vienne, « que la guerre était devenue inévitable avec l'Autriche, qu'il désirait en venir aux mains le plus tôt possible et que la mission de la Prusse était de diriger les destinées de l'Allemagne ». Il dit la même chose le 23 juillet à M. Von der Pfordten, ministre de Bavière, qu'il rencontra à Salzbourg. Le 14 août, le compromis de Gastein sembla bien écarter le conflit ; mais ce n'était qu'une halte éphémère dans la marche fatale des événements.

L'alliance de la Prusse avec l'Italie, si franchement présagée au comte Karoly dès le mois de décembre 1862, était alors en pleine élaboration. Au commencement de 1866, M. de Bismarck expliquait ses vues au général Govone qui était venu s'entendre définitivement avec lui au nom du roi Victor-Emmanuel, et formulait ainsi son plan d'attaque : « Remettre sur le tapis la question de la réforme germanique, assaisonnée d'un parlement allemand. Avec cette proposition produire un sens dessus dessous qui ne tardera pas à mettre la Prusse en face de l'Autriche [1]. » Et dès le 24 mars, mettant ses idées à exécution, il renouvela officiellement devant la Diète la proposition de convoquer un parlement national, en accompagnant cette proposition d'une circulaire di-

1. Dépêche du général Govone du 14 mars 1866.

plomatique où il adjurait l'Allemagne de se serrer autour du drapeau de l'unité, sous peine de subir le sort de la Pologne.

L'Autriche crut se sauver en venant faire amende honorable devant la Diète. Déjà, au début de l'année 1865, M. de Schmerling, le ministre d'État, avait avoué que, dans la question du Schleswig-Holstein, la politique autrichienne s'était complétement fourvoyée. Le 1er juin 1866, le délégué de Vienne reconnut à la compétence fédérale le droit absolu de trancher la question. Ce fut l'étincelle qui mit le feu aux poudres. La Diète vota, le 14 juin, la mobilisation de trois corps d'armée et ce vote fournit à la Prusse l'occasion depuis si longtemps cherchée de déchirer le traité fédéral.

La conduite de M. de Bismarck avait dû nécessairement lui conquérir le parti national libéral. Cependant le conflit parlementaire n'était pas encore apaisé à Berlin et tenait toujours ce parti en défiance. Il importait de dissiper ses préventions avant d'aller plus loin, afin de lier définitivement les sympathies populaires à la politique prussienne. Un homme en mesure de bien savoir ce qui s'est passé, M. Louis Bamberger, membre du parlement douanier, a raconté, en termes précis, les pourparlers de M. de Bismarck avec les députés les plus influents de l'opposition. Il leur fit connaître tous ses plans, justifia son attitude antérieure et les gagna complétement à ses idées [1].

1. *M. de Bismarck*, par Louis Bamberger, p. 177 et suiv.

Ayant le concours de l'Italie, ayant conquis la confiance du parti populaire, donnant la main à Kossuth en Hongrie et peut-être à Mazzini, d'accord en principe avec la France, la Prusse pouvait, à bon droit, se croire sûre du succès. M. de Bismarck connaissait d'ailleurs la force de l'armée prussienne comparée à celle de l'Autriche. « Un seul choc, une bataille décisive, avait-il dit à M. Von der Pfordten, dans l'entrevue de Salzbourg, et la Prusse sera à même de dicter ses conditions. » Jamais prédiction ne se réalisa plus exactement.

On connaît cette foudroyante campagne de Bohême qui se termina par la victoire de Sadowa. Il avait fallu sept ans à Frédéric le Grand pour vaincre l'Autriche ; il fallut sept jours à M. de Bismarck. François-Joseph effaré demanda la paix et implora la médiation de Napoléon III pour obtenir de ses vainqueurs des conditions moins désastreuses. Rien ne put sauver l'Autriche. Inexorablement chassée de l'ancienne confédération germanique, elle dut, en outre, sacrifier la Vénétie à l'unité italienne. En vain l'empereur des Français stipula que l'Allemagne serait divisée en deux tronçons : l'un formant la confédération du Nord qui, réunie sous l'hégémonie de la Prusse considérablement agrandie, devait s'arrêter à la ligne du Mein ; l'autre comprenant les États du Sud qui devaient rester séparés et indépendants, ce n'étaient que de fragiles barrières que l'ambition de la Prusse pourrait franchir ou détruire quand elle le voudrait. Dès ce jour, il fut manifeste pour tout esprit sérieux que l'unité de l'Allemagne était faite et l'empire aussi.

CHAPITRE TROISIÈME.

LES FAUTES DE LA FRANCE.

I

Quel rôle a joué la France dans le développement du drame qui, ayant mis pendant si longtemps en lutte la Prusse et l'Autriche, venait de se terminer d'une façon si lamentable pour cette dernière puissance? Après avoir été la complice des ambitions qui s'agitaient à Berlin, elle avait cherché à sauvegarder, contre des exigences excessives, les intérêts de l'Autriche vaincue, mais la transaction même que sa médiation avait imposée devait être, entre elle et l'Allemagne, le principe de complications qui ne pourraient se dénouer que par la guerre. Nous avions contribué, par une politique aussi aveugle qu'imprévoyante, à rompre l'équilibre de l'Europe; or cet équilibre s'était surtout rompu à notre préjudice sans qu'aucune précaution eût été prise, en temps opportun, pour garantir notre propre sécurité.

Comment cette situation périlleuse avait-elle été amenée? C'est ce qu'il faut examiner impartialement

pour bien comprendre les causes diverses qui ont concouru à la constitution définitive de l'empire d'Allemagne. Quelque douleur que nous puissions éprouver à l'étude de cette déplorable histoire, qui a abouti pour notre chère patrie à un désastre bien autrement épouvantable que celui dont a été frappée l'Autriche, ayons le courage de faire devant l'opinion notre examen de conscience. Pour les peuples comme pour les individus l'aveu de leurs torts est le commencement de la sagesse et de la réhabilitation.

Depuis le jour où, après avoir fait l'unité italienne, nous avons favorisé l'unité allemande et cimenté, dans ce but, l'alliance de la Prusse et de l'Italie; depuis le jour où nous avons laissé écraser le Danemarck, puis l'Autriche, jusqu'au jour néfaste où nous nous sommes fait écraser nous-mêmes dans la catastrophe de Sedan, notre politique extérieure n'a cessé de se signaler par une incohérence, une hésitation, une ambiguïté qui, la livrant à tous les hasards de l'imprévu, l'ont également empêchée d'être prête pour saisir une occasion propice ou pour résister à un péril imminent.

Cette situation fatale a été la conséquence du caractère de Napoléon III et de l'imprudence de ses conseillers.

L'histoire, plus juste que les passions contemporaines, reconnaîtra que le chef du second Empire a été vraiment un grand esprit politique et qu'il a eu, sur toutes les questions fondamentales de notre temps,

des vues fortement étudiées et des solutions remarquables. Mais il y avait en lui deux défauts qui ont singulièrement nui à l'application de ses idées. Conspirateur par nature, il s'est toujours environné d'ombre et de mystère, dissimulant ses desseins même à ses intimes et ne permettant pas à l'opinion de les pénétrer. D'un autre côté, par contraste, il était d'un caractère doux, peu enclin à la contradiction, cédant facilement ou plutôt ayant l'air de céder. M. de Morny disait de lui que c'était « l'esprit auquel il était le plus difficile d'ôter une idée fixe et de donner une volonté ferme ». Aussi, quand l'obstacle se rencontrait sur ses pas, il perdait du temps à le tourner, au lieu de l'attaquer résolûment et de le briser, au besoin, comme il importe à un politique qui veut, par-dessus tout, atteindre son but.

Qu'arrivait-il presque toujours de ce système de complots obscurs et de cette faiblesse morale? Les objections et les résistances, qui auraient pu se produire utilement dans les conseils de l'Empereur avant qu'il fût engagé, se produisaient tardivement lorsque déjà la situation n'était plus entière. Alors, troublé lui-même par les observations qui lui étaient faites, il hésitait dans sa voie, revenait sur ses pas, cherchait, pour sortir de l'embarras où il s'était mis, des expédients de toute nature et n'aboutissait qu'à l'impuissance et à la déception.

Jamais cette fâcheuse disposition d'esprit ne s'est manifestée plus regrettablement que dans les affaires d'Italie et d'Allemagne.

Au fond, il avait eu une grande pensée et une notion exacte des tendances des peuples modernes. Il voyait les aspirations unitaires dominer et même fanatiser les esprits au delà des Alpes et au delà du Rhin. Il sentait d'instinct que cette tendance des mêmes races à s'unir dans une seule nationalité, secondée partout par le progrès des idées libérales, éclaterait tôt ou tard en révolutions violentes, si on n'y donnait pas satisfaction et si on ne la modérait pas en la dirigeant. Dès lors, ne valait-il pas mieux mettre ce mouvement redoutable entre les mains d'hommes d'État éprouvés et de souverains puissants, que de le laisser aux mains de chefs révolutionnaires qui s'en serviraient pour bouleverser la société et ébranler tous les trônes? C'est dans cette conviction qu'il favorisa les ambitions qui s'agitaient à Turin pour placer l'Italie sous le sceptre du roi Victor-Emmanuel, et à Berlin pour placer l'Allemagne sous le sceptre du roi Guillaume.

En faisant réussir cette double entreprise, il y trouvait deux avantages sérieux; d'abord, celui de pouvoir obtenir, comme compensation légitime de son concours, les frontières naturelles de la France injustement détruites par les traités de 1815; ensuite, celui de nouer fortement, à la suite de ces résultats matériels, l'alliance de la France avec l'Italie et l'Allemagne unifiées. Cette alliance était certainement de nature à imposer à l'Europe et à assurer la paix générale par l'union de trois puissances formidables, désormais satisfaites dans tous leurs grands intérêts

nationaux et ne pouvant plus avoir entre elles aucune cause grave de conflits.

Tout atteste que ce plan fut conçu dans son ensemble dès l'époque du congrès de Paris. Les faits exposés plus haut ne permettent guère d'en douter. Ceux qui, au moment où la guerre fut déclarée à l'Autriche en 1859, ont prédit que l'unité italienne n'était que la préface de l'unité allemande, ne se trompaient point. Ils voyaient clair dans la politique de Napoléon III.

III

Pour exécuter une aussi grande entreprise, il fallait déplacer le pivot de l'équilibre européen, rompre avec toutes les anciennes conceptions diplomatiques et, surtout, ne pas hésiter. S'arrêter à mi-route, c'était tout compromettre. Une fois engagé, la logique commandait d'aller jusqu'au bout. Il importait en outre de prendre prudemment ses garanties en renonçant désormais à cette fausse maxime de désintéressement chevaleresque qui a poussé si souvent la France à faire la guerre pour une idée. La politique des nationalités pouvait être conforme au droit des peuples et servir la cause du progrès, mais nous ne devions nous y dévouer que si elle était réellement utile à nos intérêts personnels.

La question était d'ailleurs pleine de dangers; il ne s'agissait de rien moins que de changer brusquement

le centre de gravité de l'Europe en annulant et, peut-être, en détruisant l'Autriche.

On pouvait, il est vrai, considérer l'amoindrissement de cette puissance comme la suite et le complément de l'œuvre de Richelieu et de Napoléon Ier. Le second empire pouvait prétendre qu'il continuait la tradition du grand Cardinal et du grand Empereur. La maison d'Autriche étant, depuis des siècles, l'objectif de la politique française et le moment opportun se présentant d'en finir avec cet antagonisme séculaire, on pouvait dire qu'il ne fallait pas laisser échapper l'occasion.

Aux raisons qui, sous l'ancienne monarchie, avaient armé la dynastie des Bourbons contre celle des Habsbourg, s'ajoutait naturellement la pensée nationale de renverser les derniers débris de l'édifice élevé contre nous en 1815. L'Autriche, en devenant, dans les conditions des traités de Vienne, la tête de la confédération germanique, était, par cela même, la clef de voûte de l'Europe centrale telle que l'avait constituée la coalition triomphante. Exclure l'Autriche de l'Allemagne, c'était démolir la pierre angulaire sur laquelle reposait, depuis cinquante ans, l'organisation européenne.

On ne manquait donc pas de prétextes; mais l'aventure dans laquelle on se lançait n'en était pas moins grave.

Qu'allait-on faire en effet? On allait porter de Vienne à Berlin le point central de la politique européenne et livrer au roi Guillaume le pouvoir qu'on voulait enle-

ver à l'empereur François-Joseph. Le résultat de la victoire de la Prusse serait de reconstituer à son profit l'empire d'Allemagne contre lequel notre diplomatie et nos armes avaient toujours lutté lorsqu'il était sous le sceptre de l'Autriche. Dès lors, si nous ne prenions pas à temps nos sûretés, il était évident que nous ne ferions que changer d'adversaire. Or celui que nous aidions à renverser l'Autriche était bien autrement formidable que ne l'avait jamais été cette dernière. En faisant de la Prusse la souveraine de l'Allemagne, nous nous exposions à être forcés de recommencer, avant peu, contre la suprématie des Hohenzollern, avec bien moins de chances qu'autrefois, la lutte que Richelieu avait soutenue contre la suprématie des Habsbourg.

Eh bien! l'empereur Napoléon III commit cette faute irréparable de favoriser les ambitions prussiennes sans stipuler aucune garantie en notre faveur. Au lieu de lier la Prusse par un traité formel d'alliance; au lieu d'exiger d'elle, comme on l'avait exigé de l'Italie, certaines compensations de nature à satisfaire notre intérêt et notre amour-propre national, il s'abandonna, avec une insouciance inexplicable, aux hasards des événements. Espérait-il que, des chances imprévues de la lutte, surgiraient certaines éventualités dont il pourrait profiter? Doutait-il du succès des armes prussiennes et voulait-il se réserver? C'est possible et même vraisemblable. Mais, à quelque mobile obscur qu'il ait obéi, rien ne saurait justifier sa conduite. D'aussi grosses parties ne se jouent pas sans

que, dès le début, on en fixe bien les enjeux respectifs.

IV

Était-il donc impossible d'empêcher la guerre ou d'obtenir de la Prusse quelque engagement? Non. En expliquant ses plans au général Govone, en mars et en juin 1866, M. de Bismarck lui disait : « Tout ceci, bien entendu, si la France le veut, car, si elle montrait la moindre mauvaise humeur, on ne pourrait plus rien [1]. » Pour assurer l'appui ou la neutralité de la France, il se montrait même disposé à lui accorder une compensation territoriale, par exemple entre Rhin et Moselle, dans le Palatinat et le duché d'Oldenbourg. Il n'attendait pour traiter cette importante question qu'une ouverture du gouvernement français [2].

Cette ouverture ne vint pas. Il est probable cependant que, si l'empereur n'avait eu à suivre que ses inspirations personnelles, après s'être tant avancé, il n'aurait pas reculé devant les conséquences logiques de ses premiers actes; mais il y avait à la cour des Tuileries, dans les conseils de l'État et dans les rangs les plus proches du trône, un parti favorable à l'Autriche et des influences très-puissantes et très-remuantes qui agirent avec une telle force sur le gouver-

1. Dépêche du général Govone, 14 mars 1866.
2. Dépêche du général Govone, 3 juin 1866.

nement, sur les chambres françaises et sur l'opinion, qu'elles parvinrent à paralyser et enfin à modifier radicalement tous les projets de Napoléon III.

Nous attendîmes les événements au lieu de les prévoir, de les diriger et de les faire tourner à notre avantage. Nous demeurâmes immobiles pendant que la Prusse et l'Italie se mettaient en mouvement et que les hostilités éclataient à nos portes. Dès lors nous perdîmes toute occasion et même tout droit de profiter des circonstances.

A défaut de traité formel et de promesses explicites entre la Prusse et nous, il eût été du moins prudent et il eût été possible de prendre nettement position en engageant des deux parts l'avenir. A Berlin on ne nous avait rien promis puisque nous n'avions rien demandé; mais on ne s'y serait pas opposé sans doute à nous laisser prendre; puis, à la paix, toutes choses se seraient réglées amiablement. Que fallait-il pour cela? Nous mêler à la bataille? Non, pas même tirer un coup de fusil. La Prusse, d'un côté, l'Italie, de l'autre, étaient assez fortes pour entrer seules en lice. Il nous eût suffi de faire une démonstration militaire du côté du Rhin et de nous y tenir l'arme au bras, sous le prétexte, d'ailleurs très-plausible, que nous devions veiller à nos frontières. Par cette attitude énergique nous aurions rendu à la Prusse un service aussi important que par une coopération active. Les États de l'Allemagne du sud eussent été immobilisés dans la crainte d'une invasion de notre part. L'armée prussienne acquérait par là une grande liberté d'ac-

tion. Elle pouvait, avec sa force d'impulsion, donner, en quelque sorte, rendez-vous à jour fixe à l'armée italienne dans la capitale de l'Autriche où la paix eût été définitivement signée.

L'unité allemande eût été faite d'un seul coup; mais, une fois entrés sur certains territoires destinés à nous rendre nos limites naturelles, nous n'en serions plus sortis et l'on eût été trop heureux à Berlin de nous faire cette concession en reconnaissance du service rendu et du but atteint.

Loin de suivre cette politique virile, nous n'avons fait que tergiverser, allant de droite à gauche et de gauche à droite, sans trop savoir ce que nous voulions. Le gouvernement français ne manifesta son action que par le discours d'Auxerre où l'empereur, répondant à celui du 3 mai 1866 prononcé par M. Thiers au Corps législatif, encourageait la Prusse à déchirer « les traités détestés de 1815 », et par une lettre où le chef de l'État recommandait à M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, « une neutralité attentive ».

V

De ce système équivoque, il devait infailliblement résulter que nous mécontenterions tout le monde et que nous sortirions de cette aventure avec une situation fausse, compliquée et affaiblie.

C'est ce qui est arrivé. La rapidité foudroyante des

victoires prussiennes ne nous laissa pas même le temps de nous retourner dans la mauvaise position où nous nous étions mis. Sadowa éclata comme un coup de tonnerre. L'Autriche était perdue. L'unité allemande était faite et nous n'avions aucun gage vis-à-vis de la Prusse triomphante.

Quand la cour de Vienne, épouvantée de sa défaite, se jeta en nos bras et sollicita notre médiation, l'empereur eut la sentimentale faiblesse de ne pas la lui refuser et M. de Bismarck eut l'habileté d'y consentir, prévoyant trop bien à quels embarras cette intervention impolitique devait nous exposer.

Oui, ce fut une faiblesse funeste, car elle nous sépara pour jamais de l'Allemagne lorsque ses victoires nous faisaient, au contraire, une loi de nous en rapprocher. Nous avions commencé cette grosse affaire avec les forts et nous la terminions avec les faibles. Que pouvions-nous espérer en prenant, *in extremis*, les intérêts de l'Autriche vaincue? Rien, tandis que nous avions tout à craindre de cette maladroite démarche. Notre don-quichottisme traditionnel mit une sorte de vanité à se faire le champion des Habsbourg réduits à demander grâce. Eh! qui donc les avait réduits à ce triste état si ce n'est nous, âme du double complot qui, d'abord, les avait chassés de l'Italie et, maintenant, les chassait de l'Allemagne?

Puisqu'on avait fait métier de conspirateur, il fallait le faire jusqu'au bout. Le service que la cour de Vienne sollicitait de la cour des Tuileries pouvait même être un moyen d'action auprès de celle de

Berlin. L'entrevue que M. de Bismarck eut à Nikolsbourg, quartier général en Moravie, avec M. Benedetti notre ambassadeur, lorsque ce dernier vint proposer la médiation française, prouve qu'il semblait disposé, à ce moment, à s'entendre plus intimement avec la France [1]. C'était, ou jamais, le cas de le prendre au mot et de mettre la conclusion de la paix ou la continuation de la guerre, au prix de notre intérêt. Si nous avions dit au vainqueur de Sadowa : « Soit! Poursuivez votre victoire. Conquérez l'Allemagne entière et prenez-en l'empire, en allant frapper l'Autriche jusque dans les murs de Vienne; mais, pour vous laisser achever votre œuvre, nous voulons un agrandissement de nos frontières et un traité d'alliance offensive et défensive, » l'intérêt de la Prusse eût été de nous l'accorder, car, par ce léger sacrifice, elle atteignait tout d'un coup son but extrême et s'assurait dans l'avenir une paix solide avec notre pays.

Mais non! L'empereur prit au sérieux son rôle d'arbitre et se borna à formuler les propositions qui ont servi de base au traité de Prague.

Le grand homme d'État qui présidait aux négociations dans l'intérêt de la Prusse, dut bien rire alors de notre naïveté. Il adhéra, comprenant que le plus fort de son œuvre était accompli et que le reste viendrait logiquement et inévitablement à son heure. Il consentit à ne constituer momentanément que la

1. Dépêche du 15 juillet 1866. — *Ma mission en Prusse*, par M. Benedetti, p. 181.

confédération restreinte des États de l'Allemagne du nord, limitée par la ligne du Mein: Que lui importait cette limite capricieuse? Il savait bien qu'il la franchirait sans obstacle quand il le jugerait utile, et que ceindre la couronne de l'empire germanique rétabli n'était plus, pour le roi Guillaume, qu'une question de temps.

Le gouvernement français comprit, trop tard, la faute qu'il avait commise. Il essaya de la réparer. Au mois d'août 1866, M. Benedetti fut chargé de négocier un traité d'alliance stipulant le concours diplomatique de la Prusse pour l'acquisition du Luxembourg et son concours *armé* pour l'annexion de la Belgique, à l'époque où la France en déciderait la conquête [1].

M. de Bismarck sembla faire un accueil favorable à ces ouvertures; mais son plan était déjà arrêté. Les conversations qu'il eut alors avec l'ambassadeur français, n'étaient, selon son propre aveu, que des *négociations dilatoires* destinées à masquer et à appuyer celles qu'il menait en même temps avec les États du sud pour les lier à la confédération du nord par des traités militaires secrets, et avec la Russie pour s'assurer l'appui du Czar dans l'hypothèse d'un conflit avec la France. Dès que les conventions avec

1. Dans les pourparlers de Nikolsbourg, M. de Bismarck avait, en effet, désigné la Belgique à notre ambition. Le projet de traité entrait dans ses idées. On eut l'imprudence de lui en laisser un exemplaire autographe que les journaux prussiens ont publié en juillet et en août 1870. — Un second exemplaire, annoté de la main de Napoléon III et de celle de M. Rouher, a été trouvé à Cercay parmi les papiers de la famille impériale. Les Prussiens s'en sont emparés et l'ont publié également.

l'Allemagne méridionale furent signées, le 17 août par Bade, le 22 par la Bavière et le Wurtemberg ; dès que l'entente avec la Russie fut établie, M. de Bismarck jeta le masque et M. Benedetti, éploré de l'attitude nouvelle du ministre prussien, put écrire à Paris ces mots douloureux : « On a obtenu ailleurs des assurances qui dispensent de compter avec nous. Si l'on décline notre alliance, c'est qu'on est déjà pourvu [1]. »

Un instant on eut aux Tuileries la velléité de ne pas laisser aller les choses plus loin sans protester en adressant à la Prusse une sorte de sommation. M. Drouyn de Lhuys proposa même une démonstration armée sur le Rhin ; mais il était trop tard, et puis on n'était pas prêt. Les forces dont on pouvait disposer ne répondaient pas aux exigences de la situation. On avala donc la honte et, ne pouvant mieux, on fit sagement de se taire.

VI

Voilà où nous avaient conduits, en peu de jours, l'imprévoyance de l'empereur et les intrigues de cour qui nous empêchèrent de lier d'avance la Prusse à notre politique. Personne ne put se faire illusion sur la gravité de ces événements et sur la fragilité de la paix. La constitution, au centre de l'Europe, d'un

1. Papiers trouvés à Cerçay, publiés par le *Moniteur prussien* du 20 octobre 1871.

nouvel État unitaire et militaire, en rompant l'équilibre des puissances, nous créait des périls redoutables dans l'avenir. Au lieu de l'alliance que nous avions rêvée avec l'Allemagne, celle-ci s'alliait à la Russie évidemment en vue d'un conflit plus ou moins prochain avec la France. L'instinct de l'opinion ne s'égarait point lorsqu'elle considéra Sadowa comme une défaite française. C'était, en effet, un échec fatal pour notre politique et le germe d'une guerre à courte échéance.

On se prépara, de part et d'autre, à cette éventualité. La France s'arma et refit son organisation militaire; la Prusse se fortifia et accrut colossalement sa puissance agressive. Malheureusement l'homme d'État qui dirigeait la politique prussienne, était un de ces esprits supérieurs, comme il faudrait en souhaiter à notre pays, marchant à son but sans s'en écarter, ne négligeant aucun élément de succès, tenace dans ses desseins et mettant un véritable génie au service de sa cause. M. de Bismarck exploitait habilement contre nous le traité de paix qui avait arrêté sur les bords du Mein le développement de l'unité allemande. Il nous dénonçait au parti national comme l'ennemi qui s'opposait à ses patriotiques aspirations. En même temps, surveillant jour par jour tous nos préparatifs, il savait, mieux que nos ministres, les progrès de nos armements et l'état réel de nos ressources. On pouvait prédire qu'il ne commettrait pas l'insigne maladresse de nous laisser arriver paisiblement au point de pouvoir défaire l'œuvre de sa vie. Il avait mille moyens

de nous provoquer même sans y paraître et connaissait trop bien l'impressionnabilité nerveuse de notre caractère, pour être sûr de nous pousser à quelque héroïque folie lorsqu'il le jugerait utile à ses plans.

M. Thiers avait dit, avec une vérité prophétique, que « la France n'avait plus une seule faute à commettre ». L'expérience, si chèrement acquise, aurait dû en effet nous rendre sages; mais le vertige semblait régner dans les régions officielles et nous devions fatalement tomber à l'abîme de faute en faute et de chute en chute.

On le vit bientôt lorsque surgit la question du Luxembourg qui faillit allumer la guerre. Tandis que M. de Lavalette, appelé au ministère des affaires étrangères, sanctionnait avec éclat la politique unitaire de l'Allemagne, dans cette fameuse circulaire du 16 septembre 1866, où il déclarait que « les grandes agglomérations sont le résultat d'une loi providentielle, » le cabinet des Tuileries négociait en secret l'acquisition du duché de Luxembourg pour s'en faire une arme contre les vainqueurs de Sadowa. L'intervention des grandes puissances parvint à étouffer le conflit que ce fait provoqua aussitôt entre Paris et Berlin, mais ce ne fut qu'un moment d'accalmie dans un ciel orageux.

Dès ce jour les rapports entre la France et la Prusse prirent un caractère de défiance permanente et d'extrême susceptibilité. L'affaire d'Espagne fit éclater la bombe.

VII

Jamais je ne me persuaderai que la candidature du prince de Hohenzollern au trône espagnol fût sérieuse. La politique habile qui pouvait l'inspirer à Berlin, ne lui aurait pas laissé courir l'aventure d'aller braver à Madrid le sort que Maximilien avait si lamentablement trouvé au Mexique. Il ne faut voir dans ce coup de théâtre qui étonna et émut l'Europe, qu'un nouveau moyen de tâter la patience de la France et de la piquer en soulevant tout à coup un gros incident diplomatique. Le piége était si visible qu'il est prodigieux qu'on s'y soit laissé prendre ; mais *quos vult perdere Jupiter dementat.* Dans les régions du pouvoir, comme dans celles de l'opinion, grâce à l'irritabilité maladive qui est notre principal défaut, on était fatigué d'une situation depuis quatre ans si violemment tendue. Enfin, par suite de cette légèreté, qui est aussi notre travers, on se croyait prêt lorsqu'on ne l'était pas. Tout fit explosion à la fois, la susceptibilité du gouvernement et l'exaltation du sentiment public. Quand la Prusse, avec une adresse machiavélique, retira la candidature du prince de Hohenzollern, elle savait que l'ivresse s'était chez nous emparée des esprits et que nous nous précipiterions, comme un taureau furieux, au-devant du danger, sans écouter les conseils de la raison. Elle put ainsi se donner facilement devant l'Europe l'apparence de

la modération et mettre les torts de notre côté. Nous ne fûmes que trop complaisants à lui faire beau jeu. Lorsque tout nous commandait de nous contenter des satisfactions obtenues, nous nous jetâmes dans la guerre en aveugles [1].

Ah! qu'ils furent coupables les hommes d'État qui jouèrent, dans une telle aventure, l'avenir et la fortune de la France; les généraux qui, sans bien mesurer nos forces, conseillèrent de faire marcher nos soldats; les ministres qui, sans avoir suffisamment préparé tous les moyens d'attaque et de défense pour une aussi formidable expédition, osèrent affirmer qu'on pouvait s'avancer sans crainte; les diplomates qui nous laissèrent entrer en campagne sans nous avoir assuré aucune alliance ni aucun concours [2]! La responsabilité qu'ils porteront devant l'histoire sera terrible comme l'a été la catastrophe où ils nous ont précipités « d'un cœur léger ». Mais il faut être sincères; nous avons tous été coupables avec eux et les

1. Il paraît désormais acquis à l'histoire que la guerre, qui semblait écartée par l'abandon de la candidature du prince de Hohenzollern au trône d'Espagne, fut résolue à Saint-Cloud dans la nuit même, on ne sait sous quelles fatales influences, malgré l'assurance contraire que l'empereur avait donnée à ses ministres.

2. L'article important publié par le prince Jérôme Napoléon dans la *Revue des Deux-Mondes* (1er avril 1878) prouve irréfutablement que toutes nos tentatives pour obtenir, en 1869 et 1870, l'alliance de l'Autriche et de l'Italie échouèrent parce que, pour plaire au parti clérical, le gouvernement français ne voulut pas livrer Rome à l'Italie. — La réponse que le duc de Gramont a faite aux affirmations du prince Napoléon, sous le pseudonyme d'*Andreas Memor*, dans la *Revue de France* du 15 avril, ne détruit pas les faits avancés par le prince.

folles passions du chauvinisme ont fait alors écho de toutes parts aux paroles téméraires qui retentissaient à la tribune et dans les conseils de l'État.

Cette faute, nous l'avons tous expiée; nous devons la confesser sans détour.

Est-ce à dire cependant que tous les torts soient de notre côté? Non; la Prusse a agi, dans cette lugubre tragédie, avec un machiavélisme sans exemple. Elle s'est servie de nous pour réaliser le but de ses ambitions, puis, au lieu de nous en avoir quelque reconnaissance, elle nous a perfidement joués et a abusé de notre confiance. Tout en nous leurrant par de vains mirages, en nous endormant par de belles promesses, elle complotait ténébreusement contre nous au moment même où elle protestait de son amitié et semblait rechercher notre alliance. Puis, loin de comprendre « nos patriotiques angoisses », suivant le mot de M. Rouher au corps législatif; loin de donner quelque satisfaction à nos justes demandes et d'écarter ainsi toute cause de querelle future, elle s'est étudiée à aigrir nos rapports et n'a cessé de chercher l'occasion d'un conflit. Elle nous a tendu tous les piéges imaginables. Se sachant prête à la lutte, tandis que nous ne l'étions pas, elle nous a méchamment acculés à une situation extrême où il n'y avait d'autre alternative qu'une témérité ou une humiliation.

Tout cela est vrai; mais ce n'est pas pour nous une excuse. C'était à nous à mieux voir la manœuvre de nos ennemis et à nous en garer sagement. La po-

litique est un jeu où la ruse n'est pas interdite. La morale n'a jamais été, hélas ! la règle souveraine de la diplomatie. La conscience peut bien s'en indigner, mais la raison d'État dit que c'est à chacun à se défendre sur son terrain. Tant pis pour qui se laisse prendre et tant mieux pour qui réussit !

VIII

Et que de fautes ont suivi celles que nous venons de définir ! Après la folie d'une déclaration de guerre dont on avait si mal préparé les moyens d'action, quel désordre, quelle incapacité dans les opérations militaires ! On est parti au milieu d'une formation fiévreuse, dans les embarras d'une mobilisation bien plus compliquée que celle de l'Allemagne, avec des régiments incomplets. Puis on a piétiné sur place, pendant plus de vingt jours, avec des corps insuffisants, mal reliés l'un à l'autre, sur une immense ligne de bataille qui s'étendait de Thionville à Belfort, en face d'ennemis qui s'avançaient par grandes masses. Puis, après des défaites qui avaient révélé si douloureusement tous les vices de notre organisation, on n'a pas su prendre le parti énergique de se replier. On a composé, à la hâte, une nouvelle armée, mal formée, démoralisée d'avance par nos premiers revers, avec laquelle on a cru pouvoir lutter contre des armées victorieuses. Au lieu de venir protéger Paris, on est allé se faire massacrer à Sedan.

Lamentable épopée ! Sedan, nouveau Waterloo, la reddition de Metz, la capitulation de Paris, les défaites de la Loire, trois armées anéanties, trois cent mille hommes prisonniers ! Jamais on n'a vu de pareils désastres ! Eh bien ! devant ces effroyables calamités, nous avons trouvé le moyen de commettre de nouvelles fautes non moins graves que celles où nous étions si follement tombés jusqu'alors.

L'empereur, en rendant son épée à Sedan, au lieu de tâcher d'y conclure une paix qui, peut-être, eût été moins désastreuse qu'elle ne l'a été plus tard, avait évidemment signé son abdication ; mais, il y avait, à Paris, l'Impératrice, qui était régente, le Prince Impérial qui, avec l'aide des chambres et d'un grand conseil de gouvernement, pouvaient prendre le pouvoir, tenter un dernier effort de résistance ou traiter avec l'ennemi. Tout commandait aux esprits vraiment patriotiques de se serrer autour de l'autorité légale et de ne pas compliquer d'une crise révolutionnaire cette grande crise nationale. Mais l'affolement s'est mis parmi les conseillers et les amis de l'empire. Le gouvernement lui-même s'est abandonné et nous a abandonnés, tandis que les passions de l'esprit de parti se sont exaltées et coalisées pour profiter du désordre où tout était plongé.

Ne soyons ni injustes ni injurieux pour les hommes qui, le 4 septembre, lorsque l'armée allemande marchait déjà sur Paris, ont proclamé la déchéance de l'Empire et constitué le Gouvernement de la défense

nationale. Peut-être, s'ils avaient eu un esprit plus politique que révolutionnaire, auraient-ils montré moins d'impatience. L'heure des responsabilités serait venue pour ceux qui nous avaient jetés dans cette horrible situation ; il fallait l'attendre et c'eût été même habile de laisser au gouvernement qui avait follement déclaré la guerre l'humiliation de signer la paix.

Mais le pouvoir légal s'était en quelque sorte déroué à son mandat. L'occasion était trop favorable pour que le parti démocratique pût résister à la tentation d'en profiter et d'établir ainsi la république si longtemps rêvée. On doit même être reconnaissant envers les membres de ce gouvernement provisoire, des efforts qu'ils ont faits, dans l'effarement général, pour maintenir l'ordre et défendre la patrie en face de l'invasion. S'ils n'eurent le génie ni des grands législateurs ni des grands capitaines, on ne saurait leur dénier le dévouement des bons citoyens. D'ailleurs les circonstances les excusent. S'ils n'avaient pas été là, qui donc, dans les autres partis, aurait pu prendre et supporter le fardeau de la situation ? Il y aurait ingratitude à contester leur patriotisme et leurs services ; mais ils ont eu aussi leurs torts et leur part de responsabilité dans le désastre général.

A leur tour, ils ont joué imprudemment une partie terrible dont l'enjeu était l'existence même de la France. Ils ont déchaîné la révolution et ils ont continué la guerre.

La France, en 1870, n'était pas républicaine. Elle

l'a bien montré par la majorité monarchique qu'elle a envoyée à l'Assemblée nationale réunie à Bordeaux en février 1871. Il est hors de doute qu'elle l'est devenue depuis, en partie par sentiment, en partie par raison, parce qu'elle a reconnu l'impuissance manifeste des divers partis monarchiques à constituer maintenant rien de solide ni de durable, mais alors elle n'avait pas encore la conviction que la république fût la meilleure forme de gouvernement pour son tempérament actuel.

Or, derrière les républicains modérés qui prirent le pouvoir au milieu du désordre universel qui suivit la catastrophe de Sedan, il y avait fatalement les démagogues qui voulaient aussi profiter du désastre national dans l'intérêt de leurs passions et de leurs appétits révolutionnaires. Ces hommes de proie ne tardèrent pas, en effet, à apparaître. Paris assiégé a été le théâtre de soulèvements sanglants qui ont laissé voir tout ce qui s'agitait de formidable dans les bas fonds de la société. Puis, après la défaite suprême, qui peut avoir oublié les horreurs de la Commune dépassant en forfaits les jours les plus exécrables de la Terreur? Qui ne frémit encore d'avoir vu la capitale de la France dévastée et incendiée par des mains françaises sous les yeux et aux cris de joie des soldats allemands? Il est vrai qu'on est resté maître de cette effroyable insurrection, mais à quel prix et que de sang il a fallu répandre!

Le Gouvernement de la défense nationale, en changeant brusquement et en quelque sorte par surprise

la forme des institutions, ajoutait inévitablement les périls de la guerre civile à ceux de la guerre étrangère. La révolution qu'il appelait témérairement à son aide, loin d'être une force nationale, ne pouvait être que l'auxiliaire de l'invasion. Elle risquait de l'emporter lui-même dans son torrent tumultueux et la société tout entière avec lui.

Braver de telles éventualités dans un pareil moment, c'était plus qu'une faute. Il y avait, d'ailleurs, un autre danger non moins redoutable, celui de diviser le pays, de surexciter les haines des partis vaincus et exclus du pouvoir, de désunir la nation en des conjonctures où l'union était plus nécessaire que jamais. Ne devait-on pas prévoir aussi que l'avénement soudain d'un nouveau régime confus, précaire, en donnant de nouvelles forces à nos ennemis, devait nous aliéner désormais les dernières sympathies de l'Europe et nous livrer sans réserve aux exigences illimitées de l'Allemagne triomphante?

Par bonheur, le patriotisme a étouffé la voix des passions. Les fidèles de l'Empire et de la Royauté, ajournant leurs ressentiments, sont accourus de toutes parts et se sont noblement joints aux hommes de la République pour défendre le sol sacré de la patrie, sous les ordres des dictateurs de Tours et de Paris. Ils les ont loyalement aidés à lutter contre les ennemis du dehors et les ennemis du dedans. Mais que fût-il arrivé si, comme en 1792, les partis monarchiques, hostiles ou retirés sous leur tente, avaient émigré à l'intérieur ou à l'extérieur?

Enfin, la plus grave faute des hommes qui ont assumé alors la mission du salut public, c'est de n'avoir pas mesuré leurs forces. Ils se sont crus de l'étoffe de Carnot. Ils ont voulu, à son exemple, organiser la victoire, se figurant qu'avec ce mot absurde « la guerre à outrance », ils n'avaient qu'à frapper la terre du pied pour en faire sortir des légions invincibles. Ils n'ont organisé que la défaite suprême. On n'improvise en quelques jours ni les généraux ni les soldats. Il y a des pages d'héroïsme sublime dans les fastes de l'armée de la Loire, mais à quoi ont servi les prodiges de courage individuel? On a sacrifié inutilement l'argent par millions et les hommes par milliers.

S'il y avait eu à la tête du gouvernement des esprits vraiment politiques au lieu de tribuns exaltés, aussi inexpérimentés en stratégie qu'en diplomatie, loin de s'obstiner dans une lutte sans espoir, loin de déclarer fièrement qu'on ne céderait « ni un pouce du territoire ni une pierre des forteresses, » on aurait compris qu'après Sedan, il ne restait plus qu'à faire la paix au plus vite et aux meilleures conditions possibles. Ceux qui nous gouvernaient le pouvaient sans honte, car n'étant pas les auteurs de la guerre, nul n'était en droit de leur en imputer les calamités. En arrêtant un carnage sans but, ils laissaient retomber sur l'Empire seul tout l'odieux de nos défaites ; ils avaient surtout l'avantage de pouvoir employer efficacement au maintien de l'ordre et à la consolidation du nouveau régime les dernières forces qui s'épui-

saient dans des combats impuissants contre l'armée allemande.

Mais non! Ils ont voulu appuyer leur pouvoir naissant sur l'exaltation du sentiment national, et la France, déjà si grièvement blessée, a été définitivement écrasée !

IX

Voilà nos fautes ou plutôt voilà celles de nos gouvernements ; mais, malheureusement, les pays sont toujours solidaires de ceux qui les gouvernent et le mot du poëte ancien est toujours vrai : *Quidquid delirant reges plectuntur Achivi!*

Toutefois, si nos tristes épreuves viennent principalement de l'inconsistance de notre politique en Italie et en Allemagne, elles ont aussi une cause plus générale et plus profonde dans nos mœurs publiques. Nous avons été victimes, en 1870, d'un double préjugé dont nous devrions être corrigés depuis longtemps par les calamités qu'il nous a values. Il y a, dans nos traditions historiques, deux légendes dont on a bercé notre enfance et ébloui notre amour-propre ; ce sont la légende militaire et la légende révolutionnaire. La première nous a toujours fait croire que nous étions les premiers soldats du monde et que nul ne pouvait s'égaler à nous. La seconde nous a persuadés que la révolution était une force à laquelle rien ne pouvait résister. Dans cette conviction, dédaignant

de tenir nos armées au niveau des progrès accomplis autour de nous, nous nous sommes lancés dans les guerres les plus hasardeuses avec une insouciance et une audace qui n'étaient souvent qu'une déplorable infatuation. D'autre part, dans les jours de crise, au lieu de réformer pacifiquement les imperfections de notre système politique, nous n'avons rien connu de mieux que l'insurrection proclamée « le plus saint des devoirs ». Puisse l'expérience nous avoir guéris à jamais de cette double erreur!

Depuis sept ans, la France, pénétrée du sentiment de ses fautes, s'est brillamment relevée et a repris un rang honorable dans le cercle des nations. Que ceux qui la gouvernent s'inspirent, comme elle, de cette pensée que sa vraie mission est dans le travail, sa vraie grandeur dans les œuvres de la paix. Qu'ils ne se laissent plus fasciner par la légende militaire! Qu'ils ne se laissent plus entraîner par la légende révolutionnaire! L'une et l'autre ne pourraient que nous être encore fatales comme elles l'ont toujours été.

Organisons-nous, fortifions-nous puissamment pour une défensive énergique afin de nous mettre à l'abri des dangers d'une nouvelle invasion, mais soyons bien convaincus que la paix au dehors et l'ordre au dedans sont les seuls moyens de réparer définitivement nos désastres. Surtout évitons de donner prétexte à la haine toujours vivace de nos ennemis. Ils sont aux aguets de nos moindres imprudences. Gardons-nous de tomber encore dans les piéges très-habiles qu'ils peuvent nous tendre.

L'empire d'Allemagne est fait! Il faut en prendre notre parti et nous accommoder du mieux possible avec ce redoutable voisin. Quand on l'étudie sérieusement dans sa constitution et dans ses conditions d'existence, on le voit en proie à des embarras et à des crises intérieures de la nature la plus grave. L'œuvre qu'il lui faut accomplir pour s'organiser définitivement, est plus laborieuse et plus difficile peut-être que celle à laquelle nous travaillons pour nous réorganiser, et la paix, s'il comprend bien son intérêt, lui est aussi nécessaire qu'à nous-mêmes. C'est ce que va nous prouver une étude impartiale de l'état politique, économique et social du nouvel empire d'Allemagne.

DEUXIÈME PARTIE.

LA SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE PREMIER.

M. DE BISMARCK.

I

L'empire d'Allemagne se résume en un seul homme : M. de Bismarck. C'est lui qui l'a créé ; c'est lui qui le soutient et le gouverne. Nous l'avons vu dans l'action, manœuvrant avec une habileté merveilleuse, dirigeant le mouvement avec une énergie indomptable et arrivant, par une persévérance inouïe, au but de son ambition. Maintenant il a triomphé ; il a brisé tous les obstacles ; il règne. Étudions-le dans l'exercice du pouvoir qu'il a conquis par la force des armes et par la force bien plus glorieuse et bien plus irrésistible du génie.

C'est une grande figure historique et c'est une éclatante personnalité. Qu'on l'aime ou qu'on le haïsse, on ne peut s'empêcher de l'admirer. L'œuvre qu'il a accomplie est immense ; celle qu'il lui reste à accomplir ne l'est pas moins. Mais, pour ce puissant esprit, il semble que le mot « impossible » n'existe pas. Ce qu'il a fait donne à croire que rien n'est au-

dessus de ses forces. Il pourrait prendre la devise de Fouquet : *Quo non ascendam?*

Il est déjà monté bien haut; pas assez cependant encore et il lui faut gravir de nouveaux sommets. La seconde étape de son ascension se fera-t-elle avec autant de bonheur que la première? L'avenir répondra à cette question, mais je suis sûr que lui ne doute pas et qu'il a foi en son étoile, en tout cas, en sa propre force pour parvenir au point où il tend.

Tout lui a réussi jusqu'à présent. Est-ce une chance heureuse? Est-il un de ces favoris de la fortune à qui les divinités bienfaisantes semblent toujours sourire? Non! c'est à son mérite personnel, à ses efforts patients, à ses combinaisons profondes, à son habileté dans l'élaboration et l'exécution d'une entreprise, qu'il a toujours dû le succès.

Il a deux qualités maîtresses : la clairvoyance et la prévoyance. Il sait juger une situation et apprécier sûrement ce qu'elle comporte de possible. De cette façon il ne rêve pas un idéal qui se heurterait bientôt à la réalité. Il possède un coup d'œil remarquable pour saisir le moment opportun, « l'heure psychologique » comme on dit en Allemagne. Il a surtout au plus haut degré le talent de voir, d'un regard rapide, les fautes de son adversaire et d'en tirer parti. En toute chose il s'étudie à ne livrer au hasard rien de ce qu'il peut lui disputer. Il prépare dans les moindres détails ses moyens de combat et place son adversaire dans la situation la plus désavantageuse; après quoi, ayant pourvu à tout, autant que le per-

mettent les conditions contingentes de l'humanité, il pousse à fond avec une ardeur et une puissance que rien n'arrête plus.

II

Sa grande force vient surtout de ce qu'il n'a pas de principes. J'entends par là un ensemble de doctrines dont il fasse la règle supérieure et invariable de sa conduite, un système à lignes fixes dont il poursuive l'application et qu'il tâche d'adapter à toutes les circonstances. Ce n'est pas un de ces doctrinaires obstinés qui n'aspirent au pouvoir que pour mettre leurs théories en pratique ; c'est, au contraire, un esprit mobile qui prend les hommes tels qu'ils sont et les choses telles qu'elles se présentent, ne se préoccupant que d'en extraire tout ce qu'ils sont susceptibles de produire. Ce n'a jamais été un idéaliste abstrait ; c'est un réaliste extrêmement positif. Il peut être absolutiste, mais il n'est pas absolu. Il change d'opinion et de système avec une facilité surprenante.

Pour ceux qui ne l'étudient qu'à la surface, que de contradictions et de palinodies dans sa vie publique ! Cet homme puissant qui a chassé l'Autriche de l'Allemagne, qui a reconstitué au profit de la Prusse l'empire germanique, qui a consacré le principe démocratique du suffrage universel et s'est si habilement servi du parti national libéral, nous l'avons vu, pendant les quarante premières années de sa car-

rière, défenseur intrépide de la suprématie des Habsbourg, champion énergique de la monarchie de droit divin et des priviléges féodaux, antagoniste implacable de la démocratie, adversaire obstiné des aspirations nationales et des libertés politiques. Celui qui a fait de la conquête du Schleswig-Holstein le levier des ambitions prussiennes déclarait, en 1850, que l'occupation des duchés n'était qu'une aventure stupide où la politique fatale de 1848 entraînait son pays. Celui qui a fait l'unité de l'Allemagne et mis la couronne impériale sur le front des héritiers de Frédéric le Grand, protestait, en 1849, contre le programme unitaire et dénonçait comme un cadeau funeste du radicalisme le sceptre offert au roi de Prusse par le parlement de Francfort.

Faut-il voir dans ces variations et dans tant d'autres qu'on pourrait citer de lui, l'inconséquence d'un caractère indécis ou la futilité d'un esprit fantasque qui ne sait ni ce qu'il veut, ni où il va? Non! ce sont les tâtonnements d'une ambition qui cherche sa voie ou plutôt qui cherche sa proie. M. de Bismarck est un chasseur, toujours en quête du gibier, soit qu'il le poursuive par les monts et les plaines, soit qu'il l'attende à l'affût au coin d'un bois. Sait-il lui-même, lorsqu'il part en chasse, s'il rencontrera la bête désirée, ni de quelle nature elle sera, ni si elle passera à sa portée? Mais il sait qu'il a le coup d'œil sûr, qu'il possède une arme de tir de première qualité et se sent assez adroit pour ne pas manquer son coup s'il a occasion de le tirer. Que lui importe dès lors d'aller à

droite ou à gauche, en compagnie de ceux-ci ou de ceux-là, et de changer de chemin suivant la piste ! L'essentiel c'est de ne pas revenir la gibecière vide, et, en effet, ce déboire lui arrive rarement.

Il est opportuniste au plus haut degré, agissant, se dirigeant et s'inspirant d'après l'occasion, indifférent à l'emploi des moyens pourvu qu'ils le conduisent au but. C'est un stratégiste qui, tout entier aux conditions contingentes de la bataille qu'il livre, met en œuvre tout ce qu'il a sous sa main pour assurer la victoire, utilisant tous les auxiliaires et toutes les forces, n'en repoussant aucun, n'en dédaignant aucune, tantôt avec les conservateurs contre les libéraux, tantôt avec les progressistes contre les réactionnaires et réciproquement. Le besoin et l'intérêt du moment déterminent avant tout son attitude.

Il n'a qu'une pensée : réussir, quel que soit l'objet que, selon les circonstances, il assigne à ses efforts. D'aucuns appelleront cela versatilité et défaut de conscience, mais il est difficile de méconnaître que cet éclectisme en fait d'opinions et dans le choix des moyens est une des qualités essentielles de l'homme d'État.

La politique n'est pas une science abstraite où tout se règle par des axiomes. C'est un art plus empirique encore que méthodique qui consiste à diriger le mieux possible une situation donnée. Le gouvernement est au corps social ce que la médecine est au corps humain. Il en précise l'hygiène suivant le temps et les circonstances ambiantes ; il en traite les maladies en

égard au tempérament du malade, aux conditions générales et aux ressources disponibles. La panacée universelle est une chimère aussi bien en politique qu'en thérapeutique. Rien n'est plus dangereux que le médecin systématique et l'homme d'État doctrinaire. Il est rare que le premier ne tue pas le patient qu'il soigne; il est rare que le second ne pousse pas aux révolutions le pays qu'il gouverne.

M. de Bismarck n'est pas un de ces esprits tout d'une pièce qui ne tiennent pas compte des exigences de la situation. Il a étonné ses amis et déconcerté ses ennemis par ses brusques revirements. A ceux qui, récemment encore, lui en faisaient un reproche devant le parlement, il répondait avec une franchise hardie : « Il est possible que j'aie changé, mais je » n'ai jamais eu honte de modifier mes opinions » chaque fois que les circonstances m'ont amené à » reconnaître que les choses ne pouvaient pas aller » comme je le voudrais. Il serait injuste d'exiger » de moi pendant un quart de siècle une opinion ab- » solument invariable. Depuis que je suis ministre, » j'ai appris à subordonner mes convictions person- » nelles aux besoins de l'État. » — Voilà des paroles que plus d'un homme politique ferait bien de méditer.

III

M. de Bismarck peut, du reste, se faire honneur de ses fréquentes transformations, car il a marché avec

l'opinion publique et est arrivé, des notions fausses et étroites qu'il devait à son éducation première, à un sentiment beaucoup plus vrai et beaucoup plus large des intérêts de son pays. Sans doute des visées personnelles se sont mêlées à ses métamorphoses politiques; mais qui pourrait reprocher à un homme d'État de chercher à fonder sa propre grandeur sur la grandeur de sa patrie?

Arrivé à cet âge où tout homme de valeur aspire à jouer un rôle influent et digne de lui, M. de Bismarck, égaré jusque-là dans les régions arides de la réaction, dut se demander où pouvait le conduire son dévouement à un passé désormais vaincu. Il s'y serait immobilisé dans une résistance impuissante contre l'irrésistible mouvement du siècle. Sa grande intelligence et son besoin d'activité n'y auraient trouvé aucun aliment. Le vaste programme du parti national était de nature, au contraire, à frapper vivement un esprit tel que le sien en ouvrant à sa pensée et à son ambition les plus séduisantes perspectives. Il y avait là la popularité et, par elle, le pouvoir. Cela valait bien une conversion.

Cependant, il était difficile que l'ancien *junker* disparût entièrement sous le néo-libéral. On n'a pas été pendant quarante ans un champion du droit divin pour devenir tout à coup un apôtre du droit populaire. C'est ce qui explique le contraste étrange qu'il y a presque toujours entre les idées de M. de Bismarck et la façon dont il les applique. Si, dans ses principes,

il est un homme de progrès, dans sa conduite il est toujours un homme d'autorité. Nul ne professe plus que lui la doctrine de l'État providence. C'est à l'État qu'il appartient de prendre seul l'initiative de ce qu'il juge être le bien-être du pays ; c'est l'État qui doit accomplir, dans son entière souveraineté, ce qui peut être utile. Or comme, pour M. de Bismarck, l'État c'est lui, il entend bien dominer toujours, même lorsqu'il suit l'impulsion du sentiment national et donne satisfaction aux vœux du pays. Convaincu des droits supérieurs du pouvoir autant que de la supériorité de son génie, quand il se met à la tête de l'opinion, il se met toujours au-dessus d'elle, de façon à paraître lui commander même lorsqu'il lui obéit. Tout en poursuivant le même but que le parti libéral, c'est par d'autres voies qu'il prétend l'atteindre. Ce n'est pas dans la liberté, c'est dans l'autorité et au besoin dans la force qu'il cherche ses moyens d'action. Rien ne le caractérise mieux que la lutte violente qu'il a soutenue en 1862 contre la majorité parlementaire sur la question de réorganisation de l'armée. Au fond, que préparait-il alors, en accroissant les forces militaires de la Prusse, sinon l'exécution du programme même du parti national? Mais comme il voulait y arriver par des procédés à lui, qui différaient entièrement des plans de ce parti, il n'hésitait pas à engager contre ce dernier un combat acharné et à compromettre sa popularité en passant pour un autocrate, ennemi implacable de toutes les libertés publiques.

Au reste ce mélange de féodalisme et de libéralisme

était indispensable pour entraîner un roi comme celui qui régnait à Berlin. Le 15 octobre 1861, le roi Guillaume, posant la couronne sur sa tête, avait dit : « Je » la prends de la table du Seigneur ! » attestant ainsi solennellement que son pouvoir était de droit divin au-dessus de toute convention humaine. L'État prussien, œuvre de Frédéric-Guillaume Ier et de Frédéric le Grand, a été conçu et façonné comme une armée où le monarque est tout et où l'universelle soumission est le premier devoir des sujets. Tout le système porte aujourd'hui encore l'empreinte de cette conception. En dehors de la royauté et de l'armée, on a peine, dans les régions supérieures, à admettre qu'il puisse exister d'autres forces constitutionnelles. Le régime représentatif a eu beau s'établir par la force des choses, le roi ne se figure pas encore que le parlement puisse se mêler de ce qui concerne l'armée dont il est le chef absolu, ni lui dicter le choix de ses ministres qui n'ont de responsabilité que vis-à-vis de lui, ni contredire sa volonté dans la direction de la politique générale.

Un ministre parlementaire eût échoué dès le premier jour devant ces prétentions d'omnipotence. M. de Bismarck, s'il eût été un libéral de la jeune école, ne serait jamais parvenu à convaincre ni à vaincre le roi Guillaume. Aussi s'est-il bien gardé de jamais prêter au soupçon qu'il pût être atteint de la contagion démocratique. Il a toujours agi de telle façon et par des moyens si autoritaires, que le chef de l'État a pu le suivre sans renier sa tradition dynas-

102031

tique. En chassant l'Autriche de la confédération, en constituant l'empire d'Allemagne, il ne s'agissait entre lui et le roi de Prusse ni d'affranchir la grande patrie ni de lui donner la liberté; il s'agissait seulement de satisfaire l'ambition des Hohenzollern et de réaliser enfin le programme de Frédéric le Grand. Ce n'était plus, comme en 1848, avec l'appui de la démocratie que ce but devait être atteint; c'était par la puissance de l'armée, instrument docile de la volonté royale. Ainsi la doctrine monarchique, loin d'être affaiblie, recevait une éclatante consécration. En la maintenant avec énergie, en résistant violemment aux revendications de la majorité parlementaire, M. de Bismarck a conquis sur l'esprit du roi une influence décisive qui n'a fait que grandir depuis lors.

« Mon plus grand triomphe, a-t-il dit plus tard lui-
» même dans ses entretiens avec les membres du
» parti national libéral, mon plus grand triomphe,
» c'est d'avoir obtenu du roi de Prusse la déclaration
» de guerre contre l'Autriche et la convocation d'un
» parlement allemand. Laissez l'avenir faire le reste
» et ne me demandez pas pourquoi je n'ai pu arriver
» à ce but suprême sans me mettre sur le dos la
» presse et les chambres. Il y a de grandes choses
» qu'on ne peut obtenir avec des discours et des
» votes. Il faut avoir cinq cent mille baïonnettes [1]. »

1. *M. de Bismarck*, par Louis Bamberger, p. 181.

IV

Que de diplomatie il a dû déployer pour manœuvrer efficacement au milieu des difficultés de sa situation ! Mais le succès est venu qui a tout justifié, lui assurant sans réserve la confiance du monarque dont il a maintenu les prérogatives, et celle du peuple dont il a secondé les aspirations.

Le prestige que le triomphe a donné à cet homme d'État est extraordinaire. Avant de livrer la suprême bataille, il était suspect, impopulaire, détesté. S'il eût été frappé par la balle de Blind, le jeune exalté qui, le 8 mai 1866, tira sur lui cinq coups de revolver, espérant arrêter la marche des événements, comme l'avaient tenté Karl Sand en assassinant Kotzebue, et Oscar Becker en attentant, dans les allées de Bade, à la vie du roi de Prusse, il serait mort dans une impopularité universelle. Quelques mois plus tard, il entrait triomphalement à Berlin, aux acclamations de la foule, dans un cortége dont il fut seul le héros malgré la présence des rois et des princes qui y figuraient. Il avait pressenti sa destinée lorsque, quatre ans auparavant, sur le point de quitter l'ambassade de Paris pour la présidence du cabinet prussien, il disait à une grande dame russe « qu'il ne tarderait pas à être » l'homme le plus populaire, le Cavour de l'Allema- » gne [1] ! »

1. Louis Bamberger, *ibid.* p. 7.

Sera-t-il cependant un Cavour allemand? Il a encore beaucoup à faire pour cela. Cavour a vraiment fondé l'unité de l'Italie et il lui a aussi donné la liberté. M. de Bismarck jusqu'à présent n'a fondé que la grandeur de la Prusse. L'unité de l'Allemagne est loin d'être faite; quant à sa liberté, à quelle époque et par qui lui sera-t-elle donnée?

En attendant, la popularité de cet homme puissant est immense et son autorité ne l'est pas moins. On a dit de lui qu'il s'était constitué « un empire de chan- » celier, » *Kanzlersreich;* c'est incontestable. Il est le véritable empereur. L'empire d'Allemagne a été fait par lui, mais il a été fait pour lui. Sa personnalité remplit toute la scène et ne laisse aux autres acteurs, souverain, ministres, parlement, qu'un rôle secondaire et effacé. Il fait tout, il préside à tout, il met seul en mouvement, dirige et modère tous les rouages de la politique intérieure et extérieure. Chancelier de l'empire, ayant seul l'entière responsabilité et ne voulant d'ailleurs la partager avec personne, président du cabinet prussien, président du conseil fédéral, il concentre dans ses fortes mains la gestion de tous les intérêts.

Pour combiner, mettre d'accord et faire concourir à son but les forces diverses et si souvent hostiles dont il est le centre, il lui faut accomplir sans cesse un travail d'Hercule; car l'œuvre à laquelle il est voué se heurte à toute sorte de résistances occultes ou ouvertes. Il est trop libéral aux yeux du parti

féodal encore tout-puissant à la cour; il ne l'est pas assez pour le parti national dont les exigences se sont accrues avec le succès. Personne n'ignore qu'il a dans l'entourage du souverain des ennemis redoutables contre lesquels il est tenu d'être toujours sous les armes. Les princes qu'il a dépossédés ou dont il a amoindri la souveraineté, tout en le flattant, travaillent presque tous à contrecarrer ses projets, sinon à se débarrasser de sa gênante tutelle. Le conseil fédéral, où leurs délégués délibèrent sous sa présidence, lui fait souvent une vive opposition. D'autre part de nombreux incidents parlementaires attestent, depuis quelque temps, que la majorité sur laquelle il s'appuie, devient indisciplinée et exigeante, cherchant à l'amener, de gré ou de force, à constituer un ministère responsable, ce qu'il n'acceptera jamais, car il veut être tout ou rien.

V

Il y a essentiellement du César dans cette nature fougueuse et passionnée qui ne tolère pas qu'on l'entrave dans la poursuite de son but. Il souffre impatiemment les contradictions auxquelles il est en butte dans les régions officielles et dans les régions parlementaires. Il aurait dû naître avant l'invention des parlements et sur les marches d'un trône, de manière à ne jamais être gêné, au-dessus de lui, par un monarque de droit divin, et, au-dessous, par une as-

semblée de droit populaire. Ce Titan étouffe entre le Pélion impérial et l'Ossa démocratique qui l'oppressent, et cependant il continue à vouloir porter sans partage le fardeau énorme sous lequel il plie. Aussi a-t-il d'inévitables moments de lassitude, de découragement ou d'irritation qui éclatent comme des coups de tonnerre et qu'on a nommés pittoresquement « les » crises du chancelier, » *Reichskanzlerkrisis*.

Cet homme de fer, *eisener Graf*, comme l'ont surnommé ses compatriotes, est singulièrement nerveux. Il a ses nerfs comme une jolie femme, et il s'en sert aussi habilement que le fait, d'habitude, la plus belle partie du genre humain quand elle veut obtenir quelque chose ou éviter une explication délicate. Il est, en effet, remarquable que les accès nerveux du chancelier coïncident toujours avec quelque difficulté plus ou moins grave qu'il rencontre soit dans le gouvernement, soit dans le parlement. Quand on l'entend se plaindre de sa fatigue, quand il dit qu'il est malade, qu'il lui faut du repos sous peine de compromettre à jamais sa santé et peut-être sa vie, alors il faut faire attention. Il y a certainement « anguille sous roche », comme dit le vieux proverbe populaire. Les nerfs du chancelier sont le baromètre de l'atmosphère politique.

Et, cependant, il est incontestable que ses crises nerveuses, tout en étant un moyen à peu près infaillible d'amener ses adversaires à composition, ne sont pas une comédie. Lorque M. de Bismarck affirme qu'il souffre et qu'il a besoin de se soigner, il ne ment pas. Ce caractère entier et tenace, toujours convaincu

qu'il y voit mieux que tout autre, éprouve, quand il est contrarié, des accidents physiques d'une nature grave, comme les enfants et les femmes. C'est une infirmité de tempérament; mais l'habile homme sait en tirer parti. Dès qu'on peut craindre pour cette précieuse existence, l'Allemagne entière s'épouvante; toutes les oppositions s'apaisent comme par enchantement et la cour, l'opinion s'empressent, à l'envi, de se soumettre aux désirs du chancelier plutôt que de risquer d'aggraver son mal par des résistances intempestives.

Il sait bien qu'il est l'homme indispensable et que, pour le conserver au pouvoir, on lui sacrifiera tous ceux qui peuvent le gêner. Aussi le prend-il de haut avec tout le monde. « Je crois, a-t-il dit au Reichstag » dans la session de 1874, qu'il ne peut y avoir ni » direction, ni responsabilité véritable, si quelqu'un » n'est pas à la tête, qui ait le droit de commander » réellement. » Et il commande en effet, sans considération pour personne. Il est surtout inexorable pour ceux dont les manœuvres ou l'influence peuvent menacer sa position et sa politique. Le malheureux M. d'Arnim en a fait la cruelle expérience. Il est clair que l'ambassadeur d'Allemagne à Paris, en dehors des manquements incontestables auxquels il s'est laissé entraîner dans ses devoirs professionnels, a commis l'imprudence d'être, sinon l'auteur direct, au moins le complice d'une intrigue contre M. de Bismarck. C'est ce qui a causé sa perte. Le chancelier, en le frappant aussi impitoyablement qu'il l'a fait, a

voulu faire un exemple et montrer à ses adversaires et à ses rivaux ce qu'ils avaient à redouter s'ils osaient entrer en lutte contre lui.

Ceci, il faut l'avouer, n'est pas un des beaux côtés de son caractère. Il a révélé, en cette occasion, un esprit vindicatif qu'on n'aime pas à voir dans un homme de sa valeur. Il ne faut pas toucher à ce vice-empereur. Il semble être inviolable et indiscutable comme le souverain dont il est le ministre. Tous ceux qui l'attaquent ou l'insultent sont traduits en justice et sévèrement punis. Depuis quelque temps, les procès pour outrages au chancelier se sont multipliés et les condamnations aussi. S'il y a en lui du César, en revanche il n'y a rien de la clémence d'Auguste. Il ne paraît pas avoir souci de se faire aimer; croit-il qu'il lui suffit de se faire craindre?

Dans le gouvernement, du reste, il n'est guère plus tolérant. Il ne se résigne pas à considérer ses collègues comme ses égaux et à n'être, à côté d'eux, que le premier parmi ses pairs, *primus inter pares*. Là aussi il veut dominer. Si certains ministres ne partagent pas sa manière de voir, il n'éprouve aucun scrupule à se déclarer contre eux en plein parlement. Il l'a fait, en octobre 1867, envers le comte de Lippe, ministre de la justice; il l'a fait, en mars 1877, envers l'amiral Stosch, ministre de la marine [1]. Il lave har-

1. Aussi, dans la crise ministérielle qui a éclaté récemment en mars 1878, a-t-il eu beaucoup de peine à composer un nouveau cabinet. Les hommes politiques de grande valeur hésitent à se soumettre à son omnipotence dictatoriale. Il a dit lui-même alors qu'il faudrait faire une loi pour forcer les gens à accepter un portefeuille.

diment en public le linge du ministère; puis, si l'on hésite à lui donner satisfaction, il met violemment le marché en mains, offre sa démission ou se retire sous sa tente, comme Achille en colère.

VI

Sa démission est son arme la plus redoutable et la plus sûre. Que de fois ne s'en est-il pas servi avec un égal succès! En décembre 1872, ce fut pour obtenir un remaniement du cabinet prussien favorable à sa prédominance. En novembre 1873, pour faire nommer M. Camphausen vice-président du conseil des ministres. Le 28 mars 1874, pour faire voter par le Reichstag la loi militaire de l'empire. Le 16 décembre suivant, pour faire annuler l'ordre du jour qui, au sujet de l'affaire du docteur Majunke, rédacteur en chef de la *Germania*, protestait contre l'incarcération d'un député pendant la session. En novembre 1875, pour combattre l'opposition faite par les nationaux libéraux au projet de code pénal. En mars 1876, à la suite d'un conflit obscur qui amena la retraite de M. Delbrück, président de la chancellerie. Enfin en avril 1877, pour des causes qui sont restées longtemps une énigme mais qui, après un congé de neuf mois pris par M. de Bismarck, viennent d'aboutir, au commencement de 1878, à une loi qui l'autorise à se donner des coadjuteurs et des suppléants, *Stellvertreter*, à la démission de plusieurs ministres et à

l'inauguration d'une politique intérieure nouvelle plus réactionnaire que libérale.

Ces crises du chancelier, annuelles et souvent bissextiles, sont toujours accompagnées d'un état de maladie très-réel. Or, quand on le sait souffrant, l'Allemagne entière est malade, comme la Pologne était ivre lorsque son roi avait trop bu. — Dans ces moments critiques, les meetings se réunissent de toutes parts pour demander qu'on n'irrite pas les nerfs de ce cher malade par d'impolitiques oppositions. Tous les partis se taisent de peur de le troubler par un bruit importun, ou bien ils entonnent, sur le mode mineur, un concert de louanges de manière à hâter la guérison par les douces satisfactions de l'amour propre.

Rien n'a dû être plus agréable et plus fortifiant pour l'impressionnable chancelier que l'unanimité avec laquelle les chefs de tous les partis ont proclamé qu'il était l'homme nécessaire et chanté ses mérites supérieurs, dans la séance du 13 avril 1877, au Reichstag, lorsqu'on a appris son intention d'abandonner le pouvoir. M. le docteur Hœnel, chef des progressistes, M. de Windthorst, lui-même, chef du centre catholique, se sont joints à M. de Bennigsen, le chef le plus respecté du parti national libéral, à M. de Kleist-Retzow parlant au nom des conservateurs, et au comte de Bethusy, organe de la droite, pour attester à quel point l'Allemagne sent qu'elle a besoin de M. de Bismarck. Tous ont déclaré que les réformes, de très-diverse nature, qu'ils réclament, ne peuvent se réa-

liser qu'avec son adhésion, qu'il faut les ajourner aussi longtemps qu'il le désirera et qu'on doit s'étudier à lui rendre facile l'exercice du pouvoir.

Concurremment avec la pression qu'il exerce par la menace de sa retraite, le chancelier emploie un autre moyen d'action qui n'est pas moins efficace. Il s'éloigne de la scène et va s'ensevelir, pendant des mois entiers, dans sa solitude de Varzin. Sa vie se passe ainsi bien moins à Berlin dans les bureaux de la Wilhelmstrasse, qu'à la campagne ou aux eaux. On dirait qu'il ne vit bien que dans l'isolement. Il aime à échapper au monde qui l'entoure et le fatigue. C'est d'ailleurs un moyen d'éviter les froissements et les conflits qui lui sont si désagréables dans la pratique du gouvernement. A Varzin, du moins, il peut méditer, travailler et suivre ses idées en pleine liberté. Ni le bruit des querelles de partis, ni le murmure importun des intrigues de cour ne viennent l'y déranger. Ses nerfs irrités par les luttes de la vie publique, se détendent et se calment dans l'atmosphère sereine des champs et des bois, tandis que son esprit devient plus net et plus vigoureux lorsqu'il se concentre en lui-même en dehors des influences extérieures.

L'histoire verra et peindra M. de Bismarck dans son ermitage de Varzin bien mieux que dans son palais ministériel de Berlin ou à la tribune du Reichstag. Par nature, c'est un solitaire, mais pareil au

solitaire de la légende, du fond de sa retraite, « il » voit tout, il sait tout, entend tout, est partout, » et, quand il en sort, il en rapporte toujours quelque solution décisive pour trancher les grandes questions du moment.

Non ! il ne se repose pas plus à Varzin qu'ailleurs cet homme qui porte sur sa tête les destinées de son pays et dans ses mains la paix ou la guerre. De tels génies sont condamnés, comme l'Océan, à une agitation implacable. Nuit et jour, le démon qui les possède, les secoue et les force à l'action. Labeur éternel ! œuvre sans relâche ! Quand M. de Bismarck parle d'abdiquer, il ne peut se faire illusion à lui-même, car il doit entendre retentir à ses oreilles la voix fatale qui lui crie, comme au légendaire Ahasvérus : « Non ! non ! Marche, marche toujours ! » Lorsqu'on a entrepris une tâche colossale comme la sienne, on peut y succomber ; on peut mourir à la peine comme Cavour, mais il n'est plus permis de s'arrêter ni de se reposer en route.

VII

On a aussi comparé M. de Bismarck au sphinx antique, et, en effet, dans le silence de Varzin, il semble toujours assembler les termes de quelque problème terrible qu'il veut poser ensuite aux peuples et aux gouvernements, sous peine de les dévorer s'ils n'en devinent pas le mot. Ses absences sont toujours, pour

le monde politique, un gigantesque point d'interrogation. Que se passe-t-il, que se prépare-t-il dans les mystères de sa solitude? D'un tel homme tout est à craindre. On le redoute plus encore quand il se tait que lorsqu'il parle. Et cependant, si son silence est alarmant, sa parole est bien autrement dangereuse.

Lorsqu'il se décide à mettre le public dans la confidence de ses projets, c'est que ses résolutions sont entièrement prises et qu'il croit l'heure venue de marcher ouvertement à son but. Puis, c'est le plus étrange des diplomates. Il fait de la franchise un art de tromper ceux à qui il a affaire, spéculant sur leur incrédulité probable, comme d'autres diplomates spéculent sur la crédulité de leurs adversaires. Mais, prenons-y garde, lorsqu'il se montre ainsi sincère et expansif, tous ses moyens d'action sont déjà si puissamment préparés, qu'il se sent assez fort non-seulement pour dire hautement ce qu'il veut faire, mais aussi pour l'exécuter.

Du reste ce n'est pas à ce seul point de vue que sa parole est redoutable. Tous ceux qui l'ont approché sont unanimes à dire que nul n'a plus que lui le secret de charmer, de séduire, d'envelopper et de convaincre ceux à qui il parle. Sa conversation est pleine d'esprit, de bonhomie, d'humour et de vivacité. Rien n'est plus attrayant, dit-on, que les causeries familières où, au sortir de table, au milieu des nuages de la fumée des cigares, il s'abandonne avec ses hôtes à toute sa verve. C'est là sa véritable tribune. C'est là qu'il fait

connaître ses oracles en des termes où le pittoresque de la forme ajoute, loin d'y rien enlever, à l'énergique gravité du fond.

Cet esprit césarien que la contradiction agace, que l'opposition rend malade, qui s'isole et se concentre en lui-même pour fuir la discussion, ce dictateur qui ne souffre pas de volonté contraire à la sienne, a cependant, au plus haut degré, toutes les qualités d'un ministre parlementaire. C'est un orateur d'une éloquence exceptionnelle et d'une incomparable originalité. Il a le don de captiver et de dominer les assemblées où il discute, en éclairant puissamment toutes les questions qu'il traite. Sa parole est d'abord embarrassée et confuse; on voit qu'il cherche avec quelque difficulté les mots propres à exprimer sa pensée; mais il est bien rare que ses discours ne se signalent pas et ne s'élèvent pas tout à coup par certaines images fortes, par certaines phrases pénétrantes qui condensent la situation politique et le sentiment public en une formule concise, énergique et hardie dont l'effet sur l'opinion est toujours considérable.

Si M. de Bismarck reste l'adversaire systématique du régime parlementaire, ce n'est pas, à coup sûr, qu'il ait à craindre les luttes de tribune. Personne ne s'entend mieux que lui à manier une majorité; mais on a vu qu'il est autoritaire par nature et par principe. Il n'admet pas que sa situation puisse dépendre jamais du vote d'une assemblée; il ne veut pas ajouter à toutes ses fatigues celle d'avoir à défendre journellement son portefeuille et compliquer ses nom-

breuses crises de chancelier par des crises ministérielles.

VIII

Il connaît trop, cependant, la puissance de l'opinion pour ne pas chercher à se la rendre favorable, tout en se mettant despotiquement au-dessus d'elle. De même que, sans vouloir jamais devenir un ministre parlementaire, il tient à convaincre le Reichstag et à s'en faire un appui, de même, tout en ayant fort peu d'estime pour la presse allemande, il s'en sert comme d'un levier puissant dont il utilise la force. Tout le monde a entendu parler du fameux « fonds des reptiles », *Reptilienfund*, formé des millions confisqués sur le roi de Hanovre et l'électeur de Hesse. Il fournissait aux dépenses du bureau de la presse à Berlin [1], vaste usine officielle des opinions utiles à l'importation et à l'exportation. Ce bureau, sous la haute influence du chancelier, travaillait l'esprit public et avait à sa solde une foule de journaux et de journalistes en Allemagne et à l'étranger. Le nom seul du fonds qui payait ces dévouements salariés, dit le cas qu'on en faisait. Les reptiles de la presse trouvaient de quoi satisfaire leur appétit dans ce marais aurifère où le public disait qu'ils allaient prendre « des bains de

1. Le fait a été nié par le gouvernement dans la dernière session, (1878) lorsqu'il s'est agi de l'emploi des millions pris au roi de Hanovre; mais l'opinion persiste à ne pas croire à ce démenti.

boue » *Schlammbæder* [1]. Mais, tout en les méprisant, M. de Bismarck les employait à ses fins. Il se rendait bien compte de l'influence considérable du journal sur ses lecteurs. On peut même dire de lui que c'est un journaliste qui se cache, mais qui, en secret, ne se fait pas faute de tenir la plume à l'occasion. En tout cas, par ses inspirations, par l'action permanente du bureau de la presse, il a été le vrai directeur et souvent le rédacteur en chef de la plupart des grands journaux allemands. Il n'est pas jusqu'au *Kladderatasch* auquel il n'ait inspiré mainte fois ses articles satiriques les plus piquants et ses caricatures les plus fantaisistes.

En février 1876, il a formellement déclaré au *Reichstag* qu'il avait désormais rompu tous ses rapports avec les reptiles de la presse, dont il a fait en même temps un tableau pittoresque et peu flatteur. Il avait reconnu, disait-il, que cette foule d'officieux le compromettaient bien plus qu'ils ne le servaient. Il aurait pu constater leur inutilité. La popularité prestigieuse dont il est entouré, le dispense de recourir à ces moyens artificiels et corrupteurs. Il est devenu désormais l'homme de l'Allemagne et, pour diriger l'opinion, il n'a plus besoin du fonds des reptiles. Le public est à sa dévotion comme l'est le parlement. Pourquoi

1. Si l'on veut avoir une idée, triste idée, de ce qu'est le journalisme en Allemagne, il faut lire le livre si curieux et si instructif de M. Heinrich Wultke, *die deutschen Zeitschriften und die Entschung des offentlichen Memung*. (Leipzig, 1875.) L'auteur est un adversaire de l'empire et il faut sans doute rabattre de ses critiques ardentes ; mais les faits qu'il cite sont malheureusement certains.

salarierait-il des écrivains mercenaires, quand l'Allemagne entière chante ses louanges et subit docilement toutes les impulsions qu'il lui donne?

Mais on ne refait pas sa nature. M. de Bismarck est trop orateur pour vouloir supprimer la tribune; il est trop journaliste pour ne pas continuer à employer les journaux comme porte-voix des idées qu'il a intérêt à répandre. Malgré ses démentis on n'a pas cessé d'attacher une importance particulière aux articles que publient les feuilles avec lesquelles on sait qu'il a toujours eu des rapports intimes.

C'est d'ailleurs un écrivain dont on ne saurait nier la valeur.

Rien ne révèle plus remarquablement son talent littéraire que sa correspondance familière. C'est là sans doute qu'on cherchera plus tard sa véritable pensée, mais on y trouvera, en même temps, un charme étonnant et imprévu. Il y a dans son style, à côté de réflexions sérieuses fortement exprimées, quelque chose d'idéal et de sentimental à quoi l'on était loin de s'attendre. Il est resté toujours en lui une empreinte de sa vie d'étudiant. L'ancien *Bursche* n'a jamais été entièrement effacé par l'homme d'État. « Il a conservé, dit un de ses historiens [1], ce type de crânerie et de bonhomie de l'étudiant allemand, querelleur, présomptueux, ferrailleur, jovial et un peu sentimental dans les recoins de son âme. »

1. Louis Bamberger, ouvrage cité p. 198.

Il n'est rien de plus intéressant que ses lettres à sa femme et à sa sœur [1]. Ce sont des modèles. Au milieu de ses plus graves préoccupations politiques, il trouve, pour leur écrire, des mots de tendresse, des souvenirs, des observations d'une délicatesse incroyable. Et que de traits piquants sur les hommes et sur les choses du moment! Que de finesse et de pénétration dans ses critiques! Que de poésie même, peut-être à son insu, dans les tableaux qu'il trace!

Sa correspondance avec celle qui est la compagne de sa vie, atteste en lui l'amour du foyer, le culte de la famille, la sérénité d'une conscience que ne trouble aucune mauvaise passion. M. de Bismarck a échappé aux soupçons malveillants qui n'épargnent guère les mœurs privées des hommes publics. Tous ceux qui ont pénétré dans son intérieur, vantent ses vertus paternelles et conjugales. Un seul jour, à propos d'une photographie où il se trouvait représenté en compagnie de madame Lucca, la grande cantatrice berlinoise, — c'était en 1875, — ses ennemis osèrent élever contre lui des doutes malicieux, ce qui lui donna occasion d'adresser à un de ses amis une lettre curieuse où, à travers un certain mysticisme piétiste, et à côté de l'affirmation très-énergique de ses sentiments religieux, on lit que « personne n'a pu lui reprocher jamais des relations illicites

1. Ce recueil de correspondance intime a été publié, en deux éditions successives, à Bielefeld, sous ce titre : *Bismarckbriefe. 1844-1870. Original Briefe Bismarcks an Seine Gemahlin, seine Schwester und andere.* (2e Edition 1877.) —

2. Voir cette lettre citée par Julien Klaczko, *Deux chanceliers.*

On a cherché, non moins vainement, à mettre en suspicion son incorruptibilité. On a insinué qu'il n'avait pas refusé de s'associer à des affaires industrielles et financières où de gros bénéfices auraient été le prix de son concours. C'est lui faire gratuitement injure. Sa situation morale est trop haute pour qu'il la compromette dans des tripotages de bourse. Sa fortune est trop grande pour qu'il ait besoin de l'augmenter par de tels moyens. La seule fois que la calomnie a pris un corps déterminé, le chancelier en a fait et en a obtenu justice avec tant d'éclat, qu'il n'est plus permis à qui que ce soit de mettre en question sa parfaite honorabilité.

IX

Quoi qu'on pense de ses qualités et de ses défauts, leur réunion et leurs contrastes constituent un ensemble qui en fait une individualité hors ligne. C'est un grand homme dans toute l'acception du mot. On ne domine pas ainsi l'opinion quand on n'est pas à la hauteur de l'œuvre entreprise. Des intrigues de palais peuvent bien porter une incapacité au pouvoir, mais l'enthousiasme des foules ne se conquiert que par la grandeur des actes et l'éclat du génie.

L'Allemagne a en M. de Bismarck une confiance que rien ne saurait affaiblir ; elle se laissera mener par lui partout où il voudra la conduire.

Où la conduira-t-il? Où son ambition le conduira-

t-elle lui-même? Un de ses amis disait à un publiciste français [1] : « Il a étonné le monde par son audace, il l'étonnera par sa sagesse et sa modération. Au plus fougueux des tempéraments, il joint cette haute raison qui met un frein à l'esprit d'entreprise et lui interdit de dépasser le but. Il a le sens de la mesure, du possible, et se connaît en vraie gloire. » S'il en est ainsi, la seconde partie de sa vie politique peut être encore plus brillante et plus glorieuse que la première. Quelque considérable que soit ce qu'il a déjà fait, c'est peu relativement à ce qui lui reste à faire. Jusqu'à présent c'est par l'armée, c'est-à-dire par la force matérielle, qu'il a manifesté sa puissance; maintenant, c'est à l'intelligence, c'est-à-dire à la force morale, que la place appartient. Le conquérant a accompli son œuvre, il faut que le fondateur apparaisse. L'homme de guerre a brisé les obstacles et déblayé le terrain, quel édifice va y élever l'homme d'État? « C'est bien coupé, mon fils, disait Catherine à Charles IX après le massacre de la Saint-Barthélemy, maintenant il faut coudre! »

« J'ai besoin de dix ans de paix pour faire l'Allemagne, » disait M. de Bismarck en 1874. En effet, c'est là désormais la question.

Il a défait l'Autriche; il a défait la France; mais il lui reste à faire l'Allemagne. La fera-t-il?

Sa vie, jusqu'à l'heure actuelle, n'a été qu'un combat. Aujourd'hui, il est vainqueur; le champ est libre

1. G. Valbert, *Revue des Deux-Mondes*, 1er mai 1877, *La fausse sortie du chancelier.*

devant lui. Il ne s'agit plus de l'ensanglanter par le choc des légions, mais de le féconder en y jetant la semence de l'avenir. Après avoir été un terrible destructeur, M. de Bismarck sera-t-il un organisateur habile? Il n'a été encore qu'un merveilleux stratégiste; sera-t-il aussi un législateur digne de ce nom? Ce redoutable perturbateur de l'Europe en deviendra-t-il le pacificateur, et saura-t-il résoudre, par l'esprit de sagesse et de paix, les formidables questions qu'il a soulevées par le glaive? Méritera-t-il que l'histoire le nomme « le grand Chancelier », comme elle a nommé Richelieu « le grand Cardinal »?

Cette noble ambition devrait être la sienne. Trop d'exemples lui montrent que les triomphes de la force ne sont pas la vraie grandeur et qu'il n'en sort rien de durable. Un jour néfaste, un incident malheureux, un hasard suffisent pour emporter et détruire les résultats des plus éclatantes victoires. Que reste-t-il de l'épopée colossale de Napoléon? S'il n'avait gagné que des batailles, tout se serait écroulé avec son trône; mais il a fait le code civil, il a organisé la France de la révolution et cette œuvre de civilisation et de progrès a survécu à ses désastres.

M. de Bismarck organisera-t-il l'Allemagne?

X

Il y a trois périodes bien distinctes dans le développement de sa vie publique. Dans la première, c'est le

réactionnaire qui rêve le rétablissement de l'ancien régime. Dans la seconde, c'est le Prussien qui rêve l'agrandissement de sa patrie. Dans la troisième, c'est l'Allemand qui rêve la grandeur et la prépondérance de l'Allemagne dans le monde entier.

Nous avons suivi, dans la marche des événements, les transformations successives de ses idées. Depuis que, délégué auprès de la Diète, il abdiqua ses vieilles croyances féodales, pour se vouer à la défense des intérêts de son pays, la politique de Frédéric le Grand a possédé sans partage sa vive imagination. C'est pour établir la suprématie de la Prusse en Allemagne, qu'il a combattu l'Autriche et l'a exclue de la Confédération. C'est pour agrandir la Prusse, pour la mieux configurer de façon à ce que, suivant son expression pittoresque « elle ne manque plus de ventre du côté de Cassel et de Nassau, et qu'elle n'ait plus l'épaule démise du côté du Hanovre, » qu'il y a annexé par droit de conquête, le Hanovre, le Holstein, l'électorat de Hesse-Cassel, le duché de Nassau et la ville libre de Francfort. C'est pour elle qu'il a fait d'abord la Confédération du Nord qui n'était qu'une Prusse plus grande, et enfin l'Empire d'Allemagne dont la Prusse est la tête et le bras.

Mais, depuis la guerre de 1870, depuis la proclamation de l'Empire, ce « Prussien encroûté », comme il s'appelle plaisamment lui-même, qui, le 3 juin 1866, peu avant la bataille de Sadowa, disait au général Govone : « Je suis beaucoup plus Allemand que Prussien, » a compris que la Prusse ne doit plus être

qu'une unité dans le total des États de l'Empire. L'année dernière, le 14 mars 1877, dans un de ces dîners parlementaires où il se montre si expansif, il a prononcé ces mots qui sont tout un programme : « Il ne faut pas prussifier l'Allemagne, mais germaniser la Prusse. »

Bien qu'il semble aujourd'hui de nouveau hésiter dans cette voie, comme on le verra plus loin, ce doit être en effet son but profond. Constituer l'unité allemande dans toute son étendue ; substituer la grande Patrie, *weiteres Vaterland*, à la Patrie restreinte, *engeres Vaterland ;* faire pour l'Allemagne ce que Cavour a fait pour l'Italie ; lui donner l'unité politique, l'unité économique et sociale ; annuler, sinon détruire, les particularismes qui peuvent y faire obstacle, de façon à ce que l'Empire ne soit pas un vain mot comme au moyen âge, mais un pouvoir considérable, une agglomération compacte de forces et d'intérêts, de nature à développer la prospérité intérieure et assurer l'influence extérieure.

Telle est l'œuvre organique à laquelle le chancelier de l'Empire doit consacrer désormais tous ses efforts. Mais les oppositions qu'il a à vaincre sont plus redoutables que les ennemis qu'il a vaincus sur le champ de bataille. Il n'a plus à lutter contre des soldats qu'on tue et qu'on disperse à coups de canon, mais contre des idées et des intérêts sur lesquels la force matérielle est impuissante.

Comment parviendra-t-il à ses fins ? Est-ce à l'autorité, est-ce à la liberté qu'il demandera les forces né-

cessaires pour briser les obstacles ? C'est ici surtout qu'il aurait besoin de ces grands principes et de ces profondes convictions qui lui manquent. Malgré tous les progrès qu'il a faits, il est resté toujours en lui quelque chose du vieil homme. Serait-il donc destiné, à la fin de sa vie politique, à revenir en arrière et à se refaire réactionnaire après avoir côtoyé de si près le libéralisme ? On pourrait le craindre, car il semble vouloir s'éloigner maintenant des libéraux sur lesquels il n'a cessé de s'appuyer depuis 1866, pour se rapprocher des conservateurs. Nous étudierons plus loin cette évolution aujourd'hui à peine commencée. Espérons que son génie lui épargnera cette erreur. L'unité allemande qu'il veut fonder, ne peut s'établir solidement que par la liberté à l'intérieur et par la paix à l'extérieur. Une politique de réaction soulèverait la résistance énergique du sentiment national ; une politique de guerre ferait courir au nouvel empire les plus graves dangers.

Si M. de Bismarck veut que l'histoire confirme l'épithète glorieuse de grand homme que lui ont à juste titre décernée ses contemporains, il doit tenir à honneur de terminer sa tâche en donnant à son pays les institutions des peuples libres et en faisant de l'Allemagne le pivot de l'ordre et de l'équilibre européen. Il a été féodal, prussien et conquérant ; pour être vraiment allemand, c'est-à-dire pour fonder la grande patrie qu'il rêve, il lui reste à devenir franchement libéral et sincèrement pacifique !

CHAPITRE DEUXIÈME.

LA CONSTITUTION IMPÉRIALE.

Le prince Gortschakoff a dit, un jour, de l'Autriche : « Ce n'est pas un État, ce n'est qu'un gouvernement. » On pourrait le dire avec plus de vérité encore de l'Empire d'Allemagne. Est-ce même un gouvernement? Un des chefs les plus importants du parti national libéral n'a pas hésité à reconnaître qu'on peut en douter [1]. Il y a, en effet, des gouvernements confédérés qui se sont associés en vue de certains intérêts communs, mais il n'y a pas de gouvernement allemand dans le sens qu'on attache ordinairement à ce mot. L'Empire est une étiquette brillante ; ce n'est pas un État souverain. La dignité impériale ressemble encore, à peu de chose près, à ce qu'elle était au moyen âge. C'est un titre honorifique plutôt qu'un pouvoir effectif. Toutes les souverainetés particulières, locales et indépendantes dont se compose l'Allemagne, la li-

1. Discussion du budget au Reichstag, en mars 1877.

mitent et peuvent lui faire obstacle. Si l'empereur n'était pas, en même temps, roi de Prusse, on ne sait vraiment sur quoi ni sur qui s'étendrait son autorité. L'Empire n'est guère autre chose qu'une raison sociale. Les États qu'il comprend, en s'alliant plutôt qu'en se liant les uns aux autres, n'ont aliéné ni leur autonomie ni leur pouvoir souverain; ils ont surtout évité de se confondre. Si, nominalement, il existe une nationalité allemande, politiquement il n'existe pas de nation allemande. Les Bavarois, les Saxons, les Prussiens, les Souabes, etc., forment toujours des peuples et des États distincts qui conservent leurs mœurs, leurs institutions et même leurs lois spéciales, sur lesquelles le gouvernement de l'Empire n'exerce aucune autorité formelle. L'empereur n'a ni territoire, ni sujets. Il administre certains intérêts généraux qui ont été mis en commun dans un but déterminé; encore ne peut-il le faire que d'accord avec les représentants des princes réunis en conseil fédéral, *Bundesrath*, et les représentants des populations réunis en parlement, *Reichstag*.

Le César germanique du XIX^e^ siècle n'a guère plus de prérogatives que celui du XII^e^. Il convoque le Reichstag et le Bundesrath comme le chef du Saint Empire convoquait la Diète et le Concile. Il a le commandement de l'armée fédérale en temps de guerre et représente l'Allemagne dans ses rapports diplomatiques à l'étranger; mais, si les États confédérés sont tenus de fournir un certain contingent militaire et de soumettre à une organisation générale leurs forces locales,

leurs soldats cependant ne dépendent que d'eux et plusieurs même ont conservé le droit d'entretenir des relations directes avec les puissances étrangères.

Quand l'empereur parcourt les diverses régions du territoire de l'Empire, il n'est nulle part chez lui. C'est un hôte illustre que l'on reçoit partout avec les honneurs dus à sa haute situation, mais ce n'est partout qu'un hôte, sur qui même les souverains locaux gardent le pas, car eux seuls exercent dans les pays qu'il visite les droits de la souveraineté.

On sait ce que l'indépendance des seigneurs féodaux et des villes libres à fait de l'Empire au moyen âge. L'Empire de nos jours est exposé aux mêmes périls. Le prestige que la victoire a donné à l'empereur Guillaume, l'immense popularité de M. de Bismarck dominent tellement aujourd'hui les princes et les peuples, que ces dangers ne peuvent rien avoir d'immédiat; mais que le pouvoir tombe en des mains moins habiles et moins puissantes et l'on verrait éclater aussitôt tous les vices du système actuel.

II

Rien n'est plus bizarre d'ailleurs que la constitution du nouvel État. Il est impossible de la classer dans aucun des régimes politiques connus. Ce n'est ni le système représentatif, ni le système parlementaire, ni le système autoritaire, ni l'autocratie, ni la démocratie, ni l'oligarchie, ni le droit divin, ni le droit

populaire. C'est un peu de tout cela et ce n'est rien de tout cela. On a peine à définir cette singulière organisation.

L'empereur s'intitule bien dans les actes publics, « Empereur par la grâce de Dieu, » mais l'origine de son pouvoir est plus humaine. C'est de la volonté des princes confédérés, ratifiée ensuite par l'assentiment des représentants du pays, qu'il tient réellement sa couronne.

La confédération du Nord s'était formée, en 1866, par l'union des dix-sept États situés au nord de la ligne du Mein et le roi de Prusse n'en avait que la simple présidence sans aucun des attributs de la souveraineté. Lorsqu'à la fin de 1870, la victoire parut définitivement fixée sous les drapeaux allemands, le duché de Bade, puis la Hesse, la Bavière et le Wurtemberg, c'est-à-dire tous les États du Sud conclurent des traités spéciaux avec la confédération du Nord pour s'y rattacher et la transformer en une confédération nouvelle sous le nom d'Empire d'Allemagne et sous la présidence du roi de Prusse avec le titre d'empereur. Ce fut une sorte d'élection oligarchique où les princes allemands jouèrent à peu près le rôle des grands Électeurs du Saint Empire. Toutefois on crut devoir y joindre une sorte de consécration parlementaire en faisant approuver par les députés du Bund septentrional les conventions conclues avec les États méridionaux.

Cela fait, le 18 janvier 1871, dans le palais de Versailles, en face de Paris assiégé, le nouvel empereur

reçut l'investiture solennelle et fut, en quelque sorte, élevé sur le pavois par les princes et par l'armée, au milieu du champ de victoire, comme jadis les légions romaines proclamaient « imperatores » leurs généraux triomphateurs. Il y eut là, tout à la fois, un mélange de droit féodal et de droit populaire où l'on ne pouvait reconnaître cependant ni les principes du premier ni ceux du second.

Mais, si le rétablissement de l'Empire fut voté, sous une certaine forme [1], par la représentation restreinte de l'Allemagne du Nord, c'était un fait définitivement accompli, lorsqu'on songea à le faire approuver par les populations de l'Allemagne du Sud. Au lieu de leur soumettre la question au préalable, on ne les appela à exprimer leurs sentiments que lorsque l'Empire était déjà fait. De sorte que la souveraineté nationale, loin d'être reconnue en principe, ne fut mise en mouvement qu'après coup et quand il n'y avait plus à revenir sur les faits accomplis. On attendit jusqu'au 3 mars 1871 pour faire élire des députés dans tout l'Empire par la voie du suffrage universel, dans le but d'organiser le nouvel état des choses, et c'est le 21 mars que le premier Reichstag se réunit pour voter la constitution impériale. Sans doute le vote de cette assemblée doit être regardé comme une consécration suffisante de tout ce qui s'était fait auparavant; mais on s'était fort bien passé d'elle pour instituer l'Empire,

1. Le Reichstag du nord n'eut en effet qu'à ratifier les traités par lesquels les États contractants déféraient la couronne impériale au roi de Prusse et s'alliaient entre eux.

et si, par hasard, elle eût manifesté quelque préférence pour un autre régime, il est probable qu'on se fût également passé de son concours.

Quoi qu'il en soit, devant cette procédure constitutionnelle, il est difficile de dire si l'Empire est fondé sur le droit monarchique ou sur le droit démocratique. En tout cas, il n'a absolument rien à faire avec le droit divin qui est cependant sa seule étiquette officielle. On a respecté la souveraineté des princes ; on a admis, tant bien que mal, la souveraineté du peuple ; mais on ne voit pas clairement comment ces deux principes se sont combinés et on se demande comment ils pourraient se combiner encore si jamais ils se trouvaient en opposition.

III

La même confusion d'idées qui a présidé à l'institution de l'Empire, se retrouve dans sa constitution.

Le préambule de l'acte constitutionnel, promulgué le 16 avril 1871, constate que « les princes unis concluent une association perpétuelle pour la protection des frontières de la confédération qu'ils organisent, pour la défense de leurs droits légitimes et pour le bien-être du peuple allemand, » et que cette confédération sera régie par la constitution qu'ils promulguent. C'est donc au nom des monarques, ce n'est pas au nom du peuple, que la promulgation a eu

lieu; mais il ne faut pas s'arrêter à ces équivoques du formalisme officiel. Allons au fond.

Faute d'avoir su ou d'avoir voulu affirmer nettement soit le principe monarchique, soit le principe démocratique, on s'est condamné à faire une constitution bâtarde qui, essayant vainement de les satisfaire tous les deux, ne peut aboutir qu'à les mettre en guerre. En face de l'autorité des princes on a consacré celle du suffrage universel. En face du *Reichstag*, élu par le peuple, assemblée unique qui représente la nation entière, on a placé le *Bundesrath*, représentant légal de la souveraineté des États, assemblée princière, dont les membres sont les délégués des monarques confédérés, et qui est destinée à servir de frein aux entraînements de l'assemblée démocratique. Ce dualisme est fatalement le conflit à brève échéance. Par sa nature même et par son origine, le Reichstag sera toujours l'organe des aspirations unitaires et libérales de l'Allemagne; le Bundesrath, par sa mission même, restera l'organe des résistances particularistes et autoritaires des gouvernements confédérés. La lutte ne peut tarder à s'engager entre ces deux pouvoirs inévitablement contraires, dont l'un représente le progrès et l'autre la réaction.

Leurs attributions, autant que leurs principes, tendent sans cesse à les mettre aux prises.

Le Bundesrath est supérieur au Reichstag. Il a l'initiative des lois, tandis que l'assemblée nationale ne l'a point. C'est lui qui décide quelles propositions seront soumises au Reichstag et qui prononce en der-

nier ressort sur les lois votées par les députés. L'exécution des lois fédérales, les règlements d'administration publique et les instructions que ces attributions comportent, sont de sa compétence, de même que l'appréciation des difficultés qui peuvent en résulter. Le Bundesrath participe ainsi au pouvoir législatif et au pouvoir exécutif avec une prépondérance caractéristique.

Le Reichstag ne se réunit qu'une fois par an en session limitée; il peut être dissous par une décision du Bundesrath approuvée par l'empereur. Le Bundesrath, au contraire, peut délibérer sans que le Reichstag soit convoqué, tandis que le Reichstag ne peut jamais être réuni sans que le Bundesrath le soit également. Il suffit qu'un tiers des voix délibératives réclame la convocation du Bundesrath pour que l'empereur soit tenu d'y obtempérer.

Tous ces priviléges constituent au profit du conseil fédéral une incontestable supériorité sur la représentation nationale. Le Bundesrath n'a rien de commun d'ailleurs avec les sénats ou les pairies qui existent dans les États constitutionnels. C'est un pouvoir souverain qui, statuant sur tous les intérêts du Bund, ne laissant arriver au Reichstag que les questions qu'il veut et n'en laissant sortir que les lois qu'il approuve, exerce tous les attributs de la souveraineté. Sous une forme appropriée au génie de notre temps, c'est, à peu près, ce qu'était la Diète au moyen âge.

L'empereur n'a lui-même, vis-à-vis de ce conseil de

princes, qu'une situation analogue à celle qu'avait autrefois le César élu. C'est le président de l'Empire bien plus qu'un véritable monarque. Il a un titre retentissant, mais sa puissance n'y répond guère. La constitution de 1871 a soin de préciser (art. II) qu'il n'a que « la présidence de la confédération, » *das Præsidium des Bundes*. Elle ajoute bien qu'il déclare la guerre et fait la paix, mais il ne le peut cependant qu'avec l'approbation du conseil fédéral. Il peut conclure des traités et former des alliances avec les puissances étrangères, mais il lui faut encore pour cela l'autorisation du Bundesrath et la ratification du Reichstag. Il promulgue les lois et les fait exécuter, mais on a vu que le Bundesrath intervient, de droit, dans cette exécution. Il ne reste dès lors à l'empereur que le droit de convoquer et de proroger le Reichstag, de réunir le Bundesrath, encore sous certaines réserves, de nommer les employés de l'Empire, d'accréditer et de recevoir les ambassadeurs et de commander les armées en temps de guerre.

C'était à peu près le rôle honorifique du Saint Empereur romain. La seule différence notable c'est qu'au lieu d'être électif, le pouvoir impérial est héréditaire, en ce sens qu'il appartient, constitutionnellement, au roi de Prusse quel qu'il soit et, par conséquent, à ses héritiers. On a voulu consacrer ainsi à jamais l'hégémonie de la cour de Berlin et supprimer les compétitions dont l'Empire était jadis l'objet. Y sera-t-on parvenu? C'est douteux. Le principe de l'élection, en laissant certaines espérances à toutes les ambitions, les

empêchait de recourir à d'autres moyens moins pacifiques. Est-il bien sûr que tous les princes de la nouvelle confédération n'éprouveront plus, à leur tour, l'envie de ceindre la couronne impériale et ne travailleront pas obscurément ou ostensiblement contre la suprématie prussienne? La Prusse a donné l'exemple et enseigné la manière de réussir. Elle pourrait bien trouver un jour des élèves ambitieux qui, s'appuyant sur les partis à l'intérieur et sur les ennemis à l'extérieur, chercheraient à la déposséder dans le but de prendre sa place. La singulière constitution qui régit l'Allemagne, a le danger non-seulement de se heurter aux passions des partis, mais, plus encore, aux ambitions des princes qui, en se liguant dans le Bundesrath contre la Prusse, pourraient lui imposer des lois, ou, en s'unissant entre eux contre elle, pourraient provoquer des déchirements que les fondateurs du nouvel Empire ont eu grand tort de ne pas prévoir.

IV

Le Reichstag, à son tour, ne peut manquer de se sentir humilié et mal à l'aise dans la situation subalterne qu'on lui a faite. L'assemblée qui, seule, exprime véritablement les vœux et les intérêts de l'Allemagne entière, n'a aucun pouvoir politique pour les faire prévaloir. On lui a refusé, sans exception, toutes les garanties du régime parlementaire. Elle ne trouve point devant elle un ministère responsable sur qui

elle puisse exercer une influence et un contrôle efficaces. Le chancelier, vice-empereur, seul ministre impérial, est placé au-dessus des votes de la majorité, et cette majorité elle-même a beau manifester ses volontés, si le Bundesrath ne partage pas sa manière de voir, elle se heurte à un obstacle invincible.

Le cercle d'action dans lequel le Reichstag peut se mouvoir est d'ailleurs très-restreint. Il ne s'étend que sur les intérêts communs qui, d'après l'article 4 de la constitution, sont de la compétence de l'Empire. A l'exception de l'armée, des cultes, de la presse et des associations, ces intérêts sont généralement du domaine économique. Quoi que l'on fasse pour les maintenir dans ces étroites limites, il est difficile d'espérer que les élus du suffrage universel ne s'efforceront pas d'en sortir. Il se fait déjà, et il se fera bien plus encore par la suite, au sein de cette assemblée démocratique et dans l'opinion, un mouvement redoutable tendant à renverser les rôles et à assurer à la représentation nationale la prééminence qui appartient aujourd'hui à la délégation princière. En tout cas, dans l'intervalle, il est impossible de ne pas voir éclater entre les deux pouvoirs des dissentiments qui dégénéreront en de graves conflits.

Si l'empereur était un véritable monarque, ayant les hautes prérogatives de la couronne, peut-être pourrait-il être l'arbitre des prétentions rivales et maintenir l'équilibre entre les forces contraires ; mais c'est de lui surtout qu'on peut dire qu'il règne et ne gou-

verne pas. Étant lui-même sans puissance effective, que pourra-t-il faire en cas de conflit?

Du reste, il finira, tôt ou tard, par être, à son tour, suspect au Reichstag et au Bundesrath. Tous le soupçonneront naturellement de vouloir agrandir sa sphère d'action au préjudice des uns et des autres. Or, s'il veut, comme l'a fait jadis l'Autriche, s'appuyer sur les princes, il mécontentera les peuples et perdra toute influence sur le Reichstag. S'il veut s'appuyer sur la démocratie, comme les empereurs du moyen âge s'appuyèrent sur la bourgeoisie, il se fera autant d'ennemis des chefs des États confédérés que les anciens empereurs s'en firent des grands vassaux.

Il faut avoir une bien grande dextérité et être une personnalité bien éminente pour manœuvrer avec succès au milieu de ces complications. Et quel labeur immense d'avoir à traiter, en toute circonstance, avec tant de volontés contradictoires ! Dans chaque affaire fédérale, on est forcé de discuter avec vingt-cinq gouvernements tous représentés au Bundesrath, dont les intérêts, les visées et les sentiments sont souvent en complète opposition. Il faut lutter au Reichstag contre dix partis passionnés qui ont chacun leur doctrine et leur but et qu'on doit vaincre de haute lutte quand on ne peut pas les convaincre. Ce n'est pas tout. Derrière les délégués du conseil fédéral, il y a vingt-cinq princes dont ils dépendent, vingt-cinq ministères dont ils formulent les idées, vingt-cinq parlements dont ils expriment les vœux, de sorte qu'on est sans cesse condamné à poursuivre, dans chaque

État confédéré, de longues et laborieuses négociations avec tous les pouvoirs publics pour les amener individuellement à une entente collective.

La constitution de l'Empire allemand est moins une constitution qu'une sorte de concordat entre les États qui font partie de la confédération impériale. C'est un traité d'alliance *sui generis*, mais ce n'est guère autre chose qu'un acte diplomatique consenti par des gouvernements également indépendants, qui, en droit, n'ont rien perdu de leur souveraineté particulière lorsqu'ils ont placé certains intérêts généraux sous la gestion de l'Empereur, du Bundesrath et du Reichstag.

Pour contenter tout le monde, on a amalgamé, dans une espèce de mosaïque politique, les systèmes les plus hétérogènes. On a satisfait l'ambition de la Prusse en donnant à son roi la couronne du nouvel Empire. On a respecté les prétentions des princes en conservant au conseil fédéral les attributions essentielles, sinon la forme, de l'ancienne Diète. On a répondu aux revendications de la démocratie, en constituant un parlement national, élu par le suffrage universel; mais ce régime hybride qui ne donne ni l'autorité au pouvoir, ni la liberté au peuple, ni l'unité au pays, finira par déplaire à tout le monde et produira infailliblement des luttes que M. de Bismarck et l'empereur Guillaume sont, sans doute, assez puissants pour contenir encore, mais qui les déborderont peut-être eux-mêmes et qui éclateront sous leurs successeurs!

V

Le système administratif qui régit l'empire est aussi singulier que sa constitution. Bien que l'Allemagne soit à la fois un État représentatif où la souveraineté nationale agit par le Reichstag, et un État fédératif où la souveraineté indépendante des gouvernements confédérés agit par le Bundesrath, l'administration y constitue une dictature personnelle qui n'est responsable ni devant les représentants du pays ni devant les représentants des États.

Quand nous avons dit que l'empire se résume en M. de Bismarck, nous n'avons pas seulement caractérisé l'influence qu'il exerce sur tout et sur tous par la supériorité de son génie et par la conscience universelle de sa nécessité, nous avons aussi défini sa situation constitutionnelle et légale.

L'empereur est le chef suprême de l'empire ; le chancelier en est le seul ministre. C'est ce que l'article 15 de la constitution établit péremptoirement en ces termes laconiques : « La présidence du Bundesrath et la conduite des affaires appartiennent au chancelier de l'empire, lequel est nommé par l'empereur. »

Ainsi le chancelier est le seul pouvoir administratif. Il peut sans doute s'adjoindre des collaborateurs destinés à lui faciliter sa tâche ; il peut créer des bureaux appelés à préparer le travail et à élaborer les questions ; mais ce ne sont que des rouages secondaires

dans l'énorme machine dont il est l'unique moteur. Aucun d'eux n'a une autorité personnelle ; aucun d'eux n'a une existence constitutionnelle. Ce sont les agents subordonnés du chancelier. Ils ne peuvent rien sans lui ; ils exécutent ses ordres et certains d'entre eux peuvent même parler en son nom ; mais ni ce qu'ils font ni ce qu'ils disent ne les engage eux-mêmes. Leurs paroles et leurs actes n'engagent même pas le chancelier, qui peut toujours, s'il le veut, les désavouer sans se préoccuper de ce qu'en penseront le parlement, le conseil fédéral ou l'opinion.

L'administration de l'empire n'est pas une administration publique dans le sens qu'on attache à ce mot ; c'est l'administration du chancelier. Il délègue certaines de ses attributions, mais il n'en aliène aucune. Chaque membre du haut personnel gouvernemental reste, sans réserve, sous sa direction et son contrôle. Tous peuvent être ses conseils, mais ce ne sont pas ses égaux, et généralement ils sont condamnés par la force des choses à n'être que ses instruments et ses serviteurs.

C'est un miracle que, dans de telles conditions, M. de Bismarck ait pu trouver, pour l'aider dans son œuvre gigantesque, des auxiliaires d'une incontestable valeur. Et cependant le fait s'est réalisé, si étonnant qu'il soit. M. Delbruck, M. Hoffmann, M. Camphausen, M. de Bulow, l'amiral Stosch, et d'autres encore qui ont coopéré avec lui à l'administration de l'Empire, sont tous des personnages politiques d'une intelligence et d'une capacité de premier ordre, mais

l'omnipotence du chancelier pesant lourdement sur eux tous, a déjà forcé plusieurs d'entre eux à abandonner leur situation. M. Delbruck s'est retiré ; M. Hoffmann va céder la place à M. le comte de Stolberg Wernigerode ; M. Camphausen a été remplacé récemment. Nous avons dit d'ailleurs avec quelle facilité; M. de Bismarck attaque ses coadjuteurs devant le Reichstag. Il est très-difficile de rester longtemps à côté d'un pareil dictateur qui souffre si impatiemment la contradiction et qui veut, avant tout, être obéi.

Ce qu'il y a de remarquable, c'est qu'avec sa profonde connaissance des hommes et sa supériorité intellectuelle, le chancelier ne veut autour de lui que des esprits d'élite ; il dédaigne et écarte impitoyablement les médiocrités qui ne sauraient ni le comprendre ni le servir. Mais c'est en cela qu'apparaît le vice radical de l'organisation actuelle. Des esprits d'élite se plient malaisément à une sorte de servitude passive. On ne se résigne pas volontiers à être à peine quelque chose, quand on se sent taillé pour être quelqu'un. Jusqu'à présent le rayonnant prestige de M. de Bismarck et l'acceptation unanime de sa suprématie ont décidé des hommes de vrai mérite à n'être que ses satellites ; mais s'il venait à disparaître et s'il était remplacé par une personnalité moins éclatante, qui donc, parmi les hommes d'État dignes de ce nom, se résignerait à un rôle effacé et subalterne qui n'a ni sécurité pour la fonction ni honneur pour le titulaire ?

Cette organisation ne ressemble à rien qui se pra-

tique dans aucun État. Partout, dans les gouvernements autocratiques comme la Russie, dans les régimes absolus comme la Turquie, dans les monarchies parlementaires comme l'Angleterre, dans les démocraties libérales comme la France, dans toute l'Europe et l'Amérique, s'il y a des chanceliers, des vizirs, des premiers ministres ou des présidents du conseil, il existe des ministres directement responsables soit vis-à-vis du chef de l'État soit vis-à-vis des parlements et, dans leur sphère particulière, généralement indépendants les uns des autres. En Allemagne, rien d'analogue ; pas de ministères ; pas de ministres ; un chancelier, maître suprême, pouvoir directeur sans partage.

VI

Un double mouvement d'opinion et d'ambition a néanmoins un peu modifié, avec le temps, le mécanisme extérieur de ce système unique en son genre ; mais le fond est toujours le même.

Des divers objets dont se compose le domaine de l'Empire et que nous avons déjà définis, on a considéré toutes les questions relatives aux affaires militaires, comme un intérêt exceptionnellement grave, d'une importance considérable pour tous les États confédérés. En conséquence on a pensé qu'il convenait d'en réserver l'examen et la direction aux soins combinés de l'empereur, du chancelier, du chef du

grand État-major allemand et du ministre de la guerre de Prusse. Ces grosses questions sont donc traitées, en fait sinon en droit, en quelque sorte en dehors de la chancellerie.

Trois offices furent créés en même temps.

L'office de la marine, institution nouvelle qui n'intéressait guère que la Prusse ; la direction en fut confiée au général Stosch, sous la responsabilité du chancelier.

L'office des affaires étrangères dont M. de Bismarck se chargea d'abord exclusivement, mais dans lequel il se donna bientôt un suppléant en M. de Bulow qui a rang de sous-secrétaire d'État.

Enfin, l'office général de la chancellerie, comprenant tous les autres services impériaux et à la tête duquel fut placé un président, titre qui semblait devoir rehausser la fonction. Ce président fut d'abord M. Delbruck qui a été remplacé en 1876 par M. Hoffmann.

A cette époque, on profita du changement de titulaire, pour détacher de la chancellerie les postes et les télégraphes, d'un côté ; de l'autre, le gouvernement de l'Alsace-Lorraine. On en fit deux nouveaux offices sous l'autorité du chancelier de l'empire.

Mais ces agences étaient bien loin de constituer des départements ministériels. Ce n'étaient et ce ne sont toujours que de simples délégations du pouvoir général de M. de Bismarck. Créées par sa volonté, elles pourraient être abolies de même.

Tout récemment, le chancelier a fait un nouveau pas dans cette voie. En mars 1878, alléguant ses fatigues, son état de maladie, son impossibilité de porter à lui seul le fardeau des affaires, il a fait accepter par le Bundesrath et voter par le Reichstag une loi dite de suppléance, *stellvertretung*, qui l'autorise à déléguer ses attributions soit en bloc à un vice-chancelier, soit partiellement aux divers chefs des offices administratifs de la chancellerie.

C'était, à coup sûr, l'occasion d'établir de véritables ministères d'empire donnant à la fois au gouvernement une assiette plus large, et au pays de plus grandes garanties. Pourquoi M. de Bismarck, qui se plaint, avec tant de raison, d'être accablé par le poids de ses travaux et de sa responsabilité, n'a-t-il pas accompli cette grande réforme constitutionnelle et mis sa gloire à assurer ainsi à l'Allemagne unifiée une des principales institutions des peuples libres, un ministère solidaire et responsable?

Parce que le chancelier est un esprit autoritaire avant tout, qui ne veut pas être gêné par l'opposition d'une majorité parlementaire. En étudiant bientôt les résistances du particularisme et les programmes des partis, nous constaterons les difficultés que M. de Bismarck rencontre pour les dominer, mais, s'il ne peut y parvenir, il ne veut pas qu'ils le dominent. Il répugne surtout à l'idée d'avoir autour de lui des collègues qui soient ses égaux et avec les volontés desquels il ait à compter soit dans le cabinet, soit devant le parlement.

Les développements qu'il a donnés à l'organisation première de la chancellerie n'ont eu d'autre but que d'élargir la sphère d'action du gouvernement de l'empire sur l'ensemble des États confédérés. Tandis que le parti libéral demande la création de ministères impériaux et y cherche l'application de ses théories constitutionnelles, M. de Bismarck ne poursuit, par la création successive des offices d'empire, qu'un moyen d'absorber peu à peu l'administration particulière des États. Les libéraux veulent réaliser l'unité nationale au profit de la liberté ; le chancelier veut la faire au profit du pouvoir.

Quoi qu'il en soit, il gouverne seul. Seul il est le chef, l'âme, la parole et le bras de l'administration impériale. Jamais, en aucun pays, on n'a vu l'autorité aussi complétement concentrée et individualisée. C'est une grande originalité que ce système où le pouvoir personnel touche de si près à l'absolutisme malgré le double organisme d'un parlement issu du suffrage universel et d'un conseil fédéral issu de la souveraineté des États. Mais, ces prétendus contrepoids sont sans action efficace ; ils sont irrésistiblement emportés par la toute-puissance du chancelier.

Combien de temps peut durer encore ce singulier régime ? Aussi longtemps que durera M. de Bismarck. Les partis politiques et les intérêts particularistes s'agitent vivement sous sa main puissante, mais il les contient et les soumet par le prestige qui l'entoure. Seulement on peut prédire à coup sûr que ce qui existe n'est pas assez solide pour subsis-

ter après lui. On ne fonde rien de durable sur la puissance personnelle d'un homme quelque grand qu'il soit. La stabilité des empires est toujours fragile quand elle ne repose pas sur la force des institutions!

CHAPITRE TROISIÈME.

LA CENTRALISATION ET LE PARTICULARISME.

I

M. de Bismarck s'est souvent comparé à Cavour. Tous deux, en effet, ont poursuivi un but semblable. Seulement l'homme d'État italien est allé jusqu'au bout, tandis que le chancelier d'Allemagne s'est arrêté à moitié chemin. Cavour a bien compris que l'unité de l'Italie était incompatible avec l'existence de souverainetés indépendantes; il a fait disparaître, sans ménagement et sans scrupules, toutes celles qui se partageaient la Péninsule. Sous son inspiration, la maison de Savoie ne s'est pas bornée à chasser l'Autriche de la Lombardie, en attendant de lui arracher bientôt la Vénétie, elle a renversé les ducs de Toscane, de Parme, de Plaisance et de Modène; elle a détrôné le roi de Naples; puis, elle a envahi les États Pontificaux et tous ces territoires réunis au Piémont sont devenus un grand royaume unitaire, régi par un statut unique, gouverné par un seul monarque et ayant une représentation vraiment nationale. L'idée

essentielle de cette entreprise révolutionnaire fut surtout d'établir, comme clef de voûte de l'unité, une capitale que toutes les populations pussent accepter pour centre du nouvel État. Si les rois de Piémont avaient fait de Turin la métropole de la nouvelle monarchie, jamais Florence, jamais Naples, jamais Milan n'auraient supporté cette suprématie et tous les particularismes italiens se seraient insurgés contre la domination piémontaise.

Aussi Victor-Emmanuel, pour ne pas exposer son œuvre naissante aux périls d'une guerre civile, a-t-il résolûment coupé dans le vif. Faisant appel au patriotisme des sujets de la maison de Savoie, il a transformé son ancien royaume en une simple province de l'Italie unifiée et la vieille cité royale en un chef-lieu de préfecture. — Turin abdiquant ainsi dans l'intérêt de la patrie commune, toutes les autres villes souveraines ont abdiqué à son exemple. Le siége du gouvernement a été aussitôt transporté à Florence, mais tout le monde savait que ce n'était qu'une étape pour arriver enfin à Rome et y rétablir la capitale historique de l'Italie. C'est ainsi que le nouvel État a formé, dès le début, un tout homogène où les institutions des peuples libres ont pu s'organiser et fonctionner sans obstacle.

Que tout cela se soit accompli par la force, par l'invasion et la conquête, au mépris de toutes les règles du droit des gens, c'est incontestable; mais la guerre et la révolution n'ont souci ni de justice ni de morale. Elles vont à leur but *per fas et nefas*. Qu'y

faire? Dès qu'on admet, dans nos sociétés soi-disant civilisées, que le sabre tranche les questions lorsque la sagesse ne sait pas les dénouer, il ne faut pas s'étonner que le vainqueur pousse les résultats de sa victoire jusqu'aux dernières limites de son interêt. C'est même de sa part un acte de prévoyance, ayant tiré l'épée, de ne la remettre au fourreau que lorsqu'il a complétement atteint le but de son ambition.

II

M. de Bismarck n'a pas suivi l'exemple de Cavour. Moins heureux ou moins audacieux, il n'a pu que restaurer l'ancien empire germanique sous le sceptre prussien, mais il n'a pas fait, en même temps, l'unité de l'Allemagne. Il l'a même rendue impossible pour bien longtemps, peut-être, en respectant toutes les autonomies particulières. Enfin il a commis une faute de nature à compromettre son œuvre, en faisant de Berlin le siége du gouvernement impérial.

Cet homme si résolu a reculé ou a été forcé de reculer devant les conséquences de ses victoires. Après avoir expulsé l'Autriche de l'Allemagne, comme Cavour l'avait expulsée de l'Italie, il n'a pas profité de son triomphe pour déposséder, du même coup, les petits princes de l'ancienne confédération. Spoliateur à demi, il s'est contenté de prendre le Hanovre, le Nassau, une par-

tie de la Hesse et Francfort, laissant aux autres États leurs territoires et leur indépendance. Or, quand on s'engage dans les œuvres sinistres de la guerre, ne pas oser tout ce qu'on peut, c'est plus qu'une faute; c'est un grand danger.

Après la défaite de l'Autriche, tout était possible. M. de Bismarck n'a pas osé. Il s'est arrêté devant l'intervention de Napoléon III qu'il pouvait si aisément rendre complice en le désintéressant du côté du Rhin. Il s'est arrêté aussi devant les influences dynastiques qui s'agitaient à la cour du roi Guillaume en faveur des petits États allemands. Il s'est arrêté enfin devant les inspirations mêmes de sa nature aristocratique qui l'a empêché de faire un pacte formel avec la démocratie, révolutionnaire et de se servir d'elle, au besoin, pour renverser les monarchies locales, comme l'avait fait Victor-Emmanuel avec Garibaldi.

Ce grand opportuniste n'a pas saisi alors l'occasion; mais, on l'a vu, il n'était à ce moment, suivant son expression pittoresque, qu'un « Prussien encroûté, » il n'était pas encore un Allemand comme il l'est devenu depuis. Son unique objectif était de substituer la prépondérance de Berlin à celle de Vienne. Ce but atteint, tout lui semblait pour le mieux.

L'occasion passée ainsi ne s'est plus représentée depuis lors. La défaite de la France n'a eu, à cet égard, aucun des avantages qu'offrait celle de l'Autriche. En 1866, la plupart des princes allemands figuraient parmi les ennemis de la Prusse et celle-ci aurait pu

les traiter en conséquence; mais, en 1870, tous étaient ses alliés, tous avaient combattu sous le même drapeau et pour la même cause. C'eût été récompenser singulièrement leur concours et leur zèle que de leur enlever leur couronne.

Aujourd'hui il est bien tard pour réparer la faute de la première heure. Comment, en effet, déchirer en pleine paix les traités librement conclus et détruire les droits souverains des États confédérés? De quel prétexte couvrirait-on cette violation du pacte fédéral? Et de quelles luttes ardentes une pareille entreprise ne serait-elle pas le signal? Il faut donc attendre que les événements amènent des situations nouvelles, mais qui peut prévoir quand et dans quelles conditions se produiront des circonstances opportunes?

III

Un des principaux obstacles à l'unité de l'Allemagne vient de l'absence de centre. Berlin est le siége du gouvernement, mais ce n'est pas la capitale de l'empire; ce n'est encore que la capitale de la Prusse. Cette grande ville, la plus importante de l'Allemagne, aspire à en être la métropole, le foyer central où tout converge et de qui tout émane. Il est peu probable qu'elle y parvienne. Les mêmes difficultés qui se seraient opposées à ce que Turin fût la tête de l'Italie, s'opposent bien plus encore à la suprématie de Berlin. Les populations dont se compose l'empire, ont voulu

fermement être Allemandes ; elles ne veulent pas être Prussiennes. Elles sont très-reconnaissantes de ce que la Prusse a fait pour constituer la grande Allemagne, mais elles n'aiment pas les Prussiens et ce n'est pas sans une certaine impatience qu'elles supportent leur prépondérance politique. A plus forte raison ne subiraient-elles pas aisément leur domination.

Ce sentiment vient des traditions et des mœurs.

Les petites principautés de l'Allemagne ont toujours joué un rôle plus considérable que leur puissance réelle. Leur histoire garde le souvenir de périodes illustres dont s'enorgueillit encore le patriotisme local. Plusieurs d'entre elles ont été, à diverses époques, l'âme de l'Allemagne soit dans l'ordre des faits, soit dans l'ordre des idées. Leurs souverains ont quelquefois porté la couronne impériale. Naguère encore la Bavière aspirait hautement à des destinées et à une situation égales à celles de la Prusse et de l'Autriche, témoin le fameux plan de la Triade élaboré par M. de Beust. Les États du Sud, en particulier, sont trop jaloux de leurs droits souverains pour abaisser leurs capitales devant celle de la Prusse, tandis que les anciennes villes libres songent toujours avec amertume à leurs prérogatives, à leur indépendance et à leur splendeur passées.

L'esprit public répond d'ailleurs, partout, aux intérêts des gouvernements confédérés.

Francfort se rappelle qu'elle a été, à toute époque,

le foyer du génie germanique. On y a fait des empereurs. C'était le siége de la Diète. De nos jours, c'est là que le mouvement national a reçu sa plus vive impulsion. Gœthe y est né. Ville cosmopolite, elle est le caravansérail des peuples, le marché des capitaux du monde entier. On l'a annexée violemment à la Prusse, mais elle ne cesse de protester et on aura beaucoup de peine à l'assimiler.

La Saxe a donné à l'Allemagne son prophète en Luther et son héros en Maurice. Si elle avait su, comme l'a fait la Prusse, se mettre à la tête du mouvement protestant, elle aurait pu jouer le rôle puissant qu'elle a laissé prendre aux Brandebourgs. Un moment elle a eu l'empire, elle n'a pas su le conserver. Son morcellement intérieur et son défaut d'énergie l'ont toujours empêchée de tenir le premier rang auquel tout lui donnait droit d'aspirer; mais quelle place éclatante elle occupe dans l'ordre moral! Weimar a été l'Athènes de l'Allemagne; Dresde en est la Florence; Leipzig en est le marché intellectuel.

En entrant dans le grand duché de Bade, on entre dans la terre promise de la liberté et dans le jardin de la Germanie. Quelle belle et riche contrée que cette vallée du Rhin, depuis Bâle jusqu'à Manheim! La nature y a tout fait pour le bonheur et le plaisir de l'homme. Ses heureuses et nonchalantes populations, habituées dès longtemps à un gouvernement libéral et paternel, seront toujours, quels que soient les liens personnels qui unissent le grand Duc et l'Empereur,

très-réfractaires au militarisme, à l'autocratie et à la bureaucratie qui dominent à Berlin.

Le Wurtemberg est la patrie de Schiller, d'Hegel, de Schelling, de Wieland, de Uhland, le Béranger de l'Allemagne. Les Souabes ont toujours eu des sentiments de répulsion innée contre les hommes, à plus forte raison contre la suprématie du Nord. Ils appelaient autrefois les Prussiens « les Russes de l'Allemagne ». Ces rudes montagnards de la Forêt Noire conservent, au plus haut degré, un esprit local qu'il sera bien difficile de plier.

Quant à la Bavière, c'est la citadelle du catholicisme germanique. Elle seule a résisté, depuis le XVI^e^ siècle, au protestantisme triomphant. Lorsqu'en 1782, le pape Pie VI, revenant de Vienne, s'arrêta à Munich, frappé de l'esprit religieux des Bavarois, il appela leur capitale « la Rome allemande ». Elle l'est encore de nos jours et le parti catholique y est étroitement lié au patriotisme local. Le duché de Bavière est le plus ancien des États germaniques [1]. La Franconie a été le siége des grands corps ecclésiastiques et séculiers. Elle aussi a mis, à son tour, ses princes sur le trône impérial. Munich, ville nouvelle, forme, grâce à sa riche Pinacothèque, un des foyers artistiques de l'Allemagne. Nuremberg, la vieille cité gothique, est l'ornement de la Bavière. Créée ville impériale par Rodolphe de Habsbourg, c'est en ses murs que Charles IV décréta la Bulle d'or réglant les conditions d'élection du

1. Les *Boyaren*, type primitif, étaient des métis des Boïi, race gauloise, des Romains et des bandes germaines.

Saint Empire. C'est le berceau d'Albert Dürer et l'art moderne y a produit au XVI^e^ siècle un type profondément allemand en opposition au type italien. Aujourd'hui, c'est de tous les États confédérés celui où la résistance contre l'unité est le plus accentuée. Son roi affecte, envers l'empereur, des airs hautains qui rappellent l'allure indisciplinée des anciens grands vassaux. Il évite de lui faire visite et s'éloigne de son territoire quand l'empereur y passe ou y séjourne.

IV

Ces pays, où tant de grands souvenirs sont encore si vivants et où tant d'antipathies sont éveillées contre la domination prussienne, consentiront-ils à abdiquer leur individualité et leur autonomie au profit exclusif de la Prusse? Cela paraît peu probable. Si le caractère prussien se fait peu aimer en Allemagne, Berlin, d'autre part, n'a rien qui charme et qui attire. La nature ne s'est guère préoccupée de l'embellir et l'art pas davantage. C'est une ville qui a un aspect de force et de grandeur, de larges rues, des maisons alignées, plus imposantes par la masse que par le goût, rien qui séduise ni qui plaise. D'ailleurs on ne se soucie pas d'y plaire. On n'y a qu'un but : instruire et commander. On n'y connaît que deux éléments civilisateurs : l'armée et l'université, la science et la guerre, la discipline de l'école et la discipline du régiment; faire des Prussiens par l'enseignement;

faire des soldats par l'exercice. Si Munich et Dresde sont les musées de l'Allemagne, Berlin en est l'arsenal.

Pour que Berlin pût devenir la capitale de l'empire, le centre de l'unité nationale, il faudrait qu'elle pût ou qu'elle voulût se germaniser de façon à être l'incarnation de tous les sentiments et de tous les intérêts de la patrie commune. Or, c'est tout le contraire qui a lieu. La Prusse, en s'emparant du gouvernement de l'empire, est restée aussi prussienne, plus prussienne peut-être qu'auparavant. Le programme de la cour est toujours celui de Frédéric le Grand rêvant d'absorber l'Allemagne. La Prusse est d'ailleurs par le caractère de son peuple, par l'énergie de son gouvernement, par l'action persévérante de sa dynastie, un organisme politique très-fort où l'esprit local s'irrite lorsqu'on menace de l'engloutir, comme un flot ordinaire, dans l'océan germanique. Plus que tout autre État confédéré, il résiste à l'assimilation générale et ce n'est pas sans raison que M. de Bismarck a pu dire au Reichstag, le 20 novembre 1875, que « de tous les particularismes qu'il a à combattre, le particularisme prussien est de beaucoup le plus puissant et le plus dangereux ». Jamais la Prusse n'imitera l'exemple patriotique du Piémont. Elle veut le pouvoir suprême. Elle ne consentira pas à n'être qu'une province à l'égal de la Saxe, de la Bavière et du Wurtemberg, de même que ces royaumes ne consentiront pas à n'être que des préfectures dont Berlin serait le centre souverain.

Ainsi la Bavière par ses croyances religieuses, le Wurtemberg par ses antipathies de race, Bade par son esprit libéral, la Saxe par la grandeur de ses souvenirs, tous par répulsion contre l'autocratie prussienne, résisteront à toute tentative ayant pour but de faire de Berlin une capitale, comme il en faut nécessairement une à un empire homogène et unifié.

A défaut des princes tous également jaloux de leur dignité et de leur puissance personnelle, les populations qui, au fond, ont toutes la passion de l'unité, sacrifieraient peut-être leur autonomie et leurs traditions pour constituer enfin la grande Allemagne qui est leur idéal depuis des siècles, mais non pas pour agrandir la Prusse.

Il importe qu'à l'étranger on saisisse bien cette nuance caractéristique, si l'on veut comprendre avec exactitude ce que c'est que le particularisme allemand. Ce n'est pas autre chose que la ferme volonté de ne pas se laisser absorber par la Prusse. C'est la résistance inflexible, non pas seulement de l'esprit local, mais de l'esprit germanique contre cet autre particularisme qui règne en Prusse et qui est menaçant au plus haut point pour les idées, les intérêts, les libertés et les institutions des pays confédérés. Mais cette antipathie contre la suprématie prussienne n'affaiblit nulle part le sentiment national. Autant les Allemands sont divisés sur cette question d'organisation intérieure, autant ils resteront unis et redoutables en toute circonstance où les intérêts généraux, l'existence et l'avenir de l'Allemagne seraient en jeu.

Tous se grouperont toujours, sans réserve, sous le drapeau de la patrie et la politique qui, à l'étranger, spéculerait sur leurs dissentiments intérieurs, commettrait la faute la plus dangereuse et s'exposerait aux plus terribles mécomptes.

Quoi qu'il en soit, tant que l'Allemagne n'aura pas une capitale que tous les États et toutes les populations acceptent sans répugnance et qui soit le foyer d'action et d'impulsion du mouvement national, l'unité allemande ne parviendra pas à se constituer fortement.

Cette capitale est-elle possible? A défaut de Berlin que tant de préventions repoussent, existe-t-il une cité qui puisse devenir la métropole de l'empire, sans soulever contre elle les jalousies et les particularismes? Oui, et elle semble tout indiquée par l'histoire. C'est Francfort, cette vieille ville libre qui a toujours été indépendante et n'a jamais appartenu à une dynastie, cette république si brillante et si puissante au milieu des monarchies antiques. Si on la rendait à la liberté, si on la détachait du territoire prussien auquel elle a été si arbitrairement et si violemment annexée au mépris de ses vœux les plus obstinément exprimés, elle pourrait, mieux que nulle autre, devenir la capitale de l'Allemagne unifiée, le siége du gouvernement et du parlement, comme elle était autrefois le siége de la Diète. C'est la *Hauptstadt* historique, comme Rome l'est en Italie. Tant qu'on n'en arrivera pas là, l'unité allemande ne sera qu'un vain mot.

V

Toutefois l'unification de l'Allemagne serait loin d'être accomplie parce qu'on aurait enfin trouvé et établi un centre politique. Les souverainetés locales sont des obstacles bien autrement difficiles à vaincre. Comment créer l'unité nationale, sans la centralisation? Et comment centraliser le pouvoir dans le système fédératif qui régit le nouvel empire?

M. de Bismarck n'est pas partisan de la centralisation, sans doute parce qu'il n'en sent pas le besoin. Il est, en effet, lui-même la centralisation incarnée. Ayant toute l'autorité en ses mains, tenant et faisant mouvoir tous les fils de la politique et de l'administion, dominant, par sa puissante personnalité, l'empereur et les ministres, le Bundesrath et le Reichstag, maître de l'opinion publique, une organisation plus centralisatrice ne lui serait d'aucune utilité. Cependant, s'il ne songe pas à centraliser le pouvoir, il est l'ennemi du particularisme qui le fatigue et l'irrite, et il cherche à le rendre impuissant à sa manière.

On a vu que c'est le particularisme prussien qui le préoccupe le plus aujourd'hui, car c'est le plus absorbant et le plus intraitable. La haute bureaucratie prussienne est très-instruite, très-laborieuse, très-dévouée à la chose publique, respectant l'État jusqu'à le déifier, mais elle est, aussi, routinière, inflexible dans ses traditions. Elle s'entend difficilement et s'accorde ra-

rement avec le chancelier, nature passionnée, à conceptions larges et hardies, impatient des résultats immédiats, incapable de supporter les lenteurs administratives. Les collègues de M. de Bismarck, dans le cabinet de Berlin, sont eux-mêmes fortement pénétrés de l'esprit étroit et exclusif qui anime toute la haute administration. La cour, qui n'a jamais poursuivi que la satisfaction des intérêts dynastiques, fait écho à ces dispositions qu'on peut appeler anti-allemandes. Enfin le parti national libéral lui-même, tout en voulant fermement établir l'unité sous la direction d'un pouvoir central fortement organisé, reste prussien de cœur et cherche à engloutir tous les États dans la Prusse.

La récente discussion sur le siége de la cour suprême de justice a mis en lumière ces sentiments. La majorité du conseil fédéral naturellement désireuse d'amoindrir la prépondérance prussienne, avait désigné Leipzig comme centre judiciaire. Les nationaux libéraux proposaient de choisir Berlin. Après des débats orageux, leur motion a été rejetée. Ils en ont éprouvé un vif dépit qui a été partagé, dit-on, dans les hautes sphères officielles.

Sans prendre part à la discussion, M. de Bismarck l'a certainement influencée dans le sens qui a prévalu. Il tient à affaiblir le particularisme prussien loin de lui donner de nouvelles forces. En même temps, il cherche à germaniser l'administration supérieure de l'empire qui, jusqu'à présent, n'était composée que d'éléments prussiens. C'est évidemment dans ce but, qu'à la suite de la démission plus ou moins volontaire

de M. Delbrück, président de la chancellerie, il a fait nommer à ce poste élevé un Hessois, M. Hoffmann, et qu'il s'est adjoint, comme sous-secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. de Bulow, un Mecklembourgeois.

Pour combattre les autres particularismes, le chancelier a fait de visibles efforts tendant à élargir de plus en plus le cercle des intérêts communs dont la direction doit appartenir à l'empire. Il y a longtemps qu'il travaille à l'exécution de ce plan. L'armée et la marine fédérales sont unifiées. Les affaires étrangères le sont également. Maintenant c'est surtout dans l'ordre économique qu'il agit. La réforme monétaire, l'institution de la banque centrale et la supression de la plupart des banques locales, l'union des postes et des télégraphes, etc., sont autant de pas dans cette voie. Le projet de rachat général des chemins de fer par l'empire était une large application de ce système. Tout en unifiant les tarifs compliqués dont souffre le commerce, c'était un moyen de mettre entre les mains du gouvernement central tout le trafic de l'Allemagne, et sous ses ordres un immense personnel d'employés. Actuellement le chancelier élabore une réforme des impôts et du régime douanier dans un sens légèrement protectionniste destiné à concilier, en les combinant, les intérêts industriels et agricoles du Sud et du Nord.

En même temps, il emploie son influence à amener les États confédérés à adopter chez eux des législa-

tions et des systèmes semblables à ceux qui régissent la Prusse, soit en matière d'instruction publique, soit en matière de culte, soit en matière administrative. Il fait ainsi de l'unification le levier de l'unité. S'il parvenait à identifier partout les lois et les institutions, l'œuvre unitaire serait évidemment très-avancée. L'empire n'aurait pas encore un statut unique, mais le même statut régirait tous les États confédérés et l'assimilation conduirait tôt ou tard à la fusion.

VI

Cette grosse question de l'unité et du particularisme renouvelle entre les libéraux et M. de Bismarck un dissentiment et une lutte de principes analogues au conflit qui a précédé la guerre contre l'Autriche. Tous deux veulent également annuler les particularismes qui les gênent, mais ils ne le veulent ni par les mêmes moyens ni dans le même but. Les hommes du parti national libéral et les progressistes modérés sont des parlementaires, tandis que M. de Bismarck est un autoritaire qui ne songe qu'à son pouvoir. Leur dessein est de créer un État unitaire, nivelé, centralisé, avec une capitale, un parlement souverain, une administration uniforme, mais, surtout, un ministère de l'empire responsable et solidaire, c'est-à-dire l'institution la plus complète du régime constitutionnel. On a vu plus haut que M. de Bismarck a toujours été opposé à cette idée et particulièrement au régime parlementaire.

Le chancelier ne se résignera jamais à n'être qu'un simple président du conseil, encore moins à pouvoir être mis en question et renversé par un vote du parlement. Le 22 novembre 1873 il a déjà abordé ce sujet délicat. « Dans le système des ministres solidaires, a-t-il dit, un président du conseil n'a rien à ordonner; il ne peut que prier, adjurer, pérorer jusqu'à extinction de chaleur naturelle. Je ne me résignerai jamais à ce rôle ingrat. En revanche j'accepterais volontiers la responsabilité d'un chancelier de l'empire, sans admettre que cette responsabilité s'étende aux menus détails... Les détails seront l'affaire des ministres impériaux, si jamais nous en avons. Nous avons déjà de véritables ministères, l'office des affaires étrangères, celui de la marine, des chemins de fer. Cela peut se développer. »

En mars 1877, tout en combattant également les réclamations des nationaux libéraux et des progressistes, il a cependant paru convenir que la marche naturelle des choses pousse peu à peu vers leurs idées. « Un ministère d'empire, a-t-il dit, ayant devant le Reichstag les attributions et la responsabilité du ministère d'un État particulier devant la Diète de cet État, serait une perspective séduisante; mais qui peut prévoir où cela mènerait? Le particularisme est resté très-puissant, il a même gagné du terrain depuis la paix. Le flot de l'empire semble se retirer. Faut-il s'en plaindre? C'est peut-être la marche naturelle des choses. Ce flot remontera sans doute, mais il faut de la patience. Ce n'est ni en trois ans,

ni en dix ans qu'on vient à bout de certaines tâches. Il faut laisser quelque chose à faire à nos enfants, autrement ils s'ennuieraient. Les hommes qui ont grandi avec certaines idées politiques, qui ont consacré leur vie à défendre les intérêts particularistes, ne peuvent pas changer tout d'un coup. L'éducation nationale aidant, tout s'arrangera et les générations à venir feront plus aisément des concessions aux intérêts de l'empire. »

Ces paroles, qui contiennent de singuliers aveux sur les progrès du particularisme, ont tout l'air d'être une manœuvre habile pour désarmer l'opposition des deux partis, en conseillant la patience aux libéraux sans décourager leurs aspirations, et en convainquant les particularistes qu'ils doivent faire des concessions s'ils ne veulent pas soulever contre eux l'opinion publique. L'adroit chancelier pourra se faire un titre auprès des gouvernements confédérés d'avoir défendu à leur profit la constitution actuelle, mais en récompense il leur demandera de ne pas gêner son action gouvernementale par d'intempestives exigences.

Quelque autorité qu'ait M. de Bismarck, il est douteux cependant qu'il persuade les uns ni les autres. Les gouvernements confédérés ne peuvent manquer de comprendre que la politique du chancelier tend à leur enlever ce qui leur reste d'indépendance et d'influence. Quant aux libéraux ils ont bien des raisons de croire que, s'il veut agrandir sa sphère d'action au détriment des intérêts particularistes, c'est pour concentrer plus de pouvoir en ses mains et nullement

pour donner à l'Allemagne la liberté qu'elle désire depuis si longtemps.

VII

Pour un observateur impartial, ces mouvements stratégiques, ces réclamations, ces résistances révèlent une crise profonde qui se développe peu à peu avec tous ses dangers et qui entraîne irrésistiblement les hommes d'État et les partis. Le système autoritaire de M. de Bismarck et le système parlementaire des libéraux ne sont pas seulement une évolution dans la marche de l'empire ; c'est une révolution. Toutes les réformes projetées, économiques ou politiques, extension du pouvoir fédéral ou ministère responsable, aboutissent nécessairement au même résultat : dissolution de la confédération, annulation du droit des États et établissement d'un gouvernement centralisé. Qu'on y arrive par la suprématie effective de la Prusse, par la prépondérance du parlement ou par le choix définitif d'une capitale, l'unité de l'Allemagne ne peut se faire qu'à ce prix.

Or, de quelque façon que le fait se produise, il ne saurait s'accomplir pacifiquement. Tous les intérêts et tous les sentiments particularistes s'y opposeront et, s'ils cèdent enfin, ce ne sera qu'à la force. Qui engagera cette lutte et qui remportera cette victoire ? Il n'est pas probable que les princes confédérés sacrifient de leurs propres mains leur couronne sur l'autel

de la patrie, ni que la Prusse ose leur demander d'abdiquer. Qui donc tranchera le nœud gordien?

La révolution.

Le mouvement qui pousse l'empire vers l'unité, le pouvoir vers la centralisation et les institutions vers le parlementarisme, est un mouvement essentiellement révolutionnaire. Ce sont les hommes de l'autorité et les hommes de la liberté qui le préparent à leur point de vue, mais ce sont les hommes de la révolution qui en profiteront et le feront réussir.

L'Allemand n'a pas montré jusqu'ici un tempérament révolutionnaire bien redoutable. Ce pays, berceau du protestantisme et de la liberté philosophique, n'a jamais rien produit de spontané, d'original ni de durable en fait d'affranchissement politique. L'élan démocratique de 1848 a été bientôt étouffé. Pour accomplir un grand effort national, il a toujours fallu à l'Allemagne l'impulsion et la direction d'un chef ambitieux qui mît la force matérielle au service des idées populaires. Aujourd'hui, pour la première fois depuis 1848, le parti libéral semble vouloir jouer un rôle personnel et faire du parlement le pivot de la chose publique; mais, que les parlementaires ne s'aveuglent pas sur la portée de leurs revendications. Le jour où l'empire sera gouverné par un ministère responsable, l'Allemagne deviendra forcément d'État fédératif un État unitaire. Or, dans ces conditions, le Bundesrath représentant des princes confédérés disparaîtra fatalement et les parlements des États deviendront de simples assemblées provinciales. L'em-

pire ne sera pas alors seulement une unité parlementaire, comme l'espèrent les nationaux libéraux, mais une unité démocratique, représentée par une assemblée unique à laquelle rien ne fera contrepoids.

En face de cette convention nationale, il faudra donner de grandes forces au pouvoir central; mais l'unité et la centralisation ne seront pas plus en Allemagne qu'ailleurs des forces de gouvernement; ce seront des forces de révolution, car il suffira, comme dans tout pays centralisé, qu'une insurrection soit victorieuse au centre pour l'être partout en même temps.

Un membre important de la *Nationalverein* me disait, en 1864, en m'expliquant pourquoi le parti populaire favorisait dès lors les projets de la Prusse : « La Prusse, en se mettant à la tête du mouvement national, va nous aider à réaliser l'unité allemande. Nous comptons bien qu'elle fera disparaître toutes ces principautés qui sont aujourd'hui notre obstacle. Quand cette œuvre sera accomplie, nous nous trouverons en face d'une seule monarchie, nous n'aurons qu'un gouvernement à combattre, qu'un point central à conquérir et la victoire ne peut nous échapper. Si l'État ne donne pas satisfaction à nos idées, rien ne sera plus facile que de l'y contraindre ou de le renverser, comme vous le faites si aisément en France, grâce à cette centralisation qui livre le pays tout entier aux insurrections triomphantes aussitôt qu'elles sont maîtresses de Paris. »

Ce que présageait, dès cette époque, un des représentants du parti national, au point de vue du triomphe futur des idées libérales et démocratiques, les principaux chefs du socialisme militant le répètent chaque jour au point de vue révolutionnaire. Bebel et Liebknecht l'ont dit, sous toutes les formes, dans les écrits retentissants qui les ont amenés, en 1871, devant la cour d'assises de Leipzig. « Le socialisme, a dit Bebel, n'est plus une question de théorie, c'est une question de force... Si nous avons avec nous la masse des travailleurs de Berlin, nous pouvons dire : Berlin est à nous ! Et si Berlin est à nous, l'Allemagne nous appartient, car c'est à Berlin qu'est l'ennemi et que doit être frappé le grand coup ! »

Eh bien ! cette espérance, qui est le mot d'ordre des socialistes allemands et qui montre le parti qu'ils pensent tirer de la centralisation prussienne, tend à devenir une réalité. Le socialisme est puissant à Berlin. En 1877 il y a fait élire deux députés de ses chefs les plus passionnés [1].

Le problème qui s'impose aux méditations des hommes politiques de l'Allemagne, est donc aussi redoutable qu'il est compliqué. S'ils ne détruisent pas les particularismes qui résistent, ils ne fonderont ni l'empire ni l'unité. S'ils parviennent à créer un État unitaire, avec la centralisation au sommet et le suffrage

1. Aux élections de 1878 les socialistes de Berlin ont perdu un des deux siéges qu'ils avaient conquis précédemment; mais ils ont cependant réuni encore plus de 56,000 voix.

universel à la base, ils ouvriront la voie à la révolution.

Qui sait d'ailleurs? Peut-être la force révolutionnaire est-elle la seule capable de constituer l'unité allemande en déblayant le terrain de toutes ces souverainetés disparates qui font obstacle à l'accomplissement du programme national. Déjà, en 1848, le but a été bien près d'être atteint. Le parti populaire a maintenant pour le poursuivre encore des forces qu'il n'ayait pas alors. Le mouvement socialiste s'est formidablement développé comme nous le verrons plus loin, et la bourgéoisie libérale est son complice inconscient du moins en ce qui touche l'unité de la grande patrie. Or, l'histoire nous prouve, par d'éclatants exemples, que les mouvements révolutionnaires réussissent toujours lorsqu'ils coïncident avec les revendications des classes moyennes [1].

Les libéraux de l'Allemagne n'ont pas plus obtenu la satisfaction de leurs principes que ne l'avaient obtenue les libéraux de 1813 quand ils se laissèrent entraîner par la coalition de l'Europe monarchique contre la France démocratique. Ce que le pouvoir ne leur a pas accordé et ce que la liberté seule ne semble pas devoir leur donner de longtemps, qui peut dire qu'ils ne le demanderont pas à la révolution? L'armée radicale est toute prête et grossit chaque jour. M. de Bismarck disait lui-même, en 1862, pendant son sé-

1. Dans deux articles remarquables insérés dans la *Deutsche Rundschau* le 5 février et le 8 mars 1878, sous ce titre *Deutschland und der Socialismus*, M. Bamberger, député national libéral, insiste beaucoup sur la complicité inconsciente de la bourgeoisie allemande à l'égard du socialisme.

jour, à Paris, que « la révolution est aussi une force et qu'il faut savoir l'employer. » Bien qu'il y ait en lui du César et qu'il se sente peut-être assez fort pour contenir la démocratie en s'appuyant sur elle, il est peu probable qu'il tente jamais cette expérience césarienne. Il veut bien bouleverser les États par la puissance autocratique qui vient d'en haut, il ne se servira pas pour cela de la puissance démocratique qui vient d'en bas. Mais le courant révolutionnaire, poussé par l'impulsion libérale qui réclame les prérogatives parlementaires, et par le sentiment national qui veut réaliser l'unité, marche peut-être plus rapidement que ne le pensent les hommes d'État et les chefs de parti de l'empire allemand !

CHAPITRE QUATRIÈME.

LES PARTIS.

I

Quand on examine l'état et le morcellement des partis politiques en Allemagne, on comprend, jusqu'à un certain point, que M. de Bismarck se refuse à établir le système parlementaire car, en y perdant la force que lui donne son pouvoir personnel, il ne retrouverait pas, dans le parlement, une majorité compacte sur laquelle il pût s'appuyer avec sécurité. Il n'y a pas, en effet, un seul parti avec lequel on puisse dire qu'il soit d'accord. Il peuf bien recruter, dans les divers groupes du Reichstag, des alliés pour le succès de telle ou telle question déterminée; mais il n'y trouve pas d'amis constants et dévoués avec qui il se sente en pleine communion d'idées pour exécuter ensemble un grand programme de gouvernement. A tout moment, au contraire, éclatent entre lui et les fractions les plus importantes de l'assemblée, des dissentiments qui, dans un régime constitutionnel,

produiraient infailliblement les crises les plus graves. Heureusement pour lui M. de Bismarck exerce sur le Reichstag comme sur le pays une autorité dictatoriale qui courbe toutes les volontés et contient toutes les velléités de révolte. Tout autre s'y serait brisé depuis longtemps. Toutefois les pouvoirs les plus forts s'usent peu à peu lorsqu'ils sont condamnés à un effort de tous les jours. M. de Bismarck est un esprit trop perspicace pour ne pas avoir compris les dangers de cette situation. Aussi a-t-il cherché plusieurs fois déjà à créer un parti de gouvernement sur le concours duquel il pût se fier en toute circonstance. Jusqu'à présent le résultat n'a pas répondu à ses désirs. Il n'a pas une armée à lui, soumise à une discipline absolue et qui lui obéisse toujours. Quand ce chef puissant entre en campagne, il ne sait guère par quels soldats il sera suivi. Il est obligé de compter sur son prestige personnel pour entraîner ses troupes d'occasion contre l'ennemi qu'il veut vaincre.

A la vérité, s'il n'y a pas au Reichstag de majorité de gouvernement, il n'y a pas non plus de majorité d'opposition. Les partis sont aussi divisés entre eux qu'ils le sont vis-à-vis du pouvoir. Aucun n'est assez fort pour prendre la direction des affaires. Les uns et les autres ne forment que des minorités qui, en se coalisant, peuvent bien être un appui ou un obstacle, mais qui, par elles-mêmes, ne constituent pas une force gouvernementale. Leurs doctrines et leur but les séparent d'ailleurs profondément et c'est même ce qui fait

la puissance du chancelier pour qui la division de ses adversaires a d'incontestables avantages.

En dehors des grandes classifications qui rattachent dans les États modernes les partis politiques au principe d'autorité ou de liberté, à l'esprit de conservation ou de progrès, aux diverses formes de la démocratie ou de la monarchie, les événements ont créé, en Allemagne, des catégories spéciales qui ne se retrouvent nulle autre part. Ils ont même donné aux partis libéraux et conservateurs un caractère tout particulier qui reflète les mouvements confus de la période embryonnaire et transitoire par laquelle passe le nouvel empire. La lutte entre les partisans de l'unité nationale et de l'indépendance locale, entre les parlementaires et les autoritaires, entre l'État et l'Église, est trop vive; les annexions et les conquêtes territoriales sont trop récentes, pour que les passions qu'elles excitent n'aient pas enfanté des partis puissants qui mettent l'intérêt de leur cause au-dessus de tout principe politique. De là des spécialités et des nuances d'opinion dont aucun autre parlement n'offre l'exemple.

A côté des conservateurs, des libéraux, des progressistes et des socialistes qui sont représentés au Reichstag comme ils le sont partout, il faut compter les nationaux libéraux, le parti de l'empire, les agrariens, les nouveaux conservateurs allemands, les catholiques, les particularistes, les Polonais, les Alsaciens-Lorrains, les Danois et même les féodaux et les hobereaux de la vieille Prusse, restes vénérables

du passé, tout étonnés de siéger dans une assemblée issue du suffrage universel.

II

Le parti national libéral est le plus nombreux et le plus influent. C'est celui sur lequel M. de Bismarck s'est toujours appuyé de préférence. Il a été l'allié du chancelier et son complice pour faire de la Prusse la reine de l'Allemagne ; depuis, il est toujours resté son ami et son auxiliaire. Cependant il voudrait l'entraîner plus loin que celui-ci ne veut aller. De là souvent entre eux des brouilles qui jusqu'à ce jour, il est vrai, ont toujours fini par un raccommodement où, généralement, ce n'est pas le chancelier qui cède. D'autre part, les nationaux libéraux ont à ménager une popularité que la constance à leurs principes peut seule maintenir. Ils sont, par suite, placés dans une situation fausse et embarrassante. Trop libéraux pour le gouvernement, ils ne le sont pas toujours assez pour l'opinion. C'est un parti mitoyen, une sorte de juste milieu qui reste fidèle au pouvoir, bien qu'il lui fasse parfois de l'opposition, un vrai représentant de cette bourgeoisie de tous les pays et de tous les temps qui se pique de réclamer des réformes, et qui sème trop souvent la graine d'où sortent les révolutions.

Les hommes dont il se compose appartiennent, en effet, aux classes moyennes. Ce sont des fonctionnaires, des représentants de toutes les professions libé-

rales, beaucoup d'industriels, de commerçants et de financiers et, parmi eux, presque toute la population juive qui est très-nombreuse et très-puissante en Allemagne. Un juif, M. Lasker, esprit politique d'une très-grande valeur, est l'un des chefs importants du parti, et le « Petit Sémite », ainsi qu'on l'appelle, y joue un rôle considérable.

On a dit des nationaux libéraux qu'ils ont comme deux âmes, *zwei Seelen*, qui les tourmentent pour se mettre d'accord entre elles. L'une aspire toujours à la liberté; l'autre est retenue sous le joug de l'autorité, et toutes deux font de vains efforts pour se rejoindre et se confondre dans une pensée harmonique.

M. de Bismarck a d'abord dominé ce grand parti qui, depuis 1848, était vraiment l'expression et l'organe du patriotisme allemand. Il a réalisé son programme national et l'a satisfait par la création d'un parlement populaire. Plus tard il lui a donné en pâture la lutte contre l'Église dont tous les membres du parti sont des adversaires de principe et, en quelque sorte, de naissance; mais il lui refuse la seule chose de nature à contenter l'ambition de ses chefs, le régime parlementaire qui, tôt ou tard, leur donnerait le pouvoir.

Le pouvoir! Il faut bien reconnaître que le libéralisme des nationaux libéraux se colore fortement d'une nuance d'intérêt personnel. La constitution de l'empire a, sans doute, accompli leurs vœux, mais elle leur a causé, en même temps, une déception amère. Ils ont été à la peine et ils n'ont pas été à l'honneur.

Ils ont eu le labeur et non le profit. Après s'être servi d'eux pour combattre et pour triompher, on les a laissés de côté dans la répartition des fruits de la victoire. *Sic vos non vobis!* Les dignités et les portefeuilles ont été pour d'autres moins méritants. Ils espéraient entrer en maîtres dans le palais ; ils sont restés en serviteurs dans l'antichambre.

Lorsqu'ils réclament avec tant d'instance le régime parlementaire, on peut les soupçonner d'y chercher le moyen pratique de forcer, par les votes du Reichstag, l'accès du pouvoir. Ils savent bien que M. de Bismarck ne cédera pas facilement à leurs désirs et ils n'ont jamais osé lui déclarer ouvertement la guerre. Que faire alors? Ils espèrent l'amener à eux par la douceur et la reconnaissance. C'est dans ce but qu'on les a vus si souvent lui faire patte de velours, se soumettant à ses volontés et même à ses caprices et, dans toute difficulté grave, s'efforçant péniblement de plier leurs doctrines aux convenances de leur dangereux allié.

C'est, du reste, entre eux et le gouvernement, un assaut perpétuel de stratégie. De part et d'autre, on joue à tout moment quelque scène du *Dépit amoureux*. On affecte d'être blessé; on parle de rupture et de divorce; mais ce n'est, d'ordinaire qu'une feinte qui cache quelque manœuvre secrète. Au fond, on se sait indispensable l'un à l'autre et tout se termine par une réconciliation plus ou moins sincère.

L'attitude des nationaux libéraux les a fait accuser de servilisme. Ils s'en défendent en prétendant qu'il

est impossible d'être absolu en politique et indispensable de transiger en se contentant du possible sans s'obstiner à l'idéal. Ils disent qu'on doit procéder par degrés et qu'il suffit qu'un projet de loi constitue, en somme, un progrès libéral, pour qu'on l'adopte lors même qu'il contiendrait certaines dispositions moins satisfaisantes. Ils ajoutent, non sans raison, que M. de Bismarck est une puissance énorme, qu'il est seul en mesure de réaliser toutes les réformes désirables et qu'il faut attendre patiemment son heure, au lieu de le contrarier et de s'en faire un implacable adversaire.

Il y a beaucoup de vérité dans ces considérations. La justice oblige d'ailleurs à reconnaître qu'en suivant ce système de transaction et d'éclectisme, le parti national libéral a rendu de grands services à son pays. Son activité sur le terrain législatif a été surtout remarquable; mais l'opinion se paie mal de ces habiletés de politiciens. A vouloir servir à la fois la liberté et l'autorité, on risque de ne contenter personne et de mettre tout le monde contre soi. C'est à quoi s'est exposé ce grand parti. Il s'est vu, naguère, attaqué de tous les points de l'horizon politique.

Les progressistes, qui en diffèrent peu par le fond des idées, mais qui affectent de se montrer beaucoup plus réservés dans leurs rapports avec le chancelier, blâmaient son infatigable complaisance pour le gouvernement. Les particularistes de tous les États ne lui pardonnaient pas la précipitation qu'il a mise et qu'il met encore à vouloir unifier l'Allemagne. Les conser-

vateurs l'accusaient d'avoir déchaîné le libéralisme et, par là, le socialisme. Les catholiques et les protestants orthodoxes eux-mêmes lui reprochaient d'avoir anéanti, à l'aide des lois contre l'Église, la seule religion dont la constitution hiérarchique protége le principe d'autorité. Tous le rendent responsable de la ruine économique de l'Allemagne et prétendent qu'il a encouragé l'esprit d'agiotage dont toutes les classes de la société ont été saisies dans la saison fiévreuse des milliards. M. de Bismarck lui-même, tout en utilisant le concours de ce parti, se plaignait beaucoup de ses exigences intimes; il n'est pas loin maintenant de ne voir en lui, sous son programme parlementaire, qu'une cohorte de révolutionnaires déguisés en libéraux.

Ces griefs, justes ou injustes, ont été habilement exploités contre les nationaux libéraux. A l'approche des élections de 1877 il s'est formé, pour les combattre, un parti nouveau, le *parti conservateur allemand, die deutsche conservative partei*, dont nous examinerons plus loin le programme et duquel le chancelier, probablement par une stratégie politique, parut alors vouloir se rapprocher.

Le parti national libéral, alarmé de ces symptômes menaçants, a jugé utile, depuis lors, de prendre une allure plus nette. Le 11 octobre 1876, M. Lasker prononçait, dans ce but, à Francfort, en présence d'un grand nombre d'électeurs, un discours où, dépassant même les bornes du parlementarisme, il mettait un pied sur le terrain révolutionnaire. L'orateur ne s'est pas

borné à dire « que le devoir de la représentation nationale est de veiller à ce que l'administration applique les lois dans l'esprit libéral qui préside à leur élaboration; » il n'a pas seulement regretté « que les chambres n'aient pas encore en Allemagne le pouvoir que suppose un État vraiment constitutionnel, » il a parlé, en outre, de l'influence du peuple sur le parlement, de l'importance capitale qu'il faut attribuer au travail politique individuel, à l'action permanente du pays. « Pourquoi, a-t-il dit, les chambres sont-elles faibles? Parce que le peuple lui-même n'a pas encore la force de contraindre le gouvernement à agir dans l'esprit des lois! » Cet appel au pays pour forcer la main au pouvoir est l'indice grave du désaccord qui existe entre le gouvernement et la majorité libérale.

Pour préciser aussi son attitude dans le parlement comme il l'a fait devant l'opinion, M. Lasker a posé nettement, pendant la dernière session, la question d'un ministère responsable qui jusqu'alors n'avait été soulevée que par les progressistes. Plus récemment encore, en octobre 1877, M. de Bennigsen, un des chefs du parti national libéral, député du Hanovre, exprimait, dans une réunion privée, la conviction que l'heure était venue pour son parti de prendre une part plus directe et plus influente à l'administration du pays.

Les nationaux libéraux ont pu espérer, un moment, qu'ils touchaient au but de leurs ambitions. Dans les derniers mois de décembre 1877, M. de Bismarck,

toujours confiné dans son ermitage de Varzin, d'où il affectait la ferme résolution de ne pas reprendre le timon des affaires si on n'apportait pas de sérieuses réformes dans les rouages de l'organisation intérieure, sembla disposé à donner, sous certains rapports, satisfaction à leurs idées. M. de Bennigsen eut, dans ce but, avec le chancelier plusieurs entrevues dont se préoccupa vivement l'opinion publique. Il fut question de le faire entrer dans le cabinet prussien avec le titre de vice-président et de le nommer président de la chancellerie de l'empire. Deux autres membres éminents du parti national libéral devaient faire avec lui partie de la haute administration. En même temps on parlait de transformer quatre des ministères prussiens en ministères d'empire. C'eût été un pas nouveau vers l'unité par l'extension des attributions fédérales du gouvernement impérial. Il est vrai que c'eût été aussi un pas décisif vers la prussification de l'Allemagne. La concession que M. de Bismarck semblait vouloir, par ces réformes, faire à ses anciens alliés, n'a pas suffi à ces derniers. Ils ont compris que leur popularité serait définitivement perdue s'ils sacrifiaient tous leurs principes à leurs ambitions personnelles, et qu'ils devaient persister à demander les garanties constitutionnelles résultant de la responsabilité des ministres devant le parlement. C'était poursuivre une chimère. Le chancelier voulait bien créer des ministres d'empire, mais à condition que ce seraient ses ministres et non ceux du Reichstag et qu'ils obéiraient à ses ordres beaucoup

plus qu'à l'opinion de la majorité parlementaire.

Sur ces prétentions inconciliables, les pourparlers ont été rompus. M. de Bismarck a fait mine de se tourner du côté des conservateurs, en appelant dans les conseils de l'État leurs principaux représentants, notamment M. le comte de Stolberg Vernigerode qu'il a nommé vice-président du ministère. Il a placé ainsi les nationaux libéraux dans l'alternative de se soumettre ou de devenir résolûment un parti d'opposition.

Déçus dans leurs espérances et froissés par la brusque volte-face du chancelier à leur égard, ceux-ci n'ont pas reculé, cette fois, devant la lutte. Dans la dernière session, unis aux autres adversaires du gouvernement, ils ont fait subir plusieurs échecs sérieux aux projets présentés par M. de Bismarck, et la crise, que de mutuelles concessions avaient jusqu'alors conjurée, a éclaté entre le chancelier et ses anciens amis. Presque aussitôt, une double et odieuse tentative de régicide sur la personne de l'empereur Guillaume, a fourni à M. de Bismarck l'occasion de dissoudre le Reichstag et de demander à de nouvelles élections une majorité mieux disposée à donner au pouvoir tous les moyens d'action qu'il croit utiles.

Nous étudierons plus loin cette crise politique qui met aux prises, dans des conditions graves, la liberté et l'autorité, et qui semble avoir poussé le gouvernement dans les voies de la réaction.

En ce qui concerne les nationaux libéraux,

elle a eu pour premier résultat de faire apparaître leurs divisions intérieures. Il y a, en effet, dans leurs rangs une aile droite qui se rapproche des conservateurs et une aile gauche qui confine aux démocrates. La première s'effraie à l'idée de rompre définitivement avec M. de Bismarck et incline fort à s'entendre encore avec lui. La seconde montre plus d'énergie et se maintient fermement sur le terrain des libertés et des principes parlementaires. Mais rien ne peint mieux que cette double tendance en sens inverse la situation fausse et équivoque du parti tout entier. Est-ce la gauche, est-ce la droite qui l'emportera? Des deux côtés le danger est égal. Ce qu'il y a de plus à craindre c'est que l'impossibilité de tout concilier n'amène le déchirement même du parti national libéral et le divorce des deux fractions dont il se compose. Ce serait en ce cas sa ruine. Désunis les deux groupes perdraient toute influence dans le parlement et dans le pays. Celui de droite n'aurait d'autre ressource que de se rattacher aux conservateurs libéraux et de se fondre dans les rangs d'un nouveau parti gouvernemental. Celui de gauche serait irrésistiblement attiré dans l'orbite du parti progressiste mais loin d'en être le chef, il s'y absorberait rapidement et verrait désormais passer en des mains plus fortes la direction du mouvement.

Le parti national libéral est en Allemagne ce que le centre gauche est en France. Il représente cette bourgeoisie libérale et éclairée qui veut le progrès sans secousse et la liberté sans désordre. Il serait déplo-

rable qu'il disparût ou qu'il perdît sa légitime influence sur l'opinion et sur le parlement. Les idées modérées dont il est le défenseur, les classes moyennes dont il est l'expression, peuvent seules assurer aux Allemands les institutions des peuples libres et les faire arriver pacifiquement au but où tend leur patriotisme séculaire. Malheureusement, tout en constituant un des groupes les plus nombreux du Reichstag, il est toujours obligé, pour faire prévaloir ses idées, de s'appuyer sur une force autre que la sienne.

Jusqu'à présent, c'est en M. de Bismarck qu'il a trouvé cette force; mais voici que le chancelier s'en sépare et passe dans le camp opposé. Le parti national libéral va-t-il se rapprocher de la gauche? Il y sera sans doute accueilli avec empressement et y trouvera un concours plus sûr qu'auprès de son autocratique allié. Mais, qui ne comprend combien cette politique de bascule est dangereuse et difficile. A osciller ainsi entre le gouvernement et l'opposition, on risque de devenir également suspect aux hommes de l'autorité et aux hommes de la liberté et de se voir un jour repoussé et combattu par tout le monde.

Dans toutes les grandes crises, et celle qui transforme l'Allemagne est une des plus radicales qui se puisse concevoir, il faut avoir le courage d'être un parti et de prendre un parti. Quand on n'est qu'un satellite, on est condamné à rouler indéfiniment dans son orbite sans issue.

Aussi le parti national libéral s'est-il notablement amoindri depuis 1874 [1]. C'est un symptôme grave que ses chefs feront bien de ne pas traiter légèrement.

III

L'hostilité contre les nationaux libéraux s'est surtout accentuée depuis les élections de 1874. Elle a donné naissance successivement à deux partis de réaction, le parti « agraire » *die Agrarier*, et le « nouveau parti conservateur allemand, » *die deutsche conservative partei*.

Les agrairiens ont précédé les néo-conservateurs, mais ils se sont bientôt rapprochés et enfin se sont confondus, espérant former un groupe important dans le Reichstag. Les faits n'ont pas répondu à leur attente. Ils ne sont parvenus à faire élire, en Prusse et en Allemagne, qu'un nombre insignifiant de candidats. Il ne semble pas que l'avenir leur réserve un plus grand succès, car ni leurs chefs ni leurs principes n'ont des racines puissantes dans le pays. Néanmoins les relations et l'importance des personnages qui s'y rattachent ne permettent pas

1. En 1871 les électeurs ont nommé 116 nationaux libéraux, sur les 397 députés qui composent le Reichstag. En 1874, ce nombre s'est élevé à 150. — Aux élections de 1877, il est descendu à 126.

de ne voir, dans la tentative qu'ils ont faite, que l'échec qu'elle a subi jusqu'à présent. L'inspiration qui les a fait agir est certainement venue de haut. A ce titre, il est nécessaire de définir leurs idées et leur but.

Le parti agraire, qui maintenant a presque entièrement disparu, avait pris pour mot d'ordre, comme son nom l'indique, la défense des intérêts ruraux. Composé surtout de grands propriétaires fonciers et de membres de l'aristocratie territoriale, il ne s'est guère recruté parmi les paysans. C'est un brillant état-major qui compte peu de soldats à sa suite. La cause s'en explique aisément. Il y a dans ce parti une forte empreinte des traditions féodales. Au fond, son but réel est de reconstituer, sous une forme quelconque, les priviléges de la propriété rurale, c'est-à-dire les droits des grands seigneurs du sol. L'amélioration du sort des populations agricoles et les intérêts des petits cultivateurs ne viennent pour lui qu'en seconde ligne. Or, dans les pays où domine l'industrie agricole, notamment dans la Prusse orientale, la propriété foncière est encore soumise aux lois de l'ancien régime. D'immenses domaines seigneuriaux n'y laissent presque pas de place à la petite propriété. Le paysan y est encore à peu près en servage; la vie communale n'y existe que d'une façon tout à fait rudimentaire. Les intérêts du grand propriétaire et du paysan y sont donc plutôt opposés que semblables.

Dans l'Allemagne du sud et dans les provinces

rhénanes, c'est autre chose. Là le code civil français, longtemps appliqué, et l'esprit de liberté qui règne dans ces belles contrées, ont fait leur œuvre. La petite propriété s'est créée, et l'homme des champs, plus mêlé à la société ambiante, s'est affranchi du joug et de l'influence des grands propriétaires terriens. Aussi les chefs du parti agraire y ont-ils trouvé peu d'écho, si ce n'est en Bavière où le parti catholique leur a donné un certain appui.

Du reste la population rurale n'est qu'une minorité dans l'ensemble des populations de l'empire. L'Allemagne, depuis longtemps déjà, a cessé d'être un pays agricole. Les agrairiens ne grouperont jamais autour d'eux des intérêts aussi généraux et aussi considérables que ceux dont le parti national libéral a été et est encore aujourd'hui l'expression. Ce qui leur a nui surtout, c'est le patronage compromettant sous lequel ils se sont placés dès l'origine. La *Gazette de la Croix*, c'est-à-dire l'organe avoué du vieux féodalisme, les a pris ouvertement sous sa protection, révélant ainsi que, sous le manteau de l'intérêt rural, leur politique était celle de la réaction et du passé.

Le programme agrairien, tout en ayant pour objet principal l'intérêt de la propriété foncière et le remaniement de l'impôt dans un sens favorable aux immeubles ruraux, est, en réalité, une déclaration de guerre contre le mouvement économique et financier de notre époque. Les agrairiens sont des ennemis acharnés de la finance et de la spéculation. Ils n'en veulent voir que les entraînements et les exagéra-

tions, sans tenir compte des grandes créations et des féconds résultats que l'esprit d'entreprise, malgré ses inévitables excès, a produits dans le monde entier. Ils rêvent d'établir le régime industriel et fiscal sur la base de la morale chrétienne, *sittlich und christlich*. Mais le remède qu'ils proposent serait pire que le mal. Si l'on rejetait sur la fortune mobilière, ainsi qu'ils le demandent, le plus lourd fardeau des charges publiques, en dégrevant la propriété foncière, on favoriserait bien moins qu'ils ne pensent l'agriculture. On n'atteindrait que très-médiocrement la spéculation malsaine qui se rit de ces faibles barrières fiscales. En revanche, on tuerait l'industrie sérieuse qui est aujourd'hui hors d'état de supporter des impôts onéreux également funestes à la production et à la consommation générale, et l'on porterait un coup mortel aux grandes entreprises d'intérêt public qui sont désormais, en tout pays, la source de la richesse nationale.

M. de Bismarck, comme on l'a vu plus haut, avait paru sympathique à la formation de ce nouveau parti. C'était évidemment de sa part une manœuvre pour inquiéter les nationaux libéraux et les mieux tenir sous sa dépendance. Il est trop sensé pour ne pas savoir que les agrairiens, en opposition avec l'irrésistible mouvement de notre époque, ne pouvaient être jamais une force politique.

IV

L'insuccès qui marqua généralement les premiers efforts des agrairiens, amena les fondateurs du parti à en élargir le programme de façon à y rallier tous les éléments conservateurs plus ou moins hostiles au parti national libéral. Dans ce but, ils formulèrent, en juillet 1876, d'accord avec les membres les plus influents de la chambre des seigneurs, un manifeste destiné à coaliser, dans l'ordre politique, les vieux conservateurs prussiens, les catholiques, les agrairiens, et les conservateurs libres, et, dans l'ordre économique, les protectionnistes de toute nuance. Ce manifeste, signé par MM. Von Krassow, le comte Udo de Stolberg Vernigerode, le comte de Rantzau, le comte de Solms-Laybach et plusieurs personnages politiques appartenant à l'Allemagne du sud, fut publié simultanément par la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung*, la *Kreutzzeitung* et la *Post*, ce qui lui donnait le caractère d'une véritable coalition entre tous les partis conservateurs et gouvernementaux.

Le programme adopté reposait sur les bases suivantes :

1° Fortifier l'unité nationale sur le terrain de la constitution de l'empire, en accordant aux États et aux provinces, dans la limite de cette unité, la plus grande somme d'autonomie possible.

2° Développer le droit public et le droit privé, de fa-

çon à assurer la stabilité du nouveau régime politique et social.

3° Raffermir le principe monarchique ; admettre la liberté civile pour tous, la participation du peuple à l'œuvre législative, l'autonomie de la province, du cercle, de la commune, ayant pour base non pas le suffrage universel, mais les groupements naturels qui forment l'organisme de la nation.

4° Maintenir et perfectionner les institutions chrétiennes et religieuses ; — maintenir l'école primaire confessionnelle ; — faire cesser le conflit entre l'Église et l'État, sous réserve des droits de l'État à se protéger contre les prétentions de la curie romaine ; réviser, dans ce but, les lois politico-religieuses; assurer l'indépendance de l'Église évangélique et la liberté de conscience.

5° Réglementer la liberté économique ; supprimer progressivement les priviléges du capital ; protéger plus efficacement les intérêts de la propriété foncière et de l'industrie ; réviser la loi sur le règlement industriel.

6° Lutter contre la propagande socialiste ; protéger le travail contre les abus de la spéculation ; améliorer la loi sur les fabriques de façon à régler plus équitablement les rapports entre les patrons et les ouvriers.

Ce programme est habilement combiné pour attirer les esprits modérés parmi toutes les fractions du parti conservateur ; mais il a été et il sera toujours repoussé par les intransigeants de ces diverses fractions elles-mêmes et il aura inflexiblement contre lui

tous les membres du parti libéral. Il est condamné d'avance à la stérilité, comme tous les programmes qui veulent concilier les doctrines réactionnaires de l'ancien régime avec les principes libéraux de notre temps.

Les éléments hétérogènes dont s'est constitué « le parti conservateur allemand, » ne sont pas eux-mêmes faciles à amalgamer. Ce sont des féodaux fanatiques de leurs priviléges héréditaires et regardant comme un péril social toutes les concessions que le gouvernement fait à la démocratie et à l'esprit moderne ; de vieux Prussiens regrettant la vieille Prusse et ayant fort peu de sympathie pour la jeune Allemagne ; des hobereaux agrariens entichés de leurs préjugés de caste, pour qui la liberté politique et la liberté économique sont une double abomination ; des orthodoxes de l'Église officielle qui craignent fort que la guerre déclarée au catholicisme n'atteigne toutes les croyances religieuses. A côté de ces intraitables représentants du passé, on a voulu placer les conservateurs modernes plus accessibles aux idées de notre siècle. L'entreprise n'était qu'une chimère ; le résultat ne pouvait être qu'une déception.

Aux élections de 1877 le nouveau parti conservateur n'est parvenu à faire passer que 36 de ses candidats. Néanmoins on n'a pas perdu courage. C'est ce parti qui est devenu, en 1878, le noyau de l'alliance de tous les conservateurs contre le libéralisme et le socialisme, objets d'une égale proscription. Il n'a pas mieux réussi qu'auparavant. Ce devait être. Sous quelque nom

qu'il se présente, c'est le passé en lutte avec l'esprit progressif de notre époque; c'est la réaction qui s'arme contre la liberté moderne ; bien plus, c'est la réaction hypocrite qui n'ose pas avouer sa vraie nature et son vrai but, qui affuble sa caducité de quelques oripeaux modernes sans parvenir à tromper personne.

Dans les époques de crise, il n'y a que les programmes nets et tranchés qui puissent s'emparer de l'esprit public. Les formules à teintes grises destinées à ménager tous les contraires et à mélanger tous les principes, n'impressionnent et ne passionnent jamais les masses. Les néo-conservateurs et les nationaux libéraux s'agitent dans ces clairs obscurs. C'est pourquoi les premiers n'ont pu se constituer solidement et les seconds ont perdu notablement du terrain, tandis que les progressistes, les socialistes et les catholiques en ont considérablement gagné grâce à la clarté de leurs principes et à la fixité de leur but.

V

Les progressistes sont des libéraux démocrates avec une légère nuance de socialisme. Leur socialisme est néanmoins plus doctrinaire que révolutionnaire, plus théorique que militant. Ceux de ce parti qui s'occupent plus spécialement de l'amélioration du sort du plus grand nombre, sont désignés sous le nom de

« socialistes de la chaire » *Katheder Socialisten*, appellation pittoresque qui caractérise assez bien la modération et la nature doctrinale de leurs idées.

Le programme des progressistes, pour être franchement démocratique, ne va pas encore jusqu'à la République. Ils admettent très-bien que la monarchie puisse réaliser leur idéal sans abdiquer. Les professeurs et les juristes dominent dans ce groupe politique dont beaucoup de membres sont des vétérans du parti populaire et ont siégé en 1848 et en 1849 au parlement national de Francfort. Depuis lors, ils s'étaient réfugiés dans une opposition violente qui leur a valu les persécutions et l'exil, jusqu'au jour où, après la défaite de l'Autriche, l'amnistie générale décrétée par le roi Guillaume les a rendus à la vie publique. Ils ont fait d'ailleurs des concessions comprenant que M. de Bismarck avait du bon et que la force qu'il mettait au service de ses plans politiques, n'était pas inutile à leurs propres desseins. Leur opposition actuelle est, par suite, modérée dans ses réclamations, mais elle est ferme et marche à son but. Les électeurs qui les nomment sont, en général, les ouvriers non révolutionnaires membres des associations Hirsch et Dunker [1]. Ils ont conquis, depuis quelque temps, beaucoup d'adhérents dans la bourgeoisie et attiré à eux les éléments avancés du parti national libéral. Aussi, comme nous l'avons dit, celui-

1. On verra plus loin, dans l'étude du socialisme allemand, ce que sont ces associations ouvrières qui sont liées ensemble sous le nom de *Ligue des associations allemandes.*

ci voyant les progressistes s'emparer de plus en plus de la direction du mouvement populaire, a cru devoir accentuer avec plus de netteté les idées qui leur sont communes, notamment en ce qui concerne la constitution d'un ministère responsable.

La consécration du régime parlementaire est, en effet, le principe fondamental du programme progressiste tel qu'il a été formulé au mois de mars 1877 et publié au nom du parti.

En voici les points essentiels.

1° Ministère de l'empire responsable.

2° Suffrage universel direct et secret pour les élections du Reichstag.

3° Indemnité parlementaire pour les députés;

4° Diminution de la durée du service militaire;

5° Fixation annuelle, par une loi, du contingent de l'armée en temps de paix;

6° Répartition des impôts proportionnellement aux revenus;

7° Diminution des impôts indirects;

8° Suppression de l'impôt sur le sel;

9° Maintien du droit de libre élection du domicile; liberté du commerce et de l'industrie; liberté de coalition; rejet du projet de loi relatif à l'achat des chemins de fer par l'empire;

10° Révision des lois relatives aux délits politiques et de presse et à la responsabilité des fonctionnaires;

11° Instruction obligatoire et gratuite;

12° Séparation de l'École et de l'Église;

13° Application pleine et entière du système constitutionnel dans les divers États confédérés.

Ce programme est à la fois parlementaire et démocratique; il est socialiste sur les questions d'impôts et de coalitions ouvrières ; il est radical sur celles de l'instruction publique et des cultes. On remarquera qu'il ne dit rien de l'unité allemande, mais cela va de soi. Progressiste et unitaire, c'est tout un. Néanmoins il semble vouloir procéder par degrés. Le dernier article réclame seulement l'unification constitutionnelle des États dont se compose l'empire. Mais les progressistes savent bien la portée de ce qu'ils demandent. Lorsque l'organisation politique de tous les gouvernements confédérés sera la même et lorsque le pouvoir sera entre les mains d'un ministère responsable devant le Reichstag, émanation directe du suffrage universel, l'unité nationale ne sera plus qu'une question de forme.

Le programme des nationaux libéraux et celui des progressistes ne diffèrent pas sensiblement. On ne saurait donc s'étonner qu'ils votent souvent ensemble soit dans les élections soit dans le parlement. Leurs dissentiments sont moins affaire de principe que de conduite. Les progressistes ne transigent pas avec leurs doctrines; ils combattent et repoussent tout projet de loi, toute proposition qui sont contraires à leurs idées, tandis que les nationaux libéraux se plient facilement à des compromis où leurs opinions sont sacrifiées à l'intérêt du moment. Beaucoup moins

malléables que ces derniers dans leurs rapports avec le gouvernement et avec M. de Bismarck en particulier, les progressistes, sans faire au chancelier une opposition inflexible, se montrent plus entiers à son égard et affectent de vouloir qu'il vienne à eux loin que ce soit eux qui aillent à lui.

Il n'y a donc que des nuances entre les deux partis, mais ces nuances sont aussi des intérêts d'ambition. Les nationaux libéraux ont toujours espéré arriver au pouvoir en s'assurant la bienveillance et l'appui de M. de Bismarck ; les progressistes veulent y être portés par l'opinion et c'est pour conserver leur popularité qu'ils font une opposition plus systématique qui atteste leur indépendance. En tout cas, cette attitude résolue a donné au parti progressiste une force avec laquelle l'empire aura tôt ou tard à compter [1].

VI

Le fait caractéristique des élections de 1874 et de 1877 a été le développement imprévu du parti socialiste. En 1871, les socialistes n'avaient que deux sièges au Reichstag; en 1874, ils en ont conquis 9; en 1877 ils en occupaient 13, et auraient eu droit à 135

1. Les progressistes ne sont encore qu'en petit nombre au Reichstag : on n'en comptait que 35 en 1877 ; en 1878, ils ne sont pas plus de 25, mais c'est un noyau qui, tôt ou tard, grossira. Leurs chefs principaux : MM. Richter et Wirchow, orateurs très-éloquents, esprits sérieux et élevés, sont très-écoutés à la tribune et exercent une réelle influence.

si on comptait les minorités imposantes qu'ils ont obtenues en outre dans 175 colléges. Ils ne tentent même pas la lutte électorale dans les États où ne fonctionne pas le suffrage universel et où le vote par catégories de cens, comme en Prusse, leur enlève l'appui du nombre; mais ils se sentent de plus en plus maîtres du suffrage universel et osent maintenant engager en beaucoup de colléges une lutte qui, il y a peu d'années, eût paru une folie. Ils sont nombreux en Prusse où ils ont fait nommer à Berlin même leurs candidats les plus significatifs; ils le sont également dans le Schleswig et surtout en Saxe où, lors des récentes élections, ils sont parvenus à faire élire un des leurs, M. Liebknecht, malgré le régime censitaire qui y est en vigueur [1].

Quand ces divers faits se sont produits, l'émotion a été très-grande au sein du gouvernement et dans l'opinion. On ne croyait pas que le socialisme, qui est de date récente en Allemagne, du moins comme parti militant, eût pris, en quelques années à peine, une extension si considérable. Les treize socialistes que le suffrage universel envoya au Reichstag en 1877, étaient une faible minorité sans doute; les grandes associations qui dirigent le parti ne comptent pas des membres très-nombreux, mais elles ont, derrière elles, dans

1. Aux élections de 1878, par suite d'événements qui seront expliqués plus loin, les socialistes ont perdu beaucoup de leurs siéges au Reichstag. Ils n'ont pu faire élire que six de leurs candidats. Mais les voix qu'ils ont réunies, de 600,000 en 1877, se sont élevées à près d'un million.

l'ombre, des masses énormes qu'elles peuvent mettre en mouvement quand elles le voudront et c'est là qu'est le danger. La *Correspondance provinciale*, dont on connaît le caractère semi-officiel, a très-exactement défini cette situation dans un article important qu'elle écrivait en septembre 1876.

« Il faut, y est-il dit, ne considérer le nombre de membres sociétaires et contribuables que comme le noyau autour duquel se rassemblent, au premier appel, les forces militantes du parti socialiste démocrate. Sous le rapport de l'activité des chefs et de l'obéissance des masses, ce parti l'emporte sur tous les autres. Si l'armée permanente du socialisme présente déjà un chiffre qui ne laisse pas d'être considérable, on a lieu d'en conclure que le parti, quand une levée générale en est faite, dans un but d'élection ou d'agitation, peut peser d'un grand poids dans la balance des événements. »

C'est ce que disait, à son tour, peu de temps auparavant, un des principaux organes du socialisme allemand, le *Social Demokrat*, à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de Ferdinand Lassalle qui fut, en 1862, le fondateur de ce redoutable parti et dont nous dirons plus loin les idées et les travaux. Le 12 avril 1876, ce journal constatait avec fierté que « le mouvement socialiste inauguré, avec peine, treize ans auparavant, suivait son cours à pleines voiles. Il n'y a pas seulement, ajoutait-il, quelques milliers mais bien des centaines de mille ouvriers en Allemagne qui se tiennent debout sous le drapeau que

Lassalle a dégagé de la pourriture du progressisme et élevé aux yeux de tous; et, malgré la haine furibonde des ennemis du socialisme, les masses enflammées se serrent autour de cet étendard. »

Ces paroles montrent à la fois la force et la confiance des socialistes. Ils ont maintenant forcé l'entrée du Reichstag et leurs représentants y font entendre la voix menaçante de leurs revendications. Si ce n'est pas encore un parti puissant au parlement, c'est un mouvement grave auquel il faut faire attention, car il monte comme une marée qui finit bientôt par tout submerger.

Quant au programme du parti, c'est celui des radicaux de tous les pays. C'est par la révolution, la destruction de tous les trônes et de tous les autels, qu'il entend procéder en Allemagne comme partout ailleurs

Les socialistes sont les ennemis de la société, mais ce sont aussi les ennemis de l'empire; en tout cas ce sont les implacables adversaires de M. de Bismarck. Une affiche démocratique posée à Francfort lors des élections de 1877, après avoir fait le tableau de la misère générale qui a suivi les illusions produites par le mirage des milliards, ajoute : « Mon pauvre Michel [1], tu avais rêvé que tu étais devenu riche tout à coup; quelle illusion! Si tu ne veux pas être ruiné à fond, je ne sais qu'un remède; ne vote

1. Michel est, en Allemagne, le nom du peuple, comme Jonathan en Amérique, comme John Bull en Angleterre et Jacques Bonhomme en France.

pas pour les adorateurs serviles de Bismarck ! »

Il nous suffit de définir ici, par ses traits généraux, le socialisme allemand. C'est un parti qu'il importe d'étudier plus profondément dans ses doctrines et dans son organisation. Nous en ferons l'objet d'un examen spécial.

VII

Le parti catholique, que le chancelier nomme l'*Internationale noire* par opposition au socialisme qu'il appelle l'*Internationale rouge*, a fait bien plus de progrès que le parti révolutionnaire. Il n'occupait, en 1871 qu'une cinquantaine de siéges au Reichstag; en 1874, il en a occupé plus de 90, et la Bavière qui, en 1871, n'avait élu que 16 cléricaux sur 48 députés, en a envoyé 32 en 1874. En 1877, les catholiques étaient près de cent au parlement. En 1878, leurs députés ont été généralement réélus.

Si on calcule le nombre d'électeurs qui leur ont donné leurs suffrages en 1877, ils contrebalancent presque, dans le pays, les nationaux libéraux. La statistique officielle attribue, en effet, aux candidats de ce dernier parti 1, 594, 142 voix, tandis que le parti du centre, généralement catholique, en a obtenu 1,416,803. C'est le résultat naturel des poursuites dont l'Église est l'objet et qui groupent autour du clergé catholique beaucoup de sympathies qu'il n'avait pas auparavant. En étudiant plus loin la question religieuse en Allemagne,

nous constaterons à quel point M. de Bismarck a rendu le clergé populaire en le persécutant et combien cette attitude aussi impuissante qu'impolitique a accru la force du cléricalisme allemand.

Le programme des catholiques est tout tracé par leur situation. La persécution exercée contre eux en a fait des ennemis personnels du chancelier et même des ennemis de l'empire. Ils n'étaient pas cela à l'origine. Lors de la guerre de 1870 on se rappelle les manifestations et la brochure retentissante de l'archevêque de Mayence, Mgr. Ketteler, en faveur de l'unité germanique. Depuis ils ont bien changé. Ils appuient tous les particularismes. En Bavière, ils s'appellent le parti patriote ; mais leur but est bien autrement important que de sauvegarder les autonomies locales. Ils sont l'armée de la papauté contre l'empire protestant.

Le parti catholique est, après le parti national libéral, le plus nombreux et le plus considérable du Reichstag. Les membres qui le représentent sont une élite sociale où figurent de hauts dignitaires de l'Église et même de la cour, des seigneurs de vieille souche, des propriétaires de terres nobles, des magistrats éminents. A sa tête sont M. Windthorst, orateur éloquent et spirituel, M. Mallinkrodt et le docteur Reichensperger qui a publié, il y a deux ans, un opuscule intéressant où il examine à quelles conditions pourrait se faire une transaction entre l'Église et l'État. Nous nous bornerons en ce moment à ces indications sommaires sur la situation et l'attitude de cette

importante fraction du parlement. La lutte religieuse qui, depuis cinq ans, agite et passionne l'Allemagne, est une de ces grosses questions qu'il faut approfondir, de même que celles qui touchent au socialisme, car la paix et l'avenir de l'empire y sont engagés.

VIII

Le particularisme est aujourd'hui à peine représenté au Reichstag. Les particularistes politiques ont, en effet généralement échoué dans les dernières luttes électorales. La Bavière, qui était leur plus forte citadelle, nomme à présent des ultramontains. En Wurtemberg, en Saxe, à Bade, dans la Hesse, le parti autonomiste proprement dit est à peine visible. Le Hanovre semble s'être résigné à l'annexion, car sur quinze députés, il n'a élu que six « guelfes ». Il n'y a guère que Francfort qui résiste toujours à l'unité. Dans les élections de 1877, les particularistes obstinés n'ont réuni que 112, 496 voix; ce nombre a diminué en 1878.

Cependant ce serait une illusion de croire que le particularisme a abdiqué. M. de Bismarck disait au Reichstag, en mars 1877, dans le discours que nous avons cité plus haut : « Le particularisme est resté très-puissant, il a même gagné du terrain depuis la paix. » Les oppositions locales subsistent donc toujours, seulement elles ont changé de caractère.

Ainsi le parti catholique a absorbé beaucoup d'éléments particularistes hostiles à la politique de l'em-

pire. Tous les autres partis en contiennent également un certain nombre qui, enrôlés sous un drapeau plus général, gardent cependant, dans l'armée dont ils font partie, leur drapeau spécial et leur esprit particulier.

Il y a donc là moins un amoindrissement qu'une transformation. M. de Bismarck a eu raison de dire que ce particularisme est devenu peut-être plus dangereux, car il a ajouté la force des passions libérales, religieuses et socialistes à celle du patriotisme local.

Le vrai particularisme n'existe plus que parmi les Polonais qui comptent treize députés au Reichstag ; les Danois qui n'en comptent qu'un, et les Alsaciens-Lorrains qui nomment quinze représentants. Encore ne peut-on les appeler des particularistes. C'est le parti de la protestation contre les annexions violentes. Rien n'a pu vaincre jusqu'à ce jour l'ardent patriotisme de la Pologne. Ses députés à la chambre prussienne, comme au Reichstag allemand, ne cessent de faire entendre la voix de leurs revendications nationales. Ils sont intimement unis au parti catholique de l'assemblée, avec lequel les solidarise l'identité de leur foi religieuse. Le député danois, à son tour, proteste énergiquement, dans chaque session, contre l'incorporation arbitraire de son pays à la Prusse. Quant aux représentants de l'Alsace-Lorraine, il s'est fait parmi eux une scission sur laquelle nous aurons lieu d'insister en appréciant la situation de ces deux chères provinces arrachées à la France vaincue. Une partie est res-

tée inflexible dans sa protestation contre la force triomphante ; l'autre partie, acceptant le fait accompli, a pensé qu'il valait mieux travailler à améliorer l'état actuel des choses et élargir peu à peu les droits et les institutions du pays annexé, au lieu de s'immobiliser dans une résistance stérile. Ce qu'elle demande, c'est l'autonomie et, sous ce rapport, son opposition est essentiellement particulariste.

Le particularisme prussien, celui que M. de Bismarck considère comme le plus redoutable, forme une sorte de centre droit, moitié libéral, moitié réactionnaire ; qui se distingue plus spécialement sous le nom générique de *Parti de l'empire*. Il comprend une trentaine de membres presque tous prussiens. Un certain nombre d'entre eux votent quelquefois avec le parti national libéral dont ils partagent certaines doctrines constitutionnelles et économiques. On les nomme le *parti libéral de l'empire*. Ils n'étaient représentés que par 37 députés et n'avaient obtenu aux élections de 1877 que 426, 468 suffrages ; en 1878 leur nombre s'est accru ; ils ont fait élire 50 de leurs membres.

IX

Les conservateurs intransigeants sont à l'extrême droite. On les désigne sous le nom de *parti conservateur*. Ils ont la prétention d'être seuls les défenseurs du principe d'autorité sans lequel les États sont le jouet du principe révolutionnaire. C'est le vieux parti

féodal, qui ne reconnaît d'autre souveraineté que celle du droit divin incarnée dans la monarchie, et pour qui toute doctrine démocratique n'est qu'une monstrueuse hérésie. Il compte environ quarante membres, tous Prussiens, élus par les plus vieilles provinces. M. de Moltke siége parmi eux. Tous sont épouvantés des concessions que M. de Bismarck a faites aux hommes qu'il combattait si énergiquement en 1848 et en 1864 lors du conflit sur l'armée. Ils ne se soumettent que parce qu'on leur dit que c'est la volonté de l'empereur et que cette raison est pour eux décisive. Mais c'est parmi eux que le chancelier trouve, dans les intrigues de la cour, ses principaux adversaires. Du reste ils ne perdent aucune occasion de défendre les institutions antiques. Vain effort! Leur influence est aussi nulle dans le parlement que dans le pays.

Si nous signalons enfin quelques députés isolés qui ne se rattachent à aucun parti déterminé et qu'on appelle « les sauvages » *Wilden*, nous aurons parcouru tout le cercle des divers groupes politiques du Reichstag. Les *Wilden* sont en très-petit nombre, une trentaine tout au plus; ils votent suivant l'inspiration du moment; mais, comme ils gardent une attitude absolument individuelle et ne se rattachent pas les uns aux autres, ce sont de simples unités qui ne jouent pas même le rôle d'appoint dans les délibérations.

X

Cette analyse des diverses fractions du Reichstag justifie ce que nous avons dit en commençant. Il n'y a, dans tous ces partis divisés par tant de questions graves, ni les éléments d'une majorité gouvernementale ni ceux d'une majorité opposante.

M. de Bismarck a, jusqu'ici, manœuvré habilement au milieu de ces divisions qui ne sont pas sans utilité pour sa politique et, grâce à son prestige personnel, il a maintenu assez bien l'équilibre entre ces forces contraires. Mais, son pouvoir lui-même est plus négatif qu'effectif. Il annule la puissance de l'opposition ; il ne constitue pas la puissance du gouvernement. Il est en désaccord sur trop de points avec chaque parti pour pouvoir y trouver des alliés permanents ni être lui-même leur allié fidèle. Il n'a dès lors dans l'assemblée que des concours d'occasion qui le servent un jour et peuvent le trahir le lendemain.

La grande difficulté pour former une majorité gouvernementale, c'est que M. de Bismarck n'entend jamais se donner à aucun parti et qu'il veut, au contraire, que les partis se donnent à lui sans conditions. Lors de la formation du nouveau « parti conservateur allemand », la *Correspondance provinciale*, organe avoué du chancelier, a exprimé cette prétention de façon à ne laisser de doute à personne. « Vous avez, disait-elle en substance aux fondateurs de ce

parti, des principes qui, sur plus d'un point, s'accordent avec les nôtres. Les libéraux aussi ont quelquefois du bon, et ils seraient tout à fait nos hommes s'ils rompaient sans retour avec les progressistes nos ennemis. Nous n'avons pas de préjugés ; nous n'avons que des intérêts. Il nous importe peu qu'on soit libéral ou conservateur. L'essentiel est qu'on entre dans nos vues et qu'on ne nous fasse jamais d'opposition.

Ces mots peignent admirablement le caractère et la politique de M. de Bismarck : absence complète de principes et tempérament césarien. *Omnia pro dominatione*. Prêt à tout, accessible à tous, pourvu qu'on lui donne le succès. Indifférent aux doctrines et aux moyens, pourvu que le but soit atteint. Se servant de tous les partis, sans s'inféoder à aucun, pourvu qu'ils soient dociles à sa volonté. Voilà l'homme, ou plutôt voilà le maître !

Or dans les conditions de la société contemporaine, quand l'écho de l'opinion publique répond si puissamment aux débats des assemblées et exerce tant d'influence sur les discussions parlementaires, il n'est pas toujours facile d'être le maître des partis ni d'asservir les hommes que le suffrage universel a chargés d'exprimer ses vœux et même ses passions. M. de Bismarck, malgré sa nature autocratique, a l'esprit trop moderne pour ne pas le comprendre. Aussi s'il ne se donne en entier à aucun parti, il se donne cependant un peu à chacun d'eux, de manière à les attirer en les récompensant de leur appui momen-

tané par certaines concessions de détail, et à les retenir par l'espérance où il les laisse qu'ils pourront l'entraîner plus loin. Toutefois il ne s'engage avec personne et s'efforce d'exercer en toute circonstance un arbitrage intéressé où il incline toujours vers celui qui lui demande le moins et lui offre le plus.

Il apparaît ainsi, dans la lutte des opinions, comme un éclectique qui n'en repousse aucune et se sert de toutes suivant l'intérêt du débat et pour la démonstration de la thèse qu'il a à soutenir. C'est ainsi qu'il est tour à tour un libéral, un conservateur, un économiste, un financier d'occasion. Il n'a qu'une pensée fixe : arriver à ses fins par une voie ou par une autre. Sa politique n'est ni allemande ni prussienne, ni unitaire ni particulariste, ni parlementaire ni autoritaire, ni monarchique ni démocratique ; elle est Bismarckienne.

Jusques à quand peut durer cette situation précaire que la puissante personnalité du chancelier ne domine qu'en s'y usant ? Dans tout autre État, la crise aurait depuis longtemps éclaté et pris de redoutables proportions. Les partis en Allemagne sont tacitement d'accord pour l'ajourner, car tous reconnaissent que M. de Bismarck est l'homme indispensable et aucun ne veut le renverser. Mais est-ce cependant un état normal et la sagesse ne devrait-elle pas conseiller de ne pas laisser tant de place aux hasards d'un

mouvement d'opinion ou d'une lutte parlementaire ?

Ce qu'il y a surtout à remarquer dans les dispositions des partis, c'est que tout le monde, même le gouvernement, veut réformer ce qui existe et agit à sa manière pour modifier, plus ou moins profondément, la constitution de l'empire. Cette constitution fonctionne depuis sept ans à peine et déjà ses vices, ses lacunes, ses contradictions se révèlent avec tant d'évidence que personne ne la défend, tandis qu'elle est attaquée de toute part. Le pouvoir n'y trouve pas la force d'autorité dont il aurait besoin pour gouverner la confédération impériale et dominer les partis. Les États confédérés n'y trouvent pas la force de résistance dont ils auraient besoin pour sauvegarder leur autonomie. Le parlement n'y trouve pas la force d'impulsion dont il aurait besoin pour faire prévaloir les vœux de la nation et fonder la liberté. A droite, à gauche, au centre, parmi les conservateurs, parmi les libéraux et parmi les radicaux, aussi bien que dans les régions officielles, on cherche incessamment le moyen de sortir du régime actuel et d'établir un nouvel ordre des choses.

Ce changement que toutes les fractions politiques désirent, bien entendu dans le sens de leurs idées, se fera-t-il pacifiquement ou violemment ? Le chancelier en prendra-t-il l'initiative ou laissera-t-il ce périlleux problème à ses successeurs ? Aura-t-il d'ailleurs des successeurs. Dans la session de 1877, un des orateurs du Reichstag le suppliait de se ménager et de

former des disciples capables de continuer son œuvre s'il vient à disparaître avant de l'avoir terminée. Mais est-ce que de pareils hommes peuvent avoir des héritiers ? Deux Bismarck dans un même siècle ! L'Allemagne ne peut l'espérer ni l'Europe le désirer !

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA QUESTION RELIGIEUSE ET LE CULTURKAMPF.

I

Le conflit qui a mis aux prises, en Allemagne, l'Église et l'État, n'est qu'un incident de la crise que subit le catholicisme dans le monde entier ; mais, nulle part, l'influence que cette crise peut exercer sur les rapports des grandes puissances, et les dangers qu'elle fait courir à la paix européenne, n'ont apparu avec plus de clarté.

Il n'entre pas dans l'objet de cette étude d'examiner comment le combat s'est engagé entre la papauté et la société moderne. Depuis l'époque où Luther, il y a déjà trois siècles, condamna le pontificat romain, tout dans l'humanité a marché d'un pas inflexible vers l'exécution de l'arrêt prononcé par le moine de Wittemberg. L'Italie, en s'emparant violemment de Rome et en détruisant le pouvoir temporel du Saint-Siége, a porté le coup fatal à un édifice profondément ébranlé et qui, pour s'écrouler, n'attendait plus qu'une dernière

secousse. Nous ne jugeons pas le procédé en lui-même. Il appartient à la famille des annexions brutales que notre temps a empruntées aux pratiques des âges barbares. Le pape a été dépouillé de ses États par un abus de la force et cette spoliation n'est pas plus légitime que toutes celles qui se sont accomplies autour de nous; mais ce qui importe ce n'est pas la moralité du fait, — de moralité il n'y en a point, — c'est sa matérialité. Or, il est impossible de méconnaître que la crise suprême où s'agite aujourd'hui l'Église Romaine, n'est que la résultante d'une foule de causes de destruction qui, par le protestantisme, par la philosophie du XVIII^e^ siècle, par la révolution de 89, par la liberté de conscience, par la constitution universelle de l'État laïque, et, surtout, par les fautes multipliées de la papauté elle-même, ont creusé peu à peu l'abîme entre le catholicisme et l'esprit nouveau.

Devant les périls qui la menacent, l'Église a accepté la lutte avec une énergie qui serait héroïque si elle pouvait triompher; mais le peut-elle? N'est-il pas évident, au contraire, que, ne voulant pas plus se réformer au XIX^e^ siècle qu'au XVI^e^, refusant de faire aucune concession, obstinée dans ses anciennes doctrines, de plus en plus éloignée de la voie où les principes libéraux poussent les peuples, environnée d'ailleurs d'ennemis redoutables, l'Église catholique s'avance chaque jour vers une catastrophe?

La cour de Rome n'a rien fait pour détourner l'orage; elle a tout fait, au contraire, pour le provoquer. Elle a jeté à ses adversaires les défis les plus auda-

cieux et les plus imprudents. La proclamation du *Syllabus*, la consécration des dogmes de l'Immaculée Conception et de l'Infaillibilité, les encycliques irritées et les incessants discours où Pie IX anathématisait tout ce que notre société s'est habituée à regarder comme le droit, la justice, le progrès et la vraie civilisation, tout a concouru à donner de nouvelles forces aux ennemis du catholicisme romain et à décourager ses amis. Désormais le conflit est arrivé à sa période la plus aiguë. Le moment approche où le problème qu'il a posé au monde devra nécessairement se résoudre.

Je crois sincèrement que la solution ne peut s'en trouver que dans la séparation de l'Église et de l'État, dont l'Évangile lui-même a proclamé le principe par ces paroles mémorables : « Rendez à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. » Tous les autres systèmes successivement pratiqués n'ont produit que de mauvais effets. L'Église et l'État ont toujours voulu s'asservir réciproquement et la société a été profondément troublée de leurs luttes. Les empiétements du pouvoir religieux sur le pouvoir civil n'ont abouti qu'à l'oppression des peuples et des rois. Les empiétements du pouvoir civil sur le pouvoir religieux n'ont abouti qu'à l'oppression des consciences et à la persécution de l'Église. La solidarité du Trône et de l'Autel les a précipités l'un et l'autre dans un commun désastre. L'alliance qu'on a cru cimenter par les concordats n'a été qu'un leurre ; l'antagonisme, pour être latent, n'en a pas été moins irréconciliable

et l'ultramontanisme, c'est-à-dire l'influence de la curie romaine sur tous les clergés, en est devenu plus puissant. Il ne reste plus qu'à demander à la séparation et à l'indépendance absolue des deux pouvoirs, chacun dans son domaine, ce que ni l'union ni la guerre n'ont pu obtenir.

II

La lutte est partout engagée à la fois; mais, en France et en Allemagne, la question a pris un caractère beaucoup plus politique que confessionnel, et c'est ce qui en fait le danger plus qu'en aucun autre pays.

Il faut voir le fond des choses et ne pas se payer de vains mots. La liberté de conscience n'a rien à faire dans le débat. Personne en France, ni même en Allemagne, ne songe à porter atteinte aux droits du culte catholique devant la loi. L'Église y trouve, dans le respect des populations et dans la faveur du gouvernement, des garanties et des avantages que n'obtiennent certainement pas, au même degré, les autres religions. Ce n'est donc pas pour obtenir la garantie de ses croyances religieuses que le parti clérical a soutenu avec tant de passion une véritable guerre sainte.

La vraie cause la voici.

Depuis que le pape a été dépouillé de ses États, le parti catholique n'a plus eu d'autre objectif que de les lui reconquérir. Depuis lors, il cherche un champion

qui veuille mettre son épée au service du Saint-Siége. Il sait bien que ce n'est point par la seule force des idées qu'on peut rétablir le pouvoir temporel; il ne compte, au contraire, que sur la force des armes. Or, la nouvelle croisade qu'il s'agit d'entreprendre est difficile. Pour reconstituer le patrimoine de saint Pierre sous l'autorité du Souverain Pontife, il faut défaire l'Italie. Œuvre dangereuse, car l'Italie est puissante et elle se fortifie de jour en jour. En outre elle s'appuie sur un allié formidable qui est l'empire d'Allemagne. Tout effort destiné à rendre au pape sa puissance et son territoire, trouvera donc, pour le combattre, l'Italie et l'Allemagne unies. Il n'y a pas d'illusion à se faire à cet égard et le parti clérical ne s'en fait point. La papauté ne peut se relever qu'en marchant sur le corps de l'Allemagne et de l'Italie. Celle-ci est l'ennemi politique, mais l'autre est, de plus, l'ennemi religieux. L'unité allemande, c'est l'empire protestant, expression définitive de la victoire de Luther sur le sacerdoce romain; c'est la suprématie d'une grande puissance protestante en Europe. Voilà les deux redoutables adversaires de l'Église. Où sont ses vengeurs?

Depuis près de quinze ans elle les cherche; surtout, depuis cinq ans. En jetant les yeux autour d'elle sur toutes les nations catholiques, elle n'a vu que la France sur qui elle crût pouvoir fonder quelque espoir.

Bien que les premiers coups portés au Saint-Siége l'eussent été par la politique française, véritable cause de la guerre de 1859, cependant, le gouvernement

impérial s'était arrêté après Villafranca. Il avait même paru vouloir sauvegarder, dans une certaine mesure, les droits de la papauté, en proposant de faire de l'Italie une fédération dont le Saint Père devait avoir la présidence d'honneur. Grâce aux influences de toute sorte dont le clergé dispose dans les hautes régions sociales, on pouvait penser que la cour des Tuileries n'abandonnerait pas Pie IX et tiendrait à justifier encore son titre ancien de fille aînée de l'Église. La France est, après l'Espagne, le pays où les corporations religieuses sont le plus puissamment organisées et le mieux en mesure d'agir sur les pouvoirs publics et sur les populations. La nouvelle croisade qu'on méditait contre les spoliateurs du Saint-Siége, pouvait, comme aux jours de Pierre l'Hermite, y soulever un grand élan d'opinion de nature à entraîner le gouvernement. Du reste on n'avait pas le choix. L'Autriche était brisée par ses défaites ; l'Espagne, sans influence en Europe et aux prises avec les difficultés intérieures les plus graves; la Belgique et la Bavière, trop faibles ; il ne restait que la France. La cour de Rome n'a pas hésité à en faire son champ de manœuvres, dans l'espérance d'en faire plus tard son instrument.

III

Le premier besoin, à cet effet, était de mettre une grande unité dans le langage et dans la conduite du clergé français. Il y avait, aux divers degrés de la

hiérarchie ecclésiastique, même dans les rangs les plus élevés, un vieux levain de gallicanisme qu'il fallait avant tout faire disparaître, afin que la milice de l'autel, bien disciplinée, marchât désormais comme un seul homme dans la voie tracée par la curie romaine. Le concile œcuménique de Rome eut surtout cet objet en vue. A ce moment toutes les protestations se sont tues, tous les opinions se sont soumises dans l'intérêt supérieur de la défense de la papauté ; l'Église s'est faite unanimement romaine et ce qu'on appelle « l'ultramontanisme » c'est-à-dire la soumission absolue de tous les clergés aux impulsions venues de Rome, a triomphé sans réserve.

Tous les fils de l'immense réseau qu'il s'agissait d'étendre sur le monde se trouvant ainsi réunis dans la main du pontife romain, la campagne ultramontaine fut ouverte partout en même temps, mais surtout en France, choisie comme le terrain le plus favorable pour engager cette lutte décisive.

On sait de quelles immenses ressources dispose le parti clérical et quelle influence ostensible ou mystérieuse il exerce dans toutes les régions de la vie publique et privée. Il fit jouer aussitôt tous les ressorts imaginables : intrigues de cour ; intervention habile dans le foyer de famille ; prédications ardentes ; manifestations religieuses de nature à impressionner les esprits ; pèlerinages ; vaste souscription du denier de saint Pierre ; enfin faits surnaturels habilement exploités pour mêler l'autorité du miracle aux revendications de l'Église.

Malgré tous ces efforts, l'empereur était trop engagé avec l'Italie pour consentir jamais à reprendre les armes contre son allié de 1859; mais c'est certainement à l'action souterraine de l'ultramontanisme et aux concours puissants qu'il trouva dans l'entourage de Napoléon III, que sont dues l'indécision et la contradiction fatales qui ont marqué, faussé et compromis, de 1860 à 1870, la politique extérieure de notre pays.

Les terribles événements de 1870, loin de décourager l'ultramontanisme, lui ont donné de nouvelles espérances et une plus vive impulsion. L'avénement même de la République, qui semblait devoir lui susciter de grands obstacles, lui a permis de lier à sa cause les conservateurs qu'il effrayait par les progrès du radicalisme, et les partis monarchiques auxquels il promettait l'appui de ses influences secrètes. En même temps, exploitant habilement les ressentiments si naturels de la France contre ses vainqueurs, il tâchait de faire du patriotisme blessé l'auxiliaire de ses desseins.

L'Allemagne, en effet, n'était plus seulement l'alliée de l'Italie pour combattre et opprimer le Saint-Siége; c'était l'ennemi cruel qui avait brisé et mutilé notre patrie. Jamais occasion plus favorable ne s'était présentée pour unir indissolublement la cause de la France à celle de la papauté. Heureusement que l'ultramontanisme s'est trompé sur les sentiments de notre pays et sur sa propre puissance. Nous pourrions sans doute faire, un jour, une guerre de revanche et

d'équilibre européen, mais une guerre cléricale, jamais.

IV

La France est peut-être, en réalité, la moins cléricale des puissances catholiques, et c'est la méconnaître étrangement que de croire qu'elle puisse jamais aller en guerre sous la bannière de l'ultramontanisme. La France de Descartes, de Voltaire et de la Révolution, la France même de Louis XIV et de Bossuet peut-elle s'enrôler sous les drapeaux du *Syllabus?* Ce n'est que chez elle qu'on trouve l'État laïque organisé dans sa plus large expression et la tolérance religieuse pratiquée sans réserve. Le parti ultramontain n'y est qu'une faible minorité, sans action sérieuse sur la société démocratique de notre temps. On l'a bien vu lors des élections de 1876 où le vote des populations a vraiment porté sur la question cléricale? On l'a vu, de nouveau, dans le scrutin du 14 octobre 1877, où tous les évêques ont fait mouvoir en faveur de la réaction toutes les forces dont l'Église peut disposer. A cette double épreuve l'échec du cléricalisme a été aussi éclatant qu'il est significatif. Comment pourrait-il espérer, dès lors, pousser la France dans une croisade en sa faveur?

Y engager le gouvernement contre le vœu du pays? C'est impossible. Le gouvernement n'a plus aujourd'hui le droit de déclarer la guerre sans l'appro-

bation des Chambres; or, il y a là une majorité anticléricale qui ne se laissera jamais entamer pour soutenir la cause du pouvoir temporel. Mais, est-il même quelqu'un dans les conseils de l'État qui veuille jouer encore dans une telle aventure la fortune de la France? Ceux qui nous gouvernent savent que, s'ils secondaient les vues de l'ultramontanisme, ils auraient contre eux non-seulement deux ennemis formidables, l'Allemagne et l'Italie, mais le blâme de l'Europe entière et le soulèvement de l'opinion. Pour une aussi folle entreprise, la France se trouverait encore plus isolée qu'elle ne l'a été en 1870, sans compter les passions révolutionnaires qui se déchaîneraient à l'intérieur

On se ferait d'ailleurs chez nous la plus lamentable illusion si l'on pouvait spéculer sur le concours des catholiques d'Allemagne. S'ils sont les adversaires résolus de la politique de M. de Bismarck, s'il en est même qui soient ennemis de l'empire, tous sont cependant Allemands de cœur. Nous avons fait, en 1870, la rude expérience de leur patriotisme ; nous la ferions encore et de la même façon si nous étions assez imprudents pour la tenter.

On entend aujourd'hui de profonds politiques prétendre que la France doit reprendre, mais à rebours, la tradition de François Ier, d'Henri IV et de Richelieu, et chercher parmi les catholiques d'Allemagne un appui analogue à celui que les protestants ont donné à la politique de ces deux rois et à celle du

grand cardinal; mais que les temps et les choses sont autres! Le protestantisme était dans toute la force de sa croissance et les protestants avaient de puissantes armées. Où est l'armée des catholiques allemands? Où est le souverain guerrier prêt à se mettre à leur tête? Où est le Gustave-Adolphe du catholicisme? Il est possible que les violents du parti ultramontain aient cherché quelquefois à entraîner notre pays à des démonstrations compromettantes en faveur du pouvoir temporel, mais il faut reconnaître à la louange de tous les hommes d'État qui ont dirigé tour à tour notre politique extérieure, qu'ils ont toujours empêché cette agitation imprudente de troubler nos rapports avec les puissances étrangères. S'ils ont dû respecter chez nous la liberté des opinions, ils ont montré une fermeté légitime contre toute manifestation inopportune et rappelé nos prélats aux devoirs de leur situation chaque fois qu'un zèle excessif les a emportés au delà d'une sage réserve.

Rendons d'ailleurs justice à l'Épiscopat français; à de rares exceptions près, il a su se modérer quand on a fait appel à son patriotisme et quand on lui a fait comprendre que ses bruyantes revendications, en excitant des passions plus funestes qu'utiles pour l'Église elle-même, fournissaient à nos ennemis le moyen de nous chercher encore quelque mauvaise querelle.

V

En Allemagne, en effet, la politique religieuse du chancelier est bien moins une lutte confessionnelle qu'une habile stratégie. C'est surtout contre la France qu'elle a été dirigée, en même temps qu'elle était une arme de combat contre le particularisme à l'intérieur.

On a attribué bien des causes à la guerre implacable que M. de Bismarck a déclarée au catholicisme allemand. Ceux qui recherchent dans les infiniment petits la raison première des grands événements, ont été jusqu'à dire que le chancelier n'a poursuivi et opprimé l'Église que parce que M. Windthorst, chef du parti catholique, lui déplaît souverainement et l'agace par ses perpétuelles attaques. Si cette puérilité n'avait pas été écrite, nous n'oserions même pas la rapporter. C'est faire une étrange injure au chancelier que de lui prêter de pareils motifs.

D'autres insinuent méchamment que le conflit ecclésiastique a eu des causes plus scandaleuses. La campagne contre l'Église n'aurait été qu'une manœuvre pour détourner l'attention des tripotages financiers qui ont si vivement ému l'opinion en 1872. M. de Bismarck, cédant aux conseils des chefs du parti libéral, dont les amis étaient plus ou moins compromis dans les exploits des mercadets allemands, aurait livré en pâture à leurs représailles le parti catholique

qui s'était constitué devant la conscience publique leur dénonciateur et leur adversaire incorruptible [1]. Mais ce sont également des calomnies gratuites contre lesquelles protestent le caractère et l'honorabilité incontestable de M. de Bismarck.

Un homme d'État de sa valeur ne déchaîne pas et ne brave pas les passions religieuses, les plus dangereuses de toutes, sur d'aussi misérables prétextes. Il faut chercher plus haut les mobiles réels de sa conduite.

M. de Bismarck combat dans l'ultramontanisme un ennemi politique et, sous ce rapport, il est évident qu'il ne se trompe pas.

En 1871, personne ne prévoyait encore le conflit. Les catholiques de toute l'Allemagne avaient rivalisé de patriotisme avec les protestants pour combattre notre pays que l'on appelait « l'ennemi héréditaire ». Les évêques eux-mêmes faisaient écho au sentiment national [2]. Bien plus, après la défaite de la France, on nourrissait au Vatican l'espoir que Guillaume Ier allait prendre en mains la cause du pape et lui faire restituer son pouvoir temporel [3]. Le Saint-Siége entretenait à Berlin les meilleures relations. Depuis plus de vingt ans l'Église catholique était traitée en Prusse avec une bienveillance qui avait, plus d'une fois, ex-

1. *Politische Gründer und die Corruption in Deutschland*, von Dr Rudolf Mayer, Leipzig 1877.

2. Nous avons rappelé plus haut la brochure publiée en 1871 par M. Ketteler, archevêque de Mayence, intitulée : *les Catholiques dans l'empire allemand.*

3. G. Valbert, *la Politique confessionnelle en Allemagne et en France*. Revue des Deux Mondes du 1er juin 1877.

cité la jalousie de l'Église Évangélique. La paix confessionnelle semblait donc ne courir aucun danger.

M. de Bismarck, qui est assez tiède en matière de croyances et de pratiques religieuses [1], écrivait à M. d'Arnim en 1869 que « la politique prussienne en matière ecclésiastique avait pour règle d'assurer aux Églises une entière liberté dans les questions de doctrine et de culte, tout en s'opposant résolûment à tout empiétement qu'elles pourraient faire sur le domaine de l'État. » Le 4 février 1874, il rappelait devant la chambre des députés cette ancienne politique et disait, non sans raison, aux catholiques de l'assemblée : « Pendant une période de vingt années, vous avez eu la paix telle que vous l'entendez, c'est-à-dire qu'on vous a permis d'exercer la domination la plus absolue et de placer vos avant-postes jusque dans le ministère lui-même. »

Qu'est-ce donc qui a rompu cette paix ? D'un côté, les manifestations imprudentes de l'ultramontanisme ; de l'autre, les combinaisons de la politique intérieure et extérieure du chancelier.

VI

On compte environ quatorze millions de catholiques en Allemagne, c'est dire la force que le clergé pou-

1. Dans une lettre à M. André de Roman en 1865, M. de Bismarck excuse d'être peu pratiquant à cause de ses travaux et avoue qu'il est du grand nombre de pécheurs à qui manque la gloire de Dieu.

vait trouver dans l'esprit des populations. Lorsqu'il fut visible que l'empire d'Allemagne ne ferait rien en faveur du Pontife romain et lorsque l'ultramontanisme eut fait de la France le centre de son action, il est hors de doute que le clergé allemand prit une allure nettement hostile à l'unité. Il favorisa partout, naturellement en Bavière plus qu'ailleurs, les tendances particularistes; il se solidarisa étroitement en Alsace-Lorraine avec le parti de la protestation; il appuya au Reichstag les revendications de la Pologne et du Danemark et s'allia ainsi généralement avec tous les adversaires de l'empire. On peut l'approuver de s'être constitué ainsi le défenseur du droit des États et des peuples contre les annexions violentes et les absorptions déguisées, ou le blâmer d'avoir mêlé la religion aux luttes politiques, mais il serait difficile de nier le fait. Or, l'histoire est tenue de voir les choses telles qu'elles sont. M. de Bismarck, toujours aux aguets des fautes que peuvent commettre ses ennemis, dénonça énergiquement cette attitude à la chambre des seigneurs de Prusse dans la session de 1872. « La paix religieuse, dit-il, commença à être troublée après la guerre d'Autriche, après que la puissance qui était en Allemagne le boulevard de l'influence romaine eut succombé et lorsque l'avenir d'un empire évangélique se dessina clairement à l'horizon de l'Allemagne. On perdit toute tranquillité, lorsque la seconde puissance catholique en Europe eut suivi le même chemin que la précédente et que l'Allemagne devint la première puissance militaire, pour

le moment et, si Dieu veut, pour longtemps. »

Presque à la même époque, le 14 mai 1872, il écrivait à M. le comte d'Arnim, dans une dépêche confidentielle que « les décisions du dernier concile avaient eu pour effet de substituer partout le pouvoir pontifical à la juridiction épiscopale ; que les évêques n'étaient plus que des instruments, des agents, sans responsabilité propre ; qu'ils étaient devenus, à l'égard des gouvernements, les fonctionnaires d'un souverain qui, en vertu de son infaillibilité, est un monarque absolu, plus absolu qu'aucun monarque de la terre. »

Le 17 décembre 1873, il accentuait cette pensée devant la chambre des députés en ces termes : « C'est une situation fort grave que nous a faite le concile du Vatican. Désormais nous ne pouvons édicter aucune loi sans qu'elle ait reçu l'approbation du pape, ou du moins nous n'aurons pas le droit d'édicter une loi que le pape a condamnée. Cette situation n'est possible que dans l'État clérical, et on se propose d'étendre le système de l'État clérical à l'univers entier. » — « Si le conflit a éclaté, disait-il un autre jour à la même assemblée, prenez-vous-en à l'action, non de l'Église catholique, mais du parti qui gouverne aujourd'hui cette Église et qui prétend soumettre la société moderne à sa domination. Ce parti a inauguré une politique attentatoire aux droits de l'État, et je ne pouvais, comme ministre, assumer la responsabilité d'une plus longue patience. »

La défense de l'État contre l'Église a donc été, d'après M. de Bismarck, la cause des rigueurs auxquelles il a eu recours. On ne saurait nier qu'il y a du vrai dans les craintes qu'il a manifestées. En Allemagne, comme partout ailleurs, l'Église catholique, poussée à la lutte par la crise de la papauté, jouissant d'une grande indépendance, exerçant une influence considérable sur l'enseignement, s'appuyant sur des couvents et des confréries chaque jour plus nombreuses, possédant des richesses qui s'augmentaient sans cesse et dirigée souverainement par les jésuites désormais tout-puissants à la curie romaine, menaçait de devenir pour l'État sinon un véritable péril, du moins un grave embarras [1].

Cependant un homme tel que le chancelier devait se sentir assez fort pour contenir l'ultramontanisme et le réprimer au besoin. Ce n'est pas seulement en Allemagne qu'agissait le parti clérical. En France, en Autriche, en Belgique, en Angleterre même, on l'a vu agiter bien autrement les esprits et chercher des soldats pour le combat de la foi. Dans ces divers pays, l'État est resté sur la défensive, se bornant à sauvegarder l'ordre intérieur et la paix extérieure. M. de Bismarck était bien plus puissamment armé pour résister à toute attaque ultramontaine dans un pays officiellement protestant où les sentiments des populations répondaient sans réserve aux intérêts du gouvernement. Pourquoi donc a-t-il pris si énergiquement l'offensive ?

1. J. H. von Kirchmann, *Der Cultkampf in Preussen und seine Bedenken.*

Pourquoi a-t-il engagé cette lutte violente qu'il a appelée « le combat de la civilisation » *der Culturkampf?* Est-ce bien la cause sacrée de la civilisation qu'il prétend défendre? Non! Écartons de vains prétextes. L'Allemagne n'est pas de ces nations chevaleresques qui se battent pour une idée, si généreuse qu'elle puisse être, et le puissant politique qui la dirige n'a pas de ces dévouements enthousiastes pour la défense des grands principes de liberté et de progrès.

VII

Le *Culturkampf* n'a été pour lui qu'un moyen diplomatique destiné à cacher et à servir ses projets au dedans et au dehors. La guerre qu'il a déclarée à l'Église est, en réalité, un mouvement stratégique de la guerre plus générale qu'il soutient contre le particularisme, en même temps qu'elle lui a procuré contre la France le prétexte et l'occasion possible d'un nouveau conflit s'il jugeait à propos de le faire naître.

Dans ce double but il a hautement dénoncé le parti ultramontain comme le complice de tous ceux qui combattent l'unité allemande et comme l'allié de l'ennemi héréditaire qui, vaincu à Sedan, aspirait à une revanche plus ou moins prochaine. « Je n'ai pas un instant de doute, disait-il dans la session de 1872, que la revanche désirée en France ne doive être préparée par des complications religieuses en Allemagne. On veut paralyser l'unité allemande. Une

partie influente du clergé catholique, dirigée par Rome, sert la politique française parce qu'à elle se lient des essais de restauration dans les États de l'Église. »

M. de Bismarck trouvait dans cette attitude le moyen de scinder en deux le parti particulariste dont les éléments libéraux se sont séparés des catholiques purs, ne voulant pas être confondus avec ceux que le gouvernement lui-même signalait à la réprobation des masses comme les ennemis de la patrie et de la civilisation moderne. Il satisfaisait aussi les nationaux libéraux dont les exigences le gênaient, en donnant un aliment à leur politique unitaire et à leurs passions antireligieuses. Enfin il excitait de nouveau les inquiétudes du pangermanisme en lui montrant l'alliance secrète de la France et de l'ultramontanisme comme un perpétuel danger.

En même temps, l'habile chancelier faisait comprendre aux protestants que la constitution de l'empire était la création d'un véritable État évangélique destiné à représenter partout et à faire triompher l'idée protestante contre les derniers efforts de la théocratie romaine. Il a ainsi doublé la force d'impulsion des passions nationales en y joignant celle des passions religieuses. Dès lors il lui a été facile de persuader au parlement et à l'opinion que c'était faire acte de patriotisme et de foi que d'enlever au cléricalisme toutes les armes dont il pouvait faire usage contre l'empire et contre l'unité germanique.

Il comptait bien, dans sa machiavélique prévoyance,

que le clergé accusé et persécuté se livrerait à des violences qui le compromettraient davantage ; que l'ultramontanisme, ayant fait de la France son principal champ de manœuvre, y provoquerait sans doute des mouvements d'opinion et, peut-être, des imprudences dont la diplomatie de Berlin ne manquerait pas de tirer des griefs plus ou moins fondés. D'autre part, cette politique avait l'avantage de faire de lui, du moins en apparence, le champion des idées libérales contre les principes réactionnaires du *Syllabus*, et des idées protestantes contre le pouvoir pontifical, de façon à grouper, sous la bannière du *Culturkampf*, tous les adversaires de la papauté, et à opposer à la coalition de l'ultramontanisme la coalition non moins puissante du protestantisme militant.

Voilà les vrais mobiles auxquels il a obéi ; voilà le plan redoutable qu'a couvert sa politique religieuse. Puis, une fois le but défini, grâce à sa fougueuse nature, il a étrangement exagéré, pour l'atteindre, les moyens d'action qu'il a mis en œuvre, n'hésitant pas à violer les principes les plus élémentaires du droit moderne.

M. de Bismarck ne fait rien sans motif. Il sait certainement que ses rigueurs contre l'Église ont dépassé de beaucoup la limite de la justice et de la raison ; mais il est évident qu'il a voulu moins soumettre le parti catholique que l'exaspérer et le pousser à des excès dont il pût tirer parti dans l'intérêt de sa politique. Eh bien ! il s'est trompé et, s'il est un

grand homme d'État, il le reconnaîtra lui-même et ne persévérera pas dans son erreur.

VIII

L'erreur colossale du *Culturkampf* c'est que le gouvernement s'y déclare chargé de la haute culture religieuse. Rien n'est plus faux et rien n'est plus dangereux. L'État n'a rien à voir dans les questions de conscience ni dans les questions de théologie. Il n'a d'autre droit et d'autre mission que d'empêcher les Églises de troubler, par leurs manifestations extérieures, l'ordre public et la paix confessionnelle. Il n'a d'autre devoir que d'assurer la liberté des croyances et la pratique des cultes. Ce que sont ces croyances, ce que professent ces cultes ne le regarde pas. Il est aussi incompétent pour discuter des articles de foi qu'il est impuissant à les imposer. Les dogmes ne sont pas de son domaine et, tant qu'ils le laissent tranquille, il doit les laisser tranquilles à leur tour. Un jour qu'on dénonçait à Frédéric le Grand les doctrines de Fichte comme une impiété, il répondit spirituellement : « Si Fichte s'attaque à moi, je saurai le mettre à la raison ; mais s'il a des démêlés avec le bon Dieu, qu'ils s'arrangent ensemble ! » C'est là la vraie doctrine sur les rapports de l'Église et de l'État. Les débats dogmatiques des théologiens ne sont pas affaire de gouvernement. Rien n'est plus contraire, non-seulement à la liberté, mais au bon

sens lui-même, que de voir un législateur civil prétendre contraindre les citoyens à croire ou à ne pas croire un principe de foi religieuse, et les prêtres, à enseigner telle ou telle doctrine.

Ce fut l'erreur de la Révolution française lorsqu'elle décréta la constitution civile du clergé; ce fut celle de Napoléon Ier lorsqu'il compléta le concordat par les articles organiques imposant aux séminaires un enseignement conforme aux quatre propositions de Bossuet. C'est l'erreur et la faute qu'a commises, à son tour, l'Allemagne.

Dans ce pays où, plus que partout ailleurs, fleurissent l'athéisme, le matérialisme et le nihilisme, on laisse bien en repos les disciples d'Hegel, de Feuerbach, de Schopenhauer et d'Hartman. Pourquoi se montrer plus sévère pour les adeptes du *Syllabus* et de l'infaillibilité du pape?

En matière religieuse, il n'y a de légitime de la part de l'État qu'une énergique défensive. L'agression, venant de lui, est toujours de l'oppression, oppression stérile, car elle s'attaque à l'idée, c'est-à-dire à quelque chose d'insaisissable.

Si M. de Bismarck s'était borné à défendre l'empire évidemment menacé par le parti ultramontain, à prévenir et à réprimer les actes hostiles qui auraient pu se produire, à affranchir l'école et l'enseignement de l'influence cléricale, à faire même des lois efficaces sur les biens de l'Église et sur l'organisation des ordres religieux, il n'eût été blâmé de personne et le

clergé lui-même se serait résigné, en Allemagne, à une situation qu'il a dû accepter dans tous les autres pays. Mais il est allé beaucoup plus loin. Les lois ecclésiastiques qu'il a fait voter en mai 1873, ne sont autre chose que l'invasion de l'État dans le domaine de la foi. Le gouvernement prussien a prétendu juger et interdire les nouveaux dogmes catholiques, prohiber le droit d'excommunication, instruire les prêtres dans les universités, régler absolument l'enseignement religieux, faire nommer les fonctionnaires ecclésiastiques par les gouverneurs de province, en un mot séculariser absolument le clergé catholique et lui imposer, sous des peines sévères, des doctrines qui sont en opposition flagrante avec celles du Saint-Siége.

On sait par quels actes violents ce système a été mis en pratique. Les évêques ont été poursuivis, condamnés à d'énormes amendes, emprisonnés, privés de leurs traitements et de leurs fonctions sacerdotales. Une véritable et douloureuse persécution s'est déchaînée contre les prélats. Qu'y a-t-on gagné? Rien, absolument rien.

L'Église a relevé avec une indomptable énergie le défi qu'on lui jetait. Loin de se taire, le parti ultramontain a tonné avec plus de fougue que jamais. Loin de rester sur la défensive, il a attaqué ses agresseurs sans ménagement et sans mesure, suivant d'ailleurs le mot d'ordre et l'exemple qui lui venaient de Rome.

Pie IX, en recevant, au mois de mai 1877, les pèle-

rins d'Allemagne, leur disait, tournant du côté de Berlin son doigt menaçant, ces paroles qui attestent à quel point il bravait la colère de M. de Bismarck : « J'ai entendu dire à d'honnêtes et bons catholiques qu'il était nécessaire que quelqu'un vînt pour réveiller les peuples trop abandonnés à l'inertie. Eh bien ! Dieu s'est levé et il a envoyé un fléau, comme il avait fait il y a tant de siècles. Alors, il fit paraître un Attila pour réveiller les peuples et aujourd'hui c'est par le moyen d'un nouvel Attila qu'il a réveillé la généreuse nation germanique. Ce nouvel Attila, qui croyait détruire, a édifié. Ce nouvel Attila qui voulait, par tous les moyens, anéantir sur toute la terre la religion de Jésus-Christ, a donné une nouvelle vigueur à votre foi ! »

Et c'est vrai ! L'auguste vieillard du Vatican jugeait sainement la situation. La persécution contre les évêques n'a eu d'autre effet que d'en faire les représentants du droit violé et de la liberté opprimée. Elle a groupé autour d'eux, dans un sentiment d'unanime protestation, tous les tièdes, tous les indifférents eux-mêmes et beaucoup de libéraux sincères qui veulent qu'on respecte, même chez des ennemis, les droits sacrés de la conscience. On a presque oublié les doctrines antilibérales de l'Église pour ne plus voir que ses malheurs. Les élections depuis 1874 ont prouvé que le parti clérical, loin de s'affaiblir, s'était fortifié et considérablement accru. « Prenez-y garde, disait l'abbé Maury aux révolutionnaires français, il n'est pas bon de faire des martyrs ! » Or l'Église catholi-

que n'a pas peur du martyre ; elle sait quelle force gigantesque elle y a toujours trouvé. D'ailleurs, dans la guerre qu'elle soutient, elle n'a pas à redouter d'aussi grands périls. Si les prisons s'ouvrent pour les prélats récalcitrants, ils ne sont menacés ni de la torture ni de l'échafaud ; mais ce n'en est pas moins une oppression qui s'attaque à la plus inviolable des libertés, celle de penser et de croire. On a fourni aux évêques l'occasion de prouver que leurs intérêts personnels ne comptent pour rien dans leur soumission absolue aux décisions du concile. On a cru les abattre, on les a au contraire singulièrement élevés devant l'opinion. Ils sont plus honorés, plus influents aujourd'hui qu'à aucune époque. Un écrivain allemand, non suspect de partialité pour l'Église, M. Geffken [1], déclare que les lois de mai n'ont abouti qu'à l'impuissance de l'État persécuteur. L'ostracisme des prêtres, le séquestre des biens ecclésiastiques, l'interdiction des offrandes volontaires, l'incarcération des évêques, rien n'y a fait. L'État prussien, par ses rigueurs, a soulevé l'opposition non-seulement du clergé, mais aussi celle des laïques.

IX

M. de Bismarck espérait trouver un appui dans le schisme des vieux catholiques qui a eu pour berceau

1. *Staa und Kirche in ihren Verhaeltnissen geschichtlich entwickelt*, von L. Heinrich Geffken.

le muséum de Munich en septembre 1871. Il a favorisé ce demi-protestantisme, ennemi du *Syllabus* et de l'infaillibilité. Loin de développer le mouvement dissident, il l'a plutôt paralysé et compromis. Les résultats du vieux catholicisme en Allemagne, d'après les comptes rendus des synodes annuels tenus à Bonn, en juin 1876 et 1877, sous la direction de l'évêque Reinkens, se bornent à 59,351 adhérents dont 20,824 en Prusse; 17,203 dans le duché de Bade; 10,110 en Bavière; 1,042 dans la Hesse; 249 en Oldenburg; 223 en Wurtemberg. Le vieux catholicisme périra peut-être, en Allemagne comme en Suisse, grâce à la dangereuse amitié que lui a témoignée l'État.

Autre conséquence fâcheuse du système oppressif du chancelier. Il lui a été moralement et matériellement impossible d'atteindre l'Église catholique sans atteindre en même temps les autres confessions religieuses. L'Église évangélique a pris d'abord assez philosophiquement son parti des nouvelles lois ecclésiastiques et son organe, la *Nouvelle Gazette évangélique*, en disait au début: « Ces lois renferment quelques points dangereux pour nous, mais quoi! une médecine pour une maladie grave est nécessairement amère. On sait bien que c'est l'ultramontanisme que visent les lois nouvelles. » Sans doute, mais l'ultramontanisme n'a pas été dompté et l'Église évangélique se trouve bridée. A-t-elle profité du moins des rigueurs exercées contre ses ennemis? Loin de

là ; elle subit, elle aussi, une crise non moins profonde que celle dont le catholicisme est travaillé.

Lorsqu'en mai 1876 la chambre discuta un projet de loi sur l'organisation de l'Église évangélique, certains députés ayant demandé qu'on accordât aux dissidents protestants les mêmes faveurs qu'on a accordées aux vieux catholiques, usage commun du cimetière et des édifices religieux, partage des biens des églises, etc., M. Falk, ministre des cultes, s'y opposa vivement, en déclarant que de telles faveurs auraient pour résultat de déterminer une sécession en masse, *massenaustritt*, vu le manque d'idéalisme qui caractérise le peuple prussien en matière de foi ; ce qui a permis à M. Windthorst, chef du parti catholique, de répondre finement que, lors de la loi votée en faveur du vieux catholicisme, l'Église n'avait jamais craint cette désertion générale que le protestantisme redoute. Faible moyen d'ailleurs pour retenir les fidèles dans le giron de l'orthodoxie ! Le protestantisme a, comme le catholicisme, ses libéraux qui ne se soumettent plus aux croyances officielles. L'unitarisme de l'Union protestante et le rationalisme des Paroisses libres sont en lutte ouverte avec le doctrinarisme des piétistes et des orthodoxes. Tandis que le catholicisme romain combat ses adversaires en proclamant de nouveaux dogmes, le protestantisme allemand se décompose en une foule de sectes qui résolvent peu à peu les dogmes en hypothèses et, voulant adapter le christianisme aux progrès de la science, finissent par le détruire dans ce qu'il a de plus fondamental. Na-

guères, dans un synode d'arrondissement tenu à Berlin, un pasteur, M. Rohde, a soutenu la proposition, faite par un membre laïque, de suspendre dans le service divin la lecture du symbole des apôtres jusqu'à ce qu'on en ait modifié certains points, la descente aux enfers, l'ascension, la résurrection, etc., dont on ne saurait plus faire des articles de foi.

Voilà où en est le protestantisme. Le conseil supérieur ecclésiastique a protesté contre ces tendances hérétiques. Il a adressé, pour les faire condamner solennellement, une requête au roi, qui est l'évêque suprême de l'Église nationale et qui a, en effet, promis de faire respecter le symbole apostolique.

Mais quoi! si l'autorité d'un souverain temporel, fort douteuse en matière dogmatique, a la prétention d'imposer à l'Église protestante certaines croyances contraires à la raison humaine, de quel droit refuse-t-on au pape, souverain spirituel et vicaire de Jésus-Christ, le droit d'imposer à l'Église catholique les dogmes qu'il regarde comme le *Credo* de la foi romaine? Contradiction et inconséquence! Voilà où entraîne le faux principe du *Culturkampf*. On a entrepris la campagne contre les dogmes catholiques; il faut maintenant la poursuivre en faveur des dogmes protestants. L'État se compromet de plus en plus en se mêlant à ces débats théologiques, et l'esprit religieux s'affaiblit au détriment de la moralité publique.

M. de Bismarck s'est ainsi doublement trompé. Il n'a pas désarmé l'ultramontanisme et il a porté à

l'indépendance des autres églises un coup qui les tuera peut-être plus vite que le catholicisme dont l'organisation, bien autrement forte que la leur, peut mieux résister à la domination de l'État.

Le chancelier de l'empire n'a pas assez médité cette excellente maxime de Luther : « Contre l'esprit on ne combat pas avec l'épée et l'erreur n'est vaincue que par la vérité. » Comme l'école révolutionnaire, comme Joseph II en Autriche, comme Napoléon Ier, comme le parti national libéral tout entier, il a cru que la force de l'Église était dans son organisation extérieure et dans son action politique, et qu'en en brisant les rouages, on en détruirait les effets. Il n'a pas compris qu'elle était surtout dans son influence sur les âmes et dans son action spirituelle qu'aucune loi ne peut ni régler ni combattre. L'expérience a dû l'éclairer; il a affaire à un ennemi impalpable qui échappe à tous ses efforts.

X.

Ah! si une puissance catholique quelconque, si un gouvernement imprudent, s'unissant au Saint-Siége, lui avait fourni des soldats pour venger sa cause, quelle chance c'eût été pour M. de Bismarck! Aussi avec quel soin a-t-il surveillé dans tous les pays, mais surtout en France, les moindres démarches du parti clérical! Et comme il eût été heureux s'il avait pu trouver à qui s'en prendre! Si le Vatican cherche un cham-

pion, le chancelier, de son côté, a cherché partout un ennemi saisissable.

Deux ou trois fois déjà, il a cru que son vœu allait se réaliser. Les intempérances du cléricalisme en France lui ont, dans ces dernières années, donné des prétextes plus ou moins spécieux pour se plaindre. Il a même déclaré hautement que, si la France continuait à être le refuge de l'ultramontanisme, ce serait entre elle et l'Allemagne un *casus belli*, qui ne pourrait se dénouer que sur les champs de bataille. Le gouvernement français a été assez avisé pour ne pas se laisser prendre à ce piége. Il n'ignorait pas qu'on ne souhaitait rien tant en Allemagne que de le voir se mêler à la querelle de l'Église et de l'État afin d'avoir un motif de nous chercher dispute. La France a, sans doute, commis de grandes fautes, mais son attention était trop éveillée pour qu'elle commît encore celle-là. Elle a compris que la meilleure politique était de laisser M. de Bismarck aux prises, chez lui, avec l'ennemi insaisissable auquel il a témérairement déclaré une guerre qui est certainement plus dangereuse pour le persécuteur que pour le persécuté.

Au reste, si le *Culturkampf* a été, dans l'esprit de M. de Bismarck, un moyen de laisser toujours ouverte une question irritante entre l'Allemagne et la France, ce moyen lui échappe désormais. L'ultramontanisme est vaincu pour longtemps dans notre pays, et il y aurait plus que de l'absurdité à accuser le gouvernement actuel de la république de favoriser les tendances cléricales, contre le repos de nos voisins. Aussi ne fau-

drait-il pas s'étonner si l'opportuniste chancelier, n'ayant plus besoin aujourd'hui du *Culturkampf* pour sa politique extérieure, modifiait, à l'intérieur, son attitude vis-à-vis du clergé et se réconciliait avec l'Église.

Quoi qu'il en soit, il est impossible qu'il ne reconnaisse pas enfin la stérilité, les difficultés et les périls de sa politique religieuse et qu'il n'abandonne pas une entreprise où il devait nécessairement échouer.

Il a montré plusieurs fois, par des exemples éclatants, que, s'il ne recule devant aucun moyen pour accomplir ce qu'il croit possible, il n'est pas homme à s'obstiner ni à risquer de se briser devant l'impossible. Or l'expérience lui dit qu'en persistant dans ses rigueurs contre l'Église, c'est lui qui sera vaincu, ou, du moins, qu'il ne parviendra pas à vaincre son adversaire. Il serait digne de son génie de confesser qu'il a fait fausse route et de renoncer à ces lois tyranniques qui grandissent le clergé, loin de le soumettre, et qui, violant la liberté de conscience, sont aussi contraires à l'esprit de notre siècle que le sont, dans leur genre, les doctrines du *Syllabus*. L'importante brochure publiée l'année dernière par M. Reichensperger, l'un des chefs du parti catholique, a défini les conditions auxquelles la paix pourrait se rétablir entre Berlin et le Vatican. Tout le monde y a vu un symptôme de l'esprit de conciliation dont sont animés les membres les plus éminents de ce parti. Pourquoi ne ferait-on pas, de part et d'autre, des conces-

sions de nature à apaiser enfin ce conflit régrettable?

Chose remarquable ! M. Reichensperger conclut à la séparation de l'Église et de l'État. M. de Bismarck ne se glorifierait-il pas en prenant l'initiative de cette réforme que lui seul est assez fort pour accomplir?

La question religieuse, comme toutes les grandes questions de notre temps, ne peut se résoudre que par la liberté. La civilisation moderne n'a pas besoin du bras séculier pour faire justice des doctrines ultramontaines. Laissons les idées fausses et rétrogrades aux prises avec les idées vraies et progressives et soyons sans crainte. Ceci tuera cela. L'ultramontanisme avait perdu tout crédit et toute influence dans notre société. La révolution, d'un côté, la persécution, de l'autre, les lui ont fait regagner en partie. M. de Bismarck ne semble pas se douter du service immense qu'il a rendu à la curie romaine. Elle tombait en décomposition, devant l'indifférence universelle ; il l'a ranimée en la rendant intéressante. Elle était l'expression de la tyrannie théocratique, la pire de toutes ; il en a fait le représentant de la liberté opprimée et lui a concilié tous ceux qui placent le droit éternel au-dessus de l'intérêt du moment. Il n'est que temps de s'arrêter dans cette mauvaise voie.

En abrogeant les lois qui pèsent sur l'Église, M. de Bismarck n'aurait pas seulement l'honneur de rendre hommage aux idées libérales de notre siècle ; il désarmerait le cléricalisme allemand en lui enlevant le droit de se plaindre ; il affaiblirait le particularisme en brisant l'alliance qu'ont faite les ennemis politiques

et les ennemis religieux de l'empire ; enfin, s'il est vraiment pacifique, comme il l'affirme, il écarterait de la politique extérieure des éventualités aussi menaçantes pour l'avenir de l'Allemagne que pour la sécurité de l'Europe.

La vraie lutte civilisatrice, le seul *Culturkampf* légitime, c'est la lutte du progrès contre la réaction, de l'intelligence contre l'ignorance, de la tolérance contre le fanatisme, de la vérité contre l'erreur, et celle-là triomphera, par elle-même, malgré toutes les encycliques du Vatican [1].

1. Depuis que ces pages sont écrites, un fait considérable s'est produit. Pie IX est mort et le cardinal Pecci a été élu à sa place sous le nom de Léon XIII. On a dit partout que le nouveau Pape arrivait au pouvoir avec des sentiments de modération et des idées de transaction. Puisse-t-il en être ainsi dans l'intérêt même de l'Église ! Ce qui est certain, c'est que son avénement a détendu la situation entre le Saint Siége et l'Allemagne et que la paix confessionnelle pourrait bien se rétablir par la révision des lois de mai. M. de Bismarck qui, en ce moment, cherche à constituer une majorité gouvernementale dans le sens conservateur, est bien capable de se réconcilier avec la curie romaine pour rattacher à lui le centre catholique du Reichstag. Nous apprécierons plus loin, en étudiant la crise politique qui a provoqué les élections générales du 30 juillet 1878, les efforts qui, de part et d'autre, se font en ce sens.

CHAPITRE SIXIÈME.

LE SOCIALISME ALLEMAND.

I

Je veux étudier le socialisme allemand en dehors du mouvement d'indignation universelle qu'ont excité partout les deux tentatives de régicide commises sur l'empereur Guillaume par deux scélérats fanatisés par les doctrines de ce parti [1]. C'est plus haut qu'il faut remonter pour trouver les origines et suivre les développements du radicalisme révolutionnaire en Allemagne.

Le socialisme est, avec l'ultramontanisme, le plus grand ennemi que l'empire ait à combattre à l'inté-

1. On sait que le 11 mai 1878 un ferblantier socialiste de Leipzig a tenté d'assassiner l'empereur et a échoué dans cette entreprise criminelle. Il a été condamné à mort. Vingt jours à peine après cet attentat, le Dr Nobiling, appartenant aux classes plus élevées de la société, a tiré sur le vieil et digne empereur un coup de fusil chargé de chevrotines qui a atteint l'auguste victime et, pendant plus d'un mois, a mis sa vie en danger. Nobiling a essayé de se suicider sans y parvenir. L'instruction se poursuit contre ce nouveau forfait qui, venant si peu de temps après le premier, a causé la plus profonde émotion.

rieur. Très-inquiet des progrès que fait le parti radical, le gouvernement, dans la session de 1876, avait proposé d'introduire dans le code pénal un article destiné à réprimer la propagande et les doctrines socialistes [1]. Cette proposition fut repoussée. La majorité comprit que ce n'est point par ces petits côtés qu'il faut aborder la question sociale et qu'une disposition pénale de plus n'arrêtera pas le mouvement révolutionnaire qui passionne partout les populations ouvrières. Elle a eu raison. Le socialisme, en Allemagne comme ailleurs, a des causes profondes qu'on ne saurait combattre ni détruire par un simple article de loi et qui exigent de grandes mesures dans l'ordre politique, économique et moral.

Au mois de mai 1878, après l'attentat commis par Hœdel, M. de Bismarck, d'accord avec le Bundesrath, présenta au Reichstag un projet destiné à combattre et à punir les tendances et les excès socialistes ; mais il a été également rejeté à la majorité considérable de 251 voix contre 57, parce que, sous prétexte d'atteindre le socialisme, il mettait dans les mains de la police et livrait en quelque sorte à l'arbitraire administratif la liberté de la presse et les droits d'association et de réunion.

Lorsque, peu de jours après, l'empereur fut blessé grièvement par Nobiling, le Bundesrath a dissous le

1. Cet article était ainsi conçu : « Celui qui excite publiquement les diverses classes de la population les unes contre les autres de manière à troubler l'ordre public, ou qui, de la même façon, attaque l'institution du mariage, de la famille et de la propriété, sera puni d'un emprisonnement de:.... »

parlement et fait appel au pays afin de donner au gouvernement des pouvoirs de nature à protéger le souverain et la société. Un nouveau projet de loi a été préparé dans ce but pour être discuté dans la prochaine session.

Quelles que soient les mesures préventives et répressives qu'il contienne, il est permis de se demander d'avance si elles seront efficaces.

Il est douteux que les hommes d'État et de science de l'empire aient, sur ce sujet important, des idées pratiques de nature à conjurer le danger. Jusqu'à présent, ils ont caractérisé le mal plutôt qu'ils n'ont indiqué le remède. On peut croire, sans leur faire injure, qu'ils sont aussi embarrassés que le gouvernement et les assemblées de tous les pays, pour trouver la solution des redoutables problèmes que le socialisme a posés au monde entier.

En attendant qu'ils déchiffrent le mot de l'énigme, le socialisme allemand, qui n'existe à l'état de parti militant que depuis très-peu d'années, marche avec une rapidité extraordinaire. On a vu, dans l'analyse des partis, quels ont été les progrès des socialistes dans les élections. Il est vrai qu'à celles de 1878, le nombre de leurs représentants au Reichstag a sensiblement diminué ; mais si petit que soit ce groupe dans le parlement, il faut compter avec lui, non pas à cause de sa force numérique puisqu'il n'occupe plus que neuf siéges, mais à cause de l'influence qu'il exerce sur les masses, de la façon dont il manie le suffrage universel et de l'action que peut avoir parmi le

peuple la parole de ses députés du haut de la tribune.

Ainsi que nous l'avons dit, le parti socialiste est de date récente en Allemagne. Ce n'est qu'en 1862, qu'il a pris une forme précise par la création de la *Ligue générale des travailleurs* dont il sera question plus loin. D'abord essentiellement allemand, il s'est uni, en 1867, à l'*Internationale* dont il forme aujourd'hui une des branches les plus importantes. Une puissante organisation lui a donné des forces qui ne font que s'accroître.

Tous les ans il se tient, généralement à Gotha, un congrès socialiste où sont étudiées et résolues toutes les questions théoriques et pratiques que soulève l'intérêt du parti et où se décide souverainement tout ce qui doit se faire pour atteindre le but. Celui du mois d'août 1876 a fixé le programme que les représentants du socialisme au Reichstag doivent défendre et faire triompher. Celui de 1877 s'est plus particulièrement occupé de l'organisation et de la propagande. Le comité central, fixé à Hambourg, est dirigé par MM. Hartmann, de Hambourg, et Parsch, de Berlin. Huit agents supérieurs, permanents, consacrent toute leur activité au développement du mouvement socialiste dans les diverses parties de l'empire. Ils ont sous leurs ordres 14 sous-agents et 46 employés, rédacteurs, expéditionnaires, etc. C'est une véritable administration. En outre, il y a 77 orateurs que le comité tient à la disposition des sociétés locales pour aller y porter la parole et y échauffer le zèle des adeptes.

Dans tous les États se sont constituées des sections qui y agissent sous l'impulsion centrale et étendent peu à peu les ramifications du parti. En 1876, la section de Stuttgart avait proposé l'établissement d'une université socialiste, pensant qu'il fallait faire, pour discipliner les esprits aux doctrines radicales, ce que la Prusse a toujours fait pour les discipliner à ses idées politiques. La proposition n'a pas été adoptée, mais elle fait son chemin et elle se reproduira sans doute.

En attendant, on entretient l'agitation au moyen de la presse. Le socialisme allemand ne compte pas moins de 14 imprimeries et de 41 organes. Les principaux, le *Volkstaat*, de Leipzig, et le *Neue social Demokrat*, de Berlin, ont été fondus récemment en un seul journal le *Vorwärts*, qui se publie à Leipzig sous la direction de MM. Liebknecht et Hasenclever. En dehors de ce journal, qui est le véritable moniteur du parti, quarante feuilles locales soutiennent la cause socialiste, à Berlin, à Augsbourg, à Elberferd, à Brunswig, à Brême, à Chemnitz, à Crimmitzschau, à Duisbourg, à Dresde, à Francfort, à Kœnigsberg, à Glauchau, à Offenbach, à Nuremberg, à Stuttgart, à Apolda, à Hanau, à Dortmund, à Breslau, à Munich. On compte aussi une douzaine de journaux professionnels, organes de certaines industries ou corporations ouvrières, qui professent les principes socialistes. Il y a enfin des journaux amusants, illustrés et satiriques, tels que le *Neue Welt*, qui n'a pas moins de 35,000 abonnés. Un calendrier socialiste fort ré-

pandu, *der Arme Conrad*, se vend à plus de 50,000 exemplaires. Le dernier congrès de Gotha a décidé en principe la publication d'une Revue socialiste [1].

On voit par là, avec quelle puissance le socialisme s'est organisé en Allemagne. Il a créé partout des centres d'action; partout il a des journaux qui vulgarisent ses idées; partout il s'empare des masses et fait du suffrage universel l'instrument de ses desseins.

S'il est vrai, comme on l'a dit, que, jusqu'à présent, les Allemands n'ont pas eu le tempérament révolutionnaire, il est certain que le socialisme tend à le leur donner. Quand une révolution éclatera dans le nouvel empire, c'est par le socialisme qu'elle sera conduite.

Cependant, sauf quelques grèves bientôt apaisées, le mouvement socialiste ne s'est pas encore manifesté par des soulèvements populaires, comme il l'a fait, en France, en juin 1848 et pendant les jours néfastes de la Commune en 1871. Les Allemands sont plus méthodiques en toutes choses et moins impatients que les Français. Leurs révolutionnaires les plus radicaux discutent beaucoup avant d'agir. Henri Heine, qui les connaissait bien, les a définis en ces termes pittoresques : « La pensée précède l'action comme l'éclair le tonnerre. Le tonnerre en Allemagne est bien, à la vérité, allemand aussi ; il n'est pas très-leste et vient en roulant un peu lentement; mais il viendra, et quand vous entendrez un

1. *Die deutsche social Demokratie*, par Franz Mehring, Brême, 1877.

craquement comme jamais craquement ne s'est fait encore entendre dans l'histoire du monde, sachez que le tonnerre allemand aura enfin touché le but. A ce bruit les aigles tomberont morts du haut des airs et les lions, dans les déserts les plus reculés de l'Afrique, baisseront la queue et se glisseront dans leurs antres royaux. On exécutera en Allemagne un drame auprès duquel la Révolution française ne sera qu'une innocente idylle [1]. »

Quand Henri Heine écrivait cette terrible prophétie, le parti révolutionnaire n'existait pas au delà du Rhin. Il existe aujourd'hui et s'appelle « légion ». Du domaine de la pensée, il est déjà entré dans celui de l'action. C'est désormais un des facteurs considérables du problème de l'unité allemande et peut-être est-il seul assez fort pour le résoudre.

Mais ne cherchons pas à pénétrer les mystères de l'avenir ni à devancer l'œuvre du temps. Les doctrines et l'organisation actuelle du socialisme allemand sont assez intéressantes, elles constituent un élément assez essentiel dans la situation de l'empire, pour qu'on les étudie en elles-mêmes sans vouloir trop définir les conséquences qu'elles sont destinées à produire.

1. *De l'Allemagne,* 3e partie.

II

Si le socialisme révolutionnaire est né depuis peu de temps en Allemagne, la question sociale y est, en revanche, depuis longtemps étudiée. Le mouvement actuel a été préparé par un grand mouvement dans les idées et par des applications partielles d'une réelle importance. Aussi la doctrine socialiste a-t-elle en ce pays un caractère plus scientifique qu'ailleurs.

Avant de devenir un parti politique, le socialisme allemand était une école purement économique inspirée d'une généreuse pensée de philanthropie. L'impulsion est venue de la bourgeoisie libérale et éclairée. Le peuple était loin de songer d'abord à une grande réforme sociale. La révolution de 1848, qui remua si profondément les populations ouvrières de France et posa si violemment la question de « l'organisation du travail » n'agita les esprits au delà du Rhin qu'au point de vue national. Elle n'eut qu'un faible écho au point de vue socialiste, à l'exception du grand duché de Bade où la démagogie fit un moment explosion, sous l'influence de la propagande communiste que faisaient, de Zurich, les écrits du tailleur Weitling. Les Allemands étaient encore trop près des anciennes institutions féodales. Le système des corporations de métiers existait encore et contenait les artisans. Les vieilles familles seigneuriales, toujours en possession de priviléges séculaires, dominaient les

ouvriers des champs presque autant qu'elles avaient dominé les serfs d'autrefois. Tandis que le prolétaire français formulait hautement et soutenait les armes à la main les réclamations de la classe ouvrière, le prolétaire allemand, habitué dès longtemps à la soumission, ne songeait même pas à réclamer. Suivant le mot de Lassalle, « il fallait lui démontrer qu'il était malheureux et lui donner, avec le sentiment de ses misères, la conscience de sa force et la volonté d'améliorer son sort ».

Ceux qui s'occupèrent les premiers des moyens de procurer plus de bien-être à la classe intéressante des travailleurs, furent des juristes, des professeurs, des esprits d'élite et des hommes de bien, désireux de la moraliser par l'aisance et l'instruction et de redresser, en faveur de ceux qui ne vivent que du travail de leurs mains, les inégalités de la fortune. On a vu plus haut que ces économistes philanthropes sont connus sous le nom de « socialistes de la chaire », *die Katheder Socialisten*. C'est en effet du haut des chaires universitaires que le mouvement a reçu sa première impulsion.

La doctrine générale des socialistes de la chaire est, en principe, une protestation contre l'école libérale de Manchester, dont le programme se résume dans la fameuse maxime de Gournay : « Laissez faire ! laissez passer ! » et dans ces paroles d'Adam Smith : « Supprimez toutes les entraves, et un système simple de liberté naturelle s'établit de lui-même. » Ils n'admettent pas, comme les Physiocrates, que l'homme

livré à lui-même soit, par l'instinct de sa nature, dans les meilleures conditions pour faire ce qui est bon, raisonnable et utile. Ils ne reconnaissent pas la concurrence universelle et la libre expansion des forces productives comme le plus sûr moyen de développer le travail et de créer la richesse et la prospérité des États. Pour eux la liberté de l'individu n'est que la théorie de l'égoïsme. L'homme, disent-ils, n'est pas un être individuel ; c'est un être social dont l'intérêt personnel doit se subordonner, d'une part, à l'intérêt de tous, de l'autre, aux lois supérieures de la morale et de la justice. Laisser tout faire, laisser tout passer, c'est ouvrir la voie non pas au progrès, mais aux plus mauvaises pratiques et aux plus mauvaises passions. Chez les hommes, dans le conflit des intérêts, comme parmi les animaux, dans la lutte pour l'existence, le plus fort écrase ou exploite le plus faible. Il est donc indispensable qu'une puissance supérieure intervienne pour protéger le faible et contenir le fort. Cette puissance, c'est l'État, seul représentant légitime de l'intérêt social, seul en mesure d'en définir les exigences et d'en assurer les garanties. Dans l'ordre économique, la liberté absolue de l'intérêt privé n'aboutit qu'à l'oppression de ceux qui ne possèdent pas par ceux qui possèdent, du pauvre par le riche, de l'ouvrier par le patron. C'est la résurrection de l'esclavage sous une forme nouvelle non moins inique que l'ancienne servitude.

Les *Katheder Socialisten*, abordant de plus près, dans ces données principales, le problème du travail

reprochent aux économistes orthodoxes de n'avoir considéré l'homme que comme une force productive et non comme un être moral; ils les accusent de ne s'être attachés qu'à la production de la richesse et non à sa distribution équitable. A leurs yeux, la question sociale de notre temps se résume en une question de répartition. Les ouvriers, instruments essentiels de la production, veulent obtenir et ont droit d'obtenir une part plus grande dans les biens créés par le travail. Or, cette proportion plus juste doit être fixée par des lois positives fondées sur le droit et sur la morale, au lieu d'être laissée aux caprices égoïstes de l'intérêt privé.

Ils professent enfin que l'économie politique ne doit pas se diriger par des principes abstraits mais par des considérations contingentes. Ce qui est vrai et opportun en certaines circonstances données, ne l'est plus en d'autres temps et d'autres conditions. Les besoins, les mobiles, les façons et les moyens de produire, de répartir et de consommer la richesse, varient à chaque instant. On ne saurait y appliquer une règle absolue. La liberté peut être bonne par moments; la restriction peut être également utile à l'occasion. Partant de cette thèse, les socialistes de la chaire ont fondé une méthode réaliste où les principes sont subordonnés aux faits et où chaque cas doit être apprécié à part, suivant le temps et les circonstances au milieu desquelles il se produit.

L'école allemande est nombreuse; elle compte des représentants éminents dans l'élite de la société, le

professeur Lueder et le comte de Solen, qui ont été les premiers adversaires de l'école anglaise, List, Stein, Roscher, Knies, Hildebrand, Helf, Schonberg, Schmoller, Contzen, Cohn, Wagner et une foule d'autres qui, repoussant la liberté économique, du moins comme doctrine absolue, la soumettent à l'autorité, au contrôle et à la réglementation de l'État.

III

Il y a du vrai dans les critiques des socialistes de la chaire contre certaines conclusions de l'École de Manchester ; mais ils ont, en même temps, posé la question sociale en des termes dont le socialisme de combat s'est bientôt emparé. Dire aux ouvriers que la part qui leur était faite dans les résultats du travail est insuffisante et injuste, et ajouter que l'État a le devoir de réparer cette iniquité, c'était provoquer la lutte du capital et du travail.

Aussi les hommes d'action n'ont pas tardé à succéder aux hommes de science. Les modérés sont arrivés d'abord, véritables philanthropes, émus des souffrances des classes laborieuses et n'ayant d'autre but que d'y porter remède ; mais les révolutionnaires les ont immédiatement suivis, pour qui la situation malheureuse de l'ouvrier n'est qu'un moyen de déclarer la guerre à la société elle-même.

Un homme de bien, M. Schulze Delitsch, a fondé en

Allemagne le système coopératif. Grâce à lui, de nombreuses associations de crédit, de production et de consommation se sont constituées sur le principe de l'épargne, au moyen de versements périodiques de très-minime importance. Ces sociétés ont pris, en très-peu d'années, une grande extension. Elles distribuent à leurs participants le crédit à bas prix; elles leur procurent les objets de consommation à des conditions très-modérées. Celles de production ont pour but d'affranchir l'ouvrier du patronage et de la domination du capital. En 1876, le rapport fait par M. Schulze Delitsch constate qu'il existe, en Allemagne, 4,574 sociétés coopératives dont 2,763 de crédit, 1,034 de consommation, 62 de construction, enfin 715 sociétés diverses. Le nombre des sociétaires s'élevait à 1,360,000. Le montant des affaires atteignait le chiffre considérable de 2 milliards 800 millions de marcks, près de 3 milliards et demi de francs. Le capital et les réserves s'élevaient à 200 millions.

De pareils résultats sembleraient attester l'excellence du système et les avantages qu'en retirent les associés. On devrait croire que les ouvriers se sont rattachés avec enthousiasme à une combinaison qui, leur assurant le crédit et la vie à bon marché, tend aussi à faire d'eux des chefs d'industrie recueillant sans réserve tous les fruits de leur travail. La popularité des *Genossenschaften*, — c'est ainsi qu'on nomme les associations fondées sur le plan de M. Schulze Delitsch, — a été, en effet, très-grande dès l'origine. Lui-même était appelé « le roi du royaume social ». Mais

les populations ouvrières ont des aspirations et des instincts qui ne sauraient se contenter de ces solutions simples et pacifiques.

M. Schulze Delitsch exige de ses sociétaires deux grandes vertus qui sont la base essentielle de son système : l'épargne et l'initiative individuelle. Il demande au travailleur de compter avant tout sur lui-même, de dompter ses passions, de savoir s'imposer des privations dans le présent pour augmenter son bien-être dans l'avenir, d'avoir assez d'empire sur ses besoins et sur ses désirs pour mettre de côté une partie de son salaire et l'apporter à la société dont il est membre. C'est la doctrine du *Self help*, ennoblie par l'économie et par la solidarité.

L'école révolutionnaire n'a pas eu de peine à convaincre les ouvriers que leurs droits sont plus étendus et que leurs prétentions doivent être plus radicales. Elle les a écartés du terrain purement économique des *Genossenschaften* pour les entraîner sur le terrain politique des revendications sociales. Si le mouvement coopératif ne s'est pas arrêté cependant, ainsi que le prouvent les chiffres qui précèdent, il s'est transformé. Les *Genossenschaften* sont actuellement pratiquées par la petite bourgeoisie à qui elles sont vraiment utiles, bien plus que par les travailleurs. Celui que l'on appelait naguère « le roi du royaume social », est aujourd'hui impitoyablement honni et cruellement raillé par la presse socialiste qui le nomme dédaigneusement, « le ridicule apôtre de l'épargne et de l'*aide-toi toi-même!* » La population ouvrière,

sur laquelle il a eu, pendant un temps, une si légitime influence, s'est éloignée de sa personne autant que de ses idées. *Sic transit gloria mundi!*

L'opposition contre le système coopératif est d'ailleurs générale parmi les populations ouvrières des divers pays. En France, où l'application ne date que de la loi de 1866 sur les sociétés par actions, il ne semble pas attirer davantage le gros des travailleurs. Dans le congrès ouvrier tenu à Paris au mois d'octobre 1876, la question a été sérieusement discutée ; elle y a soulevé plus d'objections que d'adhésions. La pratique du système est, en effet, fort difficile dans les conditions où leur situation et leur caractère même placent les ouvriers.

Ceux que l'élection met à la tête des sociétés coopératives ont bien rarement l'expérience et les connaissances spéciales qui sont indispensables à un chef d'industrie. Le suffrage universel, qui agit presque toujours à l'aveugle, par passion plutôt que par raison, n'improvise pas plus de grands industriels que de grands législateurs. Puis, les ouvriers, comme tous les démocrates de la foule, sont instinctivement défiants et jaloux. A peine ont-ils élu un gérant, qu'ils s'en méfient et le soupçonnent fort de vouloir les tromper pour s'enrichir à leurs dépens. L'autorité même qu'il faut nécessairement donner à un directeur, leur devient bientôt suspecte et insupportable. La rétribution exceptionnelle, qu'en toute justice, on est tenu de lui allouer, excite l'envie de ceux qui sont réduits au modeste salaire de chaque jour. Lui-même n'est que trop enclin à prendre

des allures autoritaires qui amassent contre lui les orages. Enfin, à ces difficultés personnelles se joint l'impossibilité de réunir, par la simple épargne, un capital social assez important pour permettre aux sociétés coopératives de soutenir la concurrence écrasante de la grande industrie et de ses millions accumulés. En dehors des visées révolutionnaires, c'est aussi par ces diverses raisons que s'explique le discrédit où sont tombées, parmi les ouvriers, les idées de M. Schulze Delitsch.

IV

Deux de ses disciples, MM. Marx Hirsch et Dunker, ont tenté d'imprimer une nouvelle impulsion à la pensée du maître en lui donnant une nouvelle forme. Les *Genossenschaften* forment des associations isolées, indépendantes les unes des autres. MM. Hirsch et Dunker conçurent, au contraire, le projet de relier, en une sorte de fédération, les diverses sociétés coopératives et d'en former un faisceau compacte qui pût être une force dans l'ordre économique. C'est dans ce but qu'ils ont fondé les *Gewerbevereine*, associations de travail, analogues, dans leur constitution et leur objet, aux *Trade-Unions* d'Angleterre. Treize furent créées en moins de deux ans, de 1868 à 1869, et réunies sous le nom général de *Ligue des associations allemandes*. L'administration de la ligue appartient à un conseil central, véritable pouvoir exécutif. L'assemblée générale

des sociétaires constitue le pouvoir souverain de qui tout dépend. Un membre du conseil est spécialement désigné, avec le titre d'avocat de la ligue, *Verbands Anwalt*, comme rédacteur en chef d'un journal publié pour en exprimer et en défendre les vues et les intérêts. Ce journal, intitulé L'ASSOCIATION, *organe de la ligue des associations ouvrières*, est, en même temps, le moniteur du parti progressiste dont nous connaissons déjà le programme. MM. Hirsch et Dunker sont, avec M. Schulze Delitsch, membres de ce parti et se classent avec lui parmi les socialistes de la chaire. Toutes les forces de la ligue sont naturellement mises en jeu à l'époque des élections pour assurer le triomphe des candidats progressistes ; mais, comme on l'a vu dans l'étude des divers groupes politiques, si le parti progressiste a gagné des voix du côté des nationaux libéraux, il en a perdu du côté des socialistes. M. Hirsch a échoué aux élections de 1877, et M. Hasenclever l'avait emporté à Berlin, lors des élections supplémentaires du 25 juin 1877, sur M. Löwe, candidat de la ligue. Il est vrai qu'à celles de 1878, il a été battu par un progressiste.

Le socialisme militant professe autant de dédain pour le progressisme que pour l'économisme de M. Schulze Delitsch. Il appelle les socialistes de la chaire « les socialistes brevetés de Sa Majesté le roi de Prusse ». Il lui faut autre chose que ce libéralisme modéré qui, à la conférence tenue à Eisenach en 1873, borna son programme à une enquête officielle sur le

problème social, à une législation nouvelle sur le travail dans les manufactures, à un inspectorat des fabriques et à une banque d'assurances pour les ouvriers sous le contrôle de l'État.

Le vrai socialisme ne veut ni de l'épargne, ni des réformes progressives, ni des secours du gouvernement. Il n'attend son triomphe que d'un vaste bouleversement de l'ordre social actuel et de la reconstitution d'une société nouvelle. Longtemps il a suivi les apôtres du *self help* et du progrès ; mais aujourd'hui il n'écoute plus que les apôtres de la révolution. Longtemps il a ignoré ses droits et sa force ; mais aujourd'hui il sait ce qu'il veut et ce qu'il peut. Longtemps il a été exclusivement allemand, mais désormais il est cosmopolite ; il tend la main, par-dessus les frontières arbitraires des États, à tous ceux qui, au dehors, veulent renverser les trônes et les autels et élever, sur leurs ruines éparses, la démocratie socialiste.

V

Comment s'est accomplie cette troisième transformation du socialisme allemand?

Au delà du Rhin, comme partout ailleurs, les théoriciens ont frayé la voie aux agitateurs.

En 1845, un jeune hégélien, M. Charles Grün, avait publié un livre important à la suite d'un voyage qu'il fit en Belgique et en France pour y étudier le mouve-

ment socialiste [1]. Dans cet ouvrage, il se rit des théories anodines du socialisme français et n'applaudit que Proudhon qu'il compare « aux prophètes de la Judée tonnant contre les institutions et les sociétés humaines ». Quant à lui, son socialisme est celui de la force brutale et de l'athéisme. Disciple excessif de la philosophie de la nature, il reproche aux socialistes français de n'avoir pas su s'affranchir encore de l'idée de Dieu et conseille aux socialistes allemands de ne compter, à l'exemple des révolutionnaires de France, que sur l'insurrection. « Malgré le grand travail des idées allemandes, dit-il, il faudra, pour en finir, avoir recours à la force; il faudra imiter le réalisme de ce peuple qui sait si bien planter ses idées à la pointe de son sabre et au bout du canon de son fusil. »

Ces paroles n'ont pas tardé à devenir le programme des révolutionnaires d'Allemagne. Le soulèvement de 1848 en a été bientôt une première manifestation. Presque à la même époque, en 1846, Michaël publiait à Stuttgart un écrit dont le titre seul, *Abbruch und Neubau oder Jetztzeit und Zukunf*, *Démolition et reconstruction ou présent et avenir*, dit assez le but subversif. En même temps d'autres œuvres plus théoriques, telles que la *Situation des classes ouvrières en Angleterre* par Frédéric Engel [2], *les Garanties et les Harmonies de la Liberté* [3] du tailleur Weitling, les *Annuaires*

1. *Die Soziale Bewegung in Frankreich und Belgien*, 1845, Darmstadt.
2. *Die Lage der Arbeitenden classen in England*, Leipzig 1845.
3. *Garantien und Harmonien der Freiheit*, Zurich.

français-allemands, *Deutsch-Französische Jahrbücher* de Karl Marx et d'Arnold Ruge, le journal le *Vorwärts* publié à Paris par Karl Marx et Henri Heine, la piquante critique des *Contradictions économiques* de Proudhon, que Karl Marx écrivit en 1847 sous le titre : *Misère de la philosophie*, *Réponse à la philosophie de la misère*, préparaient les esprits à l'organisation révolutionnaire du socialisme allemand.

Mais ce n'est pas seulement avec des écrits qu'on soulève les masses. Pour les mener au combat il faut les organiser puissamment et leur donner un drapeau où soit inscrite quelque devise saisissante, résumant leurs aspirations. Rien n'est décisif comme un mot caractéristique pour déterminer une explosion populaire. Le peuple n'a jamais lu les livres savants des réformateurs qui l'ont poussé aux luttes politiques ou sociales. Il ne les lira jamais, car il ne pourrait les comprendre. Mais il y a toujours, dans les utopies des régénérateurs de l'humanité, quelque expression typique, quelque maxime à effet dont la foule s'empare sans chercher à la définir et qui devient la formule de ses revendications. Proudhon connaissait le secret et l'influence de ces vocables révolutionnaires, lorsqu'il a dit : « La propriété, c'est le vol. » — « Dieu, c'est le mal ! » Cela a suffi pour entraîner ceux que ses compendieuses recherches sur le droit de propriété et ses discussions philosophiques sur le principe des religions auraient laissés indifférents.

Dans la première tentative révolutionnaire que

l'Allemagne a faite en 1848 rien n'était bien défini, encore, ni le but ni le programme; aujourd'hui il n'en est plus de même. Deux hommes, du reste d'une grande valeur, sachant merveilleusement comment on peut discipliner et passionner les masses, ont donné une forme synthétique au socialisme militant et l'ont fortement organisé en vue d'en faire une armée toujours prête à la bataille. Ces deux hommes sont Lassalle et Karl Marx.

Tous deux sont de remarquables écrivains et même de savants économistes; mais tous deux ont été surtout de grands révolutionnaires, des hommes d'action autant que des hommes de pensée.

Lassalle a posé deux principes qui sont le *Credo* des socialistes allemands. Karl Marx en a posé quatre qui sont désormais le mot d'ordre du socialisme universel.

Lassalle condense ses théories en ces mots : « La loi d'airain du salaire, *das eherne Lohngesetz*, s'oppose invinciblement à l'amélioration du sort des travailleurs. Le temps du quatrième ordre est arrivé. L'État ouvrier doit remplacer l'État bourgeois. »

Karl Marx a dit : « Le capital est la spoliation. » — « Les travailleurs doivent conquérir le pouvoir politique pour briser le joug des capitalistes. » — « L'intérêt des ouvriers est partout le même et domine les questions de nationalité. » — « Pour que la réforme sociale soit possible, il faut que la révolution généralisée ait abattu partout les autels et les trônes. »

VI

Chose étrange! ni l'un ni l'autre de ces apôtres du socialisme révolutionnaire ne semblaient destinés, par leur naissance et leur condition, au rôle qu'ils ont joué. Ils appartenaient tous deux au judaïsme et paraissaient voués à la carrière des affaires plutôt qu'à celle des idées. Tous deux se sont alliés, à des titres divers, à des familles aristocratiques qui semblaient devoir les éloigner du mouvement démocratique.

Karl Marx est né à Trèves en 1818. Il épousa, en 1843, Jenny de Westphalen, sœur du ministre de ce nom qui fit partie du cabinet Manteuffel. Employé dans l'administration supérieure, il quitta bientôt le service public pour se mêler au mouvement socialiste qui se développait alors en France. Poursuivi, il se réfugia à Paris, où, comme on l'a vu plus haut, il publia avec Henri Heine le journal le *Vorwärts*. La révolution de 1848 lui rouvrit les portes de sa patrie. Après la défaite de la démocratie allemande, il s'enfuit à Londres où il fut un des plus puissants fondateurs de l'*Internationale*. Depuis lors, il n'a pas cessé d'agiter le monde, poursuivant, par l'action occulte ou publique de cette terrible association, le renversement de la société actuelle et le triomphe du socialisme radical.

Lassalle, issu, comme Marx, de parents israélites,

naquit à Breslau le 11 mars 1825. Destiné d'abord au commerce, il ne tarda pas à l'abandonner et alla étudier à l'université de Leipzig. C'était un disciple enthousiaste d'Hegel en même temps qu'un des plus ardents représentants de la jeune Allemagne. Lui aussi se rendit en 1843 à Paris qui était le grand foyer de la démocratie cosmopolite. Henri Heine fut frappé de son génie naissant. « Au savoir le plus profond, écrivait-il de lui, aux connaissances les plus vastes, à la pénétration la plus vive que j'aie jamais rencontrés, il joint une force de volonté et une habileté dans l'action qui m'étonnent. » A Berlin, où Henri Heine le recommanda chaudement, il devint un ami particulier de Humboldt qui l'appelait *das Wunderkind*, l'enfant prodige. Sa beauté physique lui conciliait autant de sympathies que son intelligence. La comtesse Sophie de Hatzfeld, séparée de son mari, éprouva pour lui une passion qui n'a fini qu'avec sa vie. Ses premiers travaux eurent pour objet moins le socialisme que la politique générale. Cependant il écrivit dans un autre journal publié par Karl Marx, la *Neue Rheinische Zeitung* en compagnie d'Engel, de Freiligrath et d'autres publicistes révolutionnaires de l'Allemagne. En 1848, il joua un rôle actif dans la révolution de mars. Arrêté et traduit en cour d'assises, il prononça, le 3 mai 1849, ces fières paroles : « Je ne veux et ne dois être acquitté que si on reconnaît que l'appel aux armes est le droit et le devoir du peuple. » Il fut acquitté.

Ce n'est qu'en 1862 qu'il entreprit d'organiser le

parti socialiste et se fit hautement, comme l'appellent ses disciples, « le champion des déshérités ». En moins de deux années il parvint à faire du socialisme allemand un parti formidable. Sa mort tragique, arrivée à la suite d'une aventure romanesque, interrompit son œuvre. Le 28 août 1864, il fut tué en duel à Genève, mais l'impulsion qu'il a donnée lui a survécu. Son souvenir seul exalte le peuple autant que le faisait sa parole. Madame de Hatzfeld ramena ses restes en Allemagne et toute la route ne fut qu'un long convoi triomphal. Depuis lors, la date de sa naissance et celle de sa mort sont consacrées par des manifestations et des solennités populaires qui ont le caractère d'une sorte de culte public et font de celui qui en est l'objet une espèce de demi-dieu. « Nous ne célébrons, disait le *Social Demokrat* du 12 avril 1876, ni l'anniversaire d'un prince, ni le jour d'une fête religieuse. Nos solennités sont consacrées aux hommes qui montrèrent aux masses déshéritées du peuple le chemin de la liberté, qui tinrent haut le drapeau des droits de l'homme et qui sommèrent hardiment la société vicieuse et corrompue à la barre de la conscience publique. Telles sont nos pensées, le 11 avril, anniversaire de la naissance de Ferdinand Lassalle dont la mémoire excite en nous la reconnaissance et la fierté ! »

Lassalle et Karl Marx se sont partagé l'Allemagne. Le premier a fondé « l'Association générale des ouvriers allemands. » *Allgemeine deutsche arbeiterve-*

rein, qui a pris pour centre d'action l'Allemagne du nord ; le second a introduit l'*Internationale* qui, sous la forme de « l'Association démocratique des ouvriers », *Demokratische arbeiterverein*, a plus particulièrement agi en Saxe et dans le sud. L'un et l'autre ont créé le gouvernement révolutionnaire du socialisme et en ont fait un État dans l'État.

Depuis la mort de Lassalle, c'est l'influence des idées de Karl Marx qui prévaut. Sa doctrine cosmopolite a définitivement succédé au programme plus exclusivement allemand de Lassalle. En 1875, dans un congrès tenu à Gotha, l'*Allgemeine deutsche arbeiterverein* présidée, après la mort de ce dernier, par le député Schweizer, puis par le député Hasenclever, et la *Demokratische arbeiterverein*, dirigée par deux autres députés, Bebel et Liebknecht, se sont fusionnées en un seul parti sous le nom de « Parti socialiste des ouvriers de l'Allemagne, » *Socialistische Arbeiter partei Deutschlands*, dans l'esprit des doctrines de Karl Marx combinées avec celles de Lassalle.

VII

Quand nous parlons des doctrines de Karl Marx et de Lassalle, nous donnons, peut-être, une idée inexacte de leur œuvre. Ce ne sont pas en effet des hommes de science ; ce sont surtout des hommes d'action. Des doctrines personnelles, ils n'en ont pas à proprement parler. Ils n'ont révélé au monde aucune

idée nouvelle. Ils se sont bornés à tirer, à leur manière, des conclusions excessives des travaux et des systèmes émanés des réformateurs sociaux et des grands économistes qui les ont précédés. Leurs deux ouvrages principaux « Le capital et le travail » *Herr Bastiat Schulze Delitsch, oder Kapital und Arbeit*, publié par Lassalle en 1863, et « Le capital » *das Kapital*, publié par Karl Marx en 1867, ne contiennent aucune doctrine qui leur appartienne en propre. C'est même leur tactique de prétendre que tout ce qu'ils enseignent a été enseigné avant eux par les maîtres les plus autorisés de la science économique. A les entendre, ils ne sont que les disciples fidèles d'Adam Smith, de Turgot, de J.-B. Say, de Ricardo, de Stuart Mill, etc., etc. Ils se bornent, disent-ils, à déduire les conséquences logiques des principes que ces esprits éminents ont posés, et à en provoquer toutes les applications sociales.

Des œuvres de ces grands penseurs, Karl Marx a fait sortir le droit souverain du travail et Lassalle a conclu à l'iniquité du salaire.

On sait que, contrairement aux physiocrates qui font dériver la richesse des forces productives de la nature, l'économie orthodoxe la fait résulter essentiellement du travail. Or, d'après Karl Marx, si toute valeur vient uniquement du travail, la richesse produite doit appartenir entièrement aux travailleurs. Pourquoi n'en est-il pas ainsi? Parce qu'à côté de l'ouvrier qui n'a que ses bras, existe le capitaliste qui achète

les outils et les matières premières et loue, pour les mettre en œuvre, la force du travail de l'ouvrier, *die Arbeits Kraft.* Qu'arrive-t-il alors? D'abord que, faisant passer le travailleur sous les fourches caudines du capital, il ne lui paie que le salaire strictement nécessaire pour le faire vivre ; ensuite qu'il vend plus cher qu'ils ne lui coûtent les objets fabriqués par l'ouvrier, et réalise ainsi d'énormes bénéfices dont celui-ci ne profite pas. Si l'ouvrier travaillait pour lui-même, six heures de travail lui suffiraient pour produire l'équivalent des denrées nécessaires à son existence et à celle de sa famille ; s'il travaillait davantage, il obtiendrait un produit supplémentaire dont la valeur réalisée lui permettrait de se constituer un pécule pour son superflu. Au lieu de cela, forcé de travailler pour ceux qui possèdent le capital et l'instrument, ceux-ci lui imposent une journée entière de travail qu'ils ne lui paient pas plus que s'il ne travaillait qu'une demi-journée, de sorte qu'ils bénéficient seuls du produit des six heures qui excèdent le travail nécessaire. En même temps, au moyen des machines perfectionnées que le capitaliste peut seul acquérir, il décuple souvent les produits de la main d'œuvre journalière, sans que l'ouvrier en retire aucun profit. C'est là ce qui explique les énormes fortunes des patrons et la misère des populations laborieuses.

Quant à Lassalle son système peut se résumer en ces termes. Le salaire de l'ouvrier est soumis à « une loi d'airain » qui le réduit fatalement à ce qui est à

peine indispensable pour vivre et se perpétuer. D'un côté, l'influence souveraine de l'offre et de la demande, déterminée par le nombre, la concurrence et les besoins des travailleurs ; de l'autre, les exigences et l'avidité du capital, réduisent à un minimum dérisoire la rémunération du travail. Dans ces conditions, prétendre que l'ouvrier doit épargner pour améliorer son sort, c'est se faire la plus fausse idée de la situation. Il est, aujourd'hui comme jadis, un serf que son maître exploite en se contentant de le nourrir, encore d'une manière très-insuffisante. Les institutions de M. Schulze Delitsch, qui veut fonder des associations ouvrières avec des capitaux économisés sur les besoins les plus impérieux de l'existence, sont, dès lors, une immense erreur. C'est demander l'abandon du superflu à qui n'a pas même le nécessaire. Les œuvres de bienfaisance elles-mêmes, qui tentent de satisfaire à bas prix les besoins matériels et les jouissances morales de l'ouvrier[1], ne sont pas moins impuissantes, car, en diminuant le coût d'entretien du travailleur, elles ont pour conséquence fatale de faire baisser le taux des salaires.

Dans l'état actuel de la société, rien, d'après Lassalle, ne peut changer cette loi d'airain. Plus que

1. M. de Laveleye, dans ses belles études sur le socialisme, cite surtout l'*Hôtel Louise* organisé par M. Jules d'Andrimont, directeur du charbonnage le *Hasard*, près de Liége. Pour 1 fr. 50 c. par jour l'ouvrier y a deux déjeuners, un dîner et un souper. Il est logé, chauffé, éclairé et blanchi. Il trouve dans l'hôtel un café, une salle de lecture, un casino où l'on fait de la musique et où il peut passer ses soirées, sans que tous ces plaisirs réunis lui coûtent rien.

jamais l'industrie moderne exige des capitaux considérables que les ouvriers ne peuvent espérer ni de posséder ni de réunir. Ils sont donc contraints de subir le joug du capitaliste. Sans doute, le capital n'est que du travail accumulé ; mais qui l'a accumulé ? C'est l'ouvrier et l'ouvrier seul, soit sous l'ancien servage, soit sous le nouveau. L'ouvrier est bien devenu libre politiquement parlant, mais économiquement il est toujours en esclavage. La liberté n'a profité qu'aux riches et aux forts, parce qu'ils ne l'ont conquise et proclamée que lorsqu'ils avaient déjà tout accaparé. Dans ces conditions, il faut faire à l'égard de la bourgeoisie, ce qu'elle a fait à l'égard de la féodalité. Aujourd'hui le travailleur est au service du capital ; c'est le monde renversé. Le capital, au contraire, doit être au service du travail. En conséquence, « le Quatrième Ordre » a droit maintenant de remplacer le Tiers État, comme celui-ci a remplacé les deux autres. Il faut fonder l'État ouvrier où il n'y aura de place que pour le travailleur, car le travail y sera obligatoire. Le pouvoir directeur y distribuera seul la matière première et l'outil, réglera la production et répartira le revenu entre tous au prorata des services rendus [1].

1. Voir pour les idées de Marx et de Lassalle, *Die Lehren des heutigen socialismus* par Henrich von Sybel. — *Der moderne socialismus*, par Eugen Jäger. — *Der Emancipations Kampf des Vierten Standes*, par Rudolph Mayer. — *Les théoriciens du socialisme en Allemagne*, par Maurice Block. — *Le socialisme en Allemagne*, par Emile de Laveleye. — *Deutschand und socialismus*, par Bamberger. — *Die Deutsche social Demokratie*, par Franz Mehring.

VIII

On peut voir, par ce rapide exposé, quelle forme scientifique mais aussi quel caractère redoutable a pris le socialisme allemand. C'est avec ces idées révolutionnaires, où, malheureusement, certaines vérités se mêlent à de monstrueuses erreurs, que Lassalle et Karl Marx ont remué si profondément les travailleurs de l'Allemagne et les ont enrôlés dans une armée qui veut livrer à la société moderne un combat d'extermination.

Oui ! il y a des griefs légitimes au milieu de ces plaintes exagérées. Les souffrances des ouvriers, l'impossibilité où ils sont d'épargner sur leur salaire sans s'imposer les plus dures privations, les abus que le capital commet trop souvent à l'égard du travail, ne sauraient être contestés. Il y a évidemment lieu de mieux répartir les bénéfices industriels et de considérer l'ouvrier moins comme un instrument matériel qu'on utilise au meilleur marché possible, que comme un associé qui a droit à une certaine part dans les profits. Il est nécessaire de s'étudier à lui fournir des moyens d'existence à des conditions moins onéreuses, par l'application de méthodes économiques analogues à celles qui ont si bien réussi dans le charbonnage le *Hasard* et en d'autres grandes exploitations industrielles. Il est juste enfin de lui assurer, comme on le fait dans l'armée et dans les administrations publi-

ques, une pension de retraite et un pécule pour ses vieux jours. C'est ainsi qu'on combattra, en grande partie, l'action du socialisme, en ne lui laissant que ses erreurs. Surtout, il importe de répandre largement l'instruction et les idées saines afin que les classes laborieuses ne se laissent plus séduire par les hommes de désordre, et d'opposer partout la propagande du bien à celle du mal.

Mais, à côté de ces vérités, l'erreur de Marx et de Lassalle, c'est de prétendre que le travail est tout et que tout doit lui être subordonné.

Le travail n'est pas la seule mesure de la valeur, comme l'affirme Marx. La valeur du produit se détermine bien plus par son utilité, par sa rareté ou par son abondance relatives.

Le salaire n'est pas une loi d'airain qui se règle passivement, en quelque sorte, comme les phénomènes physiques, par l'action inflexible de forces naturelles, ainsi que le dit Lassalle. C'est une loi sociale, variable suivant les temps, les lieux et les événements, où la liberté et l'intelligence peuvent efficacement agir. Le travailleur peut régler équitablement ses intérêts avec celui qui l'emploie, et régler sagement ses besoins avec lui-même, de façon à modifier favorablement ce que la loi de l'offre et de la demande peut avoir de fâcheux dans la question des salaires.

Le travail n'a pas plus le droit d'opprimer le capital que le capital n'a le droit d'opprimer le travail. Le ca-

pital et le travail ne sont pas deux forces ennemies destinées à se combattre ni à s'asservir réciproquement; ce sont deux facteurs indispensables l'un à l'autre, dont la combinaison seule crée la richesse universelle. Sans le capital, l'ouvrier n'aurait pas même l'instrument du travail nécessaire qui le fait vivre. Il est donc juste que ce capital reçoive aussi le salaire du service qu'il rend. En outre, à côté de la force financière et de la force matérielle unies pour produire, il faut tenir compte de la force intellectuelle qui a conçu l'idée mère du produit et en a assuré l'exécution par l'invention des procédés scientifiques, et par la création des machines que l'ouvrier met en œuvre. Ne rien accorder au capital qui est un travail accumulé non point par l'ouvrier seul, comme le prétend Lassalle, mais par ces trois forces combinées ; ne rien accorder à l'intelligence qui est le principe créateur du travail et du produit, et réserver tout à l'ouvrier manuel qui n'est, en réalité, qu'un exécuteur plastique, ce serait la plus monstrueuse des iniquités.

Enfin, l'État ne peut pas être plus légitimement un État ouvrier, qu'un État aristocratique ou un État bourgeois. Il est le représentant, l'organe et le protecteur de tous les éléments sociaux sans exception. La hiérarchie sociale de notre temps n'est plus fondée sur aucun privilége exclusif; c'est le classement naturel des aptitudes et des situations conquises par l'intelligence, l'honnêteté et le travail, avec l'égalité des droits qui permet à tous d'aspirer à tout, s'ils en sont dignes.

Voilà les vrais principes, mais comment espérer qu'ils prévalent contre les doctrines subversives qui répondent si bien aux passions et aux appétits aveugles des masses?

La rapidité prodigieuse avec laquelle les idées de Lassalle et de Marx se sont propagées en Allemagne prouve, au contraire, à quel point le sol populaire est partout préparé pour recevoir et faire mûrir la semence révolutionnaire.

Le congrès socialiste de 1875, tenu à Gotha, lors duquel les deux fractions du socialisme allemand se sont fondues en un seul parti sous la direction de l'*Internationale*, a attesté, par ses résolutions, avec quelle puissance les théories des deux grands agitateurs se sont emparées de l'esprit des ouvriers. C'est dans cette réunion qu'a été formulé le programme définitif du parti. Voici en quels termes il combine les doctrines de Lassalle et de Karl Marx.

« Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation. — Comme le travail général n'est rendu possible que par la société, le produit total du travail appartient à la société, c'est-à-dire à tous ses membres au même droit et à chacun suivant ses besoins raisonnables, tous étant tenus de travailler. — Dans la société actuelle, les instruments du travail sont le monopole de la classe capitaliste. La dépendance qui en résulte pour la classe ouvrière est la source de la misère et de la servitude sous toutes ses formes. — L'émancipation du tra-

vail exige que les instruments du travail deviennent la propriété collective de la société, avec réglementation sociétaire de tous les travaux, emploi pour l'utilité commune, et juste répartition des produits du travail. — L'émancipation du travail doit être l'œuvre de la classe ouvrière vis-à-vis de laquelle les autres classes ne sont que des masses réactionnaires.

» Partant de ces principes, le *Parti ouvrier socialiste allemand* se propose pour but, par tous les moyens légaux, d'arriver à fonder l'État libre et la société socialiste, à anéantir « la loi d'airain du salaire » en supprimant le salariat, à mettre fin à l'exploitation sous toutes ses formes et à abolir toutes les inégalités politiques et sociales.

» Le parti socialiste allemand agit d'abord dans le cadre de la nationalité, mais il reconnaît le caractère international du mouvement ouvrier et il est résolu à remplir tous les devoirs que cette solidarité impose aux ouvriers, pour réaliser la fraternité de tous les hommes. »

Après cette déclaration générale de principes, le programme de Gotha définit les moyens propres à amener leur application dans l'ordre politique et formule de la manière suivante les réformes qu'il réclame dès aujourd'hui :

« Le parti ouvrier socialiste allemand demande, pour préparer la solution de la question sociale, la création d'associations socialistes, avec l'aide de l'État, sous le contrôle démocratique du peuple des

travailleurs. — Les associations de production pour l'industrie et l'agriculture devront être créées sur une échelle assez vaste pour que l'organisation générale du travail puisse en sortir. — Comme base de l'État, il demande : le droit de suffrage universel et direct pour tous les citoyens âgés de vingt ans et pour toutes les élections de l'État et de la commune; — la législation directe et la décision de la paix et de la guerre par le peuple; — le service militaire universel et les milices citoyennes au lieu de l'armée permanente; — l'abolition de toutes les lois qui restreignent le droit d'association, le droit de réunion, la libre expression de l'opinion et la libre recherche; — la justice gratuite et rendue par le peuple; — l'instruction obligatoire, l'éducation générale et égale des citoyens par l'État; — la religion déclarée objet d'intérêt privé [1]

1. Dans cette analyse des doctrines socialistes en Allemagne, je laisse de côté un socialisme de fantaisie qui s'est fondé il y a un an à peine, sous le nom de *Socialisme chrétien.* Ce nouveau parti, créé en opposition au socialisme matérialiste et athée, a pour but la réforme économique de la société sur des bases monarchiques et religieuses. Il a organisé une association, *Centralverein fur social Reforme* qui compte parmi ses membres des personnages très-distingués, entre autres les pasteurs Todt et M. Stoecker, prédicateur de la Cour. Ils espèrent attirer les ouvriers en professant les mêmes doctrines qu'eux contre les vices de l'ordre social actuel, et les moraliser en leur prouvant que le christianisme seul peut améliorer leur sort. La *Centralverein* a pour organe le *staats Socialist,* revue hebdomadaire, qui disait dernièrement: « Dans son état dégénéré d'aujourd'hui, la propriété ne mérite d'être appelée qu'une institution maudite. Elle ne sert qu'à faire passer les fruits du travail individuel dans les mains des oisifs. »

Malgré ces violences de langage, le socialisme chrétien convertit

X

Telle est la déclaration de guerre que le socialisme allemand a jetée, il y a deux ans à peine, à l'ordre social et spécialement à l'Empire. C'est le premier grondement de ce tonnerre prédit par Henri Heine, qui roule avec une lenteur germanique, mais qui sera terrible quand il éclatera.

L'explosion en doit-elle être prochaine?

C'est peu probable. L'Allemagne est constituée de telle façon, elle est encore morcelée en tant d'États distincts, qu'il serait très-difficile d'y provoquer partout, en même temps et presque à la même heure, une insurrection formidable. Cependant, ce qui s'est passé en 1848 donne la mesure de ce que pourraient tenter encore les révolutionnaires de ce pays, si les circonstances leur paraissaient propices à leurs projets de bouleversement.

Heureusement, ils ne sont pas encore organisés de façon à pouvoir engager la lutte contre l'armée de

peu d'ouvriers. Il compte environ 2,000 adhérents. Le prédicateur Stoecker est l'âme de ce parti. Il provoque ses adversaires dans des réunions publiques. Il tonne contre eux avec une véhémence inouïe, surtout contre les libéraux et les Juifs qu'il accuse d'être les seuls auteurs du matérialisme, de l'irréligion et de la misère du peuple. Pour lui la liberté politique et économique n'est que la liberté du désordre et de l'exploitation de l'homme par l'homme. La réforme sociale ne peut se faire que par le Gouvernement et c'est à lui qu'il faut la demander. M. Stoecker a posé sa candidature au Reichstag dans les élections de 1878. Il n'a eu que 1,500 voix environ!

l'ordre dont dispose l'empire, et leurs forces elles-mêmes sont trop éparpillées pour qu'ils puissent tenter, sur un point quelconque, un coup de main ayant chance de succès. Sans doute, le chiffre de leurs sectaires est considérable ; ils ont pu réunir dans les élections de 1877 plus de 600,000 voix et plus de 900,000 dans celles de 1878 ; mais, dans ce nombre, il en est beaucoup qui repoussent, pour le triomphe de leurs idées, les moyens violents et, d'autre part, la masse du peuple n'est pas avec eux.

L'Allemand, nous l'avons dit, n'a pas encore le tempérament révolutionnaire. Il conserve, avec l'esprit de discipline, le respect de l'autorité et de la légalité que lui ont légué ses aïeux. Façonné à l'obéissance dès ses premiers ans, plié sous une règle sévère, habitué depuis des siècles à la hiérarchie sociale, il est resté peu accessible, du moins jusqu'à présent, aux excitations démagogiques.

A leur tour, les classes dirigeantes ont, en Allemagne plus que partout ailleurs, l'esprit de corps et le sentiment de leur solidarité matérielle et morale en face du péril social. Elles viennent d'en donner la preuve et la mesure par l'énergie avec laquelle, aux élections de cette année, elles se sont groupées pour faire échec au parti rouge.

Le danger ne paraît donc pas immédiat, mais il est incontestable qu'il existe et qu'il peut produire, avec le temps, si on le laisse grandir, des événements dont peut-être on ne serait plus maître.

Le double attentat qui, naguère, à trois semaines

d'intervalle, a mis en péril la vie de l'empereur Guillaume, malgré l'effroi qu'il a fait naître et l'indignation qu'il a inspirée, ne prouve pas, non plus, que le socialisme allemand se prépare à une action agressive. Il n'atteste qu'une chose : c'est combien est grave et profonde la dépravation que les doctrines socialistes peuvent engendrer dans des imaginations perverses. C'est bien le fanatisme socialiste qui a armé le bras d'Hœdel et de Nobiling contre ce vieux et noble souverain si aimé en Allemagne et si estimé à l'étranger; mais le régicide n'est certainement pas le mot d'ordre du socialisme allemand et le parti tout entier ne saurait être responsable de ce crime monstrueux.

Tous les manifestes publiés par les démocrates sociaux depuis cet exécrable attentat, ont protesté avec énergie contre la solidarité qu'on voulait établir entre eux et les assassins de l'empereur et cette protestation de leur part est sincère. L'*Internationale* elle-même prêche la suppression de la royauté par la révolution universelle, mais non point par l'assassinat des rois.

Il est vrai que la semence anarchique, en tombant dans de mauvais esprits, y fait germer aisément les plus sinistres desseins, mais il en est de même de toute doctrine fanatique. Le régicide n'est pas l'arme exclusive du radicalisme. Le fanatisme religieux, le fanatisme national, le fanatisme libéral ont enfanté autant de forfaits de cette nature que le fanatisme révolutionnaire. Les ambitions dynastiques elles-mêmes ont, plus d'une fois, donné aux peuples l'exemple

sanglant du meurtre d'un roi. Faut-il en accuser la religion, le patriotisme, la liberté ou le principe monarchique? Non. Un attentat isolé ne prouve rien en ce qui concerne le mouvement des opinions et des partis.

L'Allemagne semble être, malheureusement pour elle, la terre privilégiée de l'assassinat politique et, par une étrange fatalité, c'est rarement dans les bas-fonds de la société que s'y élaborent ces actes odieux. Karl Sand, Oskar Becker, Blind étaient des étudiants comme Nobiling est un lettré.

Ce qui est non moins certain, c'est que ce grand pays est aujourd'hui, plus que toute autre contrée, le foyer de la démocratie socialiste. C'est lui qui a donné ses chefs à l'*Internationale* et sa formule scientifique au radicalisme cosmopolite. Bien que Karl Marx réside en Angleterre, on comprend que, par ses origines, il doit avoir bien plus de relations dans son pays natal que dans tout autre et qu'il est en état d'exercer une action bien plus décisive sur ses compatriotes que sur les travailleurs d'une autre nationalité. L'Allemagne, enfin, se prête mieux que nul autre peuple à cette propagande subversive. Le militarisme excessif qui y domine y soulève dans les régions inférieures plus de colères et de résistances que partout ailleurs; la misère générale y est plus grande, le travail beaucoup moins actif, la production infiniment moindre. L'émigration était un exutoire salutaire; nous verrons plus loin que la crise américaine l'a arrêtée depuis trois ans. Dans de telles conditions les populations ouvriè-

res sont une proie facile, pour le socialisme militant.

Si, par hasard, le gouvernement de l'empire avait la velléité, comme il l'a fait en d'autres questions, d'accuser certaines nations voisines d'être le centre malsain d'où l'épidémie socialiste s'étend sur l'Europe, qu'il regarde de sang-froid sa situation intérieure. Il reconnaîtra que c'est sur son propre territoire que le mal a pris au contraire son caractère le plus aigu et le plus périlleux pour le repos du monde moderne.

Maintenant comment va-t-il traiter cette maladie sociale qui se complique de si terribles accidents ?

Sera-ce par la force ? Certes, il est puissamment armé pour pouvoir comprimer toutes les manifestations socialistes ; mais que peut-il contre le principe même du mal? Il a proposé déjà et il va soumettre de nouveau au Reichstag des lois répressives d'une impitoyable rigueur ; il empêche les meetings socialistes et dissout les réunions ; il interdira dans les journaux l'expression des doctrines radicales. Soit, mais que pourra-t-il contre leur action souterraine ? Il forcera les chefs du mouvement révolutionnaire à agir dans l'ombre, à délibérer dans les sociétés secrètes où les esprits s'exalteat bien plus qu'à la lumière du soleil. Loin de les désarmer, il les rendra plus terribles encore. L'histoire ne lui dit-elle pas assez éloquemment l'inutilité des mesures de compression pour la guérison de ces maladies organiques? Il y verra, par d'éclatants exemples, qu'il est toujours plus sage de les laisser sortir au de-

hors du corps social pour en saisir les moindres symptômes, au lieu de les faire rentrer en dedans où elles causent des ravages invisibles et presque toujours mortels.

Non, le remède n'est pas dans l'emploi de la force. On ne se bat pas contre des idées ; on ne peut pas les enchaîner comme l'on fait d'un prisonnier de guerre ou d'un criminel. Sans doute, il faut punir les crimes que ces idées produisent ; il faut infliger aux régicides le supplice qu'ils méritent ; il faut écraser, même à coups de fusil et de canon, toute insurrection qui se dresse contre l'ordre social et légal ; mais, pour combattre efficacement le socialisme, les meilleures armes sont l'éducation des masses, les réformes opportunes, la satisfaction de toutes les réclamations légitimes, l'amélioration constante du sort du plus grand nombre.

A côté du socialisme destructif, il y a le socialisme progressif. A côté des erreurs du radicalisme international, il y a les vérités du socialisme pratique. Le plus sûr moyen de dissoudre l'armée de la démagogie, c'est de séparer les doctrinaires des révolutionnaires en prenant l'initiative de tous les progrès réalisables que réclament les incontestables souffrances des ouvriers de tous les pays. Les révolutionnaires de parti pris sont moins nombreux qu'on ne le pense généralement. Quand ils ne pourront plus faire illusion aux masses sur les libérales intentions des pouvoirs publics, ils seront effrayés eux-mêmes de leur isolement.

Ce qui serait surtout souverainement injuste, ce serait de rendre la liberté responsable des excès du socialisme et de vouloir profiter de l'horreur universelle qu'excitent les crimes de quelques fanatiques, pour restreindre les droits supérieurs ou affaiblir les nobles institutions qui sont la gloire et la garantie des peuples libres. La liberté n'a pas d'ennemi plus dangereux que la révolution. Elle n'en saurait être le complice sans se suicider elle-même. Loin de là, bien autrement puissante que la force, elle seule peut être la digue sur laquelle se brisera enfin le torrent démagogique, par cela même qu'elle seule sauvegarde tous les droits légitimes de l'homme et du citoyen et satisfait tous les intérêts.

M. de Bismarck connaît trop son temps ; il a dû trop sérieusement méditer les leçons de notre époque, pour commettre la faute de blesser le libéralisme sincère en voulant atteindre le socialisme révolutionnaire. Il se ferait de la bourgeoisie libérale une ennemie qui serait bien autrement redoutable que les masses démagogiques. On se plaît, dans les hautes régions du pouvoir, à accuser la liberté d'être la pente fatale qui conduit à la révolution. Erreur lamentable ! c'est toujours pour avoir comprimé la liberté que les gouvernements ont imprudemment uni la cause de la bourgeoisie à celle du peuple et provoqué l'explosion des grands mouvements révolutionnaires !

CHAPITRE SEPTIÈME.

LA CRISE ÉCONOMIQUE.

I

Les triomphes de 1866 et de 1870 ont donné à l'Allemagne la gloire militaire ; ils ne lui ont donné ni la richesse ni la prospérité. L'incontestable appauvrissement de ce grand pays depuis cette époque est un sujet d'étonnement profond pour tous les peuples étrangers. Il l'est bien plus encore pour les Allemands qui ont cru, de bonne foi, que leurs conquêtes et les milliards arrachés aux vaincus devaient les enrichir. La réalité, une réalité douloureuse, leur a prouvé que leurs espérances n'étaient qu'un rêve. Leur aura-t-elle appris, en même temps, que la guerre, même la plus heureuse, est toujours funeste pour la fortune publique, que le bien-être matériel des sociétés ne peut jamais résulter de l'action des forces destructives et que le travail seul fait les nations prospères et puissantes? Il faut le désirer pour l'avenir du nouvel empire et pour la paix du monde.

En attendant que cette vérité éclaire nos voisins, si malheureusement aveuglés par l'éclat de leurs victoires, ils sont, depuis cinq ans déjà, en proie à une crise économique et financière qui atteint tous les éléments de la richesse nationale et peut avoir une grave influence sur la situation politique. L'industrie allemande souffre. Le commerce décroît. Les budgets sont en déficit. La production diminue. La misère augmente dans les villes et dans les campagnes. Le numéraire émigre pour aller payer à l'étranger les objets nécessaires à la consommation. Les populations laborieuses émigrent pour aller chercher au loin le travail qui, chez elles, ne suffit plus à leurs besoins. Les dépenses publiques s'élèvent et les impôts deviennent plus onéreux à mesure que les revenus de l'État et des particuliers s'affaiblissent. Voilà, en quelques mots, où en est arrivée l'Allemagne, sept ans après la défaite de la France.

D'où vient cette crise? Quelles en peuvent être les conséquences? Quels sont les moyens d'y remédier?

Il faut rendre cette justice aux Allemands qu'ils ne se dissimulent pas le danger et qu'ils l'envisagent virilement, en gens résolus à ne pas se laisser tromper aujourd'hui, comme ils l'ont fait en 1871, par de fausses apparences. Des hommes d'expérience et de talent ont déchiré hardiment devant l'opinion les voiles qui pouvaient masquer la vérité. Dans ces derniers temps, la question économique a été profondément

fouillée par des écrivains distingués qui n'ont ménagé à leur pays ni les reproches ni les exhortations. S'ils ont mis quelquefois sous ses yeux un miroir grossissant, comme l'a fait, par exemple, M. Otto Glagau dans ses violentes philippiques contre les scandales récents de la finance et de l'industrie [1], ils lui ont, du moins, loyalement signalé l'abîme qui s'ouvrait devant ses pas.

Ces travaux consciencieux, émanés d'hommes dont la parole ne saurait être suspecte à leurs compatriotes, ont produit une vive impression sur le public. Une expérience journalière lui avait sans doute révélé la crise, mais, en lisant ces véridiques écrits, il a pu mesurer toute l'étendue du mal.

Quant au remède, les publicistes qui ont fait si savamment et si curieusement le diagnostic de la maladie, ne le formulent pas, soit qu'ils ne l'aient pas trouvé, soit, ce qui est plus probable, qu'ils hésitent à mettre, comme on dit, le doigt sur la plaie et à dénoncer hautement la cause essentielle qu'il faudrait principalement combattre. En général, leur examen et leurs critiques se restreignent à la description des phénomènes de la crise et à l'analyse des causes se-

1. L'ouvrage si souvent cité de M. Glagau, rédacteur de la *Gartenlaube*, revue hebdomadaire qui se tire, dit-on, à 400.000 exemplaires, a été publié à Leipzig, en 1876, sous ce titre : *Der Borsen und Gründungs Schwindel in Berlin*. Citons aussi la remarquable brochure de M. Wilhelm Oechelhauser, membre du conseil du commerce de Prusse : *Die Wirthschaftliche Krisis*, Berlin 1876 ; le discours de M. Bamberger à Dresde, (Berlin 1876) ; l'étude sur l'*Industrie en Allemagne et en Autriche* par Karl Thomas Richter, Leipzig 1876.

condaires qui en ont déterminé l'explosion. Ces causes occasionnelles sont assez graves, en elles-mêmes, pour avoir considérablement empiré la situation, mais le vice originel est autre. Il est dans la politique même qui a fait l'empire d'Allemagne. Pour l'attaquer carrément, il faudrait vaincre les conseils d'un faux patriotisme et avoir le courage de froisser au besoin la fibre nationale. Les écrivains que nous signalons s'arrêtent devant cette initiative délicate. Comme nous n'avons aucune raison de partager leurs scrupules, nous nous permettrons d'insister sur le point fondamental qu'ils ont laissé dans l'ombre.

II

L'Allemagne possède un grand homme d'État en M. de Bismarck et un grand homme de guerre en M. de Moltke, mais il lui manque un grand financier et un grand économiste. Le chancelier, qui a le sentiment de tous les besoins de son temps et de toutes les nécessités de son œuvre, fait tout ce qu'il peut pour étudier et résoudre, à côté des vastes questions politiques qui l'absorbent, les questions économiques et financières dont il comprend instinctivement l'importance. On le voit intervenir, avec l'autorité de sa situation, dans les grandes discussions de budget, d'impôts, d'industrie et de commerce ; mais ses études personnelles ne répondent pas à son ambition ; il est obligé, pour soutenir de tels débats, de recourir à des

inspirations étrangères. C'est un économiste d'occasion et un financier de hasard. N'ayant point de conviction ni de doctrine qui lui soient propres, il accepte facilement celles des autres, se préoccupant moins de leur justesse intrinsèque que de l'utilité qu'elles peuvent avoir pour sa politique du moment. C'est en cela surtout qu'il est opportuniste, s'alliant tour à tour, avec une égale indifférence, aux libres-échangistes et aux protectionnistes, dans l'unique but de se servir d'eux en paraissant se ranger à leurs idées.

Pour conjurer la crise qui travaille l'Allemagne, il faudrait un Robert Peel, convaincu que les lois qui régissent la production, la répartition et la consommation des richesses, sont, bien plus que l'organisation des armées et la force du pouvoir, l'élément essentiel de la stabilité, de la sécurité et de la prospérité des États. Le génie de M. de Bismarck a l'instinct de cette vérité; mais, pour donner à son pays la puissance économique que Robert Peel a donnée au sien, il lui faudrait renoncer au système qui lui a valu jusqu'à présent tous ses succès, à la politique de la force. Le pourra-t-il jamais ?

M. de Bismarck est un disciple d'Alexandre le Grand. Il croit, comme lui, que les nœuds gordiens doivent se trancher par le glaive. A deux reprises, il s'est énergiquement défendu d'avoir jamais prononcé le mot fameux qu'on lui a attribué : « La force prime le droit. » Il faut le croire, mais sa vie entière atteste qu'il n'a confiance qu'en la force et qu'elle est, à ses yeux, le seul instrument efficace de l'ambition et de

l'intérêt. Ce qu'il ne saurait contester, car c'est écrit de sa main, c'est que, dans toutes les questions graves où sa politique s'est trouvée engagée, il a déclaré qu'il fallait agir « par le fer et le feu » *ferro et igne*. Sa conduite n'a cessé d'être conforme à ce principe. Depuis son entrée aux affaires, il n'a pas eu d'autre souci que de mettre entre les mains du pouvoir une armée tellement forte qu'il pût, en toute occasion, jeter, à l'exemple de Brennus, le poids de l'épée allemande dans la balance des événements. Tout le monde se rappelle, d'ailleurs, le célèbre discours de M. de Moltke, dans la session de 1873. Le chef du grand état-major n'a pas caché que, pour préserver la situation conquise par la guerre, « l'Allemagne doit rester armée jusqu'aux dents au moins pendant un demi-siècle ».

Or, l'armée qu'il faut entretenir, toujours prête au combat, dans le but de garantir la sécurité de l'empire et d'assurer son action dans le présent et dans l'avenir, a un effectif permanent de 401,659 hommes soit 1 0/0 de la population, non compris les officiers, le personnel non incorporé et les volontaires d'un an. Le budget militaire s'élève à 448 millions de marks, soit 560 millions de francs et le gouvernement a demandé, en outre, en 1877, l'autorisation de faire un emprunt de 168 millions destinés à la construction de casernes. Si ce système doit se perpétuer pendant cinquante années, comme l'a dit M. de Moltke, on aura dépensé, au bout de ce temps, la somme colossale de 30 milliards, sans compter les intérêts de ce capital

gigantesque ni ce qui est perdu pour le travail national auquel on enlève, chaque année, ses ouvriers les plus valides.

Sans doute, cette situation n'est pas exclusive à l'Allemagne. Dans tous les autres pays soi-disant civilisés, les budgets de la guerre absorbent la plus grande partie des ressources normales ; mais aucune nation n'a fait de la force militaire le pivot de sa politique à l'égal de l'Allemagne ; aucune n'a pris aussi complétement pour devise la vieille maxime romaine : *si vis pacem para bellum*. Depuis plus de dix ans déjà, mais surtout depuis 1870, si la fortune publique succombe partout sous le fardeau des dépenses militaires, c'est certainement à cette puissance qu'est dû ce résultat désastreux.

Eh bien ! elle porte, plus que toute autre, la peine de cette politique détestable. La crise générale, que les exigences d'une paix armée cent fois pire qu'une guerre déclarée ont fait éclater en Europe, est plus grave et plus profonde en Allemagne que partout ailleurs. Dans les autres États, le développement des forces productives a pu, jusqu'à un certain point, faire contrepoids à celui des forces destructives ; mais, en Allemagne, tout a été sacrifié, en quelque sorte, à l'art de la destruction. Ce n'est pas du travail que l'on y attendait la réalisation des rêves de suprématie de la Prusse et la constitution de la grande patrie ; on ne l'espérait que de l'armée. L'armée est devenue ainsi l'unique facteur de la grandeur nationale.

Un peuple, quelque doué qu'il soit, ne peut être à

la fois guerrier et ouvrier. Les besoins de l'outillage militaire nuisent inévitablement à ceux de l'outillage industriel. Quand on met toute sa gloire à être le premier et le plus fort sur le champ de bataille, il faut renoncer à figurer au premier rang sur le terrain pacifique de l'industrie. La France du premier empire est, sous ce rapport, un exemple et une leçon. Lorsqu'elle jetait tous ses hommes valides dans la fournaise de la guerre, il ne lui en restait plus pour le travail national. La victoire avait beau agrandir son territoire, elle ne la glorifiait qu'en l'appauvrissant. Qu'a-t-elle conservé d'ailleurs de ces annexions violentes consommées au prix du sang de ses enfants les plus valeureux? Elle ne s'est relevée, elle ne s'est enrichie que lorsque, renonçant à la légende militaire, elle s'est vaillamment vouée aux œuvres fécondes de la paix. Aujourd'hui encore, après la catastrophe où l'a précipitée, à Sedan, la politique fatale de la guerre, si elle a étonné le monde par la rapidité avec laquelle elle a réparé ses désastres, c'est au travail seul qu'elle doit ce résultat merveilleux.

L'Allemagne a suivi un autre système. Malgré ses triomphes elle persiste à consacrer toutes ses forces au service de la politique de guerre. Elle est restée un camp au lieu de devenir un atelier. Les milliards inespérés que la victoire a fait entrer dans ses caisses, en sont sortis presque aussitôt pour payer de nouveaux engins de combat et d'immenses travaux de défense. Rien n'a été fait pour donner, par l'emploi rationnel de cet immense capital, un concours utile et une

impulsion décisive au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. Aussi le travail producteur a langui tandis que le travail destructeur a pris une activité nouvelle. Les usines où se fabrique ce qui fait vivre ont ralenti généralement leurs travaux, tandis que celles où se fabrique ce qui tue, ont été plus actives que jamais. La fonderie de canons de M. Krupp paie à l'État un *income tax* de plus de 100,000 marks par an, ce qui suppose un bénéfice annuel de plus de cinq millions ! Les manufactures d'armes et de munitions sont toutes prospères, mais ce sont les seules. Autour d'elles, la misère, le marasme et l'inaction.

Voilà la cause fondamentale de la crise qui sévit en Allemagne et à laquelle, par contre-coup, tous les États sont plus ou moins condamnés. On n'en triomphera pas si on ne change résolûment de système en fondant sur la politique de la paix la grandeur morale et la puissance économique du nouvel empire.

III

Les causes spéciales, qui ont agi, à leur tour, sur la situation intérieure et l'ont singulièrement compliquée, se rattachent toutes, à les bien considérer, au principe ou aux conséquences de la politique de la guerre.

En 1866, après la défaite de l'Autriche, la conviction générale que l'unité allemande allait se faire et qu'on était déjà la grande nation, imprima un vigou-

reux essor à l'esprit d'entreprise. Le fameux Strousberg, que l'on appelait « le roi des chemins de fer », fut un des premiers à lancer son pays dans les aventures industrielles et financières. Il entraîna l'aristocratie et la bourgeoisie et conquit, grâce à la confiance universelle qu'il inspirait, une influence et une fortune considérables. On sait comment il vient de finir en Russie, mais alors il était dans tout l'éclat de ses succès et surexcitait autour de lui la *fièvre de l'or* qui déjà saisissait tous les esprits en Allemagne.

Cependant le crédit public n'était pas encore constitué de façon à tenter de trop vastes spéculations. On s'en aperçut bien lorsque la guerre éclata entre l'Allemagne et la France. Le premier emprunt de guerre, de 123 millions de thalers, émis en juillet 1870 au prix de 88, ne réunit pas plus de 3 millions de souscriptions à la bourse de Berlin. Le second, de 100 millions de thalers, émis en novembre suivant, au milieu même des victoires prestigieuses des armées allemandes, dut se faire en Angleterre par émission de bons à longue échéance ; il aurait échoué sur les marchés de l'Allemagne. C'est une double preuve du peu d'élasticité et d'étendue qu'avait alors en ce pays le terrain financier ; mais à la paix, après le triomphe, ce ne fut pas seulement la confiance qui éclata tout d'un coup, ce furent l'enthousiasme et l'enivrement.

La France vaincue, les vainqueurs furent persuadés que l'Allemagne allait prendre sa place dans l'ordre politique, économique et social. Les milliards étaient

sur le point d'affluer et de faire couler, sur le sol germanique, les flots du Pactole. Qui pouvait douter que le chef-lieu du nouvel empire ne devînt aussitôt la capitale de l'univers civilisé; que le marché allemand ne devînt le centre du mouvement financier et économique de l'Europe entière, comme l'Allemagne devenait l'arbitre de la politique européenne ? Toutes les imaginations s'exaltèrent à ces perspectives magiques.

De telles dispositions étaient trop favorables aux combinaisons des spéculateurs émérites toujours prêts à exploiter la crédulité de l'opinion, pour qu'ils pussent laisser échapper l'occasion propice. Ils se ruèrent sur toutes les Bourses de l'Allemagne et y provoquèrent un agiotage malsain où toutes les classes de la population se précipitèrent, à leur voix, comme à une immense curée. Ces faiseurs de dupes répétaient à satiété que la richesse publique s'était colossalement accrue et que la valeur de toutes choses devait s'élever proportionnellement. Les cours de tous les titres cotés, poussés par une spéculation effrénée, montèrent à des prix exorbitants que rien ne justifiait. On spécula avec emportement, ou plutôt avec aveuglement, sur tous les fonds d'État et sur toutes les entreprises existantes; mais la tentation était trop grande pour qu'on s'arrêtât aux réalités du présent, sans chercher à fasciner les naïfs par les mirages de l'avenir. L'ère des créateurs d'affaires hypothétiques, des *Gründers,* comme on les nomme, date de 1872. Les premiers versements de l'indemnité de guerre

s'étant effectués au début de cette année, tous les oiseaux de proie du monde financier s'abattirent sur le butin d'or pour s'en emparer. Ce qu'il s'est fait alors de combinaisons insensées, ce qu'il s'est fondé de sociétés illusoires, ce qu'il s'est accompli de fraudes et de scandales, ce qu'il s'est bâti de châteaux en Espagne, dépasse tout ce qu'on peut concevoir. Il faut lire, nón pas seulement dans le livre émouvant de M. Otto Glagau qui a, peut-être, une allure trop pamphlétaire, mais dans les écrits si sérieux d'Oechelhauser, de Bamberger, de Richter, etc., la description navrante de cette orgie de spéculation. On a vu sans doute, en France, en Angleterre, en Amérique, bien des débauches financières, mais nul pays n'a offert un spectacle pareil à ce qui s'est passé en Allemagne. La foule moutonnière s'est laissée tondre jusqu'à la chair vive par tous ceux qui ont voulu lui arracher un morceau de sa toison.

IV

Ce mouvement désordonné a été favorisé par une législation libérale, votée peu de temps avant la guerre, sur le régime des sociétés par actions. Une loi du 11 juin 1870 les avait affranchies de la formalité gênante de l'autorisation préalable. Les *Gründers* usèrent largement de cette liberté. En 1870 la cote de la Bourse ne comptait que 48 Banques représentant un capital de 847 millions de marks. En 1872 et 1873

il s'en est fondé 95 nouvelles, représentant un capital énorme, mais n'ayant de versé que 150 millions. Ces institutions étaient de vastes gouffres où venaient s'engloutir des sommes considérables que tout le monde y apportait à l'envi, alléché par l'espoir des gros intérêts et des gros dividendes. Toutes les épargnes des petits et des grands affluaient dans ces caisses sans que rien les y garantît contre la malversation et la fraude. L'engouement du public ne laissait pas à la prudence le temps de se prémunir contre le danger. C'étaient, d'ailleurs, autant de maisons de jeu qui jetaient effrontément sur le tapis vert de la Bourse les millions qu'on leur livrait, bien résolues à en empocher seules le profit, si la chance était bonne, et à faire supporter la perte par leurs crédules clients, si elle était mauvaise. L'argent qu'on leur versait, avec tant de légèreté, servait en outre à former le capital de sociétés nouvelles. Avant même que les titres en fussent régulièrement émis, une trompeuse spéculation en surélevait factiçement le prix vénal. On éblouissait ainsi le public par l'appât de primes fantastiques afin de lui faire acheter à des prix fous des morceaux de papier sans valeur réelle et de s'enrichir à ses dépens.

Avant 1870, il n'y avait pas en Allemagne 300 sociétés par actions. En deux années, de 1871 à 1873, on en a créé, seulement en Prusse, près de 800, plus d'une par jour! On en imaginait, on en constituait à propos de tout. Rien n'est plus pittoresque et plus instructif que de lire, dans le livre de Glagau, l'étrange

façon dont les *Gründers* concevaient l'idée première de ces entreprises fondées sur le néant, se distribuaient les rôles pour piper les écus des souscripteurs et se partageaient d'avance le butin. Tout ce qu'on raconte des folies de la rue Quincampoix à l'époque de Law est peu de chose en comparaison de ce qui s'est vu dans ces jours de fièvre que les Allemands ont appelés « la période de vertige, » *Schwindel Période.*

Il faut surtout signaler, comme un symptôme de l'esprit public, le nombre prodigieux des « sociétés de construction, » *Baugesellschaft*, qui ont surgi alors de toutes parts. Il s'en est fondé plus de cent en deux années. Si tous les plans de celles qui se sont créées à Berlin spécialement, avaient été réalisés, on aurait pu bâtir une ville pour près de dix millions d'habitants ! Cette fureur de bâtisse répondait à un sentiment d'orgueil national que les faiseurs, gens habiles à saisir le vent de l'esprit public, avaient étonnamment exploité. Le chauvinisme germanique croyait que Berlin devait être désormais la capitale du monde entier, *die grosse Welthauptstadt.* Il fallait bien la rendre digne de cette illustre mission, y préparer des logements somptueux pour les hôtes d'élite qui y afflueraient certainement de tous les points de la terre, et y faire des embellissements de nature à charmer les yeux, à satisfaire les plaisirs et à assurer le confort de la foule cosmopolite. Dans cette espérance, les *gründers* ont appelé et on leur a apporté en abondance des capitaux pour construire des passages, un

palais royal, un grand hôtel à l'exemple de Paris. On a « Haussmanisé » la capitale de la Prusse et la plupart des grandes villes dans les États confédérés. On a tracé, dans des terrains nus, des rues magistrales; on a ouvert, dans les vieux quartiers, de vastes artères sans regarder à la dépense et sans songer à l'avenir; on a bâti des maisons monumentales et des demeures princières sans savoir qui on pourrait y loger. Le capital de ces entreprises a atteint, à Berlin seulement, plus de cent millions de thalers et les titres, surmenés par les manœuvres des spéculateurs et par les illusions du public, ont plus que triplé de valeur.

Qu'en est-il résulté? Un double fait également déplorable : d'abord la hausse énorme des loyers; puis, la misère de la population ouvrière et des petits bourgeois qui n'ont plus trouvé à se loger à des conditions accessibles pour leurs modestes ressources; enfin, par une suite naturelle, l'enchérissement général de la vie. Il y a eu, alors, à Berlin, une véritable sécession des pauvres. On les a vus émigrer en masse hors de la ville où ils se sont fait, avec des vieilles planches, des voitures avariées, des débris de démolitions et des lambeaux d'étoffes, un certain nombre de huttes informes et de tentes délabrées qu'on a appelées plaisamment *Barackiastadt*, riant mal à propos d'un spectacle bien fait pour attrister.

Les chemins de fer ne pouvaient être oubliés dans cette frénésie d'agiotage. Strousberg avait donné la mesure de ce qu'on pouvait faire en ce genre. Les gründers savaient fort bien quels profits énormes il

était facile de récolter en groupant adroitement dans les mêmes mains les bénéfices de la concession et ceux, bien autrement importants, de la construction. Ils se jetèrent sur les entreprises de voies ferrées, fort peu soucieux d'étudier au préalable si celles qu'ils créeraient au hasard répondraient à des besoins réels et durables. Au lieu de suivre, comme en France, un plan méthodique dans l'exécution du réseau, l'administration eut, elle-même, le tort de distribuer trop souvent les concessions à l'aveugle, de telle sorte que les lignes concédées devaient se faire fatalement concurrence et se ruiner respectivement. Quant aux concessionnaires, peu leur importait. Leurs visées n'allaient qu'à constituer, sur l'autorisation du gouvernement, une société industrielle. Tout se résumait pour eux à partager avec des hommes de paille les bénéfices de l'entreprise des travaux, à faire monter les actions à la Bourse, à en encaisser les primes, ensuite à les passer à des actionnaires sérieux, attirés par les fallacieuses promesses des prospectus et destinés à subir tous les mécomptes d'une affaire sans avenir.

Nous ne faisons qu'analyser ici ce qui a été dit, écrit et dénoncé à la conscience publique par les hommes les plus autorisés et les plus impartiaux de l'Allemagne. Nous copions presque et nous n'inventons rien.

V

La crise du travail a été la conséquence naturelle de cette fièvre d'agiotage. Les ouvriers se sont également mêlés à la danse macabre des milliards. Comme tous les autres, ils ont eu leur rêve aurifère. En entendant dire de tous côtés que la richesse de l'Allemagne s'était décuplée, en voyant les prodigieuses fortunes que l'habileté des gründers réalisait en un jour par un coup de Bourse, ils ont voulu s'enrichir à leur tour. Tous ont exigé des salaires excessifs. M. Oechelhauser constate que, dans tous les grands centres industriels et miniers, le prix de la journée de travail a dû être augmenté tandis que la durée du travail a été raccourcie. Les ouvriers ont pris l'habitude de ne travailler le samedi et le lundi que la moitié du jour et plus souvent même pas du tout, ce qui leur donne ainsi trois jours de chômage consécutif par semaine [1]. D'après ce qu'il rapporte, la palme en ce genre appartient aux maçons de Berlin qui ont demandé et obtenu un salaire double en réduisant de moitié la journée de travail, juste au moment où, par suite de l'excès des constructions, la spéculation doublait la valeur vénale des matériaux du bâtiment.

A cette même époque les grèves se sont partout

1. *Wirthschaftliche Krisis*, p. 76.

multipliées. Les imprimeurs en Saxe, les tisserands en Silésie, les ouvriers des forges d'Essen en Westphalie, qui sont sous la surveillance de l'État, les mineurs des districts du Rhin, les typographes de Berlin, etc., etc., ont, plusieurs fois, brusquement interrompu leurs travaux. A Leipzig le marché a été troublé par l'agitation des grévistes. A Francfort il a fallu agir militairement. La main de l'*Internationale* était d'ailleurs, comme nous l'avons dit, dans tous ces mouvements populaires.

Ces divers faits ont gravement atteint la production générale. L'Allemagne a produit moins que jamais et elle a produit plus mal, *weniger und schlechter*. L'ouvrier en effet n'a pas seulement accru ses prétentions matérielles, il a contracté des habitudes de paresse, d'insouciance à l'ouvrage, qui ont altéré les qualités de la main d'œuvre. Il s'est créé des besoins factices. Cédant à l'entraînement général, poussé, comme tout le monde, par l'attrait d'un luxe relatif, il a augmenté ses dépenses personnelles et celles de sa famille. L'économie et l'épargne n'ont jamais été les vertus des ouvriers allemands, mais, dans ces dernières années, ils ne se sont plus rien refusé de leurs désirs ni de leurs caprices et c'est à l'industrie qu'ils ont fait payer leurs coûteuses superfluités.

Les conséquences fâcheuses de cette situation ne se sont pas fait attendre. L'Allemagne travaillant moins et produisant plus cher et plus mal, la production nationale n'a pu ni suffire aux besoins de

la consommation, ni soutenir la concurrence étrangère. C'est ce qui ressort, avec une irréfutable évidence, du mouvement commercial. En 1872, les importations ont dépassé les exportations de 900 millions de marks. En 1873, la différence s'est élevée à 1,200 millions ; en 1874, à 1,800 millions ; en 1875, à 1,550 millions, en 1876, à plus de 1,700 millions. La statistique de 1877 n'a pas encore été publiée, mais la plupart des journaux spéciaux n'évaluent pas à moins de 1,600 millions de marks, pendant cette dernière année, la différence des importations et des exportations [1]. C'est effrayant! L'Allemagne a payé à l'Étranger, depuis la guerre, bien plus que les cinq milliards que lui a versés la France [2].

1. Nous empruntons ces résultats, en chiffres ronds, aux documents officiels. Ils sont confirmés par un relevé important publié récemment par le professeur Wagner de Berlin, fait sur les rapports du bureau impérial de statistique. Cependant, avec M. Legoyt, (*Forces matérielles de l'Allemagne*,) nous avons peine à croire à leur entière exactitude, surtout à la sortie d'une somme aussi énorme en numéraire. S'il en était ainsi, l'Allemagne serait depuis longtemps entièrement ruinée. Or ce n'est pas le cas, malgré la gravité de la crise qui y sévit. Ce qui est certain, c'est que le change lui est, depuis six ans, extrêmement défavorable, ce qui indique un appauvrissement métallique constant. Nos billets de banque y ont gagné jusqu'à 2 0/0 d'agio ; ils s'y échangent encore aujourd'hui à plus d' 1 0/0.

2. L'affaiblissement de la production ne fait que s'aggraver. Le 24 août 1877, l'association des cotonniers de l'Allemagne du sud a convoqué une assemblée générale des fabricants de tissus de toute l'Allemagne, y compris l'Alsace-Lorraine, dans le but de décider qu'on réduira partout la production, au moyen d'une convention obligatoire entre tous les manufacturiers, l'état des affaires exigeant cette mesure extrême. Cet aveu de détresse est grave. Que deviendront les ouvriers si on les jette ainsi sur le pavé sans travail et sans ressources?

L'exposition universelle de Philadelphie est venue mettre en relief, d'une façon lamentable, l'état d'abaissement de l'industrie germanique. On se rappelle le cri d'alarme qu'a poussé courageusement, à cette occasion, le professeur Reulleaux, représentant de l'Allemagne dans le jury de l'exposition de 1876. — « Sur le terrain industriel, dit-il avec amertume, nous avons subi une défaite égale à deux Sedan. On croyait que l'Allemagne unie et régénérée devait occuper le premier rang dans la production universelle et surpasser les autres nations, sinon les éclipser entièrement, c'est tout le contraire qui se réalise... L'industrie allemande ne produit que des objets de mauvaise qualité et de minime valeur. Elle n'a fait aucun progrès comme goût ni comme invention. En fait d'outillage industriel, elle n'exhibe que ses gigantesques canons Krupp, « ces machines destructives », ainsi que les qualifient les Américains, qui se dressent comme une menace au milieu des produits pacifiques envoyés par les autres nations. » Et le savant professeur ajoute avec tristesse : « Est-ce donc là, en effet, l'expression véritable de la mission de l'Allemagne ? »

Non ! ce n'est point la mission réelle du génie germanique, mais il a fait fausse route. Il a cru que l'essor politique du nouvel empire aurait pour effet nécessaire un essor non moins puissant dans l'industrie et dans les arts : il s'est trompé. Les peuples conquérants ne peuvent être, à la fois, des peuples

industriels et rien n'est plus funeste que l'ivresse des victoires pour le développement du travail.

Toutes les chambres de commerce de l'Allemagne ont fait écho aux paroles navrantes de M. Reulleaux. Le rapport publié en juin 1876 par la chambre de commerce de Breslau, un des centres les plus importants, atteste que l'industrie nationale est dans un état d'infériorité et de décadence inquiétant; que les balances du commerce démontrent l'invasion du marché allemand par l'étranger; que la production s'arrête et que la fortune publique diminue.

Comme il arrive toujours dans ces moments critiques, l'honnêteté industrielle et commerciale s'affaiblit et beaucoup demandent à la fraude des expédients pour atténuer leurs pertes. Les derniers mois de l'année 1877 ont retenti des plaintes unanimes venues du dehors, surtout de l'Amérique, et accusant les industriels allemands de tromper effrontément leurs acheteurs sur la qualité et la quantité des marchandises vendues. En même temps tous les journaux, au sud comme au nord, ont dénoncé les falsifications inouïes, souvent dangereuses pour la santé publique, qui altèrent les objets de consommation usuelle et une enquête a été prescrite pour mettre un terme à ces pratiques malfaisantes que la loi pénale a le devoir de réprimer sévèrement.

Chose remarquable ! La France, que l'Allemagne espérait abattre sur les champs du travail comme sur les champs de bataille, a conservé au delà du Rhin, par

la supériorité et l'élégance de ses produits, une suprématie qui est généralement reconnue. C'est sa première revanche ; elle a droit de s'en applaudir. Elle a pris une grande part dans l'énorme tribut que la consommation allemande paie chaque année à l'étranger ; une partie des milliards qui ont acquitté sa rançon, lui est déjà rentrée sous cette forme.

VI

N'est-ce cependant que la puissance matérielle de l'Allemagne qui s'est affaiblie dans cette crise? Non, sa puissance morale a été bien autrement compromise.

Le débordement des spéculations de mauvais aloi, l'amour effréné de l'or, la poursuite ardente de la richesse ont exercé la plus regrettable influence sur les mœurs publiques. Les vertus traditionnelles, dont les Allemands se targuaient avec tant d'orgueil, ont été rapidement et profondément altérées par une corruption qui n'a laissé intacte aucune classe de la société. Les haines des pauvres contre les riches, toujours si faciles à exciter, y ont trouvé un nouvel aliment. Et que de scandales, grand Dieu! Comme tous, du haut en bas de l'échelle sociale, ont été plus ou moins acteurs, complices ou victimes des tripotages de ces trois années de dévergondages financiers; comme tous, en tout cas, en sont plus ou moins responsables, quand les mécomptes sont arrivés, tous se sont jeté

réciproquement au visage les accusations les plus graves et les injures les plus violentes. Ce n'est pas seulement la voix publique, ce n'est pas seulement la presse, oubliant qu'elle a été l'auxiliaire complaisant de toutes les entreprises véreuses, qui ont mis en suspicion les plus hautes individualités. En plein parlement, les partis se sont renvoyé l'un à l'autre la honte de ces scandaleuses affaires. Tout le monde a été soupçonné d'y avoir pris part; personne n'a été respecté.

Le parti national libéral, auquel malheureusement appartiennent la plupart des mercadets de l'Allemagne, mis par ses adversaires sur la sellette, a provoqué une enquête sur les sociétés industrielles, afin de dégager la responsabilité de ses membres. L'honorable leader de ce parti, M. Lasker, a fait voter, en mars 1876, une résolution tendant à réprimer les abus et à réformer le régime des sociétés par actions « afin, y est-il dit, d'y faire rentrer l'honnêteté et la moralité ». C'est dire assez haut combien le mal est profond et général. Mais les nationaux libéraux ne s'en sont pas tenus à ces mesures réparatrices. Accusés, ils ont usé de représailles et dénoncé à la tribune des personnages importants de l'aristocratie et de l'entourage de la cour. De part et d'autre on a cherché à se déshonorer et on y est arrivé plus d'une fois.

Ce qu'il y a de plus triste, c'est que c'est maintenant sur des ruines qu'on se dispute pour savoir à qui est imputable la faute du mal. Deux ans ont suffi

pour conduire à une catastrophe cette saturnale de spéculation. En 1873 la débâcle est venue, débâcle effroyable que caractérise pittoresquement le nom de *Krach* sous lequel on la désigne. Ç'a été un craquement universel. Tout cet échafaudage bâti sur le sable s'est écroulé en même temps. M. Oechelhauser, dans un supplément à sa brochure, publie le tableau comparatif de toutes les valeurs cotées à la Bourse de Berlin de 1870 à la fin de 1875. Rien n'est plus éloquent que cette histoire de l'ère d'or du marché industriel et financier de l'Allemagne durant ces cinq années. Elle est écrite, en quelques chiffres irrécusables, par le taux des dividendes et le cours des titres. Toutes les entreprises de cette période fiévreuse sont terriblement atteintes ; mais un grand nombre, après avoir été portées par la folie publique jusqu'à 200 % de leur valeur primitive, se sont complétement anéanties. Le nombre de zéros qui figurent maintenant à la colonne des dividendes et à celle du capital, est prodigieux. Quand on calcule ce qui s'est perdu dans ce vaste sinistre, c'est par milliards qu'il faut compter pour la seule bourse de Berlin ; mais le désastre s'est étendu sur toutes les grandes places de l'Allemagne. Là aussi le *Krach* a frappé toutes les fortunes et toutes les illusions et le choc a été si fort que l'Allemagne n'a pu jusqu'à présent s'en relever.

Voilà où les faux mirages du chauvinisme triomphant ont entraîné ce grand pays en quelques années. C'est le cas de répéter avec la Bible : *Et nunc intelligite reges ; erudimini qui judicatis terram !*

VII

Cette maxime de sagesse est bonne à rappeler aux hommes d'État de l'Allemagne. La crise où se débat leur pays aurait pu être évitée, du moins atténuée, s'ils avaient montré eux-mêmes plus de prévoyance en éclairant l'opinion au lieu de la laisser s'égarer. Leur tort, et il est impardonnable, est de n'avoir pas dissipé à temps l'erreur du public, lorsqu'il croyait que les cinq milliards payés par la France seraient employés à donner une puissante impulsion à tous les éléments de la richesse nationale. Ils savaient bien pourtant que cette somme énorme était presque entièrement destinée à des dépenses militaires, peut-être utiles pour la sûreté extérieure, mais tout à fait stériles pour la prospérité intérieure.

Nous connaissons maintenant, par des chiffres certains, l'emploi de nos milliards. Une brochure publiée en septembre 1876, peu de temps avant les élections, sous les auspices du parti national libéral, en a donné le détail précis. La réparation des pertes d'hommes et de matériel, la reconstruction d'anciennes forteresses, l'exécution de nouveaux ouvrages défensifs, la reconstitution du trésor de guerre de Spandau, l'établissement d'un fonds spécial des Invalides, la fabrication d'un nouvel armement perfectionné, la création d'une marine militaire, etc., etc., en ont absorbé la plus grande partie. En déduisant des cinq milliards tout ce

qui a servi à atténuer les maux de la guerre et à fortifier le territoire de l'empire contre de nouveaux dangers, il n'est resté pour être réparti entre les États de la Confédération que 530,106,053 thalers, au moyen desquels ils ont amorti leurs emprunts et leurs dépenses de guerre s'élevant à 398,731,423 thalers; de sorte que le reliquat disponible s'est réduit, pour eux tous, à environ 139 millions de thalers.

Si le public avait été renseigné officiellement sur cette situation, il ne se serait pas abandonné aux *gründers* avec une confiance téméraire, lorsqu'ils lui faisaient croire qu'un fleuve d'or coulait sur l'Allemagne et qu'il n'y avait qu'à se baisser pour y boire à longs traits. Du reste le Gouvernement n'a pas échappé lui-même aux illusions dorées qui ont exalté tous les esprits. On prétend, et le fait n'a pas été démenti, qu'alléché, comme tant d'autres, par l'espoir de gros bénéfices, il a engagé dans des placements aléatoires une partie des fonds de réserve confiés à son administration. On dit même que ses pertes dans la crise financière ont atteint un moment quarante millions.

Quoi qu'il en soit, les milliards, loin d'enrichir l'Allemagne, se sont immobilisés ou dissipés dans les œuvres improductives de la politique de guerre. Quand on pense cependant à tout ce qu'on aurait pu réaliser de progrès et créer de richesse au moyen de ce gigantesque capital, on se sent pris d'une grande

tristesse. Quel concours et quelle impulsion on aurait pu donner à l'industrie allemande en l'aidant à perfectionner ses procédés et à transformer son outillage de manière à atteindre le niveau des nations les plus industrieuses ! Quel essor on aurait pu imprimer à l'agriculture si arriérée encore dans certaines provinces ! Quelles belles et utiles institutions on aurait pu fonder en faveur des populations ouvrières et avec quelle efficacité, en améliorant le sort du plus grand nombre, on aurait pu combattre l'influence de la propagande socialiste ! Que de grands travaux d'utilité publique on aurait pu exécuter et quel magnifique programme de réformes sociales et morales on aurait pu accomplir ! Mais non ! On n'a songé qu'à développer la force destructive ; on s'est condamné à rester armé pendant plusieurs générations peut-être et à se ruiner et à ruiner l'Europe entière avec soi, au lieu de la pacifier et de l'enrichir par le travail !

VIII

Qu'a-t-on gagné à ce déplorable système ? On dépense tant d'argent pour des œuvres destinées à tuer les hommes, qu'on n'en trouve plus pour les faire vivre. En Allemagne, plus qu'en aucune autre contrée, les populations appauvries, découragées, fuient la mère patrie et vont chercher, au delà des mers, un bien-être qu'elles ne peuvent espérer dans leur pays natal.

Le développement de l'émigration, surtout dans les années qui ont suivi la guerre, est un fait grave dont le Gouvernement et l'opinion se sont également émus et qui forme un des éléments importants de la crise économique.

L'émigration allemande, dans la période décennale de 1854 à 1864, ne dépassait pas une moyenne annuelle de 50,000 individus. On la voit s'élever tout à coup, après la guerre de 1866, à une moyenne de 107,670 émigrants. Elle est de 126,000 en 1872, et de 104,000 en 1873. Depuis, le mouvement s'est un peu ralenti par suite du mauvais état des affaires en Amérique où depuis longtemps déjà la crise industrielle et financière est à l'état chronique ; mais il est encore très-considérable [1]. Tous les économistes qui ont recherché les causes qui poussent ainsi les Allemands à s'expatrier, les attribuent surtout à l'effroi du service militaire [2]. L'esprit cosmopolite et l'attraction qu'exercent les succès de leurs compatriotes aux États-Unis, entrent aussi pour beaucoup dans ce mouvement, mais le désir de se soustraire à la vie pénible et stérile de soldat est le principal mobile de la plupart des émigrants. La preuve s'en trouve dans le nombre considérable de ceux qui partent sans permission et qui sont de véritables déserteurs.

1. De 1821 à 1872 l'émigration a enlevé à l'Allemagne 3,040,000 personnes.

2. Nous empruntons ces détails aux statistiques officielles et aux remarquables travaux de M. Frédéric Kopp, *Uber Auswanderung;* de M. H. V. H. *Vorschlage zur Beseitiguny der massen Auswanderung,* et de M. von Nessmann, *die deutsche Auswanderung.*

Un rapport présenté par le chancelier au conseil fédéral, sur la situation de l'armée en 1875, déclare que, dans le chiffre de l'effectif, 30,473 hommes n'ont pas été retrouvés, et que 104,350 ont manqué sans excuse. 15,285, appartenant à la population civile, et 714 appartenant à la population maritime, ont été condamnés pour émigration illicite. 17,212 restaient à poursuivre pour le même motif. Il est impossible de méconnaître la signification de ces chiffres. C'est aussi à l'application de la loi militaire prussienne dans les pays annexés après 1869 qu'il faut attribuer les progrès qui y a faits l'émigration. En six années elle y a enlevé à la population fixe plus de 170,000 personnes.

Ce qui ressort avec évidence des statistiques officielles, c'est que cette espèce d'exode germanique n'est pas due à l'excès de la population. Les provinces du Rhin qui comptent 7,466 habitants par mille carré, et la Silésie qui en compte 5,175 dans le même espace, ne figurent dans le mouvement de l'émigration, la première que pour 0,14 0/0, et la seconde que pour 0,12 0/0 de leur population totale, tandis que la Prusse, qui n'a que 2,825 habitants par mille carré, perd annuellement 0, 66 0/0 en moyenne, et la Poméranie, avec 2,674 habitants par mille carré, perd 1,46 0/0.

Ce qui est non moins remarquable, c'est que l'émigration sévit de préférence parmi les paysans et même dans certaines provinces agricoles telles que le Mecklembourg et le duché de Posen, bien que ces régions soient très-heureusement favorisées par la

nature. En 1872, le ministre de l'intérieur de Prusse déclarait que la population rurale avait sensiblement diminué dans 256 cercles sur les 436 qui composent l'ensemble du royaume. Il est vrai que, dans la plupart des provinces de l'Est, la désertion des champs ne tient pas seulement à l'envie de fuir le service militaire ; elle vient aussi de l'attraction des grandes villes et de l'état de la propriété qui est encore soumise à de vieilles lois féodales ; mais, sous l'influence de ces causes diverses, il est certain qu'on émigre d'Allemagne plus que de tout autre pays et qu'on n'a jamais émigré autant que depuis 1866 et 1870.

Or, cette émigration, symptôme caractéristique des souffrances des classes inférieures, enlève chaque année à la mère patrie des bras utiles, des forces productives et des sommes importantes. L'enquête faite à New-York en 1856 établit que chaque émigrant emporte avec lui en moyenne, en argent, en outils, etc, environ 100 thalers ; d'autres statistiques élèvent même ce chiffre à 150 thalers par personne. Les trois millions d'émigrants allemands qui sont arrivés en Amérique dans les cinquante dernières années, ont donc fait perdre à leur pays natal au moins 400 millions de thalers, soit un milliard et demi de francs. Si on y ajoute le capital accumulé que représente un adulte, capital qu'on n'évalue pas à moins de 750 thalers, on arrive, de ce chef, à une somme d'au moins 1,500 millions de thalers, ce qui constitue une perte totale de près de deux milliards de thalers, soit sept milliards de francs !

Est-ce tout ? Non. Le dommage est plus grave encore. Aucun de ceux qui émigrent ne sont des non-valeurs ; tous, au contraire, sont des gens robustes, intelligents, résolus ; ils le montrent bien par l'énergie qu'ils déploient dans leur patrie d'adoption et par la position, souvent la fortune, qu'ils y conquièrent. Presque tous sont d'habiles ouvriers de la terre et de l'industrie. Leur exemple et leurs succès excitent beaucoup de travailleurs, des meilleurs et des plus utiles, à partir sur leurs traces. C'est ainsi que la fleur de la population ouvrière quitte journellement l'Allemagne où il ne reste qu'un personnel inférieur et incapable. Comment s'étonner, dès lors, de la décadence de l'industrie ? Du reste la marchandise ouvrier étant plus rare, le prix du travail est naturellement plus cher et c'est ainsi que l'émigration, en expliquant la ralentissement de la production, explique, en même temps la hausse générale des salaires.

Tout se tient et s'enchaîne dans les conséquences de cette politique de la guerre, si malheureusement inaugurée par l'Allemagne. Par une juste responsabilité, c'est elle, on le voit, qui en subit le plus lourdement les effets désastreux.

IX

La situation financière est aussi compromise par ce funeste système que la situation économique.

N'est-il pas étrange, en vérité, que les hommes d'État de l'empire d'Allemagne n'aient pas pu utiliser les milliards versés par la France de façon à assurer pendant longtemps l'équilibre budgétaire ? Il y a trois ans déjà que le budget allemand est en déficit. A l'heure actuelle, le chancelier étudie péniblement les moyens de suppléer à l'insuffisance des ressources normales. En 1877 il a même été nécessaire de recourir à un emprunt de peu d'importance, 75 millions de marks, pour faire face à certains besoins extraordinaires. Les victoires n'ont donc pas enrichi le trésor public plus qu'elles n'ont enrichi le pays.

Les recettes de l'empire se composent : 1° des droits de douane et de consommation sur le sucre, le sel, l'eau-de-vie, la bière et le tabac ; 2° des droits de timbre sur les traites et effets de commerce ; 3° du produit de l'administration des postes et des télégraphes ; 4° des revenus de l'exploitation des chemins de fer d'Alsace-Lorraine et Luxembourgeois-Guillaume ; 5° de certaines recettes accessoires ; 6° des contingents fournis par les États confédérés. L'ensemble s'en élève, en moyenne, à 500 millions de marks. L'insuffisance, en 1877, était de 24 millions de marks, elle est de 28 millions en 1878. Dans les exercices précédents, il y avait eu également déficit, mais on y avait pourvu au moyen d'excédants antérieurs et de quelques ressources exceptionnelles qui ont maintenant disparu.

Le mot de « déficit », n'est pourtant pas absolument

exact appliqué au budget de l'empire. En fait, le budget se solde toujours en équilibre parce que les États confidérés sont tenus d'en combler les vides. Ce contingent financier est désigné sous le nom de contributions matriculaires. L'art. 70 de la constitution porte que « si les recettes existantes ne suffisent pas pour couvrir les dépenses prévues, il est pourvu à l'excédant, par les soins du chancelier, au moyen d'une augmentation des contributions matriculaires, en attendant l'ouverture de nouvelles sources de revenus ».

Les contributions matriculaires doivent être versées par chacun des États dans les caisses de l'empire au prorata de la population. Le chiffre en a été fixé, en principe, à 2 marks (2 francs 50 centimes), pour chaque habitant. C'est un impôt de capitation, le plus lourd et le plus inégal de tous. Il est, à ce double titre, très-impopulaire dans toute l'Allemagne. D'autre part, il est particulièrement désagréable pour les gouvernements confédérés, car il leur enlève des ressources locales dont leur propre budget aurait grand besoin. Or, à mesure que s'accroît le déficit des recettes de l'empire, les sacrifices que la constitution impose aux divers États deviennent de jour en jour plus onéreux [1]. A l'ouverture de la dernière

1. Les contributions matriculaires adoptées par le parlement pour 1878, et se montant à 87,145,560 marks, se répartissent comme suit : *Prusse*, 42,494,609 marks. — *Bavière*, 19,682,751. — *Wurtemberg*, 6,806. — *Bade*, 4,836, 566. — *Hesse*, 1,422,501. — *Mecklembourg-Schwerin*, 812, 032. — *Saxe-Weimar*, 444,547. — *Mecklembourg-Strelitz* 138,518. — *Oldenbourg*, 488, 098. — *Brunswick*,

session prussienne, en octobre 1877, le discours du trône a constaté avec regret cet accroissement de charges contributives. Les Allemands s'aperçoivent maintenant que, lorsqu'on veut la gloire et la grandeur, il faut être assez riche pour les payer. *Ubi honor, ibi onus !*

Dans ces conditions le gouvernement et le Reichstag sont fort embarrassés pour assurer l'équilibre entre les dépenses et les recettes. M. de Bismarck considère cette question financière comme une des plus difficiles qu'il ait à traiter ; elle lui suscite, au sein du ministère prussien et du Bundesrath, des embarras personnels et des obstacles qu'il aura beaucoup de peine à vaincre. Dans la session de 1877, il avait annoncé qu'il élaborait un ensemble de réformes financières tendant surtout à développer le système des contributions indirectes, mais que, jusque-là, on n'avait le choix qu'entre trois moyens : diminuer les dépenses ; créer de nouveaux impôts ou augmenter les contingents matriculaires.

Ces expédients que ni le chancelier ni M. Hofmann, président de la chancellerie, ne préconisaient cependant comme un remède opportun, ont trouvé fort peu d'assentiment dans le Reichstag.

510, 308. — *Saxe-Meiningen*, 303,191. — *Saxe-Altenbourg*, 225,422. — *Saxe-Cobourg-Gotha*, 290,512. — *Anhalt*, 336, 401. — *Schwarzbourg-Sonderhausen*, 99,819. — *Schwarzbourg-Rudolstadt*, 116,355. — *Waldeck*, 78,000. — *Reuss*, ligne aînée, 73,746. — *Reuss*, ligne cadette, 142,131. — *Schaumbourg-Lippe*, 51,222. — *Lippe*, 172,548. — *Lubeck*, 91,396. — *Brême*, 244, 735. — *Hambourg*, 644, 054. — *Alsace-Lorraine*, 3, 060,420.

Diminuer les dépenses? Comment le faire à moins de porter résolûment la hache dans les dépenses militaires qui deviennent chaque année plus considérables et qui, dévorant les meilleurs revenus, ne permettent pas de doter convenablement les autres services? Il faudrait pour cela renoncer à la politique de la force. Le chancelier n'y consentira pas et la majorité du parlement est loin, elle-même, de vouloir entrer dans cette voie.

Créer de nouveaux impôts? M. de Bismarck l'a tenté trois fois déjà, toujours il a échoué devant l'impopularité de ses projets et la résistance du Reichstag. En 1876, il a proposé un nouvel impôt sur la bière. L'amour de la blonde liqueur si chère à tous les Allemands a fait sugir contre lui une clameur de haro partie de toutes les brasseries. L'impôt sur les affaires de Bourse n'a pas été plus heureux. Le parti national libéral se serait aliéné ses amis les plus fidèles s'il avait laissé frapper ainsi la spéculation et la fortune mobilière.

Dans la session de 1878, le chancelier a formulé de nouveaux projets financiers tendant à accroître certains impôts indirects dans un sens protectionniste. Il a paru surtout vouloir établir en Allemagne le monopole du tabac. Ses idées ont soulevé dans la majorité la plus vive opposition ainsi que dans le ministère lui-même où elles ont déterminé la retraite de M. Camphausen, ministre des finances, et de plusieurs autres membres importants.

Les nationaux libéraux et les progressistes unis à

une partie du centre ont fait échouer ce plan. Le déficit de 1878 sera comblé par une évaluation un peu plus élevée du produit des impôts indirects, par un accroissement des contributions matriculaires et par l'application au budget actuel d'une économie réalisée par l'armée d'occupation en France.

Le projet d'étendre les impôts indirects présentera toujours de grandes difficultés. Il faudrait d'abord remanier les tarifs de douanes et y introduire des droits protecteurs ; or la majorité parlementaire est nettement acquise à la liberté commerciale ; elle l'a montré dans la session de 1876 en repoussant les propositions du gouvernement au sujet des droits compensateurs à établir sur les fers et destinés à combattre en France le système des acquits à caution. D'autre part, les impôts indirects, pesant sur la consommation, sont particulièrement lourds pour les classes inférieures; or, les populations ouvrières sont déjà si malheureuses en Allemagne, qu'il n'est pas prudent d'aggraver encore les difficultés de leur existence matérielle.

Reste donc l'unique ressource des contingents matriculaires; mais ce moyen n'est subi qu'avec une humeur chagrine par les États confédérés, dont la plupart ont eux-mêmes des budgets en déficit [1], et ces aggravations de charges publiques, sans compensa-

1. En Bavière, notamment, l'insuffisance est telle que le gouvernement y a été réduit, cette année, à proposer aux chambres une augmentation de 40 0/0 de l'impôt foncier, tandis qu'il y a peu d'années, les bonis budgétaires étaient de 10 à 20 0/0.

tion appréciable, sont un grief qu'exploitent les ennemis de l'Empire pour exciter davantage les sentiments particularistes.

X

Tout ce qui précède démontre combien sont compliqués et dangereux les problèmes que la crise économique et financière de l'Allemagne pose à la sagesse de ses hommes d'État. On peut hardiment prédire que cette situation s'empirera loin de s'améliorer, si leur politique reste ce qu'elle est depuis 1870. Il est possible que l'empire allemand se fasse redouter en Europe par l'évidence de la force, mais à quoi cela lui servira-t-il, s'il est tributaire de tous les États producteurs pour les besoins de sa consommation? Aux dépenses énormes qu'exige son armement formidable s'ajoutent celles bien autrement considérables qu'il est obligé de faire pour s'approvisionner de toutes choses à l'étranger, faute de es trouver dans son industrie indigène. Aussi ongtemps que durera cette mauvaise situation, il ne essera de s'appauvrir. D'ailleurs, plus il inspirera de rainte, plus il rendra difficiles ses rapports avec les ays industriels, où l'on veut bien traiter avec les acifiques mais non avec les belliqueux.

Pour relever l'industrie allemande de l'infériorité ui lui ferme tous les marchés du monde et qui ne

lui permet même pas de lutter avec les produits exotiques sur son propre marché, certains manufacturiers, considérant leur intérêt personnel bien plus que celui de leur pays, conseillent de revenir, sans réserve, au régime de la protection. Ce serait un remède pire que le mal.

L'Allemagne n'améliorerait certainement pas sa situation en élevant ses barrières de douanes et en se séparant du mouvement universel. Il lui importe, au contraire, de se lier plus étroitement aux grandes nations industrielles, d'y étudier avec soin les procédés techniques et les conditions économiques qui assurent leur supériorité, afin de changer ses méthodes imparfaites et de réaliser chez elle d'indispensables progrès. La protection ne ferait qu'aggraver les défauts dans lesquels s'obstinent ses producteurs, tandis que le coup de fouet de la concurrence et de la liberté finira par stimuler leur émulation et les pousser dans une voie meilleure.

Le Reichstag, en repoussant les premières tentatives faites pour l'engager dans le système protectionniste, a prouvé qu'il a le vrai sentiment des intérêts économiques de son pays. La voix unanime des chambres de commerce et des principales corporations industrielles lui fait écho et l'encourage. Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les rapports adressés de toutes parts, dans le premier semestre de 1876, au *Deutsche Handelstag*, comité supérieur du commerce, en réponse à l'enquête qu'il avait ouverte sur la question de savoir quelle influence les traités de commerce

avaient exercée sur le développement industriel et commercial. Aucune chambre de commerce n'a exprimé le vœu que ces traités fussent abolis. Naturellement les villes maritimes et les principaux centres du commerce extérieur, Hambourg, Brême, Stettin, Kœnigsberg, Dantzig, Elbing, Kiel, Tilsitt, Mémel, Swinemunde etc., se sont prononcés pour le libre-échange. Les places commerciales de l'intérieur, surtout Leipzig, Cologne, Magdebourg, font de même et combattent les tendances protectionnistes qui se sont récemment manifestées. On retrouve cette opinion libérale dans beaucoup de districts manufacturiers. La chambre de commerce de Remscheid ne craint pas la liberté au point de vue de l'industrie du fer. Les fabricants de glaces et de verres ne sentent pas le besoin d'être protégés. Parmi les fabriques de lin, si une partie, Hagen, Schweidnitz, réclame des droits *ad valorem*, l'autre, Berlin, Stuttgart, Kœnigsberg, Reutlingen, demande, au contraire, la réduction des tarifs actuels. Les marchands de soie et les distillateurs d'eau-de-vie se déclarent satisfaits de l'épreuve des traités de commerce.

Presque toutes les industries sont donc favorables au maintien du régime de la liberté. Il n'y a guère que celle des fers où la majorité des producteurs sollicite des mesures protectrices avec une vivacité qui paraît avoir, un instant, influé sur la politique économique du gouvernement impérial. Mais les souffrances incontestables de la métallurgie allemande tiennent à des causes spéciales et surtout à

ses fautes. Entraînée au delà du raisonnable par la spéculation insensée d'où est sortie la crise de 1873, elle a inondé le marché de fers bruts et ouvrés, produits malheureusement à des prix trop élevés pour pouvoir soutenir la concurrence des similaires belges et anglais. Le malaise de cette industrie s'est principalement déclaré quand, à la suite du *krach*, tous les travaux de construction des chemins de fer, sur lesquels elle avait le plus compté, furent ralentis et même suspendus à la fois. Il ne serait pas juste que les intérêts généraux fussent aujourd'hui sacrifiés à ceux d'une seule branche de production.

A cette exception près, les vœux unanimes des représentants les plus considérables de l'industrie et du commerce tracent à l'Allemagne la voie qu'elle doit suivre. La politique des intérêts est la seule conforme au génie pacifique de notre époque. C'est à elle qu'il faut demander l'apaisement et l'oubli des haines nationales. Ne vaut-il pas mieux élargir les champs du travail universel, ouvrir de nouvelles et plus larges voies à la production et à l'échange, qu'agrandir le territoire des États par la guerre et la conquête ? Les traités de commerce font plus désormais pour le bien-être et la grandeur des peuples que n'ont jamais fait les plus éclatantes victoires.

XI

La France donne, sous ce rapport, un exemple qui ne saurait trop être médité. Après l'épouvantable

catastrophe de 1870, on la croyait perdue et ruinée pour un long espace de temps. Or, au bout de sept ans à peine, on la revoit debout, plus forte, plus riche, plus active que jamais. Ce phénomène inattendu est né de la constitution économique de notre pays. La France militaire a été vaincue, mais la France productive n'a pas été atteinte. Les richesses accumulées, non pas dans un trésor de guerre où s'immobilisent des millions stériles, mais par le travail et l'échange, lui ont permis de payer sans peine l'énorme indemnité qui a été le prix de sa rançon. Affaiblis dans notre puissance politique et dans notre situation européenne, nous avons conservé notre rang économique dans le monde entier. Jamais nos exportations n'ont été plus abondantes, jamais nos produits de toute nature n'ont été plus recherchés des autres peuples que dans cette période de 1873 à 1876, pendant laquelle l'Allemagne, malgré ses triomphes et malgré nos milliards, était en proie à une crise qui n'a fait que s'aggraver depuis lors. De telle sorte que le monde a vu avec admiration les vaincus plus heureux, plus prospères et plus riches que leurs vainqueurs.

La vraie cause de ce fait prodigieux est dans la révolution économique qu'a accomplie le traité de commerce de 1860. En moins de dix années, sous l'influence de ce nouveau régime, la France a pu réaliser et emmagasiner, pour ainsi dire, une richesse telle, qu'aux jours de revers et d'épreuves, elle a supporté ses désastres d'abord sans fléchir,

ensuite avec une facilité dont elle a droit d'être fière.

Il y a là pour les hommes d'État de l'Allemagne une grande leçon. Autant que nous, plus que nous peut-être, ils ont besoin de la paix pour consolider leur empire naissant, et de l'industrie, pour en assurer la prospérité. Les traités de commerce, s'ils y joignent l'auxiliaire de grandes réformes économiques destinées à relever leurs forces productives, sont le meilleur moyen dans ce but.

La France répugne moins qu'on le croit à Berlin à l'idée de lier, par un traité de ce genre, ses intérêts matériels à ceux de l'Allemagne. Nos voisins, de leur côté, ne peuvent se dissimuler tous les avantages qu'un pareil traité pourrait leur offrir, car c'est en Occident qu'il leur importe d'entretenir des relations indispensables pour les besoins de leur production et de leur consommation indigène. Les échanges entre l'Angleterre et la France ont dissipé depuis longtemps les ressentiments de leurs guerres séculaires. Notre pays n'est pas peuplé de sauvages nourrissant des sentiments d'éternelle vengeance. Les hommes modérés et impartiaux salueraient une alliance économique de l'Allemagne et de la France comme le premier effort pour atténuer les amers souvenirs des jours sanglants de nos derniers combats.

A ce point de vue, l'Allemagne nous permettra de lui dire qu'elle a commis une faute lorsqu'elle a refusé de prendre part à l'exposition universelle qui

réunit en ce moment à Paris les produits de toutes les nations civilisées. Elle s'est décidée, il est vrai, à la dernière heure, à y figurer dans le domaine des Beaux-Arts. C'est, de sa part, une bonne pensée. L'empressement avec lequel le Gouvernement et l'opinion en France ont accueilli cette résolution, ont pu lui prouver combien étaient peu fondées les craintes de ceux qui, chez elle, affectaient de croire que le peuple français pouvait manquer, à l'égard des exposants allemands, à la courtoisie si connue de notre caractère national. Mais c'est aussi dans l'ordre industriel qu'il lui importait d'assister à ce grand tournoi pacifique. Elle a eu peur de s'y montrer inférieure aux autres nations et de s'exposer à une défaite comme à Philadelphie. Comment n'a-t-elle pas compris que cette abstention volontaire est plus qu'une défaite, car c'est une fuite ?

Il faut voir autre chose qu'une vaine question d'orgueil national dans ces solennelles assises du travail universel. On ne s'y rencontre pas pour s'y éclipser et s'humilier réciproquement ; on s'y rencontre surtout pour s'y instruire et pour y nouer des rapports également favorables aux progrès de la civilisation et au maintien de la paix générale. L'Allemagne a manqué peut-être, en cette circonstance, une double occasion qu'elle regrettera plus tard.

CHAPITRE HUITIÈME.

LA CRISE POLITIQUE.

I

La bizarrerie des institutions, les prétentions des particularismes, le morcellement des partis, les aspirations des libéraux, les résistances des conservateurs, les menaces du socialisme, les embarras du *Culturkampf*, compliqués du marasme de l'industrie et de la mauvaise situation des finances, constituent en Allemagne, depuis plus de quatre ans, un état de crise latente que le moindre incident sérieux devait infailliblement transformer en crise aiguë. L'explosion est arrivée plus tôt qu'on ne pouvait le prévoir. Au moment où ces pages s'impriment (août 1878), l'Empire subit une épreuve intérieure plus dangereuse peut-être que ne le pensent ceux qui s'y trouvent mêlés.

Comme il arrive toujours dans les maladies organiques, c'est par un fait accidentel que la gravité du mal s'est révélée ; mais ce fait a des causes générales et profondes dont il ne faut pas le séparer. Ce sont de

mauvais médecins et de mauvais politiques ceux qui traitent superficiellement les petites éruptions qui éclatent à l'épiderme du corps humain ou du corps social, sans chercher en même temps, dans l'ensemble de l'organisme, le principe du travail intérieur qui les produit. Sous les événements isolés qui ont naguère ému l'opinion, il y a, dans le mécanisme et le fonctionnement de la constitution germanique, des vices radicaux; dans le mouvement des idées et des intérêts, des éléments de confusion et de désordre ; dans les rapports des pouvoirs publics, des causes de conflit, qui ne permettent pas de localiser les questions nées de quelques incidents particuliers, sur le terrain étroit où elles semblent circonscrites.

Le fait dominant de la situation, c'est qu'un an à peine après les élections générales de 1877, le Gouvernement s'est vu dans la nécessité de dissoudre le Reichstag et de faire un nouvel appel au pays. Pourquoi a-t-il recouru à cette mesure extrême, sans doute très-strictement constitutionnelle, mais toujours grave cependant en ce qu'elle accuse un dissentiment inconciliable entre l'exécutif et le législatif?

A ne voir que les faits extérieurs, on répondra que, la majorité ayant repoussé, dans la dernière session, les projets du chancelier en ce qui concerne le remaniement des impôts, et refusé de voter la loi proposée contre les socialistes, il y avait lieu de prendre les électeurs pour arbitres entre le pouvoir et le parlement. On ajoutera, non sans raison, que l'épouvan-

table attentat commis sur l'empereur Guillaume par Nobiling, peu de jours après celui commis par Hœdel, atteste un péril social contre lequel le Gouvernement a dû demander au pays des forces morales et des forces matérielles que la majorité parlementaire ne lui accordait pas suffisamment à son gré.

Est-ce pourtant de cela qu'il s'agit réellement? Est-ce sur ces points limités, tout importants qu'ils soient, que se restreint le débat? Ce serait se faire une étrange illusion que de le croire.

Il n'y a pas un des partis représentés au Reichstag, sauf, bien entendu, les socialistes, qui, à la suite des deux tentatives de régicide dirigées contre l'empereur, ne se soit déclaré prêt à soutenir énergiquement le pouvoir contre les ennemis de la société. L'opposition de la majorité ne s'est produite que sur le choix des moyens, et la loi soumise par le Gouvernement n'a été rejetée que parce que, sous prétexte de combattre le socialisme, elle atteignait, en même temps, d'une manière grave, la liberté de la presse, les droits de réunion et d'association. Tous les manifestes publiés à l'occasion des dernières élections mettent ces sentiments et ces faits hors de doute.

Le désaccord entre le chancelier et le Reichstag au sujet des impôts ne réside pas non plus seulement dans la question fiscale sur laquelle on s'entendrait aisément; il porte sur les institutions organiques. La majorité libérale ne refuse pas d'augmenter les contributions publiques de l'Empire pour équilibrer le budget, mais elle demande aussi que des garanties

constitutionnelles assurent les droits et les prérogatives des représentants de la nation.

En n'examinant que les incidents d'où est né le conflit, on voit donc que le fond en est plus grave que la forme ; mais ils ne sont eux-mêmes que l'effet d'une cause plus générale qui existe et agit depuis longtemps.

La question, en effet, est plus haute et plus large. Elle est dans l'existence même de la constitution qui régit l'Allemagne ; elle est dans la direction de la politique intérieure de l'Empire. Pour mieux la préciser, il s'agit de savoir qui l'emportera du principe d'autorité ou du principe de liberté, de l'esprit de réaction ou de l'esprit de progrès.

Personne en Allemagne ne s'est mépris sur le vrai caractère et la portée de la crise. Les déclarations réitérées des organes du Gouvernement ont fait écho à celles des chefs des divers partis pour attester que la lutte était engagée entre le parti libéral et le parti réactionnaire [1]. Le socialisme, qui a été la cause déter-

1. La *Correspondance provinciale*, organe semi-officiel avoué, a nettement posé, dès le 22 mai 1878, cette question capitale en ces termes : « Le Gouvernement, mû par le sentiment de sa responsabilité » et de son devoir, appelle les représentants du peuple à lui venir en » aide pour atteindre son but qui est la paix intérieure et la pros- » périté économique du peuple allemand. Lui aussi cherche franche- » ment à consolider la vie publique par l'union des éléments libé- » raux et conservateurs. Au grand regret du Gouvernement, les ten- » tatives pour arriver à cette union dans le domaine économique, » n'ont jusqu'ici amené aucun résultat. Maintenant il s'agit de réu- » nir les éléments vraiment conservateurs, dans l'intérêt direct de » la conservation de l'État et de la société, en une action commune » contre de réels dangers. »

minante du conflit, a presque entièrement disparu de la scène. Le véritable combat s'est livré entre le libéralisme et le conservatisme allemand.

II

Le vieux féodalisme, qui règne encore à la cour de Prusse, ne s'est jamais résigné à sa défaite ; il espère toujours ressaisir l'influence qu'il a perdue et ne cesse de s'agiter dans ce but. En dehors des intrigues de palais, contre lesquelles M. de Bismarck lui-même a eu si vivement à se débattre, la grande tactique de ce parti du passé consiste à coaliser toutes les fractions conservatrices contre l'ennemi commun, le libéralisme, hautement dénoncé comme le complice de la révolution. Les meneurs n'ont laissé échapper aucune occasion de réaliser leurs desseins et ce n'est pas leur faute si la crise n'a pas éclaté plus tôt. C'est sous leurs auspices que le parti agrairien et le nouveau parti conservateur allemand se sont successivement constitués. Les échecs qu'ils ont subis devant le suffrage universel ne les ont pas découragés. Exploitant habilement les griefs de la grande propriété et de la grande industrie contre les doctrines de liberté économique défendues par les nationaux libéraux et les progressistes, ils ont cherché à renforcer l'armée réactionnaire par les partisans de la protection. Pour accroître leurs chances de succès, ils ont fait de grands efforts pour entraîner M. de Bismarck. Le clair-

voyant chancelier a résisté longtemps, sans repousser d'une manière absolue le concours qu'on lui offrait. Mais lui-même, gêné dans l'application de ses idées par l'attitude du parti libéral, il se sent depuis longtemps dans une situation difficile dont il désire sortir par une voie quelconque. Sa nature nerveuse et autoritaire s'impatiente et s'irrite de l'opposition que rencontrent ses projets. Nous l'avons dit, c'est un maître qui, sans doute, veut récompenser ceux qui le servent, mais qui, en revanche, exige d'eux une obéissance complète.

Cependant il faut reconnaître qu'en lui l'homme d'État a quelque raison de se préoccuper des rapports qui existent entre le Gouvernement et le Reichstag. Il est naturel qu'il éprouve l'impérieux besoin de se savoir soutenu par une majorité stable, ferme et disciplinée qui lui permette de dominer, dans les régions officielles, les intrigues qui le fatiguent; de combattre, dans les États confédérés, les intérêts particularistes qui lui font obstacle; de contenir, dans le pays, les passions révolutionnaires qui l'effraient. Sa grande intelligence le pousse depuis bien des années vers le parti libéral parce qu'il y voit clairement la véritable expression de la pensée allemande et qu'en s'appuyant sur lui, c'est sur le pays même qu'il s'appuie; mais sa nature dictatoriale l'en éloigne. Il n'est pas assez libéral pour réaliser, même partiellement, le programme des libéraux. Il entend les conduire à son gré et non être mené par eux, n'admettant pas qu'on puisse exiger de lui ce qu'il ne voudrait pas donner.

Au début de cette année, il y a eu, comme nous l'avons dit plus haut, des pourparlers sérieux entre lui et les chefs du parti national libéral, dans le but de se mettre d'accord. M. de Bismarck espérait les séduire en leur offrant de hautes situations officielles. Ils ont refusé en réclamant des réformes constitutionnelles sans lesquelles ils ne pouvaient avec dignité arriver au pouvoir. La rupture s'est faite et le chancelier a cherché d'un autre côté son point d'appui.

C'est alors que le parti de la réaction, jugeant l'heure opportune, a fait un nouvel effort qui s'est manifesté par la dissolution du Reichstag. On a surtout profité pour cela des attentats de Hœdel et de Nobiling, pensant que l'indignation unanime dont tous les honnêtes gens ont été saisis, accroîtrait les forces du parti conservateur et rallierait même à ce parti, par la terreur du spectre rouge, la plupart des libéraux modérés. On a persuadé ainsi au chancelier que c'était le seul moyen de constituer une majorité puissante qui lui serait dévouée sans réserve.

Si M. de Bismarck avait des principes, il aurait moins considéré le concours problématique qui lui était promis, que le programme de ceux avec lesquels il s'agissait pour lui de se lier ; mais, nous l'avons dit, il n'a en politique que des intérêts et ceux du moment l'emportent toujours sur ceux de l'avenir. Très-sensible au double échec qu'ont subi ses projets économiques et sa loi contre le socialisme, il met aujourd'hui un vif amour-propre à n'en avoir pas le démenti ; il veut que ses idées triomphent. Pour ce résultat

qui lui tient au cœur, peu lui importe avec quels auxiliaires il marchera, pourvu qu'ils lui donnent la victoire. Les réactionnaires lui ont fait espérer le succès; il n'a pas hésité à se faire un moment réactionnaire et à abandonner les libéraux. S'il lui faut même, dans ce but, pactiser avec ses plus grands ennemis, il n'hésitera pas davantage; et, en effet, on l'a vu récemment se rapprocher des catholiques qu'il a si violemment persécutés. Mais que, demain, l'intérêt d'une autre situation le rappelle du côté des libéraux, il désertera, avec le même sans-façon, les rangs de ceux dont il cherche aujourd'hui à former une armée contre le libéralisme. Il s'indigne de ne pouvoir compter sur personne ; mais, en vérité, est-il quelqu'un qui puisse compter sur lui?

Voilà l'explication et la vraie nature de la crise qui agite en ce moment l'Allemagne. Il est évident que le péril social n'y est, comme en maint autre pays, qu'une cause accidentelle dont le Gouvernement et les partis se sont emparés pour les besoins d'une stratégie plus vaste. La véritable question est de savoir si la politique de l'Empire sera libérale ou réactionnaire.

III

Les élections du 30 juillet 1878, faites pour résoudre cette question, n'ont pas répondu aux espérances qu'on en avait conçues. Tous les partis qui divisaient le Reichstag dissous, reviennent à peu près dans les

mêmes conditions et avec les mêmes forces qu'ils avaient auparavant. Les nationaux libéraux et les progressistes ont perdu quelques siéges, qu'ont gagnés, en revanche, les conservateurs et le parti de l'Empire, mais ils ne sont pas sensiblement amoindris et ils restent encore un des groupes les plus nombreux du parlement. Le centre catholique a conservé tous ses anciens représentants et son nombre total s'est même augmenté. Les socialistes seuls sont réduits de 12 députés à 9, mais cet échec, dû à l'unanimité avec laquelle ils ont été combattus, est loin d'être pour le parti lui-même un indice d'affaiblissement. Le scrutin du 30 juillet a démontré au contraire, par la quantité de voix données aux candidats radicaux, que l'armée du socialisme s'est accrue de plus d'un tiers.

La situation ne s'est donc pas modifiée et le nouveau Reichstag n'offre pas plus que l'ancien les éléments d'une forte majorité gouvernementale. Seulement ce qu'il y a de fâcheux, c'est que la vivacité de la lutte électorale a aigri les rapports mutuels et excité des passions et des ressentiments qui auront sans doute beaucoup de peine à se calmer.

Ce qui est plus grave, c'est que le gouvernement impérial, n'ayant pas plus qu'auparavant un parti vraiment à lui sur le dévouement duquel il puisse se fier, est acculé dans une impasse où il n'a que deux alternatives également dangereuses : ou prononcer une nouvelle dissolution ; ou s'entendre avec quelqu'une des grandes fractions de l'Assemblée pour y trouver l'appui qui lui manque de toutes parts.

Une seconde dissolution est une aventure sur le succès de laquelle il est impossible de compter. Il n'y a pas à espérer que le suffrage universel, qui s'est prononcé si nettement dans un sens identique en 1877 et en 1878, se donne, dans deux ou trois mois, un démenti éclatant. D'autant plus que, d'ici là, l'émotion causée par les tentatives régicides de Hœdel et de Nobiling se sera considérablement calmée ; le Gouvernement aura reçu certainement tous les pouvoirs qu'il peut légitimement réclamer pour préserver l'ordre social, puisque tous les partis sont d'accord pour voter des lois répressives contre le socialisme ; enfin l'opinion, moins impressionnée, se rendra mieux compte de la situation ; de sorte qu'un nouvel appel au pays se ferait probablement dans des conditions encore moins favorables pour une politique de réaction.

Il ne reste donc à M. de Bismarck que la seconde alternative : acquérir, par un moyen quelconque, le concours et les votes d'un des principaux partis parlementaires.

A qui s'adressera-t-il dans ce but?

Aux conservateurs proprement dits? Mais, bien que le scrutin du 30 juillet ait un peu augmenté leur nombre, en réunissant toutes les fractions qui peuvent se confondre sous cette dénomination, on n'arrive qu'à un total de 50 à 55 membres, c'est-à-dire à une minorité relativement très-faible. D'ailleurs, s'ils sont réunis par leur haine commune du libéralisme, ils sont séparés par leurs principes et par les antagonis-

mes que les événements ont fait naître entre eux. Entre les conservateurs prussiens et les conservateurs des autres États, il y a la résistance du particularisme contre l'absorption ; entre les conservateurs germanistes et ceux des pays annexés, il y a les passions nationales. Puis, comment concilier les conservateurs libres qui sont pénétrés des besoins de notre temps, avec les conservateurs féodaux qui veulent la restauration de l'ancien régime ?

Le parti de l'Empire qui, lui aussi, a gagné plusieurs siéges aux dernières élections, se rattachera difficilement à cette coalition, car la plupart de ses membres, comme on l'a vu plus haut, sont bien plus rapprochés par leurs doctrines du parti national libéral que des partis réactionnaires.

La réunion de tous ces éléments hétérogènes ne formerait pas même le tiers des 397 membres du Reichstag. Elle pourrait être un appoint dans certaines circonstances, mais les membres dont elle se composerait sont trop divisés sur toutes les questions essentielles, pour être jamais une force de gouvernement, et c'est en vain qu'on voudrait en faire le noyau d'une majorité compacte.

Les deux seuls partis vraiment puissants, parce qu'ils représentent des idées nettement définies, sont, d'un côté, le parti libéral composé des nationaux et des progressistes, de l'autre, le centre composé surtout des catholiques.

IV

La cour est, depuis longtemps, disposée a se reconcilier avec le Vatican en révisant les lois de mai édictées contre l'Église. Les évangélistes orthodoxes poussent eux-mêmes à cette réconciliation en faisant observer que la lutte religieuse dont le catholicisme est victime est fatale à toutes les croyances et enlève à l'État une grande force morale. La situation de M. Falk, ministre des cultes et très-ardent partisan du *Culturkampf*, s'en est trouvée par suite fort ébranlée. Sans la protection puissante du chancelier, qui opposait lui-même une résistance énergique à toute idée de transaction avec la curie romaine, il y a bien des mois déjà qu'il serait tombé.

Depuis la mort de Pie IX, les rapports avec son successeur ont été plus faciles et moins tendus. Le pape Léon XIII et l'empereur Guillaume ont échangé, en diverses circonstances caractéristiques, des lettres empreintes d'une grande courtoisie et témoignant d'un désir sincère de rapprochement. Des négociations ont été suivies par des intermédiaires d'une haute situation, pour trouver les bases d'un *modus vivendi* plus tolérable entre le clergé d'Allemagne et le Gouvernement. Au mois de juillet dernier, le nonce de Bavière a eu à Kissingen, dans ce but, de fréquentes entrevues avec M. de Bismarck. Tout

annonce que la paix confessionnelle est en voie de se rétablir en Allemagne.

Dans la pensée des hauts personnages qui mènent ces négociations, le concours politique du centre serait donné au Gouvernement en reconnaissance de l'abandon du *Culturkampf*, et c'est sur l'alliance des catholiques et des conservateurs qu'on chercherait à constituer une majorité parlementaire.

Si M. de Bismarck n'était pas un opportuniste, pour qui le besoin du moment prime toute autre considération, il lui faudrait une grande force d'âme pour infliger un pareil désaveu à ses déclarations les plus énergiques et les plus solennelles.

Qui ne se rappelle le mouvement d'éloquence superbe avec lequel il prononça, en plein parlement, le *non possumus* de l'empire contre la papauté, en s'écriant : « Ne craignez rien ; quoi qu'il arrive, nous n'irons pas à Canossa [1] ! » L'enthousiasme de l'Allemagne a gravé sur le bronze ces fières paroles, en élevant un monument qui en transmettra le souvenir à la postérité. Eh bien ! il ne faut jamais trop se fier à ces phrases d'un effet théâtral. M. de Bismarck ira à Canossa, s'il le juge utile à sa politique, parce que, on ne saurait trop le répéter, le succès de ses idées

1. Canossa est une petite ville où, le 25 janvier 1077, l'empereur d'Allemagne Henri IV, après avoir soutenu une lutte ardente contre le Saint-Siége, vint faire amende honorable devant le Pape, pieds nus dans la neige et en chemise. Par un raffinement d'humiliation, il fut forcé de passer la nuit sous le froid et le givre, attendant que le souverain pontife voulût bien le recevoir.

est tout pour lui. Si un voyage à Canossa peut l'aider dans la situation embarrassée où il se trouve, il prendra exemple sur un autre Henri IV, moins humble que le premier, lorsqu'il dit que : « Paris vaut bien une messe. » D'ailleurs il est avec le ciel des accommodements. On s'arrangera de façon à ce qu'il ne faille aller qu'à moitié chemin de Canossa ; en tout cas, le pécheur repentant peut être certain d'être mieux traité que ne le fut le César du moyen âge. On ne le laissera pas se morfondre et grelotter dans la neige. On s'estimera trop heureux de l'avoir amené à contrition.

Nous avons dit, en étudiant la question religieuse, que les lois de mai sont une impolitique et violente oppression contre les catholiques de l'Empire. Nous avons ajouté que M. de Bismarck s'honorerait en renonçant à un système qui viole les droits sacrés de la liberté de conscience et n'est qu'une injustifiable persécution. Une transaction équitable entre l'État et l'Église en Allemagne doit être désirée et elle sera applaudie par tous les hommes de bon sens et de bonne foi ; mais la forme qu'on semble vouloir donner à cet acte de justice lui ôterait beaucoup de sa valeur au fond.

Il y aurait eu certainement avantage à ce qu'il fût un acte spontané et sans condition, au lieu d'être le prix d'un marché qui risque d'être aussi compromettant pour le Gouvernement que pour le clergé. C'est un sentiment libéral qui aurait dû inspirer à M. de Bismarck l'abandon du *Culturkampf ;* or, s'il s'y ré-

signe, ce sera, au contraire, dans un intérêt réactionnaire. Il consentira à cesser ses rigueurs contre l'Église; il rendra aux évêques leurs droits qu'il aurait dû plutôt ne jamais leur enlever; mais pourquoi se donnerait-il à lui-même cet éclatant démenti? Pour que le parti du centre l'aide dans la campagne qu'il entreprend contre ses anciens amis du parti libéral et contre le développement des libertés publiques. La question religieuse disparaîtrait alors pour faire place à une question politique de la plus haute gravité. Le centre, qui est, par ses doctrines et par ses dogmes, l'adversaire le plus irréconciliable de la civilisation moderne, ne peut donner son appui au Gouvernement qu'à la condition de faire prévaloir, en même temps, dans la politique de l'Empire les principes qui partout ont déterminé une lutte acharnée entre l'Église et la société du XIX^e^ siècle [1]. M. de Bismarck, pour s'en faire un allié actuel, ira-t-il jusqu'à lui donner cette satisfaction?

La logique l'y pousse : dès qu'il déserte la politique libérale pour une politique de réaction, il est naturel qu'il prenne le programme de ceux qui représentent la réaction de la façon la plus complète et la plus absolue.

M. de Bismarck allié du parti clérical! Qui se serait

1. Les organes de l'ultramontanisme en Allemagne, notamment la *Germania*, l'ont pris, en effet, de très-haut lorsqu'il s'est agi de transaction. Ils ont déclaré que, si les lois de mai n'étaient pas entièrement abrogées, bien plus, si on n'abolissait pas le mariage civil, et si on ne remettait pas l'instruction publique entre les mains du clergé, il n'y aurait pas moyen de s'entendre. D'autre part, dans les élections, les catholiques ont, en plusieurs colléges, voté pour les socialistes, qui leur ont rendu, à leur tour, des services analogues.

attendu à cette métamorphose ? Mais, d'un tel homme tout est possible. Si on l'attaque, il répondra, comme on a vu qu'il l'a fait déjà en une autre circonstance, qu'il a la sagesse de modifier ses idées selon les événements et que « l'homme absurde est celui qui ne change jamais ».

Mais, quel changement colossal que celui-là ! Qui a oublié ses colères non-seulement contre le gouvernement français, mais encore contre bien d'autres, dès qu'il les soupçonnait de céder à l'influence du cléricalisme ? Naguère encore avec quel dédain ses journaux officieux parlaient des conservateurs français qui cherchaient un appui dans le clergé pour combattre les républicains ! Et voici que l'Allemagne offrirait au monde, par la plus étrange des palinodies, un spectacle semblable.

Il est vrai que le cléricalisme ayant été vaincu en France, M. de Bismarck n'a plus intérêt à l'attaquer comme auparavant. C'est même peut-être ce qui expliquerait sa conversion. Le *Culturkampf* était entre ses mains une arme dirigée surtout contre la France. Aujourd'hui cette arme est inutile ; il la met purement et simplement de côté. Qui sait même si la situation ne va pas être entièrement retournée et s'il ne fera pas maintenant du socialisme un moyen de pression vis-à-vis de notre pays, comme il l'a fait naguère du cléricalisme.

Tout cela est encore à l'état d'élaboration ; il est difficile d'en prédire les développements et les effets. Ce qui ne paraît pas douteux, c'est que la politique du

Gouvernement tend aujourd'hui vers l'alliance des conservateurs et du centre. Mais cette alliance, tout en donnant une large base au parti de la réaction, ne lui donnerait pas la majorité. Le centre possède 100 voix et les autres partis de droite dont, en ce cas, une partie des conservateurs libéraux se sépareraient, n'en compterait pas plus de 90. Or toutes les gauches coalisées avec les particularismes de la protestation seraient encore en nombre supérieur.

V

J'ai entendu des conservateurs allemands rappeler la lutte violente que M. de Bismarck a soutenue, de 1862 à 1866, contre la majorité libérale du parlement prussien. « On a bien réduit alors, disent-ils, l'opposition à l'impuissance. On la réduira encore. Elle n'est pas plus redoutable aujourd'hui qu'à cette époque. » Je crois que c'est une illusion grave qui ne tient compte ni de la différence des temps ni de celle des situations.

L'empire d'Allemagne n'est pas ce qu'était la Prusse. Sa constitution, quelque incomplète qu'elle soit encore, en établissant le suffrage universel et un parlement national, a imprimé une impulsion décisive au mouvement libéral et démocratique. On ne peut plus dédaigner les nouvelles forces qui se sont développées et il serait imprudent de les braver comme on a bravé, en 1862, les libéraux prussiens. A cette époque, la

lutte parlementaire cachait un gigantesque projet national et M. de Bismarck savait bien qu'il obtiendrait, un jour, un bill d'indemnité lorsqu'il aurait, par la reconstitution de l'Allemagne unitaire, révélé la cause secrète de sa résistance ; mais quel est, en 1878, le grand acte national qu'il puisse encore accomplir? D'ailleurs le gouvernement de l'empire ne possède pas les prérogatives constitutionnelles qui lui ont permis, sans violer la loi, de se mettre hardiment au-dessus des votes du Landstag prussien. Il ne peut rien faire sans l'adhésion du Reichstag. Si la majorité résiste, bien qu'à son tour elle n'ait aucun moyen d'imposer ses volontés, ni le chancelier ni l'empereur ne peuvent passer outre malgré elle, à moins de sortir de la légalité et de faire un coup d'État.

Un coup d'État ! Les organes violents de la réaction ne reculent pas devant cette extrémité. Ils conseillent des mesures exceptionnelles de salut public ; ils demandent qu'on supprime le suffrage universel ; ils appellent de tous leurs vœux un 16 mai allemand. L'insuccès du 16 mai français éclairera, sans doute, sur les dangers de cette politique aventureuse les hommes d'État de l'Empire.

Rien ne justifierait cette conduite. Les dissentiments entre le Gouvernement et la majorité portent sur des questions et des intérêts qui n'ont rien de menaçant pour la paix publique. Tous les grands partis sont également résolus à armer le pouvoir de toute la force matérielle et morale nécessaire pour contenir le so-

désordre. S'il y a, en Allemagne comme partout, une secte redoutable qui médite le bouleversement de la société actuelle, le pays tout entier n'est pas atteint par la contagion radicale ; il se sent et se montre jusqu'à présent assez fort pour se défendre. Les coups d'État ne réussissent que lorsque les peuples, fatigués de l'anarchie, appellent à grands cris un sauveur. Les 18 Brumaire et les 2 Décembre ne sont possibles qu'après des années de confusion ou de terreur. L'Allemagne n'a pas passé par ces convulsions sociales. Certes elle n'est ni heureuse, ni satisfaite ; mais l'ordre y règne partout, et partout s'y manifeste une égale protestation contre les attentats sauvages de la démagogie cosmopolite.

Enfin un coup d'État ne peut s'exécuter avec succès que dans un pays fortement unifié et centralisé, où le pouvoir suprême tient en ses mains tous les rouages de l'administration publique. Telle n'est pas l'organisation de l'Empire. Pour violer ou modifier d'autorité la constitution fédérale, il faudrait à la Prusse la complicité et le concours des vingt-cinq États souverains qui composent la confédération. Bien plus, il faudrait que chaque prince fît, dans son propre pays, à la même heure, dans les mêmes conditions, un coup d'État qui y supprimât les libertés et les garanties qu'on voudrait enlever à l'ensemble de l'Empire ; autrement à quoi aboutirait-on en laissant subsister partout localement les institutions libérales qu'il s'agirait de détruire généralement ?

Devant de telles difficultés il est permis de croire

que M. de Bismarck ne cédera pas aux funestes conseils qu'on lui donne et qu'il ne jouera pas sa popularité, sa situation et l'avenir de l'Allemagne dans une tentative réactionnaire condamnée d'avance à échouer lamentablement. Au lieu d'engager de nouveau un combat acharné contre le parti libéral, tout le sollicite de créer avec ce dernier un *modus vivendi* plus profitable à coup sûr que celui qu'il pourrait établir avec le Vatican.

Il est impossible qu'il ne comprenne pas mieux les idées de son temps et le mouvement de l'esprit public. Sa véritable force est dans le libéralisme et dans ceux qui le représentent. Sa véritable gloire sera d'avoir fondé la liberté après avoir fait l'unité de l'Allemagne. Les nationaux libéraux et les progressistes modérés sont l'expression exacte de l'idée allemande et leurs revendications formulent incontestablement les vœux de l'opinion. C'est avec eux qu'il faut s'entendre au lieu de se lier à un passé désormais vaincu, car c'est par eux seuls qu'on peut satisfaire les exigences du présent et préparer les progrès de l'avenir. C'est avec le parti national que M. de Bismarck a fait l'Allemagne ; c'est grâce à lui qu'il a réalisé toutes les grandes choses qui ont illustré son nom ; peut-il s'en faire un ennemi irréconciliable lorsqu'il s'agit de mettre le couronnement à l'édifice qu'ils ont élevé ensemble ?

Rien, si l'on veut s'y prêter de part et d'autre, ne sera plus facile que de dissiper le malentendu qui sépare aujourd'hui ces deux alliés de vieille date.

Mais, pour cela, il faut deux choses. D'abord que l'illustre chancelier, abdiquant pour toujours les traditions encore mal éteintes de sa première éducation féodale, devienne lui-même franchement libéral et aspire sans réserve à l'honneur d'être pour l'Allemagne, dans l'ordre politique, ce que Robert Peel a été pour l'Angleterre dans l'ordre économique. Ensuite, que le parti national constitue, par un programme où les besoins de l'ordre se combinent aux droits de la liberté, un grand parti de gouvernement qui assure à M. de Bismarck un appui solide pour combattre efficacement les intrigues de la réaction et les menaces de la révolution.

VI

La première condition de ce programme devrait être l'abrogation des lois contre l'Église. Les nationaux libéraux feraient certainement un acte aussi honorable qu'habile s'ils s'entendaient avec le gouvernement pour faire voter par le Reichstag cette grande mesure de justice et de réparation, au lieu d'en laisser l'initiative et le mérite au parti réactionnaire. Quand on s'appelle libéral, on a le devoir de ne pas l'être à demi. On n'a pas le droit de vouloir la liberté pour soi et de la refuser à ses adversaires. Le *Culturkampf* est l'oppression des consciences, la plus injustifiable de toutes. C'est une tache pour le libéralisme allemand que

d'avoir voté ces lois odieuses ; ce serait plus qu'une faute de les maintenir plus longtemps.

Si l'équité commande leur suppression, la sagesse politique le commande bien plus encore. Pour constituer une forte majorité, soit parmi les conservateurs, soit parmi les libéraux, il faut nécessairement dissoudre un des grands groupes qui, de chaque côté, peuvent être le pivot de l'opposition. Or, il est certainement plus facile de dissoudre ou d'affaiblir le centre, afin de former une majorité libérale, que de dissoudre ou d'affaiblir le parti libéral, afin de former une majorité réactionnaire. Il n'y a, pour cela, qu'à faire cesser la persécution inique qui pèse sur le clergé catholique, en rétablissant la liberté confessionnelle et en résolvant, dans l'esprit généreux et tolérant de notre époque, le dangereux problème des rapports de l'Église et de l'État. Alors l'armée ultramontaine se débandera et se dissipera d'elle-même n'ayant plus le lien qui en fait aujourd'hui la cohésion. Alors le Gouvernement et le parti national rallieront sans peine beaucoup d'éléments modérés et même libéraux que contient le centre catholique et qui n'y restent aujourd'hui que pour y défendre la liberté religieuse violée. De même, par l'affirmation d'une politique vraiment libérale, on attirerait la plupart des progressistes et beaucoup de ces députés flottants qui, sous le nom de *Wilden*, « les sauvages, » restent en dehors de tous les partis. De son côté, M. de Bismarck rattacherait aux libéraux les membres de la *Reichspartei* (parti de l'empire) et bien des conservateurs modérés sur qui son influence s'exerce irrésistiblement.

Il serait ainsi possible de créer au Reichstag une majorité compacte, sincèrement progressive et fermement conservatrice, qui donnerait une force immense à toutes les grandes idées du chancelier. Celui-ci, du moins, ne serait pas forcé de désavouer l'œuvre de sa vie, en s'alliant aux hommes de l'ancien régime, pour combattre avec eux non-seulement le parti national, mais encore les plus justes aspirations de la société moderne.

S'il se décide à marcher résolûment dans les voies libérales, le gouvernement impérial est placé dans des conditions beaucoup plus favorables que la plupart des autres États. Il a l'avantage inappréciable de n'être pas contesté. La dynastie qui en tient le sceptre n'est menacée par aucune compétition. Sauf les révolutionnaires radicaux, aucun parti ne songe à changer l'ordre de succession au trône. Jamais situation ne fut meilleure pour constituer ces grands partis d'opinion, tels que les Wighs et les Tories de l'Angleterre qui sont, tour à tour, pour le pouvoir, soit un ferme point d'appui, soit un stimulant utile. Un autre élément de succès pour une pareille entreprise, c'est la grande et légitime popularité dont jouissent encore l'Empereur et M. de Bismarck. Devenus maîtres de l'opinion par l'éclat de leurs triomphes, ils le seront bien davantage en donnant à leur pays les libertés après lesquelles il soupire depuis si longtemps. S'ils veulent que l'empire qu'ils ont fondé ait, dans le monde, le prestige et l'influence que sa puissance

et sa situation autorisent, il importe que, par ses institutions politiques et sociales, il soit, sinon supérieur, du moins égal aux États les plus civilisés. Précisément parce qu'il a été créé par la force matérielle, sa dignité exige qu'il vive et se développe par la force morale. Après avoir été déçue deux fois, en 1815 et en 1848, dans ses espérances nationales, l'Allemagne entière a été fermement convaincue que le sacrifice de son sang, en 1866 et en 1870, lui conquerrait enfin pour toujours l'unité et la liberté. Elle éprouverait un sentiment de douleur profonde, si elle devait subir une troisième déception.

VII

L'histoire de notre temps prouve, par une foule d'exemples, que la politique de réaction est aussi funeste que la politique de révolution. L'une et l'autre, si elles triomphent un moment par hasard ou par surprise, ne peuvent avoir ni solidité ni durée. Seule la politique libérale fondé des gouvernements puissants et prospères.

L'Angleterre en est le vivant témoignage. C'est par la liberté sous toutes les formes qu'elle s'est élevée, fortifiée et enrichie. C'est par elle qu'elle est devenue le modèle des nations, marchant sans cesse en avant dans la voie du progrès, ne se laissant jamais arrêter ni troubler par quelques accidents fâcheux nés des passions populaires ou des conflits parlementaires.

Elle sait que l'imperfection et la lutte sont la loi des choses humaines et se garde bien de rendre la liberté responsable des fautes ni des crimes des individus et des partis. Certes, elle aussi est profondément travaillée par le mouvement socialiste. C'est sur son territoire que réside et c'est de là qu'agit le chef du socialisme universel. Mais nul n'y demande à la dictature et à la compression des moyens extraordinaires contre le péril social. L'application énergique des lois de police lui suffit pour maintenir l'ordre et réprimer toute tentative criminelle. Ses ministres n'ont jamais la mauvaise pensée de profiter des attentats de quelques misérables pour enlever au peuple anglais ni pour restreindre les libertés qui sont le droit et la garantie des peuples modernes.

En France, où le pouvoir se défie malheureusement de l'opinion, nos gouvernements ont rarement suivi ce sage et noble exemple. Au lieu de se mettre à la tête du mouvement libéral, ils ont constamment cherché à l'entraver. A quoi ont abouti les ordonnances de Charles X, l'interdiction des banquets sous Louis-Philippe, la loi de sûreté générale sous Napoléon III, l'entreprise du 16 mai où les vieux partis ont entraîné le maréchal Mac-Mahon ? A l'échec retentissant de la politique réactionnaire et souvent à des révolutions bien autrement terribles que celles contre l'éventualité desquelles le pouvoir prétendait sauvegarder la société.

Ce n'est pas à dire cependant que tout le tort soit du côté des gouvernements et que les partis n'aient

rien à se reprocher. Les conflits d'où sortent si souvent les explosions révolutionnaires sont généralement provoqués par de grandes fautes de part et d'autre. Le mal, c'est que, se plaçant toujours à leur point de vue exclusif, les gouvernements et les partis ne considèrent que leur objectif personnel, ou plutôt ils ne cherchent réciproquement qu'à se dominer et à s'asservir. Entre eux c'est la guerre perpétuelle. Le pouvoir ne supporte pas l'opposition en qui il voit un ennemi systématique ; il tient à être fort et veut être obéi. L'opposition supporte avec impatience le pouvoir en qui elle voit un maître despotique ; elle entend qu'il se soumette sans réserve. De là des luttes acharnées et des malentendus déplorables qui sont toujours une porte ouverte à la révolution.

Cette situation maladive, dont souffrent tant de pays et qui menace aujourd'hui l'Allemagne d'une crise profonde, ne peut cesser que par l'union franche et complète des deux adversaires.

Que les gouvernements, acceptant loyalement les conditions d'existence de la société moderne, deviennent partout les chefs résolus du libéralisme ; qu'ils déploient pour contenir les efforts de la réaction la même énergie que pour réprimer les tentatives de la révolution. Que les libéraux, à leur tour, se groupent autour du pouvoir pour l'aider à accomplir sa mission de progrès et de salut public ; qu'ils apportent autant de dévouement à maintenir l'ordre et à combattre les ennemis de la société qu'ils en apportent maintenant à revendiquer les droits des peuples libres et à com-

battre le Gouvernement, et la méfiance qui divise les hommes d'autorité et les hommes de liberté ne tardera pas à s'évanouir. Fermement unis pour atteindre le même but, le pouvoir et les vrais libéraux trouveront, dans leur intime alliance, une force égale pour décourager à jamais les partis rétrogrades et désarmer les partis subversifs.

Il est à désirer que tous les hommes d'État méditent cette belle maxime de Napoléon III : « Marchez à la tête des idées de votre siècle, elles vous soutiennent. Marchez à leur suite, elles vous entraînent. Marchez contre elles, elles vous renversent ! »

CHAPITRE NEUVIÈME.

L'ALLEMAGNE ET L'EUROPE.

I

Les victoires de la Prusse et la constitution de l'empire allemand ont porté le dernier coup à l'organisation déjà si chancelante de la vieille Europe. Que reste-t-il, en effet, aujourd'hui, de l'œuvre si savamment élaborée par les grands diplomates de 1815? Que reste-t-il du système de pondération sur lequel ils avaient cru établir, pour de longues années, la paix générale? Une date historique, le souvenir d'un effort honnête autant que stérile et la preuve nouvelle de l'extrême fragilité de ce qu'on nomme la sagesse humaine.

Depuis cette époque, mais surtout depuis vingt années, l'Europe a subi les révolutions les plus profondes et les plus imprévues. On a vu tomber d'antiques dynasties et s'élever des dynasties nouvelles qu'un souffle mystérieux a emportées, à leur tour, dans une tourmente. Les constitutions des États se sont

radicalement modifiées. Les territoires ont été remaniés violemment. De nouveaux royaumes se sont formés ; d'autres ont péri victimes de la force. Les anciennes prépondérances se sont effacées. L'équilibre général a perdu son pivot et ses contrepoids: Le droit public traditionnel s'est anéanti et la raison du plus fort est devenue la loi souveraine de la politique internationale.

Cette situation est grave. Le trouble est dans tous les principes, ou plutôt il n'y a plus de principes. Le droit des gens semble un code suranné, tombé en désuétude, dont on a oublié le nom et les règles. Il y a partout des « rôdeurs de frontières », qui, chaque fois qu'ils le peuvent, prennent, *per fas et nefas*, surtout *per nefas*, tout ce qui est à leur convenance. Dans le langage euphémique de notre siècle on appelle cela « une annexion [1] ». Et ce qu'il y a de particulièrement triste, c'est que, sous prétexte de localiser les guerres, les autres États, faisant cercle autour des combattants et veillant à ce que nul ne se mêle à leur sanglant duel, assistent, comme à un spectacle curieux, à ces actes de conquête brutale et de violente spoliation. Ils ne songent pas que, le lendemain peut-être, ils auront à subir des agressions semblables à celles qui, grâce à leur indifférence calculée, s'accomplissent si audacieusement à leurs portes. Puis, lorsque le plus

1. Au récent congrès de Berlin, on a imaginé une autre appellation qui n'est pas moins euphémique. La main mise sur un territoire étranger y a été nommée : « occupation avec droit d'administration ». C'est à ce titre que l'Autriche a pris la Bosnie et l'Herzégovine et que l'Angleterre s'est emparée de l'île de Chypre.

faible a été écrasé par le plus fort, ils applaudissent le vainqueur, comme la foule applaudissait dans les cirques païens les gladiateurs triomphants, à moins que, se ruant aussi à la curée, ils ne cherchent à prendre leur part dans les dépouilles du vaincu. Aucun d'eux ne réfléchit que la chute de ce dernier enlève toujours un de ses points d'appui à l'édifice européen. Peut-être, il est vrai, se réservent-ils intérieurement de s'autoriser plus tard de l'exemple pour s'arrondir aux dépens de quelque voisin dont, en secret, ils convoitent le champ.

Quand Frédéric voulut prendre d'autorité le moulin du meunier de Sans-Souci, celui-ci put lui répondre qu'il y avait des juges à Berlin. Mais, il n'y a de juges nulle part, et à Berlin bien moins encore, pour s'opposer aux expropriations internationales pour cause d'ambition privée. Du célèbre ouvrage de Grotius, « *les droits de la paix et de la guerre,* » qui fut si longtemps le guide des nations civilisées, on n'a conservé que les droits de la guerre. Aussi la civilisation pacifique recule-t-elle partout devant la barbarie armée. On ne dit plus : « Fais ce que dois ! » mais « fais ce que peux ! » Il suffit qu'on puisse pour tout oser, et le frein de la loi morale entre les peuples ne s'est pas seulement relâché ; il s'est brisé.

II

La politique des nationalités, inaugurée par Napoléon III, passionnément acclamée par les révolution-

naires de tous les pays, violemment appliquée par l'Italie et la Prusse, a poussé cette situation maladive à sa période la plus aiguë. Les familles des peuples se sont mises à reconstituer leur arbre généalogique et à rattacher au tronc principal leurs membres dispersés. Les revendications des races ont servi partout les ambitions des conquérants trop heureux de trouver dans les aspirations unitaires du patriotisme national le prétexte et l'instrument de leur politique envahissante. Nous avons déjà vu à l'œuvre l'italianisme et le pangermanisme. Nous venons d'assister à l'explosion du panslavisme qui a mis aux prises la Russie et la Turquie. Comme l'a dit Napoléon, à Sainte-Hélène, les grandes agglomérations tendent partout à absorber les petits États que l'ancienne diplomatie avait créés dans un intérêt d'équilibre ou maintenus par respect pour des traditions séculaires.

Est-ce un bien? Est-ce un mal? Nous sommes trop mêlés à ce travail de formation, nous en ressentons trop vivement les secousses, pour bien juger une telle question. Nos fils, seuls, pourront apprécier à l'expérience si notre siècle, en suivant cette voie, a accompli ou non un progrès véritable dans le développement de l'humanité ; mais, quelque opinion qu'on en puisse avoir, l'attraction des races similaires semble aujourd'hui un mouvement irrésistible qu'il faut accepter, bon gré mal gré, sous peine de provoquer partout les plus dangereuses complications.

La France qui, depuis longtemps, a constitué son unité et y a trouvé tant de force et de grandeur, ne

saurait ni s'étonner ni s'indigner que d'autres nations puissantes veuillent faire de même. En considérant, d'ailleurs, les merveilleux résultats que l'unification des diverses races de la vieille Gaule a produits pour l'émancipation de l'État, en brisant la féodalité, et pour l'émancipation du peuple, en créant la liberté et l'égalité, on est amené à reconnaître que les grandes unités nationales, à côté de l'incontestable danger qu'elles présentent entre les mains d'un chef absolu, dictateur ou César, sont généralement favorables au développement libéral des institutions et des mœurs publiques. Mais, si, dans la vie intérieure des peuples, les effets paraissent devoir en être plutôt bienfaisants que malfaisants, quelle influence auront-elles sur les relations internationales? Comment se comporteront et vivront désormais, les unes à côté des autres, ces vastes agglomérations qui mettent à la disposition de l'intérêt ou du caprice des gouvernements des forces si colossales? Quand on songe que les principaux États de l'Europe peuvent chacun lever, en quelques jours à peine, des masses armées de plus d'un million d'hommes et les jeter comme un torrent dévastateur sur les territoires voisins, on se demande avec effroi ce qui peut advenir de ce nouvel état des choses.

En attendant, la société du XIX^e^ siècle s'agite dans les impulsions désordonnées d'une évolution dont il est difficile de régler la marche et de préciser le but. Où allons-nous? Et qui nous guidera? Il y eut, après la mort de Charlemagne, une de ces périodes sombres

où tout semblait près de périr dans la confusion et le désordre. L'Allemagne eut alors la gloire de sortir la première de ce chaos et de dissiper ces ténèbres. Aspirera-t-elle une fois encore à rendre la paix et la stabilité à cette Europe qu'elle a si profondément troublée ?

III

Elle le pourrait mieux qu'aucune autre puissance, car, ses ambitions personnelles étant largement satisfaites, elle n'a plus d'intérêt à faire de la force le principe de sa politique, tandis qu'elle a besoin, autant, plus peut-être que nulle autre nation, d'une paix durable pour consolider l'édifice encore mal assis de son jeune empire.

Depuis 1871, on a souvent soupçonné les conseillers de l'empereur Guillaume de méditer de nouvelles guerres et de nouvelles conquêtes. Malgré les démentis que M. de Bismarck a opposés devant le Reichstag aux bruits alarmants répandus dans toute l'Europe au printemps de 1875, il est certain que la paix du monde a été alors suspendue à un fil bien fragile. L'intervention amicale de la Russie et de l'Angleterre d'un côté, la sagesse de l'empereur et du chancelier de l'autre, ont détourné l'orage prêt à éclater ; mais le sentiment du danger qu'a couru à ce moment et que peut courir encore la paix européenne, vient de la conviction à peu près unanime qu'il y a à Berlin une

influence militaire permanente assez forte pour agir sur les résolutions du Gouvernement. Cette influence persistera aussi longtemps que le peuple allemand consentira à s'imposer une contribution écrasante sur sa richesse et sur la fleur de sa population dans le but d'entretenir la machine militaire la plus formidable qui existe.

Il n'est pas de pays qui puisse se changer en camp armé sans s'exposer à l'esprit d'aventures d'une camarilla belliqueuse toujours en quête d'occasions ou de prétextes pour mettre en mouvement le nombreux personnel et l'immense matériel de guerre dont elle dispose. Il y a surtout en Prusse une aristocratie besogneuse pour qui l'armée est la seule carrière attrayante et lucrative. Cette *Reichsritterschaft* des temps modernes, héritière de celle du moyen âge, ne connaît que l'épée et ne vit que par elle. Il est naturel qu'elle cherche sans cesse à faire prévaloir la politique de guerre dans les régions officielles.

Jusqu'à présent cependant elle a échoué. L'Empereur est incontestablement animé des sentiments les plus pacifiques. A son âge on n'est plus tenté de courir les aventures. La fortune l'a élevé au faîte de la gloire et de la puissance. Il ne peut vouloir compromettre, à la fin de sa carrière, les biens qu'il a acquis, la couronne qu'il porte, la popularité qui l'environne, l'avenir de l'empire qu'il a fondé, dans quelque entreprise hasardeuse où tout pourrait s'engloutir en un jour de revers.

M. de Bismarck a résisté, à son tour, à ceux qui, ef-

frayés de voir la France reprendre ses forces brisées par la tempête de 1870, conseillaient de ne pas attendre qu'elle eût achevé sa réorganisation, mais de l'attaquer de nouveau et de la réduire à l'impuissance pour de longues années. On n'a pas oublié la façon énergique dont il a protesté, le 9 février 1876, contre cette politique odieuse, en disant au Reichstag : « Aller faire la guerre, demander des crédits gigantesques, sous prétexte que la France, qui se relève, pourrait être dangereuse un jour, et qu'il faut l'écraser auparavant, ce serait un acte de folie digne des petites-maisons ! »

Celui qui a eu la part la plus glorieuse dans les triomphes de l'Allemagne, le maréchal de Moltke, revenu, lui aussi, des illusions belliqueuses, a prononcé, devant la même assemblée, le 24 avril 1877, ces paroles qui méritent d'être rapportées : « Heureux les temps où les États ne seront plus forcés d'employer la plus grande partie de leurs ressources à assurer leur existence; où non-seulement les gouvernements, mais encore les peuples et les partis auront acquis la conviction qu'une guerre, même heureuse, coûte plus qu'elle ne rapporte!..... Comment serions-nous assez insensés pour nous affaiblir, au lieu de nous fortifier, par une extension de territoire? J'estime que les tendances pacifiques de l'Allemagne sont si manifestes et qu'elles sont tellement fondées sur la nécessité, que le monde entier doit en être convaincu.

IV

Ces déclarations, faites par de tels hommes, sont des garanties dont l'opinion publique a pris acte dans l'Europe entière. Rien n'autorise à penser qu'elles servent de masque menteur à de menaçants desseins. Elles répondent d'ailleurs aux sentiments du peuple allemand qui sait bien que tous ses intérêts sont attachés au maintien de la paix.

Que pourrait gagner l'Allemagne à la guerre? Une force plus grande? Une autorité plus prépondérante? Nullement, mais au contraire de nouveaux embarras à l'intérieur et à l'extérieur. Faire encore des conquêtes! s'annexer d'autres territoires! M. de Moltke l'a dit avec raison : « Ce serait s'affaiblir, au lieu de se fortifier. » L'Empire ne contient déjà que trop de populations hostiles, toujours irritées de leur défaite, toujours animées de leurs souvenirs nationaux, toujours prêtes à la révolte. Serait-il sage d'introduire dans la place de nouveaux ennemis qui compliqueraient terriblement de leurs protestations et de leurs résistances les difficultés que tous les particularismes actuels opposent à l'unification?

Sur quels pays d'ailleurs s'étendrait cette main conquérante? Les pangermanistes ont beau répéter sous toutes les formes le chant national d'Arndt: « la patrie allemande est partout où la langue allemande résonne; » les géographes de Berlin ont beau

comprendre dans les limites de la Germanie, sous la dénomination singulière de « territoires extérieurs, » au nord, les provinces Baltiques et le Danemark; au sud, la Suisse et la plus grande partie de l'Autriche; à l'ouest, la Flandre, la Champagne, la Bourgogne, la Franche-Comté, la Belgique, le Luxembourg, la Hollande[1]; ces fantaisies du chauvinisme, ces prétentions à une souveraineté de fantaisie *in partibus infidelium*, ne sauraient aveugler les hommes d'État. Aucun de ces pays n'est allemand d'origine, de tradition ni de cœur; aucun ne désire absorber sa nationalité et son indépendance dans l'unité germanique. Sans parler de la lutte acharnée et implacable qu'il faudrait engager avec la France pour lui arracher d'autres provinces à l'est, la conquête de la Hollande ne se ferait qu'au prix d'une guerre terrible contre l'Angleterre; celle des bords de la Baltique trouverait, pour la combattre, la Russie en armes; l'Autriche ne se laisserait point anéantir à jamais sans une résistance désespérée.

Les grandes puissances ont accepté sans trop de regrets la transformation qui s'est accomplie au centre de l'Europe; il est même certain qu'elles veulent maintenir l'état actuel des choses et qu'elles se prononceraient unanimement contre tout agresseur qui tendrait à le remettre en question, mais c'est à la condition que l'Allemagne se contente, à son tour, de ce qu'elle a. Le jour où l'ambition de nouvelles conquê-

1. *Deutschand nach seinen physischen und politischen Verhaeltnissen geschildert*, Von professor Dr Daniel, Leipzig, 1870.

tes, au nom d'un pangermanisme imaginaire, se laisserait entrevoir à Berlin, tous les grands États, se sentant également menacés, se trouveraient naturellement unis pour arrêter cette politique envahissante.

Le gouvernement de l'empereur Guillaume a mieux à faire que de conquérir des provinces au dehors; il a à conquérir l'Allemagne sur son propre territoire. Tout ce qui précède démontre à quels obstacles se heurtent l'unification des États confédérés et la constitution définitive de l'Empire. Il faudra bien des efforts et il s'écoulera bien des années avant que ce but considérable soit atteint. L'Empire a assez d'ennemis dans son propre sein, sans aller s'en susciter de nouveaux à l'étranger. Que de combats il faudra livrer, que d'adversaires il faudra vaincre, pour que la Prusse s'assimile l'Allemagne ou s'assimile à l'Allemagne, comme l'a fait le Piémont à l'égard de l'Italie! La guerre extérieure, si on avait l'imprudence de s'y engager, ne ferait que compliquer effroyablement les difficultés intérieures.

La guerre! Qui peut dire, à ce jeu sanglant de la force et du hasard, de quel côté, suivant l'expression pittoresque de M. de Bismarck lui-même, « le Dieu des armées ferait tomber les dés de fer du destin? » Se figure-t-on, en Allemagne, quel ébranlement ou plutôt quel écroulement causerait une bataille perdue? Et y a-t-il, dans les conseils de l'Empereur, un esprit assez téméraire pour faire le *banco* de l'Empire sur un tel coup de lansquenet?

Non, je ne puis croire qu'à moins d'une nécessité inéluctable, le grand chancelier veuille jamais braver d'aussi redoutables éventualités et je suis convaincu qu'il ne ment pas lorsqu'il affirme et fait affirmer par tous ses organes officieux que sa politique est sincèrement pacifique.

La paix est certainement l'intérêt supérieur de son œuvre. Arrivé à ce sommet où, ayant réalisé les vastes aspirations de son pays, il est en quelque sorte l'arbitre des États modernes, il doit mettre à refaire sur des bases solides l'équilibre de l'Europe autant d'énergie qu'il en a mis naguère à l'ébranler. La devise de sa politique extérieure doit être désormais celle-ci : « l'Allemagne pacifique dans l'Europe satisfaite. »

V

Depuis la constitution de l'empire allemand, une grande question européenne, la guerre de la Russie contre la Turquie, a permis d'apprécier l'esprit dans lequel agit la chancellerie de Berlin, l'influence qu'elle exerce et le rôle qu'elle joue.

Au mois de mars dernier, répondant à une interpellation de M. de Bennigsen sur les affaires d'Orient, M. de Bismarck a défini sa politique en disant qu'il n'aurait garde de se poser jamais en arbitre de l'Europe, comme il reproche à Napoléon III de l'avoir fait imprudemment, et qu'il se contenterait du rôle modeste de « courtier honnête, » *ehrlicher makler*.

dont la mission est toute de conciliation et de paix.

Rien n'est plus honorable que ce langage ; mais, en parlant ainsi, M. de Bismarck s'est fait plus petit qu'il n'est réellement et a amoindri l'importance que les événements ont donnée à son pays. Berlin pèse aujourd'hui d'un poids énorme dans la balance des puissances. A la moindre complication diplomatique, c'est vers ce point culminant que se dirigent tous les regards. « Que pense-t-on à Berlin? Que veut faire Berlin? Vers qui Berlin incline-t-il? » Telles sont, à tout conflit naissant, les premières questions que le public et les gouvernements se posent. Le mot célèbre de Frédéric le Grand: « Si j'étais le roi de France il ne se tirerait pas un coup de canon en Europe sans ma permission, » est devenu une vérité au profit de la Prusse depuis ses triomphes de 1866 et de 1870.

Nous n'exagérons rien en constatant cette prépondérance. La force étant maintenant le signe de la supériorité, il est naturel que la suprématie appartienne au plus fort. Deux coups de foudre, Sadowa et Sedan, ont prouvé que l'Allemagne est, militairement, la plus forte des nations modernes. L'épée lui a conquis un ascendant qu'il serait puéril de méconnaître et périlleux de braver. Du reste, si la puissance de ses armées donne à son action politique une autorité considérable, sa situation au centre de l'Europe, sa population et son étendue en font, en quelque sorte, l'axe autour duquel tourne le mouvement européen. Enfin, il faut être juste ; si le génie de ses hommes de guerre

lui a assuré la victoire sur les champs de bataille, le génie de ses hommes d'État lui a assuré le rang élevé qu'elle occupe dans les conseils des grandes puissances.

La prééminence du nouvel Empire s'est attestée éloquemment par la réunion des plénipotentiaires de l'Angleterre, de l'Autriche, de la France, de l'Italie, de la Russie et de la Turquie, dans la capitale de la Prusse, sous la présidence de M. de Bismarck, lorsqu'il s'est agi de régler le sort de l'empire ottoman. Berlin, désigné et accepté par tous les cabinets européens, a donné son nom à un congrès dont la date sera certainement célèbre dans l'histoire diplomatique de notre siècle. C'est un fait de nature à flatter l'amour-propre du peuple allemand et de l'homme éminent qui le gouverne.

Ce résultat a été amené de loin avec une habileté, une persévérance et une fécondité de ressources qu'on ne saurait trop signaler.

L'histoire ne saura pas de longtemps avec certitude quelle a été l'action secrète de la diplomatie allemande dans les diverses phases de la crise orientale ; mais ce dont on ne saurait douter, c'est que, dès le début, elle a favorisé les aspirations de la Russie, encouragé l'empereur Alexandre à prendre une revanche décisive de la défaite de Crimée et poussé le cabinet de Saint-Pétersbourg à la guerre, comme étant le seul moyen de résoudre enfin le problème que la Turquie pose depuis tant d'années à la patience de l'Europe.

Pour un politique de la force de M. de Bismarck, l'explosion de cette crise avait des avantages très-appréciables. Il devait nécessairement y trouver toutes les puissances de premier ordre engagées dans des rivalités séculaires. Il était sûr, dès lors, de pouvoir intervenir à son heure, au milieu de leurs compétitions, comme le *Deus ex machina*, pour dénouer le drame et attribuer à chacun sa part dans le règlement définitif. Dans ce cas, il aurait fait en sorte de contenter tout le monde afin de s'attirer une reconnaissance universelle et de pouvoir compter désormais sur le dévouement de tous ceux qu'il aurait obligés. Dans le cas contraire, s'il lui était impossible de concilier les prétentions des puissances les plus intéressées, si le duel entre l'empire des tsars et celui des sultans se transformait en une guerre européenne, l'Allemagne, loin de s'en alarmer, ne pouvait qu'en tirer profit. Tous les combattants devaient infailliblement sortir de la lutte meurtris et épuisés, de sorte que, de bien longtemps, l'empire germanique n'aurait rien à redouter d'aucun d'eux et pourrait vivre tranquille, doublement garanti par sa force propre et par la faiblesse des autres pays.

Quant à la France, trop absorbée par l'œuvre laborieuse de sa réorganisation intérieure, elle ne semblait pas à craindre. Au besoin, on était résolu à Berlin à la surveiller pour l'empêcher de profiter du trouble universel et de prendre part à l'action [1].

1. C'est ce que, pendant le congrès, M. de Bismarck a dit au correspondant du *Times*, dans un entretien qui a été publié par ce

Bien des gens en mesure de connaître les idées du chancelier disent que tels étaient les vastes projets qu'il avait élaborés dans la retraite silencieuse de Varzin. Les faits s'accordent pour leur donner raison.

VI

La chose a été préparée de longue main. La guerre de la Russie contre la Turquie paraît avoir été résolue dès l'époque où l'Autriche et la Prusse ont été en lutte, c'est-à-dire dès 1866. La défaite de la France en 1870 en a hâté l'explosion. On se rappelle avec quelle effusion de gratitude l'empereur Guillaume annonça ses victoires à l'empereur Alexandre. La Russie, en effet, en assurant aux Allemands la neutralité de l'Europe entière, leur avait rendu un immense service; mais elle ne les avait ainsi aidés en Occident qu'à la condition qu'ils l'aideraient, à leur tour, en Orient. Au milieu des péripéties émouvantes de la guerre de 1870, cet accord s'est révélé brusquement par la façon dont le cabinet de Saint-Pétersbourg raya une des principales stipulations du traité de 1856 et obligea les puissances contractantes, réunies à Londres, à ratifier, malgré l'absence forcée de la France, la violation de l'œuvre du congrès de Paris.

journal : « Si, malgré tous nos efforts, la guerre éclate, nous garderons une neutralité complète, *en faisant bonne garde autour de nous.* »

Pour tout esprit attentif, c'était le premier acte de la pièce à grand spectacle à laquelle l'Allemagne et la Russie travaillaient en collaboration pour la faire représenter bientôt sur le théâtre de l'empire ottoman. Il s'est passé trois ans néanmoins avant que la mise en scène ait été complète. Mais, dans l'intervalle, avec quel soin et quel art on a préparé tous les éléments du succès ! Comme on a façonné les acteurs à leurs rôles ! Comme on a bien disposé les personnages destinés à paraître devant le public, et exercé les machinistes restés dans la coulisse pour effectuer les coups de théâtre et les changements de décors ! Dans le courant de 1873 et de 1874, on a vu, tout d'un coup, les souverains de l'Europe saisis d'une manie de voyages dont l'opinion publique se préoccupait avec raison bien qu'elle ne pût en pénétrer le but secret. On n'a pas oublié les visites solennelles échangées alors entre les empereurs de Russie, d'Allemagne et d'Autriche; la démarche caractéristique faite par le roi Victor-Emmanuel auprès des cours de Vienne et de Berlin ; le toast fameux par lequel le tsar Alexandre, en recevant l'empereur François-Joseph, constata l'entente des trois cours du Nord avec l'espoir de rattacher à cette triple alliance l'influent appui de l'Angleterre; enfin le voyage de l'empereur de Russie à Londres auprès de la reine Victoria. Tout disait que l'Allemagne, la Russie et l'Autriche s'étaient entendues dans un but auquel elles associaient l'Italie et pour lequel était désirable l'adhésion de la Grande-Bretagne. Ce but ne tarda pas à se manifester par les complications qui surgirent bientôt en Orient.

Il n'entre pas dans le plan de cette étude de suivre en détail les développements de la crise. Nous ne voulons nous en occuper que pour caractériser la politique extérieure de l'Allemagne. C'est d'ailleurs l'histoire d'hier ; tout le monde la connaît dans tous ses incidents. Il nous suffit de rappeler rapidement le soulèvement de la Bosnie et de l'Herzégovine [1], étincelle destinée à mettre le feu aux matières inflammables ; les agitations de la Bulgarie ; la déclaration de guerre de la Servie et du Montenegro soutenue par l'action menaçante de la Russie qu'entraînait le mouvement panslaviste ; la réunion et l'avortement de la conférence de Constantinople, où cependant la diplomatie russe eut l'habileté de faire signer par les puissances un programme qui était la condamnation de la Turquie; l'entrée en campagne de l'armée du tsar contre l'empire ottoman ; la lutte acharnée qui, pendant plus d'un an, a ensanglanté les bords du Danube, enfin la prise de Plewna, la défaite des Turcs et la signature, sous les murs mêmes de Constantinople, du traité de San Stephano dont les stipulations excessives consommaient de fait la ruine de la Turquie d'Europe au profit exclusif de la Russie.

L'empire ottoman eût été, dès lors, rayé de la liste des États européens, si l'Angleterre, sortant tout à

1. Peu de temps avant que l'insurrection de l'Herzégovine n'éclatât, elle avait été prédite par M. de Bismarck dans une de ses causeries familières, avec d'autant plus de sûreté qu'il était mieux au courant de ce qui se préparait. « Je ne vois rien, dit-il, qui menace la paix de l'Europe, si ce n'est un petit point en Herzégovine, *ein bischen in Herzegowina.* »

coup de sa neutralité et déguisant assez mal ses intérêts personnels sous le manteau du droit et de l'intérêt général, n'avait pas déclaré qu'elle ne souffrirait à aucun prix la prépondérance de l'influence russe en Orient, et appuyé par de vastes préparatifs militaires ses réclamations diplomatiques. En même temps, malgré l'alliance des trois empereurs, l'Autriche, excitée par l'exemple et les conseils du gouvernement britannique, élevait, à son tour, la voix contre les conditions du traité de San Stephano. La France et l'Italie, elles-mêmes, ne dissimulaient point leur désapprobation contre ce pacte léonin. On a pu craindre l'explosion d'une nouvelle guerre entre les Anglais et les Russes entraînant dans leur choc formidable la plupart des autres puissances.

C'est le moment psychologique qu'attendait M. de Bismarck pour interposer ses bons offices et remplir le rôle de « courtier honnête » qu'il s'était assigné. Il y aurait injustice à ne pas reconnaître qu'il s'est acquitté consciencieusement de sa tâche. Son intervention conciliante, ses conseils pacifiques à Vienne, à Londres et à Saint-Pétersbourg ont amené des concessions réciproques de nature à préparer une entente définitive. Puis, lorsque le congrès s'est réuni à Berlin, la façon habile et énergique avec laquelle il l'a présidé, n'a pas peu contribué à aplanir les difficultés graves qui séparaient les plénipotentiaires. On ne saurait nier que, si l'accord s'est fait et si le traité du 13 juillet 1878 a été signé par toutes les puissances, c'est à lui qu'est dû ce résultat considérable qui as-

sure, du moins pour un temps, le maintien de la paix européenne.

VII

C'est la première fois que l'Allemagne mène une grande affaire internationale dans laquelle elle n'est pas directement engagée. Malgré l'obscurité qui couvre encore l'histoire réelle du conflit oriental, l'action de la diplomatie allemande a été assez claire pour qu'on puisse tirer des faits connus des conclusions propres à définir la politique extérieure de M. de Bismarck. On y retrouve tous les procédés qui lui sont familiers; il y a déployé toutes ses qualités supérieures mais aussi tous ses défauts. La trace et l'influence de ses idées y sont partout. Quant au but qu'il a poursuivi, on peut se demander s'il était vraiment de nature à garantir la tranquillité et l'équilibre de l'Europe et à fonder l'harmonie des peuples modernes sur les grands principes du droit et de la civilisation.

Or, malgré l'incontestable service que M. de Bismarck vient de rendre à toutes les puissances par sa médiation pacifique, il est difficile de répondre affirmativement à cette question. Le conflit oriental a été une application nouvelle de la doctrine du droit de la force et le traité de Berlin en est la consécration. L'équilibre européen n'a rien gagné à cette transaction hâtive et provisoire où aucune des grandes questions contemporaines n'a été définitivement ré-

solue. Si le présent est relativement calme, l'avenir est gros de nouveaux orages. Les rivalités des États de premier ordre, sur lesquelles, il est vrai, l'Allemagne comptait peut-être suivant la vieille maxime *divide et impera*, sont toujours aussi vives qu'auparavant. Quant à la triple alliance qu'elle avait cimentée dans l'espoir d'en faire l'arbitre souverain de la paix et de la guerre, non-seulement elle ne subsiste plus que de nom, mais elle semble devoir se dissoudre bientôt pour faire place à d'autres groupements des puissances.

Bien que M. de Bismarck ait manœuvré avec une merveilleuse habileté dans une situation qui modifiait ses plans primitifs et qu'il en ait tiré tout le parti possible, il est à craindre que le premier grand fait diplomatique qui se produit sous son influence ne serve guère ni la cause du progrès ni celle de la paix du monde et que le traité de Berlin dure moins encore que celui de Paris.

Il est évident que le plan radical du chancelier consistait essentiellement à trancher, une fois pour toutes, cette éternelle question d'Orient, cause permanente de tant de conflits. Dans ce but, il voulait anéantir la Turquie d'Europe et en partager les débris. La Russie victorieuse aurait gardé les territoires conquis par ses armes et réalisé, sous une forme quelconque, le rêve des successeurs de Pierre le Grand. L'Autriche aurait compensé la perte de son influence en Allemagne et de ses provinces en Italie, par d'impor-

tantes annexions en Bosnie, en Herzégovine et peut-être en d'autres points de la Turquie occidentale. Quant à l'Angleterre, on pensait s'assurer son adhésion en lui donnant l'Égypte, route nécessaire de son commerce daus l'Inde. L'Italie, à qui Sadowa a procuré la Vénétie tandis que Sedan lui a livré Rome, aurait reçu sans doute aussi quelque morceau du gâteau oriental, par exemple l'Albanie. Il n'est même pas impossible qu'on ait songé, dans cette combinaison, à désintéresser la France en lui offrant la Syrie et peut-être Tunis.

Malheureusement pour l'exécution de ce vaste programme, la Russie n'a pas montré assez de puissance d'abord dans la conduite de la guerre, assez d'énergie et de résolution ensuite dans la victoire, pour achever d'un coup « l'homme malade », dont il s'agissait d'ouvrir la succession. D'autre part, l'Angleterre, repoussant les cadeaux qu'on lui présentait des bords de la Sprée et considérant que l'avantage de prendre officiellement l'Égypte où son influence est déjà toute-puissante, n'était rien en regard de l'inconvénient de voir régner l'influence russe sur les bords du Bosphore et dans l'Asie Mineure, a pris une attitude menaçante qui posait un *casus belli* de la nature la plus grave. Il a fallu se borner à un arrangement incomplet et provisoire, au lieu de couper dans le vif et de trancher le nœud gardien.

On sait comment le congrès de Berlin a réglé ce grand litige. — Une partie des conquêtes faites par l'armée russe dans la Turquie d'Asie, lui a été attribuée

définitivement. La Bulgarie, au nord des Balkans, a été détachée de l'Empire ottoman et constituée en principauté autonome. L'indépendance de la Roumanie et de la Servie a été reconnue, avec certaines extensions territoriales. Le Montenegro a obtenu un agrandissement de territoire qui lui donne notamment un port sur la Méditerranée. La Grèce a droit à une importante rectification de ses frontières. L'Autriche occupe, au nom de l'Europe, et administre pendant un laps de temps indéterminé, l'Herzégovine et la Bosnie. L'Angleterre a adhéré à tous ces remaniements parce que, aux termes d'un traité particulier entre elle et la Turquie, elle s'est fait elle-même sa part en prenant l'île de Chypre et en assumant, plus spécialement en Asie, le protectorat de l'Empire ottoman mutilé.

Ce n'est pas tout ce que projetait M. de Bismarck; mais, avec son opportunisme habituel, il s'en est contenté et a obligé tout le monde à s'en contenter, car, au fond, bien que dans des proportions restreintes, c'est la consécration de ses principes en matière de droit international.

Qu'est-ce, en effet, que le traité de Berlin? C'est le premier partage de la Turquie, fatalement destinée, dans un avenir prochain, au sort de la Pologne. C'est la justification du droit d'annexion et de conquête, proclamée solennellement par l'aréopage européen. A quel titre les signataires des protocoles du congrès critiqueraient-ils désormais les annexions de la Prusse et de l'Allemagne, lorsqu'ils ont traité l'Empire ottoman

avec le même arbitraire que l'ont été le Danemarck en 1864, les États de la confédération en 1866, et la France en 1871? — M. de Bismarck, avec une étonnante adresse, s'est fait désormais de tous les grands États européens, en les amenant à pratiquer sans scrupule la doctrine du droit du plus fort, autant de complices de son œuvre antérieure. Il avait dit, un jour, de l'Angleterre, lorsqu'elle céda les Iles Ioniennes à la Grèce, « qu'un pays est en décadence lorsqu'il cesse de prendre ou qu'il rend ce qu'il a pris »; le gouvernement britannique a voulu lui prouver qu'il est encore puissant et qu'il admet aussi, pour son compte, le nouveau droit des gens inauguré par l'Allemagne.

Le traité de Berlin est aussi l'application de cette maxime essentiellement allemande que l'on peut disposer arbitrairement du sort des peuples sans les consulter; que les populations et leurs territoires sont des choses qu'on est autorisé à se céder, à se vendre, à s'approprier, à détacher de leur nationalité ou à rattacher à une nationalité nouvelle, sans se préoccuper de leurs traditions, de leurs affinités, de leurs intérêts ni de leurs vœux.

Enfin, la politique de la guerre sort du congrès de Berlin plus menaçante que jamais, car rien n'a été fait pour la rendre impuissante à l'avenir. Le congrès de Paris avait du moins formulé un principe généreux en demandant aux grandes puissances de recourir à l'arbitrage européen avant d'en venir aux armes. Rien de semblable n'a été proposé à Berlin. Après une lutte

qui a failli allumer une conflagration générale, on n'a pris aucune précaution pour éviter de telles crises à notre société laborieuse.

Dans toutes les phases du conflit oriental, l'Allemagne est restée fidèle à son principe que les grandes questions internationales ne peuvent se résoudre que par l'épée. Lord Beaconsfield, en retournant à Londres après la signature du traité du 13 juillet, a dit qu'il était convaincu qu'avec plus d'énergie l'Angleterre aurait pu empêcher la guerre entre la Russie et la Turquie. L'Allemagne l'aurait pu bien mieux encore, car tout le monde la savait trop forte et trop prépondérante pour braver son opposition. Si elle a laissé « parler la poudre », comme disent les Arabes, c'est qu'elle l'a bien voulu. Elle n'est pas arrivée encore à reconnaître que l'action morale doit être préférée à l'action matérielle, et le canon est encore, à ses yeux, non pas la dernière, mais la première raison des peuples et des rois.

Il est possible que, dans les conditions où tant de faits violents ont placé notre société, il faille prendre son parti de l'usage et de l'abus de la force, comme moyen décisif de trancher les litiges de peuple à peuple ; mais l'Europe ne saurait être ni tranquille, ni pacifiée aussi longtemps que le principe de conquête ne sera pas répudié et condamné solennellement par toutes les puissances. Hier c'est la France qu'on a mutilée ; aujourd'hui c'est la Turquie ; demain ce sera quelque autre membre de la famille européenne. Où s'arrêtera-t-on dans cette voie lamentable?

Est-il quelqu'un, en effet, qui pense que ce qu'on vient de faire à Berlin soit une œuvre vraiment pacifique? Non. Désormais les rivalités séculaires qui, à Constantinople, divisaient les gouvernements européens dans les intrigues obscures du Divan, se trouvent en contact immédiat, au grand jour, menées, non plus par des ambassadeurs circonspects, mais par des généraux à la tête de forces imposantes. La Russie est aux Balkans où elle touche à l'armée d'occupation de l'Autriche; elle est en Arménie où le protectorat anglais met côte à côte deux nations rivales éloignées auparavant de tout l'espace qui sépare le Caucase de l'Inde. Or, l'Autriche-Hongrie, s'il faut en croire le discours récent de M. Tisza, n'est en Herzégovine que pour faire obstacle au panslavisme, tandis que l'Angleterre, en Chypre et en Asie, monte la garde contre la politique russe. Est-ce là une situation rassurante? Le moindre incident ne peut-il pas mettre en lutte ces trois puissances qui se surveillent en se défiant l'une de l'autre, et que la Turquie elle-même, plus qu'auparavant peut-être, a intérêt à brouiller? Puis, d'un autre côté, apparaît l'Italie qui, déçue dans ses espérances, s'agite mécontente de n'avoir rien pris. Enfin, dans le lointain, la France, si elle a tenu à revenir de Berlin les mains nettes, suivant le mot honorable de M. Waddington, ne saurait envisager sans inquiétude l'avenir que cette situation prépare.

Il est possible que l'Allemagne ait intérêt à mettre ainsi en opposition les puissances européennes et à

profiter de leur antagonisme pour sa propre sécurité, de façon à pouvoir, en restant neutre, être, en toute circonstance grave, l'arbitre de leurs différends. Cependant il me semble que, dans les conditions exceptionnellement fortes et prépondérantes où le nouvel empire et le puissant homme d'État qui le gouverne se sont trouvés, l'œuvre européenne de la politique allemande aurait pu être beaucoup plus grande et beauconp plus glorieuse. Quelle belle page elle était en mesure d'écrire dans les annales du XIX^e^ siècle, si, au lieu d'établir une paix bâtarde et précaire, elle s'était vouée sans réserve à la pacification définitive de l'Europe moderne ! Que n'a-t-elle saisi l'occasion qu'offrait la guerre d'Orient ponr aborder et résoudre toutes les grosses questions que tant de révolutions et de luttes ont soulevées depuis 1815 ! Que n'a-t-elle employé sa puissance à rétablir l'équilibre général, en satisfaisant tous les intérêts et en apaisant toutes les haines, en rendant possible un désarmement simultané et en relevant la prospérité de tous les États que ruinent les budgets militaires ! Mais non, elle a jugé plus habile d'introduire définitivement dans le droit des gens, par une application universelle, le droit de conquête et d'annexion ; elle a jugé plus utile de semer entre toutes les puissances de nouveaux germes de conflit futur. L'avenir dira, si, en agissant ainsi, elle ne s'est pas trompée sur ses propres intérêts !

VIII

Une autre erreur de cette politique a été de se fonder essentiellement sur l'alliance restreinte des trois Empires.

Peut-être y avait-il, au fond de cette triple alliance, un but secret qui se laisse deviner plutôt qu'entrevoir. Tout en exécutant les promesses faites à la cour de Saint-Pétersbourg en échange des services qu'elle avait rendus à l'Allemagne, M. de Bismarck pouvait craindre une extension exagérée de la puissance russe. Le panslavisme s'est toujours montré l'ennemi du pangermanisme et beaucoup d'écrivains allemands ont prédit que la lutte la plus redoutable qu'aurait à subir leur pays, viendra tôt ou tard de la Russie. Sans croire à un danger immédiat de ce côté, le prévoyant chancelier a pu vouloir contrebalancer l'influence croissante de l'empire des tzars sur les bords du Danube par l'influence de l'Autriche. Lier Vienne à Saint-Pétersbourg et à Berlin, ce pouvait être un moyen de faire de la première le contrepoids de la seconde et d'exercer sur l'une et sur l'autre une action modératrice et même un arbitrage souverain. Dans ce programme, la monarchie austro-hongroise devenait de plus en plus une puissance orientale, oubliant, pour un nouveau rôle sur les bords du Danube et en Turquie, le pouvoir qu'elle avait eu jadis au centre de l'Europe. C'est à cette pensée qu'on peut attribuer

la soudaine amitié que M. de Bismarck a manifestée pour l'Autriche. On se souvient de ce qu'il a dit, au mois de décembre 1876, dans une causerie familière devant les membres principaux du Reichstag. Il a hautement déclaré que l'intérêt de l'Allemagne exigeait le maintien et la sauvegarde de l'état actuel de l'Autriche et qu'il était bien résolu à lui venir en aide contre toute éventualité menaçante. M. de Bismarck protecteur et, au besoin, défenseur de l'Autriche-Hongrie ! L'étonnement a été universel ; tout s'explique, cependant, si, en effet, cet Empire était, pour le chancelier, un des facteurs importants de sa politique et s'il voulait en faire une barrière contre les ambitions panslavistes.

Mais il est manifeste qu'il poursuivait, en même temps, un but plus vaste. La triple alliance, formée sous son inspiration, devait être, entre ses mains puissantes, le pivot du mouvement européen. Il la considérait évidemment comme un instrument de domination capable de dénouer ou de trancher tous les nœuds de la politique extérieure dans le sens qui conviendrait à l'Allemagne. Les trois alliés, en restant unis, devaient peser d'un poids considérable dans les conseils des puissances s'ils agissaient par la diplomatie ; ils devaient être des ennemis formidables, en se coalisant, s'ils agissaient par la force.

L'union des trois Empires s'est faite, également, sur cette idée que l'Angleterre se désintéresserait systématiquement des affaires continentales, ou du moins qu'on la désintéresserait aisément moyennant salaire,

et que la France était trop faible pour exercer une influence sérieuse.

Eh bien ! on s'est trompé à Berlin à la fois sur la politique anglaise, sur l'état de la France et sur la solidité de la triple alliance.

Depuis que M. Disraëli, aujourd'hui lord Beaconsfield, est devenu le chef du cabinet de Saint-James, l'Angleterre a complétement abandonné son ancienne politique d'abstention. Elle n'a pris, il est vrai, cette nouvelle attitude que sur la prévision des dangers qui menaçaient ses intérêts personnels en Orient et en Asie ; mais elle a compris que, pour mieux les défendre, elle devait agir sur l'Europe et avec l'Europe. On l'a vue aussitôt se préoccuper de reconstituer le faisceau des forces et des intérêts européens contre les prétentions de la Russie, en cherchant à attirer la France et l'Autriche dans l'orbite de sa politique. Sans doute, les grands mots de droit et d'équilibre européen, prodigués par ses hommes d'État, ne sauraient être pris à la lettre ; ce sont de brillants pavillons dont se couvre une marchandise suspecte. Les Anglais, en laissant écraser la France en 1870 et se briser l'équilibre général bien plus qu'il ne pourrait l'être par la disparition de la Turquie, ont prouvé qu'ils ne tiennent à la pondération des grandes puissances qu'autant qu'ils y trouvent leur avantage. Toutefois, quels que soient les mobiles, quand on a aussi résolûment arboré devant l'opinion le drapeau du droit européen, on est tenu de le maintenir, même après avoir pris

l'île de Chypre et le protectorat exclusif de l'empire ottoman. Ce qui est d'ailleurs plus caractéristique, c'est l'énergie inattendue dont la Grande-Bretagne a fait preuve. Elle s'est révélée puissance militaire de premier ordre non-seulement sur mer où sa flotte est encore sans rivale, mais même sur terre où ses troupes de l'Inde peuvent lui donner rapidement une redoutable armée.

La France, à son tour, si elle a observé, dans les péripéties de la crise orientale, une neutralité que lui conseillait la plus simple prudence, ne s'est montrée, cependant, ni indifférente ni impuissante pour le règlement de ce grand litige. Quoi que puisse en dire l'esprit de parti, il est certain qu'elle a eu, dans toutes les négociations et enfin dans les délibérations du congrès de Berlin, un rôle d'autant plus honorable et même d'autant plus influent qu'on la savait plus impartiale, plus désintéressée et plus pacifique. Elle y a repris avec éclat sa place légitime dans les conseils des nations, et chacun a pu constater à quel point six ans d'efforts et de sagesse l'avaient relevée matériellement et moralement. Ce noble pays, un moment abattu par le plus effroyable désastre, est redevenu déjà un facteur qu'il serait aussi dangereux qu'impolitique de laisser en dehors des questions qui intéressent la paix du monde.

Or, à mesure que ces faits incontestables apparaissaient en Occident, en quelle situation le traité de Berlin laissait-il les membres de la triple alliance? Il

n'est guère permis de s'aveugler à cet égard. Les liens qui unissaient les trois Empires se sont singulièrement relâchés, et si l'Allemagne cherche une force pour son action et son influence en Europe, il est peu probable qu'elle la trouve désormais ni du côté de la Russie, ni du côté de l'Autriche.

L'empire des tzars sort de la guerre qu'il vient de livrer avec une victoire qui rappelle celle de Pyrrhus. Les blessures qu'il a reçues sont aussi graves que celles qu'il a faites ; de longtemps elles ne se cicatriseront point. S'il a triomphé sur le champ de bataille, il a éprouvé sur le terrain diplomatique une défaite qui a dû l'affliger vivement et dont il conservera l'amer souvenir. Le résultat qu'il a obtenu en fin de compte n'est sans doute pas à dédaigner. La Bulgarie, bien que limitée aux Balkans, est de fait en ses mains. Elle lui ouvre la porte, par laquelle, à un moment favorable, il pénétrera de nouveau sur le sol ottoman et accomplira l'œuvre de destruction que l'Angleterre l'a forcé d'ajourner. Mais que de temps il lui faudra avant de tenter une telle entreprise ! Que de difficultés il aura à surmonter pour se relever de ses désastreux triomphes, rétablir ses finances épuisées, reconstituer ses armées décimées par les batailles et les maladies, satisfaire à l'intérieur les aspirations libérales que la situation actuelle va inévitablement surexciter et contenir les passions révolutionnaires qui agitent son immense territoire. La Russie victorieuse de 1878 éprouvera le besoin de se reposer et de se recueillir, autant, et plus peut-être, que la Russie

vaincue de 1856. De longtemps elle ne saurait être pour personne un allié sur la puissance militaire ou l'influence diplomatique duquel on puisse sérieusement compter. Toutes ses forces et toute sa vigilance devront d'ailleurs se concentrer du côté de l'Orient où la présence de l'Angleterre sollicite désormais une surveillance de chaque jour.

L'Autriche, de son côté, peut-elle offrir un concours assuré à ceux qui seraient tentés de s'appuyer sur elle? Sa constitution intérieure la condamne à une perpétuelle hésitation dans sa politique extérieure. Elle est tiraillée en sens inverse par les sentiments absolument contraires des nationalités qui la composent. Ni à Pesth, ni à Prague, on ne pense comme à Vienne sur les grandes questions internationales, et les deux ministères qui dirigent l'empire austro-hongrois ont toujours eux-mêmes beaucoup de peine à se mettre d'accord. Puis, amoindrie par ses revers, perpétuellement menacée à l'est par la Russie, au sud par l'Italie, au nord par l'Allemagne qui exerce une attraction énorme sur les populations germaniques de la monarchie des Habsbourg, très-embarrassée dans sa situation financière et économique, l'Autriche ne peut être pour personne un auxiliaire vraiment utile. C'est un État en décadence, destiné peut-être, comme la Turquie, à se décomposer et à disparaître un jour.

M. de Bismarck n'est pas de ceux qui s'allient avec les faibles ; il peut, lorsqu'il le trouve opportun, les soutenir ou les obliger; mais les prendre lui-même pour appui! non certes; il est trop habile pour cela.

Aussi peut-on prévoir que la triple alliance ne survivra guère, au moins dans son plan primitif, aux causes accidentelles qui l'ont rendue possible en vue de la question d'Orient.

L'Italie, un instant rattachée à cette alliance, dans l'espoir d'y trouver avantage, non-seulement a suivi une politique personnelle, mais est devenue défiante, sinon hostile, depuis qu'elle s'est vue frustrée dans le partage des dépouilles ottomanes. D'autre part, les tentatives de rapprochement qui se font entre l'Allemagne et la curie romaine inquiètent les Italiens sur la solidité de leurs rapports avec leur ancien allié. Qu'adviendrait-il si M de Bismarck renonçait à cette guerre religieuse qui était si favorable à l'unité italienne et s'il se réconciliait avec l'ultramontanisme? De ce côté encore, il est visible que l'intimité est mélangée d'inquiétude.

Tout ce qui se passe semble donc indiquer que de nouveaux groupements de puissances se préparent dans un avenir plus ou moins prochain. Dans quel sens se feront-ils ? Est-ce à l'est ou à l'ouest de l'Europe?

IX

L'évidence des faits a démontré que la véritable force est du côté de l'Occident. L'Angleterre a manifesté une puissance et une résolution dont on ne la croyait pas capable. La France a étonné le monde par

la grandeur de ses ressources et l'énergie avec laquelle elle a réparé ses désastres. Il est hors de doute que, si elles s'unissaient dans une politique commune, elles pourraient exercer une action décisive sur la marche des événements. De son côté, si l'Allemagne ne consultait que ses intérêts, c'est vers ces deux grandes puissances qu'elle se sentirait attirée. Par sa civilisation, par le progrès libéral de ses institutions, par ses conditions économiques, sociales et morales, la Germanie est une nation essentiellement occidentale. Le mouvement de ses idées, le mouvement de ses échanges, le mouvement de ses populations émigrantes se dirigent tous invariablement vers l'Ouest. C'est là que sont les grands foyers de travail, d'intelligence, de richesse, où elle peut puiser largement tous les éléments nécessaires à sa prospérité et à son autorité.

Par sa position géographique elle-même l'Allemagne est comme l'axe d'une balance dont les grands plateaux sont la France et l'Angleterre, à l'ouest, et la Russie, à l'est. Est-il besoin de dire lequel de ces plateaux pèse le plus?

Entre Londres et Berlin l'entente serait facile, car il n'existe aucune question grave qui puisse séparer les deux pays, tandis qu'une foule d'intérêts de toute nature les rapprochent.

Avec la France, ce serait moins simple. Cependant, la chose n'est pas aussi impossible qu'elle le paraît d'abord. Les passions des premiers temps qui ont suivi la lutte, se sont bien calmées de part et d'autre.

La France a adopté, sans arrière-pensée, une politique absolument pacifique. On le sait certainement en Allemagne comme ailleurs. Si les orageuses défiances qui régnaient entre Berlin et Paris ne sont pas encore tout à fait dissipées, elles se sont néanmoins considérablement affaiblies.

Vers la fin de l'année 1875; il a paru en Prusse, sous ce titre : *Après la guerre*, « *Nach dem Krieg*, » une brochure à laquelle l'opinion publique attribua une origine semi-officielle et qui, à ce qu'on assure, est l'œuvre d'un des membres influents du parti national libéral. C'est un appel énergique et convaincu au rétablissement de la paix entre les deux peuples. L'opuscule entier est consacré à mettre en relief l'intérêt que l'Allemagne et la France ont à s'entendre et à étudier leurs mérites respectifs et les avantages qui doivent résulter de leur accord. L'auteur remarque que, « l'une et l'autre, par une histoire de mille ans, par toutes les vicissitudes de la paix et de la guerre, ont pu se convaincre que leurs forces se balancent » ; il les engage à les employer plus utilement « qu'à s'affaiblir et se paralyser réciproquement dans des luttes incessantes ». Tout cela part d'un esprit honnête et d'un cœur droit. L'effet en a été grand en Allemagne, car ce que l'écrivain a dit tout haut est l'expression exacte du sentiment général.

Du reste la réconciliation des deux nations ennemies les ramènerait au point où elles étaient en 1866 avant que tant de lamentables incidents eussent altéré leurs rapports. Au moment de la guerre d'Autriche,

le programme de Napoléon III et celui de M. de Bismarck lui-même [1] reposaient sur l'alliance entière de la France et l'Allemagne. Les déclarations faites par le chancelier à M. Benedetti, notre ambassadeur, les projets secrets trouvés dans les papiers de la famille impériale [2], ne permettent aucun doute à cet égard. L'idée était excellente. Qu'on pense en effet à ce qu'eût été la situation si, après sa victoire de Sadowa, laissant la Prusse prendre la couronne de l'Allemagne unifiée et recevant nous-mêmes certaines compensations qu'en ne nous refusait pas alors à Berlin d'une manière absolue, on eût vu la France unie à l'Allemagne et à l'Italie par une alliance qui eût fait de ces trois puissances le pivot de l'équilibre européen. Quelle force et quelle sécurité pour nous, mais aussi pour nos alliés ! Les intrigues qui se sont agitées à la cour des Tuileries, les influences de dynastie et de famille qui poussaient le roi Guillaume vers la Russie, ont empêché ce vaste projet de s'accomplir.

1. M. Benedetti raconte ainsi son entrevue avec M. de Bismarck, le 15 juin 1866 : « Il essaya de me prouver que les revers de l'Autriche permettaient à la France et à la Prusse de modifier leur état territorial et de résoudre, dès à présent, la plupart des difficultés qui menaçaient la paix du monde..... En se liant par des engagements solennels, elles étaient désormais en situation de régler ensemble ces questions sans crainte de rencontrer une résistance armée ni de la part de l'Angleterre ni de la part de la Russie. » (Dépêche de M. Benedetti, 15 juin 1866.)

2. Dans une lettre du 6 août 1866, M. Rouher préconise « l'alliance *féconde et nécessaire* de la Prusse et de la France ». On se rappelle les projets d'alliance offensive et défensive remis, à cette époque, à M. de Bismarck par M. Benedetti et publiés par le *Moniteur prussien* du 21 octobre 1871.

Je conviens qu'il est difficile de le reprendre isolément ; mais, peut-être, dans un plan d'ensemble où d'autres grandes puissances figureraient, le rapprochement des deux nations divisées par la guerre de 1870, n'est-il pas irréalisable?

L'Allemagne et l'Europe doivent le désirer également. Malgré l'évidence incontestable de ses sentiments pacifiques, la France est encore le point noir pour la paix européenne et pour la sécurité du nouvel empire. Lorsqu'on cherche à satisfaire tout le monde, il serait prudent et honnête de chercher à la satisfaire également. On a dit en d'autres temps : « Quand la France est satisfaite, l'Europe est tranquille. » Cette maxime n'a rien perdu de sa justesse. Notre pays ne médite certainement pas des revanches sanglantes qui, derrière l'espérance de glorieuses victoires, pourraient cacher d'effroyables désastres, mais la catastrophe de 1870 saigne encore en son cœur et nul ne s'étonnera qu'il désire apaiser la douleur qu'il en éprouve et effacer la trace de ces jours néfastes. La question d'Orient est résolue au moins pour quelques années ; la question d'Occident ne l'est pas. Si les grandes puissances veulent établir une paix durable, il importe qu'elles ne laissent pas aller les choses au gré du hasard, de façon à ce que le moindre incident puisse provoquer de nouveaux conflits. L'histoire atteste qu'il y a sur le vieux sol gaulois, sur la terre des Charlemagne et des Napoléon, des forces cachées et colossales qui éclatent tout d'un coup et ébranlent

le monde comme le faisait le Jupiter Olympien d'un mouvement de ses noirs sourcils. Il ne faut pas s'exposer aux soudains élans d'un peuple chez qui l'héroïsme, l'amour de la patrie et le sentiment chevaleresque sont comme une seconde nature.

L'Allemagne, à son tour, a montré plusieurs fois, depuis sept ans, des velléités hostiles contre notre pays. Le soin de son repos commande à l'Europe de calmer des deux côtés ces passions menaçantes et de réconcilier deux grandes nations où l'esprit public est encore surexcité, ici par la victoire et là par la défaite. Les Allemands ont certainement plus d'intérêt à désarmer les ressentiments de la France qu'il ne l'avaient à désarmer ceux de l'Autriche, car il est telles éventualités où il pourrait leur être d'un prix inestimable de trouver, à l'occident, une France amie, forte et respectée.

Nous indiquerons bientôt comment il serait possible, dans une certaine mesure, d'atténuer, pour la France, l'amer souvenir de ses revers. Nous nous bornons ici à constater que c'est une question considérable dont l'Europe et l'Allemagne doivent se préoccuper, pour que l'horizon politique soit dégagé complétement des nuages qui l'obscurcissent encore.

X

Est-ce à dire que nous préconisions l'alliance de la France et de l'Allemagne et que nous la jugions aussi

facile et aussi utile qu'elle aurait pu l'être en 1866? Est-ce à dire que nous désirions qu'à la triple alliance des trois empereurs se substitue la triple alliance des gouvernements de Berlin, de Londres et de Paris? Non, loin d'y voir un gage de pacification, nous la redouterions comme un élément de trouble. Les coalitions de grandes puissances, même lorsqu'elles ont la paix pour programme, provoquent tôt ou tard, des coalitions en sens inverse. Ceux qu'on exclut de l'entente commune, sont d'abord naturellement froissés et défiants ; ils ne tardent guère à devenir ennemis. Les alliances restreintes ont toujours l'air de vouloir imposer au reste du monde la prédominance et comme la souveraineté internationale des puissances qui les ont conclues. D'ailleurs, il y a généralement, au fond de ces pactes exclusifs, des combinaisons et des desseins occultes dont les autres États ont sujet légitime de s'inquiéter.

M. de Bismarck, qui avait fait de l'union des trois cours du Nord la base de sa politique, a pu se convaincre par l'expérience combien ce système étroit est inefficace et même dangereux. L'éminent chancelier espérait certainement que le poids dont pèseraient ces trois puissances réunies, suffirait pour tout faire pencher dans le sens qu'elles voudraient. On se rappelle la façon hautaine dont le mémorandum de Berlin, arrêté par l'Allemagne, l'Autriche et la Russie, fut soumis à l'acceptation des autres signataires du traité de Paris. La résistance de l'Angleterre, justement blessée du sans-façon avec lequel on demandait, on pourrait

même dire on commandait son adhésion, fit échouer cette tentative dominatrice. Après la guerre, l'attitude résolue du cabinet de Saint-James a également mis le désordre entre les trois alliés. Si M. de Bismarck, avec la merveilleuse habileté qui le distingue, est parvenu à réaliser en partie le but qu'il avait poursuivi dès le principe, ce n'est que parce qu'il s'est replacé sans réserve sur le large terrain du droit européen, en substituant aux volontés des trois Empires les décisions d'un congrès souverain.

C'est l'Europe qui a résolu cette fois encore la question d'Orient. Sans doute elle l'a fait dans le sens que désirait M. de Bismarck, dont l'influence sur les plénipotentiaires a été incontestablement immense; mais enfin, en fait et en droit, la juridiction européenne a été de nouveau sanctionnée et la triple alliance s'est effacée devant elle, reconnaissant que le dernier mot de ce grand débat ne pouvait appartenir qu'à l'aréopage des grandes puissances.

Un esprit aussi supérieur que celui du grand chancelier doit avoir été vivement frappé de ce qui s'est produit à cette occasion. Il s'est certainement dit que les alliances exclusives sont loin d'avoir l'effet qu'il supposait; en même temps il a dû reconnaître que la véritable force est désormais à l'ouest, bien plus qu'à l'est du nouvel empire dont il dirige les destinées.

Cette double conviction, sans doute, n'est pas de nature à lui faire rompre les liens qui l'attachent à la Russie et à l'Autriche, mais elle peut l'amener à reconnaître la nécessité de compléter une alliance qui,

réduite à ses proportions actuelles, ne peut ni lui offrir de grands avantages ni produire de grands résultats.

En 1815, après les longues guerres où tomba le premier Empire, on a senti le besoin d'établir l'équilibre de l'Europe sur l'accord intime de toute les grandes puissances. C'est dans ce but que le congrès de Vienne posa les bases d'une alliance générale qui, malgré la fragilité des combinaisons diplomatiques sur lesquelles elle reposait, a donné cependant à la société du XIX^e^ siècle plus de quarante années de repos. Il serait à désirer qu'on pût reprendre aujourd'hui cette idée en l'adaptant, mieux qu'on ne le fit alors, à l'esprit libéral et civilisateur de notre époque.

Les redoutables questions de nationalité sont maintenant à peu près résolues; tous les remaniements essentiels de la carte d'Europe sont accomplis; l'ère des conquêtes et des violences devrait se clore et il serait temps d'ouvrir enfin l'ère d'un droit des gens pacifique fondé sur la raison et la justice. Ce serait l'honneur de notre temps si une nouvelle sainte alliance unissait toutes les puissances européennes dans une même pensée de paix et de progrès.

L'Allemagne est peut-être mieux en mesure que nul autre de prendre l'initiative de cet acte vraiment pacificateur. Elle était visiblement entrée dans cette voie, dans le conflit oriental, en cherchant le moyen de désintéresser tout le monde; qu'elle y persiste jusqu'au bout, en essayant aussi, par quelque habile combinaison, de désintéresser la France.

Notre pays ne sait pas garder longtemps des haines héréditaires ; mais il est fier autant qu'il est généreux. Qu'il obtienne une concession de nature à flatter sa dignité nationale et il oubliera aisément tout le mal qui lui a été fait.

On comprend aisément qu'il hésiterait aujourd'hui à s'allier directement à l'Allemagne, mais il n'en serait pas de même s'il s'agissait pour lui d'entrer dans l'union de toutes les grandes puissances, dût-il sacrifier même à l'intérêt de la paix européenne quelques-unes de ses revendications. En agissant ainsi, loin de s'humilier, il s'élèverait et s'honorerait, au contraire, devant l'opinion du monde entier.

Si M. de Bismarck veut être le Richelieu de notre siècle, qu'il rende possible quelque traité de Westphalie qui constitue sur des bases puissantes le nouveau droit public et consolide la paix universelle en dissipant toutes les défiances et en désarmant tous les ressentiments. Ce serait couronner avec un éclat incomparable une vie déjà si brillante ; ce serait surtout fonder d'une façon inébranlable l'empire d'Allemagne en le mettant désormais à l'abri de tout danger.

CHAPITRE DIXIÈME.

L'ALSACE-LORRAINE.

Entre la France et l'Allemagne il n'y a pas seulement le ressentiment de la défaite, la blessure de l'orgueil national et le désir de réparer un désastre ; il y a surtout l'Alsace et la Lorraine.

O chères et belles provinces que, depuis deux siècles, nous nous étions habitués à aimer comme la chair de notre chair et le sang de notre sang ; sœurs adoptives que nous avions unies à la famille héréditaire et qui vous étiez identifiées avec elle par les liens de la fraternité la plus dévouée ; sentinelles vaillantes qui gardiez nos frontières avec tant de courage et de patriotisme, la loi de fer d'un vainqueur inexorable vous a arrachées à notre amour! Vous étiez aussi Françaises de cœur que vous l'étiez de droit et d'intérêt, et, sans daigner même vous consulter, sans tenir compte de vos regrets, de vos traditions, de vos besoins et de vos vœux, on vous a faites Alleman-

des ; on vous a imposé, de force, une nationalité contre laquelle protestaient vos plus nobles sentiments ! Pauvre Alsace ! pauvre Lorraine ! vous avez été la douloureuse rançon de la patrie et nous avons versé des larmes amères en vous livrant sans réserve à nos ennemis triomphants !

Nous serez-vous jamais rendues, ô filles bien-aimées de cette France mutilée qui, semblable à la Rachel biblique, « ne veut plus être consolée depuis qu'elle a perdu ses enfants ? » *Rachel plorans filios suos et noluit consolari quia non sunt.* Rentrerez-vous jamais au foyer maternel ? Hélas ! peut-on en garder l'espérance ? Doit-on même en avoir le désir ? Devons-nous reconquérir par la force ce que la force nous a ravi ? Faut-il faire de votre sol fertile et industrieux le champ de bataille de nos revendications, ensanglanter et dévaster vos riches contrées, comme une proie que se disputeront et s'arracheront, tour à tour, la France et l'Allemagne pendant des guerres sans trêve et sans fin ?

Ah ! notre âme se trouble à la pensée de vous abandonner pour toujours ; mais notre raison s'épouvante en songeant aux calamités auxquelles il faudra nous exposer et vous exposer vous-mêmes pour vous reprendre !

II

M. de Bismarck a commis une faute lorsque, cédant aux exigences du parti militaire, il a annexé

l'Alsace et la Lorraine à l'Empire germanique. Des raisons stratégiques l'ont emporté alors sur les raisons politiques. On a voulu faire de Metz la citadelle avancée, et de l'Alsace le glacis de l'Allemagne. L'avenir dira si ce système défensif offre autant de garanties qu'on l'a cru; mais, si on s'est fortifié militairement au point de vue politique et moral, la sécurité du nouvel empire, loin d'en être raffermie, risque bien plutôt d'en être compromise.

Si la France n'eût été que vaincue, elle eût peut-être accepté patiemment sa défaite. Ce n'est pas la première fois qu'elle perd des batailles. Il y a plus d'une page sombre dans ses annales militaires; mais elle en compte de si glorieuses et de si brillantes, que ses nombreux triomphes peuvent la consoler de quelques revers. Elle eût supporté sans murmurer une contribution de guerre encore plus lourde que celle qu'elle a dû payer. Elle eût compris que, pour lui ôter de longtemps la possibilité de se venger, ses vainqueurs eussent limité l'effectif de ses armées et démantelé certaines de ses forteresses, ce qui eût été bien autrement efficace pour la contraindre à une politique pacifique. Elle est assez sensée pour reconnaître que, lorsqu'on en appelle aux armes et quand le sort des batailles a prononcé, il faut en subir les conséquences. Waterloo ne l'a pas empêchée de se réconcilier avec l'Angleterre. Sedan ne l'aurait pas empêchée de se réconcilier avec l'Allemagne. Mais on ne s'est pas contenté de lui faire payer cher les erreurs du second Empire; on ne s'est pas borné à la désarmer, on

l'a mutilée ; là est la faute, là est aussi le péril.

Par cette impolitique conduite l'Allemagne s'est condamnée à une perpétuelle inquiétude. Ses plus grands généraux avouent qu'elle est obligée de rester pendant cinquante ans au moins sur la défensive, se ruinant en armements gigantesques, craignant toujours d'être attaquée, gênée dans sa politique intérieure et extérieure, sans cesse en défiance et en éveil. En même temps, il lui faut entretenir en Alsace et en Lorraine des forces considérables. A chaque mouvement de troupes qui se produit près des frontières, elle se hâte d'augmenter, par mesure compensatrice ou plutôt par crainte, ainsi que l'a fait notamment le maréchal de Moltke dans le mois de mai 1877, le nombre déjà excessif de soldats par qui ces provinces sont gardées.

Mauvaise politique ! dangereuse situatio

Il est, du reste, facile de construire des fortifications contre les armées étrangères ; mais on ne saurait en élever contre les idées et les sentiments. L'Allemagne a conquis le territoire de l'Alsace-Lorraine ; a-t-elle conquis les sympathies des populations ? Personne à Berlin n'oserait le prétendre. Parmi ceux qui sont restés dans les pays annexés, une partie s'est résignée, sans doute, à une loi fatale, s'efforçant, comme nous le dirons bientôt, d'améliorer autant que possible sa nouvelle condition, tandis que l'autre partie a persisté dans une protestation irréconciliable ; mais, si quelques-uns se sont soumis, aucun ne s'est rallié à la domination allemande. L'Alsace et la Lor-

raine sont, à l'ouest de l'empire, ce que la Pologne est à l'est, ce que le Schleswig est au nord, un peuple conquis qui rêve toujours son indépendance et n'attend que l'occasion de se délivrer d'un joug qui lui est odieux.

Les fondateurs de l'Empire n'avaient-ils pas à lutter, parmi leurs confédérés, contre des particularismes assez nombreux et assez gênants, pour s'embarrasser encore de ce particularisme bien autrement redoutable qui, en Alsace et en Lorraine, ajoute au patriotisme local la nostalgie de la patrie perdue ? Il faudra longtemps pour germaniser l'Alsace ; quant à la Lorraine, il est invraisemblable qu'on y parvienne jamais. Or, dans cet état de l'opinion, qu'adviendrait-il si une nouvelle guerre éclatait entre l'Allemagne et la France ? Derrière les citadelles, les remparts et les canons qui défendraient l'accès de ces provinces, il y aurait le mouvement des esprits et des cœurs qui s'élanceraient de toutes parts vers les drapeaux de l'ancienne patrie comme vers des libérateurs. A-t-on réfléchi à tout cela lorsque, par le traité de Francfort, on a consommé le démembrement de la France ? Si l'enivrement de la victoire a aveuglé alors sur d'aussi graves dangers, il est impossible que l'expérience ne les ait pas révélés depuis. Un homme de guerre a pu, seul, ne vouloir envisager la question qu'au point de vue militaire ; un homme d'État l'eût considérée surtout au point de vue politique. Il se fût préoccupé bien moins de l'éventualité d'une nouvelle lutte que des moyens propres à rétablir la paix et à la rendre durable.

N'y a-t-il désormais aucun moyen de redresser la déplorable erreur qui a été commise en 1871? Pour répondre à cette question, il est nécessaire d'apprécier quelle est la situation de l'Alsace-Lorraine, quels sont ses rapports avec l'Empire et quelles y sont les dispositions de l'esprit public.

III

L'Alsace et une partie de la Lorraine ont été cédées à l'Allemagne sans conditions. La France n'était pas alors en mesure d'exiger du vainqueur des engagements formels touchant la constitution de ces provinces, et celui-ci n'était pas d'humeur à s'en laisser imposer. Cependant, immédiatement après l'annexion, deux assemblées de maires et de notables furent convoquées par le nouveau gouvernement à Strasbourg et à Colmar, à l'effet de nommer des délégués ayant mission de formuler les vœux du pays. Les résolutions des deux assemblées furent identiques.

« L'État d'Alsace-Lorraine, dit la réunion de Strasbourg, réclame l'autonomie la plus large possible et la représentation aux grands corps politiques de l'empire, *Reichstag* et *Bundesrath* [1]. »

« L'Alsace, dit la réunion de Colmar, doit être investie d'une autonomie en rapport avec son degré

1. Procès-verbal du 16 avril 1871.

de civilisation, autonomie impliquant le droit de s'administrer elle-même [1]. »

Ce que réclamaient les organes de l'opinion publique, c'était donc non-seulement l'administration du pays dans le pays, mais celle du pays par le pays. Lorsque les Alsaciens dépendaient de la France, ils étaient traités sur un pied d'égalité absolue; ils demandaient la même chose à l'Allemagne. L'Empire étant une confédération d'États indépendants et autotonomes, ils prétendaient, avec raison, aux mêmes prérogatives.

M. de Bismarck, dans le premier grand discours qu'il prononça devant le Reichstag sur l'Alsace-Lorraine, (2 mai 1871) reconnut en principe la justice de ces réclamations. Après avoir déclaré que l'Allemagne n'avait annexé ces provinces que pour s'en faire « un glacis redoutable, » il ajoutait: « Je suis convaincu que nous pouvons laisser à la population de l'Alsace sans danger pour l'Empire, un cercle d'action assez étendu sur le terrain de la *selbsverwaltung* (autonomie) soit immédiatement, soit de manière à l'élargir peu à peu afin de lui permettre de s'avancer vers l'idéal que poursuit chaque individu, chaque groupe d'hommes, même le plus petit, et qui consiste à posséder le plus de liberté compatible avec l'ordre de la communauté. Atteindre ce but, tel est, à mon sens, le devoir de toute science politique raisonnable. »

Ces paroles étaient entourées de toutes sortes de

1. Procès-verbal du 24 mars 1871.

promesses séduisantes. On s'efforçait alors de persuader aux Alsaciens qu'ils seraient traités en enfants gâtés et obtiendraient aisément tout ce qui leur serait désirable. Ce n'étaient que de vains mots. Au fond, on connaissait trop les sentiments de piété filiale qui les attachaient encore à la France, pour renoncer à les tenir en tutelle et à les surveiller de près. Avant de songer à les rendre indépendants, on voulait les germaniser et, pour cela, il importait de les tenir sous la main puissante du pouvoir souverain qui, de Berlin, leur dicterait des lois.

La loi de réunion de l'Alsace-Lorraine à l'Empire, votée à cette époque, déclare que « l'autorité gouvernementale, *staatsgewalt*, y est exercée par l'empereur. » (art. 3.) — « Les décrets impériaux, pour avoir force de loi, doivent simplement être co nsignés par le chancelier de l'empire qui, par là, devient responsable: »

L'Alsace-Lorraine est ainsi restée « un pays d'empire » *Reichsland*, dans une condition analogue à celle qui régissait autrefois les villes libres et impériales et « les terres immédiates ». Le chancelier, dans ce système, est une sorte de vice-roi, sous l'autorité de l'empereur. Aux termes de la loi organique du 30 décembre 1871, il a lui-même sous ses ordres un délégué général qui le représente sur place avec tous les pouvoirs qu'il lui confère. Ce délégué a le titre de « président supérieur de l'Alsace-Lorraine, » et son siége est à Strasbourg. C'est le pouvoir exécutif local. Son administration spéciale s'étend sur tout ce que le

chancelier ne s'est pas réservé ; il peut même être investi d'attributions qui, d'après les lois françaises antérieures, étaient du ressort des ministres.

En vertu de ces principes, un rescrit du 29 janvier 1872 délégua à M. de Mœller, nommé président supérieur, les attributions ministérielles concernant l'Intérieur, l'Instruction publique, les Travaux publics, l'Industrie, le Commerce, etc., qui n'étaient pas encore réglées par une loi, en un mot tout ce qui ne rentre pas dans le ressort de la guerre, des affaires étrangères ou de l'administration financière.

Le premier effet de l'annexion fut donc de soumettre l'Alsace et la Lorraine au régime de la dictature. On avait eu un instant l'idée de proclamer l'empereur « duc ou landgrave d'Alsace-Lorraine » ; mais, en y renonçant, on avait fait du chancelier un véritable monarque chargé de gouverner, à peu près sans réserve, le pays conquis.

Il est facile de comprendre comment dut s'exercer cette autorité souveraine. La germanisation de l'Alsace commença aussitôt avec cette énergie de moyens que la Prusse emploie pour s'assimiler ses conquêtes. L'administration communale et provinciale à tous les degrés, la magistrature, la presse, le service militaire qu'on imposa aux jeunes Alsaciens le lendemain même de l'annexion, enfin les écoles, surtout les écoles, où l'enseignement fut organisé sans retard de manière à faire oublier aux élèves leur ancienne nationalité et leur langue maternelle, furent autant d'instruments politiques destinés à transformer, en peu d'années, les Alsaciens en Allemands.

Qu'étaient devenues les belles promesses des premiers jours ? Non-seulement on n'accordait pas à l'Alsace-Lorraine l'autonomie, mais on ne lui donnait pas même l'égalité. Non-seulement elle n'obtenait pas, comme elle l'avait sollicité, le gouvernement du pays par le pays, mais on lui refusait même l'administration du pays dans le pays. M. de Bismarck, après avoir déclaré au Reichstag que « l'administration projetée avait pour but de créer le droit de s'administrer lui-même à une province jusqu'alors opprimée par une centralisation excessive, » y avait constitué une centralisation bien plus absolue, car la puissance législative s'y confondait avec la puissance exécutive dans les mains d'un seul homme, et cet homme, c'était lui !

IV

A côté du patriotisme français, il y avait le patriotisme alsacien. On ne ménagea ni l'un ni l'autre. Beaucoup de citoyens influents, tout en déplorant l'annexion, se seraient résignés au fait accompli à condition de pouvoir conserver à leur pays la plus grande somme possible de liberté et d'indépendance. On annula d'avance leurs efforts. En mettant despotiquement la main sur tous les éléments de l'activité publique, on rendit impossible la formation d'un grand parti alsacien qui aurait pu exercer une action utile et sagement modératrice sur le mouvement des esprits et sur celui des faits.

Dans de telles conditions, tous ceux qui, du haut en bas de l'échelle sociale, constituaient les forces vives et productives des pays annexés, les plus riches et les plus pauvres, les grands industriels et les ouvriers, ceux à qui leur fortune permettait de se transporter ailleurs, ceux qui espéraient trouver du travail en d'autres contrées, n'ont plus écouté que la voix de leur patriotisme et ont émigré à l'envi.

Tout le monde se rappelle ce lamentable exode. Lorsque approcha la date du 1er octobre 1872, dernier délai accordé pour choisir entre la nationalité française et la nationalité allemande, il y eut un élan d'émigration inimaginable. Tous les trains des chemins de fer regorgeaient de familles éplorées qui fuyaient le sol natal, échangeant de déchirants adieux avec ceux que la fatalité de leur situation retenait sous le joug des vainqueurs.

Qui de nous n'a salué alors de ses applaudissements fraternels ces généreux exilés? Et cependant leur départ a été un malheur et même une faute.

Ce sont les plus riches, les plus distingués dans les hautes classes, les plus énergiques et les plus vaillants dans les classes inférieures, qui sont partis. Peut-être, s'ils fussent restés, auraient-ils mieux servi leur pays dans les vicissitudes émouvantes de la crise qu'il traversait. Peut-être leur influence aurait-elle amené le gouvernement de l'Empire à plus de concessions qu'il n'en a faites et la germanisation de l'Alsace se serait-elle accomplie moins brutalement et

moins rapidement. Il est regrettable que leur concours ait fait défaut aux protestations patriotiques des uns et aux revendications légitimes des autres. Leur départ a laissé partout des vides qui ont été bientôt comblés par une immigration allemande venue de toutes parts. Il en est résulté que l'élément français s'est trouvé, en peu de temps, sinon en minorité, du moins singulièrement amoindri comme influence et comme nombre, ce qui a rendu plus facile le travail d'assimilation, ou plutôt l'œuvre de domination.

Il ne faut pas se dissimuler que, par l'effet combiné de ces causes diverses, la dénationalisation des provinces annexées marche plus vite qu'on n'aurait pu le croire. Le voyage que l'empereur Guillaume y a fait au mois de mai 1877, atteste que le gouvernement impérial s'y sent de plus en plus sûr des progrès de l'esprit public dans le sens de la soumission.

V

Éclairés par l'évidence de la situation, un grand nombre de citoyens de l'Alsace, bien que restant toujours français de cœur, ont pensé qu'il n'était pas sage de laisser le champ libre à l'action de plus en plus envahissante de l'esprit germanique. A quel résultat utile pouvait-on aboutir en s'enfermant dans une résistance passive, si noble et si digne qu'elle fût? N'était-il pas beaucoup plus politique et beaucoup plus habile de se mêler au mouvement? Ne valait-il pas

mieux surtout tenter, par tous les moyens que fournissait le nouveau régime, d'améliorer le sort du pays? Ceux qui ont reconnu cette vérité ont résolu, en conséquence, de renoncer à une abstention systématique et de prendre part, dans les assemblées locales, dans le Reichstag et dans les sphères du pouvoir, à toute discussion où les intérêts alsaciens seraient en jeu. C'était, à leur sens, le seul moyen d'obtenir, peu à peu, des réformes destinées à réaliser tôt ou tard l'autonomie de l'Alsace-Lorraine.

Cette résolution a divisé en deux camps la population. Les partisans de la protestation implacable se sont indignés, considérant une telle attitude comme un acte de lèse-patriotisme et comme une reconnaissance coupable du droit de conquête; mais les élections de 1877 ont prouvé que l'opinion publique est, au contraire, favorable à ce système de transaction. Sur les quinze députés qui représentent l'Alsace-Lorraine au Reichstag, le parti de l'action a fait élire alors cinq députés, ce qui réduisait à dix les partisans de l'abstention. C'est surtout dans la Basse-Alsace, ancien Bas-Rhin, que ce mouvement d'opinion s'est produit. Les députés de la protestation ont été principalement élus par la Lorraine et par la Haute-Alsace où se trouve Mulhouse, ville aussi française d'esprit que l'est Metz elle-même [1].

1. Aux élections de 1878, le parti de la protestation a regagné le siége de Strasbourg, de sorte que le parti de l'action ne compte plus aujourd'hui que 4 députés. Mais, en consultant l'ensemble des résultats électoraux, on constate que, s'il s'est affaibli dans le parlement,

Le parti de l'action a pris, du but final qu'il poursuit, le nom « d'autonomiste ». Son programme consiste à élargir progressivement la sphère d'indépendance de l'Alsace-Lorraine, à amener le Gouvernement et le Reichstag à lui accorder toutes les institutions qui constituent le *self-government*, et à en faire un État distinct jouissant des mêmes droits souverains dont jouissent les autres États confédérés. La bourgeoisie libérale et modérée, qui comprend tout ce qu'on peut tirer de l'administration du pays par le pays, a généralement accepté ce programme pratique qui se résume en ces termes : agir au lieu de s'abstenir ; user des droits restreints qu'on possède pour en conquérir de plus larges, et arriver enfin à faire proclamer l'autonomie de l'Alsace-Lorraine.

M. Schnéegans, député de la circonscription de Saverne, l'un des membres les plus influents du parti autonomiste, rendant compte des résultats de la session législative, dans une grande réunion publique tenue à Bouxwiller le 3 juin 1877, a défini la tactique de son parti en disant : « Nous sommes comme une armée qui assiége une forteresse. Si cette armée voulait tout d'abord enlever la citadelle, elle échouerait. Il faut se rendre maître d'abord des ouvrages avancés, des premiers bastions, puis des murs d'enceinte, pour arriver à occuper enfin la citadelle, qui est, pour nous, notre constitution autonome

il s'est au contraire étendu dans le pays, car il a pu poser des candidatures et obtenir des minorités importantes en des colléges où il n'avait pas même lutté en 1877.

sur le même pied que les autres États de l'Empire. » L'honorable député a constaté, en même temps, les bons effets qu'avait eus ce système. « Le courant d'opinion, a-t-il dit, qui, dans les hautes régions, poussait vers une réaction violente, s'est arrêté et les influences contraires ont triomphé.

VI

En effet, l'organisation politique et administrative de l'Alsace-Lorraine a subi, depuis trois ans, des modifications qui ont notablement agrandi le champ d'activité des pouvoirs locaux.

L'action du parti autonomiste date de 1873 et son premier effort s'est manifesté lorsqu'à cette époque les conseils généraux, suspendus depuis la guerre, furent rétablis. Ces assemblées, renouvelant les vœux émis par les réunions des maires et des notables, tenues à Strasbourg et à Colmar en 1871, s'empressèrent de demander « que l'Alsace-Lorraine fût mise en possession d'une constitution particulière et d'une représentation du pays ». Dans la session suivante ce vœu fut vivement réitéré. Le 24 octobre 1874, il obtint une première satisfaction.

On comprit, à Berlin, qu'il était juste et qu'il était même nécessaire, dans l'intérêt de l'administration supérieure, de donner à des provinces aussi importantes le droit d'éclairer les pouvoirs publics sur les diverses mesures que la situation pouvait réclamer. L'incom-

pétence du Reichstag, du Bundesrath et du Gouvernement lui-même était manifeste par suite de leur ignorance des intérêts locaux. L'Alsace était représentée au Reichstag, mais on s'y défiait de ses députés. Elle n'était pas représentée au Bundesrath qui légiférait dès lors à l'aveugle. Ces considérations décidèrent le chancelier à décréter l'institution d'une « délégation provinciale », *Landesausschuss*. C'est une sorte de grand conseil consultatif appelé à donner son avis sur les projets de loi concernant l'Alsace-Lorraine, avant qu'ils fussent soumis au parlement.

La *Landesausschuss* se compose de trente membres élus par les conseils généraux. Elle fonctionne depuis 1875. On a pu s'apercevoir immédiatement que son rôle, bien qu'elle n'eût ni l'initiative ni la décision des questions qu'elle discute, était également important pour le pays dont elle faisait connaître les vœux, pour le Reichstag dont elle allégeait la besogne, et pour le Gouvernement dont elle adoucissait la dictature.

Cette assemblée saisit d'ailleurs la première occasion favorable pour exprimer, à son tour, ses sentiments autonomistes. En 1876, le bruit s'étant répandu qu'on songeait à créer à Berlin un ministère spécial de l'Alsace, ce qui eût agrandi singulièrement le pouvoir central au préjudice de l'indépendance locale, la *Landesausschuss* protesta contre cette idée, sur les conclusions d'un rapport où on lisait : « Votre commission ne croit pas à la réalisation de ce projet et elle insiste pour que le centre de gravité des

affaires de l'Alsace-Lorraine reste dans le pays, jusqu'à l'époque où sera instituée une chambre des députés. »

La délégation provinciale s'est donc montrée fidèle au programme de l'autonomie ; mais elle a conquis, en même temps, la confiance du Gouvernement par l'esprit de modération et d'impartialité dont elle a fait preuve. Cessant de faire entendre une protestation irritée contre l'annexion, elle a paru accepter, sans arrière-pensée, l'état actuel des choses et ne vouloir user des droits qu'on lui a donnés que pour améliorer ce qui existe et non pour le détruire.

L'effet de cette conduite prudente et ferme à la fois ne s'est pas fait attendre. Dès le mois de mai 1876, le Gouvernement formula un projet ayant pour but d'autoriser l'empereur à promulguer les lois et décrets qui seraient votés par la *Landesausschuss*, sans avoir besoin de les soumettre au Reichstag. La délégation provinciale, consultée sur cette proposition, l'a naturellement approuvée comme un nouveau pas vers l'autonomie et le Reichstag, à son tour, l'a votée dans sa séance du 20 mars 1877.

L'Alsace-Lorraine se trouve ainsi dotée d'un organisme représentatif qui n'est pas, sans doute, une chambre des députés, comme on s'est plu un peu trop tôt à l'appeler, mais qui du moins a les principales attributions du pouvoir législatif et contient le germe d'un futur parlement. Il lui manque, il est vrai, l'initiative et il dépend, sans réserve, de l'empereur de promulguer ou non les lois que votera la

Landesausschuss. Elle-même, simple délégation des conseils généraux n'est pas la représentation directe du pays. Toutefois, on ne peut nier que ce ne soit un grand progrès dans le sens des institutions autonomiques. Le développement des attributions de la *Landesausschuss* n'est plus qu'une question de temps. Le parti national libéral dans le parlement se montre de plus en plus favorable à cette extension progressive et la *Correspondance provinciale*, organe semi-officiel déclarait naguère que, « loin de vouloir augmenter l'autorité du pouvoir central dans l'administration des affaires de l'Alsace-Lorraine, le Gouvernement se proposait, au contraire, d'associer de plus en plus les populations annexées à la gestion de leurs intérêts ».

Néanmoins, en marchant ainsi vers l'autonomie, on a cru devoir mettre à cette impulsion des freins qui en retiennent l'élan. La section des affaires d'Alsace à la chancellerie, qui n'était qu'un simple bureau, a été constitué en office indépendant et ce n'est pas sans raison que la presse alsacienne s'est plainte de cette innovation qui a tous les caractères d'un ministère spécial, bien qu'elle n'en ait pas le nom. Là est le côté fâcheux de la situation actuelle, car c'est l'invasion dans les affaires d'Alsace-Lorraine de la bureaucratie prussienne, la plus tracassière, la plus autoritaire et la plus gênante de toutes. Pour justifier cette mesure, on a dit qu'un accroissement d'indépendance dans le pays accroît la responsabilité de l'administration supérieure et qu'il est nécessaire de l'investir

d'attributions proportionnées à cette responsabilité; mais, quand on entre dans le système de la centralisation, on est entraîné à en exagérer sans cesse les principes et les applications. La section d'Alsace à la chancellerie n'était déjà que trop disposée à tout absorber. Elle attirait à Berlin, par toutes sortes de prétextes, même les plus minimes affaires locales, telles que les nominations de maires et d'adjoints, de présidents des sociétés de secours mutuels, des conseils de prud'hommes, etc., etc. L'office spécial de l'Alsace-Lorraine n'a pas manqué de suivre ces errements. Depuis la loi récente qui permet au chancelier de nommer des suppléants, cet office a été partagé entre deux titulaires, M. Herzog, qui en était le directeur, reste chargé de l'administaation générale; M. Friedberg a été nommé suppléant pour les affaires judiciaires. Au fond le système est le même. C'est Berlin qui régit encore souverainement les deux provinces annexées [1].

Malgré ces difficultés, que la force des choses dominera, le pouvoir législatif qui appartient maintenant à la *Landesausschuss*, est de nature à contrebalancer les regrettables tendances de la bureaucratie berlinoise. L'Alsace a conquis le droit de libre discussion; c'est une arme puissante pour combattre tous les abus.

Les députés autonomistes ont pris d'ailleurs, dans

1. On parle maintenant d'un nouveau système organique qui élèverait l'Alsace-Lorraine au rang des autres États confédérés et qui en ferait un Duché sous le principat soit de l'empereur, soit du prince impérial. Il est cependant peu probable que ce projet se réalise de sitôt.

le parlement, une importance qui s'est affirmée durant la dernière session. Leur parole y est maintenant écoutée avec déférence et leur influence, dans toutes les délibérations graves, a singulièrement grandi. Ils ont obtenu du chancelier l'atténuation des mesures rigoureuses prises contre ceux qui avaient opté en 1872 pour la nationalité française sans régulariser complétement leur situation légale. Ils ont fait voter par le Reichstag une résolution qui demande le rétablissement à Strasbourg d'un conseil municipal élu au lieu du commissaire unique qui administre aujourd'hui les affaires communales par simple délégation du Gouvernement. Ils ont formulé un projet pour la création de régiments alsaciens-lorrains, projet que des considérations budgétaires ont seules fait ajourner.

Il est donc incontestable que la situation s'est remarquablement améliorée depuis que le parti de l'action l'a emporté sur celui de l'abstention. Dans quelque condition qu'un peuple se trouve placé, il n'est jamais bon qu'il abandonne toute initiative et toute intervention dans la gestion de ses intérêts. Si restreints que puissent être ses droits, il doit s'en servir et en faire, avec persévérance, l'instrument de ses revendications. La force d'inertie est bien moins puissante qu'on ne le prétend. Il faut agir, il faut lutter, il faut disputer le terrain pied à pied, et chaque pouce d'espace qu'on reconquiert sur le champ de la liberté et du droit, est une victoire qui ne saurait être trop estimée.

VII

Le parti de la protestation opiniâtre n'a pas voulu reconnaître cette vérité. Je crois sincèrement qu'il a eu tort, car son inflexible opposition est malheureusement aussi stérile pour le pays que pour lui-même. J'avoue qu'il a, devant le patriotisme blessé, un rôle qui a sa majesté et sa gloire. Il répond mieux sans doute aux sentiments intimes du pays et c'est une chose émouvante que de voir l'énergie avec laquelle il brave l'Allemagne victorieuse et dénonce sans cesse à la justice du monde civilisé l'iniquité de la conquête. *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni!* On ne peut qu'admirer M. Jean Dolfus [1], lorsque, écho de tant de cœurs dévoués à la France, il somme l'empire allemand de renoncer à l'Alsace-Lorraine et de rendre la paix au monde en supprimant cette cause incessante de conflits sanglants et de dépenses ruineuses ; mais à quoi peut aboutir cette réclamation, hélas ! plus théorique que pratique?

L'Alsace-Lorraine a été cédée par la France en vertu d'un traité régulier qui forme, en droit diplomatique, un titre légitime au profit de nos vainqueurs. Il en serait autrement si l'occupation violente de ces pro-

1. M. Jean Dolfus, un des députés de la protestation, a adressé, en avril 1877, à tous ses collègues du Reichstag et aux journaux allemands les observations qu'il n'a pu développer au Parlement pour réclamer la rétrocession de l'Alsace à la France. C'est à ce fait que nous faisons allusion.

vinces n'avait jamais été sanctionnée par notre assentiment. Sans doute notre adhésion n'a été donnée que l'épée sur la gorge ; mais l'Assemblée nationale a ratifié les conditions acceptées par les négociateurs de la paix, et le fait, si douloureux qu'il soit, est entré dans le droit public de l'Europe. Protester éternellement est digne d'un noble cœur, mais la politique, nécessairement plus réaliste, est forcée de s'accommoder aux nécessités contingentes, se contentant d'user de tous les moyens possibles pour atténuer les maux présents et préparer l'avenir. C'est ce que fait le parti autonomiste et, en cela, il est évidemment beaucoup plus pratique que celui de l'abstention.

Il y a, du reste, dans les rangs de ce dernier parti, des éléments qui ne peuvent que l'affaiblir. La perte de la nationalité n'y a pas modifié les opinions qui, auparavant, divisaient ses membres. Tous sont restés ce qu'ils étaient sous l'Empire, républicains, bonapartistes, légitimistes ou orléanistes, libéraux ou réactionnaires. A ce titre les luttes politiques qui agitent la France ont toujours leur contre-coup parmi eux. De plus, à ces partis déjà anciens, s'est ajouté, dans ces dernières années, le parti ultramontain auquel le *Culturkampf* a donné une importance considérable. S'assimilant fortement le parti de la protestation nationale, il s'en est fait une arme à l'appui des intérêts de l'Église et a mis à sa disposition l'influence puissante du clergé.

Par suite, une solidarité étroite s'est établie entre ces deux partis de telle façon que la protestation a pris une apparence cléricale qu'elle n'a pas en réalité.

Rien n'est moins clérical, en effet, que le républicanisme avancé de Mulhouse et le patriotisme pur de Metz. La résolution qu'ont prise, en 1874, les députés abbés de l'Alsace-Lorraine d'occuper leurs siéges au parlement, malgré l'avis des autres députés qui persistaient à ne pas prendre part aux travaux du Reichstag, a contribué beaucoup à entretenir cette erreur. Eux seuls, parmi leurs collègues, étaient capables de discuter en allemand ; eux seuls ont porté la parole et, comme ils ont naturellement mêlé leurs revendications religieuses aux revendications nationales, on les a faussement considérés comme la tête et l'âme du parti de la protestation.

Le premier soin des autonomistes a été de séparer nettement leur cause de celle de ces compromettants alliés; mais, à mesure que le parti de l'action a fait des progrès dans l'opinion publique, celui de l'abstention, se sentant affaibli, s'est lié davantage aux ultramontains pour profiter, lors des élections, de leur influence sur les populations rurales. Ce double fait a déterminé une scission grave entre les deux fractions politiques de l'Alsace-Lorraine. Les autonomistes ont été dénoncés au pays comme des traîtres ; à leur tour ils n'ont pas ménagé leurs adversaires. Conflit fâcheux lorsque tant d'intérêts supérieurs réclament, au contraire, l'union de toutes les forces patriotiques !

Les autonomistes méritent à coup sûr de l'emporter. Ce sont des politiques habiles dont la tactique est excellente. Les intransigeants ne peuvent que nuire

aux intérêts intérieurs de leur pays sans servir en rien à son indépendance.

Quant à l'alliance des patriotes alsaciens avec l'ultramontanisme, elle est dangereuse à tous les points de vue et, de plus, elle n'est rien moins que solide. Le clergé alsacien, comme tous les clergés de l'Allemagne, soutient bien plus une lutte religieuse qu'une lutte nationale. Si, demain, les griefs qu'il a, avec raison, contre la politique ecclésiastique du chancelier, venaient à disparaître, il se rallierait sans scrupule au Gouvernement et déserterait ses alliés de la veille. Ce que combattent aujourd'hui les cléricaux d'Alsace c'est moins le principe de la conquête que le mode de gouvernement. Que la persécution contre l'Église cesse, que les lois de mai soient rapportées ou révisées, et ils recevront de Rome, avec obéissance, l'ordre de cesser leur opposition.

Les progrès du parti autonomiste depuis deux ans prouvent que l'opinion publique se rend fort bien compte de cette situation. Les chefs de ce parti ont été très-vivement attaqués surtout par le parti clérical dont ils sont des adversaires résolus. La presse française elle-même, égarée par des renseignements intéressés et inexacts, en a parlé avec dédain en appelant les autonomistes : « le parti allemand ». Son vrai titre serait plutôt, « le parti alsacien » car son ambition est de rendre à l'Alsace son indépendance, sauf à voir ce qu'on pourra faire quand le pays sera arrivé à se gouverner lui-même.

Les pangermanistes, à leur tour, se défient des au-

tonomistes alsaciens et les accusent de vouloir créer un petit État, et même une petite république indépendante de la grande patrie allemande. Les idées républicaines sont, en effet, dominantes en Alsace. Déjà, sous Napoléon III, les partis avancés y avaient de fortes racines. Il ne serait pas impossible que les patriotes alsaciens rêvassent la constitution d'un gouvernement démocratique comme conséquence de l'autonomie qu'ils réclament. Je crois que c'est là le but extrême de leur programme et c'est ce qui explique, peut-être, leur popularité croissante. Si telle est, en effet, leur pensée, loin de les blâmer, il faut les encourager et les applaudir, car ce qu'ils poursuivent semble le seul moyen pratique et honorable de rétablir définitivement la paix entre l'Allemagne et la France.

VIII

Tant que l'Alsace et la Lorraine resteront sous la domination allemande, le parti de la revanche, qui est loin, en France, de s'être résigné, nourrira d'impérissables désirs de vengeance, et le parti de la protestation entretiendra, dans les provinces annexées, une agitation de nature à assurer aux revendications extérieures l'appui des passions intérieures. Aussi longtemps que l'Allemagne retiendra cette périlleuse et onéreuse conquête, elle ne sera tranquille ni pour sa politique au dehors, ni pour sa sécurité au dedans.

Il y aura toujours un point sombre dans ses rapports avec la France ; il y aura toujours des menaces de révolte dans les aspirations nationales des populations.

Les géographes et les historiens du pangermanisme ont beau s'unir au chauvinisme des poëtes populaires pour élargir indéfiniment, au mépris de la vérité historique et ethnographique, les limites naturelles de la Germanie ; M. Daniel [1] et M. Hummel [2], deux savants dont les livres font autorité chez nos voisins, ont beau soutenir de leur érudition de fantaisie les paradoxes des vieux *lieder* patriotiques, ils ne parviendront pas à démontrer les droits héréditaires de leur pays sur les contrées que la guerre a enlevées à la France.

L'Allemagne n'existait pas encore, elle n'était pas encore parvenue à se dégager du désordre du moyen âge, lorsque l'empire franc de Charlemagne étendait sa puissance de l'Océan jusqu'à la Raab. C'est aux Franco-Gaulois qu'appartenait alors toute la Germanie, avec l'Italie et la Belgique, de la Méditerranée à la mer du Nord. Ce n'est qu'à la mort du grand empereur d'Occident que l'Allemagne s'est constituée à part et a formé, au centre de l'Europe, un nouvel empire taillé dans celui du César légendaire du VIII[e] siècle. Si quelqu'un s'est emparé alors des territoires de l'autre, c'est l'Allemagne aux dépens de la France. Le Rhin,

1. *Deutschland nach seinem physischen und politischem Verhältnissen geschildert*, von Professeur-Docteur Daniel. Leipzig, 1870.
2. *Handbuch der Erdkunde*, von A. Hummel, 1870.

le grand fleuve historique, que M. Daniel déclare « appartenir tout entier à l'Allemagne de sa source à son embouchure, » était, dès cette époque, un fleuve exclusivement français, et combien de fois ne l'a-t-il pas été depuis lors jusqu'à nos jours ! Rien n'est plus faux que la prétention des pangermanistes à la propriété de tous les territoires rhénans.

Qu'ils lisent le beau livre que M. Himly, un savant impartial dont l'unique souci est la découverte de la vérité, vient de publier sur la formation des États de l'Europe centrale [1]. Ils s'y convaincront, jusqu'à l'évidence, de l'illégitimité de leurs revendications. M. Himly décrit, lui aussi, les régions rhénanes. Il prouve, l'histoire en main, que le Rhin n'est pas une frontière naturelle et qu'il n'a jamais été une frontière politique. En tout temps, des empiétements se sont opérés d'une rive sur l'autre. Il y a eu sur les deux rives des Celtes et des Germains. Les Romains, à peine maîtres des Gaules, y annexèrent, sur la rive droite du Rhin, la vaste étendue des champs décumates. Les Francs et les Alamans étaient à la fois cis-rhénans et trans-rhénans, comme l'ont été plus tard l'empire de Charlemagne, le Saint-Empire et celui de Napoléon Ier, comme le sont aujourd'hui encore la Hollande, la Prusse, la Hesse, la Bavière. De ces faits et de beaucoup d'autres, M. Himly tire cette conclusion irréfutable, que « dans cette contrée intermédiaire, la nature a laissé un libre jeu au développement historique

1. *Histoire de la formation des États de l'Europe centrale*, par M. A. Himly, Paris, 1876.

des peuples et des États » et que « le droit et la morale sont d'accord pour condamner, de quelque côté qu'elles viennent, de prétendues revendications faites sans égard pour les vœux des populations, au nom de certaines nécessités ethnographiques et géographiques ».

Voilà la vérité. Elle n'est pas plus favorable à la France qu'à l'Allemagne, mais elle rétablit les droits supérieurs de l'histoire et réduit à leur juste valeur ceux que le pangermanisme revendique d'une voix si hautaine et si menaçante !

IX

Je cherche en vain, d'ailleurs, ce que l'Allemagne a gagné à l'annexion de l'Alsace et de la Lorraine. La paix? Non, car c'est fatalement une pomme de discorde entre le vainqueur et le vaincu. Des populations dévouées? Non, car elle a créé ainsi, à sa frontière de l'ouest, une seconde Pologne, animée de passions nationales bien plus ardentes encore que celle de l'est. La prospérité financière et économique? Non, car les dépenses que la possession de ces provinces lui impose, sont une lourde charge pour son budget et leurs intérêts industriels sont plus nuisibles qu'avantageux pour le reste de l'Empire.

L'annexion a eu, en effet, pour conséquence de transporter sur le marché intérieur la concurrence que les produits alsaciens, si supérieurs à ceux des in-

dustries similaires de l'Allemagne, faisaient à celles-ci, concurrence contre laquelle l'Allemagne pouvait se défendre par ses tarifs lorsque l'Alsace était un pays étranger. La situation économique des provinces annexées se combine d'ailleurs très-difficilement avec celle des autres États confédérés, surtout des grands centres de production, et ce n'a pas été une des moindres causes de la crise générale dont on a pu apprécier plus haut la gravité.

La manufacture alsacienne a subi elle-même une transformation qui lui a été funeste. Les anciens établissements industriels y formaient comme des fiefs héréditaires où la raison sociale, individualisée dans un nom éclatant, était, à travers les générations, un drapeau qui se déployait brillamment sur tous les marchés du monde. La conquête a bouleversé brusquement cette tradition séculaire. Les anciens chefs d'industrie, les plus estimés, les plus renommés, placés dans la cruelle alternative de quitter leur pays natal ou d'y rester en étrangers et en suspects, ont liquidé leurs affaires et mis, pour la plupart, leurs usines sous la forme de sociétés par actions. L'anonymat a succédé ainsi généralement à la personnalité et à la collectivité qui avaient illustré l'industrie alsacienne. Les vieilles *firmas*, si recherchées et si honorées, ont disparu pour faire place à des qualifications inconnues, à des gérances irresponsables qui n'obtiendront jamais, à l'étranger, la confiance universelle dont étaient entourés les noms des grandes maisons qui existaient depuis des siècles.

Il semblait qu'en s'annexant des villes comme Mulhouse, par exemple, l'Allemagne allait assurer sa suprématie industrielle parmi les nations. Or, nous avons constaté que, depuis la conquête, ses exportations n'ont fait que décroître, avec sa prospérité économique.

Quels avantages lui a donc donnés l'annexion? En dehors des considérations purement stratégiques, quel intérêt a-t-elle à la maintenir?

Quant à l'Alsace et à la Lorraine, pour apprécier à quel point leur a été fatale leur incorporation à l'Allemagne, il faut lire la navrante description que vient de faire de la situation actuelle de ces deux chères provinces, M. Grad, député de Colmar[1], et l'émouvant discours prononcé devant le Reichstag, le 12 mars 1877, par M. Bezanson, député de Metz.

L'industrie métallurgique et l'industrie cotonnière qui faisaient la richesse de ces belles contrées sont aujourd'hui aux abois. Les fabricants alsaciens avaient en France un marché immense où l'on recherchait surtout la perfection des produits dans laquelle ils excellaient. Devenus Allemands, ils n'ont plus qu'un marché étroit où l'on ne recherche que le bas prix et où ils sont obligés de soutenir, contre la mauvaise production germanique, une concurrence désastreuse au rabais.

L'agriculture, qui répandait dans les villages des millions chaque année, est en pleine décadence. Les

1. *Considérations sur les finances et l'administration de l'Alsace-Lorraine sous le régime allemand*, par M. Charles Grad, Paris, 1877.

deux tiers des produits restent sans acheteurs. Puis la dépopulation s'est mise dans les champs et dans les villes. En 1871 les territoires cédés à l'Allemagne comptaient 1,597,200 âmes. Aujourd'hui ils ne contiennent que 1,499,000 habitants, L'émigration est considérable. Il n'y a plus à Metz que 78 hommes pour 100 femmes et à Strasbourg que 83, tandis qu'il y en avait 92, 13 à la fin de 1871. Les jeunes gens fuient avec terreur le service militaire. De 1871 à 1874, sur 112,152 jeunes gens appelés sous les drapeaux, on n'en a trouvé dans leurs foyers que 27,937. En 1876, 6,240 ont été poursuivis pour insoumission à la loi du recrutement.

X

Est-ce à dire cependant qu'il faille rendre l'Alsace et la Lorraine à la France? Non! Comme le dit avec raison M. Himly, la France, à qui un traité les avait cédées comme prix d'une guerre, n'a pas plus de droits traditionnels que l'Allemagne à la possession de ces contrées. Où en serait-on, d'ailleurs, quand nous aurions repris les territoires que notre défaite nous a fait perdre? L'Allemagne ne tarderait pas à vouloir les reconquérir et ce serait entre elle et nous un incessant sujet de querelles. Donc, ne pouvant ni restituer l'Alsace à la France, ni la laisser à l'Allemagne, que faut-il donc en faire, si l'on veut rétablir entre ces deux États une paix durable ?

Il faut la rendre à elle-même.

C'est la seule solution pratique du problème que la force a posé et que la raison doit résoudre.

Ces belles provinces ne veulent pas être Allemandes; il est presque impossible qu'elles redeviennent Françaises; eh bien! qu'elles soient simplement Alsaciennes. Pourquoi ne pourrait-on pas s'entendre pour en faire un État neutre, sous la garantie des grandes puissances, comme le sont la Belgique et la Suisse? La neutralisation de l'Alsace, s'administrant et se gouvernant elle-même, serait pour l'Europe un grand élément d'équilibre et de pacification, tandis que sa germanisation n'est qu'un élément de désordre et de guerre.

Entre les grandes agglomérations nationales, il est indispensable désormais de placer, comme autant de barrières infranchissables, une ligne de petits États neutres destinés à séparer des voisins trop ambitieux ou trop agressifs et à empêcher les chocs immédiats. Si l'Alsace était protégée, des deux côtés, par sa neutralité et son autonomie, il y aurait, entre la France et l'Allemagne, quatre territoires neutres, la Belgique, le Luxembourg, l'Alsace et la Suisse, qui arrêteraient, par leur caractère inviolable, toute armée d'invasion, ou du moins mettraient la barrière et la protestation du droit européen sur les pas de tout conquérant.

L'Alsace neutralisée ne serait inférieure à ces autres États ni en étendue, ni en population, ni en richesse. Elle s'organiserait sous la forme constitutionnelle qui conviendrait le mieux aux intérêts de ses habitants;

elle pourrait obtenir, sous l'égide de l'Europe, soit de la part de la France soit de celle de l'Allemagne, de grands avantages politiques ou économiques.

Ce serait pour ces deux pays la meilleure des citadelles. Ni l'un ni l'autre n'auraient plus à se préoccuper de leurs frontières désormais à distance. Alors, Metz et diverses localités accessoires qui n'ont été enlevées à la France que par des raisons purement stratégiques, pourraient lui être rendues sans danger. On lui donnerait ainsi une satisfaction réelle sans affaiblir la sécurité de l'Allemagne.

Celle-ci, rassurée du côté du Rhin, pourrait se consacrer en paix à l'organisation de son Empire et à la solution des grosses questions intérieures qui la préoccupent. Réconciliée avec la France, elle lierait avec elle des rapports de nature à servir les intérêts des deux peuples. Toutes deux pourraient alors désarmer sans crainte et employer aux travaux de la paix les sommes énormes qu'elles absorbent dans les dépenses de la guerre.

Quant à la France, en abandonnant ses anciens départements du Rhin et en reconquérant la Lorraine, si elle ne pouvait trouver ailleurs quelque compensation matérielle et morale, elle se rappellerait qu'elle a toujours été plus grande par son influence civilisatrice, par les idées de progrès dont elle est le représentant et l'apôtre, que par l'étendue de son territoire. Son histoire lui apprend que ce n'est pas aux époques où elle a eu le plus de provinces, qu'elle a été plus puissante et plus prospère. Elle se conso-

lerait en pensant que la paix, de nouveau consolidée, lui permettra de reprendre dans le monde sa belle et féconde mission. Puisque le sort des armes l'a condamnée à de douloureux sacrifices, ce serait du moins pour elle une joie de ne plus voir aux mains de ses vainqueurs les provinces qu'elle a perdues et de les savoir libres et heureuses sous la sauvegarde de l'Europe entière.

TROISIÈME PARTIE.

LA CIVILISATION ALLEMANDE.

QUESTION PRÉALABLE.

Qui ne se rappelle ce qui se disait en Allemagne lorsque la guerre contre la France y fut résolue ? C'était la lutte sainte de la civilisation contre la corruption. L'Hercule germanique se levait pour aller nettoyer les étables d'Augias de l'immoralité latine. Les Germains, soldats de Dieu, s'armaient pour détruire l'infâme Babylone et faire refleurir sur ses ruines les principes éternels du droit et du devoir.

La victoire a mis ces champions de la morale outragée en mesure d'accomplir leur mission. Quel progrès apportent-ils au monde ? Par quelle loi, par quelle doctrine vont-ils améliorer les mœurs, élever les esprits et marquer une date brillante dans l'histoire du genre humain ? Ces triomphateurs sont-ils vraiment des initiateurs ? Ces guerriers sont-ils des apôtres ? Tiennent-ils dans leurs mains un flambeau radieux ou n'est-ce qu'une torche incendiaire ? Ils disent que nous étions dans les ténèbres et qu'ils veulent nous conduire à la clarté ; quel est le but lumineux où ils tendent et où ils nous entraînent avec eux?

Ces questions sont graves. L'Allemagne doit tenir à honneur de les résoudre avec éclat. Il faut que l'on

sache si elle a mis la force au service de quelque noble idée de civilisation universelle, ou si elle ne l'a employée qu'à une œuvre d'ambition subversive. Il faut qu'on sache si le fer qu'elle agite doit féconder le sol du vieux monde, ou s'il n'est destiné qu'à le bouleverser.

La guerre et la révolution, qui ne marchent, hélas! que dans le sang et le carnage, ne peuvent se justifier, devant la conscience et devant l'histoire, qu'à la condition d'être les instruments terribles et nécessaires d'un grand progrès social et moral.

La France a toujours eu le sentiment de cette vérité supérieure. Chaque fois qu'elle a ébranlé le monde, c'est pour le pousser plus loin et l'élever plus haut. Si le mouvement de 89 a renversé la vieille société et épouvanté les peuples en enfantant les monstruosités de la Terreur, il a produit, en même temps, la déclaration des droits de l'homme et formulé la loi de la société démocratique dont il a été le berceau. Si Napoléon a déchaîné sur l'Europe le démon de la guerre, il y a porté partout, dans les plis de ses étendards, les idées de liberté et d'égalité ; il y a répandu les admirables principes du Code civil et a frappé mortellement la féodalité européenne en émancipant à la fois les rois et les peuples.

Il y a deux sortes de conquérants : ceux qui sont les fléaux de Dieu, comme Attila ; ceux qui sont les soldats de la Providence, comme Napoléon et Charlemagne. Parmi lesquels faut-il classer les Allemands vainqueurs ?

CHAPITRE PREMIER.

THÉORIE DU DROIT DE LA FORCE.

Jean-Paul-Frédéric Richter, cet esprit humoristique qui a raillé si finement ses compatriotes, a dit un jour : « L'empire de la terre appartient aux Français; celui de la mer aux Anglais et celui des airs aux Allemands. » C'est aussi comme une nation d'idéalistes, passionnés pour les abstractions métaphysiques ou se laissant emporter dans les vagues régions d'une rêverie sentimentale, que l'Allemagne est apparue à madame de Staël, qui ne l'a jugée que par les beaux esprits dont elle était entourée à Weimar.

Nous avons vécu sur cette fausse opinion pendant près d'un siècle. Nous avons admiré de confiance, sans l'étudier et surtout sans le comprendre, l'idéalisme transcendant de la patrie de Kant et de Schelling. Nous nous sommes épris, sans le comprendre davantage, du romantisme des deux Schlégel, ces inspirateurs de la Corinne politique que Henri Heine

appelle plaisamment « la grand'mère des doctrinaires ». Pourtant, ce dernier, dans son beau livre sur l'Allemagne, nous avertit charitablement de l'erreur où nous sommes tombés en croyant son pays peuplé de génies purement spéculatifs qui planent de trop haut sur notre humble planète pour se mêler à ce qui s'y passe. Ses paroles ont glissé sur notre esprit léger sans le convaincre. En vain nous a-t-il dit que le Germain, loin de rester dans les régions de l'idéal, était un redoutable réaliste ; en vain nous a-t-il conseillé de nous tenir en garde contre ce terrible voisin ; nous avons haussé les épaules en souriant et nous nous sommes endormis dans notre quiétude. Il a fallu, pour nous réveiller, le coup de foudre de 1870.

Alors nous avons compris, mais trop tard, ce que le spirituel auteur des *Reisebilder* avait écrit sur le mouvement de doctrines qui poussait l'Allemagne, par le panthéisme, le fatalisme et la philosophie de la nature, à ne plus reconnaître d'autre droit que la force ni d'autre morale que le succès.

C'est en effet en ces termes que peut se résumer la science allemande, science nullement théorique mais essentiellement pratique qui, passant du domaine spéculatif dans le domaine politique, a violemment traduit l'idée abstraite en fait matériel.

II

Chaque peuple a défini à sa manière le principe du droit. Pour les Romains, il était dans la justice : pour

les Français, il est dans la raison et dans la liberté ; pour l'école britannique, il est dans l'utilité ; pour l'école allemande, il est dans la force.

Depuis plus de cent ans les philosophes de l'Allemagne ont inauguré un système de fatalisme dans l'histoire et dans la nature, où la volonté et, par conséquent, la liberté humaine sont anéanties sous l'action permanente de forces inconscientes mais omnipotentes qui déterminent l'évolution perpétuelle des individus, des peuples et des races comme celle de l'univers. Le naturalisme, qui est la grande thèse de la philosophie allemande, a ressuscité le dogme mythologique du destin dominant les hommes et les dieux ; mais il a porté plus loin que n'avait osé le paganisme ; il a supprimé l'idée même de divinité, en même temps qu'il supprimait la liberté chez l'homme. Le panthéisme, qui fut sa première formule, n'a pas tardé à aboutir à l'athéisme, qui est sa véritable expression. C'est ce que nous reconnaîtrons bientôt en étudiant l'Allemagne de nos jours au point de vue des croyances religieuses.

Spinoza, on le sait, est le père de cette doctrine qui identifie Dieu avec l'ensemble des êtres et fait du Grand Tout à la fois la cause et l'effet de ce qui existe. Une force naturelle et fatale crée sans cesse, modifie, transforme et détruit toutes choses. C'est la nature qui se produit et se métamorphose d'elle-même, *natura naturans*. Or, la nécessité qui préside au mouvement universel, préside aussi au mouvement historique de l'humanité et aux rapports des êtres. Dès lors, tout ce

qui se produit étant nécessaire, est, par cela même, légitime. La mesure du droit n'est que le degré de force qui, dans l'univers, parmi les peuples ou chez les individus, détermine une manifestation quelconque. « Chacun, dit Spinoza, a autant de droit qu'il a de puissance. » C'est dire que la justification d'un fait est, tout entière, dans sa possibilité. Pouvoir, c'est avoir droit de faire.

Toute l'école allemande est partie de cette donnée fataliste pour en déduire implacablement les conséquences les plus extrêmes. Hégel a surtout donné la formule du principe de Spinoza par sa fameuse maxime : « Le réel est toujours le rationnel. » Ce qui est doit être. Il suffit qu'une chose soit pour que son droit à l'existence soit démontré.

On sait que l'hégélianisme domine en Allemagne sans partage. Il est facile de comprendre ce qu'ont pu devenir, sous l'influence de ces idées, la philosophie du droit et la philosophie de l'histoire.

L'histoire est soumise à la même loi fatale qui régit la nature. La volonté et la liberté n'y jouent aucun rôle. Les événements historiques sont le résultat des tendances générales, de l'état latent ou apparent des sociétés. Ce sont des fruits qui sortent de l'arbre humanité par une force que rien ne saurait comprimer et qui est indépendante des hommes. Ce sont des végétations qui poussent du dedans au dehors du sol politique, nées d'un germe mystérieux qu'ont créé certaines combinaisons d'éléments divers presque toujours invisibles à la surface.

Tandis qu'en France, le cartésianisme nous a habitués à attribuer le mouvement progressif du genre humain à la puissance de l'homme, en Allemagne l'hégélianisme l'attribue sans réserve à la puissance des choses. La force inépuisable du passé produit les conditions du présent. Rien n'y peut contre, ni la volonté des individus ni la prétendue sagesse des législateurs. De même le présent prépare fatalement l'avenir. Si ce qui est devait être, ce qui doit être sera. L'homme s'agite et le destin le mène. Il se croit libre, il est esclave. Il se croit indépendant, ce n'est qu'un atome au sein du Grand Tout, indissolublement lié à l'immense univers qui l'entraîne, l'utilise et le brise enfin dans une impulsion qu'il subit passivement.

Ne pouvant rien devant cette puissance infinie qui l'annihile, l'homme n'a aucun droit dans ses rapports avec la nature ; il n'en a pas davantage dans ses rapports avec la société. C'est dans la nation tout entière, puissance générale et supérieure, qu'Hégel fait résider la force de l'avenir et, par conséquent, la loi du développement historique. L'être social s'absorbe dans la nation, comme l'être naturel s'absorbe dans l'univers. Le droit individuel n'existe pas. La nation, ou plutôt l'État, qui en est l'expression nécessaire, représentent seuls le droit de chacun et celui de tous. « L'homme individuel, dit Hégel, n'est à respecter comme tel que par l'individu, mais non par l'État, car l'État est sa propre substance. » Une fois dans l'État, qui est la force supérieure et l'idée supérieure, l'homme n'a plus de droits personnels. Il n'y a dès lors

d'action juste au point de vue social que celle où l'esprit individuel s'identifie absolument avec l'esprit national, et où la volonté de chacun s'anéantit dans celle du pouvoir.

Ainsi, la force, toujours la force, comprime et emporte fatalement, incessamment, l'être humain et ne lui laisse jamais la faculté de se diriger à son gré au milieu des événements qui se déroulent autour de lui, ni de les diriger lui-même en les dominant.

III

La théorie hégélienne n'est pas seulement la justification du pouvoir absolu, c'en est quelque sorte la déification. C'est le panthéisme politique. L'État, forme nécessaire de la société, entraîne tout dans son orbite. Mais l'État lui-même est entraîné dans l'évolution universelle. L'esprit national qu'il représente doit sans cesse se combiner et s'identifier avec l'esprit des autres peuples dans une attraction irrésistible où le plus fort domine et absorbe le plus faible. Ceci est la théorie internationale du droit de la force.

Qui sont les plus forts? Ce sont ceux qui, supérieurs aux autres physiquement ou moralement, se trouvent mieux en harmonie avec les conditions d'existence au milieu desquelles ils vivent. Ce sont ceux, surtout, qui, grâce à un organisme plus perfectionné, sont en avant des autres dans la voie de l'avenir. A ceux-là la domination appartient légitimement. Ils ont le

droit, ils ont même le devoir d'assujettir tous les êtres inférieurs qui, s'ils étaient maîtres, compromettraient et abaisseraient la loi de l'universelle évolution.

Comment peut se manifester cette supériorité? Comment peut-elle s'exercer? Par le progrès pacifique, par l'instruction, par l'exemple? Non; par la guerre.

L'école allemande admet, en histoire, le système de Darwin. La nature opère sur les peuples comme sur tous les êtres. Les espèces qui, par une cause quelconque, ont perdu leur puissance supérieure, doivent fatalement périr, et celles qui, désormais, sont dignes de la vie et de la suprématie, doivent les détruire et les remplacer. Il n'y a, pour cela, dans l'ordre physique comme dans l'ordre social, qu'à laisser agir les lois mécaniques de la force. Toute race qui perd sa force, perd son droit à l'existence; mais, comme aucune ne se résignera jamais à reconnaître qu'il est juste qu'elle meure, il faut que la question soit tranchée par la guerre, manifestation éclatante des arrêts du destin. « La guerre, dit Hégel, n'est autre chose que le besoin de destruction et l'affranchissement nécessaire. » — « Une intelligence plus profonde de l'histoire, dit Strauss, nous a appris que c'est l'instinct d'expansion des peuples qui éclate dans l'ambition des conquérants et qu'ils ne sont que les représentants d'aspirations générales. » — « La dernière guerre, dit à son tour M. Alexandre Ecker, en parlant de la terrible lutte de 1870, nous fournit la preuve que l'histoire des

nations repose sur des lois naturelles et se compose d'une série de nécessités absolues, série dans laquelle la balance penche toujours du côté du plus fort. »

Gloire donc aux plus forts! gloire à ces héros prédestinés qui portent le fer et le feu dans le monde pour accomplir la loi fatale! Ce sont les exécuteurs des hautes œuvres de la nature. Ce sont les infaillibles justiciers. Ils délivrent les sociétés des éléments caducs et corrompus qui sont condamnés à mort, Place à la force! Elle seule est le droit. Que le destin prononce! Il est la justice! Tout ce qui arrive porte en soi-même sa légitimité, car « le réel est toujours le rationnel! »

IV

Voilà la doctrine allemande. En l'analysant ainsi, nous ne l'exagérons pas. Nous la dégageons des écrits les plus considérables des maîtres de la science. C'est, sous diverses formes, mais avec la plus complète unanimité, la pensée d'Hégel, de Feuerbach, son disciple le plus fidèle, et de toute son école jusqu'à nos jours. C'est celle de Fichte et même de Schelling. C'est, plus près de nous, celle de Strauss, de Schopenhauer, de d'Hartmann, de Kirchmann, de Bluntschli et de la jeune Allemagne tout entière[1]. C'est la croyance générale des

1. Voir principalement Hégel, *Grundlienen der Philosophie des Rechts.*— Schopenhauer, *Parerga und Paralipomena*, 1862.—De Hartmann, *Philosophie der Unbewusten*, 1873. — Bluntschli, *Geschichte der*

philosophes, des hommes d'État, des théologiens même du nouvel empire. Ces idées se sont tellement généralisées, grâce aux formules expressives sous lesquelles elles se sont produites, que sur dix Allemands avec qui on en cause, on n'en trouverait pas deux à peine qui les repoussent. Tous admettent, au contraire, le droit de la force comme le seul principe de ce qui est et de ce qui doit être.

D'après ce système, tout, dans le mouvement universel, social, national et individuel, se réduit à un conflit incessant de forces opposées où, en droit comme en fait, le triomphe est le prix non pas de la valeur civilisatrice, mais de la puissance matérielle. C'est la guerre érigée en principe, la guerre éternelle entre les États, entre les races, entre toutes les classes de la société.

Ce que cette doctrine a produit, l'histoire de notre siècle l'a écrit en caractères de sang. Le débordement du socialisme n'a pas d'autre cause. « Que m'importe le droit, dit Max Stirner, un hégélien qui est en même temps un des apôtres du radicalisme, que m'importe le droit, je n'en ai pas besoin. Ce que je puis acquérir par la force, je le possède et j'en jouis. » Le débordement du militarisme n'a pas d'autre origine. Dès qu'on proclame le droit de la

Staatsrechts, 1873. — Kirchmann, *Die Grundbegriffe des Rechts und der moral*, 1869. — Strauss, *Mélanges philosophiques et religieux*, 1837. — *Die Alte und die neue Glaube*, 1873. — Consulter surtout les beaux travaux de M. Janet sur l'École allemande depuis Hégel, *Revue des Deux-Mondes*, 1877, passim.

force, chacun ne peut plus avoir d'autre ambition ni d'autre but que de devenir le plus fort afin de pouvoir dominer. Dès qu'on affirme que les races supérieures ont le droit de supprimer violemment les races inférieures, chaque famille de peuples se prétend supérieure aux autres et aspire à les absorber ou à les détruire. Il ne s'agit plus seulement, pour les diverses nationalités, de se reconstituer; il s'agit de devenir le Grand Tout au sein duquel les autres nations ne seront que des éléments subordonnés. Toutes s'attribuent une mission prédestinée pour l'accomplissement de laquelle le glaive doit déblayer le terrain et faire le triage des espèces appelées à vivre et des espèces condamnées à périr. A l'exemple de la mystérieuse nature qui détruit tout ce qu'elle produit, le champ de l'évolution historique engloutira successivement toutes les races qui s'y élèveront. Dans la lutte pour la suprématie, comme dans celle pour l'existence, les plus forts dévoreront les plus faibles et le combat n'aura plus de fin.

C'est à cette monstrueuse théorie, si propice à l'ambition des conquérants, si goûtée par certains hommes d'État faciles à admettre le droit de la force, que l'Europe doit de n'être plus aujourd'hui qu'un vaste camp où tous les peuples, formidablement armés les uns contres les autres, sont toujours prêts à tout entreprendre, convaincus que tout ce qu'ils peuvent leur est permis.

Voilà comment l'Allemagne du XIX^e^ siècle a conçu le principe du droit. Voilà l'idéal germain dont on voudrait faire l'idéal humain!

V

Si telle devait être la direction de la société moderne, ce n'est pas vers la civilisation qu'elle marcherait; elle retournerait à la barbarie. La notion du droit n'était pas différente dans les forêts où vivaient les ancêtres des Allemands et les nôtres. Elle ne l'est pas davantage aujourd'hui parmi les peuplades sauvages de l'Afrique et de l'Océanie. La philosophie allemande entoure de savantes considérations la théorie du droit de la force; les races primitives n'avaient pas eu besoin de ces raisonnements raffinés. L'instinct bestial, qui est au fond de la nature humaine, leur en a appris plus que ne pourront dire jamais les Hégel et les Feuerbach. Les fauves terribles qui peuplent les grands bois n'ont pas de philosophes pour leur enseigner, par raison démonstrative, qu'ils ont le droit, étant les plus forts, de déchirer et de manger les plus faibles. Ils ont faim de chair; ils ont soif de sang; ils s'appellent lions; cela suffit pour légitimer leurs assassinats. Or, il y a des races de proie comme il y a des animaux de proie; mais celles-là possèdent des métaphysiciens retors et des sophistes qui prouvent, en trois points, par tous les syllogismes de l'école, que les spoliations et les massacres de peuple à peuple sont une loi de leur destinée et que le destin est toujours juste, puisqu'il est irrésistible.

Heureusement, c'est en vain que la science germanique persiste dans cette doctrine monstrueuse qu'elle a inventée juste au moment où la Prusse inaugurait, avec Frédéric le Grand, la politique de la guerre; le monde civilisé ne la croira pas et il ne consentira pas à la suivre.

Le système d'Hégel et de ses disciples repose, en effet, sur une immense équivoque qu'il suffit de signaler pour en faire justice.

Ce qui est a, certainement, sa raison d'être, en ce sens qu'il doit sa réalité à des causes suffisantes pour le produire: mais cela ne prouve pas qu'il soit juste, dans le sens que l'école française donne à l'idée du droit, ni qu'il soit utile, dans le sens qu'y donne l'école anglaise. Si par ces mots : « le réel est rationnel, » Hégel et son école avaient simplement voulu dire que tout fait historique vient d'un enchaînement de circonstances, bonnes ou mauvaises, qui l'amènent naturellement, il n'y aurait rien à objecter. Mais ils ne se bornent pas à expliquer le fait, ils le justifient quel qu'il soit. Ils en font le *summum fatum*, la loi que rien ne peut ni ne doit modifier. C'est là l'erreur contre laquelle protestent toutes les voix de la conscience.

L'idée de justice est en nous, indépendante de ce qui se passe autour de nous, lumière éternelle qui éclaire le bien et le mal et guide l'homme et l'humanité. Cette idée juge souverainement le fait, le glorifie ou le condamne. Elle seule est le droit; elle seule proclame le droit. Le fait injuste a beau être triomphant, l'idée morale le domine et lui crie et crie au

monde qu'il est l'erreur, qu'il est l'iniquité, qu'il est le crime. Le fait a beau prétendre qu'il naît d'une force fatale à laquelle ont obéi ceux qui l'ont accompli et à laquelle tout doit se soumettre; l'idée, qui était avant lui et qui sera après lui, lui crie qu'il est l'œuvre réfléchie de la volonté et de la liberté, lesquelles sont malfaisantes ou bienfaisantes suivant la nature de l'agent raisonnable et responsable qui les met en mouvement.

La force peut opprimer le droit; elle ne le prime jamais. C'est en vain que l'école allemande, résolvant, par le panthéisme et le fatalisme, le formidable problème de la Providence, déifie la force, légitime la tyrannie des rois et la violence des conquérants, les peuples civilisés ne s'abaisseront pas à reconnaître qu'un forfait réussi n'est pas un forfait, que la moralité d'un acte dépend exclusivement de son succès et qu'il suffit d'être le plus fort pour avoir raison.

VI

Ce qu'il y a de particulièrement grave dans cette théorie païenne, c'est qu'en détruisant l'idée morale du droit, elle détruit, en même temps, l'idée morale du devoir. Il n'y a plus, ni pour l'homme, ni pour la société, obligation de faire un perpétuel effort vers un idéal de vertu et de progrès, dès que tout est régi par des forces invisibles et invincibles. Pourquoi se gêner de faire ce qui plaît, fût-ce au préjudice d'au-

trui, dès que l'acte qu'on accomplit dans ce but, si inique, si oppressif qu'il puisse être, n'est que la loi du destin et que, par cela seul qu'il est, il doit être proclamé juste? La philosophie de la morale, d'après ces principes, aboutit à dire qu'il n'y a pas de morale, comme celle du droit arrive à affirmer qu'il n'y a pas de droit.

En quoi donc consiste le devoir? A se soumettre à l'État qui, d'après Hégel, représente seul le droit supérieur ou plutôt la force souveraine, et domine tous les individus. Mais quoi? si l'État commande l'injustice, s'il est le despotisme et la cruauté, faudra-t-il obéir sans protestation? Oui. L'obéissance passive est le dernier mot du fatalisme allemand. L'État n'est pas, comme l'a dit Rousseau, un contrat social où des obligations réciproques garantissent les droits des gouvernants et ceux des gouvernés; ce n'est pas le produit du libre consentement des citoyens ni la résultante des volontés de tous; « c'est, dit un des chefs supérieurs de l'enseignement en Allemagne [1], un produit de l'histoire placé au-dessus des discussions, un organisme qui a sa fin et ses lois, et que les hommes d'aujourd'hui, s'il était détruit, ne pourraient pas reconstituer ». L'État, en qui s'incarne la force de tous, a seul droit de préciser ce qui doit se faire et ce qui ne doit pas se faire. Nous avons l'habitude de considérer l'État comme l'expression de l'intérêt et de la volonté générale, les Allemands

1. M. Palmer, directeur de l'enseignement en Wurtemberg. (Voir *Souvenirs d'un voyage scolaire en Allemagne*, par Michel Bréal.)

n'y voient que la manifestation de la force collective. La force de tous s'impose à la force de chacun et l'annule en la dominant. Toute la morale est là.

Ces théories ne sont pas restées, chez nos voisins, dans les régions vagues des systèmes philosophiques. C'est sur l'application de ces principes que la Prusse a fondé sa puissance politique. Nulle part l'État n'a été conçu et organisé dans des conditions plus absorbantes à l'égard des gouvernés ; nulle part l'homme ne s'appartient moins ; nulle part il n'est plus inflexiblement plié à la soumission, dès son enfance. Constituée politiquement et moralement sur le droit de la force, la Prusse a toujours été disciplinée comme un régiment. Elle façonne maintenant l'Allemagne entière à ce système. Mais que les Allemands y prennent garde ! Si l'ordre, si le respect de la loi ne sont qu'une question de force, cette doctrine, qui justifie l'omnipotence de l'État, justifie d'avance toutes les insurrections. La guerre civile est aussi légitime que la guerre étrangère, la résistance au pouvoir est aussi légitime que l'autorité du pouvoir, pourvu que ceux qui résistent aient assez de force pour être victorieux. Les révolutionnaires de 89 avaient déclaré que l'insurrection est « le plus saint des devoirs » ; les doctrinaires de l'Allemagne, en ont fait, sans s'en douter peut-être, « le plus sacré des droits ». Hégel a eu pour but, dans son imprudente doctrine, de donner une base philosophique à l'autocratie politique ; tôt

ou tard l'*Internationale* mettra en pratique ces maximes pour le triomphe de la démagogie.

Veut-on savoir d'ailleurs où ont abouti déjà, dans l'ordre moral, en attendant qu'elles produisent toutes leurs conséquences dans l'ordre social, ces lamentables négations du droit et du devoir? Qu'on lise Schopenhauer et de Hartmann, deux philosophes d'un grand mérite, qui expriment en Allemagne la synthèse du mouvement philosophique contemporain. Ils déclarent que le devoir, l'obligation morale, « l'impératif catégorique » dont parle Kant, qu'ils appellent dédaigneusement le père Kant, *der Vater Kant*, « sont des contes théologiques bons pour les enfants et les nourrices ».

S'ils persistent dans cette étrange notion du droit, s'ils continuent à déifier l'État, les Allemands doivent renoncer, dès à présent, à posséder jamais ni à pratiquer les belles institutions des peuples libres. Le fatalisme tue la liberté politique comme il tue la liberté individuelle. S'il justifie tous les conquérants, il justifie aussi tous les tyrans. Celui qui a la force ayant le droit, le troupeau humain lui appartient sans réserve. Tout dompteur de peuples est grand, glorieux et légitime par cela même qu'il a la puissance.

L'école hégélienne admet, dans le gouvernement des États, le même principe que dans le mouvement de l'univers, les rapports des peuples et des individus. Le plus fort doit régner. Avoir la force, c'est avoir la supériorité. Être puissant, c'est être grand. Nous avions toujours cru que la grandeur morale était le

titre nécessaire de la suprématie et que le grand homme était celui qui résumait en sa rayonnante personnalité, non-seulement les vertus, le génie, les nobles aspirations qui élèvent un esprit d'élite au-dessus du niveau général de son temps, mais encore toutes les grandes idées de son siècle. Les hégéliens considèrent ces conceptions comme des vieilleries qui ne sont bonnes qu'à mettre au rebut. Pour eux, le signe irrécusable du génie c'est le succès. La couronne appartient de droit à celui qui est assez fort pour s'en emparer. Dès ce moment il est l'expression légitime de l'idée générale et « peut regarder tout l'être humain comme une matière qu'il s'approprie ».

Voilà, au point de vue du droit social et moral, ce que la culture allemande peut offrir à la société du XIX^e^ siècle; c'est la négation de la liberté et la justification de la force.

L'école qui a formulé cette doctrine désolante, logique avec elle-même, l'a poussée jusqu'à ses dernières conséquences. Après avoir réduit l'idée du droit à un simple fait, elle est remontée au principe même des choses et elle l'a matérialisé comme elle matérialise le principe de la loi morale. Dans la sphère des croyances métaphysiques et religieuses, nous allons la retrouver identique à ce que nous venons de la voir dans la sphère des sciences historiques et sociales. Après avoir anéanti la liberté humaine dans l'évolution fatale de l'humanité, elle complète son œuvre en anéantissant Dieu dans le mouvement fatal de l'univers.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LA PHILOSOPHIE DE LA NATURE ET DE L'INCONSCIENT.

I

Anéantir Dieu ! Les Titans philosophiques du germanisme ont conçu, comme leurs ancêtres mythologiques, cet impie dessein. Ils ont escaladé le ciel, entassant Pélion sur Ossa, pour aller y détrôner Jupiter, au risque de retomber foudroyés sur la terre à l'exemple des géants antiques. Suivons-les dans leurs assauts contre ce Dieu mystérieux que, depuis l'origine des âges, les hommes se sont accoutumés à adorer. C'est au matérialisme le plus effréné qu'ils vont nous conduire.

La critique des diverses formules religieuses et des dogmes prétendus révélés a toujours été la préoccupation de la raison humaine dans tous les pays et à tous les âges. L'esprit des penseurs n'a jamais cessé d'être fixé sur le sombre problème de la cause première qui a enfanté tout ce qui existe. Malheureu-

sement le voile qui cache à nos faibles yeux les mystères de l'infini et de l'éternel est aussi impénétrable aujourd'hui qu'à toute époque. N'importe ! la philosophie s'obstine à vouloir le soulever, ne se contentant jamais des affirmations dogmatiques par lesquelles les religions tranchent souverainement cette question obscure et imposent la foi, ne pouvant convaincre l'intelligence.

Nulle part la lutte du rationalisme contre le dogmatisme n'a été plus vive et plus ardente qu'en France ; mais elle y a été éclairée et soutenue par une philosophie éminemment spiritualiste qui n'a détruit aucune des forces morales que la religion donne à l'homme terrestre, aucune des espérances et des consolations qu'elle offre à ses maux d'ici-bas. La théocratie y a été vaincue par la raison ; le fanatisme y a fait place aux inspirations de la tolérance universelle, mais les principes fondamentaux de l'idée religieuse y sont restés intacts et se sont même élargis en s'élevant.

Le XVIII^e^ siècle tout entier est rempli par ce combat énergique de la raison contre la foi ; mais « l'infâme » que voulaient écraser les Encyclopédistes, ce n'était pas l'idée religieuse, c'était l'idée théocratique dont l'Église catholique est, dans ce monde, la plus complète expression. Ils cessaient d'être chrétiens, mais ils se faisaient gloire d'être déistes. Ils ne croyaient ni à la révélation du Sinaï, ni à la divinité de Jésus, ni à la virginité de Marie, mais ils croyaient en Dieu, ils croyaient à sa puissance créatrice, à l'immortalité de

l'âme, à une vie future, à la responsabilité morale de l'être humain. Ils n'étaient ni catholiques, ni protestants, ni juifs, ni musulmans, ni bouddhistes, mais ils n'étaient pas athées. S'ils démolissaient les Églises existantes, ils jetaient du moins les fondements de l'Église de l'avenir et ne livraient pas l'homme mortel à la désespérante perspective du néant.

La Révolution française, à son tour, en abolissant les cultes chrétiens, a attesté, même au milieu des saturnales de la Terreur, qu'elle gardait le respect de l'idée religieuse sans laquelle la loi morale n'est qu'un vain mot. A côté de la déclaration des Droits de l'homme, Robespierre, et ce sera une atténuation de sa dictature de sang; a fait inscrire l'affirmation solennelle que « le peuple français croit à l'Être suprême et à l'immortalité de l'âme ».

L'école philosophique française du XIX^e^ siècle n'a pas une voix discordante sur les vérités essentielles de la métaphysique. Sans doute, nous n'avons pas échappé plus que les autres peuples à l'action dissolvante de ce matérialisme païen qu'on appelle aujourd'hui « la libre pensée », mais, jusqu'à présent, Dieu merci ! il n'a atteint que les couches inférieures de la société et n'a été prêché que par des écrivains de médiocre valeur. Les grands penseurs de notre temps sont tous des spiritualistes convaincus pour qui la croyance en Dieu, source éternelle du droit et du devoir, reste au-dessus de tout doute et de toute contestation.

En Allemagne, c'est tout le contraire. La négation de l'idée de Dieu est venue des sommets de la philo-

sophie. Elle a envahi d'abord les hautes classes et c'est de là qu'elle s'est répandue ensuite dans tout le peuple.

II

Le mal date de loin. Pour en préciser l'origine, il faut remonter à Spinoza, au « grand et saint Baruch », comme dit Henri Heine. Le panthéisme du philosophe d'Amsterdam s'est, depuis plus de cent ans, emparé de l'Allemagne entière. Sous des formes et des mots divers, il se retrouve dans tous les systèmes qui se sont formulés depuis lors et a produit ce qu'il devait infailliblement produire, l'athéisme.

C'est une chose vraiment étrange que de voir la philosophie allemande, l'ennemie implacable de la théologie, s'acharner, comme elle n'a cessé de le faire à l'imitation des religions révélées, à vouloir expliquer et définir Dieu ! Depuis plus de cent ans, elle n'a pas eu d'autre objectif. En France, la critique s'est bornée à creuser et à détruire le credo des Églises. En Allemagne elle s'est attaquée sans relâche à la cause première, de quelque nom qu'on veuille l'appeler ; elle a dogmatisé sur le principe des choses avec autant d'assurance que si ses hypothèses étaient une révélation.

Du premier effort, elle a chassé des cieux infinis le Dieu personnel des Juifs et des Chrétiens et l'a identifié avec l'univers visible. Dieu n'est plus en dehors du

monde, ni au-dessus du monde, il est dans le monde même. Spinoza l'affirme et il faut le croire, car c'est par des formules mathématiques qu'il établit le dogme du panthéisme. La substance absolue se manifeste par la pensée et par l'étendue infinie. Toutes les choses finies ne sont que des modes de la substance absolue. L'esprit humain n'est qu'un rayon lumineux de la pensée infinie ; le corps humain n'est qu'un atome de l'étendue infinie. Dieu, ou plutôt l'absolu, est donc tout ce qui est ; il est la matière autant que l'esprit et l'un et l'autre sont également divins.

L'école allemande n'a plus dévié de cette doctrine qui est la réhabilitation, que dis-je ? la déification de la matière. Mais, sur la pente glissante du panthéisme, elle n'a pas tardé à abandonner le parallélisme où Spinoza s'était efforcé de maintenir péniblement en équilibre la pensée et l'étendue. Le mysticisme chrétien avait condamné la matière au nom de l'esprit ; le réalisme allemand a anéanti l'esprit dans la matière.

Il s'est bien fait en Allemagne, au XVIII^e^ siècle, une tentative modeste de réaction en faveur du Déisme. Wolff, Lessing, Mendelsohn essayèrent, un moment, de relever le Dieu de la Bible et de l'Évangile. Vain effort ! Au moment où la révolution politique éclatait en France, l'Allemagne s'enthousiasmait pour l'œuvre capitale de Kant, la *Critique de la raison pure*, qui combat et renverse toutes les preuves de l'existence de Dieu et que Henri Heine appelle spirituellement « le 21 janvier du Déisme ! »

Kant, tout en détruisant, au fond, l'idée de Dieu,

la respectait néanmoins dans la forme. Fichte est allé plus loin en inaugurant l'idéalisme transcendantal qui n'est qu'une négation absolue, car il se résume dans cette pensée que « toutes les choses n'ont de réalité que dans notre esprit ». Quant à ses idées sur Dieu, la dissertation qu'il publia dans son *Journal philosophique*, sous ce titre : *Des raisons que nous avons de croire à un gouvernement du monde par Dieu*, si ce n'est pas une doctrine d'athéisme, y ressemble de fort près. Du moins l'Électeur de Saxe le pensa ainsi, car il fit saisir l'écrit de Fichte et le fit admonester officiellement. Pour juger s'il eut raison, il suffit de citer le passage suivant de la dissertation incriminée : « L'ordre moral vivant et agissant est Dieu même. Nous n'avons pas besoin d'autre Dieu et ne pouvons pas en comprendre d'autre. Il n'y a dans la raison aucun motif pour sortir de cet ordre moral de l'univers et pour admettre encore, au moyen d'une conclusion de l'effet à la cause, un être particulier comme source de cet effet. »

Cela s'enseignait au moment même où brillait de tout son éclat, au delà du Rhin, le mouvement littéraire dont Herder, Gœthe, Schiller et Lessing étaient les chefs et que Gervinus a nommé, dans l'ordre de la pensée, « le 89 de l'Allemagne ». Mais la littérature était animée du même esprit dont s'inspirait la philosophie. Le panthéisme avait envahi l'art allemand comme il possédait la science. Gœthe, que ses contemporains eux-mêmes ont surnommé « le grand païen », Gœthe le plus illustre des lettrés de son temps,

est un panthéiste qui ne cache pas sa croyance. Henri Heine a dit de lui que c'était « le Spinoza de la poésie » ; il ne s'est pas trompé. Dans ses mémoires, l'auteur de Faust ne dissimule pas son admiration pour les doctrines du grand Baruch et tous ses écrits portent l'empreinte des idées du philosophe d'Amsterdam. Dans Werther, il s'identifie avec la nature ; dans Faust, il met en œuvre toutes les forces de la terre ; dans ses chansons, qui sont l'expression la plus vive de sa pensée, le panthéisme coule à pleins bords.

Quand une doctrine descend des sommets sublimes, mais nuageux, de la philosophie dans les régions en fleurs où la poésie s'ébat, elle peut être sûre de conquérir l'esprit des masses. Les chants des poëtes, aimés de la foule, la popularisent sous une forme séduisante en la dépouillant de son enveloppe scientifique. A la fin du dernier siècle, le panthéisme était déjà la vraie, la seule religion de l'Allemagne. La voie était ouverte qui devait mener de là à l'athéisme de nos jours. Pas un des grands penseurs, pas un des disciples ne s'en sont écartés depuis lors.

III

Dans le même temps que Fichte apparaît Schelling et, avec lui, ce pittoresque système de « la philosophie de la nature », qui a failli entraîner Cousin lui-même et qui, poussé par Hégel et son école à ses

dernières limites, est aujourd'hui la foi de l'Allemagne entière.

Au fond, la philosophie de la nature n'est que le panthéisme de Spinoza et le développement de la théorie de Fichte. Schelling enseigne, comme Spinoza, qu'il n'existe qu'un seul être, l'absolu; il enseigne, comme Fichte, que l'idéal et le réel sont identiques. Seulement, tandis que ce dernier part de l'idée pour arriver au monde des faits et crée la nature par la pensée, Schelling réduit la nature en pensée et le réel en idéal. Il va, en outre, plus loin que Kant dans la démolition des preuves de l'existence de Dieu, car il renverse sans scrupule la présomption morale que Kant avait laissée subsister avec un certain respect. Le Dieu de Schelling est l'identité absolue de la nature et de la pensée, de la matière et de l'esprit. Ce n'est pas la cause du monde, c'est le monde lui-même, car l'identité absolue est nécessairement la totalité absolue.

Vers la fin de sa carrière, Schelling, il est vrai, abjura ses premières doctrines. Répondant à l'appel de Frédéric-Guillaume III, il vint combattre à Berlin l'influence des principes mêmes qu'il avait répandus. Cette palinodie, qu'il a fait de vains efforts pour dissimuler sous des sophismes, a discrédité sa mémoire sans servir la cause dont il s'était fait le défenseur *in extremis*. La philosophie de la nature, soutenue avec une puissance inimitable par un génie de premier ordre, a définitivement triomphé.

Ce génie, c'est Hégel. Élève de Schelling, il s'est emparé de l'idée du maître et l'a prodigieusement dé-

passé en l'éclipsant. Hégel est la dernière expression de l'école panthéiste. Spinoza avait universalisé le Grand Tout ; Fichte l'avait idéalisé ; Schelling l'avait naturalisé ; Hégel l'individualise. Le Dieu monde, le Dieu idée, le Dieu nature, devient, dans l'Hégélianisme, le Dieu homme. L'idée absolue, s'ignorant d'abord elle-même, se cherchant avec avidité, traversant tout l'univers, s'élevant, par degrés, du minéral au végétal, du végétal à l'animal, est enfin arrivée à l'homme en qui elle s'est incarnée et reconnue. C'est l'humanité qui est Dieu ; c'est le moi humain qui est le moi divin ; il n'y en a point d'autre.

Le paganisme avait fait autant de dieux de toutes les forces naturelles ; l'Hégélianisme fait des dieux de tous les hommes, tout en les soumettant, ainsi que nous l'avons déjà dit, à la loi inflexible du destin, à la force irrésistible qui règle souverainement tous les mouvements de l'humanité, tous les faits de l'histoire et tous les actes des individus.

Hégel a terminé la révolution philosophique de l'Allemagne. Lui aussi est un Dieu que nos voisins adorent comme l'expression vivante de l'éternelle vérité. Spinoza et Hégel ! L'Allemagne ne pense, ne croit que par ces deux génies du panthéisme. Depuis Hégel il n'y a plus eu que des développements de sa pensée. Ses disciples se sont étudiés à la propager comme l'Évangile du monde moderne ; mais, ainsi qu'il arrive toujours, en l'expliquant ils l'ont exagérée.

Feuerbach s'est attaché à préciser ce qu'on peut appeler, dans le système d'Hégel, la religion de l'hu-

manisme. Pour lui Dieu n'est pas. Ce que l'humanité a si longtemps adoré, c'est elle-même. Ce sont ses idées les plus hautes, ses sentiments les plus purs auxquels elle a attribué une existence distincte et qu'elle nomme Dieu. Dieu n'est que notre figure reproduite dans un merveilleux mirage; c'est le reflet sublimé, c'est l'ombre grandiose du genre humain. Il est temps que l'humanité, pareille à Narcisse s'admirant dans l'eau d'une fontaine, s'arrache à cette contemplation stérile et que, se connaissant elle-même, elle ait conscience de sa divinité.

Max Stirner est venu prouver que cette religion de l'humanisme est encore une croyance théocratique, une erreur sacerdotale, *ein Pfaffenthum*. D'après lui, Feuerbach soumet l'homme à quelque chose d'extérieur contraire à l'idée absolue. La formule de l'Humanisme est que l'humanité est Dieu par rapport à l'individu; *homo homini Deus*. Or il ne peut rien y avoir en dehors ni au-dessus de l'individu, ni divinité, ni humanité. Le droit, la force, c'est-à-dire le principe divin, se résument donc tout entiers dans le moi individuel : *homo sibi Deus*. L'homme n'a d'autre Dieu que lui même !

IV

Cependant le Spinozisme et l'Hégélianisme n'ont pas nié Dieu absolument. Ils l'identifient avec le monde, avec l'humanité, avec l'homme; ils ne le suppriment pas.

Ce qu'ils n'admettent pas, c'est le Dieu extramondain, la providence créatrice, conservatrice et rémunératrice des Juifs, des Chrétiens et des Déistes. La jeune Allemagne elle-même ne vit d'abord, dans leurs systèmes, que la mort du déisme personnel et elle s'en réjouit comme d'un grand progrès. C'est ce que Henri Heine exprimait en ces termes [1] :

« Des deux côtés du Rhin, nous voyons la même rupture avec le passé... En France tout droit, en Allemagne toute pensée sont mis en accusation et forcés de se justifier. Ici tombe la royauté, clef de voûte du vieil édifice social; là-bas le Déisme, clef de voûte de l'ancien régime intellectuel.

» La révolution politique, qui s'appuie sur les principes du matérialisme français, ne trouvera pas des adversaires dans les panthéistes, mais bien des auxiliaires qui ont puisé leurs convictions à une source plus profonde..... Nous poursuivons le bien-être de la matière, le bonheur matériel des peuples, non que nous méprisions l'esprit, comme le font les matérialistes, mais parce que nous savons que la divinité de l'homme se révèle également dans sa forme corporelle... Nous ne combattons pas pour les droits humains des peuples mais pour les droits divins de l'humanité. C'est en cela, ainsi que sur maint autre point, que nous nous séparons des gens de la révolution. Nous ne voulons ni sans-culottes, ni bourgeoisie frugale, ni présidents modestes; nous fon-

1. Henri Heine, *De l'Allemagne,* IIe partie.

dons une démocratie de dieux terrestres, égaux en béatitude et en sainteté. Vous demandez des costumes simples, des mœurs austères et des jouissances à bon marché ; nous, au contraire, nous voulons le nectar et l'ambroisie, des manteaux de pourpre, la volupté des parfums, des danses de nymphes, de la musique et des comédies.

» L'Allemagne est à présent la terre fertile du Panthéisme. Cette religion est celle de nos plus grands penseurs, de nos meilleurs artistes et le Déisme y est détruit en théorie. On ne le dit pas, mais chacun le sait. Le Panthéisme est le secret public de l'Allemagne. Dans le fait, nous avons trop grandi pour le Déisme. Nous sommes libres et nous ne voulons point de despote tonnant ; nous sommes majeurs et nous n'avons plus besoin de soins paternels. Nous ne sommes pas non plus les œuvres d'un grand mécanicien. Le Déisme est une religion bonne pour des esclaves et pour des enfants...

» Un effroi respectueux, une mystérieuse piété ne nous permettent pas d'écrire aujourd'hui davantage. Notre cœur est plein d'un frémissement de compassion... car c'est le vieux ciel lui-même qui se prépare à la mort !... Rien n'a pu le sauver ! N'entendez-vous pas résonner la clochette ? A genoux ! On porte les sacrements à un Dieu qui se meurt ! »

Par ces paroles, bien plus intelligibles aux masses que l'obscure phraséologie des philosophes, les chefs de la jeune Allemagne ont fait pénétrer dans toutes les âmes le culte du panthéisme élevé sur les débris

des anciennes religions; mais Henri Heine est un croyant quand on le compare aux disciples effrénés de l'Hégélianisme.

Un jeune hégélien, dont nous avons déjà parlé, M. Charles Grün [1], a révélé, à son tour, le point où est arrivée rapidement l'école subversive dont il fait partie. Ce n'est pas seulement le Dieu des déistes que renverse la nouvelle philosophie, c'est le panthéisme lui-même, c'est le principe même de l'absolu, c'est-à-dire l'idée religieuse sous sa forme la plus réduite.

Nous avons en France la terreur de la démagogie et du matérialisme sur lequel elle fonde ses projets de bouleversement; mais nous ne nous figurons même pas ce que sont les démagogues athées qu'on trouve en Allemagne et dont, en 1845, M. Grün exprimait les opinions. Quand il parle de Robespierre et des hommes de 93, il ne les blâme que d'avoir conservé quelques principes religieux. « Robespierre, dit-il, n'est pas tombé pour avoir imposé sa foi, mais seulement pour s'être occupé de religion. Si Robespierre eût pris à Rousseau la vigueur morale de ses doctrines et à Voltaire sa pensée antireligieuse, Robespierre eût été l'initiateur du monde nouveau. Mais cette tâche n'était pas possible alors; elle devait être la mission de notre temps. »

M. Grün n'admire en France que Proudhon qu'il loue d'avoir rejeté toute religion et toute philosophie. Cependant Proudhon lui paraît encore incom-

1. *Die soziale Bewegung in Frankreich und Belgien.* 1845, Darmstadt.

plet, car il admet la métaphysique et la considère comme aussi certaine que les mathématiques. L'athéisme allemand ne saurait accepter cette hérésie. Écoutons M. Grün disputant sur ce point avec le socialiste français.

« Tu es dualiste, je te le disais l'autre jour. Il y a dans ta théorie quelque chose au-dessus de l'homme. Oui, tu lui prends sa meilleure part, la science, et tu en fais une sorte de puissance supérieure, une puissance divine... Je ne veux pas de ta société, tu es religieux. — Moi ? Quelle plaisanterie ! — Tu as un Dieu ! — Lequel ? — L'intelligence ! Tu as aussi une théologie. — Laquelle ? — La métaphysique ! »

V

On remarquera que, dans cette analyse du mouvement des croyances en Allemagne, je ne m'occupe que des grands écrivains qui, en tout siècle, sont les esprits directeurs de leurs contemporains. Je laisse de côté la foule des disciples qui, se lançant dans la voie ouverte par les maîtres, tombent toujours dans les excès et faussent les principes qu'on leur a enseignés. C'est de haut qu'est venue chez nos voisins l'impulsion antireligieuse et qu'elle est bientôt descendue jusque dans les dernières couches sociales.

L'Allemagne de nos jours, surtout la jeune génération, et je parle ici de la plus studieuse, de la plus intelligente, de la plus élevée, est acquise sans ré-

serve aux doctrines hégéliennes. Quand on parle à ces jeunes hommes du bon Dieu, tel que nous l'avons adoré dès notre enfance, ils sourient avec une compassion railleuse. Le bon Dieu, c'est un mythe de vieille femme. D'abord, il n'y a pas de Dieu; il n'y a que la nature dont les forces occultes agissent d'elles-mêmes sans qu'aucun être, aucune cause première leur aient donné la vie et le mouvement. Ensuite, Dieu ou nature, ce principe des choses ne saurait être appelé bon. Il n'a ni bonté ni méchanceté; il ne sait pas lui-même ce qu'il fait ni pourquoi il le fait. Il produit des forces par une force fatale qui est en lui.

La doctrine de l'Inconscient, *des Unbewustens*, est, à l'heure actuelle, le dernier mot de la philosophie allemande. Elle a été formulée par un philosophe d'un grand talent, qui maintenant fait école. Il se nomme M. de Hartmann [1]. Dans son système qui n'est qu'une forme du panthéisme et du naturalisme, le « Tout-Un », l'être unique et identique dont tous les êtres sont des manifestations, crée involontairement et inconsciemment, et, dès lors, il crée sans raison et sans but. Les êtres qui s'agitent dans l'univers y existent, s'y transforment, y périssent sans cause finale. Rien n'est en vue d'une fin déterminée. Le destin, ou plutôt le hasard, a tout fait. Hégel, en proclamant que le réel était rationnel, avait encore admis, au moins en

1. M. Édouard von Hartmann est fils d'un général prussien et est né à Berlin en 1842. Son ouvrage principal, *Die Philosophie des Unbewustens*, a été publié à Berlin en 1873.

principe, l'idée de finalité ; la dernière école la supprime.

En même temps que d'Hartmann effaçait ainsi les derniers vestiges de l'idée de Dieu, Strauss, après avoir ébranlé les fondements du Christianisme dans son retentissant ouvrage sur la *Vie de Jésus*, et établi, dans un livre plus récent, *die Christliche Glaubenslehre*, que chacune des doctrines chrétiennes a terminé son évolution, formulait, à son tour, la négation de l'idée religieuse. En 1872, il publiait, comme une synthèse générale, un écrit intitulé l'*Ancienne et la nouvelle foi*, *die alte und die neue Glaube*. Or, quelle est la foi nouvelle qui a pour toujours détrôné l'ancienne? C'est le matérialisme le plus réaliste qui se puisse imaginer.

Strauss résume l'état des croyances actuelles sous la forme de quatre questions principales : 1° La société est-elle encore chrétienne? — 2° Est-elle religieuse? — 3° Quelle idée faut-il se faire de l'univers et de Dieu? — 4° Comment faut-il régler sa vie?

Les travaux antérieurs de l'auteur de la *Vie de Jésus* rendent facile sa réponse à la première question. A ses yeux le Christianisme est définitivement perdu, renversé à jamais par le progrès de l'esprit humain, frappé d'un coup mortel par Hégel et la philosophie allemande.

Sur la seconde et la troisième question, Strauss n'hésite pas davantage. Non, dit-il, la société n'est plus religieuse si on entend par religion une foi quelconque en un Dieu personnel et conscient ; mais elle l'est si on reconnaît que la religion des temps modernes se confond avec le sentiment du rapport qui existe entre

l'homme et l'univers. Ce rapport, quel est-il? C'est celui qu'ont défini Spinoza, Schelling, Hégel et leurs disciples. Il ne faut plus comprendre le monde comme un ensemble de choses se succédant dans le temps et l'espace, nées d'une volonté créatrice et menées par cette volonté. C'est l'organisme éternel et infini d'une substance absolue et toujours identique, manifestée par des évolutions locales et temporaires. En réalité il n'y a que la matière et les lois qui la régissent.

En partant de ce principe, la quatrième question, qui a pour but la règle morale de la vie humaine, se résout d'elle-même. L'homme ne doit pas chercher les aliments de son esprit dans les rêves religieux d'autrefois. Matériellement, il n'a à songer qu'à la satisfaction de ses intérêts et de ses besoins ; moralement, il ne doit s'occuper que de science et d'art, de ce qui peut lui plaire et lui être utile.

C'est ainsi qu'en détruisant l'idée religieuse, la philosophie allemande aboutit, de tous côtés, à cet épicuréisme païen dont Henri Heine a décrit les séductions. Comme il n'y a rien au delà de cette vie éphémère, nul ne doit s'inquiéter ni de l'avenir ni de la responsabilité d'outre-tombe. Jouir du présent le plus agréablement possible, c'est là le grand devoir de l'homme terrestre et c'est sa principale mission.

VI

Le plaisir ! ô la douce et l'attrayante morale ! Mais, hélas ! le bonheur rêvé peut-il jamais être atteint?

Ce panthéisme inconscient dont nous sommes tous des manifestations, ce fatalisme universel dont nous subissons l'impulsion, nous prennent, nous torturent et nous écrasent, enfin, dans un engrenage éternel, sans laisser aucune place à notre liberté. Ils se jouent de nos désirs, de nos résistances et de nos plaintes; ils nous entraînent malgré nous et c'est, presque toujours, au mal et à la douleur que nous nous heurtons dans notre course à travers le temps et l'espace.

L'ancienne foi nous laissait au moins l'espérance. Elle nous disait qu'il y avait en nous des forces libres qui pouvaient atténuer les misères de ce monde; elle nous affirmait qu'il y a, en dehors de nous, une paternelle providence qui nous aide dans nos épreuves terrestres, et nous réserve, après cette vie, une juste rémunération. La foi nouvelle nous désespère. Si du moins cette nature, à l'impitoyable loi de laquelle nous ne pouvons échapper, était toujours le bien suprême; mais non, le sentiment invincible de la souffrance nous prouve trop puissamment que le mal existe et qu'il nous broie dans ses serres de fer.

La créature qui souffre ne se contente pas de l'axiome dogmatique d'Hégel, professant gravement que ce qui est est toujours juste. Elle demande qu'on atténue sa souffrance et qu'on guérisse ses blessures. Or les théoriciens du naturalisme n'ont point de remèdes pour la soulager; ils l'abandonnent, sans ressource, aux forces inconscientes, qui se la disputent et la déchirent.

Le sentiment de cet état désolant a enfanté, en

Allemagne, la philosophie du désespoir. A l'optimisme d'Hégel, complaisant même pour l'erreur et pour le mal, a succédé un sombre pessimisme, une doctrine de misanthropie, dont Schopenhauer, qu'on appelle « le vieux misanthrope de Francfort » et d'Hartmann, le philosophe de l'Inconscient, sont les apôtres. Pour eux tout ce qui existe est mauvais. Le mieux est de renoncer à la vie et de chercher dans le néant, non pas le bonheur, ce qui est impossible, mais le repos.

Cette doctrine du « Nirvana », de l'anéantissement, qui est la plus étrange des croyances du bouddhisme, est devenue la passion de l'Allemagne actuelle ; j'entends sa passion métaphysique. Schopenhauer fait école ; il a de nombreux disciples, Frauenstadt, Taubert, Julius Bahnsen et bien d'autres encore. Hartmann, qui est un des initiateurs du pessimisme, étonné de l'influence que ses doctrines ont exercée sur l'esprit de certains jeunes hommes, raille l'un d'entre eux en disant : « Sa disposition pessimiste est telle, elle le rend si passionné pour ce qu'il y a de désespéré dans son point de vue, qu'il se sent dérangé dans sa tristesse absolue quand on lui présente une perspective quelconque de consolation [1]. »

Comme le Çakia Mouni de la légende indienne, les pessimistes allemands professent que « le mal c'est l'existence ». Le bonheur ne peut se trouver dans la

1. Voir le beau travail de M. E. Caro : *La maladie du Pessimisme dans l'Humanité.* (*Revue des Deux-Mondes*, 15 novembre et 1er décembre 1877.) Cette maladie, venue des école allemandes, Léopardi l'a donnée à l'Italie dans ses lamentations poétiques ; Renan l'a importée en France dans ses *Dialogues philosophiques.*

vie. Tout ce que nous prenons pour le plaisir, n'est qu'une illusion entretenue en nos esprits par je ne sais quelle puissance maligne qui cherche à nous tromper sur l'éternelle douleur qu'elle nous impose.

O les barbares ! Dans l'aveuglement de ce pessimisme impie qui, plus cruel que celui des païens, ne laisse pas même l'espérance au fond de la boîte de Pandore, ils sont venus à condamner la plus douce, la plus délicieuse des passions humaines. Ils ont accusé l'amour d'être le complice du génie malfaisant qui torture l'humanité. « L'amour est un grand coupable, » dit Schopenhauer, dans une étude de métaphysique étrangement réaliste qu'il appelle lui-même « la perle » de son œuvre, « l'amour est un grand coupable, puisqu'en transmettant la vie, il immortalise la souffrance. »

Tel est le dernier mot de la philosophie allemande : Ne pas aimer, ne pas céder à la séduction enivrante du cœur et des sens ; arrêter la reproduction d'une espèce qui ne naît que pour souffrir ; laisser périr le genre humain en évitant avec soin de le renouveler.

Je sais bien que ces monstrueuses théories restent jusqu'à présent dans le domaine abstrait de la science et que les Allemands en général ne sont guère disposés à suivre les étranges conseils de leurs philosophes ! Mais n'est-il pas instructif de constater dans quelle voie l'athéisme et le matérialisme ont jeté la philosophie allemande.

La conclusion où aboutissent, sous la plume païenne de Gœthe, *les Souffrances du jeune Werther*, est aussi

celle où le vieux Werther de l'Allemagne philosophique voudrait pousser le genre humain : sortir de la vie ; s'anéantir dans le Grand Tout.

VII

Ce que ces doctrines dissolvantes ont produit parmi nos voisins, devrait les avertir des dangers que courent l'idée religieuse et la morale publique. Si le catholicisme est à jamais atteint, le protestantisme ne l'est pas moins. On se rappelle le mot de M. Falk, ministre des cultes, disant au Reichstag que, si on facilitait l'abandon des Églises officielles, il s'opérerait une sécession en masse, *Massenaustrit*. Or, où vont tous ceux qui désertent l'Église évangélique ? Ils vont au panthéisme, au naturalisme, à l'athéisme.

C'est dans les hauteurs sociales, que ce mouvement antireligieux s'est surtout manifesté. Il est dès lors facile de comprendre ce qui se passe dans les bas-fonds. Des spéculations de Spinoza, d'Hégel, de Feuerbach et de Hartmann, le peuple, qui ne saurait comprendre les transcendantes théories des philosophes, n'a retenu que quelques mots à effet dont il a fait sa croyance irréfléchie, comme certaines maximes des économistes sont devenues le mot d'ordre du socialisme. Il ne s'est pas attardé à rechercher ce qu'était le Dieu Monde de Spinoza, le Dieu Humanité d'Hégel, le Dieu Moi de Feuerbach, le Tout-Un de d'Hartmann ; il n'en a conclu qu'une chose, c'est qu'il n'y a pas de Dieu.

Il a mieux compris cependant les littérateurs de la jeune Allemagne, lorsqu'ils lui ont dit qu'il fallait fonder « une démocratie de dieux terrestres » où chacun aurait le droit de jouir de toutes les voluptés si longtemps et si vainement rêvées sous l'empire des vieilles sociétés et des vieilles religions. Les philosophes nuageux n'auraient peut-être pas agi sur les masses ; mais la littérature d'outre-Rhin s'est faite le porte-voix de leurs doctrines ; elle les a vulgarisées sous une forme saisissante qui a exercé une influence décisive sur les croyance populaires.

L'athéisme scientifique de l'Allemagne est l'auxiliaire le plus puissant de la révolution politique qui travaille, dans l'ombre, les esprits et qui éclatera à son heure. « N'ayez aucune inquiétude, mes chers compatriotes, disait Henri Heine aux Germains de son temps ; la révolution allemande ne sera ni plus débonnaire ni plus douce, parce que la critique de Kant, l'idéalisme transcendantal de Fichte et la philosophie de la nature l'auront précédée. Ces doctrines ont développé des forces révolutionnaires qui n'attendent que le moment pour faire explosion et remplir le monde d'admiration et d'effroi. Alors apparaîtront les Kantistes, qui ne voudront pas plus entendre parler de pitié dans le monde des faits que dans celui des idées, et bouleverseront sans miséricorde, avec la hache et le glaive, le sol de notre vie européenne pour en extirper les dernières racines du passé. Viendront sur la même scène des Fichtéens armés, dont le fanatisme de volonté ne pourra être maîtrisé ni par la crainte ni par l'intérêt... Mais les

plus effrayants de tous seraient les philosophes de la nature qui interviendraient par l'action dans la révolution allemande et s'identifieraient eux-mêmes avec l'œuvre de destruction ; car, si la main du Kantiste frappe fort et à coup sûr ; si le Fichtéen méprise hardiment tous les dangers parce qu'ils n'existent point pour lui dans la réalité, le philosophe de la nature sera terrible parce qu'il se met en communication avec les pouvoirs originels de la terre, qu'il conjure les forces cachées de la tradition, qu'il peut évoquer celles de tout le panthéisme germanique et qu'il éveille en lui cette ardeur de combat que nous trouvons chez les anciens Allemands. »

Tel est l'avenir auquel l'Allemagne est exposée et auquel le monde entier serait exposé s'il se laissait germaniser par une civilisation qui proclame le droit de la force en politique, qui professe l'athéisme en religion et prépare un bouleversement social « auprès duquel, suivant un autre mot de Henri Heine, la révolution française ne sera qu'une innocente idylle ! »

CHAPITRE TROISIÈME.

LE CHAUVINISME ALLEMAND

I

Deutschland vor Allem und über alles in der Welt! « L'Allemagne ayant tout et au-dessus de tout dans le monde ! » Telle est la devise du patriotisme germanique. On ne peut que l'admirer. Rien n'est grand et noble comme l'amour de la patrie ! Mais, il est un point où ce généreux sentiment doit céder à un sentiment plus large et non moins honorable : l'amour de la vérité et l'amour de l'humanité. Or, il est à craindre que le patriotisme allemand ne puisse pas, ne sache pas et ne veuille pas s'élever à cette hauteur.

Henri Heine, qu'il faut toujours citer quand on parle de l'Allemagne, a dit : « Le patriotisme de l'Allemand consiste en ce que son cœur se rétrécit, comme le cuir par la gelée ; il cesse d'être Européen pour n'être plus qu'un étroit Allemand. »

Je ne sais pas si l'épithète d'esprit étroit, que Heine applique à ses compatriotes, est juste, mais il est incontestable qu'il définit exactement la tendance géné-

rale du germanisme. L'Allemand se croit supérieur à tous les peuples et, par la loi de sélection qui assure la prépondérance aux races supérieures sur les races inférieures, il se considère comme prédestiné à dominer le monde. Le Germain a pour mission de remplacer le Romain. L'évolution des races latines est finie ; celle des races germaniques commence. Le César de Rome avait reçu le mandat historique de soumettre les peuples à son empire, *tu regere imperio populos, Romane, memento !* C'est le tour du César teutonique. *Deutschland vor Allem und über alles in der Welt!*

L'œuvre civilisatrice de la Germanie moderne ne consiste pas à humaniser mais à germaniser le monde. C'est sa mission et son devoir, car elle a non-seulement toutes les vertus et toutes les aptitudes, mais encore elle a la force que tous ses philosophes considèrent comme le signe de la supériorité et le droit à la suprématie.

Le patriotisme allemand s'admire dans sa propre image. Il est tellement ébloui par les qualités du *Vaterland*, qu'il n'en peut apercevoir les défauts. Que n'a-t-on pas dit, avec raison, contre le chauvinisme français ? Mais, du moins, nos derniers désastres nous ont appris à être plus modestes, tandis que les triomphes ont exalté outre mesure le chauvinisme de nos vainqueurs. Pour eux, il n'y a que des grandeurs dans l'histoire de l'Allemagne. Tous ses princes, tous ses soldats sont des héros ; tous ses écrivains sont des génies. Pas une erreur dans ses croyances ; pas une ombre dans ses traditions ; pas une faute, pas une

défaillance dans sa vie publique et privée. Tout est admirable dans le passé et le présent ; tout le sera dans l'avenir. Le Germain pousse jusqu'à l'adoration le culte des ancêtres ; mais il s'adore aussi lui-même, sachant bien qu'il doit être un jour un ancêtre à son tour et voulant inspirer un égal sentiment de vénération à ses arrière-petits-fils.

Dans de telles dispositions d'esprit, comment l'Allemagne pourrait-elle songer à emprunter quelque chose au génie des autres peuples, puisqu'aucun n'est à son niveau ? Aussi le mouvement des idées y a-t-il toujours eu un caractère essentiellement national et exclusif. La science est allemande, la littérature est allemande comme le sont la politique et l'éducation. Nous estimons en France que la science n'a pas de patrie, et nous allons volontiers chercher à l'étranger les trésors d'érudition et les découvertes qui peuvent enrichir notre propre fonds. Écoutons ce que pense à cet égard un historien justement estimé en Allemagne, M. de Giesebrecht [1]. « Il est faux, dit-il, de prétendre que la science n'ait point de patrie et qu'elle plane au-dessus des frontières. La science ne doit pas être cosmopolite ; elle doit être nationale ; elle doit être allemande. »

Cette pensée est, chez nos voisins, exprimée par tous les écrivains d'élite. Ce n'est pas un de ces préjugés populaires qu'entretient et que passionne le fa-

1. M. de Giesebrecht est professeur à Munich. Il faut surtout citer de lui sa belle et savante *Histoire du temps des Empereurs d'Allemagne*. Brunswig, 1865-1867.

natisme patriotiqne de quelques exaltés ; non, c'est un sentiment réfléchi qui a son but et sa règle et qui tend à assurer, par tous les moyens possibles, le triomphe universel du germanisme. Les historiens, les savants, les penseurs et les poëtes de l'Allemagne sont une armée comme ses soldats. Ils écrivent pour elle ; ils combattent pour elle avec la plume ceux qu'elle combattra un jour avec l'épée. Ils possèdent d'ailleurs toutes les qualités de l'homme de guerre : la discipline, l'amour de la patrie et le dédain de l'étranger. A examiner chaque genre, on dirait que ce sont autant de phalanges qui ont leur mot d'ordre, leur fonction stratégique et leur poste de bataille. L'histoire glorifie les œuvres des aïeux et les exploits des contemporains. La science étudie et classe les races humaines et démontre la prééminence de la race germanique. La philosophie apporte aux grands problèmes de la métaphysique et de la morale, aux questions du droit et du devoir, des solutions conformes aux ambitions allemandes. La géographie détermine l'étendue de l'immense territoire du *Deutsches Vaterland*. La poésie chante, en *Lieder* populaires, les vastes aspirations du pangermanisme. Le théâtre et le roman font revivre, en scènes émouvantes, les mœurs des temps anciens et des âges modernes. C'est un concert où ne résonne aucune voix discordante, où tous célèbrent à l'envi les splendeurs du passé et les espérances de l'avenir. La recherche du vrai, du bon et du beau n'est jamais que la préoccupation secondaire des savants, des philosophes et des littéra-

teurs allemands ; leur premier souci est de rendre, sous une forme quelconque, un service à leur pays. C'est à l'intérêt de la grande patrie qu'ils adaptent leurs théories, et leurs systèmes sont allemands avant tout.

II

Ils ont surtout une manière d'écrire l'histoire qui répond peu à l'idée que nous nous faisons des devoirs de l'historien.

Nous sommes, en effet, des naïfs dans l'art de raconter les événements. Nous nous efforçons d'être toujours sincères et impartiaux envers les autres peuples et envers nous-mêmes, au besoin contre nous-mêmes. L'Allemagne, entre autres, n'a jamais eu sujet de se plaindre de nos appréciations. Pendant cinquante ans nous avons vécu sur le livre de madame de Staël qui professe pour les hommes et les choses de ce pays une admiration sans bornes. Cousin s'est pris d'enthousiasme pour la philosophie de Hégel et de Schelling, et a failli introniser parmi nous la doctrine du naturalisme et du droit de la force. L'Herminier, dans son ouvrage : *Au delà du Rhin*, élève aux nues le génie allemand. L'Allemagne est, à ses yeux, l'école et l'université de la société moderne, comme la France en est le forum. Et combien d'autres écrivains français ont suivi cet exemple ! Quand ils parlent de l'Allemagne, c'est pour la citer comme

modèle. Ils décrivent en elle une nation laborieuse, intelligente, honnête, idéale, chaste, désintéressée. L'invasion germaine dans le monde romain est représentée comme une régénération politique et morale. Ils oublient les vices des Germains pour ne voir que la pureté de leurs mœurs. *Ibi boni mores plus valent quam alibi bonæ leges,* répètent-ils avec Tacite. Dans ces tribus envahissantes qui se ruèrent sur l'Occident et le Midi de l'Europe, ils ne voient pas les hordes barbares qui ont semé leur route de massacres et de ruines ; ils saluent en elles des libérateurs, des civilisateurs, apportant à la vieille société païenne l'esprit de liberté et de justice, et secondant l'admirable apostolat du christianisme naissant. Il en est de même à toutes les époques historiques. Au moyen âge, nous célébrons les hauts faits des Guelfes contre les Gibelins, nous applaudissons aux luttes séculaires des empereurs contre l'Italie, prenant ainsi parti pour les races germaniques, nos envahisseurs, contre les races latines, nos ancêtres. En appréciant le XVI^e^ siècle nous n'avons pas assez d'enthousiasme pour l'effort révolutionnaire de Luther et de la Réforme. Dans l'étude du XVIII^e^ siècle, nous professons une admiration illimitée pour Frédéric le Grand qui, « respectait les moulins et volait les provinces ».

En revanche, à toutes les dates de notre histoire nationale, nous avons été plus que sévères pour nous-mêmes. Quand les historiens allemands, tels que M. de Sybel, ont parlé de la corruption incurable de nos mœurs, des aberrations de notre politique, des

folies de nos rois et des crimes de nos peuples, ils n'ont été que l'écho de nos propres écrivains.

Ce n'est pas ainsi qu'ils entendent la science historique. Dans tous leurs livres le passé de l'Allemagne est dépeint sous des couleurs habilement nuancées pour exciter l'enthousiasme national, tandis que les autres peuples sont décriés de façon à entretenir dans tous les cœurs sinon la haine, au moins le mépris de l'étranger. Toutes les vieilles légendes des premiers temps de la Germanie sont des modèles qu'ils offrent à l'admiration des âges modernes. Tacite est pour eux un livre sacré.

Chez nous on regarde les époques primitives de la Gaule comme un âge de barbarie que la culture grecque et romaine puis le christianisme ont heureusement civilisé ; mais en Allemagne on n'admet pas qu'il y ait jamais eu de période barbare. Les tribus qui erraient dans les vastes forêts de la Germanie ancienne sont considérées comme des foyers de vertus et de bonnes mœurs ; tous leurs chefs sont glorifiés ; leurs institutions et leurs lois sont proclamées bien supérieures à celles de la société romaine.

On a eu récemment une preuve de l'art avec lequel les savants allemands dénaturent les faits historiques pour les faire tourner à la gloire de leur pays.

Le 16 août 1875, dans la principauté minuscule de Lippe Detmold, au sommet de la Grotenbourg, une procession triomphale a inauguré un monument solennel élevé en l'honneur d'Arminius, ou d'Hermann, ou d'Armin, car on ne sait pas bien le véritable nom

du prince des Chérusques si célèbre par la trahison infâme, *insignis perfidia*, qui, l'an IX de l'ère chrétienne, fit tomber dans un piége les soldats de Varus. L'empereur Guillaume et près de quarante mille personnes assistaient à cette fête nationale. Depuis plus de cinquante ans, un sculpteur bavarois de talent médiocre, M. Ernst von Bandel, s'était dévoué à cette œuvre patriotique. Il avait taillé la statue gigantesque du vainqueur des Romains, haute de cinquante-cinq pieds, debout, dans une attitude martiale, coiffé de son casque, appuyant sa main gauche sur son bouclier et élevant de la droite vers le ciel une épée de vingt-quatre pieds de longueur, comme pour en menacer de loin tous les peuples. L'Allemagne entière a contribué aux dépenses de ce monument illustre. Le Reichstag a voté pour son exécution 10,000 thalers. L'empereur en a donné 11,000, et M. Bandel, décoré pour le service qu'il a rendu à sa patrie, a été doté d'une pension annuelle de 12,000 marks.

Ah ! quand ils arrangent l'histoire *ad usum Germanorum*, nos chers voisins ne font pas les choses à demi. Ils ont transformé un traître assassin en héros populaire et ont fait, d'un guet-apens odieux, un des glorieux souvenirs de leurs annales. Il est vrai qu'en donnant le faux nom de victoire au massacre des légions de Varus, ils ont prudemment omis de rappeler les suites de cette trahison. Personne, à la fête de la Grotenbourg, n'a parlé de la sanglante vengeance que Germanicus tira bientôt de ce forfait. Il est vrai aussi qu'en glorifiant Armin le Chérusque, on avait pour but d'en faire

le symbole des récents triomphes de l'Allemagne. Dans la quatrième niche du socle à arceaux qui supporte la colossale statue, M. Bandel a mis le portrait de l'empereur Guillaume avec cette inscription : « Celui qui a réuni sous sa forte main des races longtemps divisées ; celui qui a triomphé glorieusement de la puissance et de la perfidie welches [1] ; celui qui a ramené au bercail de l'Empire allemand des fils depuis longtemps perdus, celui-là est semblable à Armin le sauveur. »

Et voilà comme on écrit l'histoire ! J'ignore si l'empereur Guillaume a été très-flatté de se voir comparé au Chérusque perfide qui capta la confiance de Varus pour le conduire à l'abattoir, et s'il a vu avec plaisir ses victoires de 1870 assimilées au guet-apens de l'an IX. Il est à croire que, plus érudit que M. Bandel, il aura entrevu, derrière le bronze d'Armin, la vague figure d'un nouveau Germanicus, ce qui a, peut-être, amorti quelque peu son enthousiasme, mais, qu'importe ? La légende d'Arminius est sauve devant l'opinion, et désormais l'Allemagne saluera une de ses gloires dans le *Denkmal* de la Grotenbourg.

III

« L'érudit allemand, dit M. Fustel de Coulanges, dans une intéressante étude sur la science historique

1. On sait que les Allemands désignent sous le nom de Welches les races latines.

en Allemagne et en France, l'érudit allemand a une ardeur de recherche, une puissance de travail étonnantes, mais pour lui la science n'est pas tant le but que le moyen de servir les intérêts germaniques. Aussi l'histoire est-elle, en ce pays, un vrai panégyrique. Ils s'admirent et naturellement ils n'admirent guère les étrangers. Ils sont surtout impitoyables contre ceux qu'ils considèrent comme leurs ennemis. »

Ce n'est pas à dire cependant que leurs historiens n'aient pas le sentiment de la moralité des faits, ni l'esprit de liberté et de progrès; mais ils ne les manifestent jamais contre leur pays. En France, l'érudition est libérale; chez eux elle est toujours nationale. S'ils veulent attaquer le régime féodal, ils montrent ce qu'il a été parmi nous. S'ils veulent combattre l'absolutisme, ils critiquent vivement quelque autocrate étranger. Pour rendre odieuse l'intolérance, ils citent la révocation de l'Édit de Nantes ou les massacres de la Saint-Barthélemy. C'est de Napoléon et de César qu'ils parleront pour flétrir la guerre et les excès des conquérants. Ils enseignent ainsi la vérité à leurs compatriotes en frappant sur le dos du voisin ; « c'est à vous que je parle, ma sœur! »

Ce chauvinisme exagéré n'est pas le privilége de ces écrivains de second ordre qui cherchent, dans une fausse popularité, le succès de leurs médiocres écrits. Non ! il éclate sans réserve dans tous les ouvrages qui font autorité en Allemagne.

Hégel avait fait de l'Allemand le peuple élu de la philosophie, ayant reçu de la nature même « la mis-

sion d'être le gardien du feu sacré ». Les historiens contemporains lui assignent une mission plus haute. « L'Allemagne, dit M. Daniel, dans son livre magistral, *Deustchland nach seinen physischen und politichen Verhältnissen* [1], c'est le pays du milieu. Elle est bienfaisante à tous, à personne redoutable (!) Elle est le centre matériel, car elle relie les membres épars de l'Europe dont elle assure l'unité. Elle est le centre intellectuel, car c'est elle qui a transmis à l'Orient et au Nord le christianisme et la civilisation. Personne n'a eu un plus noble paganisme que le sien ; personne n'a mieux compris le christianisme. Elle est le centre historique, car chez elle ont été décidées toutes les grandes questions européennes. Elle est le cœur de l'Europe qui est le cœur du monde. De là vient que son génie est universel. »

C'est ce que dit, à peu près dans les mêmes termes, un autre écrivain plus récent, M. Hummel [2], dont les belles études de géographie historique sont justement estimées. « L'Allemagne est vraiment le cœur de L'Europe. Comme, dans l'organisme, le cœur a pour fonction de faire circuler à travers les membres un sang qui renouvelle les parties vieillissantes et fortifie les plus jeunes, ainsi l'Allemagne a pour mission dans l'histoire de rajeunir, par la diffusion du sang germanique, les membres épuisés de la vieille Europe. »

1. M. Daniel est professeur à l'école pédagogique de Halle. Son livre, publié en 1870 (Leipzig, 2 vol.), jouit d'une grande réputation.

2. *Handbuch des Erdkunde*, 1876. — M. Hummel est professeur au *Seminarium*, école normale.

Il est bien naturel que les races latines, et surtout la France, fassent les frais de cette apothéose germanique. Les savants de l'Allemagne ne se gênent pas pour leur dire, par contre, de dures vérités. Les deux écrivains que nous venons de citer se montrent bien sévères pour les pauvres Welches. Un autre, non moins renommé, M. Marcus Schlichting[1], après avoir dit que « la poésie française a pour le monstrueux et le vulgaire une prédilection insupportable au goût incorrompu de l'Allemagne ; » (O Racine ! ô Lamartine ! ô Hugo !) après avoir affirmé gravement que « le Français ne sait que bavarder tandis que l'Allemand est le seul peuple qui pense, » va jusqu'à prétendre qu'en France « on a l'habitude d'atteler les femmes à la charrue en guise de bœufs et de chevaux ».

Mais rien n'est étrange et original comme la façon dont M. Hummel établit qu'il n'y a presque pas de Français en France et que c'est surtout chez nous que l'infusion du sang allemand a été la plus abondante. L'*Ile de France* est la seule province où il veut bien avouer qu'il y a des Français vraiment indigènes et où se trouve le cœur de notre pays. Le cœur ! Entendons-nous ! M. Hummel n'est pas si généreux que d'ennoblir d'un tel nom le centre de la France. Il l'appelle dédaigneusement « la farce du pâté français » *Füllsel des französischen Fladens*. « C'est, dit-il, un ferment de pourriture qui a lentement fait lever et corrompu tout le reste du territoire. C'est là qu'est le

1. M. Schlichting est professeur à la *Realschule*, de Kiel. L'ouvrage que nous citons est intitulé : *Erd und Völkerkunde*, Leipzig, 1874.

vrai pays gaulois dont la légèreté, l'inconsistance et la folie se sont étendues, pour les gangrener, aux parties les plus nobles de la France. »

Voilà en quels termes les savants allemands, qui exaltent si haut leur patrie, jugent les autres nations. Comment, avec cette bonne opinion de soi-même et le mépris des étrangers, le peuple allemand n'aspirerait il pas à la domination universelle? En 1807, lorsqu'on inaugura l'université de Berlin, Fichte, dans ses fameux *discours à la nation allemande,* lui disait déjà que, représentant l'idée absolue, la puissance absolue devait légitimement lui appartenir. Depuis, tous ses orateurs le lui ont répété à l'envi, opposant sans cesse la grandeur du génie germanique à la décadence de l'esprit latin. Et elle les a crus parce qu'ils flattaient ce qu'il y a de plus sensible dans ses ambitions séculaires et parce qu'elle se croit naïvement très au-dessus de toutes les races connues. Hégel a fait un Dieu du moi humain. Le chauvinisme de l'Allemagne fait aussi un Dieu du moi germain.

CHAPITRE QUATRIÈME.

LE PATRIOTISME LITTÉRAIRE.

La littérature allemande a toujours été animée de ce patriotisme exclusif. Nous avons déjà parlé du grand mouvement littéraire qui passionna les esprits, au delà du Rhin, dans la seconde partie du XVIII^e^ siècle. Ce fut l'énergique réaction de l'esprit germanique contre l'esprit étranger.

Le siècle de Louis XIV avait ébloui l'Europe par l'éclat du génie de ses écrivains bien plus que par les magnificences de sa cour et la gloire de ses armes. La France régnait sans partage dans le domaine des lettres et des arts et tous les peuples imitaient, avec admiration, les Français déjà devenus classiques. L'Allemagne, en particulier, nous copiait avec autant d'ardeur que de gaucherie. Canitz imposait Boileau. Gotsched, que Gœthe a si pittoresquement peint dans ses Mémoires, célébrait, au milieu d'une foule de disciples, le culte de Racine. Tous nos auteurs étaient les

types du goût européen. On s'inclinait pieusement devant leurs œuvres et, naturellement, on leur prenait leurs défauts plus que leurs qualités. Les Allemands, désertant leur langue maternelle, s'efforçaient d'écrire de mauvais vers en un français tudesque, tandis que leurs princes bâtissaient de grands châteaux d'ordre bâtard, modelés sur celui de Versailles, et cherchaient à se donner, dans leurs cours microscopiques, les airs majestueux du grand roi.

C'est contre cette manie d'imitation que s'insurgèrent les grands écrivains allemands du XVIII^e^ siècle. L'école puissante qui eut pour chefs Lessing, Herder, Schiller et Gœthe, déploya résolument le drapeau de l'esprit national. Elle fonda la littérature allemande en opposition à la littérature française. Herder a tracé le programe de cette révolution en déclarant « qu'avant tout, la littérature devait être populaire et nationale, image fidèle du pays où elle fleurit ». L'apôtre le plus dévoué de cette régénération morale fut Lessing, esprit universel, aussi libéral qu'élevé, également supérieur dans toutes les directions de l'intelligence, qui a abordé tous les genres et imprimé à toutes ses œuvres le cachet profond du but qu'il poursuivait. La victoire définitive a été remportée par Gœthe et par Schiller, grands penseurs et grands poëtes, grands patriotes en même temps que grands écrivains.

C'est par le théâtre que s'engagea la bataille décisive, par le théâtre où il est si facile d'agir puissamment sur l'esprit des masses. La *Dramaturgie* de Lessing, le *Gœtz de Berlichingen* de Gœthe, en mar-

quèrent les premiers combats. L'Allemagne entière tressaillit. Elle comprit que ses poëtes n'émancipaient pas seulement le génie germanique, mais qu'en créant une république des lettres, indépendante, animée des plus vifs sentiments du patriotisme, c'était en réalité la patrie politique qu'ils constituaient, c'était l'unité nationale dont ils posaient la première pierre.

L'école romantique, qui succéda à cette glorieuse époque et dont les deux frères Schlegel furent les pédagogues, semble, au premier aspect, n'être que l'expression d'un vague idéalisme sans but pratique et sans préoccupation nationale. C'est ainsi qu'elle a été appréciée par madame de Staël et qu'on l'a jugée longtemps parmi nous. Rien n'est plus faux que cette manière de voir. Le romantisme des Schlegel, de Louis Tieck, de Novalis, de Zacharie Werner et de la pléiade des écrivains par laquelle débute le XIX^e^ siècle, a répondu, au contraire, à une pensée politique et concouru à une œuvre patriotique dont la coalition de 1813 fut la sanglante expression.

Qu'est-ce que le romantisme allemand? C'est un essai de restauration de l'art et de l'esprit catholique du moyen âge, d'un côté, contre le libéralisme moderne représenté par la révolution française et contre la souveraineté populaire représentée par Napoléon, de l'autre, contre le panthéisme des grands écrivains

et des grands philosophes de l'Allemagne du XVIII^e^ siècle. Le romantisme est allé fouiller tous les vieux souvenirs, toutes les vieilles légendes qui donnent au Christianisme du moyen âge un caractère si curieux. Il a remis en honneur le cycle chrétien tout entier, la chevalerie, les mystères, le surnaturel, le colossal, le grotesque, les manoirs féodaux, les sombres cathédrales, avec la légion des traditions païennes dont l'Église s'est emparée en les poétisant, mêlant aux anges des cieux et aux démons de l'enfer de l'Évangile, les esprits de la terre, des airs et des eaux du panthéisme germanique.

Les romantiques d'Iéna tentaient, à leur manière, le rétablissement du droit divin renversé violemment par le mouvement terrible de 89, tandis que les monarchies européennes unissaient leurs forces pour combattre et étouffer en France le principe révolutionnaire. La France était, d'ailleurs, à ce moment, le vainqueur de la Prusse, l'oppresseur de l'Allemagne. Tandis que les poëtes enflammaient les cœurs patriotes, tandis que les journalistes prêchaient la guerre sainte, tandis que les souverains se liguaient pour remettre sur le trône de Louis XIV la légitimité traditionnelle, le romantisme ressuscitait la foi naïve du moyen âge en en révélant de nouveau les poétiques splendeurs. Les Schlegel, en donnant ainsi un regain de popularité au vieux christianisme, combattaient la France autant que la combattait Stein, le puissant ministre de Prusse, en conspirant contre Napoléon. La littérature apportait sa force à l'union

du Trône et de l'Autel pour restaurer l'ancien régime. Un souffle catholique passa sur l'Allemagne et son influence fut telle que presque tous les chefs de l'école romantique abjurèrent le protestantisme pour entrer publiquement dans le sein de l'Église romaine. Aussi, lorsque le catholicisme remporta, en 1815, la victoire du droit divin contre le droit démocratique, le romantisme allemand triompha avec lui et régna, sans conteste, pendant toute la période de la Restauration.

III

Un écrivain peu connu chez nous, qu'Henri Heine a brillamment mis en lumière, Jean Henri Woss, commença contre les romantiques la croisade de l'esprit moderne. Il les dénonça comme alliés à tous les ennemis de la liberté pour rétablir la société féodale et cléricale du moyen âge. La polémique qu'il soutint alors eut un immense retentissement. Tous les mystiques littéraires se ruèrent avec fureur contre Woss le rationaliste; mais le coup était porté et l'ultramontanisme de l'école romantique ne s'en est plus relevé. Gœthe lui-même, dédaignant l'encens que brûlaient devant lui les Schlegel et leurs disciples, prononça l'anathème sur la littérature gothique qui voilait mal, sous la poésie des antiques légendes, une réaction antilibérale contre le mouvement intellectuel et politique du siècle dernier, et la nouvelle école tout entière disparut dans les décombres des

vieux châteaux et des vieilles églises. « Quand on vit, dit Henri Heine, tant de jeunes gens faire queue à la porte de l'Église romaine et se presser à qui se rejetterait plus tôt dans les vieilles chaînes qui garrottent l'esprit humain et dont leurs pères s'étaient affranchis avec tant de vigueur, on se mit à réfléchir en Allemagne et à secouer la tête avec beaucoup d'inquiétude; mais, lorsqu'on s'aperçut qu'une propagande de prêtres et de gentilshommes, qui conjuraient contre la liberté politique et religieuse de l'Europe, conduisait toute cette affaire; quand on vit que ce n'était que le Jésuitisme qui pipait si malheureusement la jeunesse allemande avec les doux accords de la muse romantique, un vif mécontentement et une grande colère éclatèrent parmi les amis de la liberté de penser. »

C'est à ce sentiment qu'est due la constitution du parti de la jeune Allemagne, dont Henri Heine et Louis Bœrne furent les chefs. Avec eux, s'ouvre, dans la littérature d'outre-Rhin, une période éclatante par l'enthousiasme national dont tous les écrivains sont animés. Leur foi en l'avenir de la grande patrie est unanime; mais ce qui les distingue des écoles précédentes, c'est que, pour atteindre le but, ils mettent toutes leurs espérances dans la liberté. L'école classique fut éminemment nationale; l'école romantique fut autoritaire et catholique; la jeune Allemagne est essentiellement libérale et antireligieuse. Elle est même, au fond, révolutionnaire. Depuis le mouvement de 1830 qu'elle salua d'abord comme une ère de

délivrance, elle n'a cessé de préparer le mouvement de 1848.

Cependant, malgré ses allures de libéralisme, cette école, si remarquable par les hommes qui la représentent, est restée profondément allemande. Elle n'a pu abdiquer complétement les haines de race que les fanatiques de 1813 avaient surexcitées contre la France, tandis qu'elle aurait dû l'aimer, au contraire, car c'était, alors comme toujours, la sentinelle avancée de la démocratie universelle. On se jetait encore des deux côtés du Rhin les défis les plus passionnés. « Non! vous ne l'aurez pas notre Rhin allemand! » criaient en chœur les poëtes de la jeune Allemagne. A quoi Musset répondait fièrement au nom de la jeunesse française :

> Nous l'avons bu votre Rhin allemand,
> Il a tenu dans notre verre :
> Où le père a passé, passera bien l'enfant!

Vaines bravades de part et d'autre! Sous le règne de Louis-Philippe, de ce roi que la chronique contemporaine a surnommé « le Napolé on de la paix», personne en France ne songeait à passer le Rhin; mais, en Allemagne, on s'était habitué, sans trop savoir pourquoi, à nous regarder comme « l'ennemi héréditaire »; et on vivait sur ce préjugé. Henri Heine définit en ces termes humoristiques les sentiments de ses compatriotes d'alors. « Français... on ne vous aime pas en Allemagne, ce qui est presque incompréhensible, car vous êtes pourtant bien aimables... Ce qu'on vous reproche au juste, je n'ai jamais pu le

savoir. Un jour à Gœttingue, dans un cabaret à bière, un jeune Vieille-Allemagne dit qu'il fallait venger dans le sang des Français le supplice de Konradin de Hohenstaufen que vous avez décapité à Naples. Vous avez certainement oublié cela depuis longtemps, mais nous n'oublions rien. Vous voyez que, lorsque l'envie nous prendra d'en découdre avec vous, nous ne manquerons pas de raisons d'Allemand.

Ces mots peignent l'époque ; ils peignent aussi le patriotisme germanique et sont encore bons à rappeler et à méditer. L'Allemagne des jeunes libéraux de 1830 était Allemande avant d'être libérale, comme celle du XVIII^e^ siècle l'était avant d'être littéraire. Elle mettait toujours ses passions nationales, ses sentiments et ses ressentiments au-dessus de la science, au-dessus de la liberté, ou plutôt elle faisait de la liberté et de la science un perpétuel instrument du patriotisme.

Et pourtant que d'esprits charmants, que d'intelligences d'élite composaient la phalange littéraire de cette époque ! Tous avaient surgi à la fois de tous les points de l'horizon, reconstituant, comme leurs devanciers, par l'unité intellectuelle, l'unité de la patrie commune. C'était Freiligrath, qui est mort il y a deux ans, entouré, comme aux premiers jours, d'une immense et légitime popularité, après avoir été toute sa vie un infatigable champion de la cause nationale ; c'était Hoffman de Fallersleben qui a chanté l'esprit joyeux des tavernes ; c'était Rückert qui avait excité, par ses *sonnets cuirassés*, l'enthousiasme de 1813 ; c'était Uhland avec ses magnifiques *lieder* populaires ;

et Gustave Pfizer, et Franz Dingelstedt, et Geibel, et Herweg, et Robert Prütz, et tant d'autres qui arrivaient de toutes parts, exprimant, en prose et en vers, les aspirations de leur race; cohorte éclatante à la tête de laquelle marchaient, la conduisant et l'éclairant, Louis Bœrne et Henri Heine, le premier sérieux et convaincu, le second sceptique et léger, mais également remarquables par la netteté et le bon sens de leurs idées autant que par la finesse de leur esprit, l'allure humoristique, agile et ailée de leur style, qualités toutes françaises qu'ils ont un moment communiquées à la littérature allemande.

Il faut toujours rappeler à la mémoire de notre pays ces deux esprits aimables et charmants, car s'ils furent, autant que les autres, des patriotes dévoués, ils furent du moins justes et sympathiques envers la France. Ils n'oublièrent jamais l'hospitalité généreuse qu'ils y reçurent avec tant d'autres proscrits qui ont montré pour nous moins de reconnaissance.

IV

Ainsi, sous toutes ses formes, féodale, classique, romantique, catholique, nationale ou libérale, la littérature allemande est empreinte d'un patriotisme exclusif où se reflètent toutes les idées et toutes les passions du temps qui la voit naître. Elle n'a en vue que l'Allemagne; elle en poétise les souvenirs; elle

en précise les ambitions. Après les triomphes de 1866 et de 1870, nous la retrouvons telle qu'elle a toujours été, popularisant par le roman et la poésie les doctrines traditionnelles des historiens et des philosophes sur la supériorité du Germain.

Elle offre sans doute aujourd'hui moins de grands noms et de talents d'élite qu'aux époques précédentes, mais l'esprit général est le même.

Comme partout, depuis que le mouvement industriel a remplacé l'élan intellectuel qui éclata dans l'Europe entière de 1820 à 1840, l'Allemagne littéraire a subi, elle aussi, un temps d'arrêt. Il reste néanmoins quelques vaillants de la période antérieure et l'on compte quelques nouveaux venus d'un mérite estimable. Parmi les vétérans, Berthold Auerbach, Karl Gutzkow, Gustave Freitag tiennent toujours le premier rang. Parmi les autres, Paul Lindau, Scherr, Laube, Kœnig, Hacklander, Brachvogel, etc., se sont fait une réputation légitime; mais tous ont suivi l'impulsion traditionnelle; c'est toujours au service du patriotisme qu'ils mettent leurs inspirations.

Auerbach, qui a écrit en 1850 *André Hofer* (*André Hofer, Geschitliches Trauerspiel,*) où il décrit l'insurrection du Tyrol en 1809 et prêche, à mots couverts, la révolte contre les princes allemands, le charmant auteur des contes villageois où la vie et les vertus du peuple sont décrites en termes si touchants, (*Schwarzwälder Dorfgeschichten, Auf der Höhe, das Landhaus am Rhein*, etc.), est devenu désormais

un des admirateurs de la politique prussienne. Lisez son récent roman national *Valdfried* ou *Histoire patriotique d'une famille.* Le héros, un franc démocrate de 1848, se console de l'avortement de l'idée révolutionnaire. Il aspirait à la liberté, mais il a conquis quelque chose de mieux encore. Il a vu les canons prussiens « délivrer le monde de l'esclavage de la phrase française et sauver, à Sedan, les lumières du siècle, la civilisation, la justice, les bonnes mœurs, l'honneur et la probité ». Aussi ce farouche républicain est maintenant un royaliste converti qui serre, dans une chaleureuse étreinte, la main de son empereur, vainqueur de la corruption welche.

Gustave Freitag, de son côté, poursuit une œuvre colossale, *Die Ahnen, les Ancêtres*, dont les premières parties ont seules paru jusqu'à présent et dont le but est de peindre, à travers les siècles, par le récit de quelques épisodes dramatiques, le développement de l'idée germaine.

Autour d'eux, la littérature contemporaine respire, dans toutes ses productions, la glorification de la pensée, de l'intérêt et de l'ambition du pangermanisme.

Inutile de dire que la presse allemande tout entière apporte son concours à tous les efforts patriotiques des écrivains aimés du public. Les journaux en Allemagne sont divisés entre eux, comme le sont tous les journaux du monde, dans les questions de parti qui agitent l'opinion à l'intérieur. Ils ont leurs passions, leurs intérêts, leurs doctrines contraires. On a lu plus haut ce qui se dit en Allemagne de leur vénalité et de leur corruption;

mais, dans les questions extérieures, ils sont unanimes et la voix du patriotisme fait taire leurs dissentiments. C'est surtout vis-à-vis de la France qu'ils deviennent légion sans exception et sans réserve. La cléricale *Germania* donne alors la main à la *National Zeitung* et la féodale *Gazette de la Croix* fait chorus avec le socialiste *Vorwärts*. Tous s'occupent d'ailleurs des affaires d'Europe autant que de leurs propres affaires. On y voit la préoccupation d'un pays qui entend jouer sans cesse un rôle influent dans les moindres incidents de la politique universelle et qui la surveille de près pour en tirer parti en toute occasion opportune.

V

Tout ce qu'on vient de lire de la manière dont en Allemagne on entend et on pratique le patriotisme, peut servir d'exemple sur bien des points aux autres nations. Cependant je ne crois pas qu'en général, ce soit, pour le monde moderne, une leçon de progrès et de civilisation, ni que les grands peuples trouvent avantage à se modeler, en cela, sur nos voisins.

Le vrai patriotisme ne consiste pas à s'exalter soi-même aux dépens de tout le monde, à s'admirer non-seulement dans ses qualités mais encore dans ses défauts, à dénigrer toutes les autres races et à affirmer sa supériorité morale ou matérielle, pour

s'arroger le droit de les dominer. Cet orgueil démesuré, cette infatuation insolente ne sont qu'un détestable chauvinisme, la pire des maladies dont puisse être atteinte une nation et la plus dangereuse en même temps, car elle l'aveugle sur ses propres imperfections et l'empêche d'apercevoir les mérites de ses adversaires.

On ne peut bien aimer, on ne peut bien servir sa patrie qu'à la condition de la bien connaître et de bien connaître aussi ceux avec qui elle peut être en lutte. Étude extrêmement difficile, qui demande la plus haute et la plus saine impartialité.

Être impartial vis-à-vis de soi-même, être impartial vis-à-vis de ses ennemis, tel est le premier devoir de l'homme d'État et du bon citoyen. Reconnaître les qualités des autres peuples, plus encore celles qui nous sont redoutables, c'est le seul moyen de prévoir et, dès lors, de conjurer les périls d'un conflit. Reconnaître ses propres défauts, c'est le seul moyen de s'en corriger à temps. Le fétichisme de soi-même ne conduit, presque toujours, qu'à des déceptions désastreuses. Nous en avons fait quelquefois l'expérience; nos vainqueurs pourront la faire à leur tour.

Mais, par-dessus tout, rien n'est plus coupable que de fausser volontairement l'histoire, de dénaturer les leçons du passé qui ne nous appartient plus, soit pour persuader aux nouvelles générations qu'on n'a jamais failli, qu'on a toujours été grand, sage et glorieux, soit pour exciter contre l'étranger, en le ca-

lomniant et en l'accusant de tous les méfaits, des passions et des haines nationales que tout commande, au contraire, de calmer dans nos sociétés libérales et pacifiques.

Quand les Allemands proclament que la science, de même que l'art, l'histoire, la littérature, doit s'enfermer dans les limites rigoureuses de la patrie restreinte, n'approuver rien au delà, n'admirer rien au dehors, rester toujours nationale, jalouse et exclusive, nous protestons au nom de la raison et de la justice. Non! la science n'a pas de frontières! Non! la vérité n'a pas de patrie. Ce sont les trésors communs de l'humanité. Chaque peuple doit y aller chercher les lumières qui lui sont nécessaires pour dissiper ses erreurs, les forces qui lui sont nécessaires pour redresser ses travers.

On ne s'humilie point en reconnaissant loyalement ce qu'il y a eu et ce qu'il y a de beau, de vrai et de bon parmi les peuples étrangers. On s'honore, au contraire, en s'efforçant de s'approprier tout ce qu'ils ont produit d'utile pour en faire, chez soi, le point de départ d'une ère nouvelle de progrès, de moralité publique et de civilisation.

CHAPITRE CINQUIÈME.

L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

I

Que de fois, depuis nos désastres, n'a-t-on pas répété parmi nous : « Il faut faire ce que la Prusse a fait après Iéna; il faut nous relever par l'école! ». Ceux qui espèrent du développement de l'instruction publique la réforme des mœurs et la pratique des vertus civiques et morales qui arment l'homme pour le combat de la vie, sont certainement dans la vérité. Mais, quand ils nous conseillent, en même temps, d'adopter le système prussien, peut-être ne se rendent-ils pas un compte exact de ce qu'a été depuis 1807 et de ce qu'est, de nos jours, l'enseignement public en Allemagne.

Notre point de vue et celui des Allemands diffèrent radicalement en principe. En France, on cherche à inculquer dans les jeunes âmes le sentiment des grands devoirs moraux, l'amour des idées généreuses et élevées, la conscience des principes civilisateurs

qui peuvent rapprocher et solidariser les peuples, la notion des vérités supérieures de nature à éclairer et à moraliser le genre humain. En un mot, dans nos écoles, nous cherchons à faire des hommes. En Allemagne, on cherche, avant tout, à faire des Allemands. L'instruction publique y est essentiellement nationale. Son but fondamental, on pourrait dire son but unique, est d'être l'instrument du patriotisme.

Telle est la pensée qui, après Iéna, a présidé à la réorganisation de l'enseignement supérieur à Berlin; tel est aujourd'hui, après Sedan, le programme des écoles et des universités germaniques.

Lorsqu'au mois d'août 1807, Frédéric-Guillaume III, par une initiative qui fut un trait de courage et de génie, décréta la fondation d'une université à Berlin, bien que la capitale de la Prusse fût encore occupée par l'armée française, il en traça d'un seul mot le plan et le but, en disant : « Il faut que l'État supplée par des forces intellectuelles aux forces matérielles qu'il a perdues [1]. »

La parole du roi reçut son commentaire éloquent de celle d'un des plus illustres professeurs de la nouvelle université. « Il s'agit, disait-il, de préparer des forces pour le futur combat; et, pour cela, il faut accroître par l'éducation la force de résistance des

1. Voir sur toutes ces questions le remarquable ouvrage de M. Rudolf Köpke, *Gründung des kœniglichen Friedrich Wilhelms Universitat zu Berlin*. — *Souvenirs d'un voyage scolaire en Allemagne*, par Michel Bréal. — *Réforme de l'enseignement supérieur*, par H. Schutzenberger, Paris, 1876. — *Die deutschen und auswärtigen Universitäten*, par Heinrich von Sybel. Bonn, 1868.

âmes allèmandes dans la mesure où croît l'oppression. »

Le plus influent instigateur de l'organisation nouvelle, le pasteur Schleiermacher, disait également : « La création d'une Université dans la capitale doit servir surtout la cause nationale. Berlin doit devenir le centre de toute l'activité de l'Allemagne septentrionale et protestante, et un terrain solide sera alors préparé pour l'accomplissement de la mission de l'État prussien. »

« Vienne le jour, s'écriait, bientôt après, Stein, ce grand ministre qui fut en 1813 l'âme de la coalition, vienne le jour où, par une méthode fondée sur la nature intime de l'homme, chaque forme de l'esprit sera développée, où la connaissance des principes régulateurs de la vie sera enseignée et entretenue, où l'amour de Dieu, du Roi et de la patrie sera cultivé et développé avec soin au lieu d'être si légèrement négligé, et nous verrons croître alors une génération forte physiquement et moralement, et s'ouvrir devant nous un meilleur avenir. »

Fichte, qui fut appelé à l'université de Berlin dès sa fondation, définit aussi en ces mots le programme patriotique de l'enseignement : « Que chez nous, dit-il, la pensée et l'action soient d'une seule pièce ! Alors nous serons ce que nous devons être : des Allemands! »

Depuis cette époque l'instruction publique n'a plus dévié de la ligne que lui ont tracée ses organisateurs. Sans doute elle n'a négligé ni les bonnes méthodes pédagogiques, ni l'étude de la science abstraite, ni

l'action moralisatrice ; mais ce n'est point par là que les Prussiens cherchèrent à se relever après leur défaite et à préparer leur revanche, qu'ils considéraient non-seulement comme un devoir mais comme un droit, *die gerechte Vergeltung;* c'est par le patriotisme qu'ils ont voulu faire de l'instruction publique le levier de leurs revendications nationales. Ils se sont mis à façonner l'enfant, le jeune homme et l'homme fait lui-même à une certaine culture intellectuelle essentiellement allemande, propre à susciter dans tous les esprits un patriotique enthousiasme.

« Quand ce devrait être aux dépens des autres sciences, disaient plus tard les directeurs du gymnase de Magdebourg, il faut implanter, par l'histoire et la géographie nationales, le patriotisme dans les âmes juvéniles. » Écoutons enfin le professeur Thilo, directeur du *seminarium* (école normale) des écoles municipales de Berlin. « Il faut, dit-il, éveiller chez l'enfant une satisfaction consciente d'appartenir à la nation allemande et non à une autre. »

On ne s'est pas borné à imprégner ainsi les jeunes hommes de l'amour du *Vaterland.* Pour utiliser l'influence que la femme exerce dans la famille, on a appliqué les mêmes principes à l'éducation des filles. Le plan d'études de l'école *Victoria*, à Berlin, porte dans un de ses principaux considérants : « Montrer aux jeunes filles, dans la langue et la littérature allemandes, les éléments les plus importants d'une vraie culture féminine ; les préserver par là des influences étrangères, funestes au développement national. »

Il est inutile de multiplier ces citations. Ce qui précède suffit pour définir le caractère de l'enseignement en Allemagne. Il est, par-dessus tout, national et politique. Tel on l'a créé systématiquement après Iéna, tel il a été invariablement depuis lors.

II

Les leçons des professeurs, les travaux des élèves, la composition des livres scolaires, tout s'inspire de cette pensée dominante. Presque dès l'enfance, les vieux poëtes héroïques, surtout les *Nibelungen*, sont mis entre les mains des élèves. On les passionne de bonne heure pour la grande légende germanique. Le livre de lecture, en usage dans les écoles primaires, est formé d'extraits choisis avec soin parmi les poésies d'Arndt, de Horn et des principaux auteurs nationaux, où tout ce qui est d'origine allemande est glorifié et tout ce qui est d'origine latine violemment déprécié.

Dans de telles conditions, comment hésiterait-on à dénaturer l'histoire? On a beaucoup crié en France contre les « Loriquet » de la Restauration. En Allemagne, les Loriquet fourmillent et personne ne crie contre. On a imaginé, *ad majorem gloriam Germaniæ*, des histoires et des géographies de fantaisie, dont nous avons indiqué quelques spécimens dans le chapitre précédent. Les annales des peuples y sont aussi étrangement défigurées que les délimitations des pays et le caractère des races.

Avec ce système de chauvinisme étroit, il est bien difficile, en effet, de rester dans la juste mesure. Par une pente inévitable les réorganisateurs de 1807, au lieu de se borner à élever l'esprit de la jeunesse par un noble et sincère patriotisme, ont été entraînés à faire de l'éducation une arme de guerre et de l'école le noviciat de l'armée qu'ils réorganisaient en même temps pour la lutte de la revanche.

Les récents triomphes de l'Allemagne, loin de modifier ces points de vue, les ont, au contraire, rendus plus utiles. On peut même dire que les événements de 1866 et de 1870 ont donné au système sur lequel repose l'instruction publique en ce pays, une nouvelle force d'impulsion. L'œuvre nationale qu'il s'agit d'accomplir maintenant est, en effet, plus grande et plus difficile qu'autrefois. Il faut fortifier l'unité de l'empire que les oppositions particularistes peuvent mettre en péril; il faut germaniser les provinces annexées. C'est surtout par l'action de la politique dans l'enseignement qu'on espère arriver à ce double but. L'Alsace, où l'adaptation des méthodes allemandes est un des grands moyens de domination, fait, à l'heure actuelle, la douloureuse expérience de ce système. On y a supprimé l'usage de la langue française dans les écoles et singulièrement restreint l'étude même du français.

Ainsi l'instruction en Allemagne ne se borne pas à être scientifique et morale; elle est surtout politique. Elle plie, dès leurs plus jeunes ans, les élèves des établissements publics aux idées que le Gouvernement a intérêt à faire prévaloir.

Faut-il entrer dans la même voie ? Faut-il abandonner tout ce qu'il y a de généreux, de civilisateur, de vraiment humain, je dirai même de chevaleresque dans l'éducation française ? Je crois que nous ne le devons pas et que même nous ne le pouvons pas.

Je ne méconnais pas la nécessité de développer, autant que possible, dans l'enseignement de la jeunesse, le culte de la patrie ; mais j'ai dit plus haut ce qu'il faut entendre par le véritable patriotisme. La glorification systématique de notre passé et de notre pays, le dénigrement systématique des autres peuples ne seraient qu'un faux patriotisme qu'il est aussi mauvais, aussi déraisonnable et aussi dangereux d'inspirer à des enfants qu'à des hommes. Si les Allemands habituent les élèves de leurs écoles à les croire et à se croire parfaits, est-ce un motif pour que nous tombions aussi dans ce regrettable travers ? Non ! apprenons à nos jeunes gens que, s'ils doivent aimer en première ligne la mère patrie et lui sacrifier leur vie et leurs biens, ils doivent porter les regards plus haut et plus loin quand il s'agit de civilisation et de progrès et faire leur devise de cette grande maxime : *Homo sum et nihil humani a me alienum puto.*

Du reste, ayons la bonne foi de convenir que la nationalisation de l'enseignement, si, contrairement à toutes nos traditions, nous voulions en faire un système, serait parmi nous beaucoup plus difficile et beaucoup plus périlleuse qu'en Allemagne.

Les Allemands ont eu l'avantage, en 1807, en 1866 et en 1870, d'être fortement unis par des ambitions, des

intérêts et des sentiments qui confondaient toutes les classes de la société dans une seule pensée. L'État, en s'emparant de ces aspirations populaires, a pu aisément imprimer à l'instruction publique une unité, une discipline et une direction conformes à ses propres vues. En serait-il de même en France? Qui peut l'espérer ?

La France est profondément divisée par des partis qui n'aspirent qu'à renverser le Gouvernement, quel qu'il soit, et à prendre sa place. Elle est tiraillée par des prétentions dynastiques qui mêlent les ambitions des princes aux agitations des meneurs révolutionnaires. Or tous ces prétendants et tous ces partis ont des drapeaux et des doctrines diamétralement opposés. Si la politique faisait irruption dans l'enseignement, elle y jetterait ses passions, ses contradictions et ses luttes. Grâce à l'instabilité de nos institutions, chaque parti, en arrivant au pouvoir, n'aurait rien de plus pressé que de bouleverser les programmes et les méthodes. Ce serait à chaque instant une révolution universitaire. Le patriotisme officiel de la veille cesserait d'être celui du lendemain. Toutes les idées du juste et de l'injuste se brouilleraient dans les jeunes âmes, altérant, bien loin de le fortifier, leur dévouement à la chose publique.

Pour appliquer le système allemand, il faut vivre dans des temps de passion ardente où tous les esprits sont animés d'un même souffle, ou bien à des époques de calme profond où les principes essentiels ne sont ni contestés ni même discutés.

Nous ne sommes dans aucun de ces cas. Tout nous commande, dès lors, de placer l'enseignement au-dessus de nos dissensions intestines, dans des régions sereines et pacifiques que ne troublent pas les éclats de nos guerres civiles et où ne règnent que les inspirations éternelles de la justice et de la vérité.

III

L'instruction obligatoire a été, en Allemagne, le corollaire naturel du système qui a introduit la politique dans l'enseignement.

En France, nous envisageons la question de l'obligation au point de vue des grands principes qui s'y rattachent. Si elle trouve des partisans convaincus qui la préconisent comme un élément puissant de moralisation, elle se heurte aux objections de ceux qui y voient une atteinte à la liberté individuelle et aux droits de la famille ou qui la redoutent comme une arme entre les mains des partis. Ce n'est point par ces considérations que se sont dirigés ceux qui ont établi l'instruction obligatoire en Allemagne.

Partant de ce principe qu'il fallait faire de leur pays une nation fortement unie, doublement solidarisée par le patriotisme et la haine de l'étranger, ils ont voulu soumettre les esprits à la discipline la plus rigoureuse dès la plus tendre enfance, afin de n'y laisser pénétrer et de n'y entretenir que les idées utiles à leurs vues. Voilà pourquoi l'État a tenu à s'emparer

de l'enfant et à lui donner une éducation conforme au but national qu'il s'agissait d'atteindre.

Du reste, si on voulait faire de l'Allemagne une nation, c'était surtout pour en faire une armée. Aussi y a-t-on institué le service obligatoire parallèlement à l'instruction obligatoire. Tout Allemand, après avoir été forcé d'être élève, est forcé d'être soldat. L'école n'est que le prélude de la caserne. On y discipline les intelligences, en attendant que le service militaire discipline les corps. Tout se tient dans ce régime où la liberté de l'individu est complétement sacrifiée à l'intérêt politique. L'homme y est un instrument entre les mains de l'État.

Sous l'influence de ce système, l'Allemand s'est accoutumé à obéir. Ce que l'État lui impose, il le fait sans résistance, car ses philosophes, ses historiens, ses poëtes, ses professeurs lui ont appris, comme on a vu plus haut, que l'État est une force nécessaire et indiscutable en qui s'incarne l'idée absolue, la pensée supérieure, laquelle, étant la puissance, est incontestablement le droit. C'est ce que Henri Heine disait plaisamment en parlant du mouvement de 1813 : « On nous commanda le patriotisme et nous devînmes patriotes, car nous faisons tout ce que nos princes nous commandent. »

Voilà de quelle façon nos voisins ont compris et appliqué l'instruction obligatoire. Il est aisé de reconnaître combien chez nous, avec nos mœurs et nos idées, la question est différente. Supporterions-nous aussi docilement la suprématie de l'État? L'obliga-

tion, dans nos écoles, ne serait-elle pas le champ de bataille des partis, au lieu d'être, comme en Allemagne, le point d'appui d'un grand mouvement national? Poser ces questions, c'est en dire toute la gravité.

L'autorité souveraine de l'État domine d'ailleurs l'enseignement tout entier, comme elle domine toute chose en Allemagne. Cependant l'enseignement est déclaré libre en principe. C'est l'art. 22 de la constitution prussienne qui le proclame ; mais tous les établissements publics ou privés sont soumis à une autorisation préalable ayant pour but de constater l'aptitude morale, scientifique et technique de ceux qui les dirigent. L'administration y exerce une surveillance permanente qui porte sur les méthodes, sur le plan des études, sur les livres et le matériel de l'école, sur le choix des maîtres, sur le règlement intérieur, etc. Il est bien difficile de reconnaître dans ce système la liberté promise par la loi.

La collation des grades et la délivrance des diplômes, qui ont soulevé chez nous naguère des débats si passionnés, sont considérés, sans conteste, comme des droits régaliens qui rentrent exclusivement dans les attributions de la haute autorité scolaire. On peut fonder des universités libres, mais il leur faudra toujours une permission spéciale pour jouir des privilèges conférés aux universités de l'État. Aujourd'hui surtout, au milieu des luttes ardentes du *culturkampf*, on est moins que jamais disposé à accorder aux établissements catholiques des droits égaux à ceux des autres institutions d'enseignement supérieur. Dans

une récente brochure sur la réforme universitaire, M. Blüntschli, professeur à Heidelberg, qui est cependant un esprit libéral, prévoyant le cas où une université cléricale se fonderait, s'écrie : « Jamais, les universités allemandes, laïques et gouvernementales, ne lui reconnaîtront des prérogatives semblables aux leurs. Personne ne voudra accorder la capacité de délivrer des diplômes scientifiques à une institution qui condamnerait en principe la liberté de la science ! »

La tutelle et le contrôle de l'État ont été combinés cependant, d'une façon très-remarquable, avec l'indépendance des établissements d'instruction publique et ce n'est pas un des moins intéressants points de vue de l'organisation allemande.

IV

Au sommet de la hiérarchie scolaire, les universités jouissent d'une autonomie à peu près complète. Elles ont leurs lois spéciales, leurs pouvoirs délibérants, et exécutifs, leur système répressif, leurs tribunaux, tout un ensemble de priviléges qui ne se bornent pas aux choses de l'enseignement, mais qui s'étendent à des questions très-graves de droit pénal et de droit civil. Ce sont des corporations qui s'administrent elles-mêmes sous la surveillance de l'État ; mais une tradition séculaire a fait de cette surveillance un pouvoir plus nominal qu'effectif. Ainsi, bien que la no-

mination des professeurs appartienne en droit au gouvernement, cependant les universités choisissent librement leur personnel enseignant et l'État n'intervient que pour ratifier leurs choix. Elles peuvent même appeler à une de leurs chaires un savant étranger, si son mérite leur paraît digne de cet honneur [1].

L'élection est le principe général de l'administration universitaire. Le recteur et le sénat ou conseil académique sont élus par les professeurs ordinaires des facultés; les professeurs sont nommés par la faculté même où ils exercent leurs fonctions; les employés subalternes le sont sur la proposition du fonctionnaire dont ils dépendent. C'est le corps enseignant lui-même qui détermine les programmes des cours, les institutions à créer, à modifier ou à améliorer. L'Université dispose, à son gré, du budget que l'État lui accorde et des ressources particulières, souvent très-importantes, qu'elle possède.

La prérogative dont elle a toujours été le plus jalouse, est celle de faire respecter dans son sein la liberté de penser et d'enseigner. Elle ne s'est jamais laissé imposer de limite par l'État dans la libre recherche et le libre développement de la science. C'était, au moyen âge, c'est encore, aujourd'hui, une république intellectuelle qui n'entend pas être soumise à une autorité autre que celle de ses propres citoyens.

Elle a d'ailleurs son peuple à part qui vit dans une autre sphère légale que le reste de la population. Les

1. Schutzenberger, *Réforme de l'enseignement supérieur*, page 28.

étudiants allemands jouissent, eux aussi, sous la direction de l'université dont ils font partie, *alma mater* de droits et de garanties qui en font une société spéciale. Même en cas de délit, si ce n'est dans les affaires criminelles les plus graves, un étudiant ne peut être arrêté que par les agents de son université, n être jugé par une autre juridiction que la juridiction universitaire.

C'est ce qui explique, depuis des siècles, les mœurs excentriques des étudiants de l'Allemagne. Ils n'ont cessé de former une nation à part, très-attachée à ses traditions, très-dédaigneuse des autres classes sociales, ayant d'ailleurs elle-même sa hiérarchie et ses corporations distinctes. Qui ne connaît les grandes associations scolaires de l'Allemagne, les *Landsmanschaften*, les *Orden* qui remontent aux temps les plus reculés ; les *Burschenschaften*, qui sont nées du mouvement patriotique de 1813, les *Studentische Reformverbindungen*, qui sont d'une date plus récente ? Qui n'a lu, dans les poëtes et les romanciers d'outre-Rhin, les descriptions pittoresques de la vie de l'étudiant germanique, du *Bursche* hardi et batailleur, ayant au cœur un coin sentimental et vaguement rêveur, chantant, dans la fumée des brasseries, au milieu des pots de bière, en lutinant les *mädel* des tavernes, les *lieder* bachiques et épicuriens, moitié latin moitié tudesque, qui se sont transmis à travers les âges ? Aujourd'hui, cependant, on remarque une tendance prononcée, de la part de beaucoup d'étudiants, à se détacher peu à peu des anciennes confréries exclu-

sives. Plus mêlés qu'autrefois à la société ambiante, à ses intérêts, à ses aspirations, ils paraissent tenir beaucoup moins à leur nationalité universitaire et affectent bien moins de mépris qu'autrefois pour le bourgeois, le *philistin*, comme ils l'appellent dans leur bizarre jargon. Le nombre de ceux qui vivent isolés, en dehors de toute association, et qu'on désigne sous le nom de sauvages, *die Wilden*, augmente chaque jour. Le système d'autonomie des universités tend lui-même, comme on le verra plus loin, à se modifier dans le sens de l'unité administrative, civile et sociale. Le temps n'est peut-être pas éloigné où les franchises extraordinaires de ces républiques de la science ne seront plus qu'un souvenir historique; mais elles existent encore dans les lois et constituent une sorte de féodalité scientifique qui limite les droits supérieurs de l'État.

V

Les priviléges universitaires datent, en effet, à peu près de la même époque que les priviléges féodaux. La première, fondée à Prague au XIV^e^ siècle, sur le modèle de l'École de Paris, inaugura l'indépendance de l'enseignement contre l'autorité des princes. La cidatelle académique tenait en échec le pouvoir central, comme le burg tenait en échec les forces de l'empire. Ceux qui y gouvernaient étaient les seigneurs de la science, comme les représentants

de la noblesse héréditaire étaient les seigneurs du sol. Seulement la féodalité universitaire émancipait les peuples, tandis que la féodalité politique les opprimait. C'est dans les écoles allemandes que la liberté et le patriotisme ont toujours eu leur foyer le le plus actif. C'est de là qu'ont pris leur essor les grandes idées et les grandes doctrines qui ont conquis à l'Allemagne un rang si éminent dans le domaine des lettres et des sciences.

Quelle admirable histoire que celle des universités allemandes ! Au XV^e^ siècle elles sont le refuge de l'esprit nouveau contre la persécution. Au XVI^e^ siècle, elles sont le champ de bataille de la Réforme. Au XVIII^e^ siècle, elles sont le sanctuaire de la philosophie et de la science. Gœttingue fouille les profondeurs de l'histoire ; Leipzig creuse et explique les littératures anciennes ; Iéna, avec Schelling, Kœnigsberg, avec Kant, accomplissent une révolution colossale dans le monde philosophique ; partout des professeurs illustres, des lettrés glorieux attirent une jeunesse enthousiaste et sèment dans tous les cœurs, avec l'amour du beau et du vrai, l'amour sacré de la patrie.

L'Allemagne entière, qui se souvient toujours des immenses services que les universités ont rendus, à toute époque, à la cause nationale, entoure d'un grand et légitime respect, aujourd'hui comme autrefois, ces vieilles forteresses de la liberté d'examen et de la liberté de la science. Néanmoins, il est évident que, si vénérables qu'ils puissent être, ces particularismes intellectuels ne sont pas plus compatibles que

les particularismes politiques avec les principes d'unité et d'égalité qui sont le programme du nouvel empire. Tout indique que le nouveau code civil, qui s'élabore actuellement et qui sera probablement appliqué en 1880, modifiera profondément l'autonomie universitaire et placera surtout les étudiants sous le niveau de la loi commune.

Un des professeurs dont le nom et les travaux font autorité, M. Mommsen, a publié naguère, dans les *Preussiche Yahrbücher*, des articles qui touchent à ce point délicat et qui ont produit une vive émotion. Il ne propose rien moins que de centraliser l'instruction publique, ou du moins de lier les divers États confédérés par des lois générales ou des traités spéciaux qui leur imposeraient un régime uniforme en matière universitaire.

Parler de centralisation en ce qui concerne l'université, c'est porter une main coupable sur l'arche sainte de la science! Il y a eu un cri de haro contre la proposition de M. Mommsen. Si elle était adoptée, ce ne serait pas seulement la fin de l'autonomie universitaire, ce serait en outre l'abolition de la souveraineté des États en ce qui regarde l'enseignement public, c'est-à-dire un des plus grands intérêts sociaux. Il est possible, cependant, que l'idée de M. Mommsen réponde aux projets qui s'agitent encore obscurément à Berlin et qui poussent la Prusse à s'emparer peu à peu de la direction suprême de tous les intérêts politiques, économiques et moraux de l'Allemagne entière. Mettre en ses mains et sous son

influence immédiate le gouvernement des âmes dans tout l'empire, ce serait un résultat à coup sûr plus considérable que d'y mettre les chemins de fer.

Cette tentative, si elle est sérieuse, se heurtera aux plus vives résistances. L'indépendance des universités a toujours été regardée comme le rempart de la liberté d'enseignement. On n'y renoncera pas sans protestation ni sans lutte. L'initiative prise par M. Mommsen n'en est pas moins l'indice d'une évolution caractéristique qui se fait dans l'opinion, peut-être aussi dans les régions du pouvoir, et qui a pour but d'étendre la main de l'autorité centrale sur toutes les écoles des États confédérés.

Quoi qu'on médite à cet égard, l'ancienne organisation a rendu trop de services pour qu'on la détruise complétement. Il est probable qu'on en conservera tout ce qui peut donner, par l'indépendance scientifique, une forte impulsion au progrès des sciences et au développement des études. Ce serait un malheur si le *Self government* académique y était entièrement supprimé. On se bornera, sans doute, à la combiner mieux avec la législation générale et à empêcher à l'avenir qu'il ne soit ce qu'il était dans le passé : un véritable État dans l'État.

VI

Il est désirable qu'on étudie sérieusement en France dans quelle mesure le système allemand y pourrait être appliqué.

L'université française a été, à sa naissance et longtemps après, une institution sinon absolument autonome, du moins entourée de nombreux priviléges qui ressemblaient fort à une complète indépendance. La Révolution de 89 fit table rase du vieil édifice universitaire comme de toutes les créations du moyen âge. Elle consacra, en matière d'enseignement, le régime de centralisation par lequel elle prétendait imposer ses plans de rénovation universelle, et que Napoléon poussa à ses dernières limites dans l'intérêt de son pouvoir césarien. La nouvelle université qu'il fonda, lorsque le 18 Brumaire lui eut livré la France, est sans doute une grande conception, mais elle porte, comme toutes les conceptions de l'empire, l'empreinte de la dictature. Elle est la puissance ; elle n'est pas la liberté.

Les termes dans lesquels l'empereur en traça le programme sont certainement dignes de son génie. « Je veux, disait-il à M. de Fontanes, un corps enseignant parce qu'un corps ne meurt jamais et parce qu'il y a transmission d'organisation et d'esprit. Je veux un corps dont la doctrine soit à l'abri des petites fièvres de la mode, qui marche toujours quand le gouvernement sommeille, dont l'administration et les statuts deviennent tellement nationaux qu'on ne puisse jamais se déterminer légèrement à y porter la main. » L'idée est grande et juste ; mais, en se réservant sans partage la nomination des fonctionnaires de l'enseignement, et en absorbant dans l'autorité centrale tous les éléments de l'instruction pu-

blique, Napoléon fit de l'université un vaste instrument de domination destiné bien moins à développer les progrès des mœurs et des idées qu'à servir les vues du chef de l'État. Royer-Collard avait bien raison lorsqu'il définissait l'université napoléonienne « le Gouvernement lui-même appliqué à la direction universelle de l'instruction publique ».

Ce caractère d'absolutisme administratif, aidé par la bureaucratie ministérielle, a survécu à la chute de l'empire. Il a pesé sur l'enseignement tout entier, de façon à arrêter tout essor et à maintenir les hautes études dans une ornière où nos universités sont restées bien en arrière du mouvement général. Depuis 1875, la loi qui consacre la liberté de l'enseignement supérieur et autorise la création d'universités libres, a ouvert la voie qui doit conduire tôt ou tard à une certaine autonomie universitaire. Ce serait un grand progrès et tous les esprits libéraux devraient s'en applaudir, si les partis ne s'étaient pas emparés de cette question pour s'y livrer bataille. La liberté de l'enseignement est devenue le champ de combat de l'ultramontanisme et de la révolution. De part et d'autre, on a en a altéré le caractère, le principe et le but, en s'en faisant une arme pour attaquer l'Église ou pour la défendre. C'est extrêmement regrettable, car il s'agit d'autre chose que d'un intérêt de parti. Il s'agit de l'avenir de nos jeunes générations, des progrès de la science et de l'influence même de l'éducation publique, intérêts considérables et supérieurs qui ne peuvent être servis que par la liberté.

Nous adjurons tous les hommes de bien de se mettre au-dessus de ces mauvaises passions. L'histoire des universités allemandes, avec leurs franchises et leur autonomie, leur prouve que l'indépendance des écoles peut se concilier avec les droits de l'État. Il y a là des systèmes et des pratiques qui méritent au plus haut degré l'attention de nos législateurs.

VII

Une des applications les plus caratéristiques de l'indépendance universitaire en Allemagne, a été l'institution des *Privat docent.*

Le *Privat docent*, comme son nom l'indique, est un professeur particulier qui enseigne sans avoir un titre ni une fonction officielle. Les universités allemandes ouvrent libéralement leurs portes à tous les hommes de mérite qui veulent se vouer à l'instruction de la jeunesse. Pourvu qu'ils fassent leurs preuves de capacité et de moralité, on leur donne accès dans l'école. Ils s'y installent et y parlent librement aux élèves qui veulent suivre leurs leçons. N'ayant aucun traitement de l'État, c'est par leurs auditeurs qu'ils sont payés. Ils ont, du reste, toutes les attributions des professeurs réguliers. Les étudiants qui assistent à leurs cours peuvent se dispenser de tout autre. Leur signature est valable pour les certificats d'études exigés des candidats aux examens.

D'ailleurs c'est un droit reconnu en Allemagne que l'élève peut choisir les facultés où il veut étudier et le professeur dont l'enseignement lui paraît préférable. S'il n'y a pas la liberté d'enseignement dans l'acception rigoureuse du mot, il y a la liberté des études, *Lehrnfreiheit*, et l'on s'y montre très-jaloux de maintenir ce droit traditionnel.

Qui ne comprend le stimulant que le libre choix du professeur par les élèves et les cours libres des *Privat docent* donnent à l'ensemble de l'enseignement? Les *Privat docent* sont, par leur situation et par leur intérêt, des hommes de progrès et, presque toujours, des novateurs. Il est rare qu'ils n'ouvrent pas à la science, tout au moins à la méthode, des horizons inaperçus. Leur concurrence excite, généralement, les professeurs titulaires à une lutte d'émulation permanente avec des forces plus jeunes. Les vieilles réputations sont tenues de grandir sans cesse sous peine de déchoir. Il n'y a pas de paresse, pas de routine possible. Il faut marcher, travailler, avancer constamment, et de là un perpétuel effort qui se traduit toujours par quelque progrès.

C'est certainement à ce système d'émulation et de concurrence que l'Allemagne doit d'être devenue, depuis quarante ans, une des premières nations scientifiques du monde moderne. Ce qu'il s'est produit, dans cet intervalle, d'hypothèses hardies, de recherches patientes, de découvertes sérieuses dans les universités allemandes, a été considérable. Sans doute, dans cette semence de l'esprit, beaucoup d'i-

vraie s'est mêlée au bon grain. Nous avons pu constater que cet élan immense de l'intelligence n'a produit, ni en philosophie ni en morale, des vérités ni des principes sur lesquels puisse se fonder la société de l'avenir; mais, dans l'ordre purement scientifique et pédagogique, les résultats ont été aussi incontestables qu'éclatants.

VIII

Si des universités on passe aux *gymnasiums*, institutions analogues à nos lycées, on y trouve également une remarquable combinaison des droits de la liberté avec ceux de l'autorité. Le gymnase ne jouit pas, il est vrai, d'une indépendance qui en fasse une sorte d'État en miniature; il est, au contraire, fortement soumis à la direction de l'administration scolaire, mais il a une prérogative essentielle qui manque au lycée français. Il fait passer à ses propres élèves l'examen final, *abiturienten examen*, qui leur confère un titre semblable à notre baccalauréat, et il leur délivre le diplôme qui constate leur grade.

La commission d'examen est composée du directeur du gymnase, des professeurs des classes supérieures et d'un membre de l'*Ephorat* ou conseil de surveillance.

Il est inutile de faire ressortir les avantages de ce système; ils sont évidents. Tandis que, chez nous, l'aspirant au baccalauréat se présente à la faculté des

lettres, devant des examinateurs qui ne connaissent ni son aptitude ni ses travaux antérieurs et ne peuvent le juger que sur une épreuve fugitive où le hasard joue un grand rôle, les candidats allemands sont interrogés par des professeurs qui les ont vus depuis longtemps à l'œuvre, qui ont suivi leurs progrès et savent s'ils ont affaire à un bon élève ou à un élève médiocre. Dans ces conditions un candidat vraiment capable ne risque guère d'être rejeté, ni un ignorant d'être admis à la légère.

La législation a pris, en même temps, des garanties contre la partialité des professeurs en consacrant les droits de l'État. Auprès des divers gymnases il y a un commisaire général du Gouvernement qui préside les commissions d'examen et dont la voix est prépondérante en cas de partage. Il a le droit de choisir les sujets de composition et d'interroger les candidats. Il a surtout le droit souverain de *veto*. S'il l'exerce, les délibérations de la commission d'examen sont envoyées, avec tous les documents à l'appui, à une commission supérieure qui siége au chef-lieu de la province, véritable cour d'appel universitaire qui maintient ou casse la première décision.

Ce système, qui combine si heureusement les intérêts des élèves avec les intérêts généraux de l'instruction publique et les priviléges du gymnase, a été étendu récemment aux écoles professionnelles connues sous le nom de *realschulen*.

La *realschule*, dont l'idée première remonte au XVII^e^ siècle et dont le premier essai est dû à un frère

morave, Komansky, a été d'abord une école d'enseignement technique où l'on substituait aux livres l'étude directe de la nature et la pratique matérielle des arts d'application. La première, fondée à Halle, subsiste encore aujourd'hui. Depuis lors, le système s'est généralisé, mais il s'est transformé en s'étendant. Les *realschulen* qui se sont créées dans notre siècle, sont bien restées des écoles d'arts et métiers ayant pour but principal l'instruction pratique et professionnelle, mais ce sont aussi des établissements d'instruction générale. C'est à ce titre qu'en 1859, les *realschulen* de premier ordre ont été assimilées aux gymnases, au point de vue de leurs priviléges particuliers et des droits qu'elles confèrent à leurs élèves [1].

IX

De cet ensemble d'institutions, il faut évidemment conclure que, si le principe même de l'instruction publique peut être critiqué en ce qu'il a introduit les passions politiques et nationales dans l'enseignement, le système allemand est néanmoins supérieur à celui

1. Le diplôme délivré par les *realschulen* sert, comme celui des gymnases, pour être admis dans l'armée au volontariat d'un an. Il donne accès dans les grandes institutions de l'État, à la *Bau Academie* (École des ponts et chaussées) à la *Berg Academie* (École des mines) à la *Hohere Forest Lehrnanstalt* (École forestière) etc. Les élèves diplômés peuvent aussi être reçus dans les facultés, en mathématiques et en sciences naturelles. (Voir Michel Bréal, *Voyage scolaire en Allemagne.*)

de la plupart des États européens. On ne conquiert d'ailleurs pas la renommée sans la mériter. Tous les esprits impartiaux ont cité les écoles de l'Allemagne comme des modèles, et c'est justice. Si leur but essentiel est de former des Allemands, il faut convenir qu'elles forment des Allemands vraiment instruits, vraiment éclairés et que le système tout entier a fait à l'ignorance une guerre implacable.

La statistique de ces quinze dernières années atteste la sollicitude incessante des pouvoirs publics pour le développement de l'instruction. Dans la Prussse seule, qui est toujours le type intellectuel, on ne comptait en 1859 que 13 gymnases ; il y en avait 231 en 1876. Les progymnases ont progressé de 34 % dans la même période. Les *realschulen* de premier ordre se sont accrues jusqu'à 144 %. En résumé, en 1860, il existait 292 établissements d'instruction secondaire avec 3,824 professeurs et 80,030 élèves ; en 1876 il en existe 454, avec 6,069 professeurs et 135, 777 élèves.

Il s'est néanmoins glissé quelques abus dans la pratique de ce remarquable régime universitaire. Un de ces abus a été signalé l'année dernière, avec une grande énergie, par M. Mommsen. C'est l'obtention *in absentia* des grades élevés. Dans certaines universités, lorsqu'on désire obtenir le titre honorable de « docteur », on peut se borner à envoyer à la commission d'examen une thèse manuscrite ou imprimée dont on se déclare l'auteur. Si le travail paraît digne d'être agréé, le candidat est admis sans avoir besoin de venir défendre lui-même sa thèse ; il suffit qu'il acquitte

les droits et tout est dit. Rien n'est plus facile et rien n'est plus habituel que la fraude en ce cas. Il s'est créé des fabriques de thèses qui en fournissent à prix modéré à tous ceux qui en veulent. On trouve même parfois dans les journaux des annonces faites par les maisons où se trouve ce genre de marchandises. Les plus étranges incidents ont été souvent la suite de cette pratique abusive. On a vu notamment deux candidats envoyer un jour la même thèse à la même université [1]. Cela explique d'ailleurs le nombre extraordinaire de docteurs qu'on rencontre en Allemagne. Presque tout le monde, j'entends le monde de l'intelligence, y est « docteur » à peu près comme tout individu présentable est qualifié « squire » en Angleterre.

Mais ce ne sont là que des détails qui ne sauraient affaiblir l'incontestable mérite de l'ensemble. Sachons apprécier la supériorité du système allemand et tirons parti, autant que possible, de ce qu'il a de rationnel et d'utile.

1. L'université de Gœttingue, où cet abus était, paraît-il, le plus audacieusement pratiqué, a été mise récemment en demeure d'y renoncer.

CHAPITRE SIXIÈME.

LE SERVICE MILITAIRE.

I

J'espère que l'Allemagne ne parviendra pas à faire admettre par l'Europe civilisée sa théorie philosophique du droit de la force, mais elle l'a contrainte à la pratiquer, ce qui est pire encore que de la professer. Elle lui a imposé son système militaire. Tous les États ont été forcés de modifier radicalement et de développer outre mesure l'organisation de leurs forces nationales. Bon gré, mal gré, il a fallu se mettre partout au régime de l'armée prussienne. Partout on a dû agrandir la puissance défensive aux proportions de la puissance offensive dont, successivement, l'Autriche et la France avaient fait la funeste expérience. A un peuple conquérant, en possession de moyens d'attaque inconnus jusqu'ici, chacun s'est mis en mesure d'opposer soit des moyens analogues, soit des moyens plus puissants encore. Tout a dû se transformer à la fois : le recrutement, l'armement, l'instruction et la tactique des armées. La Prusse a fait,

sous ce rapport, une révolution. C'est à qui s'empressera de l'imiter, comme on imitait la pensée française, au siècle de Louis XIV, et les idées libérales de notre pays, en 1789. Nous offrions alors pour modèles à la société moderne nos écrivains et nos législateurs. L'Allemagne de nos jours lui offre pour modèles ses canons et ses soldats.

Je ne suis pas compétent pour juger, au point de vue technique, le mérite des innovations que la Prusse a introduites dans l'art de combattre. Puisqu'on les a généralement adoptées aussitôt qu'on a pu les voir à l'œuvre, il faut croire qu'elles constituent un progrès incontestable dans la science de la destruction. C'est sans doute un procédé infaillible pour tuer plus d'hommes en moins de temps, gagner plus de batailles et ravager plus de pays. Dès lors je comprends que tous les hommes de guerre, qui ne savent résoudre les questions internationales qu'à coups d'épée, aient préconisé et appliqué à l'envi ce système. Les hommes d'État peuvent-ils avoir le même enthousiasme? Il y a lieu d'en douter. S'ils se résignent à la dure nécessité de dépenser des sommes folles pour réorganiser les armées à la prussienne, ils gémissent sans doute des sacrifices énormes qu'on exige d'eux; je crois même qu'ils ne sont pas sans inquiétude sur l'efficacité du régime auquel leur pays est condamné. C'est exclusivement à leur point de vue que je veux me placer. Je n'ai aucun droit d'apprécier l'organisation militaire de l'Allemagne dans l'ordre stratégique; mais je puis lui demander quelle est

son influence et quels peuvent être ses effets dans l'ordre politique et social.

II

Sans être soldat, on sait que la stratégie, en général, repose sur trois données essentielles : rapidité de mobilisation, puissance de l'armement, supériorité numérique des combattants. Être prêt à l'attaque et à l'invasion avant que l'ennemi ait eu le temps de se mettre sur la défensive ; le foudroyer et l'épouvanter à grande distance par le feu d'une artillerie formidable et par des armes de tir portant plus loin que les siennes ; jeter enfin sur lui des masses considérables qui l'écrasent et le mettent en déroute : toute la science de la guerre et de la victoire est là.

Ce qui distingue la Prusse, c'est qu'elle a poussé plus loin que toute autre nation et a perfectionné, si on peut employer un pareil mot pour une telle chose, l'application de ces principes. Elle y est parvenue par le service obligatoire, par la recherche patiente et l'acquisition à tout prix de tous les nouveaux engins que le génie de la destruction a pu inventer, enfin par l'établissement d'une machine militaire d'une précision mathématique où tous les rouages s'engrènent l'un dans l'autre et fonctionnent merveilleusement et où la force motrice agit sur les moindres organes avec une régularité et une puissance surprenantes.

Il y a, dans ce régime, quelque chose d'inattendu qui est bien fait pour étonner. Le principe fondamental de l'organisation prussienne est le même que celui des théoriciens révolutionnaires : la nation armée; tous les citoyens soldats ; pas de priviléges pour le rang ni la fortune; pas de faculté de remplacement; tous les enfants de la patrie debout pour servir et défendre leur mère ! Seulement ce que la révolution demande à l'exaltation du patriotisme, la Prusse l'a exigé et obtenu de l'obéissance passive. L'une soulève le peuple entier dans un vaste élan démocratique pour le lancer contre les envahisseurs du sol national; l'autre le saisit et le discipline pour faire de ses masses organisées l'instrument de l'invasion et de la conquête.

L'Allemand est remarquablement préparé dès l'enfance à cette œuvre de servitude militaire. Tout petit, il sait qu'il ne s'appartiendra que lorsqu'il sera arrivé à l'âge mûr. Jusqu'alors l'école puis la caserne le prendront, tour à tour, pour l'accoutumer à obéir. Obéissance d'autant plus méritoire qu'elle n'a guère de récompense à espérer !

En effet, tous ces jeunes hommes, que l'on arrache à leurs familles et à leurs travaux pour les livrer aux stériles exercices de la vie de soldat et sur qui, après le temps du service effectif, pèse, jusqu'à près de quarante ans [1], la chance fatale d'être tout à coup

1. La durée du service effectif est de sept ans, dont trois ans dans l'armée et quatre ans dans la réserve ; après quoi l'on passe cinq années

rappelés sous les drapeaux, ne peuvent aspirer, quels que soient leur dévouement et leur courage, à aucun grade digne d'exciter ni de satisfaire leur ambition. Le noble métier des armes, comme aux temps de la chevalerie, est encore, en Allemagne, un privilége aristocratique. C'est aux gentilshommes que sont réservées les épaulettes et les hautes dignités de l'armée. L'homme de la bourgeoisie et du peuple n'arrive qu'avec peine au grade de sous-officier et c'est tout. Une barrière à peu près infranchissable s'élève entre lui et le sous-lieutenant qui le commande. Le soldat allemand ne porte jamais, comme le soldat français, son bâton de maréchal dans son havre-sac.

Cette interdiction n'est cependant pas dans les lois. Il n'existe aucune disposition formelle du code prussien qui empêche un simple soldat de devenir officier; mais le fait résulte de quelque chose de plus puissant et de plus insurmontable que le droit écrit; il résulte des mœurs et des préjugés traditionnels. Une législation restrictive pourrait, en effet, se réformer facilement le jour où un esprit vraiment libéral serait à la tête du Gouvernement, et les priviléges militaires pourraient avoir leur nuit du 4 août en Allemagne, comme l'ont eue en France les priviléges féodaux; mais la réforme des mœurs échappe à toute réglementation légale et il lui faut bien longtemps pour s'accomplir. En droit, le sous-officier allemand peut

dans le premier ban de la *Landwehr* et cinq ans dans le second ban. Le soldat allemand n'est donc libéré qu'après sa trente-septième année; mais il peut encore être toujours pris pour la *Landsturm*.

aspirer à l'épaulette; en fait, il n'y parvient que dans des circonstances tout à fait exceptionnelles. Les idées aristocratiques, qui prévalent dans le haut personnel de l'armée, lui barrent le chemin et s'opposent à ce qu'un homme sans naissance figure dans le corps d'élite où ne pénètrent que les fils de la noblesse héréditaire.

On dit, il est vrai, que ce système a pour but de former d'excellents sous-officiers. Ceux qui arrivent à ce grade y sont maintenus strictement afin qu'ils y acquièrent une grande expérience et puissent y rendre des services qui seraient perdus s'ils passaient à un grade supérieur. C'est possible, mais refuser à un homme de mérite une juste rémunération soit parce qu'il est plébéien, soit parce qu'on a intérêt à l'immobiliser dans un rang inférieur, c'est une injustice que tous autres que des Allemands ne subiraient pas sans protestation.

Par une conséquence naturelle, ce privilége de caste, qui met entre les soldats et les officiers une distance infranchissable, donne à ceux-ci vis-à-vis de leurs inférieurs un orgueil, une arrogance féodale qui les rendent généralement durs et excessivement sévères pour tout ce qui concerne le service. On ne voit pas régner en Allemagne cette sympathie, cette bienveillance paternelle que l'on rencontre presque toujours, en France, chez l'officier envers les hommes qui sont sous ses ordres et dont il est généralement adoré. Le chef allemand est rude, raide et souvent brutal. Il se fait redouter des soldats ; il ne s'en fait pas ai-

mer. Du reste peu lui importe ! Qu'ils obéissent et qu'ils se taisent. Qu'est-ce autre chose que de la chair à canon ? Qu'ils meurent pour le roi et pour la patrie; c'est leur devoir. S'ils survivent, ils n'ont fait que ce que prescrivait le patriotisme. De quoi ont-ils à se plaindre et qu'ont-ils à réclamer de plus ?

L'armée est, en Allemagne, presque la seule carrière que puissent suivre les fils des grandes familles. La noblesse allemande, généralement besogneuse, professant, par tradition, un mépris hautain pour l'industrie et le commerce dont elle ignore les lois supérieures et dont elle flétrit les pratiques, ne peut guère trouver que dans l'état militaire un champ d'activité et une profession lucrative. Naturellement aussi on cherche à la satisfaire en lui attribuant sans partage les grades dont la rétribution peut la faire vivre honorablement. Mais cela même ne la contente qu'à demi et son ambition personnelle n'est, malheureusement, pas sans danger pour la paix générale. On ne récolte, en effet, les honneurs et les riches dotations que sur les champs de bataille. Il n'est pas d'officier allemand qui ne désire la guerre afin de monter plus haut. C'est ce qui explique comment il y a toujours, dans toutes les cours des États confédérés, surtout à Berlin foyer du militarisme germanique, une camarilla militaire qui s'efforce d'exercer une pression dangereuse sur la politique. C'est là qu'agissent sans cesse les influences tendant à entraîner l'empire dans de nouvelles entreprises belliqueuses. C'est de là que partent toutes les menaces de guerre qui troublent périodiquement le repos de l'Europe.

Si le haut personnel de l'armée allemande se composait, comme chez nous, d'hommes de toutes les conditions, arrivés à des grades éminents par leur seul mérite et non par leur naissance, ils apporteraient dans les conseils du souverain l'esprit et les intérêts de la vie civile et feraient contrepoids à ce militarisme exclusif qui est dans les mœurs invétérées de la vieille aristocratie. Mais il n'en est pas ainsi. L'élément féodal domine sans partage dans les rangs supérieurs de l'armée, et les hommes d'État, M. de Bismarck lui-même, ont beaucoup de peine à résister aux mauvais conseils de cet entourage guerrier.

III

Les inconvénients de cette situation ont, depuis quelque temps surtout, vivement frappé l'opinion publique. Les partis libéraux, à plus forte raison les partis démocratiques, ont tous inscrit dans leurs programmes la nécessité d'une réforme soit en élargissant les droits du contrôle parlementaire sur l'administration de l'armée, soit en modifiant les conditions du service [1]. D'autre part, le nombre croissant de ceux qui se soustraient chaque année à l'impôt du sang par l'émigration ou par la fuite, atteste combien les rigueurs du régime actuel deviennent impopulaires.

1. Les journaux démocratiques sont particulièrement violents contre le système militaire actuel. Ils disent qu'il doit disparaître si la nation ne veut pas se condamner à un esclavage perpétuel pire

L'heure n'est peut-être pas éloignée où un mouvement d'opinion, se prononçant de toutes parts, contraindra le gouvernement et le Reichstag à examiner sérieusement cette question pour la résoudre dans un sens plus libéral et moins oppressif.

Les Allemands, qui sont un peuple sérieux, commencent à réfléchir gravement sur ce militarisme absolu qui les plie et les écrase. Ils voient bien ce qu'y ont gagné les officiers pour qui l'armée est une profession utile et qui ont pu réparer leurs fortunes ébréchées grâce aux millions arrachés aux vaincus, mais ils ne parviennent pas à découvrir quel profit ils en ont tiré eux-mêmes ni quel avantage l'Allemagne en a obtenu. Voilà plus de cinquante ans déjà qu'on leur impose la plus lourde charge militaire qu'aucun peuple ait jamais supportée, et M. de Moltke leur déclare qu'il faut se résigner à la subir encore pendant un demi-siècle. Ils se demandent, avec regret, ce que leur a procuré dans le passé le sacrifice colossal qu'ils ont dû faire et, avec inquiétude, ce qu'il leur procurera dans l'avenir.

En 1813, tous se sont levés comme un seul homme à l'appel de leurs souverains pour combattre le prétendu ennemi héréditaire. Ils espéraient marcher à la guerre de la liberté, pour la constitution de la grande patrie. Leur victoire ne leur a valu qu'une oppres-

que le servage du moyen âge. Le *Volkstaat* signalait surtout, naguère, l'augmentation des suicides dans les rangs de l'armée où ils sont de 1 sur 1,500 hommes, tandis que, dans la population civile, il n'y a qu'un suicide sur 7,000 habitants. Il attribuait ce fait à la brutalité avec laquelle les officiers traitent les soldats.

sion plus despotique qu'auparavant. Au lieu de la grande Allemagne de leurs rêves, ils n'ont eu qu'une Allemagne plus morcelée, plus subalternisée que jamais. Depuis, on les a enrégimentés sous une discipline inexorable. Ils s'y sont résignés parce qu'on leur a dit qu'on travaillait à la grande œuvre nationale et que c'était sur leurs bras patriotiques qu'on comptait pour l'accomplir. Ils ont obéi. Ils sont allés verser leur sang en abondance sur les champs de bataille de la Bohême, en 1866, et de la France, en 1870. Ils se sont battus en héros ; ils ont remporté victoires sur victoires. Quel est pour eux le résultat de ces brillants faits d'armes ?

Ils espéraient réaliser l'unité nationale ! Elle est bien loin encore d'être faite et se fera-t-elle jamais? Ils espéraient les institutions des peuples libres, et on ne leur a donné qu'une constitution bâtarde qui se résume d'ailleurs tout entière dans la dictature d'un seul homme, M. de Bismarck ! Ils espéraient la richesse et la prospérité ; ils n'ont que la misère, le discrédit, une crise économique effrayante, une décadence industrielle et commerciale sans exemple.

Il y a là de quoi faire de douloureuses réflexions. A quoi sert donc ce système militaire qui fait peser sur tous les citoyens, pendant près de vingt années, l'impôt le plus onéreux et le plus terrible qui existe, et enlève tant de bras et tant d'intelligences aux arts industriels et aux professions libérales? Pour entretenir une organisation qui ne profite qu'à quelques privilégiés de la naissance, faut-il plus long-

temps ruiner et écraser la population tout entière ?

Voilà ce qu'on se dit déjà en Allemagne. Si le parlement avait devant lui un ministère responsable, il est certain que ces questions y auraient été soulevées dans les termes les plus énergiques. Mais le régime parlementaire n'est encore au Reichstag qu'à l'état de vague et lointaine espérance. La majorité elle-même s'y est liée en donnant, depuis 1873, au Gouvernement une espèce de blanc-seing militaire pendant sept années et en fixant le contingent pour toute cette période. L'Allemagne rongera donc le frein qu'elle s'est laissé mettre, mais elle ne s'en débarrassera point. Ce n'est pas encore un pays de liberté qui puisse imposer ses volontés au pouvoir. C'est un peuple habitué à obéir qui subit la volonté de ses chefs.

IV

Il est vrai que le régime parlementaire enlèverait au système actuel, en ce qui concerne l'administration de l'armée, un de ses plus grands avantages : la fixité dans l'exécution de ses plans.

Ceux qui dirigent, en Allemagne, la machine militaire ne sont pas exposés aux caprices d'une assemblée dont la majorité changeante risque de défaire le lendemain ce qu'elle a décidé la veille. L'esprit de suite est une grande force en politique ; en matière technique c'est une nécessité. L'incontestable

supériorité de l'armée allemande tient certainement à l'indépendance, on pourrait même dire à l'autonomie de sa haute administration.

Le grand état-major ne dépend pas plus du ministre qu'il ne dépend du parlement. C'est un gouvernement *sui generis* où s'élaborent et se décident toutes les questions qui intéressent la défense du territoire et l'action militaire au dehors. Le ministre de la guerre n'exerce que des fonctions purement administratives. La culture des idées, l'étude et l'application des systèmes, appartiennent, sans réserve, au chef de l'état-major et aux officiers d'élite dont il est entouré.

Quand un aussi puissant levier se trouve entre les mains d'un homme de valeur, il est facile de comprendre ce qu'il peut en faire. Or, sous ce rapport, la fortune s'est montrée prodigue envers l'Allemagne. Elle lui a donné un stratégiste de génie en M. de Moltke.

L'organisation militaire, si parfaite qu'elle puisse être, les soldats si nombreux et si disciplinés qu'on les possède, ne suffisent pas pour gagner des batailles. Il faut, de plus, le génie personnel qui met en action ces forces combinées. Otons M. de Moltke, des trois grandes campagnes qui, en Danemark, en Bohème et en France, ont illustré les armes allemandes, qui peut dire à qui serait restée la victoire? Tant vaut le capitaine, tant valent les armées. M. de Moltke est un tacticien inimitable. Il ne faut le comparer ni à Frédéric, ni à Turenne, ni à Napoléon, car il n'a jamais commandé en personne. Depuis 1833, époque où

il servit en Orient dans l'armée ottomane, jusqu'en 1863, lorsqu'il a présidé à l'expédition des duchés, il s'est absorbé dans l'étude, sans avoir occasion de révéler au monde son incontestable valeur; mais, de ses travaux obscurs et silencieux, devait sortir tout d'un coup et éclater comme un coup de foudre toute une nouvelle tactique destinée à assurer à sa patrie le premier rang parmi les nations guerrières. La façon dont il a préparé et conduit la campagne contre l'Autriche ; ses plans et ses manœuvres dans la guerre contre la France, sont, de l'aveu de tous les hommes spéciaux, des chefs-d'œuvre de prévoyance et d'audace. Nous n'avons eu malheureusement à lui opposer aucun de ces généraux dont le coup d'œil d'aigle pénètre et dont l'esprit puissant déjoue les desseins de l'ennemi. Nous avons été vaincus autant par la supériorité du chef qui nous combattait que par le nombre de ses soldats !

Si M. de Moltke a pu réformer profondément le système militaire de son pays et préparer minutieusement tous les moyens de réussir, c'est parce qu'il n'a jamais été gêné dans l'élaboration et la réalisation de ses idées. Pendant des années, il a pu marcher et il a marché vers son but, sans que rien le dérangeât ni lui fît obstacle. Les orages politiques passaient à côté de lui sans le troubler. Les ministres pouvaient tomber ou s'élever au gré des partis, le grand état-major restait impassible à son œuvre et poursuivait invariablement ses travaux dans une sphère inaccessible aux vicissitudes de la politique. Cette indépendance

du principal moteur a donné à la machine tout entière une sûreté de direction et une force qu'on ne retrouve nulle part à un égal degré.

Le personnel de l'état-major allemand est, du reste, à la hauteur de sa mission. On n'y admet que des officiers d'une capacité hors ligne. Il n'y a pas de nullités et il n'y a pas de superfluités. Tandis qu'en France le corps d'état-major compte 472 officiers, en Allemagne il n'en comprend pas plus de 109, outre 39 qui composent un corps accessoire désigné sous le nom de *Neben Etat*. Le travail, plus concentré, est aussi plus actif et plus sérieux. Le grand état-major est un vaste laboratoire où nul ne se repose jamais. On ne s'y endort point paresseusement après des victoires dans la douce persuasion que tout est pour le mieux dans la plus forte des armées possibles. Loin de là ! on y rêve sans cesse de nouveaux progrès. Ceux qui y collaborent semblent avoir fait leur devise de ce vers fameux, *nil actum reputans si quid superesset agendum*. C'est un grand observatoire d'où l'on suit, jour par jour, heure par heure, tout ce qui se passe à l'étranger en fait d'art militaire, d'où l'on découvre au loin les moindres inventions qui se produisent afin de les accaparer, si l'on peut. Depuis la guerre de 1870, on a déjà deux fois transformé l'armement. Des fusils d'un modèle perfectionné ont remplacé le fameux fusil à aiguille qui, cependant, avait fait merveille. L'usine Krupp ne chôme pas. On y a fondu des canons encore plus formidables que ceux auxquels on doit les triomphes de 1866 et de 1870. On a exécuté dans toute l'Al-

sace-Lorraine et en bien d'autres points en arrière, d'immenses travaux de fortification. On a surtout développé et admirablement organisé les bataillons de chemins de fer, qui forment maintenant un régiment et sont appelés à rendre des services considérables, dans de nouvelles expéditions.

Le budget militaire de 1877 répond particulièrement à d'importantes améliorations. Il a eu surtout pour objet la réorganisation de la cavalerie qui doit opérer désormais par grandes masses compactes, suivant le projet du major-général Von Schmidt. Tous les services sont largement dotés en vue de rendre meilleures les conditions d'existence des soldats et des officiers. Un emprunt est demandé pour construire de nouvelles casernes.

Le grand état-major est également une haute préfecture de police, qui, en temps de paix comme en temps de guerre, entretient, dans tous les pays, des agents secrets en mesure de lui rendre compte de tout ce qui peut l'intéresser. En France, on a toujours eu la fausse dignité, aussi périlleuse qu'absurde, de mettre dans l'art de la guerre un certain esprit chevaleresque qui n'est au fond qu'une duperie. Les Allemands sont plus réalistes et plus sensés. L'espionnage permanent est un de leurs plus grands moyens d'action à l'étranger. Il est vrai que leur esprit d'émigration, qui les répand sur tous les points du globe, leur rend cette tâche plus facile ; mais leur exemple mérite de n'être point perdu. Étant donnée la guerre avec ses horreurs, tout ce qui peut assurer le succès doit être employé sans scrupule.

Nous avons beaucoup travaillé en France depuis nos désastres et reconstitué des forces défensives contre lesquelles une nouvelle invasion risquerait fort de se briser; ne nous faisons pas, toutefois, de dangereuses illusions. Pendant que nous refaisions péniblement notre puissance militaire, les Allemands ont énormément développé la leur. On assure que toute leur organisation est si bien coordonnée, la place de chaque chose et de chaque homme si bien précisée d'avance, qu'il ne leur faudrait pas huit jours pour mobiliser un million de soldats et mettre en ligne l'immense matériel dont ils disposent. Sous ce rapport il y a là un avertissement qu'on ne saurait trop méditer. Évidemment, dans le jeu des batailles, être prêt avant son adversaire, c'est être plus qu'à moitié vainqueur.

Ce n'est pas seulement dans les œuvres de la destruction que la supériorité de l'état-major allemand s'est affirmée. Il s'y accomplit chaque jour des travaux théoriques d'une véritable valeur. On y suit incessamment, avec un soin plein d'intelligence, tous les mouvements de la politique générale. L'étude des journaux du monde entier entre dans les occupations réglementaires. Il y a, enfin, dans ce personnel d'élite, des écrivains de vrai talent qui racontent l'histoire militaire contemporaine sous la haute inspiration de M. de Moltke, lequel a prouvé, par ses *Lettres sur l'Orient*, qu'il est un littérateur distingué autant qu'un savant stratégiste. Les publications de l'état-major prussien sur les campagnes de Danemark, de Bohême et

de France, sont des modèles qui se signalent par l'attrait du style, l'abondance et l'authenticité des documents, la sûreté des appréciations techniques et morales, et surtout par l'impartialité avec laquelle sont jugés les ennemis de l'Allemagne.

M. de Moltke, malgré son grand âge, préside à ces œuvres historiques qui, ainsi qu'on l'a dit, sont pour lui ce que les *Commentaires de César* furent pour le héros romain; ce qui ne l'empêche pas d'être assidu aux séances du Reichstag et d'y porter souvent la parole avec une éloquence brève, concise, toute militaire, qui atteste que, s'il est un lettré, il est aussi un orateur et un esprit politique.

Puisque la fatalité des événements nous a condamnés à faire de la réorganisation de nos armées la question vitale de notre puissance nationale, il serait à désirer que le corps d'état-major en France pût s'établir sur des bases analogues à celles de l'état-major allemand. Il importerait qu'on pût lui assurer l'indépendance et la liberté d'action qui permettent à ce dernier de se vouer sans relâche à l'étude et à la solution de questions techniques, en dehors des brusques vicissitudes de la politique. Chez nous les conditions mêmes du pouvoir, les crises fréquentes qui renversent tout à coup les ministères, nuisent à la fixité des méthodes et à l'esprit de suite qui sont la grande force de nos voisins. Ne pourrait-on pas, dans une certaine mesure, faire de notre état-major un pouvoir à part qui ne fût plus sous la direction du ministre de la guerre et échappât ainsi aux agitations

et aux évolutions de la politique? Cela vaut la peine qu'on s'en préoccupe.

V

Maintenant ce système si puissant, si perfectionné, par lequel l'Allemagne fait, à ce qu'il paraît, l'admiration des hommes de guerre de tous les pays, est-il vraiment un progrès comme on l'assure? Ces immenses légions qu'on entretient à grands frais et qui font de tous les citoyens des soldats, sont-elles une force aussi grande et aussi sûre qu'on le prétend? De très-bons esprits ont beaucoup de doutes à cet égard. Ils estiment que les Allemands, en donnant leur tactique à l'Europe, risquent fort de lui avoir fait un don funeste et qu'eux-mêmes, peut-être, ne tarderont pas à s'apercevoir des dangers de leurs méthodes.

Il est vrai que l'art de la guerre a dû se transformer profondément en présence des terribles engins que la science moderne, science effroyable, a inventés. Les fusils à longue portée, les nouveaux canons qui envoient jusqu'à deux lieues de distance leurs projectiles foudroyants, ont nécessairement changé tous les principes de la stratégie. Le courage personnel du soldat, l'élan des troupes, la course ardente à la baïonnette, ont été annulés et supprimés. Les hommes contraints à l'immobilité, n'ayant d'autre valeur que celle de rester impassibles sous une tempête de fer et de feu,

ont perdu toute spontanéité et même toute importance individuelle. Ce sont, désormais, les éléments de grandes masses qu'on met en mouvement lorsque l'artillerie formidable de nos jours a fait son œuvre destructive. Mouvements d'ailleurs prudents et obscurs où l'on a soin d'éviter les plaines découvertes, où l'on se gare dans des forêts impénétrables, derrière des abris puissants, pour se jeter de là, à l'heure psychologique, sur l'ennemi démoralisé. C'est la guerre des peuples sauvages tapis dans les bois épais d'où, comme les bêtes fauves, ils se précipitent sur leur proie.

La force morale a été détruite par ce système; il n'est resté que la force brutale. Soit! L'art de la destruction l'a voulu ainsi. Subissons tous cette loi déplorable. Jadis on marchait fièrement à ce qu'on nommait « le champ d'honneur ». Ce n'est plus aujourd'hui que le champ de carnage. On se massacre sans se voir! On reçoit la mort sans savoir d'où vient le coup qui tue. A quoi sert, dans tout cela, le courage personnel? Où est encore l'honneur si cher à garder, même quand tout est perdu? Il suffit au soldat d'être capable de souffrir le martyre sans effroi et d'attendre le coup mortel sans pâlir.

Aussi que lui demande-t-on désormais? L'obéissance passive dans sa forme la plus inflexible. Ce devoir est plus facile à l'Allemand, car il est plié à la discipline par son éducation tout entière. Parmi les nations libres, ce complet abandon de soi-même est peut-être plus difficile à obtenir. L'enthousiasme

du patriotisme exalte les cœurs généreux et les pousse vaillamment au-devant du péril; les enflammera-t-il avec la même ardeur lorsqu'il faudra se condamner à l'immobilité et se voir décimer sans pouvoir se défendre? Je ne parle pas ici d'un pays plutôt que d'un autre. Je parle d'un sentiment naturel qui est plus général qu'on ne l'avoue. Si, par l'effet de leurs mœurs, ce sentiment ne s'est pas révélé encore chez les Allemands, il s'y produira sans doute quelque jour. En Allemagne, ainsi qu'ailleurs, on finira par se demander comment il faut appeler ces tueries en masse que font les boulets et les obus, sans que la bravoure personnelle y ait la moindre part, et si ces excès de la force ne sont pas un détestable retour à la barbarie.

VI

Le service obligatoire, que la Prusse a introduit dans le régime militaire de l'Europe, contribuera, plus tôt qu'on ne le pense, à ce mouvement d'opinion. Les anciennes armées, relativement peu nombreuses, se recrutaient surtout parmi les populations rurales, faciles à conduire, et parmi des hommes que leur vocation ou leur intérêt portaient à choisir la carrière des armes. Désormais, tout le monde y est voué, bon gré mal gré. On enrôle sous les drapeaux la population ouvrière des grandes villes et des grands centres industriels, qui est si profondément imprégnée de

doctrines radicales également subversives de la discipline et du respect de la hiérarchie ; on y incorpore ces demi-savants, ces bacheliers à peine sortis des écoles, ces tribuns des rues et des estaminets qui ne peuvent manquer d'apporter dans l'armée les plus mauvaises passions de la politique. A toute époque les hommes de bon sens ont signalé le danger des « baïonnettes intelligentes ». C'est presque toujours un instrument de révolution bien plus que de défense sociale et nationale. Le soldat n'est solide et sûr qu'à la condition de n'être qu'une machine qui ne raisonne pas et qui pense à peine. Or, le service obligatoire peuple les armées de raisonneurs de la pire espèce, d'ennemis nés de tout ordre et de tout gouvernement régulier. Qu'adviendra-t-il si l'esprit de parti envahit la caserne? Ce peut être l'indiscipline d'abord ; ce sera bientôt l'anarchie.

Jusqu'à présent l'Allemagne n'avait pas vu ce péril et ne s'en était pas préoccupée. Ses populations étaient restées à l'abri de l'action révolutionnaire, attachées, comme jadis, aux vieilles traditions. Depuis dix ans, les progrès inouïs du socialisme ont altéré ces sentiments. Le 28 mai 1876, l'organe le plus important de la presse germanique, la *Norddeutsche allgemeine Zeitung*, jetait le cri d'alarme et dénonçait la propagande socialiste qui se fait dans l'armée. A Spandau, à Dresde, à Lubeck, à Mayence, etc., on a trouvé entre les mains des soldats un nombre considérable de brochures socialistes. Plusieurs fois les hommes de la Landwehr, en revenant de l'appel, ont

chanté la *Marseillaise des travailleurs*. Ce ne sont, sans doute encore, que des faits isolés, mais ils révèlent un travail souterrain tendant, en Allemagne comme partout, à détruire la discipline militaire et à lier l'armée à la cause démocratique.

Que sera-ce si aux manœuvres des partis viennent se joindre les ambitions des chefs? Une fois la politique entrée dans l'armée, elle n'en sortira plus. Les généraux y chercheront des forces pour y soutenir leurs visées personnelles et les empires glisseront sur la pente des *pronunciamientos*, des coups d'État et des coups de main militaires, les pires des révolutions. Animées des fureurs des discordes civiles, les armées se diviseront et se déchireront entre elles, comme il est arrivé dans le monde romain, pour faire triompher un dictateur, couronner ou détrôner un César.

L'Allemagne, grâce à l'esprit de caste qui solidarise le corps des officiers contre le mouvement révolutionnaire, échappera, peut-être quelque temps encore, à ces menaçantes éventualités, mais l'heure viendra où la hiérarchie sociale y sera également brisée. Alors elle pourra juger si le service obligatoire, qui favorise sous les drapeaux le développement des passions subversives, n'est pas un système plus malfaisant qu'utile.

VII

En attendant, convaincus ou non, la nécessité plus forte que ces fâcheuses prévisions, a contraint tous les États à former des armées colossales pour pouvoir les opposer aux masses énormes dont disposent les Allemands. Je comprends cette nécessité fatale et ne m'étonne nullement qu'on l'ait partout subie sans hésitation. La sécurité de chaque pays et son existence même en dépendaient évidemment. Mais il est bien permis de s'en affliger et de dire que l'Allemagne n'a pas plus le droit de s'enorgueillir de ce qu'elle a apporté à la société moderne dans l'ordre militaire que de ce qu'elle lui apporte dans l'ordre philosophique, religieux et moral.

Voilà donc comment cette nation, qui se prétendait le foyer intellectuel et scientifique du monde entier, exerce l'influence et la suprématie qu'un concours inespéré des circonstances lui a données. Elle force tous les États civilisés à se hérisser de soldats et de fusils. Elle jette entre tous les peuples des sentiments de défiance et des germes d'hostilité qu'entretiennent leurs gigantesques armements. Elle fait de la guerre l'œuvre fondamentale du genre humain. Grâce à elle, la puissance et l'organisation des armées sont maintenant la mesure de la valeur morale d'un pays et du degré de civilisation dont un peuple est capable. Les nations se classent aujourd'hui d'après le nombre de

leurs soldats ; celle qui est le mieux outillée pour la bataille, est la plus digne de dominer.

Que résultera-t-il de ce système qui nous ramène à tant de siècles en arrière. Ce qui est certain, c'est que le cadeau que l'Allemagne a fait à l'Europe est un cadeau ruineux. Partout on jette les millions en pâture au démon de la destruction, et il ne reste rien pour l'instruction civilisatrice ni pour les besoins de la production. L'élite de la jeunesse, la portion la plus robuste de la population virile, est arrachée à ses études et à ses travaux pour la vie de caserne, en attendant de se faire massacrer sur les champs de bataille. Jusqu'à l'âge de quarante ans, l'obligation du service est suspendue, comme une épée de Damoclès, sur toutes les existences et sur toutes les carrières. Les désordres sociaux que cette situation doit produire, se révéleront, dans tous les pays, par le ralentissement des mariages, par l'abandon des professions utiles et par l'affaiblissement numérique de la population. Menacés d'être soudain appelés sous les drapeaux, laissant des familles éplorées et des affaires compromises, beaucoup préféreront s'abstenir de lier une compagne à leur sort et de tenter de grandes entreprises. L'esprit d'émigration, auquel la terreur du service obligatoire pousse tant d'Allemands, se généralisera par les mêmes causes. On ira chercher un refuge contre le militarisme excessif du vieux monde, dans cette grande République américaine qui a eu l'intelligence de proscrire les armées permanentes.

Ces forces gigantesques sont-elles, d'ailleurs, autant qu'on le croit, des garanties de victoire ? L'avenir le dira, mais ce que le bon sens affirme, c'est que les masses considérables, comme les troupes moins nombreuses, ne valent que par le génie du capitaine qui les met en mouvement. Que, demain, l'Allemagne, qui a dû ses triomphes récents bien moins au nombre de ses soldats et à la puissance de ses canons qu'à l'habileté de M. de Moltke, ait à lutter contre un de ces hommes de génie qui se nomment César, Charlemagne ou Napoléon, et je doute que les quinze cent mille soldats qu'elle peut mettre sous les armes la préservent, à son tour, d'un désastre !

CHAPITRE SEPTIÈME.

LES MŒURS.

Les Allemands ont eu leurs panégyristes fanatiques qui ont fait un éloge enthousiaste de leurs mœurs publiques et privées et les ont recommandés comme des modèles à tous les autres peuples. Aujourd'hui, par une passion contraire, il y a des pamphlétaires qui les décrient et, ne peignant que leurs défauts sans reconnaître leurs qualités, retournent contre Berlin et l'Allemagne les calomnies intéressées que les pamphlétaires d'outre-Rhin ont si souvent formulées contre Paris et contre la France. Exagération et injustice de part et d'autre ! Les Allemands ne méritent ni cet excès d'honneur ni cette indignité. Ils ne sont, ni meilleurs ni pires que les autres races. Ils ont, comme toutes, quelques qualités qui leur sont propres et quelques défauts qui leur appartiennent ; mais l'ensemble de leurs mœurs ne diffère pas d'une manière sensible de tout ce que l'on voit ailleurs.

La société européenne s'est à peu près complétement uniformisée, surtout depuis deux siècles. La culture intellectuelle et morale, les usages, les coutumes, la façon de vivre, etc., y sont presque partout identiques. La science, l'art, la littérature, sont devenus essentiellement cosmopolites ; le langage, les lois, les institutions tendent à s'universaliser de plus en plus. Il faut descendre dans les rangs inférieurs du peuple pour retrouver les types primitifs ; encore doit-on, pour cela, sortir des villes et aller fouiller au fond des campagnes les plus reculées. Dans les classes moyennes, il s'est fait partout un vaste travail d'assimilation que la rapidité des communications entre les contrées les plus lointaines développe, chaque jour, avec une puissance inouïe. On répète quelquefois cette vieille et absurde maxime : « Grattez le Russe et vous trouverez le Cosaque ; » c'est une belle et bonne calomnie. Le Russe de la bourgeoisie et de l'aristocratie ne le cède à aucun peuple soi-disant plus civilisé, en intelligence, en esprit, en savoir-faire et en savoir-vivre. Il en est de même de l'Allemand de bonne société, comme du Hongrois, du Bohémien, de l'Autrichien, de l'Italien, de l'Espagnol ou de l'Anglais.

Cependant, il est incontestable que la race garde toujours quelques traits caractéristiques sous le vernis civilisateur ; mais ce phénomène se produit partout, en France ainsi qu'en Allemagne, en Occident comme en Orient. L'unité de la civilisation européenne n'en est pas plus troublée, que l'unité de la civilisa-

tion française ne l'est, par exemple, par les différences si étranges et si persistantes qui distinguent le Provençal ou le Gascon du Normand, du Breton, du Bourguignon ou du Champenois.

De même que les mœurs des divers peuples se ressemblent désormais, partout aussi les vices et les vertus sont analogues. On ne vaut ni plus ni moins sur les bords de la Sprée, de la Tamise et de la Néva, que sur ceux de la Seine.

II

J'ai pu me convaincre qu'en Allemagne cette vérité commence à être généralement reconnue. On y parle beaucoup moins qu'avant 1870, de l'immoralité des races latines et de la supériorité morale du Germain. Cela était bon pour exciter le chauvinisme et justifier la guerre en lui donnant le caractère d'une lutte vengeresse de l'honnêteté contre la corruption. L'ivresse du triomphe a poussé les Allemands à de telles défaillances morales, qu'ils rougiraient eux-mêmes aujourd'hui de vanter trop haut leur incorruptibilité. Ils ne peuvent plus se dissimuler qu'ils sont faits de la même pâte que le reste du genre humain ; ils ont trop montré qu'ils en ont toutes les faiblesses et, comprenant enfin qu'ils ne sont pas sans péché, ils s'abstiennent sagement de jeter la pierre à d'autres pécheurs.

Qu'ils nous permettent de leur dire qu'à aucune

époque leur prétention à la vertu exemplaire n'a été réellement légitime. Leur histoire, comme celle de tous les peuples, a des pages sombres. A côté de certaines qualités incontestables apparaissent chez eux, de tout temps, de très-graves défauts.

Dans le livre de Tacite, on n'a jamais voulu voir que l'éloge systématique qu'il fait des Germains dans le but de critiquer les mœurs romaines ; on a laissé dans l'ombre tout ce qu'il dit de leurs vices. Il y a, d'ailleurs, d'autres écrivains qui ont exprimé sur les tribus de la Germanie l'opinion du monde ancien. Strabon dit « qu'il est fort utile de se méfier de ces peuples et que, quiconque s'en remet à leur bonne foi, finit par s'en trouver mal ». Ammien Marcellin et Hérodien signalent et flétrissent leur rapacité et leur amour de l'or. Le tableau que Grégoire de Tours a tracé des Mérovingiens au moment même de l'invasion, donne une triste idée de la race qui venait alors soumettre la Gaule. Il ne me paraît pas qu'au moyen âge, si l'Allemagne peut se glorifier à bon droit des faits légendaires de ses paladins, elle ait, en revanche, à s'enorgueillir de ses burgraves, de ses barons voleurs et pillards, de ses ducs et de ses comtes sans cesse en guerre contre toutes les lois divines et humaines.

L'âge moderne y a-t-il été meilleur? Non. En Allemagne, comme en France, le XVIII^e^ siècle n'a préparé l'enfantement de la société nouvelle qu'au milieu des excès, des scandales et des orgies de l'ancien régime en décadence. Les écrivains de ce temps, qui ont

décrit les mœurs allemandes, se sont vivement émus de tout ce qu'ils ont observé à tous les degrés de l'échelle sociale. Le *Voyage en Allemagne*, du baron de Riesbeck, allemand lui-même et dès lors témoin impartial, donne une singulière idée des mœurs publiques et privées de cette époque. L'exemple venait de haut. On bâtissait au delà du Rhin des palais sur le modèle de ceux qu'habitaient les princes de la cour de France, mais il s'y passait des scènes qui ne le cédaient guère à celles dont la Régence a laissé le triste souvenir.

Ce qu'un historien allemand raconte de l'état moral de Berlin, sous le règne de Frédéric-Guillaume II, n'est point fait pour rehausser l'Allemagne d'alors [1]. « Dans cette capitale, dit-il, les jouissances physiques sont poussées jusqu'au dernier raffinement. Les officiers surtout, livrés depuis longtemps à la paresse et devenus étrangers aux sciences, foulent aux pieds les choses les plus saintes, la religion, la fidélité conjugale, toutes les vertus de la famille. Leurs femmes sont une propriété banale qu'ils vendent, qu'ils échangent et cèdent chacun à son tour. La corruption en est venue au point que des dames de la société s'abaissent au rôle d'entremetteuses et débauchent les jeunes filles. Il y en a d'autres qui ne rougissent pas de s'asseoir, au théâtre, au banc des courtisanes et d'emmener les galants qu'elles y ont recrutés. Il y a des cercles de

1. Voir ces détails dans l'important ouvrage du Dr Johannes Scherr, *la Société et les mœurs allemandes*, qui fait autorité chez nos voisins. (Traduction de Tissot, Paris 1877, page 403.)

femmes débauchées qui louent des chambres en commun et s'y livrent à des orgies qui eussent étonné le Régent. »

Et cette corruption était générale. En Bavière, pays catholique et religieux, les récits du baron de Riesbeck prouvent que la démoralisation n'était pas moindre que dans la Prusse protestante. Si, au siècle dernier, Bade avait la margrave sibylle dont les secrets scandales sont enfouis dans la chapelle expiatoire du château de la Favorite, le Wurtemberg avait le duc Charles, véritable satyre couronné, et, un peu plus tard, le prince qui a fait construire le château de Rosenstein, espèce de Parc-aux-cerfs germanique dont les salles, peuplées de tableaux luxurieux et de statues érotiques, pourraient raconter les dévergondages.

III

Les mœurs allemandes se sont-elles améliorées depuis lors ? Je renvoie ceux qui voudront approfondir cette question, au chapitre émouvant où le Dr Scherr apprécie la statistique criminelle de son pays au XIXe siècle. L'Allemagne a suivi le torrent qui entraîne la société contemporaine, et roulé vers les mêmes abîmes. L'excès du luxe, l'amour des plaisirs, la fièvre de l'or, l'affaiblissement des idées religieuses, y ont fait des ravages non moins désastreux que dans le reste de l'Europe. Tout récemment encore, les organes les plus considérables de l'opinion dénonçaient,

avec terreur, à la vigilance du pouvoir et à l'indignation des gens de bien les progrès de la démoralisation publique. « Le progrès de la brutalité parmi les classes inférieures de l'Allemagne, disait, en avril 1876, la *Norddeustche allgemeine Zeitung*, atteint un tel degré que nul n'est plus assuré de sa vie ni de sa propriété. Le fils égorge le père ; le père ivre assomme son fils ; l'ouvrier, à la moindre discussion avec son patron, lui brûle la cervelle [1]. »

En attendant que l'Allemagne moralise le monde, le sort des batailles lui a donné l'Alsace à moraliser. Qu'a-t-elle fait de cette chère province qu'elle a arrachée à la dépravation française ? Une statistique publiée par le *Volksfreund*, en septembre 1876, établit que les délits et les crimes y ont suivi depuis 1871 une progression croissante. Ce qui est certain, c'est qu'il a fallu y doubler, en une seule année, de 1875 à 1876, le budget de la justice criminelle. De 6,900 individus en 1871, la criminalité s'est élevée à 7,000 en 1872 ; à 9,740 en 1875 ; à 12, 273 en 1876. Les contraventions ont augmenté de 30,800 à 47,000 [2].

1. En Prusse, de 1871 à 1877, le nombre des emprisonnements s'est élevé de 68,006 à 101,952 par an, soit 49% d'augmentation, tandis que la population ne s'est accrue que de 4%. Les crimes condamnés par le jury ont doublé dans la même période. Les fraudes graves ont augmenté de 290%. Les meurtres et coups ayant occasionné la mort se sont accrus de 192%. L'accroissement des attentats à la pudeur et des résistances à l'autorité est de 294%. Celle des crimes contre la propriété, vols, abus de confiance, etc., est relativement moindre ; mais le nombre de criminels au-dessous de dix-huit ans a considérablement augmenté. — (Compte rendu de la Société Rhénane-Westphalienne des prisons, du 8 août 1878.)

2. *Considérations sur les finances et l'administration de l'Alsace-Lorraine sous le régime allemand*, par Charles Grad, député de Colmar.

Un des panégyristes les plus ardents de la race germanique dit que « nul peuple n'a d'expression qui puisse traduire l'idée de l'amour allemand, *Minne*. » Le mot est joli en effet, mais, si l'on veut savoir ce qu'est la chose, qu'on étudie les statistiques des naissances et surtout de la prostitution. Le livre du docteur Scherr donne là-dessus de tristes et effrayants détails. A Berlin on compte plus de 40,000 prostituées. Il est des pays, tels que Munich, où le nombre des enfants naturels atteint à peu près la moitié du chiffre des naissances. A Berlin la proportion est de 1 sur 5 ; en beaucoup de cercles elle est de 1 sur 4. En 1872, dans tout l'empire, le nombre des enfants nés hors mariage s'est élevé à 155, 645 ; en 1873, il était de 158, 268 et en 1874, de 152, 053.

Quant au mariage allemand, la facilité des divorces en a fait une espèce d'union libre où l'on se prend, on se quitte et on se reprend au besoin, suivant le moindre caprice de l'imagination et du cœur. Une femme du haut monde qui, sous le voile de l'anonyme, a publié naguère un ouvrage plein d'intérêt sur la vie domestique en Allemagne [1], raconte que deux frères, ayant épousé les deux sœurs, échangèrent ensuite leurs femmes à l'amiable en divorçant chacun en même temps ; puis, la mort ayant fait brèche dans les deux ménages, les deux survivants se remarièrent ensem-

1. *German home life*, Londres, 1872. — L'auteur est une Anglaise qui s'est mariée en Allemagne et a écrit ensuite, dans sa langue maternelle, les observations très-curieuses qu'elle a faites personnellement.

ble une troisième fois. L'auteur rapporte aussi que, dans sa propre famille, un de ses grands oncles s'était marié et avait divorcé trois fois, ce qui ne l'empêchait pas d'être au mieux avec ses trois femmes divorcées. Celles-ci, sans rancune réciproque, se réunissaient tous les soirs chez lui et jouaient au whist, disant gaiement de leur ancien époux « qu'il n'avait jamais été un partenaire supportable qu'au jeu ».

Je n'entends pas juger ici la question très-grave du divorce et je reconnais volontiers que l'indissolubilité du mariage enfante chez nous des désordres et des scandales auxquels, peut-être, remédierait en partie le droit de rompre le lien conjugal ; mais, quand les écrivains allemands exaltent la sainteté et la pureté de l'amour germanique et de la famille allemande, les faits qui précèdent permettent au moins de réduire leur enthousiasme à de plus modestes proportions.

IV

Cependant, à en croire encore Hummel, nul peuple, comme l'Allemand, ne sent la force de ce mot « chez soi, » *daheim*. Nul n'a, à un plus haut degré, le culte du foyer domestique. Est-ce bien exact? La passion émigrante qui, chaque année, enlève à l'Allemagne un si grand nombre de ses habitants, semble protester contre cette affirmation. Si l'Allemand aime tant

son « chez soi », pourquoi ne reste-t-il point sur le sol où ses pères sont morts et où ses enfants sont nés ? Le Français, qui n'a pas le fétichisme du mot *daheim*, a, en revanche, la passion de la chose. Il se trouve si bien dans son pays, qu'il ne songe jamais à l'abandonner. L'ardent patriotisme qu'affiche l'Allemand ne l'attache au *Vaterland* que par des liens bien faibles, tandis qu'en France la patrie est la mère adorée dont nul ne peut se séparer. Le Français a la nostalgie du sol natal aussitôt qu'il en est éloigné et son désir unique est d'y revenir.

Mais ce *daheim*, que vantent si haut les admirateurs des mœurs germaines, est-ce au moins l'existence paisible dans l'*atrium* sacré, la douce habitude et la jouissance délicate des bonheurs et des joies intimes ? On a reproché aux Français de tout sacrifier en quelque sorte à la vie extérieure, d'être tout en dehors et de passer leurs jours et leurs nuits en plaisirs bruyants et faciles où tous les devoirs de la famille sont oubliés pour les coûteuses futilités de la vie mondaine. Je n'entends pas nier ce défaut traditionnel de notre caractère. On nous a appelés « les Athéniens des temps modernes, » et nous n'avons que trop justifié ce surnom ; mais, si nous avons la légèreté et l'inconsistance de ce peuple charmant, nous en avons aussi l'esprit et l'amabilité. Nos vices, comme les siens, ont une certaine élégance qui leur enlève ce que la corruption a d'odieux et, sans l'excuser, la rend cependant plus tolérable. Le Français, même dans ses excès, reste encore un type de bonne compagnie. Il sait s'en-

ivrer spirituellement, si l'on peut ainsi parler. Il donne aux passions les plus brutales je ne sais quoi d'original qui imprime toujours à son matérialisme un cachet de supériorité et de grâce.

Je n'aime et n'approuve pas plus la vie de café et d'estaminet chez le Français que chez l'Allemand ; mais il faut reconnaître que la vivacité du premier a, même à la tabagie, un certain charme, un entrain, une gaieté communicative qui manquent tout à fait au second. Je ne connais rien de moins réjouissant que ces gros Germains et ces blondes Allemandes attablés en face de leurs énormes pots de bière et de leurs montagnes de choucroûte et de saucisses, fumant à la fois leurs vastes pipes d'où s'exhale une insupportable odeur.

Du reste, l'Allemand fume partout, chez lui, en société, en chemin de fer. On se rappelle le mot spirituel de cette Française qui, en wagon, interrogée par des voyageurs en appétit de fumer, si l'odeur du cigare ne la gênerait point, répondit finement : « Je l'ignore, car on n'a jamais fumé devant moi ! » Il serait bien difficile de trouver en Allemagne une femme qui pût parler ainsi. Personne ne se gêne pour fumer devant une Allemande. L'usage est entré dans les mœurs et l'on n'a pas même de licence à obtenir pour un péché que tout le monde commet et tolère. La mode germanique, sous ce rapport, commence même à nous envahir et c'est regrettable. Si le trésor trouve son avantage à une grande consommation de tabac, la vieille urbanité française ne peut qu'y perdre.

La vie de café n'est pas, en Allemagne, comme chez nous, le privilége à peu près exclusif du sexe fort. La plus belle partie du genre humain y participe à sa manière. Il y a beaucoup de grandes villes où les dames de la bourgeoisie ont l'habitude de se réunir journellement dans certaines « restaurations » comme en un cercle. Les réunions sont alternativement présidées par une des notabilités de cette société féminine. Chacune y apporte son ouvrage ; on y travaille, on y cause, on y boit en commun de la bière ou toute autre liqueur chère au goût germanique. Dans les « restaurations » en renom, il est rare qu'il n'y ait pas une salle spécialement réservée aux habituées et le nombre de celles-ci est grand.

V

Toutes ces coutumes s'accordent peu avec l'amour du chez soi que M. Hummel attribue à ses compatriotes. En outre, il n'y a pas d'Allemand qui ne fasse partie d'une foule d'associations de toute sorte qui l'entraînent, à chaque instant, hors du logis. La quantité de *Vereine* qui se fondent chaque jour pour le moindre motif, est incalculable. Il s'en fait à propos de tout. On a peine à se reconnaître dans la masse de sociétés chorales, de sociétés de gymnastique, de sociétés littéraires ou soi-disant telles, qui fonctionnent dans toutes les villes, immense prétexte à réunions, à festins, à libations et à discours.

On a reproché aux Français d'être bavards ; les Allemands ne le sont pas moins. Tout leur est occasion de lâcher bride à leur manie oratoire. Les diverses professions sociales sont d'ailleurs organisées en grandes corporations qui tiennent périodiquement des assises officielles pour discuter leurs intérêts, ou plutôt pour festoyer, bannières au vent et musique en tête. De même que, dans l'ordre politique, il y a le *Reichstag*, le *Landstag*, etc., de même, chaque année, il y a le *Journalistentag*, le *Juristentag*, l'*Aertzentag* et ainsi de suite pour tous les genres de métiers. Ces diètes professionnelles tiennent leurs sessions tantôt dans une ville, tantôt dans une autre. Les localités qui ont l'honneur d'être choisies tour à tour, se mettent en frais pour recevoir dignement leurs hôtes et célèbrent leur arrivée et leur départ par des solennités populaires, occasions naturelles de harangues publiques et de pantagruéliques repas ! Enfin les diverses associations similaires se rendent de fréquentes visites pour fraterniser d'un bout à l'autre de l'Allemagne dans de plantureux banquets. On voit, sur les chemins de fer, des trains remplis de membres d'une Verein quelconque, qui déploient leurs drapeaux à toutes les gares, boivent à toutes les brasseries et chantent, tout le long du chemin, des *lieder* patriotiques.

Le goût de ces associations vient de la vie d'étudiant. Nous avons dit que les élèves des universités sont répartis en corporations indépendantes dont l'origine remonte au moyen âge et qui se sont perpé-

tuées à travers les siècles toujours empreintes des passions de leur temps. Après être sorti des écoles, l'Allemand conserve toujours un souvenir et un reflet de cette première période de sa vie où, *bursche* déterminé, il vidait les pots et chiffonnait les Gretchen de brasserie, en chantant à tue-tête les chansons épicuriennes du répertoire des *Burschenschaften*. Le célèbre : *Gaudeamus igitur;* le bachique *Edite, bibite collegiales*, l'amoureux : *Ei du, ei du, charmante Dudel, du lasst mir keine Ruhe, dudel dei juvivallera*, etc., etc., se sont incrustés dans sa mémoire et n'en sont plus sortis. Il se revoit entonnant en chœur ces chansons bizarres et avalant, d'un seul coup, à la fin de chaque couplet, un gigantesque verre de bière. Chaque fois qu'il peut revenir à ses habitudes de jeunesse, il se sent comme revivifié. Les associations dont il fait partie plus tard, ne sont pour lui qu'une suite et une image des associations universitaires qui furent le plus beau temps de sa vie.

Je n'ai pas la moindre intention de railler en cela les Allemands. Ces corporations dont les membres sont tous unis par des sentiments fraternels, ont été à toute époque le foyer de l'esprit national. A ce titre elles correspondent à un élan de patriotisme aussi respectable que généreux. Il y a, du reste, dans l'esprit de corps une force morale qui exerce toujours une salutaire influence en habituant ceux auxquels elle s'applique à la discipline, à la solidarité et à la responsabilité. Toutefois on ne saurait méconnaître que la spontanéité individuelle et la liberté person-

nelle y sont nécessairement gênées et amoindries. C'est peut-être à cette habitude que l'Allemagne doit s'imputer d'être encore en arrière des peuples libres. Si libérales qu'elles soient dans leur objet, les *Vereine* ont toutes un peu la forme, la hiérarchie et la règle sévère du régiment. L'initiative de chaque membre s'y efface sous la loi de l'ensemble. Avec cela on fortifie l'obéissance dans l'homme fait, comme l'école l'a créée chez l'enfant et le service militaire l'a imposée à l'adulte, mais on ne développe guère les mœurs viriles de la liberté.

L'uniforme est le corollaire en quelque sorte obligé de l'association. Les étudiants ont leur uniforme; la plupart des *Vereine* ont le leur. La différence des costumes ou des insignes révèle ainsi aisément à l'œil la spécialité des classes. Les membres des diverses corporations ne portent pas seulement, dans leurs réunions particulières, leurs signes distinctifs, ils s'en revêtent souvent au dehors, surtout en voyage, de sorte que l'on peut, à chaque pas dans la rue, préciser à quelle corporation appartiennent les gens qu'on rencontre.

C'est généralement par la coiffure que se caractérisent et se reconnaissent les membres d'une *Verein*. « Dis-moi comment tu te coiffes, je te dirai qui tu es! » La casquette joue surtout un rôle considérable. Comme c'est un emblème militaire et que les officiers la portent en petite tenue, elle séduit les civils. Il y en a de toutes couleurs, rouge, bleue, verte, blanche, jaune. A l'exemple du militaire et de l'étudiant, c'est à la

casquette que l'on distingue le fonctionnaire public et la fonction. Les membres des *Vereine* portent aussi de larges rubans de diverses couleurs qu'ils mettent à leur boutonnière ou qu'ils étalent en bandoulières sur la poitrine, mais rien n'égale le prestige de la casquette. Elle communique, à celui qui en orne son front, quelque chose de la crânerie de l'officier prussien. Il semble se croire quelque peu soldat, en tout cas il se considère comme au-dessus de la foule et n'est pas éloigné d'admettre qu'il a droit de lui commander.

C'est dans les administrations des chemins de fer que se manifeste particulièrement cette infatuation de soi-même. Coiffé de sa casquette rouge, les cheveux lissés, la démarche raide, la parole brève et brusque, rude envers les employés comme envers les voyageurs, le chef de gare se pavane sur les quais de la ligne ferrée, avec une allure hautaine, persuadé qu'il ressemble, à s'y méprendre, à un officier supérieur de l'armée. On connaît l'influence du costume sur l'homme et sur l'opinion. Nulle part elle n'est plus visible et plus grande qu'en Allemagne.

VI

On nous a accusés souvent, et l'on n'a pas eu tout à fait tort, d'aimer beaucoup trop la mise en scène, les oripeaux, le charlatanisme des costumes chamarrés, et de nous laisser éblouir par ces dehors brillants qui

ne cachent presque toujours que de pompeuses frivolités. Les Allemands n'ont rien à nous reprocher sous ce rapport. Ils sont aussi enfants que nous dans leur amour des hochets et des futilités extérieures.

L'étiquette fastueuse de l'ancien régime se joint chez eux à la vanité des temps modernes. Rien n'est plus concevable dans un pays où les quartiers de noblesse sont la mesure de la considération publique et où l'aristocratie constitue encore une caste à part. Nous avons prêté à rire par notre ambition d'avoir un ruban rouge à la boutonnière. Qu'est-ce que notre unique et modeste « Légion d'honneur, » à côté de la multitude et de l'éclat des ordres allemands? Il n'est pas de principauté, si petite qu'elle soit, qui n'ait plusieurs genres de décorations brillantes et de titres aristocratiques à jeter en pâture à tous les appétits. La Prusse, en particulier, en offre à foison; l'ordre de l'Aigle noir, de la Couronne, de la Maison de Hohenzollern, du Mérite, de la Croix de fer, de Saint-Jean, de l'Aigle rouge avec ou sans épées; avec épées et feuilles de chêne; avec épées et étoiles; avec épée à l'anneau, que sais-je encore? On y a épuisé toutes les combinaisons propres à satisfaire l'orgueil humain. La vanité des femmes a eu d'ailleurs sa part comme celle des hommes. Les ordres féminins de la Reine Louise et du Mérite sont très-recherchés des grandes dames de la noblesse et de la finance; elles complètent, de leurs insignes radieux, les riches toilettes de cérémonie.

Chaque année, au mois de janvier, a lieu au vieux

château royal, devenu si sombre et si désert depuis Frédéric-Guillaume IV, son dernier locataire, une représentation de gala où se fait, au milieu des plus hauts dignitaires des ordres prussiens, une vaste distribution de plaques, de croix et de rubans. Cette solennité se nomme « la fête du couronnement et des ordres ». Elle a été instituée comme double anniversaire du jour où Frédéric-Guillaume III, duc de Brandebourg, devint Frédéric Ier roi de Prusse, et de la date où fut créé l'ordre de l'Aigle noir. Aujourd'hui on a ajouté à ces souvenirs historiques l'investiture solennelle de tous les ordres. L'empereur roi, en costume de grand maître de l'Aigle noir, manteau de velours rouge doublé de soie bleue, retenu par deux agrafes d'or d'où tombent sur la poitrine deux tresses dorées, reçoit les hommages des princes et des dignitaires de tous les ordres, resplendissants de leurs joyaux honorifiques. Puis il remet de sa main aux nouveaux élus les décorations destinées à payer leur zèle, à contenter leurs désirs ou à récompenser leurs services. La reine et les princesses assistent à cette exhibition de la vanité, portant, elles aussi, les insignes des ordres féminins. C'est un merveilleux coup d'œil et une brillante cérémonie.

Chez nous, même aux jours les plus fastueux de l'empire et de la monarchie, on n'a jamais fait tant d'apprêts pour décorer les gens. Le ministre se contente de leur faire part, au moyen d'une simple lettre, de la distinction dont ils sont l'objet. Leur nom est inséré au *Journal officiel*, et tout est dit. On voit qu'en

Allemagne les choses se passent avec moins de simplicité. Je n'en fais pas un reproche aux Allemands, mais qu'ils ne déclament pas contre la vanité française qui vraiment est bien plus modeste que la leur.

On assure que M. de Bismarck aime à donner autour de lui, en ces occasions, une leçon d'humilité en affectant de ne porter sur sa poitrine qu'une médaille, dont il a d'ailleurs le droit d'être fier, car c'est une médaille de sauvetage.

VII

Le culte du blason est la conséquence logique de cette idolâtrie du clinquant. J'ai dit avec quelle facilité s'obtient en Allemagne le titre universitaire de Docteur ; celui de Baron est presque aussi banal. Il n'est guère de banquier qui ne se passe la fantaisie et n'acquière le droit d'accoler à son nom ce qualificatif aristocratique. Depuis que les Rothschild, sortis de Francfort, ont inauguré la noblesse de finance, tous les manieurs d'argent, surtout tous les financiers juifs, aspirent, à leur exemple, à la particule et au tortil, si même ils ne visent pas plus haut. Les nouveaux ennoblis sont presque aussi nombreux que les nouveaux enrichis. Le Gouvernement met de la complaisance à satisfaire leur ambition pour s'en faire, par ces temps difficiles de budgets en déficit et d'emprunts onéreux, des prêteurs dévoués qui paient

en millions à l'État le prix de leur amour-propre satisfait.

Pour ceux qui ne peuvent pas avoir des baronnies et des armoiries, l'orgueil germanique a établi l'usage de certaines appellations distinctives de nature à donner aux personnes qui les reçoivent une sorte de supériorité sur le commun des mortels. Les fonctionnaires à tous les degrés, les magistrats, les professeurs et tous ceux qui, en divers métiers, ont reçu quelque brevet de l'autorité, sont toujours désignés et salués du titre de leur fonction ou de leur privilége. Ces vocables honorifiques abondent dans la conversation : M. le *Geheimerath*, M. le *Staatsrath ;* M. le *Justizrath ;* le *Kanzleirath*, le *Kammergeriehtrath*, le *Ministerialrath*, le *Commerzienrath*, etc., etc. Cette déférence ne s'arrête pas aux hommes. Ce serait une grave impolitesse que de ne pas accorder la même distinction à leurs femmes. Les *Doctoresse,* les *Pastoresse*, les *Frauen Professor*, les *Geheimerathin* et toutes les conseillères imaginables foisonnent dans la société allemande. Le beau sexe y est aussi jaloux de ces dénominations flatteuses que le sexe laid. Quand on n'a pas la chance d'exercer une fonction publique, on prend sans gêne l'étiquette de son métier et l'on s'en compose un titre emphatique. On est *Hofapothekerin*, *Hoflieferantin*, *Hofschumacherin*. Cela sonne bien à l'oreille et fait de l'effet auprès des petits gens, en tête ou au bas d'une lettre.

Ces qualifications sonores ne peuvent évidemment pas marcher sans quelque épithète qui les rehausse.

Il y a, sur ce point, des traditions avec lesquelles il ne faut pas plaisanter. L'auteur de la *German home life* nous apprend que le *Wirchlicher Geheimerath* ne vous pardonnera jamais de l'avoir appelé *Geheimerath* tout court. Un membre du clergé protestant a droit d'être qualifié de *Hochœrwürden*, tandis qu'un membre du clergé catholique n'est que *Hochwürden*. C'est manquer de tact que de ne pas donner du *Hochgeboren* à un conseiller privé, car il fait partie de la noblesse de seconde classe, ou d'omettre pour un noble de première classe, le *Hochwolgeboren* ou le *Erlaucht*. Il est cependant bien difficile de se reconnaître dans ces adjectifs de consonnance à peu près identique et de ne pas commettre involontairement quelque grosse faute d'étiquette qui classe aussitôt le coupable parmi les gens de mauvaise compagnie. D'autant plus que le moindre bourgeois et le plus humble épicier entendent qu'en leur écrivant, on leur donne du *Wohlgeboren*, et qu'en leur parlant, on n'oublie pas de répéter à chaque phrase: *Gnädiger Herr! Gnädige Frau!* « Gracieux monsieur! Gracieuse dame! » ce qui, à défaut d'un titre plus ronflant, chatouille toujours agréablement l'amour-propre.

On se tromperait fort si l'on croyait que je m'indigne contre ces petits travers et ces innocentes manies de gloriole. Nous n'en sommes nous-mêmes pas exempts. Ce sont des faiblesses de l'esprit humain qui n'appartiennent à aucune race ou plutôt qui leur sont communes à toutes. Seulement, il est manifeste que l'Allemagne, qui prétend donner au monde des

leçons de mœurs publiques, a versé, plus que tout autre, dans ce ridicule. Qu'elle tâche donc de s'en corriger, si elle le peut, sans se montrer trop sévère pour les autres peuples!

VIII

On a trop parlé de la morgue prussienne pour qu'il soit nécessaire de répéter ce que, depuis longtemps, tout le monde en dit. Ce n'est pas seulement à l'étranger qu'on s'en montre surpris et même choqué; c'est aussi en Allemagne. La rudesse hautaine des habitants du nord est particulièrement insupportable à ceux du sud, gens beaucoup plus doux et plus courtois. Cette raideur de manières, voisine de l'arrogance, tient évidemment à l'influence du militarisme. Ce sont, en effet, les officiers prussiens qui, à cet égard, donnent le ton. Nulle part les traîneurs de sabre n'affectent, en société et dans la rue, une attitude plus dominatrice. On voit bien qu'ils sont les maîtres et que tout doit leur être soumis. Ils tiennent le haut du pavé et paraissent avoir en médiocre estime tous ceux qui n'ont pas l'honneur de porter l'épée. Très-corrects dans leur tenue, très-polis envers leurs égaux, très-respectueux envers leurs supérieurs, excellents soldats, donnant l'exemple de la discipline, ils ont, au plus haut point, la politesse militaire; ils n'ont pas la politese civile. Depuis 1870, il se mêle à leur fierté naturelle je ne sais quoi d'agres-

sif qui irrite. C'est l'orgueil du vainqueur, travers aussi détestable que la vanité du parvenu.

La contagion de cette infatuation de caserne a gagné peu à peu l'ensemble de la population. Pour ne pas se laisser trop abaisser par l'élément militaire, l'élément civil a cherché à se mettre à son niveau. A la façon dont s'expriment et se comportent les simples bourgeois, aux formidables moustaches dont ils ornent leur lèvre supérieure, on dirait des officiers en costume de ville. Et, grâce à l'application du système prussien à l'Allemagne entière, les pacifiques habitants des États du sud commencent à prendre les allures fanfaronnes des hommes du nord.

Il y a un peu du cadet de Gascogne dans l'Allemand des rives de la Sprée, toutefois avec une certaine nuance aristocratique qui tient à l'esprit féodal des officiers de l'armée. C'est la même parole bruyante et provocatrice, la même ardeur batailleuse, la même prétention que le monde lui appartient.

Ne blâmons pas cependant nos voisins avec trop de sévérité. Nous avons eu, comme eux, ce faux orgueil. Chaque fois que nous nous sommes laissés enivrer et aveugler par la légende militaire, nous avons pris en une étrange pitié le reste du genre humain. Nos revers nous ont rendus plus modestes et, peut-être, nous ont corrigés. Les Allemands, au contraire, sont encore dans l'exaltation de la victoire. Ils ne deviendront plus humbles que si, un jour, la fortune les trahit à leur tour. En attendant, ils se croient si supérieurs à tous, ils se jugent si forts et si invincibles,

que leur caractère, naturellement raide et entier, en est devenu intolérant et intolérable.

C'est en cela surtout que la différence entre eux et nous est caractéristique. Il y a, nous le répétons avec la voix unanime des peuples étrangers, dans tous les vices des Français, un côté aimable, spirituel et amusant qui leur sert au besoin de circonstances atténuantes; ceux des Allemands sont plus brutalement mauvais. L'Allemand ne se pique pas d'être aimable. Il n'a pas été doué des qualités nécessaires pour plaire. Il semble qu'il soit né pour commander ou pour être commandé. Je ne connais que deux types vraiment sympathiques dans la société allemande; ce sont le professeur et le pasteur qui se distinguent et charment par leur simplicité, leur bonhomie et leur incontestable mérite.

IX

Je n'indique ici que des traits généraux et je m'empresse de reconnaître que, dans la vie intime, l'Allemagne possède et cultive toutes les vertus qu'on recherche au sein du foyer hospitalier. J'y ai trouvé, dans d'aimables familles, la plus franche cordialité unie à l'accueil le plus expansif. J'y ai vu des hommes d'esprit, des femmes dont la grâce parfaite se combinait avec l'intelligence la plus élevée, des savants hors ligne, des officiers aussi valeureux que généreux, des hommes politiques aussi impartiaux qu'ha-

biles, des étudiants studieux qui n'ont rien du Bursche tapageur et ferrailleur, des populations sincèrement pacifiques et vouées au travail qui ne songent à rien moins qu'à tout pourfendre dans le monde entier.

Si je mets ici plus spécialement en relief quelques défauts qui sont, parmi les Allemands, le travers de certaines classes, c'est uniquement pour établir qu'ils ne sont pas meilleurs que les autres peuples et que leur prétention à la supériorité morale n'est rien moins que justifiée. Il n'en faut nullement conclure qu'à notre tour nous ayons droit de déblatérer contre la corruption germanique comme ils l'ont fait contre la corruption latine. En notre siècle les Latins et les Germains se ressemblent et n'ont rien à se reprocher réciproquement. Il y a, parmi eux comme chez nous, du bien, du mal et beaucoup de médiocre. *Sunt bona, sunt quædam mala, sunt mediocria plura.* Les Italiens ont raison lorsqu'ils disent : « *Tutto il mondo e fatto como la nostra famiglia!* » Tolérons-nous donc les uns les autres et tâchons de nous réformer, s'il est possible.

Malheureusement, ni en Allemagne ni ailleurs, on ne semble disposé à prendre cette voie salutaire. Le goût des plaisirs luxueux, la poursuite effrénée de la richesse, le dédain des lois sévères de la morale, ne sont pas moindres à Berlin qu'à Paris et dans toutes les grandes capitales. La crise économique et financière de 1872 a révélé tout ce que les mœurs allemandes cachaient de passions mauvaises sous leur fausse

austérité. Toutes les classes se sont ruées à la conquête de la toison d'or, et, dans le naufrage universel, l'honneur a été perdu avec tout le reste. L'Allemagne souffre, avec nous et autant que nous, de la *Gold fever* qui a saisi la société du XIX^e^ siècle. Elle s'est plus corrompue en ces six dernières années que la France depuis cinquante ans parce qu'elle n'a pu opposer le régime sain et fortifiant du travail national aux causes délétères qui dépravent partout les mœurs publiques.

X

Les hautes et nobles inspirations de l'esprit ne l'ont pas préservée non plus contre les défaillances de la matière. La crise intellectuelle et artistique qui attriste la fin de notre siècle, ne l'a pas épargnée plus que nous.

Après la période éclatante de 1830, si féconde en grands hommes dans les lettres et dans les arts, il n'est que trop vrai que l'Europe entière semble être entrée dans une pénombre où rien de lumineux et de brillant n'apparaît. Faut-il s'en alarmer? Faut-il croire que le monde de la pensée a perdu pour toujours les splendides soleils qui l'éclairaient ? Non ! Ce n'est qu'une éclipse momentanée parce que nous traversons maintenant de nouveaux cieux.

Il se fait, dans l'ordre universel, une évolution qui n'est pas sans avantage pour le progrès de l'humanité. Les hommes d'État et les hommes de science,

aidés par deux grandes forces physiques, l'électricité et la vapeur, ont tourné toutes leurs préoccupations vers les conditions d'existence des peuples et vers l'amélioration du sort du plus grand nombre. La fin du XIXe siècle est marquée par une transformation matérielle qui laisse peu de place aux abstractions de l'idéal. Lorsque la société aura pris sa forme définitive, quand la vieille civilisation se sera rajeunie dans les eaux de Jouvence de l'idée nouvelle, elle reverdira comme la nature au printemps, et les poëtes, les artistes et les penseurs reprendront leur place glorieuse à la tête du genre humain.

L'Allemagne s'agite, avec l'Europe entière, dans les teintes grises de cette phase transitoire. Où sont ses Gœthe, ses Lessing, ses Schiller? Où sont ses Weber, ses Beethoven et ses Mozart? Où sont même, dans la peinture où elle n'a jamais eu un grand éclat, ses Overbeck, ses Cornélius et ses Kaulbach? Une littérature bâtarde où aucun nom glorieux ne dépasse la médiocrité de l'ensemble! Un art plastique sans caractère, sans originalité, sans inspiration puissante, où l'on chercherait en vain un chef-d'œuvre! Une musique! Ah! ici l'enthousiasme allemand m'impose silence. L'Allemagne a Wagner et malheur à qui ose toucher à ce Titan lyrique qui a créé « la musique de l'avenir! » Hélas! le verdict de l'Europe n'a pas ratifié jusqu'ici le fétichisme germanique? Le Wagnérianisme n'est parvenu encore à détrôner ni les grands classiques de l'Allemagne, ni les maîtres illustres de l'art français et de l'art italien. La musique de Wagner est bien l'image de

la période sombre où nous sommes. Pas de clarté, pas de mélodie, pas de charme : le bruit dans les ténèbres. Si l'Allemagne ne peut offrir que Wagner comme type de l'art moderne, qu'elle le garde ! Le dilettantisme européen n'a pas à le lui envier.

En revanche, elle ne s'est fait aucun scrupule de nous emprunter un mauvais genre, qui est né sur le sol parisien, mais qui y a été créé, il faut bien le rappeler, par un des blonds enfants de la Germanie. L'opérette qui a, un moment, excité si fort contre nous, vers la fin du second Empire, l'indignation vertueuse des moralistes allemands, a conquis droit de cité sur toutes les scènes de l'Allemagne où elle fait une vigoureuse concurrence à la musique de l'avenir. Mais, suivant la judicieuse observation de l'auteur de la *German home life*, les bouffonneries d'Offenbach, qui sont tolérables à Paris où l'on apporte un goût exquis et une mesure parfaite dans les hardiesses les plus périlleuses, sont interprétées au delà du Rhin de façon à devenir choquantes et insupportables. En France l'esprit gaulois comprend à demi-mot et l'acteur peut glisser sur les situations les plus scabreuses sans avoir besoin d'appuyer. L'esprit germain est moins subtil. Il faut mettre les points sur les *i* et dire crûment les choses pour les faire comprendre. De là, la nécessité de remplacer par le gros sel le sel attique des allusions parisiennes, et de faire dégénérer une gravelure spirituelle en brutale obscénité.

XI

Je ne puis qu'esquisser superficiellement le tableau de la société allemande de nos jours. Je n'ai, je le répète, pas la moindre intention de la décrier ; je désire seulement la faire réfléchir sur elle-même et la convaincre que, si elle peut trouver à reprendre dans les mœurs des races latines, elle n'est pas à l'abri de l'universelle corruption. *Iliacos intra muros peccatur et extra.* Je ne lui dirai pas, avec l'Évangile, qu'elle voit une paille dans l'œil du voisin et qu'elle ne sent pas même la poutre qui est dans le sien ; nous avons, hélas ! tous des poutres dans les yeux et nous ferions bien de nous en débarrasser réciproquement au lieu de nous invectiver les uns les autres.

Personne n'est assez pur, assez sage, assez intègre aujourd'hui, pour s'ériger en professeur de morale et se déclarer le redresseur des vices sociaux. L'Allemagne, surtout, n'est ni en droit ni en mesure de prendre cette haute mission. Quand on a ramené, comme elle l'a fait, l'Europe à la doctrine barbare du droit du plus fort ; quand on a réhabilité la politique de conquêtes ; quand on a transformé tous les peuples civilisés en autant d'armées toujours prêtes à en venir aux mains ; quand on a surexcité partout les vieilles haines de races ; quand on a fait de la guerre le seul moyen de régler les différends internationaux ; quand, par la voix des philosophes les plus éminents, des

hommes d'État les plus distingués, des penseurs les plus profonds, on a proclamé, comme des vérités incontestables, qu'il n'y a pas d'autre droit que la force, pas d'autre morale que le succès, pas d'autre religion que l'athéisme, pas d'autre espérance que le néant, il me semble qu'il y aurait lieu de se défier soi-même de sa puissance civilisatrice et qu'on a peu de chance de se faire accepter comme les directeurs des nations et les initiateurs de l'humanité

CONCLUSION.

CONCLUSION.

I

J'ai parcouru le cercle que je m'étais proposé. Après avoir étudié les événements d'où est sorti, de nos jours, le nouvel empire d'Allemagne, après avoir reconnu loyalement les fautes que la France a commises dans ses rapports avec le gouvernement de Berlin, j'ai examiné, impartialement, la situation que leur triomphe a faite à nos vainqueurs. J'ai constaté les difficultés que la constitution de l'unité allemande trouve dans la résistance des particularismes, dans la lutte et dans les prétentions des partis; j'ai décrit la crise économique et sociale que la victoire même a fait éclater; j'ai cherché à prévoir les crises non moins graves qui menacent l'avenir si on ne les prévient pas à temps par une politique aussi prudente que modérée. Enfin, je me suis demandé ce que l'Allemagne pouvait donner au monde moderne en fait d'idées morales et de progrès matériel, et si la suprématie qu'elle a conquise par les armes était de nature à marquer une ère nouvelle et féconde dans l'évolution civilisatrice de l'humanité.

Quelle est maintenant la conclusion de l'étude consciencieuse à laquelle je me suis livré?

Cette conclusion, je la formule en ces termes:

L'unité allemande, fondée par la guerre, mal organisée par la victoire, menacée de complications extérieures et de révolutions intérieures, ne se consolidera et ne durera que par la paix.

Le devoir de l'Allemagne, après avoir si brusquement troublé l'équilibre de l'Europe, est de le rétablir en rassurant toutes les puissances sur les éventualités menaçantes d'une situation où tout est livré aux caprices de la force.

II

Je n'ai pas la prétention d'avoir éclairé les Allemands eux-mêmes sur l'état de leur pays. Je crois que la plupart d'entre eux s'en rendent compte et je puis dire que, parmi ceux avec qui je m'en suis entretenu, il en est peu qui ne s'en montrent fort alarmés.

A l'ivresse des premiers jours de triomphe a succédé le sentiment réfléchi des difficultés de toute sorte qui empêchent la réalisation immédiate des vastes espérances auxquelles on s'était abandonné. Il y avait beaucoup d'illusions dans l'esprit des Allemands vainqueurs; il y a eu, par suite, beaucoup de déceptions. La gloire militaire qu'ils ont si chèrement acquise, ne les console qu'incomplétement de l'évanouissement de leurs beaux rêves.

Tout ce qui précède démontre qu'ils n'ont encore ni l'unité nationale pour laquelle ils avaient pris les armes, ni la liberté à laquelle ils aspiraient, ni la sécurité que leurs victoires semblaient devoir garantir, ni la prospérité matérielle que les milliards de la France devaient leur donner. Au bout de sept ans à peine, tous réclament la réforme de la constitution bizarre sous laquelle ils vivent. Ils demandent, en vain, les garanties du régime parlementaire. En fait, ils sont soumis à une dictature qui, pour être celle d'un homme de génie, n'en est pas moins l'incarnation la plus absolue du pouvoir personnel.

L'Allemagne tout entière dépend de M. de Bismarck. Elle dépend aussi de la santé et de la vie du grand chancelier. Que demain un accident quelconque le fasse disparaître, et son œuvre colossale risque de s'anéantir avec lui. Rien n'est organisé pour subsister et fonctionner en dehors de ce puissant mais unique moteur. Il n'a pas d'héritier capable de poursuivre la tâche immense sous laquelle il risque lui-même de succomber. Qui, d'ailleurs, pourrait jouir d'un prestige égal au sien, d'une autorité et d'une popularité suffisantes pour diriger et dominer l'opinion ? S'il venait à mourir, qui pourrait, comme lui, imposer aux partis, contenir le mouvement démocratique qui agite les populations, entraîner le mouvement réactionnaire qui agit dans les régions élevées, résister aux impatiences unitaires qui veulent tout niveler, et aux prétentions particularistes qui veulent sauvegarder l'indépendance des États ? Je suis très-convaincu que, tant

que M. de Bismarck vivra, tout restera dans l'ordre; mais, lui mort, la confusion se mettra dans les faits et la discorde dans les esprits. Alors on verra éclater à la fois les passions révolutionnaires des masses qui tenteront de reprendre et d'accomplir le programme démocratique de 1848, et les intérêts autonomistes des princes qui tenteront de recouvrer leur ancienne souveraineté. Or, quand le sort d'un pays tient ainsi, comme à un fil, à la vie d'un seul homme, qui peut y être sûr du lendemain?

Si M. de Bismarck qui est, à juste titre, un grand homme aux yeux de ses contemporains, veut l'être aussi devant l'histoire et devant la postérité, il doit tenir à honneur de consolider à tel point, pendant sa vie, la situation encore précaire de l'empire dont il est le vrai fondateur, qu'elle ne coure désormais aucun risque dans le présent ni dans l'avenir.

Ce grand résultat ne peut s'obtenir que par la paix.

S'il y a encore des esprits faux qui conseillent à l'Allemagne la politique de la guerre, qui pensent qu'elle doit se faire redouter au dehors pour être en sûreté chez elle, et qu'il lui importe même de marcher de nouveau sur ses ennemis vaincus et de les écraser avant qu'ils aient eu le temps de se relever, ceux-là donnent à leur pays le conseil le plus détestable et le plus dangereux. Ont-ils donc fait un pacte éternel avec la victoire et ne songent-ils pas aux conséquences effroyables d'un revers?

Quant à ceux qui voient dans une nouvelle guerre un moyen de détourner, par une diversion à l'extérieur,

les embarras de l'intérieur, ils ressemblent au jocrisse de la comédie qui se jetait dans la rivière pour éviter la pluie. Du reste, les esprits libéraux sont maintenant en éveil; ils comprendraient aisément qu'on ne chercherait à pousser le pays dans une aventure belliqueuse que pour étouffer leurs réclamations libérales, et ils ne se laisseraient plus aveugler par les mirages de la gloire aux dépens de la liberté. C'est en vain qu'on rééditerait les anciennes déclamations contre la France et qu'on affirmerait le besoin de l'anéantir à jamais pour sauvegarder l'Allemagne ; l'opinion, chez nos voisins, s'est beaucoup éclairée et redressée à cet égard, depuis 1870. Nul d'entre eux ne croit que la France veuille défaire leur jeune empire ni porter atteinte à leur droit de s'organiser à leur gré. Ils ne sont pas, d'ailleurs, tellement satisfaits du résultat de leurs victoires, qu'ils veuillent encore courir à la mort pour accroître la puissance de la Prusse et le prestige d'un gouvernement qui n'a pu leur donner ni les institutions des peuples libres ni la richesse des peuples industriels.

III

Tous les esprits impartiaux en Allemagne en sont arrivés à la conviction sincère que ce n'est point par de nouveaux combats, mais bien par une réconciliation loyale, qu'il faut terminer pour toujours les différends de leur pays avec le nôtre. Ils se disent avec raison

que le meilleur moyen d'assurer la paix, c'est d'employer des moyens pacifiques et que la guerre ne fait que semer et envenimer les haines héréditaires. Tous désirent qu'on trouve quelque combinaison honorable pour dissiper les ressentiments des dernières luttes et les équivoques de la politique actuelle, au lieu de continuer à entretenir des défiances et à exciter des susceptibilités qui peuvent éclater, tout à coup, dans un nouvel orage où tout le monde pourrait être terriblement frappé.

Je puis dire avec certitude que les idées sincèrement pacifiques ont fait, dans toute l'Allemagne, les plus remarquables progrès. Si la question de paix ou de guerre pouvait y être mise aux voix, le parti pacifique s'affirmerait par une majorité colossale.

Il y a peu de temps, au mois de septembre 1877, il s'est affirmé dans une de ces réunions de corps si fréquentes en Allemagne. C'était au congrès des médecins et des naturalistes assemblé à Munich. Un orateur distingué, M. le docteur Sepp, y a porté un toast à l'amitié internationale des savants d'Allemagne et de France en ces termes : « Les Allemands ne sont animés d'aucune antipathie à l'égard des Français. Quand des peuples civilisés, comme les Français, les Anglais les Allemands, les Italiens, se combattent, c'est une chose contre nature. Ils ont à jouer dans le monde un rôle beaucoup plus grand qui consiste à inculquer aux autres nations leurs idées civilisatrices. Lorsqu'un Allemand, un Français, un Anglais, tombent sur le champ de bataille, un représentant de la civilisation tombe

avec lui. » A ces généreuses paroles a répondu un savant français, M. de Lanessan, de Paris, qui, après avoir constaté avec quelle cordialité lui et ses collègues de France ont été reçus dans toutes les villes de Prusse, a bu « à l'Allemagne et à la France sœurs [1] ! »

Oui, l'Allemagne et la France sont deux sœurs, et ce n'est jamais que par un immense malentendu, né de l'ambition des princes, qu'elles se sont trouvées en guerre. Tout, au contraire, les rapproche, leur génie comme leurs intérêts. C'est en vain que des voix intéressées à perpétuer entre elles des sentiments hostiles, représentent la France comme une ennemie héréditaire de l'Allemagne, l'histoire des trois derniers siècles proteste éloquemment contre cette calomnie.

Depuis François Ier jusqu'à nos jours, la politique française n'a pas cessé d'être l'auxiliaire de l'Allemagne dans tous les efforts que ce pays a faits pour conquérir son indépendance et simplifier son organisation compliquée. Nous avons été, dans cette période, les ennemis de l'Autriche ; jamais, sauf quelques conflits passagers dus à des intrigues de cour, nous n'avons été les ennemis de l'Allemagne.

C'est à Richelieu que l'Allemagne a dû le triomphe et la consécration des droits de la Réforme au XVIIe

1. Un fait non moins significatif s'est passé à l'occasion du congrès postal tenu à Paris en mai 1878. M. Stephan, directeur général des postes de l'Allemagne, dans une réception officielle où assistaient tous les délégués des puissances représentées au congrès, a prononcé au nom de ses collègues un discours qu'il a terminé par ces mots expressifs : « Vive la France ! »

siècle; c'est à notre appui que la Prusse a dû sa grandeur au XVIII^e^. Napoléon I^er^, en brisant la féodalité au delà du Rhin, a préparé l'unité germanique, Napoléon III, en combattant l'Autriche en Italie, a fourni aux Allemands le moyen de réaliser enfin leurs aspirations séculaires.

Que l'Autriche voie en nous «l'ennemi héréditaire» elle en aurait certainement le droit; mais, avec la Prusse et les autres États allemands, nous n'avons jamais été en lutte que par hasard, plus encore par suite de malentendus que par suite de haines nationales ou de politique contraire. Le premier moment de colère passé, nous sommes toujours revenus bientôt aux bons rapports qui sont notre vieille tradition.

En tout cas, si une faute chèrement payée nous a poussés, en 1870, à une guerre fatale, les Allemands ne peuvent oublier sans ingratitude qu'au fond, c'est nous qui avons été les instigateurs et les auxiliaires du grand mouvement patriotique qui a fait un empire de l'ancienne confédération. Les incidents orageux de ces dernières années ne sauraient effacer le souvenir des services signalés que nous avons rendus à l'Allemagne, chaque fois que, chez elle, un grand intérêt national a été en jeu.

Maintenant est-il à craindre que la politique de la France se modifie tout à coup et veuille défaire l'unité

allemande qu'à toute époque elle a favorisée? Ceux qui nous soupçonnent de ces mauvais desseins méconnaissent complétement les sentiments qui règnent parmi nous.

Nous pouvons déplorer que le nouvel empire se soit fondé sur nos désastres ; nous pouvons regretter d'avoir contribué imprudemment à l'établir ; nous pouvons vouloir obtenir de lui des garanties efficaces qu'il ne sera pour notre pays ni une menace ni un danger; mais songer à le détruire, ce serait une folie. L'Europe ne le permettrait pas et notre intérêt même ne l'exige point. Il est, du reste, trop fort pour qu'on l'attaque témérairement. Puis il répond incontestablement aux vœux des populations allemandes. C'est désormais un fait accompli. Qu'il subsiste comme il pourra. Nous n'avons rien à faire pour le soutenir, mais nous ne devons rien faire pour le renverser.

Nous sommes trop absorbés chez nous pour avoir aucune velléité de troubler les autres. Nos finances à rétablir en diminuant les impôts onéreux grâce auxquels nous avons pu payer notre rançon ; tout notre système militaire à réorganiser; nos mœurs elles-mêmes à réformer et, par-dessus tout, notre état politique à régulariser et à raffermir, s'il est possible, en contenant les ambitions des prétendants et des révolutionnaires qui s'agitent autour du pouvoir, en voilà plus qu'il n'en faut pour nous retenir pendant bien des années sur notre propre territoire !

D'ailleurs, l'esprit public, en France, est absolument

opposé à la politique de la guerre. La vieille légende du chauvinisme gaulois est finie et pour longtemps. La France n'est plus cette nation chevaleresque et batailleuse qui était toujours prête à tirer le glaive pour une idée. Waterloo et Sedan l'ont corrigée de son enthousiasme belliqueux.

Certes ce n'est chez elle ni défaillance ni crainte. Si on avait le malheur de l'attaquer, on la retrouverait, comme toujours, prête à verser héroïquement son sang pour son honneur et sa défense, et l'ennemi, quel qu'il soit, verrait que les fils n'ont pas dégénéré des pères. Mais, si elle a conscience de ses forces et de son courage, elle a aussi, mieux qu'autrefois, le souci de ses intérêts; elle ne se croit pas humiliée parce qu'elle sera prudente.

C'est aujourd'hui un peuple travailleur, industrieux, dont le génie s'est transformé avec les progrès de la société moderne. Ce n'est plus dans les exploits militaires qu'il fait consister la vraie gloire; ce n'est plus dans les conquêtes qu'il cherche la vraie grandeur des nations. Ce qu'il poursuit désormais, c'est le bien-être du plus grand nombre, c'est l'élévation constante du niveau moral et social. Or, il sait que ces biens ne peuvent s'acquérir et se conserver que par la paix et l'exemple même de l'Allemagne lui démontre que les plus éclatantes victoires sont presque toujours aussi funestes pour les vainqueurs que pour les vaincus.

L'Allemagne peut donc rester tranquille. Si elle ne nous attaque pas, ce n'est pas nous qui l'attaquerons.

Sans doute nous nous fortifierons puissamment chez nous, parce que nous voulons être respectés et parce que nous serions bien fous de nous exposer encore à être surpris et égorgés sans pouvoir nous défendre ; mais nous ne provoquerons personne. Seulement, en cas d'agression, nous sommes en mesure de repousser la force par la force ; et, nous le disons sans vaine forfanterie, ceux à qui il prendrait la fantaisie de nous déclarer la guerre, pourraient bien, cette fois, s'en repentir. La France est plus forte qu'ils ne le supposent peut-être. Tout leur conseille de ne pas en faire l'épreuve.

V

N'y a-t-il d'ailleurs pour nous aucun moyen, autre que les armes, de prendre la revanche de notre défaite?

Non ! L'art de battre les Prussiens n'est pas seulement dans le nombre de nos soldats, dans la puissance de nos canons et dans l'habileté de nos généraux ; il est aussi dans le développement comparatif des forces productives et civilisatrices des deux nations. Nous avons remporté déjà sur eux une victoire qui leur a été, j'en suis sûr, aussi sensible qu'un échec militaire. Les milliards qu'ils nous ont enlevés, les ont appauvris, tandis que la France, qu'ils avaient cru ruiner pour bien longtemps, s'est enrichie. Berlin, dont ils espéraient faire la capitale du monde, n'a pas même pu devenir la capitale de l'Allemagne, et

Paris est restée la reine, le flambeau, le modèle et le guide de tous les peuples civilisés. La Prusse ne pèse dans la balance des nations et n'agit dans le mouvement universel que par la force colossale qu'elle peut mettre au service de sa politique ; la France y a déjà reconquis brillamment l'influence qu'a toujours exercée son génie civilisateur.

Ne nous plaignons pas trop. Cette première revanche peut flatter, à bon droit, notre amour-propre national, en même temps qu'elle sert nos intérêts.

Il en est une autre qu'il nous faut poursuivre et celle-là aussi nous l'obtiendrons. C'est celle qui nous fera reprendre notre rang légitime dans les conseils de l'Europe.

La France est un élément nécessaire de l'équilibre général. Elle ne peut disparaître du mouvement international sans danger pour les rapports des peuples et pour l'action des puissances. Qu'elle ne songe pas à reconquérir son ancienne influence par la force, soit ! c'est de la sagesse. Mais elle doit aspirer à la rétablir par la droiture et l'habileté de sa politique, surtout par l'évidence des services qu'elle peut rendre. En tout cas, personne ne saurait s'étonner que nous cherchions à reconstituer à l'extérieur notre puissance diplomatique, comme nous reconstituons à l'intérieur notre puissance nationale. L'essentiel, c'est que nous n'employions, dans ce but, que des moyens pacifiques et que nous ne troublions pas l'Europe par des revendications violentes. Or la modération de notre politique s'est attestée par trop de signes écla-

tants pour qu'on ait le droit de la mettre en doute.

Aussi est-il permis de dire, sans fausse vanité, que la France, depuis sa défaite, a grandi dans l'estime du monde entier plus qu'elle ne l'aurait fait sans doute en des temps de prospérité. Partout on l'a encouragée dans ses efforts virils pour réparer ses désastres. Partout on l'a applaudie quand on l'a vue se relever. Et ces témoignages ont été pour elle plus qu'une consolation, car c'est une grande victoire morale qu'elle a remportée sur ses vainqueurs.

Loin de nous la pensée de dire rien de désagréable au peuple allemand ; mais qu'il interroge les faits, qu'il s'interroge lui-même et il reconnaîtra que, si ses triomphes ont excité l'étonnement, ils ne lui ont pas concilié les sympathies que nous ont values nos revers ! Il s'est fait craindre, il n'est parvenu ni à se faire aimer, ni à se faire estimer. On le regarde et on le redoute comme le symbole vivant de la force brutale qui courbe et brise tout ce qui lui fait obstacle, mais non comme le représentant de la force morale qui élève et civilise l'humanité !

VI

Cependant, s'il est vrai que ni la France ni l'Allemagne n'ont, au fond, le désir de se mesurer encore sur les champs de bataille, il est impossible de nier qu'il existe entre elles des méfiances ombrageuses qu'entretient l'impressionnabilité nerveuse des esprits

et des intérêts. Ce sentiment vague, mais persistant, pourrait, en certaines circonstances graves, provoquer des conflits nouveaux ou du moins peser sur la politique des gouvernements. C'est le devoir des hommes d'État, ce devrait être aussi la mission des hommes de bien de dissiper ces regrettables préventions et de faire comprendre aux deux peuples que les grosses questions qui s'agitent entre eux ne doivent pas et ne peuvent pas se résoudre par la guerre.

L'enjeu de cette sanglante partie serait de part et d'autre effrayant.

La France, si elle était encore une fois vaincue, subirait des désastres auprès desquels ceux de 1871 ne seraient qu'un léger dommage. L'Allemagne vaincue verrait tomber en ruines l'édifice de sa puissance et s'évanouir tous ses rêves de suprématie européenne. Et ce serait, entre les deux races, le point de départ d'une de ces luttes centenaires qui nous reporterait aux plus sinistres époques du moyen âge. La *vendetta* internationale éclaterait au sein de l'Europe ; elle ne s'apaiserait plus que par l'extermination d'un des deux peuples ennemis.

N'y a-t-il donc aucun moyen de dissiper enfin ces défiances maladives qui préoccupent les hommes d'État autant qu'elles inquiètent l'opinion?

Sans doute la patience et la modération y peuvent beaucoup. Si l'on est assez sage à Paris et à Berlin pour éviter des conflits qui compromettraient tout, il se fera, peu à peu, sur les événements accomplis et

ur les éventualités futures, une appréciation plus calme qui, peut-être, résoudra bien des questions ardues et désarmera bien des passions ardentes. Mais aura-t-on la prudence d'attendre, pour cet apaisement salutaire, l'action du temps, qui émousse les haines et amène l'oubli des injures? Pendant cette période d'observation mutuelle, les moindres faits, exagérés par une susceptibilité ombrageuse, ne peuvent-ils pas prendre de menaçantes proportions ? N'est-ce pas d'ailleurs condamner tous les États à rester formidablement armés dans l'hypothèse d'une explosion soudaine?

Ne vaudrait-il pas mieux sortir, dès à présent, de cette situation redoutable?

En sortir, comment? Par la guerre? Non, car nous venons de dire ce que tout le monde y jouerait et pourrait y perdre.

Par la paix? Sans doute, mais qui la rétablira?

J'ai cherché à définir plus haut à quelles conditions la paix serait honorablement possible entre l'Allemagne et la France. La neutralisation de l'Alsace, la rétrocession de la Lorraine, certaines compensations matérielles et morales à chercher pour notre pays dans le règlement définitif des affaires orientales, le tout couronné par un traité de commerce libéral entre les deux nations, seraient, je crois, de nature à les réconcilier. Toutes deux pourraient alors se livrer avec sécurité à l'œuvre de constitution que poursuit l'Allemagne et à l'œuvre de reconstitution que poursuit la

France. Mais qui peut prendre l'initiative de ce grand acte et qui peut l'accomplir?

L'Allemagne est trop hautaine dans sa victoire, la France est trop fière dans sa défaite, pour ouvrir franchement ces pacifiques négociations. Elles se défieraient trop l'une de l'autre et craindraient qu'on ne prît pour de la peur ou de la faiblesse toute ouverture venant de leur part. Il faut évidemment, pour terminer leur querelle, une intervention étrangère et un arbitrage supérieur. Cet arbitre suprême de la situation, c'est l'Europe.

Oui, c'est l'Europe, et elle seule, qui peut, dans l'intérêt de son propre repos, demander à l'Allemagne et à la France d'accepter loyalement son intervention pour assurer la paix générale. Céder aux désirs de l'Europe entière, faire quelque sacrifice d'amour-propre ou d'intérêt exclusif pour rassurer et pacifier le monde ; serait-ce donc un acte contraire à la dignité des deux grandes puissances qui sont en cause?

La réunion d'un congrès européen s'impose aujourd'hui comme une nécessité irrésistible. Le vieux continent a subi, il subit encore une révolution profonde où les institutions, les lois, les mœurs, les principes du droit public sont bouleversés avec les limites des États et les classifications des races. Cette vaste révolution qui, après avoir si violemment secoué les races latines et les races germaines, met en ébullition maintenant, la race slave et se complique de deux guerres religieuses formidables, l'une contre la théocratie catholique, l'autre contre la théocratie

musulmane, arrive peu à peu à sa crise finale. Il est impossible que, de ces luttes colossales, il ne sorte pas une Europe nouvelle. Il est impossible qu'un pacte solennel ne vienne pas régulariser, par le droit des gens, les faits accomplis par la force des armes et mettre de l'ordre dans la confusion des conquêtes brutales en les forçant elles-mêmes à se combiner mieux avec les lois essentielles de l'équilibre général.

Le congrès de Berlin aurait pu être le tribunal de paix de l'Europe. Il faut regretter que l'on ait laissé échapper l'occasion propice pour y poser et y résoudre, avec la question d'Orient, les graves problèmes internationaux qui menacent le repos du monde. Mais, ainsi que nous l'avons dit, le traité de Berlin n'a rien terminé, et d'inévitables conflits ne tarderont pas à démontrer aux grandes puissances qu'il leur reste à accomplir une œuvre plus sérieuse et plus complète.

Pourquoi attendraient-elles de nouvelles guerres pour réunir de nouveau l'aréopage européen et lui soumettre un grand plan de pacification générale?

Les événements donnent aux hommes d'État de notre temps le moyen d'immortaliser leur mémoire en rétablissant entre toutes les nations une paix durable, en les amenant toutes à procéder à un désarmement combiné qui relève leurs finances et donne un merveilleux essor à toutes leurs forces productives, en proclamant solennellement les principes qui doivent régir désormais les rapports des peuples et des gouvernements!

Puissent ces grands devoirs et ces généreuses idées inspirer les pacificateurs de l'Europe! Puisse une ère de confiance, d'harmonie, de travail et de prospérité succéder, enfin, à la désastreuse période de lutte et de révolution qui a si profondément troublé la société moderne!

FIN

TABLE

PRÉAMBULE 1

PREMIÈRE PARTIE.

DÉVELOPPEMENTS DE L'UNITÉ ALLEMANDE.

CHAPITRE Ier. — L'Allemagne du XVIe au XIXe siècle 7
— II. — Le Conflit austro-prussien. 38
— III. — Les Fautes de la France 62

DEUXIÈME PARTIE.

LA SITUATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE.

CHAPITRE Ier. — M. de Bismarck. 93
— II. — La Constitution impériale. 125
— III. — La Centralisation et le Particularisme. . . . 146
— IV. — Les Partis. 170
— V. — La Question religieuse et le *Culturkampf*. . . 209
— VI. — Le Socialisme allemand. 242
— VII. — La Crise économique. 284
— VIII. — La Crise Politique 327
— IX. — L'Allemagne et l'Europe 354
— X. — L'Alsace-Lorraine 397

TROISIÈME PARTIE.

LA CIVILISATION ALLEMANDE.

QUESTION PRÉALABLE 433
CHAPITRE Ier. Théorie du droit de la force. 435
— II. — La Philosophie de la Nature et de l'Inconscient. 452
— III. — Le Chauvinisme allemand. 475
— IV. — Le Patriotisme littéraire 488
— V. — L'Instruction publique. 502
— VI. — Le Service militaire 529
— VII. — Les Mœurs 554
CONCLUSION 587

IMPRIMERIE GÉNÉRALE DE CHATILLON-SUR-SEINE. — JEANNE ROBERT.

00102031

Digitized with financial assistance from the
Government of Maharashtra
on 18 July, 2018